

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Digitized by Google

Per. 135 Mercure
Eux. 511s 1795, 18





Digitized by Google

<36620042430014

<36620042430014

Bayer. Staatsbibliothek

Digitized by Google

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 1.)

Quintidi 5 Vendemiaire,
l'an quatrième de la République.

(Dimanche 27 Septembre 1795. *vieux style.*)

MERCURE FRANÇAIS.

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTERAIRE.

Le prix de l'Abonnement eſt de 50 liv. pour les Départemens & pour Paris.

263 C
Digitized by Google

CALENDRIER RÉPUBLICAIN.

VENDEMIAIRE.

La Lune du mois a 30 jours. Du premier au 30 les jours décroissent matin & soir de 75 min.

Ere Républicaine.	Ere Vulgaire	J. de L.	PHASES de la LUNE.	Temps moyen du midi vrai. H. M. S.
1 primedi 1re Decade.	22 merc.	1		5 9 85
2 duodi	24 jeudi.	2		5 9 78
3 tridi	25 vend.	3		5 9 70
4 quartidi	26 sam.	4		5 9 61
5 quintidi	27 Dim.	5	● P. L.	5 9 50
6 sextidi	28 lundi.	6	le 6 à 0	5 9 40
7 septidi	29 mardi	7	h. 46 m.	5 9 29
8 octidi	30 merc.	8	du mat.	5 9 17
9 nonidi	31 jeudi.	7		5 9 75
10 *Decadi*	1 vend.	10		5 8 59
11 primedi IIe Décade.	2 sam.	11	☾ D. Q.	5 0 77
12 duodi	3 Dim.	12	le 12 à	5 8 62
13 tridi	4 lundi.	13	h. 15 m.	5 8 48
14 quartidi	5 mardi	14	du mat.	5 8 32
15 quintidi	6 merc.	15		5 8 16
16 sextidi	7 jeudi.	16	● N. L.	5 7 99
17 septidi	8 vend.	17	le 20 à 7	5 7 82
18 octidi	9 sam.	17	, 3 m.	5 7 65
19 nonidi	10 Dim.	19	du mat.	5 7 42
20 *Decadi*	11 lundi.	20		5 7 29
21 primedi IIIe Décad.	12 mardi	21		5 7 11
22 duodi	13 merc.	22		5 6 91
23 tridi	14 jeudi.	23	☽ P. Q.	5 6 61
24 quartidi	15 vend.	24	le 5 à 3	5 6 52
25 quintidi	16 sam.	25	h. 35 m.	5 6 32
26 sextidi	17 Dim.	26	du soir.	5 6 12
27 septidi	18 lundi	27		5 5 91
28 octidi	19 mardi	28		5 5 61
29 nonidi	20 merc.	29		5 5 50
30 *Decadi*	21 jeudi.	30		5 5 29

Digitized by Google

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 13.)

Quintidi 5 Frimaire,
l'an quatrième de la République.

(Jeudi 26 Novembre 1795. *vieux style*)

MERCURE FRANÇAIS.

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTERAIRE.

Le prix de l'Abonnement est de 50 liv. pour les Départemens & pour Paris.

Digitized by Google

CALENDRIER
RÉPUBLICAIN.
FRIMAIRE.

La Lune du mois a 30 jours. Du premier au 27 les jours décroissent matin & soir de 20 min.

Ere Républicain.	Ere Vulgaire	J. oct. J.	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au midi vrai. H. M. S.
1 primedi 1re Décade.	22 *Dim.*	1		5 9 85
2 duodi	23 lundi.	2		5 9 78
3 tridi	24 mardi	3		5 9 70
4 quartidi	25 merc.	4		5 9 61
5 quintidi	26 jeudi.	5	● *P. L.*	5 9 50
6 sextidi	27 vend.	6	le 5 à 0	5 9 40
7 septidi	28 sam.	7	h. 46 m.	5 9 29
8 octidi	29 *Dim.*	8	du mat.	5 9 17
9 nonidi	30 lundi.	9		5 9 75
10 *Decadi*	1 mardi	10		5 8 99
11 primedi IIe Décade.	2 merc.	11	☽ *D. Q.*	5 0 77
12 duodi	3 jeudi	12	le 12 à	5 8 62
13 tridi	4 vend.	13	h. 13 m.	5 8 48
14 quartidi	5 sam.	14	du mat.	5 8 34
15 quintidi	6 *Dim.*	15		5 8 16
16 sextidi	7 lundi.	16	● *N. L.*	5 7 99
17 septidi	8 mardi	17	le 20 à 7	5 7 82
18 octidi	9 merc.	18	h. 3 m.	5 7 65
19 nonidi	10 jeudi.	19	du mat.	5 7 42
20 *Decadi*	11 vend.	20		5 7 29
21 primedi IIIe Décad.	12 same.	21		5 7 11
22 duodi	13 *Dim.*	22		5 6 91
23 tridi	14 lundi	23	☽ *P. Q.*	5 6 61
24 quartidi	15 mardi	24	le 28 à 3	5 6 51
25 quintidi	16 merc.	25	h. 35 m.	5 6 32
26 sextidi	17 jeudi.	26	du soir.	5 6 12
27 septidi	18 vend.	27		5 5 94
28 octidi	19 same.	28		5 5 61
29 nonidi	20 *Dim.*	29		5 5 50
30 *Decadi*	21 lundi.	30		

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Du Quintidi 5 Vendémiaire, l'an quatrieme de la République.

(Dimanche 27 Septembre 1795, *vieux style.*)

TOME XVIII.



A PARIS,

Au Bureau du Mercure, rue des Poitevins, N°. 18.

Digitized by Google

TABLE des matieres littéraires, depuis le 25 juillet jusqu'au 21 septembre 1795, *vieux style.*

Nouvelle déclaration de la morale républicaine ; par F. Lanthenas, député à la Convention..... page 3.
Tableau du commerce de la France avec la Suisse.... 8.
Annonces de livres nouveaux..... 10.

Des glaires, de leurs causes, etc. ; par Dussin-Dubreuil. 33.
Notice sur Charles Bonnet, genevois..... 35.
Annonces de livres nouveaux..... 39.

Hymne du 9 thermidor ; par Chénier..... 65.
Charade, épigramme..... 67.
Observations sur la déclaration des droits..... 68.
Annonces de livres nouveaux..... 74.

L'heureux locataire, chanson..... 97.
Charade, épigramme..... 98.
Au rédacteur sur le mot de monsieur..... 99.

Lettres de milady Montague, traduction nouvelle..... 121.
Dialogue entre un républicain et un royaliste..... 126, 160.

Hymne du 10 août, par Chénier..... 153.
N°. IV du journal de l'Opposition ; par Réal..... 155.

Abolition de la peine de mort ; par A. Lemaire..... 185.
Suite des Maximes détachées, extraites des manuscrits de Champfort..... 192.
Chant de douleur sur la mort d'un adolescent..... 194.

Recueil de morceaux détachés ; par madame la baronne de Staël..... 217.
La Justice du peuple, vers composés à Lyon..... 249.
Des assassinats et des vols politiques ; par G. T. Raynal. 251.

Odes d'Anacréon, traduction nouvelle ; par Anson.... 281.
Voyage à Montbart en 1785 (chez M. de Buffon), par Hérault-Sechelles..... 313, 345, 377.
Annonces de livres nouveaux..... 322, 386.

Bayerische Staatsbibliothek München

Digitized by Google

(N°. 1^er.)

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 5 VENDÉMIAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Dimanche* 27 *Septembre* 1795, vieux style.)

VARIÉTÉS.

L'ÉTRANGER ET LE MENEUR.

L'Etranger. Eh bien, mon cher Français ! où en sont maintenant vos affaires politiques ?

Le Meneur. Comment ! nous faisons des merveilles depuis que *les honnêtes gens* ont bien voulu se charger de diriger nos sections.

L'Etranger. Les honnêtes gens..... c'est-à-dire des hommes qui ne font rien que d'honnête et de juste.

Le Meneur. C'est cela précisément.

L'étranger. Fort bien; mais j'entends parler de certains meneurs....

Le Meneur. Des meneurs ! quelle calomnie ! Soyez persuadé que nous ne voulons, comme vous le dites, que ce qui est honnête et juste. Et d'abord, n'avons-nous pas fait accepter la constitution ?

L'Etranger. En effet, rien de plus *honnête* de votre part. Sans doute que vous allez la soutenir de toutes vos forces.

Le Meneur. Vous n'êtes encore qu'un enfant en politique. Ne voyez-vous pas qu'il fallait des ménagemens pour ne pas effaroucher cette tourbe de populaciers, dont nous tenons maintenant les destinées ? Nous lui conservons pour un moment son idole, afin de nous préparer des moyens plus sûrs pour la forcer à renverser elle-même l'objet de son culte. Et n'est-on pas maître enfin de détruire ce qu'on a élevé ?

L'Etranger. J'en conviens, *rien n'est plus juste aussi ;* et je me rappelle d'avoir autrefois lu tout cela dans le jésuite Escobard. Cependant je connais bon nombre de sectionnaires qui ne sont pas tout à fait de cet avis.

Le Meneur. Ce sont des terroristes.

Digitized by Google

L'étranger. Des terroristes ! Entendons-nous. Le nombre m'en semble bien petit en comparaison du reste, d'après l'épuration que vous avez faite librement il y a quelques mois.

Le Meneur. Le nombre est devenu infiniment plus grand que vous ne pensez. Ignorez-vous donc qu'au besoin nous en faisons tous les jours de nouveaux ?

L'Etranger. Je n'ai rien à répliquer, puisque vous parlez de ceux de votre fabrique. Mais vous multiplierez les terroristes à un tel point qu'il vous restera très-peu de partisans parmi le Peuple, dont je vois bien que vous ne faites pas partie ; et je crains que vous ne soyez écrasés par cette masse.

Le Meneur. Crainte chimérique ! Le nom de terroriste, quels que puissent être tous ces opposans, leur imprimera une tache ineffaçable, et ils n'oseront plus se montrer. Quant aux autres, nous les tenons enchaînés par leur propre souveraineté. Leurs yeux sont complettement fascinés ; ils ne voient, ils ne croient, ils n'agissent plus que par nous. Fideles à répéter nos leçons, il n'y a plus de Convention, disent-ils, plus de décrets, plus de gouvernement ; il n'y a plus que nous seuls ; *il n'y a que nous.*

L'Etranger. Il n'y a que nous ! il n'y a que nous ! ce mot est profond.

Le Meneur. Ainsi, nous les tenons dans une entiere dépendance ; nous les engageons même, et par précaution, à la concorde et à la fraternité, jusqu'à ce que l'heure de la vengeance ait enfin sonné.

L'Etranger. Eh bon Dieu ! que voulez-vous faire ?

Le Meneur. User de représailles et venger les rois.

L'Etranger. Et quoi, encore des massacres ! des guerres civiles ! ..... Mais en effet, d'après ce qui se passe dans quelques villes du Midi et à votre armée de Chouans, je vois que vous ne préludez pas si mal.

Le Meneur. Rien n'est *plus juste*, comme vous voyez. Il est vrai que nous aurions peut-être traité avec une sorte d'indulgence quelques individus, et même certains généraux ; mais après leur belle *équipée* du passage du Rhin, plus de grace, plus de pardon.

L'Etranger. Je sais apprécier le degré de confiance qu'on peut avoir dans le courage, et sur-tout dans l'audace de vos petits messieurs ; mais enfin, tout cela me paraît si faible, si mince, et je l'avouerai même, si ridicule.....

Digitized by Google

Le Meneur. Qu'osez-vous dire ?

L'étranger. La vérité. Je suis cosmopolite et philantrope, et j'espere que le moment n'est pas loin où le Peuple entier se relevant dans toute sa majesté, dira impérieusement : *Il n'y a que moi....*

Le Meneur. Vous êtes un terroriste !

L'Etranger. Moi !

Le Meneur. Vous êtes un buveur de sang !

L'Etranger. Moi !

Le Meneur. Oui ; et je vais vous coucher sur ma liste.

L'Etranger. J'accepte cet honneur avec reconnaissance.

Par un citoyen terrorifié.

Lettre de FRANCKLIN *aux auteurs d'un journal, écrite de Passy en* 1784 (1).

MESSIEURS, vous nous faites souvent part de découvertes nouvelles ; permettez-moi de vous en communiquer une dont je suis moi-même l'auteur, et que je crois pouvoir être d'une grande utilité.

Je passais, il y a quelques jours, la soirée en grande compagnie, dans une maison où l'on essayait les nouvelles lampes de MM. Quinquet et Lange ; on y admirait la vivacité de la lumiere qu'elles répandent, mais on s'occupait beaucoup de savoir si elles ne consumaient pas encore plus d'huile que les lampes communes, en proportion de l'éclat de leur lumiere, auquel cas on craignait qu'il n'y eût aucune *épargne* à s'en servir : personne de la compagnie ne fut en état de nous tranquilliser sur ce point, qui paraissait à tout le monde très-important à éclaircir, pour diminuer, disait-on, s'il était possible, les frais des lumieres dans les appartemens, dans un tems où tous les autres articles de la

---

(1) Cette lettre qui ne parut point dans le tems, et qui vient d'être imprimée, pour la premiere fois, dans la *décade*, contient des conseils trop profitables, pour les circonstances où nous sommes, pour ne pas la faire connaître à nos lecteurs. On y trouve la touche fine et la plaisanterie à la fois ingénieuse et morale de l'auteur du *bonhomme Richard*.

Digitized by Google

dépense des maisons augmentent si considérablement tous les jours.

Je remarquai, avec beaucoup de satisfaction, ce goût général pour l'économie, car j'aime infiniment l'économie. Je rentrai chez moi, et me couchai vers les trois heures après minuit, l'esprit plein du sujet qu'on avait traité. Vers les six heures du matin je fus réveillé par un bruit au-dessus de ma tête, et je fus fort étonné de voir ma chambre très éclairée : endormi, j'imaginai d'abord qu'on y avait allumé une douzaine de lampes de M. Quinquet; mais en me frottant les yeux, je reconnus distinctement que la lumiere entrait par mes fenêtres; je me levai pour savoir d'où elle venait, et je vis que le soleil s'élevait à ce moment même des bords de l'horison, d'où il versait abondamment ses rayons dans ma chambre, mon domestique ayant oublié de fermer mes volets : je regardai mes montres, qui sont fort bonnes, et je vis qu'il n'était que six heures; mais trouvant extraordinaire que le soleil fût levé de si bon matin, j'allai consulter l'almanach, où l'heure du lever du soleil était en effet fixée à six heures précises pour ce jour-là; je poussai un peu plus loin ma recherche, et je lus que cet astre continuerait de se lever tous les jours plus matin jusqu'à la fin du mois de juin, mais qu'en aucun tems de l'année il ne retardait son lever jusqu'à huit heures.

Vous avez sûrement, messieurs, beaucoup de lecteurs des deux sexes, qui, comme moi, n'ont jamais vu le soleil avant onze heures ou midi, et qui lisent bien rarement la partie astronomique du calendrier de la cour; je ne doute pas que ces personnes ne soient aussi étonnées d'entendre dire que le soleil se leve de si bonne heure, que je l'ai été moi-même de le voir : elles ne le seront pas moins de m'entendre assurer qu'il donne sa lumiere au même moment où il se leve; mais j'ai la preuve de ce fait, il ne m'est pas possible d'en douter, je suis témoin oculaire de ce que j'avance; et en répétant l'observation les trois jours suivans, j'ai obtenu constamment le même résultat. Je dois cependant vous dire que lorsque j'ai fait part de ma découverte dans la société, j'ai bien démêlé, dans la contenance et l'air de beaucoup de personnes, un peu d'incrédulité, quoiqu'elles aient eu assez de politesse pour ne pas me le témoigner en termes exprès. J'ai trouvé aussi sur mon chemin un philosophe, qui m'a assuré que j'étais dans

Digitized by Google

l'erreur sur l'article de ma relation où je disais que *la lumiere entrait dans ma chambre ;* que je concluais mal à propos ce prétendu fait, de ce que mes volets étaient demeurés ouverts, et que cet événement accidentel n'avait pas servi à *INTRODUIRE la lumiere*, mais seulement à *FAIRE SORTIR l'obscurité ;* distinction qu'il appuyait de plusieurs argumens ingénieux, en m'expliquant comment j'avais pu me laisser tromper par l'apparence : j'avoue qu'il m'embarrassa, mais sans me convaincre, et mes observations postérieures, dont j'ai fait mention ci-dessus, m'ont confirmé dans ma premiere opinion.

Quoi qu'il en soit, cet événement m'a suggéré plusieurs réflexions sérieuses, et que je crois importantes : j'ai considéré que sans l'accident qui m'a éveillé ce jour-là si matin, j'aurais dormi environ six heures de plus, pendant lesquelles le soleil donnait sa lumiere ; par conséquent, j'aurais vécu six heures de plus à la lueur des bougies. Cette derniere maniere de s'éclairer étant beaucoup plus coûteuse que la premiere, mon goût pour l'économie m'a conduit à me servir du peu d'arithmétique que je sais pour faire quelques calculs sur cette matiere, et je vous les envoie, messieurs, en vous faisant observer que le grand mérite d'une invention est son utilité, et qu'une découverte, dont on ne peut faire aucun usage, n'est bonne à rien.

Je prends, pour bâse de mon calcul, la supposition qu'il y a cent mille familles à Paris, qui consument chacune, pendant la durée de la nuit, et les unes dans les autres, une demi-livre de bougie ou de chandelle par heure : je crois cette estimation modérée, car quoique quelques-unes consomment moins, il y en a un grand nombre qui consomment beaucoup davantage. Maintenant je compte environ sept heures par jour, pendant lesquelles nous sommes encore couchés, le soleil étant sur l'horison, car il se leve, pendant six mois, entre six et huit heures avant midi, et nous nous éclairons environ sept heures dans les vingt-quatre heures avec des bougies et des chandelles : ces deux faits me fournissent les calculs suivans.

Les six mois du 20 mars au 20 septembre me donnent 183 nuits ; je multiplie ce nombre par sept, pour avoir le nombre des heures pendant lesquelles nous brûlons de la bougie ou de la chandelle, et j'ai 1281 : ce nombre multiplié par 100 mille, qui est celui des familles, donne 128,100,000 heures de consommation, à supposer,

Digitized by Google

comme je l'ai dit, une demi-livre de bougie ou de chandelle consommée par chaque heure dans chaque famille, on aura 64,050,000 livres pesant de cire ou de suif consommés à Paris ; et si l'on estime la cire et le suif l'un dans l'autre au prix moyen de 30 sous la livre, on aura une dépense annuelle de 96,075,000 liv. tournois, en cire et suif ; somme énorme, que la seule ville de Paris épargnerait en se servant, pendant les six mois d'été seulement, de la lumiere du soleil, au lieu de celle des chandelles et des bougies ; et voilà ; messieurs, la découverte que j'annonce, et la réforme que je propose.

Je sais qu'on me dira que l'attachement aux anciennes habitudes est un obstacle invincible à ce qu'on adopte mon plan ; qu'il sera plus que difficile de déterminer beaucoup de gens à se lever avant onze heures ou midi, et que par conséquent ma découverte restera parfaitement inutile ; mais je répondrai qu'il ne faut désespérer de rien : je crois que toutes les personnes raisonnables qui auront lu cette lettre, et qui par son moyen auront appris qu'il fait jour aussi-tôt que le soleil se leve, se détermineront à se lever avec lui ; et quant aux autres, pour les faire entrer dans la même route, je propose au gouvernement de faire les réglemens suivans :

1°. Mettre une taxe d'un louis sur chaque fenêtre qui aura des volets, empêchant la lumiere d'entrer dans les appartemens, aussi-tôt que le soleil est sur l'horison.

2°. Etablir pour la consommation de la cire et de la chandelle dans Paris, la même loi salutaire de police qu'on a faite pour diminuer la consommation du bois pendant l'hiver qui vient de finir ; placer des gardes à toutes les boutiques des ciriers et des chandeliers, et ne pas permettre à chaque famille d'user plus d'une livre de chandelle par semaine.

3°. Placer des gardes qui arrêteront tous les carrosses dans les rues après la nuit fermée, excepté ceux des médecins, des chirurgiens et des sages-femmes.

4°. Faire sonner toutes les cloches des églises au lever du soleil ; et si cela n'est pas suffisant, faire tirer un coup de canon dans chaque rue, pour ouvrir les yeux des paresseux sur leur véritable intérêt.

Toute la difficulté sera dans les deux ou trois premiers jours, après lesquels le nouveau genre de vie sera

Digitized by Google

tout aussi naturel et tout aussi commode que l'irrégularité dans laquelle nous vivons ; car il n'y a que le premier pas qui coûte. Forcez un homme de se lever à quatre heures du matin, il est plus que probable qu'il se couchera très-volontiers à huit heures du soir, et qu'après avoir dormi huit heures il se levera sans peine à quatre heures le lendemain matin.

L'épargne de cette somme de 95,075,000 liv. tournois, qui se dépensent en bougies et chandelles, n'est pas le seul avantage de mon économique projet. Vous pouvez remarquer que mon calcul n'embrasse qu'une moitié de l'année, et que par les mêmes raisons on peut épargner beaucoup, même dans les six mois d'hiver, quoique les jours soient plus courts. J'ajoute que l'immense quantité de cire et de suif qui restera après la suppression de la consommation de l'été, rendra la cire et le suif à meilleure marché l'hiver suivant et pour l'avenir, tant que la réforme que je propose se soutiendra.

Quoique ma découverte puisse procurer de si grands avantages, je ne demande, pour l'avoir communiquée au public avec tant de franchise, ni place, ni pension, ni privilége exclusif, ni aucun autre genre de récompense, je ne veux que l'honneur qui doit m'en revenir si l'on me rend justice. Je prévois bien que quelques *esprits* étroits et jaloux me le disputeront ; qu'ils diront que les anciens ont eu cette idée avant moi, et peut-être trouveront-ils quelques passages dans de vieux livres pour appuyer leurs prétentions. Je ne leur nierai point que les anciens ont connu en effet les heures du lever du soleil ; peut-être ont-ils eu, comme nous, des almanachs où ces heures étaient marquées ; mais il ne s'ensuit pas delà qu'ils aient su ce que je prétends avoir enseigné le premier, qu'il nous éclaire aussi-tôt qu'il se leve : c'est-là ce que je revendique comme ma découverte. En tout cas, si les anciens ont connu cette vérité, elle a été bien oubliée depuis et pendant longtems, car elle est certainement ignorée des modernes ou au moins des habitans de Paris, ce que je prouve par un argument bien simple. On sait que les Parisiens sont un peuple aussi éclairé, aussi judicieux, aussi sage qu'il en existe dans le monde. Tous, ainsi que moi, ont un grand goût pour l'économie, et font profession de cette vertu ; tous ont de très-bonnes raisons de l'aimer, chargés comme ils le sont des impôts très-pesans qu'exigent les besoins de l'état ; or, cela posé, je dis qu'il est im-

Digitized by Google

possible qu'un peuple sage, dans de semblables circonstances, eût fait si long-tems usage de la lumiere fuligineuse, mal saine et dispendieuse de la bougie et de la chandelle, s'il eût connu, comme je viens de l'apprendre et de l'enseigner, qu'on pouvait s'éclairer pour rien de la belle et pure lumiere du soleil.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ANNONCES.

Lilasie ou *la Beauté outragée par elle même*; par l'auteur des *Lettres récréatives et morales*. Deux volumes *in*-18 broché. Prix, 10 liv., et 13 liv. franc de port.

A Paris, chez Lanneau, imprimeur-libraire, rue Serpente, n°. 17; et chez Lepetit, libraire, quai des Augustins.

Abécédaire contenant, avec la figure des objets les plus communs et leur nom inscrit au milieu, l'*Histoire naturelle* des animaux domestiques, ou les plus connus, moralisée et mise à la portée de l'enfance.

Ouvrage destiné pour les peres et meres qui veulent donner à leurs enfans, de l'un et de l'autre sexe, le premier aliment d'une lecture utile et d'une instruction intéressante, ainsi que pour les instituteurs et institutrices des écoles primaires. Un volume *in*-8°. orné de plus de 150 figures. Par le citoyen B. E. Manuel. Présenté à la Convention nationale le premier jour complémentaire, an troisieme. Prix, 20 liv., et 25 liv. franc de port.

Le même livre, édition inférieure, *in*-16, prix, 12 liv., et 15 liv. franc de port.

A Paris, chez Fr. Dufart, imprimeur-libraire, rue Honoré, maison d'Auvergne, n°. 100.

Nouvelle édition du *Code des donations et successions*, dans lequel on a rapporté tous les décrets jusques et y compris celui du 9 fructidor dernier, relativement à la loi du 17 nivose, et celui des condamnés. Un volume *in*-18. contenant 322 pages. Prix, broché, 8 liv. pour Paris; et 10 liv., franc de port, pour les départemens.

A Paris, chez Coursier, imp.-lib., rue Poupée, n° 5.

De l'Economie politique moderne; discours fondamental sur la population. Par Herrenschwand. *In* 8°. broché. Prix, 25 liv., et 30 liv. franc de port.

A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-Saint-André-des-Arts, l'an 3e. (1795).

Nous reviendrons sur cet ouvrage qui mérite d'occuper une place parmi les bons écrits qui traitent de l'économie politique.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 12 Septembre 1795.

Constantinople, 29 juillet. Les dernieres lettres de l'Archipel portent que le capitan-bacha fait une chasse assez heureuse aux corsaires malthois, qui ont causé tant de dommage aux Ottomans. Hier, on vit arriver dans ce port un grand vaisseau qu'on a repris sur eux à la hauteur de Candie. Ces lettres ajoutent que les frégates anglaises et françaises se trouvent à peu de distance les unes des autres dans les parages de Smirne; qu'on s'attendait à une action, et que l'on ne pensait pas que les frégates françaises, qui étaient les plus faibles, pussent l'éviter.

La disette qu'on éprouvait ici depuis quelque tems vient de cesser en partie par l'arrivée d'un grand nombre de bâtimens d'Alexandrie et de Sirie, avec assez de grains et de denrées pour faire diminuer le prix des vivres; mais si l'on échappe à la famine, un autre fléau commence à affliger cette cité. La peste s'est manifestée à Constantinople et dans les environs, et fait déjà de grands ravages. Cette maladie est venue de la Natolie et particulierement de Smyrne, où elle a enlevé un grand nombre d'habitans. Les symptômes sont absolument differens de ceux qui caractérisaient ci-devant cette maladie: elle commence par une enflure aux jambes qui les fait devenir d'un rouge foncé. Si la tumeur s'ouvre, le mal se dissipe avec l'humeur qui en sort; mais dans le cas contraire, il remonte à la poitrine, et le malade périt.

Le gouvernement à reçu des avis inquiétans sur le mécontentement que les nouvelles impositions ont occasionné dans la plupart des provinces. Cependant les circonstances où se trouve la Porte et les grandes dépenses qu'elles nécessitent, ne permettent pas encore la diminution de ces impositions. Les habitans de Constantinople, qui sont eux-mêmes très-chargés, témoignent contre le ministre le plus grand mécontentement. De tems en tems ils cherchent à mettre le feu aux maisons des principaux habitans du divan. Heureusement la police se fait avec tant de vigilance, que jusqu'à présent ces tentatives sont restées sans effet: mais le gouvernement n'en doit pas moins tout surveiller avec le plus grand soin. Les

Digitized by Google

mécontens, ceux qui n'ont pu abandonner encore les vieux préjugés ottomans, cherchent à profiter des innovations tentées ou projettées pour aigrir les jannissaires et le peuple. Il n'y a aucun doute que les puissances qui ont interêt à ce que les Turcs continuent à rester en arriere des nations européennes et à embarrasser le gouvernement, ne s'occupent, par le moyen d'agens secrets, à accroître cette disposition des esprits.

La triple alliance conclue entre l'Autriche, la Russie et l'Angleterre, a fait une grande sensation à la Porte. Le divan paraît craindre que cette alliance ne soit un jour funeste à l'empire ottoman; il ne néglige en conséquence aucun moyen pour mettre sur un pied respectable ses forces de terre et de mer. De nouveaux ordres ont eté donnés pour la construction d'un certain nombre de vaisseaux de guerre, tant grands que petits, indépendamment de ceux qui sont déja sur le chantier. Des officiers français et suédois dirigent ces travaux. D'un autre côté, la Porte s'efforce de resserrer de plus en plus les liens qui l'unissent à quelques puissances de l'Europe, telles que la France et la Suede.

Des avis postérieurs disent que les deux escadres anglaise et française sont toujours en vue dans les parages de Smyrne, sans en être encore venues aux mains, soit par respect de la part des deux nations pour la neutralité de la Porte, soit que les Anglais craignent de s'aliéner tout-à-fait cette puissance, et de s'exposer à perdre ainsi un jour tout le commerce avantageux qu'ils font dans les Echelles-du Levant.

Ibrahim Bey et Ali Effendi, désignés pour les ambassades de Vienne et de Berlin, ne sont pas encore partis. Leur retard vient, dit on, de ces cours mêmes, peu curieuses d'avoir chez elles des ministres turcs qui y résidassent constamment, et fussent en état de donner des renseignemens utiles au divan. Ce soupçon pourrait bien n'être pas fondé pour la Prusse, à qui la jalousie de l'empereur et celle de l'impératrice de Russie doivent faire chercher un allié dans la Porte ottomane. Mais il est plus que probable, quant à l'empereur, ennemi né de cette derniere puissance, et qui, par conséquent, ne peut vivre long-tems en paix avec elle.

Des lettres de la capitale de la Pologne, en date du 8 août, font connaître l'édit suivant qui vient d'y être publié. Son contenu prouvera de quelle maniere Catherine II remplit le promesse qu'elle avait faite de s'abandonner à sa clémence; promesse venue quelque tems après la prise de Varsovie, le sac du fauxbourg de Prag, et les autres rigueurs exercées pendant et après la derniere révolution.

1. Le bien des Polonais qui, après avoir prêté le serment de vasselage à S. M. l'impératrice de toutes les Russies, ont

Digitized by Google

pris part à la révolution, en se rendant parjures à la fidélité due à leur souverain, seront réunis à tous les autres biens du fisc.

2. Seront également confisqués les starosties des propriétaires absens qui, malgré l'intimation qui leur a été faite, n'étaient pas rentrés au premier janvier de la présente année.

3. Si parmi les coupables il s'en trouve qui aient en hypotheque les starosties appartenant à des personnes innocentes, celles-ci seront prises par le fisc, sauf le droit que les lois accordent aux propriétaires de pouvoir les racheter. Le droit du fisc sera réciproque à l'égard des terres ou starosties des coupables qui seraient hypothéquées entre les mains de personnes innocentes.

4. A l'égard des villages et biens existans dans ces gouvernemens et étant propriété du clergé de confession étrangere, dont les églises cathédrales étaient hors de la ligne des confins qui furent alors établis, le fisc prendra possession des maisons vacantes des archi-prêtres et des chapitres de la confession romaine et unie, comme encore de toutes celles qui vaqueront par la suite, et de celles dont les supérieurs ne se trouveraient pas dans les états russes.

5. A l'avenir on considérera comme appartenant au fisc, tous les biens et les immeubles des parjures, ainsi que les starosties des propriétaires absens, et les terres qui appartiennent au clergé.

6. Tous ceux qui ont été sommés de revenir dans ces états au premier janvier de cette année, et n'ont pas obéi, ne sont plus dignes d'être sujets de S. M. I.; mais par grace il leur est accordé un delai d'un an et six semaines pour vendre leurs biens stables, et en transporter ailleurs la valeur, à condition qu'il sera payé au fisc de la part du vendeur un droit de 10 pour cent, et de la part de l'acheteur un autre de 5 pour cent sur le total de la vente. A l'égard des biens qui ont appartenu aux Jésuites, et ont depuis été achetés par des particuliers, ils demeurent sujets aux dispositions susdites. Mais comme ces biens ont été vendus de la part de la république avec des principes différens de ceux qu'il est d'usage d'employer dans les ventes, il sera pris des précautions pour que maintenant le fisc puisse, à l'occasion desdites ventes, récupérer en entier la valeur des terres provenant des Jésuites.

7. Finalement, les terres possédées par les ecclésiastiques qui sont maintenant dans la partie de Pologne, appartenant à S. M. l'impératrice, et contre la fidélité desquels il n'y a aucun reproche, leur seront laissées jusqu'à ce qu'il intervienne une disposition générale sur les affaires ecclésiastiques, qui sera incessamment publiée, etc.

Le bruit court que l'impératrice de Russie a publié une

Digitized by Google

nouvelle ordonnance, dans laquelle, non contente de se plaindre de ce que la Porte a reconnu la République Française, elle s'exprime avec beaucoup d'aigreur sur une puissance du Nord à qui elle reproche des liaisons avec la France. La colere de l'autocratrice ne vient-elle pas autant de l'intérêt que la Porte et cette puissance prennent au sort de la Pologne, que de leur affection envers la nouvelle République, trop éloignée de ses états pour qu'elle ait jamais beaucoup à en esperer ou à en craindre.

De Francfort-sur-le-Mein, le 10 Septembre.

Suivant des lettres de Berlin du 5 septembre, le conseil d'état vient de prohiber l'exportation des chevaux du territoire prussien pour l'Autriche. Cette mesure, dont l'empereur souffrira davantage que le roi de Prusse, a été provoquée par l'établissement d'un impôt de 30 pour 100 mis, par le premier, sur les chevaux destinés pour la Silésie prussienne. — On a aussi remarqué l'accueil distingué fait par Frédéric Guillaume à l'ambassadeur d'Espagne à Londres, M. Lascasas, arrivé d'Inspruck à Berlin, et se rendant à sa nouvelle destination : le roi a soupé avec lui à Postdam. Un violent incendie a affligé cette derniere ville ; le 4, dans l'après-midi, le feu prit à la tour de l'église de Saint-Nicolas, située sur la place du Château. Le soir, à 11 heures, il ne restait plus de cette belle église que la maçonnerie et la façade. Ce malheureux événement a été causé par la négligence d'un ouvrier qui fondait du plomb sur la tour. La ville de Stettin a aussi perdu par le feu son principal magasin de vin, et une manufacture de tabac très-considérable.

— Des lettres de Vienne, du 26 août, annoncent le retour de l'empereur de Holitsch en Hongrie, où il était allé faire un petit voyage. Le jour même de son arrivée, il y a eu une conférence à laquelle l'ambassadeur d'Angleterre a assisté. On sait que l'objet de ces conférences est d'arriver à une pacification à laquelle on travaille d'une maniere très-active malgré les immenses préparatifs qu'on fait pour continuer la guerre.

Il y a eu pendant l'absence de l'empereur de très-grands changemens dans le ministere, dont il paraît qu'il n'a pas voulu être témoin, quoiqu'il les eût ordonnés.

Le roi de Naples est attendu à Vienne avec sa famille dans les premiers jours de septembre. On ne comprend pas quels motifs le déterminent à abandonner ses états quand le feu de la sédition éclate de toutes parts.

Le général Wurmser vient de mourir d'une attaque d'apo-

Digitized by Google

plexie. C'est le baron de d'Alvinzy qui a pris par *interim* le commandement de l'armée autrichienne.

HOLLANDE.

De la Haye, le 6 septembre. Le citoyen Noël n'a pas tardé à suivre ici le représentant du peuple Ramel. Ce matin, la garnison française de cette résidence a été assemblée à la plaine des exercices, hors de la Haye, où on lui a fait lecture de la nouvelle constitution française, pour qu'elle reçoive ensuite l'approbation et la sanction de ces militaires. Le même acte a eu lieu à Bruxelles, le 2 septembre au matin. Le représentant Lefebvre a prononcé un discours à cette occasion.

Les états-généraux ont rendu, à l'occasion de rassemblemens qui se forment, la proclamation suivante :

Les états généraux des Provinces-Unies, etc. attendu qu'il nous est revenu que différentes personnes militaires qui se sont rendues coupables de desertion, nonobstant nos publications émanées de tems en tems contre ce crime, ne craindraient point de contracter, sur des territoires étrangers, des engagemens de nature à les mettre dans le cas de porter les armes contre cet état; que d'autres personnes aussi, particulièrement celles qui ont été précédemment au service de cette république, mais l'ont quittée, forment des rassemblemens dans l'étranger sur la frontiere, s'y rangent sous des chefs, dans la vue criminelle de faire à main-armée une invasion dans ce pays; et que d'ailleurs ils n'épargnent aucun moyen pour en troubler le repos, tant dans l'interieur qu'au-dehors; à ces causes, etc.

I. Que toutes personnes militaires, qui ont déserté du service de l'état, depuis le 1er. mars de la présente année 1795, ou qui en déserteraient encore à l'avenir, qui seraient trouvées les armes à la main contre ce pays, saisies sur le fait, ou autrement convaincues de les avoir portées contre cet état, après leur désertion de son service, seront punies de mort.

II. Que toutes personnes, soit qu'elles aient été ou non précédemment au service de ce pays, qui ont quitté le territoire de cet état, ou qui le quitteraient encore dans la suite, qui auraient rassemblé des émigrés hors de ce pays, et en auraient agi comme les chefs, et qui se seraient trouvées avoir porté les armes contre cet état, saisies sur le fait, ou autrement convaincues de s'être rendues coupables du susdit crime, seront également punies de mort.

III. Que tous ceux qui, ayant quitté le territoire de cet état, se seraient rangés sous de pareils chefs, et auraient porté sous leurs ordres, les armes contre cet état, saisis sur

Digitized by Google

le fait, ou en étant autrement convaincus, soit qu'ils aient été précédemment ou non au service de ce pays, ne seront point considérés comme prisonniers de guerre, mais comme perturbateurs du repos public, et punis comme tels, suivant les lois.

IV. Que toutes telles personnes qui pourraient être convaincues d'avoir séduit ou embauché quelques militaires au service de ce pays, ou de les avoir allechés de quelque maniere à se rendre hors du pays, seront punies de peines corporelles, et même de mort.

V. Que tous ceux qui pourraient être convaincus d'avoir tenu, en aucune maniere, correspondance avec les ennemis de cet état, au préjudice du pays, seront punis d'emprisonnement, du fouet, et même, en cas de circonstances aggravantes, de mort.

Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, etc.

Fait et arrêté à l'assemblée desdits seigneurs états-généraux des Provinces-Unies, à la Haye, le 28 août 1795, l'an 1^er^. de la liberté batave.

ITALIE.

De Milan, le 24 août. Diverses lettres de l'armée d'Italie apprennent, qu'après les dispositions nécessaires pour attaquer les Français dans leurs retranchemens vers Borghetto, cet évenement eut effectivement lieu le 17 de ce mois. Les Français avaient été avertis par le moyen de leurs espions, et employerent pour leur défense un stratagême militaire. Ils avaient placé quelques batteries couvertes, chargées à mitraille, et laisserent facilement surprendre le premier retranchement qui était peu fort; mais les assaillans étant arrivés au second, les batteries furent découvertes, et les obligerent par leur feu à reculer. Dans le même-tems, il arriva un renfort aux Français. Il s'engagea alors une action très-vive à l'arme blanche, qui dura plusieurs heures. On dit que la perte a été considérable de part et d'autre, mais sur-tout du côté des Autrichiens, qui ont attaqué les premiers.

Les Autrichiens ont fait élever deux redoutes garnies d'une forte artillerie, sur la pointe de Sainte-Marguerite, colline qui domine Savone. Le général de Vins vient de publier un très-long manifeste, dans lequel il déclare qu'au cas que les habitans de cette contrée aient des intelligences avec les Français, au préjudice de l'armée impériale, il occupera tout le territoire adjacent, et lui fermera tout commerce par terre et par mer. Il nomme les lieux qu'il compte occuper et traiter comme s'ils appartenaient à l'empereur. On veut que la république de Gênes ait, dans cette conjoncture, ordonné un armement général.

Digitized by Google

De Livourne, le 26 août.

On mande de Bastia que le gouvernement anglo-corse a autorisé les corsaires de l'isle à arrêter tout bâtiment neutre ou non, qui serait chargé pour le compte des Français ou des Hollandais. Les mêmes avis ajoutent qu'on travaille à Ajaccio à la formation d'arsenaux et de chantiers pour des vaisseaux de guerre. On y jette un grand môle, et l'on y construit des bâtimens destinés à servir de magasins. Il est arrivé un parlementaire français avec un commissaire chargé de proposer un échange de prisonniers; offre qui a été agréée.

Voici ce qu'on dit, jusqu'à ce jour, des mouvemens qui ont lieu en Corse:

Il faut savoir qu'il y a dans l'isle un parti considérable qui hait le gouvernement anglais; mais c'est sur-tout dans la partie de la Corse au-delà les monts ou la partie du sud, que ces sentimens regnent avec le plus de force. Le gouvernement avait espéré ramener peu-à-peu les esprits; mais tout ce qui a été fait n'a abouti qu'à les exaspérer davantage. Les Pieves de Casinca, de Rostinot sont à la tête de l'insurrection. Elles ont d'abord envoyé trois députations au vice-roi, par lesquelles elles ont demandé l'abrogation de certaines lois du parlement relatives au clergé et sur-tout aux impôts. Enfin, dans beaucoup de lieux on a brûlé publiquement les lois décrétées par le parlement et sanctionnées par le roi. Le gouvernement vient d'envoyer deux commissions extraordinaires, l'une à Tavera, l'autre à Acupagni, chacune avec un bataillon, pour se saisir des insurgés. C'est dans ce moment que se font dans toute la Corse les élections des municipalités, et l'on croit que les assemblées qui auront lieu à cette occasion, pourront donner naissance à de grands troubles. Sir Elliot a publié une proclamation dans laquelle il dit au peuple Corse, que le gouvernement britannique a fait beaucoup pour sa liberté, sa tranquillité et son commerce, *etc.* Il l'invite à ne pas se laisser séduire par des personnes turbulentes.

Il paraît que ce passage est dirigé contre le général Paoli. Cet homme reconnu pour avoir une grande influence sur les Corses est regardé comme le directeur secret de l'insurrection qui est à la veille d'éclater dans toute l'isle. Il passe pour n'être pas satisfait de la portion d'autorité qu'on lui a laissée après la conquête, à laquelle il prétend avoir plus contribué que les troupes anglaises. Aussi, il a constamment régné entre lui et le vice-roi une froideur qui n'attendait que des circonstances pour dégénérer en inimitié. Un M. Colonna, adjudant du vice-roi, dans une fête qu'il lui donna, il y a quelques tems à Ajaccio, crut, dit on, lui faire sa cour, en mettant

Digitized by Google

en pieces le buste du général. Le bruit s'en étant répandu à Rostino, où demeure Paoli, et dans les districts environnans, le peuple brûla l'effigie de M. Pozzo-di-Borgo, concurrent de Paoli et président du conseil d'état. On accuse maintenant M. Pozzo-di-Borgo et M. Colonna d'avoir en outre brûlé *la tête de more*, (armoirie de la Corse) d'avoir malversé dans l'administration des fonds publics, *etc.* Des députés des Pieves voisines, sont venus demander au vice roi satisfaction et justice contre eux. Le vice-roi, après avoir nommé une commission chargée d'examiner les faits, renvoya les députés en leur promettant justice. Telle est l'origine et le développement des agitations actuelles de la Corse, qui semblent annoncer de plus grands évenemens.

De Gênes, le 4 septembre. Les Anglais resserrent de plus en plus la croisiere qu'ils ont établie dans nos mers, et ils viennent prendre des bordées jusques sous la portée de fusil de nos batteries. Malgré cette sévérité, quelques bâtimens chargés de grains pour la France, ont eu le secret de s'esquiver pendant la nuit.

La petite escadre anglaise, qui est à la disposition du général de Vins, est composée d'un vaisseau de ligne et de quelques frégates ou cutters, formant ensemble huit voiles. Elle s'est approchée à deux reprises de la plage d'Alassio et de Linguéglia, où elle a enlevé 11 bâtimens qui étaient à l'ancre, dont 4 génois et 7 français, outre un autre qu'elle a incendié : les équipages se sont sauvés à terre.

Un bâtiment espagnol, chargé de grains et de marchandises pour l'Espagne, sorti ce matin de notre port, a été pris par deux frégates anglaises qui l'ont conduit à Vado.

Les Autrichiens font quelques fortifications auprès de Savone, et quelques préparatifs de défense vers Loano, pour protéger leurs quartiers d'hiver. Leurs ingénieurs ont choisi, aux environs de la forteresse de Savone, différens points de défense qu'ils ont mis en bon état. Cependant il n'y a eu aucune attaque depuis quelque tems.

Un corsaire français a pris un navire anglais et un bâtiment napolitain, chargés de draps et marchandises : ces deux prises venaient de Livourne.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Berlier.

Séance du deuxième jour complémentaire.

La commune de Périgueux, en faisant part de l'acceptation de la constitution et des décrets par ses assemblées primaires, annonce que le royalisme s'y est agité dans tous les sens; que des hommes qui n'étaient connus que par leur haine pour la République, ont mis tout en usage pour éloigner les vieux amis de la révolution, mais que le peuple a entendu la voix de la Convention; que les patriotes de 89 se sont ralliés autour d'elle, et ont forcé les royalistes de concentrer dans leur cœur leurs projets de vengeance. Les électeurs nommés périront tous plutôt que de souffrir que le royalisme leve une tête insolente.

Real, en mission auprès de l'armée des Alpes, écrit que ceux qui pourraient croire encore au rétablissement de la royauté, auraient dû être témoins de l'empressement avec lequel cette armée a accepté l'acte constitutionnel; qu'ils se seraient convaincus que ce n'est pas pour baisser devant un roi leurs fronts couverts de lauriers, que nos défenseurs ont vaincu la ligue des tyrans.

Boissy d'Anglas rappelle que le 3 octobre prochain il doit être célébré une fête en mémoire des représentans égorgés à pareil jour par la tyrannie décemvirale; l'opinant demande que cette fête soit consacrée à toutes les victimes de cette tyrannie; et comme l'anniversaire de la République n'est pas loin, que ces deux fêtes aient lieu le même jour; l'Assemblée annoncera ainsi aux terroristes, comme aux royalistes, que jamais leur regne ne pourra revenir; il sera beau de la voir en même-tems se prononcer contre les uns comme contre les autres, fêter la fondation de la République, et pleurer les crimes de la terreur.

Guyomard voulait que ces deux fêtes fussent séparées; la raison qu'il en a donnée, c'est qu'on ne peut pas tout-à-la-fois pleurer et rire. — (Ces paroles ont excité de nombreux murmures.)

La proposition de Boissy a été renvoyée aux comités.

Pierret a rappellé que depuis long-tems les comités étaient chargés de faire un rapport sur le 1er. prairial; il pense que c'est une dette de la Convention de faire connaître les évé-

Digitized by Google

nemens et les auteurs de cette horrible journée. — Cette proposition est décrétée.

Delaunay, au nom des comités de salut public et de sûreté générale, dit que lorsque la Convention, par sa loi du 21 fructidor, relative aux détenus, a décrété que toutes personnes actuellement détenues en vertu d'ordres émanés de toute autre autorité que celle des officiers ordinaires de police, seraient conduites par-devant lui; elle n'a pas voulu assurer l'impunité aux coupables, mais protéger l'innocent; que cette loi a été mal entendue et a donné lieu à de grands abus. Parmi les détenus du château de Ham, se trouvaient vingt-un Marseillais, prévenus des massacres de cette ville; dix chefs de chouans et beaucoup de terroristes, de ceux qui étaient employés dans le gouvernement sous la tyrannie de Robespierre. Le commandant de ce château, par une fausse interprétation de cette loi, s'est cru autorisé à faire traduire une partie de ces détenus par-devant le tribunal de police correctionnelle. Ce tribunal, après avoir fait subir un interrogatoire aux accusés, n'ayant aucune pièce à leur charge, les a acquittés et mis en liberté.

Le rapporteur annonce que les comités de gouvernement, instruits de ces faits, ont pris les mesures qu'exigeaient les circonstances, et il propose un projet de décret, portant que tout individu en état de détention, par mandat d'arrêt du comité de sûreté générale, de celui de salut public, ou des représentans du peuple en mission, ne pourra être traduit devant l'officier de police de sûreté, d'après le décret du 21 fructidor, que dans le cas où ces comités l'y auront renvoyé. Ce projet est adopté.

Le commandant du château de Ham paraît à Boissy coupable d'une prévarication criminelle. Il demande son arrestation.

Cambacérès craint que la mesure ne soit précipitée, qu'on ne viole les principes et qu'on ne donne dans l'arbitraire. Il opine pour le renvoi de la proposition de Boissy aux comités. Celui-ci ne s'y oppose pas; mais il avertit que si l'on n'y prend garde, Pache et Bouchotte seront bientôt mis en liberté. Le renvoi est décrété.

Tallien : Je demande que l'on juge Pache et Bouchotte; mais je vote aussi pour que l'on punisse les chefs des chouans et ceux qui ont fait couler à grands flots le sang des Français dans la Vendée; un jour je réclamerai également vengeance de celui qui a coulé dans le Midi, et je répondrai à mes calomniateurs qui m'imputent les massacres de septembre.

Bourdon (de l'Oise) : Chacun prêche ici pour son saint. On veut flatter un parti; mais c'est à la Convention à ne se prononcer qu'avec maturité, et à ordonner à ses comités de lui faire un rapport sur ces différentes propositions. Adopté.

Digitized by Google

Séance du troisieme jour complémentaire.

Delville reproduit le décret qu'il avait présenté il y a quelques jours pour le placement des deux conseils et du directoire exécutif. Il est décrété que le conseil des anciens tiendra ses séances au palais national des Tuileries ; Celui des cinq cents au ci-devant palais Bourbon, et le directoire exécutif au Luxembourg.

Eschasseriaux jeune, organe des comités de salut public, sûreté générale et législation, fait lever la suspension prononcée il y a quelques jours de la radiation des listes des émigrés. Après des débats assez vifs et prolongés, il est décrété ce qui suit :

« Art. 1er. La déchéance prononcée par la loi du 26 floréal dernier, contre les prévenus d'émigration qui ne s'étaient pas pourvus à cette époque, ne sera point opposée à ceux desdits prévenus qui, n'étant portés que sur des listes étrangeres au département de leur domicile, ont depuis déposé et déposeront, dans les deux décades de la présente loi, les pieces justificatives de leur résidence, dans les bureaux du comité de législation, ou dans ceux des corps administratifs.

» II. Sont admis à jouir du bénéfice de la loi du 22 nivôse, an troisieme, les laboureurs et ouvriers ayant droit de se prévaloir de ses exceptions ; qui ne sont rentrés sur le territoire français qu'après le délai qu'elle a fixé, ou qui, étant rentrés avant l'expiration de ce délai, ne se sont pas pourvus en tems utile. Il leur est accordé, pour se pourvoir dans les formes prescrites par ladite loi, deux décades, à compter de la publication de la présente, passé lesquelles ils seront déchus de toute réclamation.

» III. En attendant qu'il soit définitivement statué, conformément aux lois existantes, sur les réclamations desdits laboureurs et ouvriers, les directoires de district sont autorisés à accorder à ceux d'entre eux qu'ils auront reconnu susceptibles des dispositions favorables de la loi du 22 nivôse, main-levée du séquestre de leurs biens, à la charge par eux de donner caution solvable du mobilier, et de ne pouvoir aliener leurs immeubles.

» IV. La suspension des radiations sur la liste des émigrés est levée : lesdites radiations continueront d'être effectuées jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, conformément aux lois existantes.

» V. Il sera pris par le comité de législation, avant de statuer, des renseignemens précis sur les certificats de résidence et autres pieces justificatives de non-émigration, provenant des communes où, à raison des événemens et des circonstances, il y a lieu de croire qu'ils ont pu être obtenus en fraude de la loi. »

Digitized by Google

Isabeau, au nom du comité de sûreté générale, fait un rapport sur une sédition qui a éclaté ces jours derniers à Chartres. Le 1er. jour complémentaire, une multitude de femmes s'est transportée, pour demander du pain, au lieu des séances du directoire du district. Les administrateurs les ont renvoyées vers le représentant du peuple Tellier, qui était dans cette commune pour accélérer les arrivages. Tellier se rendit sur la place de la Liberté, et chercha à y calmer les esprits, en déclarant qu'il allait prendre les mesures les plus propres à faire cesser la disette.

Ses discours ne produisirent aucun effet. La fureur croissait autour de lui. Des femmes qui se succédaient les unes aux autres avec une rage toujours nouvelle le couvraient, ainsi que la Convention, d'invectives et de menaces. Elles l'accusaient d'avoir accaparé pour 4 millions de grains. Il fut forcé de prendre un arrêté par lequel il taxait le pain à trois sous la livre. On l'obligea à le proclamer lui-même sur toutes les places publiques; et le long de la route, il eut la douleur d'entendre, au milieu du tumulte, les cris infâmes de *vive le roi!* (Mouvement d'horreur.)

De retour au lieu des séances, il témoigna le regret de n'être pas plutôt venu à Chartres pour y soulager ce peuple; il ajouta: « Vous saurez un jour qu'il y a dans la Convention nationale des hommes d'honneur. »

Il se retira dans l'auberge où il était descendu, et on l'y vit encore sur les 9 heures du soir. Le lendemain, 2e. jour complémentaire, vers 10 heures du matin, les autorités constituées se rassemblèrent et envoyèrent demander des nouvelles du représentant. Quelle fut la douleur de la députation, lorsqu'en entrant dans son appartement, elle le trouva mort sur son lit! il était baigné dans son sang.

Des lettres de sa main, qu'on trouva sur sa table, portaient qu'il était venu à Chartres avec les intentions les plus pures; qu'il avait été forcé d'y prendre un arrêté désastreux, inexécutable, puisqu'il fixait le pain à trois sous la livre; qu'il n'avait pas voulu y survivre, et qu'il s'était donné la mort d'un coup de pistolet, pour éviter un assassinat à des hommes égarés ou perfides. On trouva aussi une lettre adressée par Tellier au comité; elle portait: « J'ai voulu faire le bien, ma récompense a été l'ignominie. Je ne veux point y survivre, je rétracte formellement l'arrêté qu'on m'a arraché. Je sors de la vie avec l'honneur que m'avait laissé en héritage un pere respectable: je meurs content et sans reproches à mes yeux. »

Isabeau reprend: Il n'est pas besoin de commentaires. Les subsistances sont le prétexte: le royalisme est le vrai motif. Telle a été toujours la marche des contre-révolutionnaires. Et puis ils accusent les représentans de leurs propres forfaits!

Digitized by Google

On a voulu affamer Paris, malgré les précautions que nous ne cessons de prendre.

Voilà encore une victime du patriotisme. Quel bataillon a plus fait de pertes que nous? où sont les compagnons de nos dangers? ils ont disparu. Mais nous sommes encore plus de 300 semblables aux Spartiates, qui défendirent les Thermopiles. Et dussions-nous succomber, nous avons derriere nous plus de 3 millions de républicains, prêts à nous venger et à faire rentrer dans la poussiere tous les patriotes d'un jour, qui ne veulent s'emparer des pouvoirs que pour les livrer à un maître. Mais ils n'y réussiront pas; j'en jure par la République que nous avons tous juré de défendre. (Vifs applaudissemens.)

Isabeau annonce que les comités proposeront les mesures que réclament les circonstances actuelles; il se borne à faire décréter, quant à présent, que les représentans du peuple Roudon (de l'Oise) et Fleury se rendront dans le département d'Eure et Loire, et qu'ils suivront les instructions qui leur seront données par les comités. (Décrété.)

Tallien dit qu'il est tems de déchirer les voiles qui couvrent les précipices au bord desquels nous marchons. Que c'est contre la République que l'on conspire, et que l'insurrection de Chartres tient par plus d'un fil à ce qui se passe à Paris. Tallien signale les hommes qui agitent les sections de Paris. Dans l'une, c'est un des rédacteurs de l'Ami du Roi; dans une autre, des hommes qui tenaient aux castes privilégiées. Il cite un des derniers numéros du Courier Républicain où l'on invite au massacre de plusieurs représentans du peuple, et il demande que la Convention se prononce contre ses ennemis, puisque le peuple français s'est prononcé pour la République, et qu'on ne reconnaisse plus que deux classes d'hommes, ceux qui veulent la République et ceux qui ne la veulent pas.

Legendre: J'ai eu l'initiative contre les meneurs des sections de Paris. Je les ai dénoncés aux bons citoyens, et je ne cesserai de le faire. S'ils parvenaient à dominer la Convention, il n'est pas douteux que les départemens priveraient Paris du dépôt de la représentation nationale. Que deviendrait dans ce cas cette commune? Aurait-elle le pain à quatre sous la livre? Le peuple y mourrait de faim.

Baudin annonce que le comité de sûreté générale vient de recevoir de la municipalité de Beaugency, un placard qui y a été affiché, et qui jettera un grand jour sur la discussion. Il porte que pour rendre à la France sa tranquillité, il faut un roi, que son trône nage dans le sang de deux millions d'hommes, que Paris soit détruit, ses habitans passés au fil de l'épée, que la terreur siege à la porte du temple des lois, que le glaive frappe sous les tyrans qui depuis trois ans oppriment la France, que le culte soit rétabli.

Digitized by Google

Sur la motion de Fermont, la Convention décrete que demain il lui sera fait un rapport sur les circonstances actuelles.

Séance du quatrieme jour complémentaire.

Le directoire du district de Colmar écrit que la constitution et les décrets y ont été acceptés, et ajoute que les républicains à cadenette ne feront pas fortune. Il espere que la Convention saura par son courage et sa sagesse preserver la France du joug que les suppôts du royalisme veulent lui imposer.

La section du Panthéon annonce qu'elle a rejetté les décrets et accepté la constitution.

Les maire et officiers municipaux de la commune de Nantes écrivent, en date du 28 fructidor, qu'ils ont reçu plusieurs arrêtés, déclarations, proclamations, adresses de la section de Brutus. Les Nantais, disent ils, qui ont levé les premiers l'étendard de la liberté, savent apprécier cette liberté ; plus ils lui ont fait de sacrifices, plus ils la chérissent : ils ne méconnaîtront jamais la souveraineté nationale. Ils sentent bien que les désorganisateurs veulent paralyser le gouvernement et les armées, en demandant le renouvellement entier du corps législatif. Les 80,000 ames qui composent cette commune ont accepté la constitution et les décrets à l'unanimité. Nous renvoyons à la section de Brutus ses imprimés. (Vifs applaudissemens, éclats de rire.)

Letourneur (de la Manche) : Le comité de salut public me charge de vous annoncer un événement de la plus haute importance pour le succès de nos opérations ultérieures au-delà du Rhin. L'armée de Sambre et Meuse poursuit le cours glorieux de ses exploits : son avant-garde a atteint l'arriere-garde ennemie, et l'a taillée en pieces. (La salle retentit d'applaudissemens.)

Le représentant Gillet écrit, en date du 28 fructidor : Toutes les divisions de l'armée de Sambre et Meuse, forte de cent mille combattans, ont accepté l'acte constitutionnel : c'est sur le champ de bataille que cette brave armée a juré de vivre libre et de mourir sous le gouvernement républicain. En remontant le cours du fleuve elle a passé le Sieck : l'Autrichien fuit, il n'ose pas risquer une attaque générale. Hier, notre avant-garde s'est mesurée avec l'arriere-garde autrichienne ; elle a obtenu un succès complet. Après une canonnade et un engagement de quelques heures nous avons pris une piece de canon, un obusier et beaucoup de chevaux, l'ennemi a laissé un grand nombre de morts ; on lui eût enlevé toute son artillerie, si notre infanterie avait pu prendre part au combat. (Applaudissemens.)

Les ci-devant Gardes françaises, vainqueurs de la Bastille, viennent se plaindre du refus qu'on leur a fait de les admettre

Digitized by Google

dans la légion de police. Ne sommes-nous plus, disent-ils, ces hommes qui ont si bien mérité de la patrie? Les fondateurs de la République ne reconnaîtront-ils pas ses défenseurs? Ils savent comme nous que, si les royalistes triomphaient, leur tombeau serait le nôtre. Les pétitionnaires ajoutent qu'ils n'ont point démérité, qu'ils ont été épurés, et qu'ils sont dans la misere. Ils terminent en demandant l'honneur ou la mort. Renvoyé aux comités militaire et de salut public, pour prononcer incessamment sur cet objet.

Gossuin, au nom du comité militaire, fait décréter que les assesseurs des juges de paix, les instituteurs publics, les officiers de l'état civil, les professeurs de médecine de Paris, Montpellier et Strasbourg, sont dispensés du service de la garde nationale pendant la durée de leurs fonctions.

Séance du cinquieme jour complémentaire.

Lakanal, organe du comité d'instruction publique, expose qu'il résulte des observations faites par les astronomes membres du bureau des longitudes, que l'équinoxe n'aura lieu que le 23 septembre (vieux style) : ainsi il doit y avoir un 6e. jour complémentaire, d'autant mieux que l'année 1796 sera ce qu'on appellait une année bissextile. Il fait décréter que l'année actuelle sera terminée par un 6e. jour complémentaire, auquel on a donné le nom de *Franciade* dans le nouveau calendrier, et qu'il sera jour de repos comme le décadi.

Sur la proposition faite par Monnot, au nom du comité des finances, la Convention ordonne la mise en circulation des assignats de 2000 liv. dont la fabrication a été précédemment décrétée, et que le tirage de la seconde loterie se fera les 9 et 11 brumaire prochain. Les bons provenant de la premiere loterie seront admis jusqu'au 1er. du même mois.

Des patriotes du département des Vosges écrivent qu'après avoir été chassés de leur assemblée primaire, les royalistes ont rejetté l'acte constitutionnel.

Un membre dénonce les manœuvres des prêtres insermentés du département de la Haute-Loire pour égarer les assemblées primaires. Goupilleau (de Montaigu) dit qu'il n'y a pas de membres qui n'aient de pareilles dénonciations à faire. Elles sont renvoyées au comité de sûreté générale.

Génissieux, au nom du comité de législation, soumet à la discussion un projet de décret dont l'objet est d'exclure des fonctions municipales, administratives et judiciaires, les peres, freres, fils, oncles, neveux, époux d'émigrés, de même que les ci-devant ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment, ou qui l'ayant prêté l'ont rétracté. Les prévenus d'émigration qui ont été rayés provisoirement de la liste des émigrés sont exceptés. Ce projet est adopté; mais plusieurs

Digitized by Google

membres proposent quelques extentions par forme d'amendement.

Un membre demande que l'exclusion s'étende aux employés des commissions exécutives et des comités de la Convention. Décrété et applaudi.

Un autre demande qu'on y comprenne les cousins-germains. Décrété. Un autre, les alliés dans la même ligne que les parens. Adopté.

Goupilleau (de Montaigu) propose d'appliquer la loi aux commandans de la garde nationale, et Dubois-Crancé aux employés militaires.

Legendre s'oppose à tous ces amendemens. Il craint que ce décret ne prenne un caractere d'irréflexion qui donnerait prise aux malveillans.

Tallien observe qu'en donnant une si grande latitude aux réformes l'on va tout désorganiser.

Le rapporteur dit qu'il n'y a pas d'inconvénient de prononcer l'application de la loi aux commandans de la garde nationale. Ainsi ce nouvel amendement est encore adopté.

Villetard pense que ce décret sauvera la République, et il demande que le discours du rapporteur soit inséré au bulletin, pour que l'opinion publique soit fixée sur les motifs qui l'ont déterminé. Décrété.

Séance du sixieme jour complémentaire.

Des Polonais réfugiés paraissent à la barre. Ils disent qu'ils n'ont pris les armes que dans l'espérance d'être secourus par les Français; que s'ils ont succombé, leurs efforts n'en ont pas été moins utiles à la France, en formant une diversion qui a occupé les puissances coalisées, et favorisé les progrès des armées françaises; et qu'obligés de s'expatrier, à cause de l'amour qu'ils ont montré pour la liberté de leur pays, ils s'attendent que la République française, écoutant ses intérêts et sa générosité, emploiera son intervention pour rendre à la malheureuse Pologne son indépendance.

Merlin (de Douay) observe que cette pétition n'aurait pas dû être présentée à la Convention, avant d'être communiquée au comité de salut public. Il demande l'ordre du jour. Il est appuyé par Tallien, qui demande néanmoins la parole pour observer que, parmi les pétitionnaires, se trouvent des compagnons de l'infortuné Kosciuszko; que la France, qui était autrefois l'asyle des rois, doit le devenir des hommes libres, et que le président doit au moins leur donner des paroles de consolation, puisqu'ils ont combattu avec gloire, quoique sans succès. Tallien ajoute qu'eux-mêmes, si le royalisme venait à triompher, seraient obligés d'aller chercher un asyle chez les peuples libres; qu'en révolution les évenemens les plus contrastans se touchent.

Digitized by Google

Cambacérès déclare qu'en matière politique, il faut se garantir d'une fausse sensibilité, que toutes les démarches des gouvernemens doivent être mesurées sur la prudence et la sagesse, et qu'on doit craindre de compromettre le sort de l'empire par une fausse philantropie. L'ordre du jour est adopté.

Une députation de l'assemblée primaire de la section Lepelletier est introduite. L'orateur : L'assemblée primaire et permanente de la section Lepelletier nous envoie pour vous exprimer son vœu. Elle demande que le crime soit enchaîné et puni. Toute la France et Paris vous ont, il y a trois mois, dénoncé des hommes qui avaient bu votre sang et le nôtre. Et ces hommes sont restés impunis, et ils sont par-tout remis en liberté, sans aucune espece de jugement, et on veut les peindre comme les seuls bons citoyens ! et on les loue, on les encense sous le titre de patriotes de 1789.

Que nous importe qu'ils ayent été patriotes de 1789 ; il est prouvé que depuis cette époque ils ont été des assassins, des dilapidateurs, des tyrans ? Quoi ! sous prétexte qu'ils ont été patriotes de 1789, ils auront été impunément bourreaux sous Robespierre, membres de commissions meurtrieres, briseurs de scellés, dénonciateurs à gages ? Quoi ! vous avez vous-mêmes ordonné leur incarcération sous le nom de *terroristes !* et aujourd'hui vous leur accordez l'impunité ! vous les rejetteriez dans la société pour y égorger ces mêmes citoyens à qui vous avez commandé de vous en débarrasser, lorsqu'ils voulurent se baigner dans votre sang, au 1^er. prairial !

Législateurs, ne cessez point d'être justes ; gardez-vous de croire à l'appui que vous offrirait le crime ; faites juger les complices de nos tyrans : rendez à leurs prisons les scélérats désignés par vous mêmes sous le nom de terroristes ; ou nous vous l'avouons, nous craignons les plus grands malheurs.

Craignez pour vous, s'écrie une voix. (Murmures.)

Berlier, président, répond que la Convention sera juste envers tous, qu'elle ne favorisera aucun parti, et qu'elle saura comprimer également et les terroristes et les royalistes.

Villers réclame l'ordre du jour, et dit que ce n'est ici qu'une ruse du royalisme qui cherche à s'envelopper.

Lanjuinais répond que Villers a dénaturé la question, et qu'il s'agit de savoir si des prévenus de crimes seront mis en liberté sans jugement ; que c'est pour cacher les vrais coupables qu'on effraie du royalisme ; que l'ordre du jour pur et simple serait donc dangereux ; mais qu'il faut le motiver sur ce qu'aucune mise en liberté ne peut empêcher les poursuites judiciaires contre les prévenus. Boudin dit qu'il y a de la mauvaise foi dans cette pétition, et il fait lecture d'un

Digitized by Google

arrêté du comité de sûreté générale qui renferme ce que demande Lanjuinais.

Thibaudeau appuie l'ordre du jour ainsi motivé. Mais je ne cacherai pas, ajoute-t-il, qu'il y a eu un singulier relâchement dans le gouvernement, quant aux mises en liberté qu'il a accordées à des gens qu'il fallait traduire devant les tribunaux; que les excès des royalistes ne les feront pas réunir aux terroristes; qu'il aime mieux être égorgé qu'égorgeur. Il finit en s'étonnant que la justice soit si lente à punir les scélérats, lorsqu'on a été si prompt à égorger l'innocence.

L'ordre du jour, motivé comme ci-dessus, est décrété.

Commission des inspecteurs.

« Art. Ier. Chacun des deux conseils nommera tous les trois mois une commission de cinq membres, chargés de surveiller et d'arrêter les dépenses nécessaires à la tenue des séances, l'entretien de l'édifice où il est logé, la police de son enceinte, en un mot tous les détails d'administration relatifs à ces différens objets.

» II. Ils nommeront les huissiers nécessaires au service du conseil, ainsi que tous les autres employés. »

Disposition de la salle.

« Art. Ier. La salle des délibérations de chacun des conseils, sera disposée de maniere que chaque membre ait un siége commode, avec une tablette propre à prendre des notes.

» II. Les siéges seront séparés les uns des autres. Ils seront rangés dans un ordre tel, que chaque membre puisse prendre ou quitter sa place sans occasionner de confusion.

» III. Les siéges seront distribués par séries numériques, et chacun d'eux sera numéroté dans sa série.

» IV. Il regnera au-dessous du rang le moins élevé des siéges, une balustrade qui formera autour du bureau une enceinte parfaitement libre.

» V. Les huissiers pourront seuls se tenir dans l'enceinte tracée par la balustrade.

» VI. Il sera posé tous les mois, à la porte d'entrée de la salle de chacun des conseils, un vase qui contiendra un nombre de numéros, égal à celui des siéges contenus dans la salle.

» VII. Chaque membre, en entrant, tirera du vase un bulletin qui portera le numéro de l'un des siéges et celui de la série dans laquelle il est placé. Il ne pourra, en aucun cas et sous aucun prétexte, occuper, pendant le mois, un autre siége que celui qui lui sera échu.

Digitized by Google

» VIII. Deux commis-secrétaires, placés auprès du vase ci-dessus mentionné, inscriront le nom de chaque membre au moment où il devra tirer son bulletin, et aussi-tôt il portera à la suite de son nom le numéro du siége et celui de la série qui lui seront échus.

» IX. A la fin de la séance, ils feront le relevé des noms de tous les membres du conseil, qui, ne s'étant pas rendus à la séance, n'ont pas pris de numéros. Il sera formé une liste de ces noms.

» X. A l'ouverture de la séance du lendemain, un des secrétaires fera l'appel successif de ces noms; et après l'appel de chacun d'eux, le président tirera un des numéros restés dans l'urne, d'après l'opération de la veille.

» XI. Ce numéro sera inscrit à côté du nom pour lequel il aura été tiré. Le résultat général sera affiché sur-le-champ à la porte d'entrée de la salle, afin que chacun des membres absens la veille, prenne le siége que le sort lui aura assigné.

» XII. Chaque membre sera tenu de rester en place et assis. L'enceinte et le bureau seront toujours libres.

» XIII. La barre sera réservée pour les citoyens qui seront admis en qualité de pétitionnaires, ou pour ceux qui y seront appelés.

» XIV. Les membres de l'un et l'autre conseil pourront seuls se placer dans l'intérieur de leur salle. Tout étranger qui s'y serait introduit, sera tenu de se retirer aux premiers ordres qui lui seront intimés. Dans le cas de résistance et de la nécessité de requérir main-forte, l'étranger sera conduit en prison pour 24 heures, ou pour un tems plus long, suivant la gravité des circonstances.

» XV. Pour faciliter l'exécution du précédent article, pendant tout le cours de la séance, les députés entreront et sortiront uniquement par les portes de dégagement. Les portes principales ne seront ouvertes pendant le cours de la séance que pour les messagers d'état; elles seront fermées aussi-tôt après leur introduction ou leur sortie.

» XVI. Tout signe d'approbation ou d'improbation est séverement interdit, tant aux membres de chacun des conseils, qu'aux citoyens présens aux délibérations.

» XVII. Si un membre de l'un des conseils trouble l'ordre, il y sera rappelé nominativement par le président; s'il continue, le président sera tenu d'ordonner l'inscription nominative du rappel à l'ordre au procès-verbal. En cas de résistance, le conseil sera consulté et prononcera une peine proportionnée au désordre qui aura été excité.

» XVIII. Ces peines seront l'inscription au procès-verbal avec censure, les arrêts, enfin la prison pour un tems que l'Assemblée déterminera, et qui ne pourra excéder celui qui est prescrit par la constitution.

Digitized by Google

» XIX. La parole sera accordée à tout membre qui, rappelé à l'ordre, s'y sera soumis aussi-tôt, et demandera à se justifier.

» XX. S'il s'élève du tumulte dans l'un des conseils, et que le président ne puisse le calmer par des moyens ordinaires, il se couvrira. Ce signal indiquera qu'il n'est plus permis de parler, que la chose publique souffre : à l'instant tous les membres se tiendront assis, découverts et en silence.

» XXI. Le président ne se découvrira que lorsque le calme sera rétabli. »

Tenue des séances.

« Art. 1er. La séance commencera par la lecture du procès-verbal de la veille.

» II. On passera de suite à l'ordre du jour, qui ne pourra être interrompu, à moins que, pour des objets d'un intérêt majeur et pressant, le conseil n'en décrete l'interruption.

» III. On élira tous les mois un président et quatre secrétaires.

» IV. Les fonctions du président seront de maintenir l'ordre dans le conseil, d'y faire observer les réglemens, d'y accorder la parole, d'énoncer les questions sur lesquelles le conseil aura à délibérer, d'annoncer les résultats des suffrages, de prononcer la décision de l'Assemblée, et de porter la parole en son nom.

» V. Les fonctions des secrétaires sont de prendre des notes pour la rédaction des procès-verbaux, de recueillir les délibérations, de faire, à l'ouverture de chaque séance, la lecture du procès-verbal de la séance précédente ; de tenir registre de l'ordre du jour et des ajournemens prononcés dans les différentes séances ; en un mot, tout ce qui appartient au travail du bureau des conseils dont ils sont membres.

» VI. Les lettres et paquets destinés à l'un et l'autre des conseils, et qui seront adressés au président, seront ouverts dans l'Assemblée. »

(*La suite au numéro prochain.*)

PARIS. *Quartidi 4 Vendémiaire, 3e. année de la République.*

La proclamation du vœu général en faveur de la constitution et des décrets additionnels détruit sans retour les prétentions de l'intrigue, mais non pas ses espérances coupables, dont on peut voir un échantillon dans une lettre écrite de Paris, adressée au Hâvre et lue à la bourse et dans les lieux publics.

« Le moment des vengeances est arrivé. Les honnêtes gens » ont le dessus. Les scélérats de la Convention cessent de » tenir les rênes du gouvernement ; beaucoup d'entr'eux sont » arrêtés. Un *comité central* les remplace. Des *ouvriers* ont » été envoyés aux armées, etc. »

Digitized by Google

Plusieurs moyens de troubles sont mis en œuvre pour exaspérer les citoyens de Paris, et exciter une explosion. La permanence des sections était essentielle aux projets formés à *l'avance*.

Hier au *Palais-Royal*, une cinquantaine de jeunes gens ont entouré, insulté, outragé quelques militaires qui s'y promenaient. Un détachement de garde nationale est venu pour dissiper l'attroupement, d'où sont partis trois coups de pistolets. Un grenadier de la garde nationale a été blessé legerement. Sur les huit heures, un grouppe de ces jeunes gens ont parcouru la rue Saint-Honoré, en chantant : *Ne faisons qu'une hécatombe*, etc., et ont été répandre dans leurs sections qu'on avait voulu les égorger. Déja dans la section du Théâtre Français, on se disposait à prendre les armes. La séance de la Convention s'est prolongée jusqu'à une heure du matin. La représentation nationale s'est montrée digne du précieux dépôt qui lui est confié ; elle ne permettra point que la rébellion y porte atteinte. Le décret du 1^er^. germinal serait mis à execution, si la malveillance parvenait à rendre cette mesure indispensable.

Chénier, qui doit faire le rapport sur Pache, Bouchotte et autres, a déclaré qu'il avait des preuves écrites que les instigateurs des mouvemens actuels sont les mêmes qui contribuerent à organiser le 31 mai de concert avec ces prévenus.

Aujourd'hui, les esprits sont dans la plus grande fermentation. Plusieurs boulangers n'ont point reçu de farine pour la distribution ordinaire. C'est contre la Convention que se dirigent les plaintes à cet égard ; cependant la Convention a déclaré hier que, malgré les tentatives faites pour empêcher les arrivages, les subsistances pour Paris sont assurées.

Les comités sont chargés de faire aujourd'hui un rapport sur les mouvemens qui ont eu lieu depuis que l'acceptation de l'acte constitutionnel a été proclamée dans le sein de la représentation nationale.

Angers, *le 24 fructidor*. Le 22, les troupes républicaines, partagées en quatre colonnes, se réunirent dans les landes d'Asnieres et furent camper dans celle qui est entre la Préotterie et le Louroux. Le général Monnet, qui commandait la colonne, informé que l'ennemi était rassemblé en grand nombre aux environs d'Aucenis, et principalement sur la route d'Angers au Louroux, c'est-à-dire à Herbion, Maumusson, Belligne et la Cornuaille, et desirant se mesurer avec lui, fit lever le camp sur les sept heures du matin et diriger sa marche vers Pontrou.

A peine la tête de la colonne était-elle arrivée à la hauteur de l'abbaye, que les chouans sortirent de leur embuscade, (d'un bois qui est à gauche en allant du Louroux à Pontrou.)

Digitized by Google

Cette embuscade n'était que la gauche de l'ennemi, ses colonnes de droite et du centre n'étaient pas encore ébranlées. L'adjudant-général Malher, instruit de ce qui se passait à la droite de notre colonne, se porta avec quelques hussards du 6e., des chasseurs d'Evreux et quelques compagnies de grenadiers, pour reconnaître la colonne du centre des chouans, qui était aux environs du village de la Cornuaille. Il était à peine éloigné de cent toises du convoi, que les hussards rencontrèrent les postes avancés de l'ennemi qui tirent sur eux et les manquent, les hussards tombent sur eux à leur tour, les sabrent et reviennent en informer l'adjudant-général Malher qu'ils avaient devancé de quelques pas.

Cependant l'ennemi se déployait rapidement sur sa droite; Malher ordonna aux chasseurs d'Evreux et aux grenadiers qui le suivaient, d'appuyer fortement la gauche, afin d'empêcher le développement de l'ennemi, et pour dépasser son front de bataille. L'ordre était à peine donné, que les chasseurs et les grenadiers franchissent les haies et les fossés avec une ardeur difficile à exprimer. Bientôt toute la colonne fut divisée en tirailleurs; les hussards poursuivirent les chouans partout où ils purent passer, et en expédièrent un bon nombre.

Le général Monnot, après avoir déployé sa colonne sur sa droite, s'avança en bon ordre, et au pas de charge, contre l'ennemi, qui, se voyant pris en flanc, voulut faire une manœuvre semblable à la nôtre, en cherchant néanmoins à s'étendre sur notre gauche. Nos troupes l'ayant mis en pleine déroute, le général fit battre le rappel, pour faire revenir les tirailleurs. Ils étaient si acharnés à la poursuite des chouans, qu'il s'écoula plus d'une demi-heure avant d'avoir pu rassembler un certain nombre d'hommes.

La colonne s'en retournait au petit pas avec une sorte de sécurité, lorsqu'on apperçut à sa gauche un grand rassemblement d'hommes armés. On ne tarda pas à reconnaître à leurs vociférations que c'étaient des chouans. La colonne continuait son chemin au petit pas; mais à peine avait-elle dépassé un étang qui est auprès de la route de Candé, que l'on vint annoncer que l'ennemi s'avançait. Cette colonne ennemie qui n'était point la même que celle apperçue sur la gauche, avait du se tenir cachée dans quelques bois pour nous surprendre.

Un peloton de hussards s'avança pour la reconnaître; mais il reçut une décharge qui l'obligea de se replier. L'infanterie, après avoir brûlé quelques amorces, tomba au pas de charge sur l'ennemi, qui commença à s'ébranler.

Un coup de canon tiré très fort à-propos, acheva de le mettre en fuite. Les hussards, et principalement ceux du 6e., qui ne s'étaient pas encore trouvés à ces sortes de fêtes, le poursuivirent avec leur ardeur ordinaire, et achevèrent sa déroute.

(Extrait de la Gazette Nationale de France.)

Digitized by Google

Gen. 135

(N°. 2.)

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 10 VENDÉMIAIRE, *l'an quatrieme de la République.*

(*Vendredi 2 Octobre* 1795, vieux style.)

ÉCRITS POLITIQUES.

DE LA SOUVERAINETÉ DES ASSEMBLÉES PRIMAIRES; ou *lettre d'*AL. MECHIN, *membre de l'assemblée primaire de la section de Fontaine-de-Grenelle, au cit.* QUATREMERE.

CE petit écrit que le hasard a fait tomber dans nos mains, contient des idées qui nous ont paru justes et utiles à répandre, dans un moment sur-tout où tant de gens veulent s'abuser sur les principes, et où tant d'autres sont abusés sans le vouloir. Il est adressé au citoyen *Quatremere* qui sûrement est trop éclairé pour en avoir besoin; mais beaucoup d'autres qui le sont moins peuvent en profiter. L'auteur rend compte d'abord des *sentimens* qu'il éprouva le premier jour des assemblées primaires, lorsqu'il entendit prononcer le nom de *Quatremere*, ce nom qui réveille des souvenirs chers et douloureux pour tous les amis des arts et des belles-lettres. Il se félicita de sa présence, et crut compter un auxiliaire de plus pour arrêter l'esprit de vertige et d'égarement dont les hommes les plus honnêtes ont peine à se défendre dans les momens de révolution. Mais quel fut et quel devait être son étonnement lorsqu'il l'entendit applaudir à des principes qui ne lui paraissent pas les véritables. Ce sont ces principes que l'auteur combat avec la défiance qui sied bien à son *extrême jeunesse*, et avec ces ménagemens qui conviennent encore mieux à la cause qu'il défend.

Le citoyen Mechin expose brièvement sa théorie sur l'exercice de la souveraineté du peuple dans les assemblées primaires, et se demande d'abord qu'est-ce qu'une assemblée primaire? C'est dans la nature du gouvernement représentatif qu'il trouve la réponse à cette question : la France ne peut être une démocratie proprement

Digitized by Google

dite, car tous ses habitans ne peuvent se réunir en commun pour délibérer ; le peuple est donc obligé de déléguer à des représentans la discussion des lois, et se réserve le droit de les approuver ou de les rejetter ; non que ce droit puisse s'étendre à tous les actes qui émanent des représentans ; on sent que la chose est impossible, mais il s'applique à toute loi fondamentale qui fait la bâse de la société, telle qu'une constitution.

La nature du gouvernement une fois connue, il est facile de déterminer ce que c'est qu'une assemblée primaire. C'est une simple fraction du peuple, c'est-à-dire du souverain ; de sorte que s il y a en France six à sept mille assemblées primaires, chacune d'elles n'est plus qu'une six ou sept millieme partie du peuple, d'où il suit ;

1°. Qu'une assemblée primaire ne peut jamais se regarder comme souveraine, car le caractere de la souveraineté est d'être indivisible ; et ne se compose que de la volonté de la majorité constatée par le dépouillement des suffrages.

2°. Que la portion de souveraineté dont chaque assemblée primaire a l'exercice consiste dans le droit de suffrage, c'est-à-dire à voter sur la constitution présentée par les délégués et à choisir les électeurs.

3°. Qu'il est contraire à la nature du gouvernement représentetif qu'une assemblée primaire discute une loi ou un projet de loi, car au même instant il y aurait six ou sept mille démocraties particulieres. Eh ! que serions nous devenus, grands dieux ! si à l'exemple de Paris les autres assemblées primaires eussent discuté, suspendu l'action du gouvernement, et violé toutes les lois en déclarant qu'au moment où elles exercent leur souveraineté, tout pouvoir doit cesser à leur égard. Jamais il n'y aurait eu d'exemple d'une telle anarchie. Dans les anciennes démocraties où le Peuple s'assembl it sur la place publique, jamais il n'a fait autre chose que d'émettre son vœu sur les lois par *oui* ou par *non*.

4°. Que les communications entre les assemblées primaires sont illégales et contraires à la libérté des suffrages. « J'en appelle à vous, dit l'auteur, en s'adressant au cit. Quatremere, à vous qui avez été à portée, depuis cinq jours, de vous convaincre par vous-même que le talent était une puissance quelquefois tyrannique ; à mon avis, vous avez avancé plusieurs principes faux, et cependant vous avez entraîné les suffrages du grand nombre ! par la même raison, j'ai dû vous paraître dans

Digitized by Google

l'erreur, et cependant quelques-unes de mes erreurs ont été applaudies. Reste donc pour résultat que de braves gens qui auraient voté selon leur bon sens, et dans la simplicité de leur ame, voteront dans le sens de vos principes que je crois erronés, ou dans celui de mes opinions que vous devez croire extravagantes.

» Dans une discussion, le but des orateurs est de persuader; on ne persuade pas sans influencer, et cependant que de maux l'influence de certains hommes, non moins grands orateurs que vous, ou non moins extravagans que moi, ont causé à notre malheureuse patrie ! Quel est le but de ces communications entre assemblées primaires? de faire passer un avis, de faire adopter une résolution. Dès-lors, je cherche la liberté des suffrages. En vain me diriez-vous que l'assemblée est libre d'adopter ou de rejetter : non, elle n'est plus libre d'adopter ou de rejetter, si des hommes timides, peu éclairés ou faciles à influencer, composent la majorité. D'ailleurs, l'exemple est aussi une puissance, et l'espece humaine est si moutonniere !... Les meneurs le savent bien, et c'est là le secret de leurs forces. Ce qui les rassure, c'est que pour entraîner leur troupeau dans l'abîme ils ne s'y jettent pas les premiers; quelqu'adepte fanatique se charge de ce beau dévoûment, et le rusé pasteur a soin de rester sur le bord. »

L'auteur s'autorise d'un passage du Contrat social, où Rousseau dit formellement que quand il se forme des *brigues*, *des associations partielles*, *aux dépens de la grande association*, *alors il n'y a plus de volonté générale*, *et l'avis qui l'emporte n'est qu'un avis particulier*. L'auteur demande ensuite s'il existe en France une assemblée de canton en état de balancer les 48 sections de Paris par le nombre des votans. Il aurait pu ajouter que c'est par ces sortes de communications que la société centrale des jacobins de Paris était parvenue à exercer une influence si grande, si rapide et si désastreuse dans toutes les parties de la République.

L'auteur qui veut tout éclaircir, va au-devant d'une objection. « Vous me direz que dans ce moment nulle forme de gouvernement n'est établie, que c'est pour en choisir une, que le peuple est présentement réuni dans les assemblées primaires. Cela n'est pas exact; je répondrai que ce n'est pas pour choisir telle ou telle forme de gouvernement que le peuple est assemblé, mais pour déclarer si celle qui lui est présentée lui

Digitized by Google

convient ; que pour ouvrir la délibération sur le choix à faire d un gouvernement, il faudrait que le peuple se fût positivement expliqué, ou que les représentans eussent posé ainsi la question : qu'il existe un ordre de choses provisoire que le peuple a c nsenti, et qui appartient au système représentatif ; que cet ordre de choses provisoire doit être respecté jusqu'à ce que le souverain, je veux dire la volonté générale, et non la volonté de quelques assemblées prises séparément, l'ait aboli ; que ne pas le respecter c'est se constituer en état de révolte contre la nation, et que le gouvernement tel qu'il existe, doit au peuple et à lui-même de le maintenir vigoureusement, jusqu'à ce que la volonté générale se soit exprimée. »

La conséquence que tire le c. Mechin de ces principes, c'est que lorsque le cit. Quatremere a persuadé à ses concitoyens de la Fontaine-Grenelle qu'ils étaient souverains, que toutes les assemblées primaires devaient communiquer entre elles, et que tant que les sections seraient assemblées primaires, elles étaient au-dessus des lois faites par les représentans, il les a trompés et a attenté au gouvernement représentatif. « Vous vous êtes mis, dit-il, en insurrection contre le souverain, vous avez avancé un principe plus anarchique que tous ceux que contient la fameuse constitution de 93 ; ce principe consacrerait l'établissement de six mille démocraties en France, et la constitution de 93 n'en établirait qu'une, encore était-ce trop. Vous avez été, en parlant ainsi, d'après Hébert et Chaumette, plus jacobin que les jacobins eux-mêmes, et si la loi du 5 prairial était encore en vigueur, je demanderais que vous fussiez désarmé comme tel. Mais tel est l'effet d'une longue tyrannie, elle altere et corrompt toutes les idées. »

On doit des éloges au zele et au courage avec lequel ce jeune citoyen a osé braver la défaveur pour rappeller des principes qu'il est plus aisé de méconnaître que de contester. Nous les avions déja exposés nous-mêmes dans un ouvrage publié à l'époque où la commission des onze a présenté le projet de constitution (1). Les principes sont invariables ; ils ne dépendent ni des tems, ni des circonstances, ni des hommes, ni de leurs passions.

(1) Voyez l'ouvrage intitulé : *De l'Esprit de la Constitution qui convient à la France. Chez Agasse, rue des Poitevins, n°. 13.*

Digitized by Google

On peut faire tant qu'on voudra des actes de garantie et de confédération pour maintenir l'indépendance des opinions que personne ne songeait à attaquer ; mais il n'en est aucun qui puisse mettre à l'abri de la honte et du mépris public, ces ambitieux et ces êtres versatils qui, tantôt républicains, tantôt royalistes, tour à tour flatteurs ou calomniateurs de la représentation nationale, mentent évidemment à leur conscience et à leurs lumieres, en soutenant des maximes qu'ils savent être fausses, et qui pour couvrir leur erreur n'ent pas même la bonne foi pour excuse. Ceux-là sont déja jugés dans l'opinion, et ils ne se laveront jamais de leur lâcheté.

ANNONCES.

Tableau de quelques circonstances de ma vie ; et précis de ma liaison avec mon frere Maugris ; ouvrages posthumes de Chabanot, publiés par Saint-Ange. *In*-8°. A Paris, chez Forget, imprimeur-libraire, rue du Four-Saint-Honoré, n°. 487. L'an 3e. de la République (1795).

Nous ferons connaître plus particulierement cet ouvrage qui tend à donner une idée des mœurs du tems.

Mémoire sur les eaux minérales et les établissemens thermaux des Pyrenées, comprenant la recherche des moyens les plus propres à recueillir et conserver les sources minerales, et la description des monumens à élever pour utiliser ces eaux salutaires à la guérison des blessures des défenseurs de la République ; publié par ordre du comité de salut public.

A Paris, chez Vatar, imprimeur du comité de salut public. L'an 3e. de la République.

Les subsistances rendues plus abondantes et plus accessibles à tous les citoyens ; les finances restaurées et l'assignat remis au pair, etc. etc. ; ou recueil de lettres et d'écrits sur ces objets importans adressés au cit. Lalande, directeur de l'Observatoire, *par le général Balair ;* in-8°. Prix, 10 liv.

A Paris, chez Didot, rue Thionville ; Dupont, rue de la Loi ; Louvet, palais Egalité. L'an 3°. de la République.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 15 Septembre.

SUIVANT des lettres de la capitale du Danemarck, en date du 24 août, le gouvernement s'occupe de réduire beaucoup les droits fodaux qui ne seront pourtant pas tout-à-fait abolis. On sent combien ce projet doit faire de plaisir aux habitans des campagnes sur lesquels ces droits vraiment excessifs pesaient cruellement.

D'après une lettre de Tranquebar, établissement danois sur la côte de Coromandel, les armateurs français de Saint-Maurice font un tort inappréciable au commerce britannique. Les Anglais vont peut être bientôt avoir à combattre un ennemi de plus. Typpoo Saïb rassemble ses forces, et se prépare à profiter du moment où ses voisins se font la guerre pour se venger des Anglais et les attaquer dans le Bengale même, qui est actuellement le théâtre de la guerre entre un de leurs alliés Nizam Ali, Nabab de la province d'Onde et les Marattes.

Le cabinet de St.-James a depuis quelque tems des ménagemens pour celui de Copenhague, qui obtient sans beaucoup de peine la restitution et le paiement de plusieurs vaisseaux du transport chargés de grains et de munitions pour la France, dont les flottes anglaises s'étaient emparées contre tous les principes, puisque le Danemarck avait professé la neutralité, et l'observait en se bornant à des objets de son commerce.

On apprend de Vienne, par des lettres du 29 du mois dernier, que le comte de Bartenstein, nommé par l'empereur pour présider le congrès de pacification entre la France et l'Empire, devait partir sous quinze jours ou trois semaines au plus tard. Le cabinet de Vienne avait enfin consenti à ce que Bâle fût le siège des négociations. L'ambassadeur d'Espagne à Vienne a donné connaissance officielle du traité de paix entre sa cour et la République Française. Apparemment qu'il a en même tems insinué ou dit d'une maniere positive que les cabinets de Naples et de Turin accepteraient la médiation de l'Espagne pour traiter avec la France; car ce bruit, confirmé d'ailleurs par des lettres de ces pays, s'est répandu dans Vienne; mais ce qui probablement a encore plus contribué à décider l'accession de l'empereur aux propositions de

Digitized by Google

paix avec le corps germanique, c'est la nouvelle du passage du Rhin par les Français sur plusieurs points et leur marche victorieuse. Voici en général ce qu'on en dit, non pas à Vienne, d'où il n'est pas encore possible d'avoir avis de la sensation qu'il y a produit, mais dans la basse Allemagne.

Parmi les divers bruits qui courent sur les opérations des Allemands depuis le passage du Rhin par les Français, on rapporte qu'il est parti des environs de Mayence et de Neuwied, par ordre du général Clairfayt, un bon nombre de troupes et d'artillerie, dont Beaulieu a le commandement, et qui sont chargées de s'opposer aux progrès ultérieurs des Français. Clairfayt s'est rendu en personne à l'armée du Bas-Rhin : il a expédié en même-tems un courier à Wurmser, pour lui donner avis du passage du Rhin par les Français.

La ville de Neuwied a été de nouveau bombardée dans la matinée du 8. Les Français paraissent vouloir tenter un passage sur ce point. Comme on paraît déja craindre des progrès ultérieurs de leur part, on s'occupe des moyens de rendre encore plus forte la position de la Lahn. Déja l'on travaille depuis quelques jours à divers ouvrages de défense entre la Sieg et la Lahn, principalement vers les montagnes à Vickerath.

Cet évenement éclatant ne peut qu'être de la plus haute importance pour l'Allemagne, sur-tout pour les belles contrées du Rhin. Déja l'on dit que l'armée française sur la frontière de ce fleuve, s'est accrue jusqu'à 70,000 hommes. Si l'on considere qu'elle n'a encore pu amener avec elle aucun *magasin*, aucun approvisionnement, on peut calculer à combien de contributions, requisitions, fournitures de toute espece ces pays vont être soumis : si l'on se rappelle ensuite combien de tems ils ont déja dû fournir à l'entretien des armées alliées, combien le commerce et l'agriculture y ont été entraves par les effets de cette guerre, on peut se faire une idée de tout ce qui leur en aura coûté pour avoir suivi l'impulsion que le cabinet de Vienne leur a donnée contre la France.

De Limbourg, le 13 septembre. Il ne s'est passé encore aucune action entre les armées depuis le 9. Les Français remplacent les Autrichiens dans les endroits qu'ils quittent ; ils les suivent, et ils les suivront ainsi, jusqu'à ce que les Autrichiens aient atteint une position où ils pourront tenir sans craindre d'être repoussés. Cette position sera d'abord celle d'Uckerath, où les Autrichiens sont très-fortement retranchés, et que les Français ne sauraient franchir sans sacrifier beaucoup de monde. D'ailleurs, à mesure que les Autrichiens se replient, ils se rapprochent des renforts qui vont à leur secours, mais particulierement du camp de Neuwied, qui est

Digitized by Google

de 19,000 hommes au moins. On peut évaluer la force de nos troupes dans cette partie à-peu-près à 30,000 hommes, et c'est plus que suffisant pour se maintenir dans un pays où la nature est aussi difficile à vaincre que les armées, pourvu qu'on ait assez de monde pour seconder ses difficultés.

Le général Beaulieu a passé par cette ville pour se rendre à l'armée ; il en aura sans doute le commandement. On espere beaucoup de son intelligence éprouvée et de la bravoure des troupes.

Les Français occupent toujours Dusseldorff ; ils ont désarmé la garnison palatine qui s'y trouvait, ont confisqué les chevaux de la cavalerie, et ont donné à cette garnison la liberté de se retirer où elle voudrait. Les Français sont aussi entrés dans Erbelfeld le 8, à huit heures et demie du matin. D'abord, un escadron d'hussards y est entré, et il a été droit à la maison-de-ville, où il a demandé des quartiers. Aussi-tôt il a été suivi de deux autres, qui ont fait la même demande, et peu de tems après on a vu le général Lefevre qui n'a fait que traverser la ville, et qui a laissé 1200 hommes sous les ordres du brigadier-général d'Haupoul. Ce général a donné au magistrat l'assurance que la propriété des habitans serait respectée, et que le repos des citoyens ne serait troublé en aucune maniere.

On dit généralement que les Français se comportent partout d'une façon humaine et généreuse. Ils disent que leur objet en passant le Rhin a été d'accélérer la paix. Ils paient tout argent comptant, et font observer aux troupes la discipline la plus exacte. On avait débité qu'ils étaient entrés à Siebouag ; mais le 11, ils n'y étaient point encore.

ANGLETERRE. *De Londres, le 18 Septembre 1795.*

La proclamation qui fixe la rentrée du parlement au 1^er^. octobre vient de paraître. Il est notoire que cette convocation des deux chambres, avant l'époque ordinaire, vient de ce que le ministre sent le besoin de nouveaux subsides. A l'égard d'un nouvel emprunt, on ne peut pas douter qu'il ne se fasse sans difficulté, attendu que les possesseurs d'argent y sont préparés depuis long-tems, mais lever de nouvelles taxes sur le pauvre qui en gémit déja, voilà ce qui demandera tous les talens de M. Pitt.

L'amiral Hotham aura pour successeur dans la Méditerranée le vice-amiral Duncan, qui doit monter la *Ville-de-Paris*, de 110 canons. Ce vaisseau s'équipe actuellement à Chatham ; six autres bâtimens de ligne et quatre frégates s'y joindront.

Les vaisseaux de guerre qui reviennent aux dunes de leur station vis-à-vis l'embouchure de la Meuse, sont aussi-tôt remplacés par d'autres vaisseaux de même force. L'Escaut est aussi

Digitized by Google

complettement bloqué. Il est assez extraordinaire que les Hollandais n'aient pas pour le moment un seul vaisseau de garde à Flessingue.

L'escadre russe ne retournera pas à la Baltique pour cette année ; elle passera l'hiver à Portsmouth.

Le passage du Rhin par les Français a causé des changemens considérables dans notre commerce ; les actions tombent de jour en jour.

Il est hors de doute que la suite de ce passage sera non-seulement la paix avec l'Empire, mais même avec l'empereur. La distance du Rhin à Vienne n'est que de 120 lieues, et aucune place forte ne pourra arrêter les progrès de l'armée. C'est ainsi que l'empereur, comme roi de Bohême et de Hongrie, et archiduc d'Autriche, se trouvera dans la même position que le roi d'Espagne trois mois auparavant. On observe à ce sujet qu'en 1713, l'empereur, ainsi que l'Empire, refusaient d'accéder à la paix signée à Utrecht, entre la Grande-Bretagne, la Hollande et la France ; une armée de Français passa le Rhin le 20 septembre de la même année, et dans le mois suivant s'empara de Fribourg ; tout de suite la paix fut signée à Rastadt, entre l'empereur, l'Empire et la France.

Les nouvelles de Rastadt portent que l'armée autrichienne, sous le commandement de Wurmser, va à 75,000 hommes ; elle occupe l'espace de deux lieues entre Rastadt et Bâle.

De Manheim, on écrit que toute l'artillerie autrichienne s'est portée vers le Brisgaw.

Les papiers de la cour nous annoncent un triomphe des plus glorieux : le pavillon britannique vient d'être arboré à Nootka ; cet honneur nous coûte quatre millons sterlings. C'est une lettre de M. Jearce, lieutenant des troupes de la marine, datée de Sepic, dans la nouvelle Gallicie, à 200 lieues nord-ouest de Mexico, le 25 avril 1795, qui fait part de cet évenement.

L'insurrection de la Corse ne nous embarrasse qu'à l'égard de la diversion qu'elle pourra causer dans les opérations de notre escadre dans la Méditerranée ; car il est incontestable qu'on ne pourra l'appaiser qu'au moyen d'une force navale.

Les papiers d'Italie confirment de plus en plus la nouvelle des renforcemens reçus par l'armée française. Depuis ces arrivages, les Autrichiens ont suspendu toute opération offensive ; mais cette trêve sera bientôt rompue par les Français, qui n'attendent que l'organisation des nouvelles troupes.

Nous avons des preuves authentiques que les Français ont déja tiré de la Belgique 100,000 chevaux et 300,000 bêtes à cornes.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE BERLIER.

Séance de primedi, 1er. Vendémiaire.

Lakanal, au nom du comité d'instruction publique, annonce qu'il ne fait pas le rapport sur la fête de l'anniversaire de la proclamation de la République, parce que ce comité, de concert avec la commission des onze, a pensé qu'elle devait être ajournée au jour où l'on proclamerait l'acceptation de la constitution dans toute la France.

Le même membre propose d'accorder au licée des arts, à titre d'encouragement, une somme de 60,000 liv. Il peint les avantages de cet établissement, qu'il regarde comme le seul appartenant à l'instruction publique qui ait échappé à la faulx révolutionnaire.

Plusieurs membres ont réclamé l'ajournement; mais sur l'observation de Roux, qu'il ne faut pas ajourner les encouragemens que doit la nation aux gens-de-lettres, qui la plupart sont dans la misere, et qui ont cependant hâté la revolution en propageant les lumieres, la Convention adopte le projet.

Un membre, organe du comité de législation, fait un rapport sur le général Servan, ci-devant ministre de la guerre, contre lequel diverses inculpations ont été faites. Le comité, après les avoir examinées, les a jugées dénuées de fondement. Il propose de déclarer qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre lui.

Bentabolle trouve que les faits ne sont pas assez éclaircis; il demande le renvoi au comité.

Legendre et Lesage pensent, au contraire, qu'il est injuste de laisser planer les soupçons sur Servan, puisqu'on ne peut alléguer aucun grief contre lui, et que personne n'ignore qu'il n'a été proscrit par les tyrans qu'à force de calomnies.

Charlier croit qu'on peut déclarer qu'il n'y a pas lieu à inculpation contre Servan, comme général, et sauf sa responsabilité, comme ministre. L'Assemblée le décrete ainsi.

Gomer : Le comité des décrets, procès-verbaux et archives, me charge de vous présenter le dépouillement des procès-verbaux des assemblées primaires de la totalité de la France. Il est quelques parties de départemens dont il n'est pas possible de recevoir le vœu. Après deux ans d'orages et de tem-

Digitized by Google

pêtes, la France triomphante au-dehors par la force des armes, victorieuse au-dedans par l'ascendant de la raison, la France adopte une constitution républicaine; elle regarde cette constitution comme l'arche salutaire qui lui donnera le repos et le bonheur.

Il est passé sans retour, le régime de ces fictions qui ont placé si souvent le peuple français sur le bord de l'abyme. Ce n'est plus à une société anarchique, ce n'est plus à une commune conspiratrice que le peuple confie ses plus grands intérêts; ses malheurs l'ont éclairé sur les projets des factieux de toute espece, de tout habit, de toute opinion. (Vifs applaudissemens.) C'est à ses représentans qu'il se confie; il sait que vous avez fondé sa liberté; son espoir est en vous, il ne sera pas trompé. Les dernieres ressources de ses ennemis sont épuisées.

La France entiere a accepté la constitution que vous lui avez présentée. (Acclamations: cris: *Vive la République!*) Quelques communes égarées par le fanatisme ont rejetté ce gage de leur bonheur; aucune ne s'est déclarée pour la tyrannie.

Vous pensâtes que ceux qui avaient fondé la République seraient les plus intéressés à la maintenir: je dois vous le dire, vos décrets des 5 et 13 fructidor ont été accueillis de la majorité des Français: (Acclamations.) et si plusieurs assemblées primaires ne se sont pas expressément expliquées, la lecture seule de leurs procès-verbaux prouve que leur intention a été d'adopter cette mesure salutaire.

Votre comité, scrupuleux sur la maniere de remplir la tâche que vous lui avez imposée, n'a compris dans les acceptations des décrets que celles qui sont formellement exprimées. (Applaudissemens.) La constitution ne vous appartient plus; elle appartient au souverain qui l'a sanctionnée. Douze cents mille heros combattent pour la défendre. Français, réunissons-nous pour célébrer la liberté! Confondons nos sentimens! Oublions nos haines et nos divisions! Livrons le crime au glaive de la justice; pardonnons à l'erreur: soyons un peuple de freres. (Vifs applaudissemens.)

Dans le compte que nous vous rendons, nous n'avons pas inséré les vœux des armées, parce que les procès-verbaux n'expriment pas le nombre des votans, et quand ils l'auraient exprimé, vous ne voulez pas donner à l'ennemi le secret de nos forces.

Dans 6337 assemblées primaires, il y a eu 958,228 votans. — 914,853 ont accepté la constitution: 41892 l'ont rejettée.

Sur les décrets, il y a eu 270,338 votans: 167,758 ont accepté: 95,373 ont rejetté.

Nous n'avons pas compris pour l'acceptation des décrets

Digitized by Google

près de 2000 assemblées primaires qui ont eu l'intention évidente de les accepter, puisqu'elles ont énoncé leur vœu après la lecture de la constitution et des décrets, et que la plupart ont accueilli l'adresse au peuple par les cris de *vive la République ! vive la Convention !* mais elles ne se sont pas prononcées d'une maniere explicite.

La Convention nationale, après avoir entendu ce rapport, déclare, au nom du peuple français, 1°. que la constitution est acceptée, et qu'elle devient loi fondamentale de la République; 2°. que les décrets des 5 et 13 fructidor sont lois de la République, et que les assemblées électorales sont tenues de s'y conformer. Ce décret sera proclamé dans le jour à Paris, et expédié par des couriers extraordinaires aux départemens et aux armées.

Baudin, au nom de la commission des onze, occupe l'Assemblée de la convocation prochaine des corps électoraux. Voici les principales dispositions du projet de décret qui a été adopté :

1°. Les assemblées électorales se réuniront le 20 vendémiaire, et seront tenues de se séparer le 29 du même mois.

2°. Le président sera tenu de leur faire lecture des décrets des 5 et 13 fructidor, en leur enjoignant de s'y conformer.

3°. Les assemblées primaires qui n'ont pas encore achevé leurs opérations, les termineront dans dix jours, après lesquels elles se sépareront.

4°. Les électeurs qui se déplaceront recevront une livre et demie de pain, une livre de viande, 15 l. par jour, et 20 l. par lieues de postes.

Pierret demande que l'on fixe l'ouverture de la nouvelle assemblée au 20 brumaire.

Fermont déclare aussi que tout le monde desire la plus prompte formation du nouveau corps législatif. Il demande en conséquence qu'il soit convoqué pour le 15 brumaire. (Décrété.)

Séance du duodi, 2 Vendémiaire.

Daunou, au nom du comité de salut public : Votre décret du 20 fructidor dernier sur les rebelles qui ont soutenu le siége de Toulon a été mal interprété dans cette commune; votre intention n'a pas été de considérer comme ennemis de la République les matelots, les boulangers, les artisans, les ouvriers de l'arsenal, les femmes, les enfans et les vieillards que les Anglais ont forcé de travailler pendant le siége. Inflexibles envers les émigrés, vous ne voulez pas être injustes envers des citoyens malheureux, qui n'ont été que des prisonniers de guerre à Toulon pendant que l'ennemi le tenait en sa puissance. Daunou présente d'après ces vues un projet de décret qui est adopté, et dont voici la substance :

Digitized by Google

Ceux qui ont tenté d'incendier les vaisseaux de la République à Toulon, et ceux qui ont été trouvés les armes à la main le jour où les troupes de la République y sont entrées, sont compris dans la loi du 20 fructidor. Ne sont pas compris les matelots, boulangers, officiers de santé, artisans et ouvriers employés aux travaux du port, les femmes, enfans et vieillards.

Merlin (de Douai), au nom du comité de salut public, fait un rapport sur les pays conquis, et sur-tout sur la Belgique et le pays de Liége. Il déclare qu'il serait indigne de la nation française d'abandonner aux vengeances de ses anciens dominateurs une nation à laquelle nous avons promis la liberté. Il croit que l'intérêt de la République s'accorde ici avec les engagemens qu'elle a contractés. « Il nous importe, dit-il, de ne pas laisser l'Autriche se rapprocher de nos frontieres, d'en éloigner le plus possible ces gouvernemens qui long-tems encore seront nos ennemis secrets. Il nous importe de multiplier nos moyens de commerce et de navigation, de ne pas nous séparer de la Hollande où l'Angleterre ne cessera pas de multiplier ses intrigues et ses complots, pour y reconquérir son ancien despotisme.

» Il nous importe que les Belges et les Liégeois ne soient libres qu'autant qu'ils seront Français, pour déjouer les trames des malveillans qui pourraient tenter, comme au commencement de la révolution, de détacher de la France les départemens du Nord et du Pas-de-Calais; enfin il nous importe d'accroître encore le gage de nos assignats par cette immense quantité de biens ecclésiastiques et d'émigrés, que nous trouverons dans ces pays, dès que leur réunion à la France sera prononcée, et qui s'élevent au moins à la valeur des deux tiers de nos assignats: ces considérations s'appliquent également aux autres contrées conquises par nos armées triomphantes.

» Il y aurait autant de lâcheté que d'imprudence à les livrer de nouveau à nos ennemis. Mille fois vous avez couvert ici de vos applaudissemens ceux qui déclaraient que le Rhin était la barrière naturelle de la République. Ces principes sont ceux de votre comité. Mais nous pouvons, dès-à-présent, déclarer notre volonté relativement à une grande partie des pays conquis. Il n'y a rien dans nos traités avec la Prusse et le landgrave de Hesse-Cassel qui s'y oppose.

» L'intérêt public, le besoin d'ôter à l'empereur tout espoir de faire la paix aux dépens de la Belgique, le désir d'étendre l'empire de la liberté, tout vous invite à vous prononcer dès ce moment sur cette grande question. »

Merlin lit ensuite un long projet de décret dont voici les principales dispositions:

1°. Les décrets, précédemment rendus pour la réunion à la France du département de Jemmapes, de la Flandre autri-

Digitized by Google

chienne, du Brabant, du pays de Liége, *etc.*, seront exécutés sans délai ;

2°. Tous les autres pays que la maison d'Autriche possédait au commencement de la guerre en deça du Rhin, tels que le Limbourg, Luxembourg et autres, sont également incorporés à la France, ainsi que ceux spécifiés dans le traité de paix conclu entre la République Française et la République Batave ;

3°. La République Française reçoit aussi les vœux exprimés pour la réunion des villes d'Ypres, Namur, Tournay, Gand, Mons ;

4°. Tous les citoyens de ces divers pays jouiront des droits de citoyens français, tels qu'ils sont spécifiés dans la constitution. ;

5°. Les représentans du peuple partageront ces contrées en départemens et en cantons ;

6°. Les pays précédemment réunis nommeront de suite leurs fonctionnaires publics ;

7°. Dans ceux qui vont être réunis, les fonctionnaires publics seront provisoirement nommés par les représentans du peuple.

8°. Le corps législatif fixera le nombre de députés que ces pays auront dans son sein.

Aux voix, s'écrie-t-on dans plusieurs parties de la salle.

Lesage d'Eure et Loire : « Je demande l'impression et l'ajournement de ce projet à trois jours. Les décrets dont on réclame l'exécution ont été des décrets d'enthousiasme. Ceux qu'on vous propose de rendre doivent être sagement réfléchis. Assurément personne ne peut songer à rendre la Belgique à ces anciens tyrans. Mais n'y a-t-il pas d'autre moyen de leur donner la liberté ? faut-il pour cela les réunir à nous ? n'est-ce pas là éloigner le moment de la paix ? voilà ce que nous aurons à examiner avec calme et maturité. Je demande l'ajournement à trois jours. »

Quelques membres voulaient adopter au moins de suite le principe de la réunion.

Lanjuinais s'y oppose : il déclare que l'intérêt de la République et la dignité de la Convention doivent écarter dans une question aussi délicate toute délibération précipitée. L'ajournement à trois jours est adopté.

Letourneur (de la Manche), organe du même comité, dit que l'époque mémorable où la France vient de se prononcer pour l'acceptation d'une constitution destinée à faire son bonheur, devait être marquée par des succès. L'armée du Rhin et Moselle a voulu partager les lauriers de celle de Sambre et Meuse. Elle vient de passer le Rhin devant Manheim, et aussitôt cette superbe ville a capitulé et ouvert ses portes, sans qu'il en ait coûté un seul homme à la République. On y a

Digitized by Google

trouvé deux cents pieces de canon et une assez grande quantité de munitions et de vivres. Ces nouvelles ont été fort applaudies. Elles seront insérées au bulletin.

Séance de tridi, 3 Vendémiaire.

Les citoyens de Bourganeuf écrivent à la Convention qu'il est tems que le voile se déchire, et que Paris apprenne que s'il a été le berceau de la révolution, on ne souffrira pas qu'il soit aujourd'hui celui du royalisme ; qu'il est tems qu'on sache si Paris veut commander à toute la République ; que cette commune dise si elle se croit la République toute entiere ; si elle prétend que chaque section de la République lui doive compte de son vote. Ces citoyens terminent en disant qu'ils ne reconnaissent de souveraineté que dans l'universalité du Peuple Français.

Cette lettre sera insérée au bulletin.

Lanjuinais, au nom du comité de législation, soumet à la discussion le mode d'exécution du décret de la Convention qui rapporte l'effet rétroactif des lois des 5 brumaire et 17 nivôse sur les donations et les successions. Ce projet souffre un assez grand nombre de changemens et d'amendemens proposés dans les débats, et il est adopté avec eux. Nous en donnerons le texte.

Delaunay (d'Angers), au nom des comités de sûreté générale et de salut public :

La tranquillité a été troublée un instant dans cette commune, par des hommes qui ne connaissent d'autre patrie que le Jardin-Egalité, par des jeunes gens qui se sont soustraits à la premiere requisition, par des royalistes qui frémissent aux nouvelles de nos armées triomphantes, par des agioteurs qui affament le peuple en faisant renchérir les denrées. Ces hommes révoquent en doute le passage du Rhin par les armees de Sambre et Meuse, et de Rhin et Moselle. Ils se disent patriotes par excellence ; ils s'élevent contre le vœu du peuple souverain. Hier soir, au Palais-Egalité, ils ont maltraité des militaires couverts d'honorables blessures.

Depuis le 1er. vendémiaire, époque à laquelle vous avez proclamé l'acceptation de la constitution et des décrets des 5 et 13 fructidor par le peuple français, l'intrigue s'agite pour tout embrâser. Le principal foyer de l'agitation est au Palais-Egalité. Là, votre proclamation du vœu du peuple souverain fait l'objet de toutes les conversations. Des hommes apostés prêchent l'insubordination et la révolte, au milieu de groupes nombreux. Des orateurs stipendiés par l'étranger accusent de prévarication votre comité des décrets ; ils disent que le peuple a rejetté les décrets, et qu'on a fabriqué de faux calculs : en même-tems ils inquietent le peuple sur les subsi-

Digitized by Google

tances, ils assurent que cet hiver il sera réduit à une once de pain par jour.

Dans ces groupes, quelques citoyens ont voulu observer que la Convention a ordonné l'impression et la publicité des votes des assemblées primaires; que cette mesure devait faire disparaître tout soupçon, toute inquiétude. Ces citoyens ont été traités de *terroristes*, d'espions du gouvernement.

Des militaires ont voulu faire entendre la voix du patriotisme et de la raison : on les a qualifiés de *jacobins*, *d'hommes de sang*.

Un vétéran invalide annonce la prise de Manheim, et crie *vive la République ! vive la Convention !* On lui répond par les cris : *A bas les coquins !* On dit que les militaires qui défendent la représentation nationale seront écrasés comme les Suisses au 10 août. Le respectable vétéran est maltraité à coups de bâton.

Hier soir, sur les sept heures, des habitués du Jardin-Egalité discouraient sur les affaires actuelles; deux citoyens manifestent une opinion différente de la leur; ils sont aussitôt environnés et traités de *terroristes*. Une patrouille de cinq hommes arrive; on la force à l'inaction. Une seconde patrouille se présente, et parvient à délivrer les deux citoyens.

Un militaire bientôt après est assailli par des habitués du jardin, par des individus à gros bâtons. Il demande qu'on le traduise au comité de sûreté générale; on ne veut pas; on fait entendre d'horribles vociférations; on le conduit à l'officier de police, en chantant le *Réveil du Peuple*.

Ces mouvemens séditieux nécessitaient des mesures; de fortes patrouilles se sont rendues au jardin; les groupes ont été dissipés, et le calme n'a pas tardé à reparaître. Trois individus ont été arrêtés; l'un est un jeune homme qui s'est soustrait à la requisition; l'autre est un étranger allemand : ils seront traduits devant les tribunaux. (Applaudissemens.) Il est tems que les lois soient en vigueur, et que les tribunaux reprennent leur activité. Le regne de l'anarchie est passé; le peuple français a voulu un gouvernement ferme et sage : le peuple ne veut jamais en vain. (Applaudissemens.)

C'est à la prudence des militaires qu'est dû le rétablissement de l'ordre; ils ont mépriſé les injures pour ne remplir que leur devoir, en faisant obéir à la loi. L'acceptation de la constitution fait le désespoir des royalistes; l'acceptation des décrets comprime les factieux : ces hommes s'insurgent ridiculement contre le vœu du peuple français; ils envoient dans les départemens des émissaires pour faire rétracter les votes

La commune de Compiegne jouissait de la plus parfaite tranquillité; un commissaire de la section Lepelletier y arrive, porteur de patentes; il répand des bruits de sédition et d'alarme;

Digitized by Google

d'alarme ; il dit que, sous huit jours, Paris doit arrêter la Convention ; que l'on établira un gouvernement provisoire. Cet homme se nomme Ollivier ; il est prêtre. (Mouvemens d'indignation.)

Gardez-vous, représentans du peuple, d'attribuer une pareille injure à la masse des habitans de Paris. (Vifs applaudissemens.) Paris connaît déjà les intrigans qui s'efforcent de l'égarer ; le peuple ne veut pas un roi ; il est attaché au gouvernement républicain ; il le maintiendra.

Les factieux font tout ce qu'ils peuvent pour entraver l'arrivage des subsistances ; et en même-tems ils traitent d'accapareurs les agens du gouvernement qui sont chargés de l'approvisionnement de Paris. Ils veulent affamer cette grande commune : ils font arrêter les convois dans les campagnes.

La constitution et les décrets des 5 et 13 fructidor ne sont plus à vous ; ils ne sont pas non plus à la disposition d'une fraction ou de quelques fractions du peuple ; ils appartiennent au peuple entier. (Vifs applaudissemens.) Vous êtes les dépositaires de sa volonté suprême. Que l'anarchie tremble ; que le royalisme aux abois courbe sa tête devant le génie de la République ! (Applaudissemens très-animés.)

Delaunay, en terminant son discours, annonce que les comités ont pris des mesures dont ils ne tarderont pas à faire part à la Convention. Il propose de décréter que le commissaire de police de la section de la Butte-des Moulins aura un adjoint, qui exercera les mêmes fonctions, aura le même traitement, et sera nommé par le comité de sûreté générale. Cette proposition est decretée. (Le Jardin Egalité est situé dans l'arrondissement de la Butte des Moulins.)

Une députation de la section de la Halle-aux-blés dit que le résultat donné par le comité des décrets en faveur de ceux des 5 et 13 fructidor peut n'être pas exact, que la majorité n'étant que de 65,000, et Paris les ayant rejettes à l'unanimité, il est possible que les suffrages des Parisiens n'aient pas été comptés. L'orateur est interrompu ; il demande qu'on mette autant de décence à l'entendre qu'il en met lui-même à parler ; il acheve son discours.

Le président lui répond que le courage fait les révolutions, que les passions les prolongent, mais que la sagesse les termine ; que la Convention a proclamé la volonté du souverain, et qu'il est de son devoir de la faire respecter. On passe à l'ordre du jour sur la pétition.

Le résultat du scrutin pour le renouvellement du bureau a donné Baudin (des Ardennes) pour président ; Delaunay, Delville et Auger pour secrétaires.

Digitized by Google

Séance de tridi au soir, 3 Vendémiaire.

Delaunay (d'Angers), au nom du comité de sûreté générale, rend compte de la situation de Paris. Il en résulte que plusieurs militaires ont été provoqués au jardin de la maison Égalité ; la force armée a été insultée ; trois coups de feu ont été tirés sur elle ; un grenadier de la Convention a été blessé, mais légerement ; les mêmes hommes qui avaient tiré ces trois coups de feu se sont répandus dans les sections en criant aux armes ; mais les sections sont restées calmes ; elles ont voulu avant tout vérifier les faits.

Diverses déclarations confirment ces faits, et portent de plus que, dans plusieurs quartiers, les jeunes gens se sont répandus en bandes et en criant : *A bas les deux tiers !*

Goupilleau, en preuve du bon esprit qui anime les citoyens, dit qu'il a vu arrêter et conduire au comité de sûreté générale, un homme qui criait que c'était les grenadiers de la Convention qui avaient tiré sur le peuple.

Perrin (des Vosges) dit que la section du Mont-Blanc a envoyé des commissaires à celle de Montreuil, pour l'engager à rester assemblée toute la nuit et lui faire part qu'on avait tiré sur le peuple ; si on a tiré, répondirent les citoyens de cette section, c'est sur les royalistes ; nous levons notre séance. (On applaudit.)

Au nom des comités de salut public et de sûreté générale, Laréveillère-Lépaux fait un rapport, dans lequel il expose que c'est la haine de la liberté, la crainte de voir la constitution s'établir, qui est la vraie cause des agitations et des excès qui se sont commis depuis quelques jours. Ici, comme au 31 mai, la masse des citoyens de Paris reste irréprochable ; les crimes sont à quelques factieux ; mais, comme au 31 mai, les factieux parviendraient peut-être à consommer leurs attentats et à y faire concourir les bons citoyens, sans même que ces derniers sachent à quoi on les emploie. Il faut donc éclairer les uns ; il faut réprimer les tentatives séditieuses des autres.

Lesage (d'Eure et Loir) donne lecture d'une proclamation aux citoyens de Paris, pour les éclairer sur les piéges qu'on leur tend, les dangers qui les menacent, les crimes dont on voudrait les rendre complices malgré eux.

Cette proclamation est ainsi conçue :

« Parisiens, souffrirez-vous qu'une poignée d'agitateurs vous précipitent dans un abyme de maux. Ils vous parlent depuis peu de la souveraineté et des droits du peuple. Quel usage ont-ils fait de la confiance que vous leur avez donnée ? Ils ont divisé cette cité ; ils ont aigri les citoyens les uns contre les autres ; ils veulent dissoudre la représentation nationale, renverser le gouvernement ; ils foulent aux pieds cette cons-

Digitized by Google

sitions que vous avez jurées. Vous chérissez l'ordre, vous voulez la sûreté des personnes et des propriétés : sous vos yeux, on organise le pillage, le massacre. Cessez d'écouter ces hommes pervers ; que la représentation nationale soit votre point de ralliement. Si sa voix paternelle n'est pas écoutée, la France entière vous demandera compte de votre faiblesse.

Elle est adoptée. Lesage propose un projet de décret qui l'est aussi, et dont voici les principales dispositions.

« La Convention nationale déclare solemnellement, et décrete que les habitans de Paris sont garans et responsables envers le peuple français, de la conservation de la représentation nationale. Si un attentat était commis, le nouveau corps législatif et le directoire exécutif se réuniraient à Châlons. Il est ordonné aux généraux des armées de la République, de tenir prêtes à marcher les colonnes républicaines dont l'ébranlement est ordonné par la loi du 1er. germinal. Le présent décret sera proclamé demain dans Paris, et envoyé aux départemens et aux armées par des couriers extraordinaires. »

Thibaudeau pense que ces mesures sont insuffisantes, et il demande que l'Assemblée se fasse faire un rapport sur les arrêtés pris par quelques sections, qui ont osé s'opposer à la publication des décrets de l'Assemblée, et méconnaître la volonté du peuple exprimée par son acceptation de la constitution. Après quelques débats, la Convention décrete que les comités lui feront demain un rapport sur la conduite des sections.

Séance de quartidi, 4 Vendémiaire.

Lanjuinais dit que la fermentation qui se remarque dans Paris a pour cause le doute que l'on a conçu sur l'exactitude du dépouillement des suffrages relativement aux décrets des 5 et 13 fructidor ; que le comité des décrets aurait fermé la bouche à tous les malveillans par un rapport plus clair et plus méthodique. Il demande que toutes les pieces qui ont servi de base aux calculs soient imprimées et envoyées aux assemblées primaires.

Boissy appuie Lanjuinais. Un membre du comité des décrets assure que les suffrages ont été recensés avec le plus grand soin.

Villers pense que toute cette discussion ne tend qu'à avilir la Convention, en jettant du doute sur la vérité du résultat proclamé par le comité des décrets. Tout soupçon à cet égard lui paraît un outrage fait à la représentation nationale.

Barras croit que les inquiétudes que l'on répand ne sont que factices. Elles sont conçues, dit-il, et propagées par une poignée de royalistes, d'émigrés, de prêtres réfractaires et d'agens de l'Angleterre. Il demande l'ordre du jour, motivé sur ce que la Convention a ordonné l'impression des

Digitized by Google

pièces et leur envoi à toutes les communes de la République. L'ordre du jour est décrété.

Garreau, par motion d'ordre : Vous êtes calomniés. On dit que vous vous êtes engraissés de la sueur du peuple. Pour faire taire la calomnie, je demande que chacun de nous donne l'état de sa fortune avant la révolution et à l'époque actuelle, et que cet état soit imprimé et envoyé à toutes les communes.

Lebreton propose la confiscation de la partie des biens qui n'aurait pas été déclarée. Ces deux propositions sont adoptées.

Marec, au nom du comité de salut public, fait décréter que les deux commissaires de la commune de Dreux seront mis sur le-champ en état d'arrestation, et de suite traduits devant les tribunaux.

Merlin (de Douai), organe du même comité, expose que dans diverses sections, les assemblées primaires se sont permis de requérir la force publique. Il demande la répression de cet abus, et il est décrété que nul n'a le droit, dans la commune de Paris, de faire marcher la force armée sans les ordres des représentans du peuple chargés de la surveillance et de sa direction, et que tout commandant qui fera mouvoir une troupe quelconque, sans un ordre supérieur, sera réputé fauteur et complice de la conjuration tendante à anéantir la représentation nationale, à renverser le gouvernement et à affamer la ville de Paris.

Séance de quartidi au soir, 4 l'vendémiaire.

Letourneur annonce une victoire remportée par l'armée de Sambre et Meuse, qui après avoir battu l'ennemi s'est emparée du faubourg de Limbourg.

Mariette, au nom du comité de sûreté générale, fait un rapport portant que les comités sont instruits que plusieurs assemblées primaires, au mépris de l'art. XXIX du titre III de l'acte constitutionnel, prennent des arrêtés, les font afficher, intiment des ordres, envoient des commissaires et font d'autres actes étrangers à leur convocation; que les citoyens peuvent être dupes des ambitieux qui veulent renverser la constitution, qu'il faut éclairer les citoyens et frapper les ambitieux, et il fait rendre le décret suivant :

1°. A dater du jour de la publication du présent décret, les présidens et secrétaires d'assemblées primaires qui mettront aux voix ou signeront des actes étrangers à leur convocation, seront coupables d'attentat à la sûreté de la République, et poursuivis comme tels.

2°. Seront poursuivis comme coupables du même délit ceux qui proclameraient au dehors des actes, ou les mettraient à exécution. Les administrateurs du département de la Seine, à Paris, et les officiers municipaux dans les autres communes, proclameront le présent décret le jour de sa réception.

Digitized by Google

Lehardy fait des observations sur la rédaction de ce projet ; elles ont pour objet de le rendre plus clair. Il veut qu'on insere ces mots : *Actes étrangers aux élections.*

Villetard appuie l'amendement, et observe que c'est le plus souvent, faute d'éclairer le peuple, qu'on est obligé de frapper des coupables.

Fermond demande l'ordre du jour sur l'amendement, parce que, outre les élections, les assemblées primaires peuvent faire des actes pour leur police intérieure.

Legendre : On dit que le peuple de Paris n'est pas éclairé ; il l'est si bien qu'il ne va pas à plusieurs assemblées primaires ; ou s'il y va, c'est pour épier les factieux. S'il n'était pas éclairé, il y a long-tems que la faction aurait éclaté ; mais il raisonne, il attend que le délire ait un terme, et s'il voit échouer toutes les mesures prises pour empêcher la guerre civile, alors il marchera, la constitution d'une main, et les armes de l'autre, et il livrera les factieux à la justice nationale. (Vifs applaudissemens.)

Les meneurs confondent les patriotes avec les hommes qui se sont souillés de crimes. Ils qualifient de terroristes tous les amis de la révolution qui sont prêts à défendre la représentation nationale. Vous êtes vous-mêmes, vous êtes tous des terroristes, parce que vous n'êtes pas royalistes. Il n'y a tout au plus dans les sections tourmentées par les royalistes, que huit ou dix factieux qui entourent le bureau, et à-peu-près autant en seconde ligne ; les autres ne prennent part à rien. Marchez sur les factieux, et ils disparaîtront. La loi est un argument irrésistible entre les mains des gens sages et énergiques. (Applaudissemens.)

Merlin (de Douai) : Vos comités de salut public et de sûreté générale viennent d'apprendre que dans quelques sections des agitateurs frappent aux portes des maisons, et crient ; *Aux armes !* Ils désignent par leurs noms les individus qu'ils veulent. L'intention des malveillans n'est pas douteuse ; des mesures sont prises pour les déjouer. J'invite les bons citoyens, présens à la séance, à se répandre dans Paris pour éclairer les hommes égarés ; ils peuvent publier cette vérité consolante. C'est que les mesures sont prises pour assurer les subsistances, prévenir le pillage, et préserver le peuple des horreurs que lui préparent les Vendéens et les Chouans. (Applaudissemens.) Je suis chargé de vous présenter le projet suivant :

La Convention, informée que des assemblées primaires de Paris se permettent de faire des arrestations, decrete, 1°. Il est défendu à tous gardiens de maisons d'arrêt ou de justice de recevoir des individus, à moins qu'ils ne soient envoyés par ordre de la Convention nationale, des officiers de police, ou des comités de sûreté générale ou de salut

Digitized by Google

public. Ils sont tenus de mettre en liberté ceux qu'ils auraient reçus par erreur. 2°. L'accusateur public est tenu, sous sa responsabilité, de faire arrêter et poursuivre quiconque tiendrait un citoyen en chartre privée.

Ce projet est décrété.

Daunou, organe des mêmes comités, annonce que la tranquillité regne dans Paris. Il présente un projet d'adresse aux Parisiens qui est adopté. Il est conçu en ces termes :

« Parisiens, vos freres, défenseurs de la patrie, sont ici pour maintenir la sûreté de vos personnes et de vos propriétés, et pour protéger les arrivages des subsistances. Ils veillent, pour vos intérêts, contre leurs ennemis qui sont aussi les vôtres, le royalisme et l'anarchie. Ils sont là pour repousser les attaques des agitateurs ; ils rempliront cette tâche avec courage. On veut ravir aux représentans du peuple votre confiance. Il est du devoir de la Convention de faire respecter la souveraineté du peuple. Elle vous invite à concourir avec elle et avec les défenseurs de la patrie, à maintenir dans Paris la tranquillité. (Applaudissemens.)

Séance de quintidi, 5 Vendémiaire.

Un membre annonce qu'on a arrêté un courier de Charette qui se rendait à Paris, et qu'il est porteur de sa correspondance ; elle prouve qu'il existe un comité central à Paris. Il fait lecture des lettres. Elles sont renvoyées au comité de sûreté générale.

Letourneur, au nom des comités de salut public et militaire, présente un plan d'organisation pour la garde départementale qui devra se tenir près du corps législatif, conformément à une disposition de la constitution. Le principe en a été décrété.

Quant à l'ensemble du projet, l'Assemblée en a ordonné l'impression et ajourné la discussion.

Delaunay, organe du comité de sûreté générale, a présenté un plan de police pour les différentes communes de la République. Une partie des articles qui le composent a été adoptée, et le reste ajourné.

Une députation de l'assemblée primaire de la section des Quinze-Vingts vient protester de son dévouement à la représentation nationale, et s'élève vigoureusement contre les factieux. Un individu, placé dans une des tribunes, qui s'est permis de traiter les pétitionnaires de *canaille*, est arrêté.

Barras annonce qu'on a amené au comité de sûreté générale le ci-devant marquis de Montaran qui distribuait, il y a deux jours, des cartouches au Palais-royal, et il saisit cette occasion pour engager la Convention à se prononcer fortement contre ceux qui conspirent.

Digitized by Google

Tallien rapporte qu'un général de la Vendée lui a dit qu'il a reconnu quarante chefs de chouans dans Paris.

Talot propose un conseil de guerre pour les juger.

Les lois, dit Legendre, nous n'avons eu que trop de tribunaux révolutionnaires et de commissions militaires.

Dubois-Dubay rappelle que les tribunaux militaires existent, et qu'ils sont destinés à les juger.

L'on passe à l'ordre du jour ainsi motivé.

Launay (d'Angers) présente un projet de police pour toutes les communes de la République; et Giraud-Pousolles, celui sur les assemblées primaires.

Ils sont tous deux décrétés.

L'on adopte la rédaction définitive du décret sur les assemblées électorales.

Nous le donnerons dans le prochain numéro.

Suite du décret concernant l'ordre et la tenue qui devront s'observer dans les délibérations de l'un et de l'autre conseil, dans leurs relations entr'eux, et dans leurs relations avec le directoire exécutif.

» VII. Le président fera l'ouverture et la clôture des séances. En cas de réclamation, il consultera l'Assemblée.

» En l'absence du président, le dernier des ex-présidens qui sera dans la salle remplira ses fonctions, et à son défaut celui des anciens secrétaires qui aura le plus de suffrages.

» VIII. Le président annoncera, à la fin de chaque séance, les objets dont on devra s'occuper dans la séance suivante, conformément à l'ordre du jour.

» IX. L'ordre du jour sera consigné dans un registre dont le président sera dépositaire.

» Il sera tenu un registre des ajournemens prononcés par l'Assemblée. Ce registre restera sur le bureau.

» X. L'ordre du jour sera affiché dans la salle.

» XI. Lorsque des objets pressans exigeront la réunion de l'un ou de l'autre des conseils, le président pourra les convoquer extraordinairement. »

Des motions.

« Art. Ier. Tout membre qui voudra proposer une motion se fera inscrire au bureau.

» II. Aucune motion ne pourra être discutée que lorsqu'elle sera appuyée de quatre membres, et elle sera préalablement déposée sur le bureau.

» III. Quoique la discussion soit ouverte sur une motion,

Digitized by Google

celui qui l'a proposée peut la retirer ; mais s'il y a réclamation, la discussion sera continuée.

» IV. Aucun membre, sans excepter l'auteur de la motion, ne parlera plus de deux fois sur une motion, à moins qu'il n'y soit autorisé par l'assemblée.

» V. Les motions de priorité, d'amendement, d'ajournement, d'ordre du jour, de question préalable ou de rappel au reglement, auront la préférence sur la motion principale, et en suspendront toujours la discussion : tout autre motion incidente sera écartée.

» VI. Les sous-amendemens, et ensuite les amendemens seront mis aux voix avant la question principale.

» VII. Sa question préalable ne pourra être demandée sur une motion, après que cette motion aura obtenu la priorité.

» VIII. La discussion épuisée, l'auteur de la motion pourra la réduire en des termes simples, pour être deliberée par *oui* ou par *non*.

» IX. Tout membre pourra demander la division d'une question complexe.

» X. Tout membre pourra demander la parole pour poser la question. »

Ordre de la parole.

« Art. Ier. Aucun membre ne pourra parler qu'après avoir demandé la parole au président et l'avoir obtenue. On ne pourra parler que de la tribune.

» II. Un des secrétaires tiendra note des membres qui demandent la parole, afin qu'il ne puisse y avoir de préference, et que chacun l'obtienne suivant l'ordre de la demande qu'il en aura faite ; s'il y a réclamation, l'assemblée donnera la parole.

» III. La liste n'aura d'effet que pour une seule séance.

» IV. Dans les discussions, les opinions parleront alternativement pour et contre.

» V. Lorsqu'un membre aura obtenu la parole, un huissier lui ouvrira la porte de l'enceinte pour qu'il se rende à la tribune, et il la refermera sur-le-champ.

» VI. Nul ne pourra monter à la tribune, que celui qui le précede n'ait repris sa place, et qu'il n'ait été appellé par le président.

» VII. Le président rappellera à la question l'opinant qui s'en écartera ; et s'il ne le fait pas, il pourra y être invité.

» VIII. Si quelque membre veut contredire les faits exposés par l'opinant, il se levera pour l'annoncer. Il sera entendu immediatement après l'opinant qu'il aura interrompu.

» IX. Si l'opinant s'écarte du respect dû à l'assemblée ou au président, le président le rappellera nominativement à l'ordre.

Digitized by Google

» X. Toutes personnalités sont défendues.

» XI. Le président ne pourra prendre la parole sur un débat, que pour présenter l'état de la discussion ou y ramener.

» XII. S'il veut discuter lui-même ou présenter une opinion, il se fera inscrire; et lorsque son tour sera venu, il quittera le fauteuil pour monter à la tribune. »

Maniere de recueillir les suffrages.

« Art. Ier. Lorsqu'il y aura du doute dans une délibération prise par assis et levé, on procédera au recensement des suffrages, ainsi qu'il suit :

» II. Le membre du conseil qui sera placé au no. 1er. de la série, ou, en son absence, celui qui occupera le numéro suivant, fera l'office de recenseur.

» III. Il sera délivré à chaque recenseur, par un des huissiers qui les recevra des sécretaires, un nombre de bulletins double de celui des membres placés dans chaque série. Sur la moitié de ces bulletins sera imprimée la lettre majuscule O, et sur l'autre moitié, la lettre majuscule N; la premiere exprimant l'affirmative, la seconde la négative.

» IV. Les recenseurs distribueront aux membres de la série, par ordre de numéros, un bulletin revêtu du signe affirmatif, et un autre revêtu du signe négatif.

» V. Lorsque la distribution des bulletins aura été entierement terminée, le président ordonnera aux recenseurs de recueillir les suffrages.

» VI. Les recenseurs recueilleront les suffrages, chacun dans une urne, qu'ils présenteront successivement aux membres de leur série, en commençant par celui auquel ils avaient d'abord distribué les bulletins.

» VII. Chaque membre choisira celui des deux bulletins qui sera conforme à son opinion, et le déposera roulé dans l'urne d'une maniere bien ostensible. Chaque recenseur fera bien attention à ce qu'il n'en soit pas déposé deux.

» VIII. Chaque urne sera déposée sur le bureau par un huissier, qui la recevra des mains du recenseur. Tous les bulletins seront versés dans une urne commune; et après avoir été mêlés, ils en seront tirés successivement par le président, et lus à haute voix.

» IX. Les secretaires tiendront note de chaque suffrage, et le président fera part à l'assemblée du resultat. S'il se trouve un bulletin double ou différent de ceux qui auront été distribués par les recenseurs, il sera supprimé.

» X. Lorsqu'il devra se faire des nominations dans l'un ou dans l'autre conseil, les membres passeront dans un appartement voisin de la salle des délibérations, pour y faire leur bulletin, après quoi ils reprendront leurs siéges; et l'on procédera au recensement dans la forme ci-dessus indiquée. »

Digitized by Google

Messagers d'Etat.

« Art. Ier. Chaque conseil nommera, à la pluralité des suffrages, ses messagers d'état. Le directoire exécutif nommera les siens dans la même forme.

» II. Les messagers d'état se tiendront, pendant la durée de chaque séance, près celui des conseils auquel ils seront attachés.

» III. Lorsque l'un des deux conseils aura jugé nécessaire d'envoyer un message, soit à l'autre conseil, soit au directoire, le président fera appeller un messager d'état.

» IV. Le messager d'état s'avancera jusqu'à la balustrade, et recevra les dépêches des mains de l'un des secrétaires, auquel elles auront été remises par le président, scellées du sceau du conseil.

» V. Deux huissiers précéderont le messager d'état, et l'accompagneront jusqu'à l'entrée de l'intérieur de la salle des délibérations du conseil vers lequel il aura été envoyé; il fera prévenir le président de son arrivée, par un huissier de ce même conseil.

» VI. Le président en préviendra l'assemblée et donnera des ordres pour son introduction. Deux huissiers de ce conseil iront le prendre à l'entrée de la salle, et le conduiront jusqu'à la balustrade.

» VII. Le messager d'état remettra ses dépêches entre les mains d'un secrétaire, qui les ira recevoir pour les remettre au président; il lui en sera donné récépissé, signé du président et d'un secrétaire; il se retirera précédé des deux huissiers qui l'auront accompagné; et à la porte de l'intérieur, il reprendra les deux huissiers du conseil auquel il est attaché.

» VIII. Lorsque l'un des deux conseils fera passer ses dépêches au directoire exécutif, le messager d'état sera accompagné par ses deux huissiers jusqu'à la porte de la salle, où il sera reçu par le directoire, s'il est assemblé; et dans le cas contraire, par le président. Les dépêches seront remises entre ses mains; il en donnera récépissé.

» IX. Les mêmes formes seront observées dans l'un et l'autre conseil, à l'égard des messages qui leur seront adressés par le directoire exécutif.

» Le messager d'état remettra à son tour, au président du conseil, le récépissé qui assure que le message a été rempli. »

Procès-verbaux.

« Art. Ier. Le conseil des anciens et le conseil des cinq cents choisiront, chacun hors de leur sein, deux rédacteurs pris parmi les hommes les plus exercés dans les lettres et dans

Digitized by Google

la science des lois; ils seront chargés de la rédaction des procès-verbaux.

» II. Les rédacteurs rendront compte sommairement des motifs développés dans la discussion.

» III. Immédiatement après que les procès-verbaux auront été adoptés, ils seront mis au net, signés du président et d'un secrétaire, et envoyés de suite à l'imprimeur.

» IV. Les épreuves seront corrigées par les rédacteurs.

» V. L'imprimeur délivrera tous les mois, à chaque député, à domicile, un exemplaire complet et broché des procès-verbaux du mois.

» VI. Il en sera usé de même pour toutes les pièces dont l'impression aura été ordonnée.

» VII. L'imprimeur de chacun des conseils communiquera directement avec la commission chargée de surveiller l'administration et les dépenses relatives à la tenue des conseils.

» VIII. Les impressions relatives aux objets de la discussion seront distribuées à un bureau destiné à cet effet.

» IX. Toute pièce originale qui sera remise à l'assemblée, sera d'abord copiée par l'un des commis du bureau, et la copie collationnée par un des secrétaires, et signée de lui, demeurera au secrétariat.

» L'original sera aussi-tôt après déposé et enregistré aux archives.

» X. Il y aura deux minutes originales des procès-verbaux, dont l'une sera déposée aux archives, et l'autre demeurera au secrétariat de chacun des conseils, pour son usage.

» XI. Les procès-verbaux seront toujours signés par le président qui aura tenu la séance.

» XII. Les lois rendues avec décret d'urgence, seront préalablement relues par l'un des secrétaires, avant d'être envoyées, soit à l'un des conseils, soit au directoire exécutif. »

Députations.

« Art. Ier. Aucune troupe particulière de citoyens armés ou non armés ne sera admise à défiler dans la salle des séances de l'un ou de l'autre conseil.

» II. Les pétitions adressées à l'un ou à l'autre des conseils, seront lues à l'entier ou par extrait par l'un des secrétaires.

» III. Lorsqu'une pétition sera signée par plusieurs citoyens, et que l'un ou l'autre conseil jugera convenable d'entendre à la barre les pétitionnaires eux-mêmes, dans aucun cas il ne sera admis plus de trois de ces citoyens choisis par leurs co-signataires.

» IV. Lorsqu'un membre aura converti une pétition en motion, elle ne pourra être délibérée que dans les formes prescrites par la constitution. »

Digitized by Google

Huissiers.

» Art. Ier. Chacun des conseils aura huit huissiers pour le service intérieur de la salle ; il en aura un de plus pour chacune des tribunes publiques, lequel se tiendra, pendant les séances, dans la tribune qui lui aura été assignée par les inspecteurs de la salle, et y maintiendra l'ordre.

» II. Les huissiers seront nommés par la commission chargée de l'inspection de la salle du conseil.

Tribunes.

» Art. Ier. Aussitôt l'ouverture de la séance, et jusqu'à ce qu'elle soit levée, les citoyens assistans se tiendront assis et découverts ; ils auront soin de garder et de faire observer entr'eux le silence nécessaire à la tranquillité des délibérations, et généralement de porter aux représentans du souverain le respect dû à leurs fonctions, et de conserver le calme commandé par les grands intérêts de l'état.

» II. Tout citoyen qui donnera des marques d'approbation et d'improbation, sera sur-le-champ exclus des tribunes par l'huissier chargé d'y maintenir la police.

» III. S'il arrivait qu'un ou plusieurs individus troublassent les délibérations, ils seront considérés comme *perturbateurs à dessein*, et comme tels punis ainsi qu'il suit, et d'après la gravité des infractions ; savoir : exclus des tribunes par l'huissier ; ou mis en prison pour vingt-quatre heures, par l'ordre du président ou de l'un des commissaires inspecteurs de la salle ; ou condamné depuis trois jours jusqu'à un mois de détention par l'Assemblée.

» IV. Tous les articles du réglement étant obligatoires, il est du devoir de chacun d'en réclamer l'exécution. »

Des archives nationales.

« Art. Ier. Les archives nationales, établies auprès du corps législatif, sont communes au conseil des cinq cents et au conseil des anciens.

» II. La garde de ce dépôt est confiée à un archiviste responsable envers le corps législatif seulement, et nommé par lui.

» III. La nomination de l'archiviste se fait tous les cinq ans, par la présentation d'une liste de trois citoyens que le conseil des cinq cents propose au conseil des anciens pour en choisir un.

» IV. L'archiviste est rééligible sans intervalle. A l'époque de la réélection, le conseil des cinq cents peut proposer purement et simplement au conseil des anciens ; si elle n'est pas ainsi agréée, le conseil des anciens demandera qu'il soit procédé à la formation de la liste triple, prescrite par l'article précédent, et le conseil des cinq cents la lui fournira dans les trois jours.

Digitized by Google

» V. A la prochaine formation des deux conseils législatifs, chacun d'eux nommera l'un de ses membres pour surveiller les archives en qualité de commissaire.

» VI. Ces deux commissaires resteront en fonction jusqu'au 15 floréal de l'an 5. A cette époque, ils tireront au sort pour savoir lequel des deux sera remplacé.

» VII. Celui des deux commissaires qui sera resté continuera ses fonctions jusqu'au 15 floréal de l'an 6. Le conseil auquel appartiendra le membre sorti par la voie du sort, le 15 floréal de l'an 5, en nommera un autre, ou donnera de nouveaux pouvoirs à son commissaire, pour les exercer jusqu'au 15 floréal de l'an 7.

» VIII. Chaque conseil nommera ainsi alternativement, tous les deux ans, son commissaire, en sorte qu'il y en ait toujours deux qui restent chacun deux ans desuite en exercice, et qu'il y en ait un de renouvellé chaque année, soit par remplacement, soit par continuation de pouvoirs.

» IX. Ces deux commissaires surveilleront, tant individuellement qu'en commun, le service des archives; mais aucun des deux ne pourra rien régler que de concert avec son collegue.

» X. Dans toutes les questions relatives au service des archives, et qui seront portées au corps législatif, le rapport sera fait au conseil des cinq cents par le commissaire qui en sera membre, et la résolution envoyée au conseil des anciens, qui entendra son commissaire avant d'y délibérer, et en fera mention.

» XI. L'archiviste sera tenu d'habiter dans le lieu même où les archives seront établies. En cas de maladie ou d'autres empêchemens, il sera remplacé momentanément par celui des deux commissaires qui sera le plus ancien en exercice.

» XII. Toutes les expéditions ou extraits délivrés aux archives, y seront scellés et revêtus de la signature de l'archiviste, ou, dans le cas prevu par l'article précédent, de celle du commissaire qui le remplace. Ces expeditions seront authentiques sans aucune espece d'autre visa.

» XIII. Le traitement de l'archiviste est égal à l'indemnité des membres de l'un ou de l'autre conseil; il ne peut être décerné contre lui aucun mandat d'arrêt, si ce n'est en cas de flagrant délit, sans en référer au corps législatif.

» XIV. L'archiviste ne peut exercer aucune autre fonction, si ce n'est celle de membre du corps legislatif, auquel cas il ne recevra qu'un traitement.

» XV. Le nombre des secrétaires-commis des archives, leur traitement et les dépenses du service, seront présentés par apperçu, chaque année, par les commissaires aux archives: le corps legislatif en décrétera les fonds, pour être par les commissaires aux archives, mis à la disposition de l'archiviste; il ordonnera directement les dépenses sur la trésorerie

Digitized by Google

nationale ; elles y seront payées sur la quittance des employés et fournisseurs, sans qu'en aucun cas l'archiviste et les personnes attachées aux archives puissent toucher d'autres deniers que ceux de leur traitement personnel.

» Le compte de l'année précédente sera rendu par l'archiviste, communiqué à la trésorerie nationale par les commissaires aux archives, pour vérifier et apostiller les articles, et présenté par les mêmes commissaires aux archives au corps législatif, pour être définitivement arrêté.

» XVI. La loi du 7 messidor de l'an 2, sur le classement et le triage des titres dans toute l'étendue de la République, est maintenue.

» Le directoire exécutif surveillera les opérations commencées, les fera terminer au plus tard dans le délai d'une année, à dater du jour de son installation, et rendra compte de ses progrès tous les trois mois au corps législatif.

» XVII. Le directoire exécutif ni aucune des autorités constituées, autre que le corps législatif, ne peut ordonner de dépôt aux archives, ni prendre connaissance de leur police ou de leur comptabilité. »

NOUVELLES OFFICIELLES.

ARMÉE DU RHIN ET MOSELLE.

A Manheim, le 4e. jour complémentaire de l'an 3e. de la République Française.

« Nous envoyons, citoyens collègues, à la Convention nationale la capitulation de la ville de Manheim ; elle ouvre aux troupes françaises un nouveau passage sur le Rhin qui n'a pas coûté une goutte de sang. La satisfaction qu'elles ont d'avoir franchi le Rhin, vous promet bientôt d'autres conquêtes. Vous pouvez assurer la Convention que l'armée du Rhin et Moselle ne démentira pas sa renommée.

» Nous ne pouvons vous donner encore de détail exact des subsistances qui existent dans la place ; mais le commissaire qui a été chargé de recevoir les magasins nous assure qu'il y a plus de 6000 quintaux de farine blutée, 400 sacs d'avoine et une certaine quantité de fourrages, et beaucoup d'effets de casernement. La place est armée de plus de 200 pièces de canon dont nous avons l'usage, et des munitions de guerre en proportion. »

Salut et fraternité,

Signés, RIVAUD, MERLIN (de Thionville), *représentans du peuple.*

Frankendal, le 4e. jour complémentaire de l'an 4e.

« Nous vous faisons passer, citoyens collègues, copie de la capitulation de la ville et forteresse de Manheim.

Digitized by Google

» Cette prise importante sous tous les rapports, qui nous ouvre un second passage sur le Rhin et une tête de pont respectable, ne coûte ni une goutte de sang, ni un grain de poudre à la patrie. »

Salut et fraternité.

Signés, MERLIN (de Thionville), RIVAUD.

Capitulation passée entre son excellence M. le comte d'Obérendorf, ministre d'état de son excellence sérénissime électorale palatine, son excellence M. le gouverneur baron de Belderbuch, et le général major commandant de la place de Deroy, d'une part, et M. de général en chef de l'armée française, Pichegru.

« Art. 1er. La place de Manheim ouvrira ses portes aux troupes de la République Française demain dix heures du matin; le pont sera sur-le-champ rétabli, et tous les postes extérieurs et ouvrages avancés seront remis à la garde des troupes françaises.

Réponse. Le terme de dix heures est trop court; les ouvrages extérieurs ne seront remis qu'aujourd'hui à quatre heures à la garde des troupes françaises, avec la remarque que ce sera aux troupes françaises à pourvoir au rétablissement du pont; pour quel effet on fournira tous les pontons qui n'ont point souffert à la débacle des glaces.

» II. Il sera nommé des commissaires de part et d'autre, pour constater la situation des arsenaux et de l'armement de la place, qui sera remise dans le même état à la paix définitive.

Réponse. Convenu: ajoutant la restriction que les magasins de vivres et fourages, ustensiles et autres effets militaires, comme aussi les magasins qui se trouvent dans les endroits circonvoisins, appartenant de même à son altesse sérénissime électorale, seront également compris dans le présent article; et l'on s'en remet sur ce point à la loyauté de la nation française.

» III. Il sera libre à tous les magistrats et employés de son altesse électorale palatine, ainsi qu'au duc des Deux-ponts et à ceux attachés à son service civil, de rester dans la ville ou d'en sortir, comme bon leur semblera.

Réponse. Convenu.

» IV. La garnison actuelle se retirera 24 heures après la date de la présente capitulation, avec armes et bagages, et les honneurs de la guerre, pour se retirer où bon lui semblera: ceux des soldats palatins auxquels leurs chefs militaires voudraient accorder des congés pour la rive gauche obtiendront des passeports de l'état-major français.

Réponse. La garnison actuelle sortira 24 heures après la date de la présente capitulation, et se retirera dans les pays électoraux. L'on demande cependant, 1°. qu'il lui soit accordé d'amener deux pieces de canon de six livres de balles par

Digitized by Google

bataillon ; 2°. qu'il soit accordé aux malades qui ne pourront sortir avec la garnison, de la rejoindre après leur rétablissement, et qu'ils soient soignés jusques là, dans les hôpitaux électoraux, par les préposés qu'on y laissera. Il sera fourni des voitures nécessaires pour le transport des bagages des officiers : au cas que ces voitures ne puissent être fournies en quantité suffisante, les effets restans pourront être transportés de suite et à commodité ; pour quel effet il restera de chaque corps un agent militaire pour en avoir soin.

Articles additionnels proposés par les contractans, pour son altesse électorale.

« Art. Ier. Les troupes électorales qui se trouvent dans le pays sont également comprises dans la présente capitulation, et ne seront point traitées hostilement par les troupes françaises, et ne pourront être faites prisonnieres de guerre.

Réponse. Accordé, à condition qu'elle n'apporteront, dans aucune circonstance, aucun obstacle à la marche des troupes françaises, et qu'elles se retireront à mesure que les troupes françaises avanceront.

„ II. Les pays Palatins, de même que les duchés de Juliers et de Berg, occupés par les troupes françaises, seront regardés comme neutres, et il ne leur pourra être imposé par cette raison aucune contribution, requisition ni autres charges ; de même les propriétés de tous les particuliers leur seront garanties. — Dans cet article sont stipulés tous les effets et biens appartenans à son altesse électorale monseigneur le duc de Deux-Ponts, et à toutes les personnes de sa suite.

Réponse. Cet article n'ayant pas un rapport direct avec le militaire n'est point de ma compétence, et je ne puis y donner sanction ; il devra être soumis aux représentans près l'armée.

Il n'appartient ni au général ni aux représentans du peuple de stipuler pour les pays occupés par les autres armées de la République, et la neutralité ne peut être garantie que pour les pays occupés par l'armée du Rhin et Moselle. Il ne peut de même être question des biens et effets de son altesse le duc de Deux-Ponts que pour ce qu'il est sur la rive droite.

„ III. Les magistrats et autorités civiles seront continues dans leurs fonctions et régie des affaires du pays.

Rép. Accordé pour tous ceux dépendans de son altesse.

„ IV. Aucun habitant ne sera molesté dans le libre exercice des différens cultes adoptés. — *Rép.* Accordé.

„ V. Les prisonniers qu'on aura faits pendant la guerre seront rendus. — *Rép.* Accordé.

Passé à Manhein, le 20 septembre 1795. *Signé*, PICHEGRU.

Signés, FRANÇOIS, *comte d'Oberendorf*; BELDERBURGH, *gouverneur*. *Signé*, DE DUROY, *commandant-général major*.

Pour copie conforme. *Signés*, RIVAUD et MERLIN, *représentans du peuple près les armées du Rhin et Moselle.*

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 15 VENDÉMIAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Mercredi 7 Octobre* 1795, vieux style.)

HISTOIRE POLITIQUE.

Coup d'œil historique sur les assemblées primaires de Paris.

LES assemblées primaires offrent, depuis un mois, le spectacle d'un effervescence dont il est curieux, pour un observateur, d'étudier les causes, de suivre les mouvemens et de découvrir le but.

On sait que Paris, depuis le commencement de la révolution, a toujours été le foyer de toutes les intrigues, et le centre des mouvemens que chaque parti a préparés, selon le sens dans lequel il voulait les diriger. C'est là que de toutes les parties de la République, et même de l'étranger, viennent se réunir ceux qui *sont*, ou acteurs principaux, ou agens subalternes des plans qui doivent influer sur le sort de la République. Il n'y a gueres que le 9 thermidor qui ait été improvisé ; aussi son résultat produisit-il dans l'ame de tous les amis de la liberté, et même de ses ennemis, un sentiment de joie et de bonheur qui attestait le salut commun et la délivrance de la tyrannie. Ce sentiment ne fut point calculé parce qu'il était inattendu, et que chacun pouvait se rendre compte des effets salutaires de cette heureuse journée.

Celles des 4 et 5 prairial en furent la suite. Tous les citoyens se réunirent autour de la Convention, pour écraser ce qu'on appellait la *queue de Robespierre*. Mais déja même on agissait avec des sentimens bien différens. Tandis que les vrais Républicains déployaient leur énergie pour étouffer le monstre de l'anarchie et de la terreur, les événemens actuels prouvent assez que les partisans de la royauté ne se ralliaient aux patriotes que parce qu'il était de leur intérêt de se sauver avec eux. Ils avaient besoin de conserver la représentation natio-

Digitized by Google

nale pour se ménager à loisir les moyens de la perdre toute entière.

Voyez quelle a été leur conduite depuis cette époque. C'est lorsque la Convention a pu s'occuper sans relâche de rétablir l'ordre, de préparer une constitution et un gouvernement dont tous les Français avaient soif, de faire succéder la justice à l'oppression, et de fermer la plaie large et profonde que le brigandage et le crime avaient faite à la patrie, c'est alors qu'a éclaté le plan de calomnie et de diffamation contre la représentation nationale; c'est alors qu'on a reçu cette nuée de faiseurs de libelles, profitant de la liberté de la presse qu'ils tenaient de ceux-là même qu'ils avaient la bassesse d'outrager, se coaliser pour enlever chaque jour à la Convention la confiance qu'elle s'efforçait de mériter. Cette jeunesse des premiers jours de prairial semblait regretter sa première attitude, et déguisant impudemment ses vœux secrets, s'obstinait à une querelle de *chansons*, qui n'eût été que ridicule si l'on n'y eût entrevu les funestes avant-coureurs d'une lutte plus criminelle encore. C'est dans ces circonstances qu'ont été terminés les travaux sur la constitution, et qu'elle a été présentée au Peuple Français avec un projet de décret puisé dans l'esprit de cette constitution, et qui n'avait pour objet que de prévenir la réaction que méditaient et qu'ont tâché d'effectuer les ennemis de la République.

Il était aisé de prévoir qu'à l'approche de l'établissement d'un gouvernement stable, au moment des grandes opérations qui devaient terminer la guerre, lorsque les négociations de paix étaient le plus avancées, lorsque l'Angleterre essayait de jetter sur nos côtes, d'Artois et ses complices, et que l'incendie de la Vendée se rallumait de toutes parts; la lie impure des royalistes, des agens de l'étranger, des agioteurs et de tous les intéressés à l'absence des lois et d'un gouvernement, réuniraient leurs derniers efforts pour s'emparer d'une nouvelle révolution et diriger les assemblées primaires.

De quoi s'agissait-il? D'une opération bien simple: d'*accepter* ou de *rejetter* la constitution et les projets de décrets des 5 et 13 fructidor. Un *oui* ou un *non* suffisait, et pour le prononcer ou l'écrire il ne fallait que consulter sa conscience. Mais cette marche eût été trop facile à suivre, et ne remplissait pas l'objet que les meneurs s'étaient proposé.

Digitized by Google

A peine les citoyens furent-ils réunis dans leur section, pour se constituer en assemblée primaire, que des hommes se présentèrent à la tribune avec des projets d'arrêtés rédigés à l'avance, et étrangers aux objets pour lesquels les assemblées étaient convoquées. Ce sont ces hommes, ainsi que ceux qui ont parlé dans leur sens, qui presque tous ont formé le bureau dans chaque assemblée primaire, et ont été successivement nommés électeurs. Par un concert trop extraordinaire et trop uniforme pour n'avoir pas été préparé, on a vu les mêmes propositions faites et adoptées par-tout au même instant; la garantie de l'indépendance et de la liberté des opinions, une confédération de sauve-garde et de secours non par sentiment pour ceux qui parleraient dans leur section, mais pour tous ceux des autres assemblées, soit de Paris, soit de la République; la communication avec les armées sous Paris, et avec l'universalité des assemblées primaires; la déclaration de la permanence, la défense aux comités civils et aux commandans de bataillon d'exécuter aucun ordre avant d'en avoir référé aux assemblées primaires, les reproches les plus amers, les outrages les plus sanglans contre la représentation nationale; le rejet des décrets de réélection des deux tiers, rejet bien libre sans doute, mais qui par cela même devait être fait au scrutin individuel, *et non* par acclamation. Détracteurs de *Marat* et de *Robespierre*, vous avez perdu le droit de les accuser, car vous avez imité leur tactique. C'est avec ces mots si puissans sur la multitude de *souveraineté du Peuple*, de *danger de la patrie*, d'*usurpation*, de *tyrannie*, de *résistance à l'oppression*, que vous avez échauffé les esprits et trompé la conscience des bons citoyens. A vous entendre, la Convention *n'était plus rien*, tour *ses pouvoirs étaient suspendus*, l'action du *gouvernement* devait disparaître; le peuple avait *ressaisi ses droits*, chaque assemblée primaire était le *souverain*; il fallait se *serrer*, se tenir *étroitement unis*; on est même allé jusqu'à proposer de former une garde particulière pour les assemblées primaires. Eh! pourquoi tout ce fracas? pourquoi cette ligue offensive et défensive? Pour émettre paisiblement son vœu sur la constitution et les décrets? Non; ce n'était pas là le motif des agitateurs; leur véritable but, c'était de se rendre maîtres des élections, d'influencer le reste de la République, de chasser les membres actuels de la Convention, et de les remplacer par des

Digitized by Google

royallstes ; oui, par des royalistes. Il n'est pas un fait, pas une circonstance qui ne le prouve.

La *garantie des opinions !* En avait-on besoin? Qu'est-ce qui ignore que chaque assemblée primaire est indépendante et libre dans l'exercice de ses fonctions? qui songeait à porter atteinte à cette liberté ? les assemblées primaires de la République se sont-elles entourées de cette précaution? ont-elles cru nécessaire de recourir à des sauve-gardes pour émettre leur vœu ? agitateurs des assemblées de Paris, pourquoi n'avez-vous pas suivi leur exemple ? C'est que c'était moins l'indépendance des opinions que vous vouliez, que l'indépendance des *actions*. Quand on a des desseins perfides, on ne saurait imaginer trop de garantie. Des hommes libres déliberent; il n'y a que des conjurés qui aient besoin de se lier par des sermens. Votre peur même atteste vos coupables projets. Vous aimiez si peu dans les autres cette liberté d'opinion que vous aviez créée pour vous seuls, que vous avez ouverts de huées et de vociférations les bons citoyens qui avaient le courage de s'opposer à vos résolutions séditieuses. Vous les avez traités de *terroristes*, comme autrefois les *Hébert*, les *Chaumette*, les *Vincent* traitaient d'*homme d'état* et de *fédéraliste* quiconque ne pensait pas comme eux. Et vous avez eu l'impudence de faire louer dans vos journaux l'*accord paisible et majestueux* des assemblées de Paris !

La communication avec les armées ; je remarque d'abord la variation de votre tactique. Quelques jours avant l'ouverture des assemblées primaires, vous êtes allés, au nom des sections du *Mail* et des *Champs-Elysées*, demander à la Convention le renvoi des troupes, prétendant que leur présence à deux lieues de Paris gênait la liberté des opinions ; mais puisque vous aviez eu celle de présenter une pétition injurieuse et menaçante, il eût été trop ridicule de faire croire que les assemblées n'étaient pas libres. Alors vous avez changé de plan ; vous avez cru qu'il valait mieux tenter de séduire les armées que de les éloigner. Voilà l'objet de vos communications avec elles ; sans cette espérance, de quoi vous aurait servi de consulter les armées hors de Paris, pour savoir ce que vous deviez faire dans vos assemblées à Paris? vous êtes-vous flatté que les soldats de la liberté, qui ont affronté tous les dangers, versé leur sang et vaincu pour la République, oublieraient leur

Digitized by Google

gloire jusqu'à descendre à de misérables complots de royalistes ? avez-vous pu leur faire cette injure ?

Les assemblées primaires de chaque département ont-elles formé entre elles une chaîne de communications et de correspondance ? ont-elles conçu l'idée impie et contre-révolutionnaire de rompre tous les liens qui les attachent à la représentation et au centre de gouvernement, et de se constituer en autant de souverains, qu'elles étaient de fractions du peuple ? Toutes ont accepté ou rejetté la constitution dans toute l'indépendance et la liberté de leur suffrage, et sans avoir besoin de s'influencer réciproquement. Beaucoup ont voté pour le décret de la réélection ; d'autres ont gardé le silence, et par-là s'en sont rapportés à la conscience et au devoir de leurs électeurs ; voilà l'exemple qu'elles vous ont donné. Voici celui que vous vouliez leur donner vous-mêmes.

Vous aviez vu comment s'étaient préparées et s'étaient faites les journées désastreuses des 31 mai et 2 juin ; comment les meneurs de la faction des anarchistes et des hommes de sang s'étaient emparés des sections par des communications rapides ; comment s'était établi leur système d'accusation contre la majorité de la Convention qu'ils voulaient perdre ; et vous vous êtes dit : Faisons comme eux, ayons la même audace, nous aurons le même succès. La nation française a gémi sous une longue et affreuse tyrannie ; rouvrons toutes les blessures ; faisons un tableau pathétique des maux et des crimes passés, et chargeons-en la Convention seule, oublions tout ce qu'elle a souffert elle-même de cette effroyable oppression, et ce qu'elle a fait depuis le 9 thermidor pour la réparer, oublions la stupeur de la nation entière, attendant en silence que les tyrans marquassent leurs victimes. Replaçons-nous à ces anciennes époques, donnons le change aux bons citoyens, montrons-leur l'image sanglante de la patrie couverte de deuil et de larmes ; l'indignation soulevera toutes les ames, et avant que la raison ait pu démêler les causes et les époques, l'impression aura été produite ; le mouvement donné à Paris, Paris le donnera au reste de la République. Voilà ce que vous vous êtes permis par vos communications, et la mort de Letellier, les émeutes d'Orléans et de Dreux, l'interception des arrivages nous prouvent assez ce que vous auriez fait, si vous eussiez eu plus de loisir pour

Digitized by Google

le faire. Malheureusement pour vous, et heureusement pour la République, toutes les assemblées primaires étaient convoquées à la même époque, et comme elles n'avaient pas les mêmes intentions que vous, elles ont été plus diligentes; elles avaient émis leur vœu que vous n'aviez pas encore organisé votre révolte.

Vous dites qu'il n'y a point de royalistes, puisque les assemblées primaires de Paris ont accepté la constitution républicaine. L'admirable preuve que celle-là! comme si vous eussiez été assez mal-adroits pour vous montrer à découvert, et apprendre à tous les bons citoyens à se défier de vous! Il était bien plus conforme à votre intérêt d'avoir l'air d'accepter la constitution, pour lui porter des coups en secret, et l'étouffer dès sa naissance. Le véritable coup de maître, était d'avoir d'autres représentans, et de les faire nommer par le parti royaliste. Alors... je n'ai plus besoin de vous demander ce que serait devenue la constitution. Si vous ne réussissez pas dans votre projet, il ne faudra pas en accuser votre brûlant amour pour la République.

Si vous l'eussiez acceptée de bonne foi, cette constitution, vous en auriez pris l'esprit; vous auriez porté, dans votre conduite, les principes et les sentimens qu'elle doit inspirer; vous auriez prouvé que vous êtes républicains en donnant l'exemple de l'amour de l'ordre, du respect et de l'obéissance aux lois; qu'avez-vous continué de faire? La Convention fait des proclamations; vous refusez de les promulguer, et vous en faites de contraires: elle publie le résultat des scrutins sur les décrets des 5 et 13 fructidor; vous l'accusez d'infidélité et d'imposture: elle ramene les assemblées primaires à leurs véritables fonctions; vous vous jouez de ses décrets: elle défend l'établissement de tout comité central, et vous en formez un où vous rédigez une déclaration au nom de la majorité des assemblées primaires; enfin, si l'on faisait l'énumération de tous ces arrêtés, de leurs *considérans* et de toutes les propositions extravagantes, s'il vous était aussi facile d'exécuter que de projetter, vous auriez déja réuni dans vos mains les pouvoirs législatif, administratif et exécutif, ou plutôt vous leur auriez substitué l'horrible pouvoir contre-révolutionnaire, et le tocsin de la guerre civile aurait sonné: et vous vous vantez d'avoir accepté la constitution républicaine! dites, qu'auraient fait, que feraient de plus les plus grands ennemis de la République et les plus ardens provocateurs de la royauté?

Digitized by Google

Il n'y a plus de royalistes ! Eh ! que sont donc ceux qui, dans presque tous les spectacles, applaudissent avec des transports effrénés et interminables, à tous les traits qui peuvent faire allusion à l'éloge de l'ancien régime et à la satyre du nouveau ? Que sont ceux qui, dans les cafés, au Palais-Egalité, qui est bien encore le Palais-Royal, dans tous les beaux salons, ne prennent plus la peine de déguiser leur haine contre le gouvernement républicain, et leur tendresse pour la monarchie ? il n'y a plus de royalistes, et voyez quels électeurs ont été nommés ; ai-je besoin de les indiquer ; l'opinion ne les montre-t-elle pas du doigt ? des auteurs d'écrits dégoûtans de malveillance et d'incivisme, des hommes connus depuis long-tems par leurs opinions anti-républicaines.

Serait-il donc de la destinée de Paris d'être toujours influencé dans ses élections par l'esprit de parti et de passer d'un extrême à l'autre ? Après avoir eu à rougir en 1792 de son corps électoral, serait-il réservé à donner une seconde fois ce spectacle humiliant à la France étonnée ? Espérons que ces craintes ne se réaliseront pas, et que les électeurs choisis par la droiture et le civisme seront encore assez nombreux et assez sages pour épargner cette honte à leur cité et ce danger à la Patrie.

Bons citoyens, qui formez la masse des assemblées primaires de Paris, en traçant la marche et les menées des agitateurs-royalistes qui ont succédé aux agitateurs-anarchistes, je n'ai fait que vous rappeller ce que vous avez vu, ce que vous avez senti et jugé tout comme moi, et si vous me lisez en ce moment, vous rendez témoignage des impressions que vous avez partagées. Laissons ces êtres malheureux à force d'être malfaisans, qui ne savent ni aimer une Patrie, ni se réjouir de ses glorieux triomphes, et n'éprouvent pas même le besoin de croire à ses heureuses destinées ; laissons-les se nourrir de leurs propres passions, et se débattre dans leurs séditieuses querelles. Eh ! qu'importe que les deux tiers ou la moitié de la Convention soient conservés ? Ne dirait-on pas que tout est perdu si quelques individus de plus ou de moins sont investis de nouveau de la confiance de leurs concitoyens ? J'avais attaché peu d'intérêt à cette question ; mais depuis que j'ai été témoin des intrigues des royalistes, et que je vois quels représentans

Digitized by Google

il faudrait attendre de leurs mains, je suis convaincu, avec la majorité du Peuple Français, qu'il n'y a de salut et d'affermissement pour la République, que dans l'exécution de la loi de la réélection.

Après six ans d'angoisses, de troubles et d'anarchie, quiconque ne sent pas le besoin de terminer la révolution, et de commencer un gouvernement, est un mauvais citoyen; quiconque ne voit pas que la restauration des finances, le retrait des assignats, la baisse des denrées et des marchandises, toutes les opérations de crédit et de salut public, tiennent à la prompte existence du gouvernement, est un ignorant.

Telle est ma profession de foi; je la fais avec l'indépendance d'un homme que les ambitieux n'ont jamais rencontré sur leur route, et qui a toujours mis son bonheur à répandre quelques idées utiles.

LENOIR DE LA ROCHE.

ANNONCES.

Acte constitutionnel de la République Française, précédé de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et du discours prononcé à la Convention nationale, le 5 messidor, par Boissy-d'Anglas, au nom de la commission des onze: format *in* 16. A Paris, chez Fuchs, libraire, quai des Augustins, n°. 28.

Martial, roman pastoral imité d'Estelle, de Florian; par J. T. Bruguiere: trois vol. *in* 18, sur très-beau papier, caracteres Didot, avec une très-belle gravure: se trouve à Paris: à l'imprimerie des Sciences et Arts, rue Thérese, près celle Helvétius. Prix, 45 liv. les trois vol. brochés, et 48 liv. pour les départemens, franc de port.

L'Emile réalisé, ou plan d'éducation générale; par Lefevre Dugrandvaux: brochure de 24 pages. A Paris, chez Maret, libraire, Palais-Egalité.

MUSIQUE.

Les Adieux, romance d'Hoffman, musique de Méhul. A Paris, chez Cousineau, rue de Thionville, n°. 1840.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 20 Septembre.

On attribue la retraite des Autrichiens derriere la Lahn, moins à la supériorité de l'armée de Jourdan qu'ils ont en front, qu'à la crainte d'être attaqués sur le Mein par l'armée française sous Mayence, qui fait avec plus d'activité que jamais des préparatifs de passer le Rhin à Oppenheim; les batteries françaises y sont si nombreuses, et armées d'une telle quantité de gros canons, qu'on regarde comme impossible de les empêcher de passer le Rhin sur ce point. Aussi l'on attend au camp de Russelsheim, à Hochheim, etc., des renforts considérables qui sont en marche de Schwetzingen, de Rastadt et du Brisgau: on évalue ces renforts à plus de trente mille hommes, et l'on espere qu'ils seront rendus à leur destination avant l'arrivée des troupes que le général Pichegru amene d'Alsace.

Quoi qu'il en soit, les Autrichiens, aux ordres de M. le comte de Clairfait, ont fait leur retraite derriere la Lahn; le quartier-général est à Limbourg; le camp de Neuwied, où ils avaient 12,000 hommes, a été levé, et les Français, qui étaient vis-à-vis de Neuwied, ont passé le Rhin, et ont pris possession de cette ville, ainsi que du camp abandonné par les Autrichiens. Suivant quelques avis, les Français ne tarderont pas à bloquer la forteresse d'Ehrenbreitstein que l'on va abandonner à ses propres forces. On prétend même savoir que l'intention de M. le comte de Clairfait est de concentrer toutes ses forces sur le Mein: cela étant, les environs de Mayence et de Francfort offriront bientôt le spectacle de deux armées montant ensemble à plus de 200 mille hommes.

On dit aujourd'hui que l'armée française sous Mayence fait mine de vouloir aussi passer le Rhin au-dessous de cette ville. Jamais on aura vu tant de passages du Rhin sur différens points et dans un si court espace de tems.

On avait conçu de vives alarmes, dans notre ville et les environs, sur ce que le bruit s'était répandu que les Français ne respectaient pas la ligne de démarcation: aujourd'hui on assure que le prince héréditaire de Hohenlohe a renforcé les postes prussiens sur Wetzlaer, pour couvrir cette ville, et qu'il a fait auprès des généraux français des démarches ten-

Digitized by Google

dantes à mettre en sûreté les états qui sont compris dans la ligne de démarcation, et à les garantir, sinon de la présence des armées françaises, du moins des charges et contributions qui pesent sur les pays traités en ennemis.

Au reste, on ne doute pas que le résultat de cette expédition si rapide et si imposante des armées françaises ne soit une paix très-prompte entre l'Empire et la France.

Tout annonce que les Français vont s'occuper très-sérieusement de la réduction de Mayence. En poursuivant les Autrichiens, ils s'étaient avancés près du village de Merkheim et de la ligne de démarcation ; mais l'ayant remarqué, ils se sont retirés à l'instant.

L'armée combinée hanovrienne, sous les ordres du général Walmoden, forte de 40 bataillons et 60 escadrons, forme un cordon qui commence à Paderbourn, traverse le pays d'Osnabruck, une partie du Bas-Evêché de Munster jusqu'à Oldenbourg. Son motif, jusqu'à présent, paraît être seulement de faire respecter la ligne de démarcation.

L'électeur de Cologne, comme évêque de Munster, a fait demander au général Clairfayt le contingent de Munster : il a ordonné en même-tems à ce corps de se mettre en marche tout de suite. Suivant quelques avis, cette mesure était le résultat d'une paix particulière de l'électeur avec la France ; mais cette nouvelle ne s'étant pas confirmée, du moins jusqu'à ce jour, on croit que le contingent est destiné à couvrir les frontières de l'évêché, qu'on dit infestées de hordes vagabondes.

Vienne, 29 *août*. Divers changemens ont eu lieu dans les différens dicastères. Le conseiller intime, président de la régence de l'Autriche inférieure d'Ankestein, a demandé sa démission qui lui a été accordée avec une pension de retraite. L'empereur a nommé pour lui succéder, le comte Sauran, conseiller aulique du directoire général, gouverneur de Vienne, et chargé de l'inspection de la police de cette ville. Le comte Brigido, gouverneur des royaumes de Gallicie et de Ludomerie, a eu également sa retraite, motivée sur son grand âge. Il est remplacé dans ces fonctions par le comte Gaisrugg, conseiller intime. Enfin, le comte Krakowsky, ministre suprême, dirigeant le directoire général, est destiné à la place de ministre d'état, dirigeant les affaires intérieures de la monarchie. Le chancelier aulique du directoire, le comte François Rottenhann le remplacera dans le premier de ces postes.

Le général Dudberg, ancien gouverneur du grand duc Constantin, se rend à Cobourg pour y chercher la duchesse de Cobourg et ses trois filles, qu'il accompagnera à Pétersbourg. Le second des petit-fils de Catherine choisira une de ces princesses pour épouse.

Digitized by Google

SUISSE. *De Bâle, le 12 septembre.*

La confédération helvétique a ordonné la formation d'un cordon de troupes sur les frontieres. Déja plus de 6000 hommes sont rassemblés. On assure qu'à la vue des mouvemens des forces autrichiennes, ou plutôt du corps d'émigrés français à la solde de l'Angleterre et de l'Autriche, la régence de Bâle a craint que son territoire ne fût violé. Elle a fait des représentations à Wurmser, en lui déclarant que si cela arrivait, elle se verrait obligée de repousser la force par la force, et de recourir même au secours de la France. Le général autrichien a cherché dans sa réponse à tranquilliser la régence : celle-ci néanmoins a cru devoir informer les autres cantons de ses démarches. Elle en a reçu, particulierement de celui de Berne, des assurances telles qu'elle pouvait attendre de fideles confédérés.

De son côté le ministre français a remis, il y a quelques jours, à la régence, deux notes pour l'informer que d'après les préparatifs et les menaces du corps de Condé et le renfort de l'armée autrichienne sur le Haut-Rhin, les représentans du peuple et les généraux français faisaient des dispositions de défense, et de leur côté devaient former un camp et élever des batteries sur la frontiere, et même dans les environs de Bâle. Il a ajouté qu'il ne doutait point que, dans cette occasion, tout le corps helvétique ne continuât d'observer la neutralité qu'il a constamment adoptée et suivie.

ITALIE. *De Rome, le 12 septembre.*

On apprend de Naples qu'on vient d'y arrêter le prince Cassano-Serro, et une trentaine d'autres personnes nobles, comme complices de la conjuration. On ajoute qu'on a découvert une mine pratiquée sous le palais de la vicairie.

A Salerne, le palais du gouverneur et les prisons publiques ont été la proie d'un incendie. On croit que le feu n'a point pris par accident, mais qu'on doit regarder cet événement comme faisant partie d'un complot qui a des ramifications dans tout le royaume. Enfin les derniers avis reçus de Naples portent, qu'il regne dans cette ville une fermentation sourde : on s'attend, d'un moment à l'autre, à quelque grand mouvement.

On a des avis certains de l'arrivée à Nice de 16,000 Français : 3000 d'entr'eux sont déja à Montone : on a préparé des logemens pour ces nouvelles troupes dans toute l'étendue de la Riviere, et l'on amene pour elles, tant par terre que par mer, d'immenses munitions. Tout annonce qu'il y aura une campagne d'automne des plus vigoureuses. Il paraît que les Autrichiens ne sont pas dans l'intention de se laisser attaquer : déja l'on remarque de leur part des dispositions pour effectuer leur retraite de la Riviere. A Piétra, on a contre-mandé la commission des fourrages et des bois pour les Autrichiens ; la grosse artillerie commence à être transportée en arriere ; déja les hôpitaux sont établis dans le Piémont.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Baudin.

Séance de sextidi, 6 *Vendémiaire.*

Le comité d'instruction publique présente un plan d'organisation de l'administration de la bibliotheque nationale. La place de bibliothécaire sera supprimée et remplacée par un conservatoire composé de dix membres. Deux seront chargés des livres imprimés, trois des manuscrits, deux des médailles, deux des estampes et desseins, et un des antiques. Impression et ajournement.

La commission des onze soumet la rédaction du décret qui ordonne à chaque représentant du peuple de donner le bilan de sa fortune.

Fermond dit que cette mesure ne frappera que sur ceux pour qui elle n'a pas été adoptée. Il demande le rapport du décret.

Villers pense comme lui, que ceux-là seuls qu'elle n'a pas voulu atteindre s'y conformeront. Vous devez cependant un compte à la nation, ajoute-t-il; mais ce compte fera trembler vos ennemis. Vous lui offrirez le tableau de l'état où vous avez trouvé la France. Le territoire était envahi et l'ennemi aux portes de Paris. Le royalisme et le fanatisme conspiraient la perte de la liberté. Vous direz tout le bien que vous avez voulu faire, les obstacles que vous avez rencontrés, le mal qui s'est fait malgré vous. Vous n'oublierez pas les journées du 31 mai, du 12 germinal, des 1, 2, 3 et 4 prairial. Vous présenterez aussi l'état des finances, toutes les dépenses que la guerre a nécessitées, et celles qu'a coutées cette commune pour qui vous avez tout fait.

Bentabolle combat Villers. Il est d'avis qu'il faut enfin faire taire la calomnie, prouver au peuple que ses mandataires sont restés purs, et que l'état de leur fortune donnera cette preuve. D'ailleurs, comment rechercherait-on ces fortunes scandaleuses qui se sont faites aux dépens du sang du peuple? Ferait-on rendre gorge à ces vampires qui l'affament, si la Convention ne donnait l'exemple.

Lanjuinais appuie le rapport du décret. Il prétend qu'il est souverainement injuste d'obliger un pere de famille commerçant, dont la fortune repose sur son crédit, de dévoiler le secret de ses affaires. Pour approuver ce décret, il faudrait

Digitized by Google

qu'on lui démontrât que le salut public y est attaché. Le décret est maintenu.

Une députation de la section du Mont-Blanc demande à être entendue.

Plusieurs membres disent que la constitution s'y oppose, puisqu'elle défend de présenter des pétitions en nom collectif.

D'autres observent qu'elle n'est pas encore en activité ; mais on leur répond qu'elle est obligatoire du jour de son acception. La Convention passe à l'ordre du jour, motivé sur la constitution.

Génissieux, au nom du comité de législation, présente un projet de décret sur la police des cultes.

Fermond demande la question préalable. Il dit que, puisque les prêtres ne sont pas une classe de citoyens séparés, il ne faut pas de lois particulières pour eux ; qu'il est tems de les laisser exercer leurs fonctions comme ils l'entendent, sans s'immiscer dans ce qu'ils disent, pourvu qu'ils n'attaquent pas les lois de la République. La question préalable n'est point admise, et le projet est décrété en partie, ainsi qu'il suit :

Considérant qu'aux termes de la constitution nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi ; que nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'aucun culte, et que la République n'en salarie aucun ;

Considérant que ces bâses fondamentales du libre exercice des cultes étant ainsi posées, il importe d'une part de réduire les lois en conséquences nécessaires qui en dérivent, et à cet effet de réunir en un seul corps, de modifier ou compléter celles qui ont été rendues, et de l'autre d'y ajouter des dispositions pénales qui en assurent l'exécution ;

Considérant que les lois auxquelles il est nécessaire de se conformer dans l'exercice des cultes ne statuent point sur ce qui n'est que du domaine de la pensée, sur les rapports de l'homme avec les objets de son culte, et qu'elles n'ont et ne peuvent avoir pour but qu'une surveillance renfermée dans des mesures de police et de sûreté publique ;

Qu'ainsi elles doivent garantir le libre exercice des cultes par la punition de ceux qui en troublent les cérémonies, ou en outragent les ministres en fonctions ;

Exiger des ministres de tous les cultes une garantie purement civique contre l'abus qu'ils pourraient faire de leur ministère pour exciter à la désobéissance aux lois de l'état ;

Prévoir, arrêter ou punir tout ce qui tendrait à rendre un culte exclusif ou dominant et persécuteur, tels que les actes des communes en nom collectif, les donations, les taxes forcées, les voies de fait relativement aux frais des cultes, l'ex-

Digitized by Google

position des signes particuliers en certains lieux, l'exercice des cérémonies et l'usage des costumes hors des enceintes destinées auxdits exercices, et les entreprises des ministres relativement à l'état civil des citoyens ;

Réprimer des délits qui peuvent se commettre à l'occasion ou par abus de l'exercice des cultes ;

Et enfin régler la compétence et la forme de la procédure dans ces sortes de cas ;

Décrète ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Surveillance de l'exercice des cultes.

ARTICLE PREMIER.

Disposition préliminaire et générale.

Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque, est soumis à la surveillance des autorités constituées.

Cette surveillance se renferme dans des mesures de police et de sûreté publique.

TITRE II.

Garantie du libre exercice de tous les cultes.

« Art. II. Ceux qui outrageront les objets d'un culte quelconque dans les lieux destinés à son exercice, ou ses ministres en fonctions, ou interrompront par un trouble public les cérémonies religieuses de quelqu'autre culte que ce soit, seront condamnés à une amende qui ne pourra excéder 500 liv., ni être moindre de 50 liv. par individu, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans, ni être moindre d'un mois, sans préjudice aux peines portées par le code pénal, si la nature du fait peut y donner lieu.

» III. Il est défendu, sous les peines portées en l'article précédent, à tous juges et administrateurs, d'interposer leur autorité, et à tous individus d'employer les voies de fait, les injures ou les menaces, pour contraindre un ou plusieurs individus à célébrer certaines fêtes religieuses, à observer tel ou tel jour de repos, ou pour empêcher lesdits individus de les célébrer ou de les observer, soit en forçant à ouvrir ou fermer les ateliers, boutiques, magasins, ou de telle autre manière que ce soit.

» IV. Par la disposition de l'article précédent, il n'est point dérogé aux lois qui fixent le jour de repos des fonctionnaires publics, ni à l'action de la police, pour maintenir l'ordre et la décence dans les fêtes civiques.

Digitized by Google

TITRE III.

De la garantie civique exigée des ministres de tous les cultes.

» V. Nul ne pourra remplir le ministere d'aucun culte, en quelque lieu que ce puisse être, s'il ne fait préalablement, devant l'administration municipale ou l'adjoint municipal du lieu où il voudra exercer, une déclaration dont le modele est dans l'article suivant. Les déclarations déja faites ne dispenseront pas de celle ordonnée par le présent article. Il en sera tenu registre.

» VI. La formule de la déclaration exigée ci-dessus, est celle-ci :

Le..... devant nous..... est comparu N (*le nom et prénom seulement*), habitant à.....

Lequel a fait la déclaration dont la teneur suit :

Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République.

Nous lui avons donné acte de cette déclaration, et il a signé avec nous.

» La déclaration qui contiendra quelque chose de plus ou de moins sera nulle et comme non-avenue. Ceux qui l'auront reçue seront punis chacun de 500 liv. d'amende, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un an, ni être moindre de trois mois.

» VII. Tout individu qui, une décade après la publication du présent décret, exercera le ministere d'un culte sans avoir satisfait aux deux articles précédens, subira la peine portée en l'article VI, et en cas de récidive, il sera condamné à dix ans de gêne.

» VIII. Tout ministre de culte qui, après avoir fait la déclaration dont le modele est donné art. VI, l'aura rétractée ou modifiée, ou aura fait des protestations ou des restrictions contraires, sera banni à perpétuité du territoire de la République.

» S'il y rentre, il sera condamné à la gêne, aussi à perpétuité. »

Séance de septidi, 7 Vendémiaire.

Bezard, au nom du comité de législation, fait adopter le projet de décret concernant l'organisation du tribunal de cassation.

Letourneur, au nom du comité de salut public, fait part des nouvelles venues des armées. Celle d'Italie a repoussé les Piémontais et les Autrichiens, et leur a fait beaucoup de prisonniers. Celle de Sambre et Meuse continue sa marche victorieuse. La rive droite du Mein est évacuée, et Mayence

Digitized by Google

entierement cernée. (Vifs applaudissemens.) La Convention décrete que les armées d'Italie et de Sambre et Meuse ne cessent de bien mériter de la patrie.

Sur la proposition faite par Bezard, au nom du comité de législation, la Convention decrete que les fermiers des biens nationaux auxquels les adjudicataires ont fait des sommations juridiques avant les semailles, ne pourront prétendre à la prochaine recolte.

Marec, au nom du comité de salut public, propose des mesures pour arrêter la cupidité effrénée des proprietaires de grains, cultivateurs et marchands de blé, et la Convention décrete que les grains et farines ne pourront être vendus ailleurs que dans les foires et marchés sous des peines graduelles, et que les municipalités sont autorisées à les pourvoir par la voie des requisitions. Il n'y a d'exception que pour les achats faits par le gouvernement pour les armées ou la commune de Paris.

Des commissaires de la majorité des sections de Paris se présentent à la barre, pour y lire une déclaration relative au décret concernant les présidens et secrétaires des assemblées primaires. L'Assemblée refuse de l'entendre et passe à l'ordre du jour.

Rédaction définitive du décret sur la convocation des assemblées électorales.

« Art. Ier. Les assemblées électorales s'ouvriront le 20 vendémiaire, et finiront le 29 au plus tard, conformément à l'article XXXVI de la constitution, qui limite à dix jours la durée de leur session.

» II. L'ouverture des séances du corps législatif est fixée au 15 brumaire.

» III. Les assemblées électorales se tiendront dans le chef-lieu de chaque département, sauf, pour cette fois, les exceptions suivantes : savoir, celle du Tarn, à Gaillac ; celle du Pas-de Calais, à Aire ; celle du Puy de-Dôme, à Thiers ; celle d'Eure et Loir, à Chateaudun ; celle de l'Arriege, à Saint Girons ; celle du Loiret, à Montargis ; celle de la Manche, Saint Lô ; celle du Cantal, à Murat ; et celle de la Haute Garonne, à Rieux ; celle des Côtes du Nord, à Guingamp ; celle des Pyrenées orientales, à Ille, et celle des Basses Pyrenées, à Navarrens.

» IV. Les députés actuels de la Corse et ceux des colonies continueront provisoirement leurs fonctions dans le nouveau corps législatif, sans préjudice de leur rééligibilité par les autres départemens de la République.

» V. Aussi-tôt l'ouverture de chaque assemblée électorale, et sa formation sous la présidence de l'ancien d'âge, celui-ci sera

Digitized by Google

sera tenu de faire donner lecture entiere du présent décret, et, immédiatement après, du titre IV de la constitution, des dix articles du titre III relatés dans l'article XI, ainsi que du décret du 13 fructidor de l'an III, et enfin de l'article CCCLXXVI de la constitution, lequel sera imprimé en placard par l'agence de l'envoi des lois, et joint au présent décret, pour être affiché dans le lieu des séances de chaque assemblée électorale.

» VI. Il sera ensuite procédé à la vérification des pouvoirs pour constater si le nombre des électeurs n'excede pas celui que prescrit l'article XXXIII de la constitution; ceux qui seraient nommés au-delà de ce nombre seront tenus de se retirer.

» VII. Les nominations d'électeurs ne pourront être contestées, quel qu'ait été le nombre de tours de scrutin employés dans leur élection, ni sous prétexte qu'on aurait procédé par scrutin de liste double ou à la simple pluralité relative: elles sont également valables, quoique les assemblées primaires, après avoir délibéré sur la constitution, ne se soient pas ensuite divisées pour se réduire à neuf cents votans quand elles excédaient ce nombre.

» VIII. Les nominations d'électeurs sont pareillement valables, lorsqu'ils réunissent les conditions exigées par l'art. XXXVI de la constitution, quand même l'évaluation du prix de la journée de travail aurait été faite sur le pied de 1790.

» IX. Les nominations faites par diverses fractions de la même assemblée primaire, quelle qu'ait été la cause de leur séparation, sont toutes valables, jusqu'à concurrence seulement du nombre que l'assemblée réunie aurait dû fournir.

» X. Dans le cas où chaque fraction aura nommé le nombre qui appartenait à l'assemblée complette, les premiers nommés de part et d'autre seront électeurs, jusqu'à concurrence du nombre respectif qu'a dû fournir celui des votans de chaque fraction; s'il n'est pas fait mention du nombre des votans dans les procès-verbaux, il sera pris un nombre égal d'électeurs dans chaque fraction; et enfin si le nombre est impair, le dernier électeur sera tiré au sort entre ceux qui se trouveront nommés de part et d'autre.

» XI. Les dispositions de l'article précédent s'appliquent au cas où il y a eu plusieurs assemblées successives dans le même canton ou dans la même commune ou section.

» XII. Les assemblées primaires qui n'ont point encore terminé leurs opérations, les acheveront dans dix jours, après lesquels elles se sépareront.

» XIII. Chaque assemblée électorale, aussi tôt après l'élection des membres du bureau, procédera, conformement à la loi du 13 fructidor, et d'après le tableau annexé au présent décret, aux élections prescrites par les art. III et V et selon

Digitized by Google

la forme qu'ils ont déterminée pour la nomination du corps législatif, sans que pour cette fois seulement, d'après l'art. IX dudit décret, il soit fait de distinction entre les deux conseils.

» XIV. Il sera ensuite procédé, dans l'ordre prescrit par l'art. XLI de la constitution, à l'élection des divers fonctionnaires publics qui s'y trouvent designés, et selon le nombre déterminé par les art. CLXXVII et CCXVI de la constitution. Le nouveau mode d'élection proposé par la loi du 25 fructidor dernier n'étant point encore en vigueur, on continuera d'employer la forme de scrutin prescrite par l'art. IV de la loi du 13 du même mois.

» XV. Il sera pourvu, par un décret particulier, à l'élection des membres du tribunal de cassation, par les départemens qui sont en tour de nommer.

» XVI. Chaque assemblée électorale rédigera son procès-verbal d'après le mode annexé au présent décret.

» XVII. Les électeurs dont la résidence actuelle n'est point dans la commune où se tiendra l'assemblée dont ils seront membres, seront mis en substance dans cette même commune. Il leur y sera délivré, par étape et à domicile, une livre et demie de pain et une livre de viande par jour; il leur sera payé 15 liv. d'indemnité aussi par jour, et en outre 5 liv. par lieue de poste pour chacun des deux voyages qu'ils auront à faire.

» XVIII. Le procureur-général-syndic de chaque département, et s'il est électeur ou autrement empêché, celui qui le remplace, est tenu d'exercer la surveillance prescrite au commissaire du directoire exécutif, par l'art. XLIII de la constitution, sur les opérations de l'assemblée électorale, et de correspondre à cet effet avec le comité de salut public, auquel il rendra compte de l'exécution de l'art. XI du présent décret.

» XIX. Le procureur-général-syndic, ou celui qui le remplace auprès de l'administration de chacun des départemens dénommés dans l'art. III, se transportera dans la commune indiquée pour l'assemblée électorale; il y remplira les fonctions indiquées dans l'article précédent, et il recevra les indemnités assurées aux électeurs par l'art. XVII.

» XX. Chaque assemblée électorale, aussi-tôt sa session terminée, adressera son procès-verbal aux archives nationales à Paris. Les membres du bureau sont chargés de l'exécution du présent article.

» XXI. Toutes les élections faites par les assemblées primaires, et qui leur appartiennent par la constitution, auront leur effet. Il sera pourvu, par un nouveau décret, à la tenue des assemblées de canton et des assemblées communales, pour l'élection des fonctionnaires publics qu'elles ont à nommer. Tous les corps municipaux actuels et juges de paix

Digitized by Google

non renouvellés, continueront provisoirement leurs fonctions. »

Séance d'octidi, 8 Vendémiaire.

Merlin (de Douai) soumet à la discussion le projet de décret qu'il a présenté, au nom du comité de salut public, sur la réunion à la France de la Belgique et du pays de Liége.

Armand le combat; il s'attache à prouver que cette réunion serait dangereuse pour la France, et illusoire, si elle n'est consentie par les puissances alliées et neutres. L'Europe en restera-t-elle tranquille spectatrice? L'Autriche est-elle tellement épuisée qu'elle ne puisse faire de nouveaux efforts, nous susciter de nouveaux ennemis. Armand assure que si l'on ne s'était pas obstiné à vouloir conquérir la Belgique, on aurait pu avoir la paix avec les principales puissances de l'Europe dès 1792, et il cite à cet égard des conférences qui ont eu lieu entre Kellermann et les généraux prussiens. Merlin et Tallien nient le fait, et assurent qu'il s'agissait encore de remettre Capet sur le trône, ou de lui accorder du moins la même autorité qu'au statdhouder de Hollande.

Eschasseriaux parle pour la réunion, et s'appuie sur le vœu émis par les Belges, les promesses qui leur ont été faites et le danger de les livrer à la vengeance de leurs anciens maîtres. Il croit qu'en conservant la Belgique, on éteindra le principal foyer des guerres entre nous et la maison d'Autriche.

Lesage (d'Eure et Loir) : « Je monte à cette tribune pour parler contre le projet. Je n'ignore pas que j'ai des préventions à combattre, et que mon opinion n'est pas celle de l'Assemblée; j'en juge par la vivacité avec laquelle on a demandé à aller aux voix après la première lecture du projet. Au reste, la défaveur avec laquelle on écoute les opinions opposées à celle du comité, le soin qu'a eu le rapporteur de les attribuer aux amis, aux stipendiés de l'Autriche: toute cette tactique m'est connue, et devrait être usée; c'était aussi celle de la montagne, et je m'étonne des efforts qu'on fait pour la reproduire depuis quelque tems. Au reste, ma moralité est à l'abri de tous soupçons, et je souhaite que tout le monde puisse braver comme moi les insinuations de la malignité.

» Lesage combat ensuite les motifs énoncés dans le rapport présenté par Merlin. Il ne veut pas rendre la Belgique à la maison d'Autriche. Mais n'y a-t-il donc pas un milieu? Pourquoi ne la constituerait-on pas, ainsi que l'évêché de Liége, en une république séparée et indépendante, qui pourrait être sous la protection de la France? Pourquoi ôter aux Belges leur ancienne constitution dont ils étaient idolâtres, pour leur en donner une qu'ils ne peuvent encore aimer, puisque nous ne l'avons pas encore essayée nous-mêmes?

Digitized by Google

Quelle est cette barriere du Rhin qu'on nous vante sans cesse ? la ceinture de nos expugnables places fortes n'est-elle pas mille fois plus redoutable à nos ennemis ?

» Des armées ont passé le Rhin ; elles n'ont jamais pu franchir Lille, Valenciennes, Metz, Nancy. Irons-nous élever de nouvelles forteresses sur les bords du Rhin ? Où prendrons-nous des sommes immenses qui seraient nécessaires à ces travaux ?

» Lesage ne croit point à la sincérité du vœu émis par diverses parties de la Belgique ; il le regarde comme l'ouvrage de la violence ; le droit de la conquête ne lui paraît qu'un brillant brigandage. Il craint que le système envahisseur n'éloigne le moment d'une paix désirée par la France.

» Il pense que, quand même la paix serait une fois faite, elle ne serait pas solide, parce que nos ennemis épieraient le moment de notre lassitude pour nous attaquer et nous arracher ce que nous leur aurions enlevé. Des questions si importantes et si délicates se discutent mal au milieu des passions d'une grande assemblée. Elles devraient être réservées pour le congrès de pacification, qui ne peut manquer d'avoir lieu, quels que soient nos triomphes. Qui peut répondre d'une prospérité constante ? Et si nous éprouvions un échec, irions-nous continuer une guerre qui nous coûte déja tant de milliers d'hommes et tant de millions pour poursuivre des avantages précaires, incertains ? Pourquoi tant se précipiter ? pourquoi du moins ne pas attendre les délibérations plus lentes et plus sages du prochain corps législatif divisé en deux chambres.

» Veut-on emporter cette décision par l'enthousiasme, comme l'a fait autrefois la montagne ? La Convention n'est-elle pas assez occupée de la lutte contre la montagne, qui cherche à se relever et à recréer la terreur, et contre le royalisme qui veut nous rendre nos fers ? Qu'elle laisse à ses successeurs à prononcer sur cette question, d'après ce qu'exigeront les circonstances et les intérêts de la République. »

L'opinion de Lesage a excité de fréquens murmures. Portier a soutenu le projet de décret. Fermont a fait sentir que la question était assez importante pour ne pas en brusquer la décision, et il a demandé le renvoi au lendemain ; ce qui a été adopté.

Génissieux, au nom du comité de législation, achève de faire décréter son projet concernant la police des cultes. Nous en donnerons le texte.

Merlin (de Douai), organe des comités de gouvernement, dément le bruit que l'on cherchait à répandre que les Anglais avaient effectué une descente à Carnac. Ils l'ont tentée, mais ils ont été repoussés de cette côte.

Digitized by Google

Séance de nonidi, 9 *Vendémiaire.*

La Convention reçoit l'hommage que lui fait le cit. Valant d'un ouvrage de sa composition sur la garantie sociale, où il est traité de l'abolition de la peine de mort.

Lanjuinais dit que la commission des onze s'est déja occupée de cet objet important, mais qu'il a besoin d'être mûri par la réflexion. Que nous serions heureux, ajoute-t-il, si après avoir décrété la république au commencement de notre session, nous pouvions la terminer par l'abolition de la peine de mort. Il demande le renvoi de l'ouvrage à la commission des onze. Décrété.

Besard soumet à la discussion un projet de décret qui doit servir de complément à la loi du 25 messidor dernier, qui a suspendu le remboursement des rentes. Ce projet comprend dans la suspension les rentes de mineurs, dots, etc. qui ont été constituées depuis le mois de janvier 1792, mais qui proviennent de capitaux placés avant cette époque.

Lecointre-Puyravaux pense que cette mesure n'est propre qu'à augmenter le discrédit des assignats, et par conséquent à produire de nouvelles émissions. Il demande l'ajournement du projet, jusqu'à ce qu'il ait été présenté un plan général des finances.

Hermann dit qu'il ne s'agit pas de finances, que c'est un objet de législation, et qu'il est nécessaire d'arrêter le torrent d'immoralité qui bouleverse les transactions les plus saintes; qu'il faut promptement arrêter l'effet de ce système, au moyen duquel on paie avec 3 liv. un capital de 100 liv.

Pour guérir un mal particulier, dit Bentabolle, il ne faut pas faire une plaie générale. Les assignats ne doivent pas être discrédités davantage. Laissez au corps législatif qui va vous suivre, le soin de raviver le crédit par l'influence du régime constitutionnel. Les nouveaux législateurs pourront ressaisir d'une main puissante les ressorts de la liberté, et achever de bâtir sur les bases que vous avez posées, l'édifice du bonheur public.

Pelet appuie le projet du comité de législation, et le rapporteur observe que ce projet n'est qu'une conséquence de la loi du 25 messidor, une extension juste de cette loi, et que la Convention ne peut avoir deux poids ni deux mesures.

Charlier dit que la loi du 25 messidor est une loi désastreuse qui n'a fait qu'aggraver le mal. Après quelques débats le projet est ajourné.

La discussion est rouverte sur le projet de réunion de la Belgique et du pays de Liége à la France.

Hier, après Lesage, Portier (de l'Oise) avait prononcé une opinion en faveur de cette réunion; il avait distingué

Digitized by Google

en trois partis les habitans de ces contrées ; le parti de l'Autriche, le parti des états, et le reste des citoyens qui font le parti le plus nombreux ; ces derniers sont tous pour la réunion.

Envisageant ensuite la question sous les rapports du commerce et quant à la position militaire que la réunion fera prendre à la France, il y a trouvé les plus grands avantages.

On voulait décider sur-le-champ la question ; Fermond et Merlin s'y sont opposés ; le premier ne la trouvait pas assez éclaircie, sur-tout quant à la position militaire et au commerce ; il pensait qu'il fallait discuter plus profondément le plus ou moins de tort que la libre navigation de l'Escaut fera au commerce de nos villes maritimes.

Robergeot et Lefevre (de Nantes) ont aujourd'hui parlé pour la réunion.

Cambacérès a interrompu la discussion pour lire des lettres de Bourdon et Fleury ; elles annoncent que la constitution a été proclamée à Chartres.

Il y a eu des mouvemens à Dreux et à Verneuil ; il a fallu en venir aux mains avec les rebelles ; ils ont été défaits ; ils ont eu dix tués et trente pris : le calme est rétabli.

On demandait d'ajourner à demain la discussion qui occupait l'Assemblée, avant l'annonce de ces nouvelles ; mais Merlin (de Douai) s'y est opposé, et la discussion a continué.

La réunion a été décrétée. Nous donnerons le texte de ce décret si important, et qui fera une des grandes époques de la révolution.

Un membre demande le renvoi au comité de salut public, de la question de savoir si le pays de Bouillon sera réuni à la République. Il observe que ce pays, enclavé de toutes parts entre la Belgique, le pays de Liége, le Luxembourg et le département des Ardennes, pourrait devenir le refuge des malfaiteurs et des contrebandiers, et que plusieurs vœux de communes ont été émis en faveur de la réunion. Renvoyé au comité de salut public pour faire un rapport.

Séance de décadi, 10 *Vendémiaire*.

Baudin, au nom de la commission des onze, fait un rapport sur la nécessité de convoquer au plutôt le corps législatif. Il propose de fixer au 5 brumaire l'ouverture des séances du corps législatif, qui avait été indiquée au 15 seulement.

Le rapporteur a fait quelques réflexions sur l'état actuel de la Convention ; est-elle dans ou hors de la constitution ? Voilà ce qu'on se demande ; nous sommes, a dit le rapport, à la circonférence du cercle, et nous espérons franchir bientôt cette ligne ; mais il est nécessaire que la Convention garde ses pouvoirs, jusqu'à ce qu'elle soit remplacée.

En exemple de cette nécessité, le rapporteur cite les géné-

Digitized by Google

raux d'armée : aux termes de la constitution, ils ne devraient commander qu'en vertu d'une commission du directoire exécutif ; ce directoire exécutif n'existe pas : les armées resteront-elles sans chefs jusqu'à ce qu'il soit organisé ?

L'Assemblée décrete, que le corps législatif se réunira et commencera ses fonctions le 5 brumaire, au lieu du 15 ; à mesure qu'un nouveau député sera élu ou un membre de la Convention réélu, les présidens des corps électoraux les en instruiront par des couriers extraordinaires.

L'Assemblée a décrété ensuite qu'elle célébrera demain l'anniversaire du 3 octobre, jour où 21 députés ont été immolés par la tyrannie : les représentans se réuniront en costume, un crêpe au bras, et l'institut national de musique exécutera divers morceaux relatifs à la circonstance.

L'on procede ensuite à l'organisation de la force départementale ; elle est faite en ces termes : La force départementale établie par l'acte constitutionnel auprès du corps législatif, sera composée de 9109 hommes. Ceux qui la composeront seront choisis dans tous les départemens, parmi la garde nationale et à raison de sa population. Leur élection sera faite par leurs freres d'armes, et il faudra pour être élu être âgé de 25 ans au moins. Le reste du décret contient des dispositions réglémentaires pour la formation de cette garde, sa solde, sa réunion. Elle doit être en activité au 25 brumaire au plus tard.

Un article portait que, pour être éligible, il faudrait les mêmes conditions que pour être électeur ; mais la question préalable a été adoptée sur cette disposition, pour ne pas écarter de ce choix les militaires qui auraient servi la République dans nos armées.

Sur la proposition d'un de ses membres, la Convention a décrété que ses comités des secours publics et des finances lui feront, dans la décade, le rapport attendu sur la question s'il convient de rapporter la loi du 23 messidor, concernant la vente des hôpitaux, maisons de charité et autres de bienfaisance.

L'Assemblée a encore décrété que le Val-de-Grace servira d'hospice militaire pour la légion de police, et que l'établissement des Enfans-Trouvés sera transféré à Port-Libre, ci-devant Port-Royal, et à l'institution de l'Oratoire, rue d'Enfer.

Digitized by Google

PARIS. *Quartidi* 14 *Vendémiaire*, 4^e^. *année de la République.*

Quelques citoyens ont taxé de faiblesse et de coupable indulgence la conduite mesurée de la Convention nationale vis-à-vis des instigateurs des troubles sectionnaires ; ils n'ont pas réfléchi qu'il était de son devoir et de la justice d'en imposer à des ennemis citoyens par le seul appareil d'une grande force, avant d'en venir au développement d'une autorité active et sévere. C'est sur-tout lorsque le concours des événemens et l'état de l'opinion sont tels, que l'intérêt de la bonne cause a perdu de sa faveur premiere, qu'une multitude de passions diverses ont émoussé dans les ames le sentiment de la raison publique, obscurci les vrais principes des droits du peuple, et préparé les dissentions intestines, que tout acte de vigueur hasardé, tout ce qu'on appelle coup d'autorité, même légitime, peut devenir extrêmement dangereux.

Les conseils de l'amour propre individuel présentent trop aisément l'attitude d'une sage circonspection sous les traits de la faiblesse et de la crainte, et peu d'hommes ont un amour propre assez éclairé, assez calme pour se faire une idée juste de la véritable dignité.

On a répété qu'en ne sévissant pas sur-le-champ contre certaines infractions politiques de plusieurs sections de Paris, on compromettait essentiellement la majesté nationale et le respect que l'autorité du corps représentatif doit inspirer; mais l'intérêt essentiel de la République, sa destinée, voilà ce qu'il fallait bien se garder de compromettre par trop de précipitation dans les conjonctures les plus difficiles et les plus orageuses. Qu'on se rappelle la conduite du général Romain, surnommé le Temporiseur; ni les sarcasmes des généraux ses collégues, ni leurs calomnies, ni même les reproches de l'armée et de ses concitoyens ne purent lui faire abandonner ses lenteurs salutaires : sa persévérance sauva la République. La raison et l'honneur obligeaient la Convention nationale d'éluder et d'attendre, pour donner plus de poids à la justice de sa cause, et lui concilier une plus grande force d'opinion. Un corps dépositaire du salut et de l'organisation d'un Peuple fatigué de toutes les calamités d'une longue révolution, est tou-

Digitized by Google

jours grand et recommandable quand il a tout mis en usage pour conserver intact ce dépôt, avant de recourir à des mesures dont il faut malgré soi déplorer le succès.

La Convention nationale s'est constamment maintenu dans une attitude imposante, mais prudente et réservée. Il paraît que *le baron* de Menou, auquel elle avait confiée la direction de la force armée dont les circonstances lui faisaient un devoir de s'entourer, n'a point répondu à ses espérances. On l'accuse de n'avoir pas secondé les mesures du gouvernement par lesquelles la section Lepelletier, la plus séditieuse de celles qui ont arboré l'étendard de la révolte, aurait été désarmée le 13 sans qu'il en eût coûté la vie à personne. La faiblesse de Menou, ses intelligences avec les rebelles, s'il faut en croire leur propre jactance, ont fait manquer cette opération qui aurait prévenu l'effusion du sang. Informée d'une pareille conduite, la Convention a destitué ce général et nommé à sa place le représentant du Peuple Barras.

Les agitateurs toujours plus acharnés à la poursuite de leur plan, après avoir successivement abandonné le prétexte des deux tiers, et feint de renoncer à l'espoir qu'ils avaient fondé sur le rassemblement illégal des électeurs, s'étaient emparés avec avidité d'un autre moyen de succès : profitant de la facilité avec laquelle *la* Convention avait accueilli un grand nombre d'anciens patriotes qui étaient venus s'offrir pour la défendre, et parmi lesquels on remarquait quelques individus taxés de terrorisme, ils avaient répandu par-tout qu'elle avait armé les terroristes pour piller les boutiques des marchands, qu'elle allait rétablir le régime sanguinaire, que déjà Barrere et tous les députés détenus avaient été rappellés dans ce dessein ; on allait jusqu'à dire qu'elle avait donné des ordres pour que les prisonniers, même ceux de bicêtre, fussent armés et jettés au milieu des citoyens.

La nuit du 12 au 13, la tranquillité publique avait été troublée par des bandes d'agitateurs qui dans divers quartiers frappaient à toutes les portes avec des bâtons, et criaient comme des forcenés, *aux armes !* indiquant pour rendez-vous la section Lepelletier. Dans beaucoup de sections la générale avait été battu à plusieurs reprises sans ordres légitimes. Les citoyens étaient sommés de se rendre à leurs sections respectives pour se disposer, disait-on, *à marcher contre l'armée des terroristes.*

Digitized by Google

Avec ces mesures et la circulation rapide des bruits les plus absurdes on était parvenu à faire mettre sous les armes une masse considérable de citoyens animés de sentimens plus ou moins exaspérés. Les sections, amies de l'ordre et des lois, ont conservé une attitude passive au sein de leur arrondissement. Les plus disposées à la révolte se sont acheminées dans la rue Honoré aux environs des Tuileries.

Cependant la section Lepelletier avait créé une commission de 11 membres, présidée par *Richer Serisy*, et dont les arrêtés portaient le caractere de l'anarchie et de la rebellion la plus complette. Dans le courant de la journée, les comités de gouvernement avaient donné ordre de faire des dispositions de défense ; tous les postes qui environnent la Convention nationale étaient gardés et fortifiés par des pieces d'artillerie. On était en présence, et on s'observait de part et d'autre.

A 5 heures, le sang des citoyens a coulé.... et ce sont les rebelles qui ont porté les premiers coups. Enhardis par la faiblesse du général Menou, se flattant sans doute que la représentation nationale ne serait pas défendue, ces factieux ont osé entamer leur projet de ruine et commettre les premiers actes d'hostilité. Quoique privés de canons, ils ont attaqué des troupes qui avaient à leur opposer le feu redoutable des batteries ; il est vrai que par une perfidie bien digne de leur cause, ils avaient conçu le dessein de s'emparer des canons en feignant de fraterniser avec leurs adversaires. Déja à l'entrée de la rue ci-dev. Dauphin, plusieurs s'étaient avancés en formant une espece de danse et avec des démonstrations de paix et d'amitié auprès des canonniers, et faisant perdre la vie à cinq canonniers, mais lorsqu'ils croyaient consommer leur odieuse manœuvre en criant *fonçons*, un brave républicain, le citoyen Favier, directeur des douanes de la commune d'Arles, portant, avec une vivacité incroyable, la mêche à la lumiere du canon, balaie d'un coup près de 80 de ces traîtres.

Près du comité de sûreté générale, avec des signes d'une fraternité feinte, au milieu des baisers perfides et des cris de vive la République que proférait leur bouche impure, la même trahison fut bientôt reconnue par l'impatience de ceux qui les suivaient et qui ont tiré sur les défenseurs de la Convention. Cependant ce ne fut qu'après 3 décharges que les ordres furent donnés de riposter.

Digitized by Google

Sur trois points différens la même trahison a eu lieu; c'est pourquoi l'action s'est engagée en même-tems dans différentes avenues, dont la défense était confiée aux troupes de la Convention. Le brave Favier, qui avait eu le bonheur de sauver la piece de canon, a eu la cuisse cassée. Une trentaine de blessés dans les premieres décharges ont été apportés dans le sallon de la Liberté, où des citoyennes et des gens de l'art pris parmi les députés, se sont empressés de leur prodiguer les soins les plus touchans. Dans les bras de la mort et au milieu des douleurs de leurs blessures, ces braves gens ne faisaient entendre d'autres cris que ceux de *vive la République !* Un d'eux réclamait avec persévérance son fusil, *qui était bien à lui*, disait-il, *après l'avoir gagné par ses fatigues et son courage.* Ceux qui étaient témoin de leur dévouement, ne pouvaient s'empêcher de répandre des larmes.

A 5 heures, Merlin (de Douai) est venu faire part à la Convention que les mesures avaient été prises pour garantir la représentation nationale, et que les rebelles étaient repoussés; il a témoigné toute sa douleur d'avoir à annoncer des succès aussi funestes; mais il a assuré que du moins les amis de la patrie n'avaient point à se reprocher d'avoir commencé le combat; que les comités avaient donné au général en chef l'ordre positif de ne point attaquer, de se tenir sur la défensive, et même d'éluder autant qu'il serait possible les provocations.

La section du Théâtre-Français et quelques autres qui venaient par le quai des Théatins pour se joindre aux révoltés, ont été mises en déroute avec une piece de canon portée à bras jusqu'à l'extrémité du pont ci-devant Royal, afin que le bruit n'en fût pas entendu. La victoire est demeurée aux Républicains.

Le 14, à 6 heures, 200 grenadiers se sont rendus maîtres de l'église St. Roch, où des rebelles s'étaient retranchés; toute la ville était calme, excepté dans la section du Théâtre-Français, à qui celle Lepelletier avait fait demander un prompt secours, et qui a fait battre en vain la générale pour rassembler de nouvelles forces. La section Lepelletier, sommée de se rendre, a hésité long-tems; enfin, vers les 11 heures, ils ont abandonné leurs armes et se sont retirés.

La section du Théâtre-Français s'occupe de rétracter sa conduite rebelle, qu'elle attribue aux agitateurs qui l'ont trompée.

Digitized by Google

Vannes, 1^er^. *jour complémentaire.* Il paraît que les vents d'Est et même de Sud ont empêché, ces jours derniers, l'ennemi de faire aucun mouvement. Mais avant-hier il a commencé à envoyer quelques bâtimens de transport dans la baie de Quiberon, et hier soir il y en avait 45.

D'Artois est à bord de la *Reine-Charlotte* avec l'évêque de Nantes et Damas.

On croit être certain que la grande escadre est partie avec beaucoup de bâtimens de transport. On ne compte plus entre Hedic et Houel qu'environ 110 voiles, dont trois vaisseaux de ligne. Sans doute l'Anglais est allé tenter un débarquement ailleurs.

L'on s'attend à une tentative de ce genre au même endroit où les émigrés débarquerent le 9 messidor. Le général divisionnaire Ray, arrivé hier, est parti ce matin pour se porter vers cette partie.

Sept cents hommes de la force armée, partie dans la nuit d'avant-hier, sont rentrés à midi. Ils ont joint les brigands barraqués dans un bois. Ceux-ci ont fui, avant même qu'on eût fait feu sur eux, laissant beaucoup de grains et d'effets, et des approvisionnemens.

P. S. Une femme qui, dit-on, vient d'être débarquée par les Anglais, rapporte que leur but est de faire de petits versemens, et sur-tout des chefs.

Nantes, 2^e^. *jour complémentaire.* Les Anglais sont toujours à la vue de nos côtes, mouillés dans la rade de Quiberon, qui est spacieuse et commode, étant hors de la portée du canon, de la côte. Ils n'ont pas osé tenter de descente, et l'on est en état de les bien recevoir. Cet armement, tout formidable qu'il paraît, n'inspire aucune crainte. Belle-Isle a 7000 hommes de garnison, et 5000 sont plus que suffisans pour sa défense.

Du 2 vendémiaire. Le général Hoche arrivé ici ce matin, a couché hier à Ancenis, qu'on disait faussement avoir été attaqué par les chouans; et les 2,200 hommes qu'on attendait hier y couchent aujourd'hui.

On débitait hier que nous avions remporté dans la Vendée un très-grand avantage sur les brigands auprès de Saint-Meme, à une lieue de Machecoul : quelques légères fusillades, comme

Digitized by Google

il peut y en avoir chaque jour, ont apparemment donné lieu à ce bruit, auquel on ne connaît pas d'autre fondement.

Hier soir sont arrivés 250 hommes, ramenant de Machecoul les voitures d'un convoi et quelques malades; ils assurent que l'armée des Pyrénées occidentales est arrivée dans la Vendée aux environs des Sables; ils en portent le nombre à trente-neuf mille hommes.

On pense que les Anglais veulent attaquer Noirmoutier. Le général Canuel a sur-le-champ fait porter des troupes vers Bourgneuf pour s'opposer à toute entreprise de l'ennemi.

Du 4 vendémiaire. Depuis quelques jours nous sommes absolument sans nouvelles de droite et de gauche. La flotte anglaise et ses transports dont on porte aujourd'hui le nombre à cent quarante, est toujours mouillée sous Houat, et n'a encore rien entrepris. On avait entendu il y a quelques jours une canonade de gros calibre du côté de Quiberon, et déjà l'on disait que Quiberon avait été attaqué et avait repoussé les Anglais; mais les rapports de la mer disent que c'était un salut de l'escadre au nouvel amiral anglais. Le reste des nouvelles se réduit à des *on dit*. On dit par exemple que Charette a abandonné son camp de Belleville, et qu'il s'est retiré dans une forêt très-grande sur les derrieres de ce bourg, ce qui l'éloignerait encore de la mer, et qu'il sera très-difficile de l'en déloger.

On ne connaît pas encore officiellement aujourd'hui l'arrivée de l'armée des Pyrénées occidentales dans la Vendée; mais suivant diverses lettres particulieres écrites à des maisons de commerce de Nantes, elle a passé à Bordeaux du 20 au 25 fructidor, et conséquemment elle ne doit pas être loin. Elle sera alors dans le cas d'agir offensivement contre l'ennemi.

Il continue d'arriver des troupes ici; on attend aujourd'hui deux mille deux cents hommes qui vont sans doute grossir les deux camps que l'on vient de former hors de cette ville.

Extrait d'une lettre datée de la même commune, du 6 vendémiaire.

Je suis parti ce matin de Nantes avec le courier, la messagerie, vingt rouliers et une soixantaine de voyageurs, qui depuis un mois attendaient une escorte de six cents hommes qui nous a enfin été donnée. A notre départ, à 6 heures du matin, tout était calme dans Nantes. A un quart de lieue,

Digitized by Google

le général Hoche nous a envoyé l'ordre de rentrer. A notre rentrée en ville, on y battait la générale, et la garnison, sac sur le dos, était sous les armes. Notre escorte a reçu ordre de s'y joindre. Tout est parti pour Bourgneuf, district de Machecoul, à quatre lieues de Paimbœuf, où les Anglais et émigrés ont effectué une descente. Voila le vrai. Voici les on dit :

Soixante-quatre bâtimens anglais sont entrés, il y a trois jours, dans la rade de Bourgneuf ; ils avaient pris Pornic, petit port dans le district de Paimbœuf. Ils avaient inutilement attaqué Noirmoutiers et y avaient jetté beaucoup de bombes.

Nous avons 50,000 hommes à leur opposer, et cette force peut être réunie sous trois jours.

De Weistenthurn, le 17 septembre. Ce fut le 14 septembre que les Français, sous les ordres du général Championnet, entrerent dans Neuwied, après avoir délogé les Autrichiens d'un camp que l'art et la nature paraissaient avoir rendu inexpugnable. Le soir même, leurs freres d'armes de la rive gauche passerent le Rhin, et se joignirent à la colonne victorieuse.

Les Autrichiens s'arrêterent derriere le Wied, près de Neustatten, où ils firent mine de prendre une position ; mais le lendemain de grand matin, ils furent attaqués par la division du général Lefevre, qui tomba sur leur flanc droit ; la résistance fut opiniâtre et longue ; car la canonnade dura jusqu'au soir. Enfin l'ennemi fut mis en déroute, et toute son artillerie, au nombre de 218 pieces, y compris les canons d'Ehrenbreistein, qu'on y avait réunis dans le dessein de les sauver, tomba entre les mains des Français.

De Pforzheim, pays de Bade, le 3 vendémiaire. Vos républicains ont pris d'assaut la ville d'Heydelberg, à la troisieme attaque ; ils poursuivent les Autrichiens, et nous nous attendons à les voir dans nos quartiers, où ils trouveront beaucoup d'amis.

Mayence est totalement cernée par vos troupes qui en seront bientôt les maîtres, actuellement que Francfort ne pourra plus, comme par le passé, envoyer tous les huit jours des approvisionnemens à la garnison, qui, dans l'espace de six mois, se sont élevés à 8 millions de florins.

L'armée autrichienne se retire dans la Suabe, et à Ulm se fixe son quartier-général.

Cette retraite annonce l'approche de la paix que nous

Digitized by Google

desirons avec ardeur, nous tous qui habitons la rive droite du Rhin, en face de nos amis et voisins de l'Alsace.

Le conseil-général de la commune de Rouen à la Convention nationale.

« Citoyens représentans, la municipalité, les jacobins et les sections de Paris ont successivement rivalisé de pouvoir avec vous. La municipalité conspiratrice a été dissoute ; les jacobins, brouillons, turbulens et féroces, ont été détruits ; il faut qu'à leur tour les sections de Paris, toujours inquietes et tumultueuses, se renferment dans l'exercice de leurs droits politiques, et ne soient pas un foyer continuel de contradictions, de troubles et de désordres. Il est tems que vous fassiez cesser cette lutte scandaleuse, dans laquelle une petite portion du peuple, la plus ingrate, parce qu'elle est la plus favorisée, semble vouloir usurper la souveraineté, et ne reconnaître d'autre loi que celles qui plaisent aux brigands et aux contre-révolutionnaires, conspirant sans cesse dans cette vaste cité. Voulez-vous poser les bases d'un gouvernement tranquille ? Faites fermer les sections de Paris. L'anarchie sera perpétuelle tant que ces sections toujours agitées ou agitatrices, voudront gouverner ou influencer. Eh ! que serait-ce si toutes les sections de la République restaient en permanence comme celles de Paris, et que de tous les points de la France il se présentât chaque jour et à chaque instant à votre barre, des députations en masse ou par commissaires, pour vous proposer l'initiative des lois, ou improuver hautement celles que vous avez faites ? La Convention et le corps législatif sont-ils placés dans Paris, pour s'occuper exclusivement des arrêtés et des motions dont les sections viennent si souvent et si indiscretement les entretenir ? Empressez-vous de mettre fin à ces abus ; vous n'êtes pas uniquement les mandataires des sections de Paris, et ces sections ne sont pas elles-seules le peuple français.

» Diront-elles qu'à certaines époques, elles ont servi d'une maniere signalée la révolution ? Mais les autres communes et sections de la République n'ont-elles pas fait aussi des sacrifices immenses pour le maintien de la liberté ? En jurant qu'elles voulaient la République, elles n'ont point entendu régler leur conduite sur ce que feraient les 48 sections de Paris. Il importe donc au bonheur et au repos des Français que vous arrêtiez ces mouvemens funestes qui se renouvellent trop souvent autour de vous, et dont les fils tendus et dirigés

Digitized by Google

sur tous les points de la République, perpétuent la faiblesse et l'anarchie du gouvernement. Nous vous déclarons que si nos freres de Paris ne peuvent parvenir à comprimer les intrigans et les agitateurs, et que si vous étiez forcés de transporter dans des lieux plus paisibles la représentation nationale, nous saurons par tout faire respecter son inviolabilité, et la mettre en état de travailler avec succès à la stabilité du gouvernement et au bonheur du peuple.

Pour copie conforme,

Signé, DUVAL, *secrétaire-greffier.*

Cours des changes, du 13 vendémiaire.

Louis	1250 à 1255 liv.
Or fin	5000.
Or en barres	4300.
Lingot d'argent	2400.
Argent marqué	2300.
Numéraire	5300.
Les inscriptions commenceront à jouir au 1er. germinal, an 4e	14 3 quarts, 15 b.
Hambourg	8000.
Amsterdam	1 5/16.
Bâle	2 un quart.
Gênes	4150.
Livourne	4400.

Prix des marchandises.

Café de la Martinique	67 à 68 liv.
Sucre d'Hambourg	71 à 72.
Sucre d'Orléans	64 à 65.
Savon de Marseille	48 à 50.
De fabrique	39 à 40.
Chandelle	45 à 46.
Cassonade	54 à 55.
Riz	17.
Billet au porteur	1 un quart p.

Digitized by Google

Jer. 135.

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 20 VENDÉMIAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Lundi* 12 *Octobre* 1795, vieux style.)

LITTÉRATURE.

TABLEAU DE QUELQUES CIRCONSTANCES DE MA VIE. — *Précis de ma liaison avec mon frere* MAUGRIS, *ouvrages posthumes de* CHABANON, *publiés par* SAINT-ANGE. *Un volume* in-8°. *A Paris, chez* FORGET, *imprimeur-libraire, rue du Four-Saint-Honoré.*

CHABANON en mourant a légué ses manuscrits à Saint-Ange. Dans un article de son testament il s'était exprimé ainsi : « Il y en a deux entre autres ; l'un a pour titre : *Précis de ma liaison avec mon frere Maugris ;* et l'autre est intitulé : *Tableau de quelques circonstances de ma vie.* Je desire passionnément que ces deux morceaux soient un jour publiés ; il n'importe quand. » C'est pour s'acquitter d'un devoir que la confiance et l'amitié rendaient pour ainsi dire religieux, que le cit. Saint-Ange a fait paraître les ouvrages posthumes que nous annonçons.

Les mémoires particuliers des hommes qui ont joui de quelque célébrité littéraire ou politique, ont toujours été reçus avec avidité par le public. « La vérité, dit Chabanon en commençant ses mémoires, a du moins sur la fiction cet immense avantage, que lorsqu'elle n'est pas pour le lecteur un objet d'intérêt, elle en est un de réflexion. Je ne sais ce qu'on fait d'un roman qui n'attache pas, il n'est bon qu'à être mis de côté. Mais dans la lettre la plus simple et la plus froide de Pline, de Cicéron, de madame de Sévigné, la vérité occupe, intéresse. On se transporte au tems des événemens racontés ; on change de siecle et de patrie, et dans l'action d'un seul homme on étudie et ses contemporains et l'humanité. » A quoi serviraient en effet ces confidences de la vie privée, si le public ne pouvait en retirer quelque leçon utile ? C'est sous ce rapport que

Digitized by Google

nous allons examiner le *tableau de quelques circonstances de la vie de Chabanon.*

Ce n'est point ici l'homme de lettres qui se montre dans le récit de ses travaux ou de ses démêlés littéraires; on observera, comme le remarque très-bien l'éditeur, que dans cette esquisse fidele de lui-même, Chabanon ne laisse pas entrevoir, même de profil, le savant académicien, et l'écrivain également distingué en vers et en prose. Par une sage appréciation du bonheur, il n'attacha point le sien au succès de ses ouvrages. Mais il le mit dans les jouissances d'une ame tendre et sensible. La vie du cœur est moins féconde en événemens qu'en affections. Telle a été celle de Chabanon.

Il n'avait que quinze ans lorsqu'étant encore au collége, un de ses maîtres lui dit un jour : *Pauvre enfant ! combien tu aimeras dans le cours de ta vie !* Il est à présumer que celui qui prévoyait ainsi son avenir avait lui-même beaucoup aimé : cette prédiction s'est bien vérifiée. Il est peu de personnes qui aient eu une organisation plus sensible et un cœur plus aimant que Chabanon. Dans ce jeune âge où le cœur éprouve le besoin si doux de se donner un ami, il avait distingué parmi ses camarades de collége un dépositaire de toutes ses affections, et il l'aimait de toutes les puissances de son ame, il l'aimait comme un amant idolâtre sa maîtresse, avec cette seule différence que ce sentiment ne coûtait rien à son innocence.

Il n'est pas besoin de dire que Chabanon commença par être dévot; la piété est le premier tribut que paie une imagination ardente et sensible. « Ma dévotion, dit-il, était toute d'affection, de transport et d'amour.... Ce qu'on raconte des extases des saints, je l'ai éprouvé. Deux fois au bruit des orgues et d'une musique sainte je me suis cru transporté dans le ciel, et cette vision avait quelque chose de si réel, j'étais tellement hors de moi tout le tems qu'elle a duré, que la présence même des objets n'eût pas agi plus fortement. »

On ne doit pas s'étonner que cette puissance inconcevable de la musique ait pu lui causer des émotions si vives; on sait qu'il l'a lui-même beaucoup cultivée, et les amateurs l'ont compté parmi le petit nombre des talens supérieurs pour le violon. Peut-être que dans cet art, comme dans tous les autres, la supériorité est l'effet d'une organisation exquise qui produit toujours une extrême sensibilité.

Digitized by Google

Chabanon se destinait à l'état religieux ; mais sa dévotion ne dura que six mois après sa sortie du collège. Ce qui en détermina la fin, fut celle de son aveuglement sur les menées des jésuites pour l'attirer vers eux. Il ouvrit les yeux, et ne conserva de ses pieuses inclinations que ce qu'il en fallait pour préserver sa jeunesse de toute passion honteuse.

« Les prémices de ma vie, dit-il, annonçaient des passions précoces. Celle de l'amour fut tardive. Peut-être la passion du travail en différa le développement ; et d'ailleurs mon amour pour mon frere *Maugris* donnait aux facultés de mon ame tout l'exercice dont elles avaient besoin : heureux que l'usage de la langue me permette de donner le nom d'*amour* à ce sentiment fraternel dont j'étais pénétré ! Toute autre dénomination serait insuffisante. »

Il avait vingt-sept ans accomplis lorsqu'il fit la premiere épreuve de l'amour. On présume bien qu'avec une ame comme la sienne, il n'a pas aimé comme les autres. Il faut lire dans ses mémoires les détails de ses amours ; toute analyse serait impossible. On peut abréger des événemens, mais on n'abrege pas l'expansion et les nuances sans cesse diversifiées du sentiment. C'est un tableau auquel on ne peut dérober un seul trait sans le défigurer.

Chabanon a aimé trois fois éperduement ; ses maîtresses étaient-elles dignes de sa tendresse ? Non ; elles étaient légeres, coquettes, capricieuses, fausses et infidelles.

« Voilà, dit-il en terminant ses mémoires, les objets pour lesquels j'ai sacrifié dix ans mes travaux, mon repos et ma vie entiere ! Voilà les objets que mon aveugle prévention s'obstinait à élever au-dessus de l'humanité ! Des trois, il n'en est pas une auprès de qui je puisse trouver une consolation dans la peine ; il n'en est pas une qui m'entendît, et sût ce que je voudrais lui dire, si je lui rappellais les scenes d'enivrement que lui occasionna mon amour.

» O quelle leçon ! quel préservatif offert à la jeunesse, s'il n'était pas réglé dans nos destins, que l'expérience des peres n'est d'aucun fruit pour les enfans ! Ah ! du moins ceux de mes successeurs qui passeront par les épreuves que j'ai subies, si ce récit tombe entre leurs mains, chériront celui qui les devança dans l'infortune. C'est pour eux que j'écris des faits vides d'intérêt

Digitized by Google

pour tout autre. Ce sont des amis que je concilie d'avance à ma mémoire.

» Cette lecture pourrait encore devenir utile aux femmes qui n'ont pas franchi les bornes du devoir. Que dans la premiere faute, pour laquelle l'amour les sollicite, elles en considèrent les suites inévitables; et si j'ose ainsi parler, l'innombrable postérité du vice. Je ne sais si l'on citerait une femme qui n'ait eu qu'une faiblesse. La premiere sert d'introduction à beaucoup d'autres. Il n'est point de femme qui ne s'étonnât d'elle-même, si elle se considérait au-delà du premier pas qu'elle a osé faire. La barriere une fois ouverte, le char s'élance, et l'œil ne peut plus le suivre. Ces réflexions salutaires demandent grace pour le récit frivole qui les a fait naître. »

Chabanon a été plus heureux en amitié. Le récit de ses liaisons avec son frère Maugris, laisse dans l'ame une impression douce et un charme qui n'est mêlé d'aucun sentiment pénible et douloureux. Si quelquefois cette amitié si vive et si touchante a été obscurcie de quelque nuage, on voit que le nuage est passager, et que l'amitié a été constante et durable. Dans le cours de cette intimité que la nature serrait d'un lien plus fort, s'il est survenu quelque querelle entre les deux freres, la franchise généreuse avec laquelle Chabanon met les torts de son côté, annonce assez que ces torts n'étaient pas de nature à altérer une union si parfaite, et le caractere comme le cœur de Chabanon n'en devient que plus digne d'estime.

On trouve encore dans ce recueil posthume, quelques *anecdotes sur Voltaire* qui servent d'appendice aux mémoires précédens. Chabanon avait fait plusieurs voyages à Ferney, dont le plus court avait été de six semaines. Il avait eu occasion de voir le philosophe dans toute la familiarité de la vie privée. Ce qu'il en dit servira à faire connaître plusieurs traits du caractere extraordinaire de cet *homme-prodige*, pour nous servir d'une expression employée dans l'ouvrage. Ce recueil mérite, sous tous les rapports, de fixer l'attention et la curiosité du public qui, au milieu des agitations politiques qui nous environnent, a besoin d'une diversion également instructive et douce.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 25 Septembre.

On apprend de Constantinople, par la voie de Hambourg, que cette grande capitale est en proie à de nouvelles dissentions, et menacée de la disette. La jalousie entre les janissaires et les topsis, ces corps militaires que le grand-seigneur veut former à la tactique d'Europe, vient de se rallumer avec plus de fureur que jamais, et occasionne chaque jour de nouveaux massacres. Le gouvernement emploie des mesures violentes pour étouffer ces germes de haines et de sédition, et tous les matins on voit dans la mer des cadavres de janissaires qui ont été étranglés pendant la nuit. Le peuple paraît mécontent de cette sévérité exercée sur l'ancienne milice de l'Empire. Le divan sentant l'embarras des circonstances a jugé convenable de rappeller le capitan-pacha, dont il espère que la présence pourra tenir les deux partis en respect; mais si le retour du grand-amiral garantit la capitale de ces mouvemens séditieux, d'un autre côté il la laisse exposée aux horreurs de la famine; car l'Archipel sera infesté de nouveau par les corsaires maltois qui continueront d'intercepter les grains venant par mer de l'Egypte et de la Syrie.

Des lettres de Vienne du 3 septembre, assurent que l'Autriche ne tardera pas à faire la paix avec la République Française, et que ce sera sous la médiation du cabinet de Copenhague que cette paix si desirée, si nécessaire, aura enfin lieu. D'ailleurs, un motif bien puissant pour la cour impériale, c'est que les Serviens sont de nouveau en insurrection, et que Belgrade est encore menacé par un parti de rebelles nouvellement rassemblés.

S'il faut en croire des lettres de Varsovie du 12, la nuit précédente une grande partie des troupes russes qui composent la garnison de cette ville en sont sorties à l'improviste, et seront obligées de faire des marches forcées; mais on ignore encore leur veritable destination.

Les progrès des Français sur le haut Rhin changeront sans

Digitized by Google

doute le plan d'opérations de l'armée autrichienne dans le Brisgaw. Elle ne pourra pas y passer ce fleuve pour pénétrer sur le territoire de la République, puisqu'elle sera forcée de détacher des troupes pour la défense de Mayence que l'on sait être vivement pressée par les Français. D'ailleurs, un autre incident qui retarde nécessairement ses opérations, c'est le décès du commandant en chef Wurmser, mort à Fribourg, d'apoplexie. Le général Braun mourut de même l'année dernière à la veille de tenter la même diversion dans le même pays.

On apprend de Mayence même, que le 19 après-midi les Français ont encore élevé un ballon aérostatique à Marienborn, et qu'il a produit son effet ordinaire, celui de déconcerter les Autrichiens, dont aucunes des dispositions militaires n'échappe ainsi à leurs ennemis. De plus, on dit que Nassau est en feu. La seule espérance qui reste aux Autrichiens, c'est que les Français ne pourront prendre de vive force le rocher d'Ehrenbreistein, que cette place gênera constamment leurs opérations du côté de la rive gauche du fleuve, et en interrompra la navigation. Il y a garnison suffisante pour la défendre, et elle est pourvue de vivres pour six mois. Le 19, disent des lettres de Komgstein, du 22, les Français s'en étant trop approchés ont perdu 20 hommes que la garnison leur a tués dans une sortie.

ESPAGNE. *De Barcelone, le 16 août.*

On mande de Cadix, en date du 4, que l'amiral Mazzaredo est parti le 31 du mois dernier à bord du vaisseau la *Conception*. Il se rend à Mahon, où il doit prendre le commandement de l'escadre de la Méditerranée. Dom Joseph Cordova commande provisoirement à Cadix, jusqu'à l'arrivée de l'amiral Langara, qu'on attend sur le Montanez, et qui est nommé capitaine-général de ce département et de la grande flotte de l'Océan.

Le 1er. il est arrivé de Madrid un ordre de mettre en état deux frégates, les meilleures voilieres. Le 2, deux bâtimens chargés de canons se sont mis en mer pour le Ferrol, sous l'escorte du vaisseau le *Saint-Elmo*. Le même jour, 3 vaisseaux et 2 frégates ayant à bord les légions d'émigrés, composées d'environ 3000 hommes, se disposaient à partir. Ils doivent se rendre à Santander; mais on ignore quelle sera leur destination ultérieure.

Les approvisionneurs de l'escadre viennent de recevoir l'ordre de préparer des vivres pour 40 vaisseaux. Un ordre semblable est arrivé à Majorque. Cette double mesure donne

Digitized by Google

lieu à beaucoup de conjectures ; mais on ne sait à laquelle s'arrêter.

ITALIE. *De Gênes, le 3 septembre.*

D'après le récit du capitaine anglais, Edouard, arrivé ici avant-hier de la Corse, cette isle serait comme perdue pour sa nation. Le vice-roi avait rompu toute communication avec le général Paoli, qui, à ce qu'il assure, se retranche dans les environs de Rostino.

De la Bastie ont déja été envoyées trois députations porteurs de griefs au vice-roi. Tous les Corses, dit le même capitaine, se rassemblent de toutes parts pour s'opposer aux Anglais.

Suivant cet énoncé, il serait plus que probable que les Anglais ne fussent bientôt dans l'obligation d'abandonner cette isle ; cependant, il y a des lettres de la Bastie du 28 août, qui en parlent bien différemment. Voici l'extrait d'une ; nous ne hasarderons pas de dire : là est la vérité ; le tems la dévoilera.

« Le vieux Paoli, est-il dit dans une de ces lettres, a envoyé une circulaire à ses concitoyens, par laquelle il contredit formellement l'intention qu'on lui suppose de vouloir opérer un changement dans le gouvernement actuel. — D'un autre côté, on assure que les rassemblemens qui ont eu lieu dans l'isle n'ont été que pour élire de nouveaux magistrats, qui presque tous, ajoute-t-on, sont partisans du système anglais. — Il n'y a eu, à en croire ces mêmes rapports, que le district de Mezzana où on s'est opposé à une force armée de 700 hommes, qui cependant est parvenue à disperser les mécontens. »

Dans l'action du 30 août, qui a eu lieu proche de Clavières, les Piémontais, bien loin d'avoir eu de l'avantage comme ils s'en sont vantés, ont essuyé au contraire une perte assez considérable, ayant perdu au-delà de 200 hommes, tant tués que prisonniers. Ils ont en outre perdu beaucoup de monde au col de Finistre, où les républicains les ont attiré dans une embuscade. Parmi les prisonniers, on compte le colonel Reytzinhof et le capitaine Bonneau.

Le général de Vins, en se rendant à Tuirano, a failli d'être tué dans la route par un boulet de canon qui tomba entre lui et son adjudant, et les couvrit tous deux de poussiere.

ANGLETERRE. *De Londres, le 26 Septembre 1795.*

Le cabinet de Saint-James, qui semble ne point craindre de braver toutes les puissances maritimes de l'Europe dont la

Digitized by Google

réunion pourrait lui devenir si funeste, vient de mettre à Plymouth un embargo sur tous les bâtimens danois ; quelque tems auparavant, il avait ordonné des lettres de marque contre la république hollandaise. Voici la teneur de cette espece de déclaration de guerre :

« Attendu que les pays appartenans aux Provinces-Unies sont depuis quelque tems entre les mains des armées de France, et sous l'influence et la direction immédiate des personnes qui exercent en France les pouvoirs du gouvernement ; et attendu qu'il a été tenu dernièrement, de la part desdites Provinces-Unies, divers procédés outrageans, dérogatoires à l'honneur de la couronne de S. M. et aux droits de ses sujets ; attendu encore que des vaisseaux de guerre dans les ports desdites provinces ont reçu ordre de capturer et de détruire tous les bâtimens britanniques, et qu'ils en ont effectivement capturé quelques-uns : Sa majesté, pour ces causes, étant déterminée à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir l'honneur de sa couronne et obtenir réparation et satisfaction, a voulu, d'après l'avis de son conseil privé, donner ordre pour qu'il soit expédié des lettres de marque et de représaille contre les vaisseaux, biens et sujets desdites provinces, de sorte que tous les vaisseaux, tant de guerre qu'autres, munis de ces lettres de marque, pourront, etc. »

L'église de Saint-Paul, l'admiration de toute l'Europe et le chef-d'œuvre d'architecture d'Inigo-Jones, a été réduite en cendres, le 17 de ce mois, par la négligence de quelques ouvriers qui travaillaient à achever l'intérieur de la nouvelle coupolle. Une chaudiere de goudron, en versant, a mis le feu à l'échafaudage et l'a consumé en un instant. De-là les flammes se sont communiquées au corps de l'édifice avec une telle rapidité, qu'en moins d'une heure la coupolle et le toit sont tombés avec un fracas épouvantable.

Il ne reste aujourd'hui de ce monument que les murs extérieurs, les colonnes et le fronton du portique en face de Convent-Garden ; mais le tout est si endommagé, que l'on ne croit pas qu'il soit possible de le réparer sur le plan original de l'architecte.

Le capitaine Brailford, ainsi que beaucoup d'autres prisonniers de guerre en France, sont arrivés à Liverpool, venant de la Rochelle. Ils sont partis le 11 de ce mois. Le 12, étant auprès de Belle-Isle, ils ont rencontré l'escadre de l'amiral Harvey, composée de trois vaisseaux à trois ponts, de six vaisseaux de 74, et de deux frégates : en même-tems, ils ont entendu une forte canonnade, qu'on présumait venir du débarquement des émigrés dans la baie de Quiberon ; l'escadre de l'amiral se dirigeait alors vers les côtes, ayant le vent nord-

Digitized by Google

ouest. La canonnade continua depuis le samedi 12 jusqu'au dimanche 13 ; le 15, ils ont rencontré une seconde escadre se dirigeant vers le sud, pour rejoindre, à ce qu'on présume, la grande flotte auprès de Belle-Isle. Le vaisseau parlementaire a été abordé par une frégate dont on ignore le nom.

Le sénat américain a ratifié le traité de paix et de commerce conclu entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique; mais il n'est pas sanctionné de même par l'opinion générale. Les députés des diverses provinces ont protesté. Chaque parti s'appuie sur des raisons puisées dans l'intérêt commun. Selon quelques lettres, cette scission dans les esprits a une cause beaucoup plus ancienne que les inconvéniens ou les avantages de ce traité.

Le sénat et la chambre des représentans sont en général divisés sur beaucoup de questions politiques ; la majorité du sénat penche vers une autorité moins restreinte. Le faste de la gradation de la hiérarchie politique d'Angleterre ne leur déplairait pas ; ils aimeraient à en imposer au peuple par un air de grandeur et de réserve, et à maintenir entr'eux et le peuple une cérémonieuse distance. Par une suite de ces idées, ils penchent pour l'Angleterre, et cherchent sans cesse à éloigner toute rupture entre cette nation et les Etats-Unis. La majorité de la chambre des représentans, au contraire, est portée pour l'égalité française, et préfère la démocratie à ce qu'on appelle la constitution anglaise. Une conséquence de ces principes est, de la part des représentans, le desir de se rapprocher de la France, et de s'éloigner au contraire de la Grande-Bretagne. Un semblable partage d'opinions se remarque parmi les habitans des Etats-Unis. La plus grande partie des maisons opulentes de commerce, quelques habitans des villes embrassent celle du sénat. Les ouvriers sont pour celle des représentans.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Baudin.

Séance de primedi, 11 Vendémiaire.

Cette séance était destinée à célébrer une fête funebre en mémoire des représentans tombés victimes de la tyrannie décemvirale. Devant la tribune était posée une urne funéraire couverte d'un crêpe et de fleurs, environnée et surmontée de cyprès. L'institut national de musique était placé dans une tribune du fond. La fête allait commencer quand Thibaudeau a demandé la parole. Pouvons-nous nous occuper d'une fête, s'est-il écrié, quand les dangers de la patrie vont sans cesse croissans; nous songerons aux morts quand nous aurons sauvé les vivans; nous honorerons les martyrs de la liberté, quand la liberté sera triomphante de ses ennemis. Thibaudeau demande l'ajournement de cette fête.

Quelques membres appuient cette proposition; plusieurs autres la combattent.

C'est dans cette fête funebre, dit Tallien, c'est en honorant les mânes de ceux qui sont morts pour la république, que nous allons retremper nos ames; nous allons puiser ici un courage digne de celui que nous célébrons; pleurons sur l'urne de Vergniaux, et marchons ensuite contre nos ennemis; payons le tribut de nos justes regrets à ces morts illustres, à ces hommes qui ont péri pour la liberté, et vengeons-la de tous ses ennemis!

On applaudit, et la fête commence.

L'institut national de musique exécute un morceau d'un caractere convenable à la circonstance.

Bailleul appelle l'attention de l'Assemblée sur ces hommes qui abusent de la liberté d'opinion qui a été assurée aux assemblées primaires, et qui se permettent de les engager à des actes de révolte contre la représentation nationale. Il propose une série de questions dont il demande le renvoi à la commission des onze, et qui sont ainsi conçues:

Dans quel rapport sont avec la société ceux qui se mettent en rébellion contre les lois? sont-ils citoyens? ont-ils droit aux secours que la société distribue aux citoyens? peuvent-ils invoquer le secours de la force armée? peuvent-ils faire des actes selon les lois?

Legendre pense qu'il est inutile de renvoyer à l'examen de

Digitized by Google

la commission des onze ces questions, et qu'elles sont résolues par le fait. Prenez, dit-il, des mesures vigoureuses toujours fondées sur la justice, et appellez les bons citoyens pour marcher sur les royalistes. Ces individus qui regnent dans les assemblées primaires ne parviendront pas à égarer le peuple. Les rebelles seront exterminés. Empêchez la guerre civile et prévenez l'effusion du sang.

Legendre demande qu'on appelle sur-le-champ le rapporteur des comités.

Daunou, au nom des comités de salut public et de sûreté générale, paraît à la tribune.

L'époque de la convocation des assemblées primaires devait, dit-il, être orageuse. Il s'agissait de décider entre la royauté et la république. Les écrivains du royalisme étaient devenus plus profondément calomniateurs, plus effrontément incendiaires. Des inconnus, absens depuis plusieurs années, se montraient en foule et se disaient les amis exclusifs de la liberté. Cachés dans les assemblées primaires, ils ont cru pouvoir agir avec impunité. Ils ont profité de votre respect pour les droits de citoyen. A l'abri de ces droits, ils prétendent vous attaquer. Jusqu'à présent, vous avez préféré rester en-deçà de vos devoirs, plutôt que de laisser soupçonner la moindre atteinte aux droits de cité, dont vous veniez de relever l'exercice. Le moment est arrivé de réprimer les attentats. (Vifs applaudissemens.) L'intérêt du peuple vous le commande. L'indulgence ne serait qu'enhardir les ennemis de la patrie. Non, jamais vous ne rechercherez les opinions; vous ne serez pas tyrans de la pensée. Vous consentez à l'oubli des écarts plus ou moins coupables de plusieurs citoyens, entraînés par la séduction ou dominés par la terreur. Mais si vous jettez un voile sur les prévarications passées, vous serez désormais inflexibles envers les prévaricateurs.

La section Lepelletier, il faut la nommer, a été le siége éminent des plus inquiets agitateurs. Là, comme ailleurs, il y a des hommes qui veulent de bonne foi la constitution républicaine; mais c'est-là qu'on a placé le centre de l'agitation. Cette section a eu l'initiative des propositions les plus délirantes; nulle n'a eu plus d'ambassadeurs, nulle n'a entretenu correspondance avec plus de communes. Celle du Théâtre-Français vient ensuite: c'est elle qui a le plus facilement reçu les propositions, qui les a le plus activement communiquées: c'est le second foyer. On remarque sur-tout la grossièreté d'expression dans ses arrêtés. Les autres sections ont plus ou moins cédé à tant d'impulsions; mais on apperçoit jusques dans leur égarement un ardent amour de la liberté. Les meneurs ont commencé leur complot en proclamant un acte de garantie, proclamation perfide, au moyen de laquelle on voulait répandre de fausses inquiétudes. Cer-

Digitized by Google

minement les sections de Paris ont joui d'une liberté bien parfaite. On a ouvert ensuite des correspondances ; on envoyait, par jour, et on recevait quarante députations. On était infatigable. On dépêchait des émissaires vers le camp, en même-tems que l'on criait contre *les enseignes de la terreur* ; on a environné les défenseurs de la patrie des suggestions de la malveillance, des conseils de la trahison. Les défenseurs de la patrie ont repoussé avec un égal mépris et les suggestions, et les conseils, et les injures. On a exclu ensuite des assemblées un grand nombre de citoyens, sous divers prétextes ; on les a privés des droits sacrés de la nature et de la société. Cette conduite est évidemment tyrannique. On s'est déclaré en permanence jusqu'à l'entière exécution des arrêtés des sections ; la preuve de ce fait est consignée dans des arrêtés des sections de Bondy et de la Halle-aux-Blés. A l'aide de cette permanence, on se débarrassait des citoyens paisibles, des amis de l'ordre et de la liberté, que la fatigue ou le besoin de travailler rappellait dans leurs foyers ; comment, en effet, concevoir une permanence de vingt-six jours ! Mais on voulait attribuer aux Parisiens les actes d'un petit nombre de factieux. D'après toutes ces manœuvres, vos lois ont été déclarées nulles par les sections souveraines ; on a poussé l'audace jusqu'à en empêcher la proclamation. Une foule d'actes prouve que cette cité se croit en droit de régir toute la France ; la souveraineté nationale ne sera garantie que le jour où les Parisiens seront enfin délivrés de ce préjugé.

Vingt-cinq commissaires des sections vinrent, il y a quelques jours, pour vous signifier une déclaration que vous ne voulûtes pas entendre : c'était une accusation contre vos deux comités, qui ressemblait à cette pétition homicide, prélude de la proscription de vos collègues.

Il ne restait plus aux factieux que de convoquer les électeurs avant le terme fixé par la loi : on appelle la force armée pour environner ce rassemblement ; des attentats plus graves encore sont commis ; c'est une autorité rivale qu'on entend charger du soin de veiller au salut de la République ; on forme une assemblée, ou, plutôt un club électoral ; les factieux motivent cette mesure sur la constitution elle-même, qui veut que les électeurs se réunissent le 20 germinal, c'est-à dire 20 jours après la convocation des assemblées primaires. Mais en adoptant ce système des 20 jours, les agitateurs se trouvent encore en défaut ; car il faudrait, pour avoir cet intervalle, le dater du jour où les assemblées ont commencé à procéder aux élections, ou bien du jour de la proclamation de l'acte constitutionnel.

Ces manœuvres ne seraient pas bien dangereuses, si l'on ne s'attachait qu'à observer le caractère particulier des principaux agitateurs : ce sont la plupart des hommes qu'on a

Digitized by Google

toujours vus dans l'attitude des esclaves, connus seulement par des opinions perfides : parmi eux se trouvent aussi des complices du 31 mai, des courtisans de Robespierre. Il est singulier d'entendre parler les premiers de république, les autres de philanthropie.

Cinq mille huit cents assemblées primaires, après avoir accepté la constitution et sanctionné les décrets, ont nommé leurs électeurs et se sont séparées sans faire aucun autre acte; et celles de Paris veulent tout gouverner. La souveraineté est indivisible, elle ne peut appartenir qu'à l'universalité des citoyens. Le vœu de chacun, n'est pas l'opinion factice de plusieurs. Il est étrange de voir les procédés d'une trop fameuse société, imités par ceux-là même qui font profession de la détester. Aucun gouvernement ne pourrait exister à côté d'assemblées primaires permanentes; il n'est aucune constitution qui tienne à de telles secousses. On veut entretenir l'anarchie, pour maintenir cette objection perpétuelle contre la République : on veut nous réduire nous-mêmes à renverser l'édifice social. La constitution est faite, elle est acceptée; vous avez rempli le grand but de votre mission; mais la puissance nationale réside entre vos mains, tant que vous ne l'avez pas déposée entre celles de vos successeurs : vous devez retenir cette puissance d'une main d'autant plus ferme, qu'elle ne vous appartient pas; elle vous a été confiée par 25 millions d'hommes; vous la remettrez forte, intacte, respectée, à ceux que la constitution appelle à l'exercer. Une poignée d'agitateurs veut s'investir de cette puissance. La foule des bons citoyens réprimera ces vils ambitieux, tourmentés de l'envie de régner sous un roi.

Un spectacle singulier a frappé nos regards. Quelques oisifs qui se livrent à l'agiotage, qui accroissent leur fortune par des moyens aussi faciles que criminels, et font ainsi renchérir le prix de toutes les marchandises, ces hommes vont, chaque soir, aux assemblée primaires, se plaindre hypocritement de la cherté des denrées, outrager la représentation nationale, se déclarer en révolte contre ses décrets, tandis que les citoyens laborieux et estimables d'une section de la même commune, ont terminé toutes les opérations constitutionnelles, et sont venus offrir à la patrie le secours de leurs bras.

Les ennemis de la patrie se liguent contr'elle; assemblés autour d'elle tous ses amis. (Vifs applaudissemens.) Que tous sentimens individuels s'effacent, que toutes les erreurs soient oubliées; que toutes les passions se confondent dans le même sentiment, l'amour de la patrie. Formons les bataillons sacrés des amis de la liberté. (Applaudissemens très-animés.) Le royalisme aiguise ses poignards; que les républicains preparent leurs boucliers. Laissons aux royalistes l'affreuse initiative de la guerre civile. Que la foule des bons citoyens

Digitized by Google

encore. Patriotes de 89, hommes du 14 juillet, vainqueurs du 10 août, victimes du 31 mai, libérateurs du 9 thermidor, venez tous, placez-vous dans les rangs des vainqueurs de Fleurus et de Quiberon ; formez une légion toujours invincible ; et puisque vos ennemis l'exigent, donnez-leur encore le spectacle d'un triomphe. (Vifs applaudissemens.)

Daunou donne lecture d'un arrêté pris hier par la section Lepelletier. Cette section convoque pour aujourd'hui 10 heures du matin, et invite les autres sections à convoquer le corps électoral. Cet arrêté porte pour motifs que la constitution veut la réunion des corps électoraux vingt-cinq jours après celle des assemblées primaires ; que la Convention se ménage les moyens de prolonger son existence ; qu'elle a le projet d'ajourner la constitution, de prolonger le gouvernement révolutionnaire, de diviser, de terrifier les électeurs ; qu'il se prépare de grands attentats, puisque déja il en a été commis, puisque le sang a coulé à Dreux, des électeurs ayant été égorgés et d'autres traînés à Chartres dans des charettes ; que parmi ces électeurs se trouve l'un des commissaires qu'on a accueillis avec tant de fraternité ; que rien n'égale le brigandage du gouvernement, qui accapare, trompe, trahit, égorge le peuple ; que le seul moyen d'empêcher la tyrannie de se développer, c'est de rassembler les électeurs des quarante-huit sections et des cantons ruraux, aujourd'hui à 10 heures du matin, dans la salle de la section du Théâtre-Français ; de leur enjoindre de sauver la République, d'obéir aux mandats qui leur seront donnés, et de suivre leur conscience pour tout le reste ; qu'il faut jurer de les défendre jusqu'à la mort ; et pour prévenir toute atteinte à leur sûreté, leur donner une garde imposante, et ne pas désemparer jusqu'à leur réunion ; enfin, que les électeurs non encore nommés, iront joindre leurs collègues à fur et mesure de leur nomination.

A la suite de cette lecture, interrompue par de fréquentes marques d'indignation, Daunou propose le projet de décret suivant :

1°. En exécution du décret du 1er. de ce mois, il est enjoint aux citoyens composant les assemblées primaires, qui ont fini la nomination de leurs électeurs, de se séparer à l'instant, ils pourront se rassembler une fois seulement, pour entendre lecture de leur procès-verbal.

2°. Il est accordé à celles qui n'ont pas terminé leurs élections jusqu'au 15 de ce mois pour les finir.

3°. Conformément à la même loi, les assemblées électorales ne pourront s'ouvrir que le 20 de ce mois ; toutes délibérations qu'elles auraient prises avant ce tems sont nulles. Les électeurs qui se réuniront avant cette époque, sont déclarés coupables d'attentat contre la sûreté de la République.

Digitized by Google

4°. Sont déclarés nuls tous actes qui émaneraient desdites assemblées avant cette époque.

5°. Il est enjoint, au nom du peuple français, à tous électeurs qui se trouveraient réunis de se séparer sur-le-champ, sous peine d'être poursuivis comme coupables d'attentat à la souveraineté nationale.

6°. Il est défendu à toute autorité civile et militaire d'obéir aux ordres de ces électeurs et de tout autre assemblée que des autorités constituées.

7°. La Convention nationale voulant montrer ses intentions conciliatrices, mais décidées à faire respecter les lois, déclare qu'elle ne fait aucune recherche pour ce qui a été dit ou fait jusqu'ici dans les assemblées dont il est question; il ne sera intenté aucune poursuite contre aucun des individus qui se seraient jusqu'à présent laissés égarer dans lesdites assemblées; mais elle enjoint à ces comités de tenir strictement la main à l'exécution du présent décret.

8°. Ce décret sera proclamé sur-le-champ par les membres du département de la Seine. (Aux voix, s'écrie-t-on.)

Après de légers débats le décret est adopté. La Convention suspend sa délibération, et Baudin, président, prononce l'oraison funebre des victimes de la tyrannie au 31 mai; il en compte quarante-sept. Son discours, vivement applaudi, sera imprimé.

Séance de primedi au soir, 11 *Vendémiaire.*

La Convention s'étant déclarée permanente, a tenu une séance ce soir.

Le représentant Joubert, en mission près l'armée de Sambre et Meuse, annonce que la rive droite du Rhin est en notre pouvoir, que Mayence est cerné, et ne peut pas résister longtems. La garnison n'est forte que de onze mille hommes, et n'a de vivres que pour deux mois.

Merlin (de Douay) observe qu'il faut vingt mille hommes pour défendre Mayence.

Colombel, au nom du comité de sûreté générale, dit que les comités ont pris les mesures nécessaires pour la publication de la loi rendue ce matin, et qu'il résulte du procès-verbal rédigé par le sécrétaire-général du département de Paris, que les factieux ont opposé la résistance à ce décret. Il en donne lecture; il porte qu'il s'est présenté avec deux membres vers sept heures avec six dragons et deux trompettes sur la place du Théâtre-Français, pour y proclamer le décret.. Ils étaient déja arrivés sur les marches, et avaient lu les deux premiers articles, lorsqu'une foule nombreuse, sortie de la salle du Théâtre-Français, s'est réunie à celle qui s'était assemblée au-dehors. Les sifflets, les battemens de mains, les huées, les injures ont interrompu la lecture commencée.

Digitized by Google

Plusieurs individus se sont jettés sur un des proclamateurs et ont à plusieurs reprises éteint le flambeau qu'il tenait en main. « Nous avons, dit le secrétaire Dupin, recommencé plusieurs fois les articles qu'on n'avait pas entendus. Mais le tumulte croissant sans cesse, nous sommes revenus par le chemin que nous avions pris. »

Colombel invite ensuite la Convention à confirmer l'arrêté pris au soir par les comités réunis : il porte que les représentans chargés de la force armée dans Paris, s'assureront des électeurs réunis dans le local de l'assemblée primaire du Théâtre-Français, qui ont refusé d'obéir à la loi de ce jour, relative à la clôture des assemblées primaires et électorales. (Vifs applaudissemens dans l'Assemblée et dans les tribunes.)

Le même membre reparaît à la tribune à deux heures du matin ; il annonce que le corps électoral a prévenu en se séparant les mesures que le comité avait prises pour s'assurer de ses membres, et il propose de suspendre la séance.

Décrété.

Séance de duodi, 12 *Vendémiaire*.

Des citoyens se présentent à la barre. L'orateur prend la parole :

Les Patriotes de 1789 *à la Convention.*

« Nous venons vous féliciter d'avoir encore une fois sauvé la liberté, en appellant autour de vous les patriotes de 1789. »

Coren-Fustier demande pourquoi on entend une adresse collective, puisque on a refusé d'admettre ces jours derniers les assemblées primaires. (Violens murmures.)

Le président répond que l'adresse est présentée en nom individuel, et qu'il en a vu les signatures.

L'orateur de la députation reprend : « Nous nous montrerons dignes de votre confiance, en imitant votre prudence et votre courage. Ennemis des assassins et des dilapidateurs autant que des royalistes, nous n'emploierons les armes qui nous sont rendues que pour maintenir avec vous les droits du peuple. Loin de nous toute idée de vengeances particulières et de toute réaction ; si quelqu'un d'entre nous s'écartait des principes de tolérance et de justice que vous avez consacrés ; nous prenons l'engagement de le repousser avec horreur des phalanges de 89, dont la devise sera toujours : *Liberté, égalité, fraternité ; vive la République ! vive la Convention !* »

(Vifs applaudissemens.)

Baudin qui présidait répond : « Vous vous qualifiez de patriotes de 1789 ; c'est en patriotisme comme en amitié, l'ancienneté est un titre de plus. Vous vous montrerez dignes d'un titre aussi glorieux, et vous répondrez par la sagesse de votre conduite à ceux qui disent que l'on veut rétablir le terrorisme.

Le

Digitized by Google

Le terrorisme est une chimère qui ne peut renaître dans le court intervalle qui nous sépare de la constitution. La Convention semble avoir tout précipité pour la mettre plutôt en activité. En ce moment, il ne peut y avoir que deux partis, les républicains et les royalistes; vous vous êtes prononcés; votre choix n'est pas douteux : la Convention vous invite à sa séance. »

Dubois-Crancé : « Je demande l'impression de cette adresse, c'est la premiere réponse aux factieux de la section de Lepelletier, qui vient de publier en ce moment que vous aviez aujourd'hui réarmé les brigands pour faire piller les propriétés. L'autre réponse, nous la leur ferons à coups de fusils. »

(Applaudi.)

Girand Pousol, au nom du comité de législation, dit que ce comité s'est occupé de la révision des lois des 17 septembre 1793 et 5 ventôse dernier. La premiere déclarait suspects tous ceux qui avant la révolution formaient des castes privilégiées, et la seconde portait sur les fonctionnaires publics destitués depuis le 9 thermidor, comme prévenus d'avoir participé au regne de la terreur. Cette loi les mettait sous la surveillance de leurs municipalités respectives. Il ajoute que toutes les lois de circonstances doivent disparoître à l'approche du régime constitutionnel, et que tous les citoyens, quelque d'opinions différentes, devant être égaux devant la loi. Il propose en conséquence de décréter que les lois des 17 septembre 1793, 5 ventôse et 21 germinal derniers seront rapportées et tous leurs effets annullés. Adopté.

Genissieux : « La loi qui a ordonné le désarmement ne peut pas non plus subsister sous le régime constitutionnel. Si ceux qui ont été désarmés sont coupables de quelques délits, ils doivent être punis; dans le cas contraire, on ne peut les traiter que comme des ilotes privés de leurs droits politiques. »

Genissieux demande le rapport de la loi sur le désarmement.

Chénier, rapporteur de cette loi, dit qu'elle était utile après les crimes des 12 germinal et des premiers jours de prairial, mais qu'elle est devenue entre les mains des meneurs actuels des sections une arme contre les patriotes qu'il faut leur enlever. Il appuie le rapport. Il est décrété.

Colomb lit deux arrêtés pris par les sections des Gardes-Françaises et des Thermes, portant qu'elles n'ont pris aucunes délibérations contraires aux décrets de la Convention, et qu'aucun de leurs électeurs n'a assisté à la réunion qui a eu lieu au Théâtre-Français. Applaudi.

Séance de duodi au soir, 12 Vendémiaire.

Les comités de gouvernement annoncent qu'ils s'occupent des moyens de confondre les ennemis de la liberté. Ils proposent en conséquence une proclamation tendante à repousser

Digitized by Google

les calomnies dont les royalistes cassaient de flétrir la Convention. La voici :

La Convention nationale, aux citoyens de Paris.

Après avoir épuisé tous les moyens fraternels, la Convention nationale est résolue de faire cesser enfin cette lutte scandaleuse élevée entre la volonté générale du peuple et une poignée de royalistes. Elle poursuivra les factieux partout où ils se trouveront; elle brisera tous les appuis dont ils voudraient s'aider. Elle compte sur les républicains, tant soldats citoyens, que citoyens-soldats. La malveillance accuse la Convention d'avoir appellé autour d'elle les terroristes. Non! jamais nous n'appellerons le crime au secours de la vertu; la vertu est assez forte par elle-même pour triompher de tous les obstacles.

La Convention a fait un appel aux patriotes de 89; les comités devaient ne pas rendre cet appel illusoire.

Beaucoup d'excellens citoyens se sont présentés pour demander des armes; mais on n'en a délivré qu'à ceux qui étaient munis de leur carte de citoyen, qu'à ceux qui ont juré de défendre les personnes et les propriétés. Leur devise est : *La République, la liberté, l'humanité.* Parmi eux on compte des militaires distingués par leur service, et plusieurs de ceux qui, dans les 1ers. jours de prairial, contribuèrent à faire triompher la République par leur courage.

Quelques chouans s'étaient glissés parmi eux, on les a chassés. Cette phalange républicaine a demandé pour commandant le général Berruyer et l'a obtenu.....

Amis des lois, défenseurs de la liberté, écoutez la voix du devoir! Et dès que le cri de *Force à la loi* se sera fait entendre, rangez-vous sous les étendards de la vertu! A votre aspect imposant, les conspirateurs fuiront, et bientôt la paix et le bonheur s'éleveront sur les ruines de toutes les factions.

Applaudissemens universels.

Ce projet de proclamation est adopté.

Chenier : Je dois vous faire part des bruits qui se répandent. Il faut que les comités de gouvernement soient tenus de vous instruire à l'instant de ce qui se passe dans Paris. Il faut qu'ils vous disent si la majorité du peuple français est respectée, si les royalistes doivent enfin plier devant l'autorité nationale. Un membre : Nous sommes trahis. Delaunay (d'Angers) : Vos comités ont pris toutes les mesures nécessaires pour faire exécuter vos décrets, et respecter la volonté nationale. La section Lepelletier est investie. Cela n'est pas vrai, dit un membre. Les colonnes s'étaient repliées, ajoute Delaunay, mais on leur a donné ordre de retourner. L'arrestation de Menou, s'écrie-t-on. Chenier : Je n'ai pu croire, pour l'honneur des comités, à une honteuse capitulation entre la nation et quelques fac-

Digitized by Google

tieux. Pouthier à la tête de la force armée est un ancien baron. Bentabolle : Je demande que Barras soit investi du commandement. Cette motion est décrétée.

Séance de tridi, 13 *Vendémiaire*.

Depuis la nomination de Barras, chef de la force armée, l'Assemblée est restée en permanence, se reposant sur les comités de gouvernement.

Il est midi, le nombre des défenseurs de la Convention augmente considérablement ; le Carouzel, les Tuileries, la place de la Revolution, tous les ponts sont exactement gardés, tant par les troupes de ligne que par les bons citoyens de plusieurs sections. De l'interieur de la salle, on entend chanter par tous ces citoyens les couplets de la *Marseillaise*, et les cris de *Vive la Convention* en sont le refrein.

Fréron monte à la tribune ; il annonce qu'il vient du faux-bourg Antoine, et que ses habitans, au seul nom de royaliste, ont juré d'exterminer ces lâches ennemis de la patrie. Les sections des Quinze-vingts, de Popincourt et de Montreuil, sont rangées sous les murs de la Convention.

Applaudissemens.

Barras, chef de la force armée, instruit la Convention que les sections des Thermes et des Gardes-Françaises sont déterminées à répandre leur sang pour la representation nationale. Restez, dit-il, à votre poste, et je me rends au mien.

A quatre heures et demie, les cris *aux armes* se font entendre dans tous les environs du Palais National. Le président invite ses collegues rassemblés dans la salle à prendre place ; les uns prennent place en silence, les autres marchent à la tête des bataillons ; après quelques minutes, les décharges d'artillerie et de mousqueterie se font entendre.

Que tous se mettent en place, dit Legendre, recevons la mort avec l'intrépidité qui appartient aux amis et aux fondateurs de la République.

Le feu continue, l'Assemblée reste calme ; une partie des députés sort pour se mêler aux soldats.

Lecointre-Puiravaux demande que tout le monde reste, ou que tout le monde sorte avec les bataillons.

A cinq heures, on entend une vive fusillade qui paraît dirigée contre le comité de sûreté générale ; une décharge d'artillerie répond vigoureusement à la fusillade.

On n'entend plus tirer du côté du Petit-Carousel ; un membre qui rentre annonce à demi-voix, à quelques uns de ses collegues, que les rebelles sont déja repoussés. On entend dans le jardin, *vive la République !* Un grenadier portant son fusil d'une main et un drapeau de l'autre, entre dans la salle ; il est accompagné d'un citoyen qui paraît désarmé et de deux officiers-généraux. Ce drapeau a été pris sur les rebelles ; sa

Digitized by Google

vue excite dans les tribunes des cris de *vive la République !* L'Assemblée reste calme. Des cris se mêlent de nouveau dans le jardin au bruit de nouvelles fusillades, une piece de canon pointée sur une maison située au-delà de la terrasse des Feuillans en déloge les rebelles, qui s'y étaient réfugiés pour ajuster les républicains. Un député vient demander aux citoyennes qui étaient restées dans les bancs des pétitionnaires, des épingles et du linge pour servir aux pansemens des blessés. Nous les panserons nous-mêmes, disent-elles, et en même tems elles se rendent dans la salle où elles prodiguent aux blessés les soins les plus empressés.

Le feu diminue progressivement, et on ne l'entend plus que par intervalles.

Merlin (de Douay) annonce que les républicains ont battu les révoltés : Ce n'est pas sans douleur que j'en parle, dit il, puisqu'il en coûte du sang français ; mais au moins les amis de la patrie n'ont pas à se reprocher d'avoir commencé le combat. Les comités avaient ordonné au général de ne point attaquer ; ils lui avaient recommandé d'éluder les provocations. Le combat a commencé par une trahison ; plusieurs rebelles, dont l'un portait un drapeau, se sont avancés vers le comité de sûreté générale : là, quelques-uns d'entr'eux ont déposé les armes et le drapeau, et ont embrassé un capitaine des grenadiers de la Convention, en criant *vive la République !* Au même instant, des coups de fusils tirés par ceux des rebelles qui étaient restés derrière les premiers, ont blessé plusieurs de nos militaires. Voilà comme l'affaire a commencé.

Quelques citoyens des tribunes ayant applaudi, la Convention ordonne de faire silence.

Le président annonce que les secours les plus actifs ont été portés aux blessés, par les députés eux-mêmes.

Le baron de Staël, ambassadeur de Suede, arrive dans la loge des ambassadeurs ; il est armé d'un sabre comme les représentans.

A sept heures, les coups de feu ne s'entendent plus qu'à de longs intervalles.

Cavaignac rend compte de l'avantage remporté par les défenseurs de la République, dans un poste important, au coin de la rue de la Convention. Les soldats républicains attaqués là par une foule de rebelles, leur ont riposté avec vigueur : secondés par deux pieces de canon bien servies, ils ont repoussé l'ennemi jusques dans l'église Saint-Roch, où il s'est enfermé : on a eu peine à contenir l'ardeur du soldat, qui voulait les forcer dans leur retraite ; mais comme on ne connaissait pas la force de l'ennemi, et qu'on craignait de donner dans un piége, on a arrêté la troupe. Le général Berruyer a eu un cheval tué sous lui, quatre adjudans généraux blessés dangereusement se sont conduits avec le plus grand courage ; nos

Digitized by Google

soldats poursuivent les rebelles, et quelques coups de canon sont tirés de tems en tems pour les empêcher de se rallier.

Blanc (des Bouches-du-Rhône) demande la liberté définitive du directeur des douanes d'Arles, qui, mis provisoirement en liberté par le comité de sûreté générale, s'est porté aujourd'hui à la tête de la force armée contre les rebelles, et a eu la cuisse cassée. La proposition est décrétée.

Villetard demande justice pour cinq blessés. Ce sont, dit-il, des patriotes purs que poursuivent les royalistes, d'après le système horrible qu'ils avaient adopté pour faire périr les républicains; tout ce qu'ils vous demandent, citoyens, c'est que leur affaire avant d'aller aux tribunaux, soit portée devant le comité de législation. (Il est neuf heures et demie.)

Barras vient rendre compte qu'il n'a donné ordre de tirer sur les rebelles qu'après qu'eux-mêmes ont fait feu sur les républicains. Nous avons été attaqués sur toute la ligne depuis la rue de la Convention jusqu'au jardin de l'Infante, et en retournant jusqu'au pont de la Révolution. Par-tout l'ennemi a été terrassé; dans quelques endroits ils ont cherché à dépaver les rues: je leur ai ordonné de cesser et de se retirer, ils ont répondu par une fusillade; le canon nous en fait raison. Toutes leurs positions sont à nous, et s'ils ne se rendent pas, ce qui reste de ces révoltés subira bientôt le sort des autres. Ils disaient qu'ils voulaient seuls gouverner, et demain ils auraient proclamé un roi s'ils avaient eu le dessus. Mais leur projet n'aurait pas réussi, car la masse imposante des bons citoyens de Paris s'est montrée aujourd'hui.

Le rapport de Barras sera inséré au bulletin.

Paganel raconte qu'il a rencontré un des révoltés à cheval; il portait au pommeau de son épée un drapeau blanc.

A minuit et demi, Louvet (du Loiret) propose la proclamation suivante:

FRANÇAIS,

L'une des plus vastes conspirations dont les annales de la révolution française devront conserver le souvenir, était sur le point d'éclater. Depuis long-tems les royalistes avaient préparé leurs complots; les libelles incendiaires, les manœuvres corruptrices, tous les moyens d'agiotage et de la disette avaient été employés. Ils avaient espéré de séduire les défenseurs de la Convention nationale et de la patrie; non contens de jetter parmi les citoyens les germes de la guerre civile, ils avaient essayé de diviser les représentans du peuple entr'eux.

C'était l'époque des assemblées primaires qu'ils avaient choisie pour l'accomplissement de leurs projets. La nation sait déjà combien ils avaient usurpé sur ses droits, combien ils avaient éprouvé la patience du peuple et de ses représentans. Ils n'avaient pu néanmoins parvenir à la lasser. La Convention na-

Digitized by Google

tionale calomniée, déchirée, proscrite par quelques sections, supérieure à des outrages personnels, mais trop indulgente, peut être sur les atteintes portées aux droits de tous, avait par son décret du 11 vendémiaire accordé à quelques sections quatre jours encore pour terminer leurs élections : elle avait promis aux agitateurs même le pardon de leur désobéissance à des lois antérieurement proclamées ; ils ont méprisé sa clémence, ils ont provoqué sa justice. Le tems qui leur était donné pour se repentir, ils l'ont employé à combler leurs forfaits.

Dans la journée du 12, ils n'ont cessé de publier d'horribles proclamations ; ils ont à grands cris appellé la guerre civile ; ils se sont armés pour la faire, et ils ont indiqué l'heure à laquelle ils entendaient la commencer. Sommés de déposer leurs armes et d'obéir aux lois, ils ont résisté. Une commission centrale s'est établie sous leurs bayonnettes ; et comme il faut qu'un esprit de vertige frappe les méchans, ils se sont crus assez forts pour produire à leur électorat et à la présidence de leur commission l'un des plus effrontés écrivains de la royauté. Ils ont créé une armée, nommé des généraux, et prêts à recommencer l'affreuse journée du 31 mai, on les a vu rapprocher dans dix sections diverses leurs bandes parricides : on a vu, comme au 2 juin, quelques intrigans forcenés tromper une masse crédule : ils ont marché près de trente mille ; ils sont venus de toutes parts cerner les représentans du peuple au lieu de leurs séances.

On voulait encore espérer qu'ils s'arrêteraient sur le bord de l'abîme : les défenseurs de la Convention avaient l'ordre exprès de mépriser toutes les insultes, et d'éviter à tout prix que le sang des citoyens fût versé ; mais l'étranger perfide, l'émigré féroce et leurs dignes complices, ont voulu consommer le crime : ils ont commencé par la plus lâche trahison.

Leur troupe perfide s'approche ; elle met bas les fusils, lève les chapeaux, présente le drapeau de son bataillon, fait entendre des paroles de fraternité ; et c'est à l'instant où le chef des sectionnaires embrasse le commandant du poste, que les révoltés font sur les soldats de la liberté deux décharges de mousqueterie qui abattent 23 guerriers ; aussitôt le combat s'engage sur plusieurs points. Français, entre les vainqueurs de Neuwa, du 14 juillet et du 10 août d'une part et les satellites de Louis XVIII, le combat ne pouvait être long, et ce canon vengeur, dont les éclats retentissaient encore, va apprendre au frère du dernier de nos tyrans, stationné près la baie de Bourgneuf, qu'il attende en vain ces mouvemens de si loin préparés, et que cette route vendéenne que, dans son fol espoir, il voyait ouverte jusqu'aux portes de la Convention, est à jamais fermée.

Français, la Convention nationale vient de combattre pour

Digitized by Google

cette constitution que des hypocrites n'embrassaient qu'afin de la détruire ; et comme il n'y a pas de calomnie si absurde, que la rage des factions ne tâche d'accréditer, ils nous accusaient de vouloir nous perpétuer dans nos fonctions au moment où nous avancions de dix jours le terme prochain de la convocation du corps législatif ; comme alors que nous proclamions le pardon des injures et l'oubli des erreurs, ils osaient répéter cette inculpation, que nous voulions relever les échafauds de la terreur. Non, jamais l'affreux régime de Robespierre ne pèsera sur notre patrie ! Qui donc aurait plus d'intérêt à le combattre que nous, nous si long-tems ses victimes, et nous ses vainqueurs ?

Mais il est tems qu'une crainte salutaire entre au cœur des brigands qui avaient creusé sous nos pas le tombeau de la République, et qui préparaient la perte de tous les amis de la liberté, persécutés sous différens prétextes.

Ils seront punis ; les héritiers de leurs projets seront comprimés ; malgré leurs efforts, nous maintiendrons ici la sûreté des personnes et des propriétés. Nous arracherons encore une fois cette grande commune à ses propres fureurs, et nous obligerons enfin ceux qui l'agitent à reconnaître qu'entre toutes les parties de la République la plus parfaite égalité doit régner.

Français, la Convention nationale vous conservera le précieux dépôt de vos lois nouvelles : elle veille sur vos intérêts les plus chers ; elle vous recommande l'oubli des haines, et la surveillance des méchans ; elle vous invite au calme, à l'union.

La proclamation est adoptée, on en décrète l'insertion au bulletin, et l'envoi aux départemens et aux armées.

On suspend la séance pour quelques momens.

A onze heures et demie, Barras annonce que les rebelles de la section Lepelletier sont désarmés. Ils avaient tiré les premiers, et un sergent des canonniers avait été tué sur sa pièce, avant qu'on eût répondu à leur feu.

Génissieux demande que la commission des onze présente un projet de loi contre tout infracteur des décrets des 5 et 13 fructidor, qui sont devenus par le vœu du peuple, loi fondamentale de l'état. Renvoyé à cette commission.

Fermont donne lecture d'une lettre particulière, mais dont il garantit l'authenticité, dans laquelle on lui marque que nos braves soldats viennent de remporter une victoire sur Charette. (Applaudissemens.)

Chénier : En attendant que les comités vous présentent une proclamation pour éclairer les départemens sur les journées des 13 et 14 vendémiaire, ils m'ont chargé de vous en présenter une qui serait adressée aux citoyens de Paris, en particulier.

Digitized by Google

Il fait lecture de la proclamation suivante :

Dans la journée du 13 vendémiaire les rebelles ont osé attaquer à force ouverte la Convention nationale. Ce n'était plus par d'atroces calomnies, par des imprécations homicides, c'était les armes à la main que les royalistes provoquaient le massacre des représentans du peuple, et toutes les horreurs de la guerre civile ; sur trois points différens ils ont porté les premiers coups ; les troupes de la République, qui avaient reçu l'ordre de ne pas commencer le combat, mais de repousser la force par la force, n'ont employé leurs armes qu'après avoir essuyé la fusillade des révoltés ; les Républicains, forcés de vaincre ont vaincu : ainsi le Peuple Français et la Convention nationale ont encore une fois triomphé des factieux ; ainsi la loi s'est trouvée plus forte que la rebellion.

La Convention nationale, puissante et juste comme la nation qu'elle représente, sera ce qu'elle était avant la victoire, indulgente pour l'erreur, sévère seulement contre le crime. Dans ce moment, les rebelles sont soumis, même dans le quartier-général de la section Lepelletier, principal foyer de la révolte. Que les partisans de l'ordre demeurent paisibles, qu'ils se reposent avec confiance sur les intentions paternelles du gouvernement. Tout acte de rebellion sera réprimé ; le crime sera puni ; les citoyens égarés seront instruits ; les patriotes amis des lois seront honorés par la reconnaissance publique ; les propriétés seront inviolablement respectées ; la constitution survivra aux coupables manœuvres des émigrés, des chouans, des royalistes, des fanatiques et des agioteurs ; et cette nouvelle victoire est l'époque du terme glorieux de la révolution et de l'éternel affermissement de la République.

Voici le projet de décret.

La Convention nationale décrète.

« Art. Ier. L'adresse présentée au nom des comités de salut public et de sûreté générale, sera insérée au bulletin, proclamée et affichée sur-le-champ dans Paris.

» II. Les républicains qui ont vaincu les rebelles royalistes dans les journées des 13 et 14 vendémiaire, n'ont cessé de bien mériter de la patrie. »

Deux volontaires sont admis à la barre. Ils présentent à la Convention nationale un drapeau qu'ils ont pris sur les rebelles de la section Lepelletier.

Un membre demande que le président donne à ces deux volontaires l'accolade fraternelle. L'accolade leur a été donnée au milieu des plus vifs applaudissemens.

Dans la séance de la nuit du 13 au 14, la Convention a décrété que tous ceux des habitans de Paris qui ont des moyens de fortune suffisans pour se pourvoir de pain, viande et autres denrées de première nécessité, ne recevront plus la

Digitized by Google

ration que le gouvernement leur faisait distribuer, et que ces économies tourneront au profit des autres citoyens.

Séance de quartidi, 14 Vendémiaire.

L'on procede à l'appel nominal pour le renouvellement par quart du comité de salut public. Les membres sortans, sont : Lariviere, Gamon, Bard et Marec ; ceux qui les remplacent, sont : Chenier, Gourdan, Eschasseriaux aîné et Taibaudeau.

Génissieux : Le comité de sûreté générale renvoie presque sans examen la plupart des individus faits prisonniers dans la journée d'hier. Je demande qu'il soit sursis à toute mise en liberté, jusqu'après le rapport des comités sur cette journée. Cette proposition est adoptée.

Sur le rapport des comités de salut public et de sûreté générale, la Convention decrete que les grenadiers de la représentation nationale, les troupes du camp sous Paris, les canoniers, la légion de la police générale, les militaires invalides, le bataillon de la section des Quinze-Vingts, les gendarmes licenciés, et les citoyens qui ont pris volontairement les armes pour repousser les rebelles dans la journée du 13 vendémiaire, ainsi que les généraux sous lesquels ils ont combattu et les généraux destitués, non remplacés qui se sont joints aux bataillons, ont bien mérité de la patrie.

Laporte : La République si long-tems avilie, a été vraiement sanctionnée hier et aujourd'hui, par le courage des défenseurs de la patrie, des patriotes de 89. Il faut que cette victoire prépare à la liberté ; il faut que le royalisme soit comprimé, en sorte qu'il ne se releve jamais. Il faut que tout ce qui combattit la patrie soit puni, et que le sang des patriotes soit vengé. (Vifs applaudissemens.) Pour que ces mesures soient efficaces, il faut les centraliser. Je demande qu'il soit nommé une commission de trois membres, qui fasse, seance tenante, un rapport et présente des mesures sur le passé et le présent.

Chenier : Il importe au salut public que la Convention consolide la victoire remportée hier sur le royalisme ; mais elle ne le peut que par des mesures sages à la fois et vigoureuses, et tellement réfléchies qu'elles ne dépassent pas le but qu'on doit se proposer. Il est des mesures relatives aux individus, d'autres aux sections ; il en est aussi pour cette assemblée électorale qui a voulu rivaliser avec la représentation nationale. Je demande que les comités fassent promptement le rapport sur cette conspiration ; et dès que les faits vous seront connus, vous prendrez des mesures.

Les propositions sont renvoyées aux comités.

Quirot, par motion d'ordre, dit que la loi du 12 fructidor dernier, qui ordonne la mise en jugement des citoyens pré-

Digitized by Google

venus de délits commis sous le régime de la terreur, rencontre beaucoup de difficultés dans son exécution, et il propose de mettre en liberté tous ceux qui n'ont commis ni assassinats, ni dilapidations.

Gourdan demande le rapport de la loi elle-même, et se fonde sur ce que, d'après cette loi, les prévenus doivent être jugés par les juges de paix, qui la plupart ne sont point attachés à la République et sont influencés par les sections.

Thibaudeau : La victoire remportée hier sur les royalistes serait à mes yeux une grande calamité, si elle devait amener des divisions dans le sein de la Convention : cette victoire n'est point l'ouvrage d'un parti, elle est l'ouvrage de la Convention entière; j'espère aussi que la Convention toute entière se ralliera autour des principes. On l'a dit, et c'est une grande vérité, qu'en révolution, il n'est rien de plus malheureux que de marcher de réaction en réaction. Ce qui me console, c'est moins d'avoir vaincu le royalisme, que de voir approcher le moment où la constitution marchera, et où sera brisé l'instrument de l'arbitraire, que personne sans doute n'osera ressaisir d'ici à la mise en activité de la constitution. Il est vrai qu'on a abusé de la dénomination de *terroristes* : sans doute on a persécuté des patriotes; mais il ne faut pas en conclure qu'il n'ait jamais existé un système de terreur : il n'est que trop notoire que la révolution a été déshonorée par des crimes inouis. Restons dans le juste milieu que prescrit la sagesse. Distinguons les opprimés d'avec les coquins. Je m'oppose au rapport subit de la loi du 12 fructidor.

La proposition de Quirot est renvoyée au comité de sûreté générale.

Letourneur (de la Manche) annonce un avantage remporté par l'armée d'Italie et qu'elle a repris l'offensive.

Séance de quintidi, 15 *Vendémiaire*.

Letourneur (de la Manche), au nom du comité de salut public, annonce que les Anglais ont sommé le commandant de Noirmoutiers de se rendre.

La sommation faite par l'amiral anglais au capitaine Tremblay, commandant de l'isle de Noirmoutiers, est ainsi conçue :

« Monsieur, je vous instruis qu'une escadre composée d'Anglais et de Français environne votre isle : elle eût déjà pu s'en emparer, mais j'ai mieux aimé vous inviter à la rendre à son légitime souverain. *Monsieur*, frere de sa majesté très-chrétienne Louis XVIII, est à bord de l'escadre; sa présence est un sûr garant de la pureté de nos intentions. Choisissez entre une résistance indiscrette et votre devoir. Son altesse royale vous promet protection, ainsi qu'à votre garnison et aux habitans de l'isle. »

A cette sommation le capitaine Tremblay a fait deux ré-

Digitized by Google

ponses ; dans la premiere, il demande une suspension d'armes de 24 heures ; il dit dans la seconde : Nous avons accepté la constitution républicaine ; nous ne voulons point reconnaître d'autre loi ; les menaces ne peuvent effrayer des hommes accoutumés à vaincre. *Vive la République !* (Applaudissemens.) Ces nouvelles seront insérées au bulletin.

Delaunay (d'Angers), au nom des comités de gouvernement, présente un projet de décret pour la punition de la dernière rébellion. En voici quelques dispositions :

1°. Ceux qui ont été membres de comités militaires ou de commission d'exécution, et ceux qui ont commandé en chef une ou plusieurs colonnes, seront punis de mort.

2°. Ceux qui ont fait partie des rassemblemens armés en révolte, seront déportés.

3°. Les citoyens de la première requisition faisant partie des rassemblemens armés, seront punis de six années de fer, les autres devront sortir de Paris dans les 24 heures, sous peine de deux années de fer.

4°. Les habitans entraînés dans les colonnes et faits prisonniers, seront punis de la détention.

La discussion s'ouvre sur ce projet. Nous en donnerons le résultat et le texte du décret dès que sa rédaction aura été définitivement adoptée.

NOUVELLES OFFICIELLES.

Le représentant du Peuple, près les armées de l'Ouest, des côtes de Brest et de Cherbourg, à ses collègues composant le comité de salut public ; à Mathecoul, le 9 vendémiaire, l'an quatrième de la République une et indivisible.

« Je vous ai annoncé, par mon dernier, chers collègues, que les vaisseaux anglais paraissaient depuis plusieurs jours en grand nombre sur cette côte ; des rapports multipliés nous ont appris qu'ils attendaient l'arrivée de l'armée de Charette, qui formait un grand rassemblement du côté de Belleville, à l'effet de protéger le débarquement projetté des émigrés avec le ci-devant comte d'Artois.

« Je vous fais passer copie de la sommation faite au commandant de Noirmoutier par le commandant anglais ; son contenu s'accorde entièrement avec les rapports qui nous avaient été faits : vous y verrez que ce commodore annonce la présence de *Monsieur*, frere de Louis XVIII, et l'arrivée prochaine de l'armée catholique et royale. Le général en chef Hoche, instruit des desseins de l'ennemi, se décida sur-le-champ à marcher sur Charette, et à le faire attaquer sur plusieurs points,

Digitized by Google

sans attendre l'arrivée des troupes qui lui venaient des Pyrénées et des autres armées, et il fit des dispositions en conséquence : les ordres du général ont été exécutés. Plusieurs postes des rebelles ont été attaqués et enlevés dans les premiers jours de ce mois, notamment celui de Saint-Vincent sur Craon, où ils ont perdu plus de 80 hommes.

» Charette, de son côté, avait formé un rassemblement considérable, avec lequel il se porta sur le poste de Saint-Cyr, où nous n'avions que 200 hommes au plus. Ce faible poste tint seul tête aux rebelles pendant plus de deux heures; ce qui donna le tems de lui envoyer des troupes de Luçon. Ce secours arrivé, l'ennemi fut repoussé et battu à plate-couture. Nous n'avons pas encore les détails; mais nous avons la certitude, d'après le rapport de plusieurs prisonniers et des paysans qui se sont rendus à nous, que Charette a perdu dans cette affaire plus de 400 hommes et un de ses chefs de division nommé Guérin, auquel il était singulièrement attaché, et qu'il a beaucoup regretté. Il paraît certain que le projet de Charette, qui connaissait la faiblesse des postes que nous avions dans cette partie, était de percer par la mer pour se rendre maître de la côte, et alors les Anglais auraient effectué un debarquement sur la côte de l'Aiguidou; mais la déroute qu'il a essuyée a dérangé toutes ses combinaisons.

» Dans le même tems, l'armée marchait à Belleville sur trois colonnes de 3 000 hommes ou environ; l'une, commandée par le général en chef, partie de Macheconl, est passée par Leger; la seconde, commandée par le général de division Bonnaud, est partie de Nantes; la troisieme, commandée par le général Grignon, est partie de Chalans.

» Ces trois colonnes sont arrivées le 7 à Belleville, quartier-général de Charette : par tout les brigands ont été dispersés et mis en fuite; nulle part ils n'ont osé attendre les troupes républicaines; ils ont cependant attaqué le 7 au matin l'arriere-garde de la colonne commandée par Bonnaud, à la tête de laquelle j'étais. Le bataillon de la Gironde se mit en bataille et marcha sur eux au pas de charge, et lui seul a suffi pour les mettre en déroute et les disperser dans le bois : on en tua plusieurs, on leur prit deux voitures de pain. Charette était parti de Belleville quatre à cinq heures avant notre arrivée : il n'avait pas plus de 5 à 600 hommes avec lui, dont plusieurs sont déja dispersés. D'après les rapports qui nous ont été faits, nous n'avons trouvé à Belleville que quelques fusils et des sabres, et quelques provisions de bouche; Charette a fait enterrer les deux pieces de canon qu'il a eues du premier débarquement : nous n'avons pas pu les retrouver.

» Le lendemain de notre arrivée à Belleville, le général en chef a donné l'ordre aux trois colonnes de retourner chacune à leurs postes, sauf à poursuivre de nouveau Charette lorsque

Digitized by Google

les troupes des Pyrénées seraient arrivées ; ce qui ne tardera pas, car nous sommes instruits que la première colonne a dû arriver aujourd'hui à Luçon. Nous avons rencontré hier soir, près de Leger, une colonne de brigands qui a attaqué quelques hommes écartés de leurs corps ; ils ont été mis complettement en déroute : on leur a tué ou blessé plusieurs hommes, et la douzième demi-brigade les a poursuivis plus d'une lieue et demie.

» L'expédition que nous avons faite avait le double but de dissiper le rassemblement de Charette pour le mettre hors d'état de protéger le débarquement projetté, et de montrer à toute la France la faiblesse de ce chef des brigands, dont les ennemis de la République exagéraient les forces pour effrayer les uns et ranimer le courage des autres.

» Le but a été parfaitement rempli ; les troupes de Charette ont été de tout côté battues et dispersées ; et le chef Hopt, qu'on nous peignait comme si redoutable, a été réduit à fuir dans les bois devant une poignée de Républicains ; il leur a suffi de se montrer pour dissiper cette prétendue armée, qui fondait l'espoir de tous les malveillans ; enfin, en arrivant ici aujourd'hui, nous avons appris que les Anglais ont appareillé hier de la baie de Bourgneuf : je ne sais encore de quel côté ils ont fait voile ; mais il est vraisemblable qu'ils ont appris la déroute de Charette, et que ne comptant plus sur son appui, ils se sont retirés pour éviter les coups de vent de l'équinoxe. Je ne crois pas qu'ils osent tenter un débarquement ailleurs ; en tout cas, s'ils osaient, tout nous promet qu'ils éprouveront bientôt le même sort qu'à Quiberon : ainsi les espérances des royalistes sont encore une fois déjouées. Je vous envoie une lettre trouvée au quartier général de Charette, qui vous donnera des renseignemens intéressans sur leurs projets ; vous y verrez qu'ils comptent sur un parti nombreux de constitutionnels dans le pays chartrain (ils désignent sous ce nom les partisans de la constitution de 1791) : ceux-ci pourront y avoir le sort qu'on leur prépare, et apprendre qu'ils ne sont que des instrumens dont on veut se servir pour les briser ensuite. »

Salut et fraternité.

Signé, CHARLES COCHON.

Le général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg, au citoyen Letourneur, représentant du peuple ; A Luçon, le 16 vendémiaire, l'an 4e. de la République Française.

« Citoyen représentant, je ne sai pas tergiverser avec les principes et la fidélité des sermens ; aussi je n'ai pas balancé, aussitôt que je me suis apperçu des troubles dont Paris était menacé, de faire mon plan de campagne pour tirer la Convention d'affaire. Par ces dispositions, en deux jours Paris

Digitized by Google

était aux abois, sans tirer un coup de fusil, et la Convention triomphante était rendue à son indépendance et faisait rentrer dans le néant la horde scélérate de royalistes qui, depuis long tems, feint de proclamer la souveraineté du peuple pour mieux lui donner un maître.

» Déjà j'avais expédié un courrier au représentant du peuple Bodin pour l'inviter à venir me requérir de mettre en marche la colonne républicaine.

» Vous voyez, cher et ancien collègue, que je voulais, dans un moment décisif, donner aux fondateurs de la République des preuves non équivoques de mon inviolable attachement. »

Agréez avec bienveillance ma salutation fraternelle.

Signé, AUBERT-DUBAYET.

Notice de divers papiers trouvés sur les émigrés à Quiberon.

Divers papiers imprimés et manuscrits ont été trouvés sur les émigrés à Quiberon, le porte-feuille de l'évêque de Dol renferme peut-être ce qu'il y a de plus curieux en ce genre.

1°. Une lettre datée de Jersey, le 30 novembre 1793, souscrite en commun par les évêques de Bayeux, Dol, Tréguier; par de Fayale, vicaire-général de Rennes; Durand de la Faronnière, vicaire-général de Saint-Malo; Cafury, vicaire-général de Saint-Brieuc; Grave de la Rive, vicaire-général de Coutance; de l'Archaucel et Floyd, vicaires-généraux de Quimper; Leval de Tromelin, vicaire-général de.....; Dubois Gubban, vicaire-général d'Avranches. Cette pièce est adressée à tous ceux qu'il plaira à *nos seigneurs* de désigner pour passer en France, et travailler dans l'armée royale au salut des ames.

On leur accorde le pouvoir d'entendre les confessions, *même des personnes du sexe, en tout lieu, et sans treillis*, en prenant toutefois les précautions que la prudence et la décence doivent inspirer.

Pouvoirs pour *dispenser des sermens* qui ne peuvent porter préjudice à *un tiers* ou au salut de celui qui les a faits, etc.

2°. Un mandement de Jean-Charles Coucy, évêque de la Rochelle, adressé aux *royalistes de son diocese*, qui se sont dévoués au *rétablissement du trône*, avec l'armée de la Vendée et celle des émigrés à Quiberon; il respire la fureur contre la nation et la représentation nationale; il les assure que leurs chefs, dont il fait grand éloge, les conduiront de triomphes en triomphes.

3°. Discours de l'évêque de Dol, prêché à Bath, près

Digitized by Google

Bristin, le 30 mai 1794; il y fait l'éloge du roi George, et le recommande aux prieres de sa *généreuse nation*.

4°. Extrait d'une lettre du comte d'Artois, se disant lieutenant général du royaume, datée d'Osnabruck le 22 fevrier 1795; il annonce à Puisaye, général en chef de l'armée catholique et royale de la Bretagne, qu'il a fait passer au duc d'Harcourt ses ordres pour ce qui concerne l'exercice des fonctions apostoliques de l'évêque de Dol.

5°. Notes de l'evêque de Dol, sur les curés à placer, les intrus à destituer.

6°. Lettre du cardinal Maury, datée de Montefiascone, le 19 avril 1795, dont la teneur suit :

Lettre du cardinal Maury.

J'ai reçu le même jour, mon cher seigneur, les deux lettres dont vous m'avez honoré à deux mois de date l'une de l'autre; je n'ai pas perdu un moment pour demander au pape la prorogation des pouvoirs que sa sainteté vous a accordés par son bref du 25 janvier 1794 ..... Notre saint-pere a bien voulu accueillir favorablement ma demande.

Vous verrez par la lettre ci-jointe, qui vous est adressée par son E. M. le cardinal Zelada, secrétaire d'état, que le pape proroge en votre faveur tous les pouvoirs *extraordinaires* qu'il vous a confiés, jusqu'à ce qu'ils soient formellement révoqués, et qu'il vous autorise en outre à les transmettre aux vicaires-généraux qu'il vous plaira choisir, bien entendu, comme on en est sûr, qu'ils n'auront ni juré, ni adhéré au schisme..... Je me félicite d'avoir obtenu ce que vous desiriez, et d'avoir pu vous montrer la haute estime dont je suis pénétré pour vous, par la promptitude de mon empressement à m'acquitter de votre commission.

Je desire à présent que vous exerciez les pouvoirs, et que vous ne les exerciez pas long-tems; c'est une nouvelle et brillante carriere que la Providence ouvre à vos talens et à vos vertus..... Je vous envie les consolations que vous goûterez durant le cours d'une si sainte mission.... ; personne n'est plus digne que vous de la remplir glorieusement, et je regrette que les circonstances ne vous aient pas permis de vous livrer plutôt à cette grande œuvre, qui doit vous associer avec tant d'éclat aux restaurateurs de l'autel et du trône dans notre coupable et malheureuse patrie. Agréez, avec les vœux inexprimables que je forme pour vos succès, le sincere et respectueux attachement dont je me félicite, mon cher seigneur, de vous offrir les plus fidelles assurances.

C'est dans le cours de ma visite pastorale que je reçois la réponse du saint-pere, et que je me flatte de vous l'adresser,

Digitized by Google

en vous priant d'être bien assuré de mon dévouement le plus respectueux et le plus tendre.

Signé, le cardinal MAURY.

Pour adresse est écrit :

A monseigneur l'évêque de Dol, chez monsieur l'évêque de Saint-Pol d'Elavez,

A Londres.

7°. Un indult scuvert par le cardinal Zelada, mais qui ne paroît pas revêtu des formes usitées en cour de Rome.

8°. Pouvoirs accordés par le pape à l'évêque de Dol, entr'autres celui de dire tous les jours la messe de *requiem* à un autel portatif, et de délivrer par son application une ame du purgatoire; d'absoudre les prêtres intrus; mais le saint père se réserve l'absolution des évêques *intrus*, qui assurément ne la lui demanderont pas.

9°. Mandement de l'évêque de Dol, *vicaire apostolique du saint-siège*, en date du 14 janvier 1794, aux fidèles de son diocese : dans la péroraison, il s'applique ces paroles de St. Paul : *Cætera, cum venero, disponam.*

On sait comme il a tenu parole, puisqu'il a été fusillé le 3 thermidor dernier à Vannes.

Ces pieces sont en original dans les mains du citoyen Besne, accusateur public au tribunal criminel du département des côtes du Nord à Saint-Brieux, homme éclairé et probe, pere de treize enfans, dont la connoissance présente le tableau d'un catholique zélé et d'un républicain intrépide : les copies certifiées de ces pieces sont entre les mains d'un membre du comité d'instruction publique; il possede aussi un exemplaire de cet almanach royaliste pour l'an 1794, également trouvé à Quiberon, qui semble renfermer à lui seul tout ce que le délire, la fureur, la calomnie et le crime peuvent enfanter.

Divers journaux en ont cité des extraits.

Ces pieces ont été lues au comité d'instruction publique, dans la séance du 15 fructidor, qui arrête qu'elles seront publiées par la voie des journaux.

Pour extrait conforme,

BARAILLON, *secrétaire.*

Digitized by Google

Jeq. 135

(N°. 5.)

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 25 VENDÉMIAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Samedi 17 Octobre 1795*, vieux style.)

LITTÉRATURE. POÉSIE.

MON PROJET, satyre poétique, par J. L. CHAUVIN. A Paris, chez MATHÉ, libraire, galerie de bois, maison Egalité, et chez les marchands de nouveauté.

DE tous les genres cultivés par nos poëtes, la satyre est celui qu'ils ont le plus négligé, et dans lequel ils ont le moins réussi. Depuis Boileau jusqu'à nos jours, on n'a gueres compté que Gilbert qui ait obtenu quelque succès. Ce n'est sûrement pas faute de sujets, ni de malignité nationale ; mais la malignité française tient plus à la gaieté et aux saillies de l'esprit, qu'à la satyre qui exige un ton plus soutenu et des tableaux plus fortement coloriés. Elle préfere s'exhaler en *épigrammes* et en *vaudevilles*, sorte de composition satyrique à la vérité, mais dont la forme est plus piquante, plus analogue à notre caractere, et atteint plus promptement le ridicule, et le popularise pour ainsi dire en le mettant en chanson. D'ailleurs, la satyre demande une connaissance profonde des mœurs, des travers et des vices de la société, et un talent poétique peu commun pour les peindre, assemblage qui ne se rencontre pas facilement. Les poëtes qui pourraient embrasser avec succès ce genre de composition, aiment mieux appliquer leurs talens à la scene comique qui réunit aux caracteres propres à la satyre l'intérêt de l'intrigue et des situations dramatiques, et n'offre pas le dangereux emploi des personnalités; car la malignité jouit plus à deviner un portrait, qu'à lire le nom du modele sur le frontispice. C'est ce qui nous paraît expliquer pourquoi le genre de la satyre a été peu cultivé parmi nous.

Celle dont il s'agit ici est relative à la révolution, et paraît dirigée contre la faction qui a opprimé si long-

Digitized by Google

tems la France sous le nom de *terroristes*. C'est ce qui a sans doute déterminé l'auteur à lui donner le nom de satyre *politique*. Sans doute que notre politique moderne est bien faite pour aiguiser les traits d'un Juvénal; mais les révolutions des empires ne sont elles pas un sujet trop grave pour devenir l'objet d'une satyre? Certes, elles offrent quelque chose de plus que de la raillerie.

Quoi qu'il en soit, la satyre du citoyen Chauvin est conçue en forme de dialogue qui se passe entre un *amateur* et l'*auteur*. On ne sait pas trop d'abord ce que c'est que cet amateur. Est-ce un amateur de révolutions? quel est son caractere? comment est-il amené sur la scene? On ne le voit pas, et il y a dans cet interlocuteur quelque chose de vague, d'indécis, qui nuit à l'intérêt du sujet.

L'amateur invite l'auteur à reprendre ses pinceaux poétiques: l'auteur ne se fait pas beaucoup prier. *Les vices de nos jours réveillent son génie.* L'amateur l'engage à se livrer à la carriere dramatique.

« D'une œuvre dramatique enrichissez la scene.
On le peut aujourd'hui sans talent et sans peine.
Faites un drame, allons, bien à l'ordre du jour,
Sans intérêt, sans art, avec, ou sans amour;
Bien languissant, bien froid, mais bien patriotique,
Piece versifiée en style prosaïque,
Qu'on ne se lasse point de voir et d'admirer,
Et qui ne fasse enfin ni rire, ni pleurer.
Voulez-vous du public captiver le suffrage?
Du mot de Liberté saupoudrez votre ouvrage.
Ce mot magique et cher fait pétiller d'esprit
L'ouvrage le plus plat et le plus sot écrit. »

L'auteur promet de suivre ses conseils, et de traduire sur la scene les brigands révolutionnaires dont il fait l'énumération, tels que Couthon, St. Just, Robespierre, Marat, etc., après quoi ses talens s'exerceront contre la tyrannie royale.

« Mais que faire? au théâtre on ne veut plus de rois.
Comment puis-je souscrire à de si sottes lois?
Hébertistes grossiers, à mon sens, pauvres heres,
Pour peindre des tyrans les rois sont nécessaires;

Digitized by Google

Et pour les poignarder, il faut qu'ils soient présens,
Moi, je ne vis jamais sur leurs trônes sanglans
Des princes citoyens ni des rois patriotes :
Mais j'ai vu trop long-tems des tyrans sans-culottes. »

Eh bien ! dit l'amateur, laissez le drame et faites un journal. Ceci amene un tableau des journalistes parmi lesquels on remarque celui de Richer-Serisi.

« Voulez-vous sur les pas du sombre accusateur
Phraser un beau journal en style de rhéteur ?
Imitez de Richer la verbeuse éloquence,
Ses phrases, ses grands mots, et sa vaine abondance,
Son pathos et ses fleurs et ses grands mouvemens,
Du vent de son journal frivoles ouragans.
De son style hydoprique empruntant le civisme,
Sous la chaleur des mots couvez le royalisme.
Ne raisonnez jamais. La déclamation
Doit remplacer le jour de la discussion.
Blâmez tout et l'ancien et le nouveau régime ;
A tout homme de bien refusez votre estime ;
Diffamez et les lois et les législateurs ;
Tonnez contre le crime et servez ses fureurs ;
En confondant ainsi dans une double haine
Thuriot et Boissy, la montagne et la plaine,
Vous serez accueilli des deux partis rivaux,
Honni des gens de bien, mais admiré des sots. »

L'auteur se décide enfin pour la satyre, malgré les dangers que lui fait appercevoir l'amateur, et le sort qu'ont éprouvé les plus fameux satyriques. C'est ici que l'auteur entre véritablement dans son sujet, et en annonçant ce qu'il veut faire, le fait véritablement.

« Censeur public, d'un œil à la vertu propice,
Dans les replis du cœur je poursuivrai le vice.
Oui, j'en fais le serment : d'un éternel affront
Des traîtres, des méchans je marquerai le front.
Au feu de la raison épurant le civisme,
Je veux y ramener l'obscur sans-culottisme ;

Digitized by Google

Faire de leurs excès rougir les passions,
Et d'un vers imposant taire les factions. »

Malheureusement les vers ne font pas mieux taire les factieux, et n'éclairent pas mieux les ignorans, que les mauvais succès ne corrigent les poëtes. L'auteur poursuit ainsi :

« Athènes, république, eut un Aristophane ;
Mon zèle au même emploi me voue et me condamne.
Des Cléons de nos jours, de nos grands orateurs,
Brouillons ambitieux, du peuple vils flatteurs,
Je ferai voir à nu les coupables intrigues,
La perfide avarice, et les honteuses brigues,
Et leurs vols déguisés en services rendus,
Et leurs minces talens à Philippe vendus.
Mais de l'aspect du bien rafraîchissant ma ratte,
J'honorerai Rolland, j'admirerai Socrate.
Ma muse à leurs vertus élève un double autel ;
Et j'étouffe Marat sous le buste de Tell :
Enfin des préjugés je briserai les chaînes,
Et formerai les cœurs aux mœurs républicaines. »

....

« Mais je signalerai ces faux républicains,
De la liberté sainte, apôtres inhumains ;
Tous ces vils tyranneaux, montagnards cannibales,
Comités dévorans, hordes municipales,
Dont le civisme impur est empreint de fureur ;
Qui pour fraterniser s'entouraient de terreur,
Et dans le sang français se baignant avec joie,
Poursuivaient la vertu comme un tigre sa proie. »

L'auteur ne veut point s'essayer contre les royalistes, parce qu'il prétend que ce sont des *fantômes* et des *moulins à vent*. Nous ne savons point si à l'époque où écrivait l'auteur, il croyait qu'il n'existât plus de royalistes. Pour nous, nous avons été moins crédules, et nous sommes persuadés que l'auteur sait trop bien observer pour n'être pas revenu promptement de son erreur.

Voici comment le poëte s'exprime sur la Gironde :

« Là, je vois les objets de mon amour profonde,

Digitized by Google

Ces fiers républicains, debris de la Gironde,
Si grands par leurs vertus, plus grands par leurs malheurs,
J'apperçois sur leurs traits la trace des douleurs ;
Mais tels que je les vois, ah ! je leur porte envie ;
Ils ont souffert cent maux, mais c'est pour la patrie :
Levez un front serein, trop illustres proscrits ;
Combien je vous admire en lisant vos écrits !
Rassurez-vous, vivez pour la chose publique.
Vous pouvez de nouveau fonder la République.
Ils ont fui pour jamais, ils ne sont plus ces tems,
Où la liberté même égorgeait ses enfans ;
Ces jours où dans nos murs, jadis si pleins de charmes,
La Seine ne roulait que du sang et des larmes ;
Où les Français formés en deux partis rivaux,
Et celui des proscrits, et celui des bourreaux ;
L'un conduit à la mort, l'autre à l'ignominie,
Courbaient également une tête avilie,
Sous le tranchant du fer ou le joug des tyrans.
Mais long-tems insensible à nos maux dévorans,
Le ciel a foudroyé le sombre vandalisme,
La hideuse anarchie et le jacobinisme,
Monstres dévastateurs, que de nos propres mains
Nos tyrans nourrissaient de cadavres humains. ,,

Nous ne pousserons pas plus loin nos citations. Nous en avons assez rapporté pour faire connaître et le sujet et le poëte. Ses vers sont assez faciles ; mais ils manquent de cette force et de cette énergie qui doit caractériser la satyre. Plus un genre est resserré, et plus il exige de perfection. L'auteur a trop souvent oublié que le style de la satyre n'est pas celui de la comédie. S'il veut soigner davantage sa poésie, et surtout se rendre difficile sur l'expression, il annonce des talens qui peuvent lui promettre des succès.

Digitized by Google

MÉLANGES.

Aux assemblées électorales sur les élections à la prochaine législature.

DANS un ouvrage publié il y a quatre mois, sous le titre d'*Esprit de la constitution qui convient à la France*, j'avais essayé de prouver que le mode d'élection par les corps électoraux présentait plus d'avantage et de garantie pour la chose publique, que celui des nominations faites directement par le Peuple.

Dans son projet de constitution, la commission des onze avait préféré ce dernier mode; je n'ose croire que mes réflexions aient eu quelque influence sur l'amendement de cette partie de son plan; mais du moins le retour au système des assemblées électorales m'a inspiré plus de confiance dans mes premieres idées.

Le moment est venu de faire une nouvelle épreuve de ce mode d'élection. L'expérience de six années de révoluton et de trois assemblées consécutives, doit convaincre plus que jamais les électeurs de l'importance de leurs fonctions.

L'Assemblée constituante fut composée d'élémens trop hétérogenes pour espérer qu'ils pussent s'accorder: ce fut l'effet de l'organisation politique qui existait à cette époque; mais il faut le dire à la gloire des communes et des électeurs qui en avaient nommé les représentans, la grande majorité fut toujours pure, énergique, et digne de la mission qui lui avait été confiée. Par sa masse seule, elle parvint à écraser les deux *ordres* qui voulaient conserver leurs priviléges, et faire une Nation particuliere au milieu de la Nation.

Malheureusement il est de la nature d'une révolution commencée, de se nourrir des obstacles qu'elle rencontre et des passions qu'elle fait naître. L'Assemblée législative, quoique formée d'élémens nouveaux, n'en fut point exempte; les conspirations de la cour ranimerent l'esprit révolutionnaire, et celui-ci l'emporta sur l'esprit constitutionnel.

La Convention parut dans des conjonctures qui présageaient de plus grands orages. Une guerre générale

Digitized by Google

à soutenir, un trône renversé, un roi à juger, et par conséquent la constitution à reconstruire; tout se réunissait pour exalter le civisme, et en même pour exciter l'ambition et l'intrigue; car les ambitieux sont dans une révolution ce que sont les brigands dans un incendie, ils profitent du péril commun pour ne s'occuper que de leur intérêt.

On se rappelle la prodigieuse influence qu'exerça alors sur une grande partie des assemblées primaires, une société fameuse qui étendait ses ramifications sur la surface entiere de la République. On crut que la chaleur et l'exagération du patriotisme étaient la qualité convenable aux circonstances, et comme il est plus facile de feindre l'exagération que d'avoir des vues grandes, sages et politiques, les intrigans se firent jacobins, et les jacobins se regarderent comme les patriotes exclusifs. Paris, plus que toute autre commune, fut en proie à cette funeste domination; son corps électoral maîtrisé, épouvanté par le despotisme de quelques meneurs, vomit Marat et Robespierre; et l'esprit révolutionnaire aigri et renforcé par l'esprit de parti, produisit cette lutte terrible d'où naquit la tyrannie qui a pesé si cruellement sur la France.

Je n'imiterai point ces détracteurs perfides qui, pour couvrir leur infâme royalisme d'un prétexte qui pût en imposer aux esprits faibles et crédules, se sont obstinés à accuser la Convention actuelle du malheur des circonstances et de l'égarement de l'opinion, dont elle a été elle-même la premiere victime. Leur audace a été punie, et leur calomnie s'est éteinte avec leurs coupables projets.

Les gens sans passion savent que la masse de la Convention a été épurée au creuset du malheur, et instruite par le maître le plus éclairé qui est l'expérience; que les tyrans et les chefs de parti ont succombé successivement, ou ont été jettés hors de son sein; qu'une partie de cette Assemblée a été renouvellée par le remplacement des suppléans, et que l'esprit qui la dirige aujourd'hui n'est plus celui qui a présidé à ses premieres résolutions. Mais il n'en est pas moins vrai que l'esprit révolutionnaire a été l'ennemi le plus cruel de la révolution, et qu'il est tems d'y substituer l'esprit de sagesse et de lumiere.

C'est donc cet esprit d'exagération et de vertige dont les électeurs doivent d'abord se garantir dans les choix

Digitized by Google

qu'ils vont donner à la République. Plus de partis, plus de gens à passions et à tête effervescente.

Le patriotisme bouillant commence les révolutions ; mais on l'a dit, et il est bon de ne vouloir le perdre de vue, c'est la prudence et l'esprit d'ordre qui les acheve.

La maladie des Français a été de se disputer sans cesse sur leur gouvernement, et de ne jamais en essayer aucun. Tout le monde a voulu prendre part à la souveraineté, et personne n'a voulu s'y soumettre. Il faut donc appeller des hommes qui sentent le prix de l'obéissance aux lois, et qui soient disposés de cœur et d'esprit à exécuter la constitution et à faire mouvoir le gouvernement.

Il ne s'agit pas d'examiner quels ont été les torts des membres désignés sous le nom de *montagnards*, si ces torts tiennent plus à des erreurs d'opinion qu'à des dispositions ambitieuses et remuantes ; mais il suffit qu'ils puissent être une pierre d'achoppement au sein du nouveau corps législatif, pour que ces considérations doivent les en écarter.

Ce que les hommes oublient le moins, c'est l'esprit attaché au parti qu'ils ont embrassé ; lorsque malheureusement il s'en forme dans une assemblée politique, ce n'est plus elle qu'ils considerent, c'est leur propre association ; ils forment un corps dans un autre corps, et ils y portent un intéret personnel qu'ils dissimulent selon les conjonctures, mais qui ne s'affaiblit et ne s'efface jamais.

N'en a-t-on pas un exemple récent dans les efforts qu'a employés la montagne pour se ressaisir, après les derniers événemens, de la prépondérance, qui fait encore l'objet de ses regrets. On eût dit que la Convention n'avait triomphé de ses dangers que pour leur gloire et leur profit. A les entendre, il fallait effacer le *terrorisme* des annales de la révolution, parce qu'il ne se trouvait pas dans nos vocabulaires, et déja même il était question de déclarer éligibles les députés mis en état d'arrestation.

Tout cela prouve combien il serait dangereux de laisser dans le nouveau corps législatif ces semences de discorde et de parti. C'est aux assemblées électorales de chaque département, qui ont une connaissance plus particuliere des opinions et de la conduite de leurs représentans, à faire elles-mêmes cette épuration.

Digitized by Google

Nous avons une constitution républicaine, il nous faut des représentans républicains.

Il n'est que trop réel que la France est infestée de royalistes; qui osera en douter, après la révolte qu'ils avaient organisée à Paris, et dont les branches s'étendaient dans les départemens?

Prenez garde à ces reptiles tortueux, qui prendront toutes les formes pour paraître patriotes, et qui ont juré au fond de leur cœur d'anéantir un gouvernement qu'ils détestent; écartez également ces êtres insoucians et froids qui n'ont rien fait pour elle; ces agioteurs et ces hommes avides, qui chaque jour mesuraient la misere publique pour l'aggraver encore, et ces ambitieux à la quête de toutes les places, caressant tous les partis lorsqu'ils les ont vu triompher ou qu'ils ont prévu leur triomphe. Il ne faut que des hommes éprouvés par un civisme pur, constant, désintéressé, et par une moralité de principes indépendans des circonstances.

La situation de la République et les fonctions du corps législatif doivent servir de boussole pour les élections. Il faut terminer la guerre, achever les négociations de paix, étendre et affermir nos relations extérieures. Ayez donc des militaires instruits et des hommes versés dans la politique et la diplomatie.

Nous avons besoin de maintenir l'esprit de la constitution, d'établir l'ordre dans toutes les parties administratives; de créer un bon système de finances et de crédit public; de revoir toutes nos lois pour les simplifier, pour les accorder entre elles et avec la constitution; de revivifier l'agriculture, le commerce, les arts, l'industrie; d'encourager les sciences et les lettres; de former enfin un plan général d'instruction publique qui ne saurait nous manquer plus long-tems, sous peine de retomber dans la barbarie.

Choisissez des hommes appropriés à ces divers genres de connaissances, et dont quelques-uns aient fait une étude approfondie des principes de l'économie politique, science vaste, trop peu connue, qui embrasse tout dans ses rapports, et qui peut seule contribuer à la richesse et à la prospérité d'un État.

Sans doute que chaque assemblée électorale ne pourra réunir, dans ses choix, ce qui constitue cette importante nomenclature; mais s'il s'offre à sa confiance quelqu'un des talens dont on vient de faire l'énumération, qu'elle le nomme; le choix que n'aura pu faire l'une sera sup-

Digitized by Google

pléé par celui de l'autre, et de cette réunion sortira un faisceau de lumieres qui viendra éclairer les deux branches du corps législatif.

Préférons sur-tout les bons esprits aux beaux esprits, les esprits profonds aux discoureurs, et n'oublions pas que dans les trois Assemblées nationales, ceux dont la raison et les connaissances ont le plus servi à éclairer les comités, n'ont pas toujours été ceux qui ont le plus ambitionné ou obtenu les succès de la tribune.

LENOIR DE LA ROCHE.

ANNONCES.

Idylles de Bion et de Moschus, traduites en français par J. B. Gail, professeur de littérature grecque au collége de France; ouvrage orné de figures dessinées par le Barbier. *In* 18. Prix, 120 liv. papier vélin. De l'imprimerie de Didot jeune. A Paris, chez Gail, au collége de France, place Cambrai.

Républiques de Sparte et d'Athenes, traduites de Xénophon par le même, et se trouvent à la même adresse. *In* 18. Prix, 30 liv. papier vélin.

Ces deux ouvrages sont recommandables par la beauté des caracteres et le mérite de l'exécution typographique. Nous ferons connaître plus particulierement la traduction.

Elémens d'agriculture, ou traité de la maniere de corriger et de cultiver toutes sortes de terres, de créer une ferme à la flamande; de former un laboratoire pour la préparation des fumiers; de cultiver les pommes de terre dans toutes sortes de terrein, et de faire produire de très-beaux blés continuellement dans un même champ, par une culture nouvelle. *Nouvelle édition. In* 12. Prix, 15 liv. pour Paris, et 18 liv. franc de port par la poste. A Paris, chez Meurant, libraire, cloître Saint-Honoré. L'an 3e. (1795).

Délices de la Solitude, par André-Joseph Canolle, professeur d'hygienne à l'école centrale du département de la Vienne. Un volume *in*-12. Prix, 8 liv., et 10 liv. franc de port.

A Poitiers, et se trouve à Paris chez Maret, libraire, cour des Fontaines, palais Egalité; et chez les marchands de nouveautés.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 30 Septembre.

Les lettres de Vienne du 24 septembre peignent l'empereur comme dans le plus grand embarras et la plus vive inquiétude : il paraît, ou pour mieux dire il est sûr que les nouvelles des succès des armes de la République Française lui sont parvenues, car la gazette de la cour en parle dans un style très-laconique. Ce qui afflige le plus dans ce moment le chef de la coalition, c'est que le plan présenté par Wurmser, et que la cour avait adopté, doit faire place à des dispositions toutes nouvelles ; on se flatte pourtant encore que les talens de ce général, combinés avec ceux du comte de Clairfayt, suffiront pour arrêter la marche victorieuse de l'ennemi. Au pis-aller on accepterait les propositions faites par la cour de Danemarck, médiatrice, qui s'est, à ce qu'on assure, déja mise en avant. Au reste, voici les nouvelles détaillées qu'il faudra bien que la cour impériale laisse percer tôt ou tard. Les premieres sont de Hanau, en date du 22 septembre.

L'armée autrichienne se retire de plus en plus. Son bagage passe depuis trois jours et trois nuits sans discontinuer, par Francfort. L'armée elle-même se replie par Konigstein et Hochst, sur Florsheim, où l'on a jetté un pont sur le Mein.

Dans les environs de Dietz-sur-la Lahn, elle a combattu trois fois. Elle s'est soutenue dans les deux premieres attaques, à la troisieme, son centre ayant été enfoncé, elle a cherché son salut dans une fuite précipitée. Dietz a prodigieusement souffert à cette occasion.

Hier, les Français sont entrés à Friedberg. A Ulmstadt, ils ont surpris les Autrichiens qui y avaient un hôpital ; les malades, ainsi qu'une grande quantité de lits, sont tombés en leur pouvoir.

Des lettres reçues du corps d'armée de Wurtemberg, portent que la retraite depuis le Rhin jusqu'à la Lahn, a été des plus difficiles ; elles ajoutent que ce n'est qu'à une profonde connaissance dans l'art militaire qu'a déployée ce

Digitized by Google

général, que son armée a dû son salut. Le 13, toute l'artillerie fut dans le plus grand danger d'être prise. Les chasseurs de Rohan, qui ce jour-là faisaient partie de l'arrière-garde, eurent plus de 50 hommes tués, et un grand nombre de blessés.

Il a été beaucoup question du rapport de l'officier prussien qui commandait à Vanheim, lorsque les Français ont passé le Rhin sur un point que les Autrichiens avaient laissé sans défense, parce qu'ils le croyaient compris dans la ligne de neutralité. Cet officier a effectivement protesté contre l'entreprise des Français, et envoyé sur-le-champ son rapport à Berlin; mais cet événement n'a point eu les suites que plusieurs personnes s'en promettaient. Il est certain que le cabinet de Berlin vient de répondre au général Romberg, que le point sur lequel les Français ont effectué leur premier passage, n'était point compris dans la ligne de neutralité. Il est difficile au reste que parmi la combinaison des marches et des mouvemens des armées allemandes et françaises, cette ligne soit par-tout respectée. La colonne de l'armée autrichienne qui, par suite des événemens du 6 de ce mois, se retira sur Grafenberg, avait même dépassé cette ligne, en établissant son quartier-général à Schwelm, qui se trouve au delà. Depuis, Clairfayt l'a pareillement franchie, en passant par d'Armstadt, dans le pays de Wurtzbourg, pour se rendre de là dans l'intérieur de l'Allemagne.

Les Autrichiens avaient fait les préparatifs les plus sérieux pour défendre leur position sur la Lahn, très-avantageuse par la nature, et rendue encore plus forte par l'art. Ils s'étaient retranchés fortement, et tout en paraissant croire à une attaque générale qui ne manquerait pas d'avoir lieu, ils faisaient toutes les dispositions qui annoncent une vigoureuse résistance. Cependant le prince de Wurtemberg et le général Elbach qui les commandait, n'ont pas voulu attendre le général Jourdan. Ils ont abandonné cette position subitement et à l'improviste, la nuit du 20 septembre, et se sont repliés en passant le Mein, et prenant une nouvelle position au-delà de cette rivière. Les Français instruits de ce mouvement, ont à leur tour passé la Lahn, et se sont avancés, partie par Nadesten et Schwalbach sur Wisbaden, et partie par Idstein et Epstein sur Hochst. Ehrenbreistein et Mayence sont maintenant abandonnés à leurs propres forces. On ne croit pas que, dans cette situation, ces deux places fassent une grande résistance. Le 24, le général Jourdan avait son quartier général à Nasterdan. La brusque résolution des généraux autrichiens de quitter à l'improviste une position qu'ils avaient fortifiée avec soin, et sur laquelle ils paraissaient compter, s'explique par

Digitized by Google

une autre nouvelle des plus importantes : c'est que dans le même-tems que l'armée de Sambre et Meuse se portait sur la Lahn, le général Pichegru faisait passer le Rhin à celle de Rhin et Moselle, près de Manheim et d'Oppenheim. Au moyen de cet événement, Clairfayt se voyait pris avec toute son armée entre deux feux, et sa communication absolument coupée avec le Haut Rhin. Ainsi pour ne pas être cerné tout-à-fait, il ne lui restait d'autre parti à prendre que de franchir la ligne de démarcation pour la neutralité prussienne, en passant par Darmstadt, dans le pays de Wurtzbourg, et de-là dans l'intérieur de l'Allemagne.

HOLLANDE. *Amsterdam, le 4 octobre.*

Il y a quelques mois qu'il a paru un plan pour convoquer une convention nationale. Le 1^er^. de ce mois on a fait un rapport sur ce sujet à l'assemblée des états-généraux, et il a été proposé entr'autre que, pour parvenir à cette convocation, il fût enjoint à chacune des sept provinces de l'Union, ainsi qu'au district de Drenthe et au Brabant batave, de faire le dénombrement de leurs habitans. Déja la Gueldre, la Hollande, l'Utrecht et l'Overyssel avaient consenti le plan de convocation; la Frise et Groningue ne l'avaient pas contrarié; quand la Zélande a proposé de l'ajourner au 15 de ce mois. Le président de l'assemblée a cru alors pouvoir le remettre aux voix, et l'ajournement a eu lieu de la part de six provinces. La Hollande n'a point été de cet avis; elle a même protesté contre cette résolution. Quant au dénombrement des habitans des diverses provinces, il a été décidé qu'il serait effectué.

Les papiers publics ont publié l'état suivant de la marine batave :

Vaisseaux de ligne complettement équipés : *Amiral-Ruyter*, de 64 canons, commandé par l'amiral Winter; les *Etats-Généraux*, de 76; l'*Egalité*, de 66; l'*Amiral-Pierre-Hein*, de 56; le *Dordrecht*, de 56.

Vaisseaux de ligne dont l'équipement est sur le point d'être achevé : La *Liberté*, de 76; l'*Utrecht*, de 64; la *Revolution*, de 66; l'*Amiral-Wassenaer*, de 66; l'*Amiral-Tromp*, de 56; le *Delf*, de 56; le *Protecteur*, de 56.

On a mis en commission le *Brutus*, de 76; le *Jupiter*, de 76; le *Groningen*, de 76; l'*Hercule*, de 64; l'*Attente*, de 64; la *Nord-Hollande*, de 64; le *Cerbere*, de 64; la *Gueldre*, de 68; le *Haarlem*, de 64; le *Leide*, de 64. Total, 22 vaisseaux de ligne.

Frégates : Le *Pollux*, de 48; l'*Hector*, de 48; le *Monni-*

Digitized by Google

kendam, de 46; le *Castor*, de 46; la *Pallas*, de 44; l'*Argo*, de 36; le *Chasseur*, de 36; le *Jason*, de 36; le *Dauphin*, de 36; la *Bellone*, l'*Enckhuisen*, le *Cheval-Marin*, le *Walcheren*, la *Sirene*, l'*Alarme*, la *Vénus* et la *Diane*, de 24; le *Harwick*, de 18.

ESPAGNE ET PORTUGAL.

De Madrid, le 15 août. On croit que le courier expédié en France pour y porter la ratification du traité, sera de retour à Madrid le 25 de ce mois; et l'on pense que ce ne sera qu'à cette époque que la paix sera publiée avec toutes les formalités ordinaires. On fait des dispositions pour faire la représentation d'un nouvel opéra, et une illumination générale. Les fêtes qu'on prépare seront d'autant plus brillantes, que le 25 est encore le jour de la fête de la reine. Les lettres reçues ici de Castille et de Hanovre, ne parlent que de la joie que ces deux provinces ont éprouvée à la nouvelle de la paix.

L'ambassadeur d'Angleterre s'est rendu à Saint Ildephonse, pour s'assurer si la paix était véritablement conclue. Depuis ce moment, il n'a point reparu à la cour; et déja il a envoyé trois couriers à Londres.

Les gardes-du-corps qui étaient en campagne n'ont pas encore reçu l'ordre de revenir dans cette capitale; ils se sont seulement retirés à quelques milles de distance de l'Ebre. Il est certain encore que le recrutement de nouvelles levées se continue dans tout le royaume comme auparavant. Si l'on rapproche les circonstances de l'éloignement que le ministere anglais s'est prescrit de la cour, on doit croire que le cabinet de Madrid redoute quelques mesures hostiles de celui de Saint James.

De Lisbonne, le 6 août. L'arrivée en six jours d'un seul paquebot de Falmouth avec trois malles, a répandu la plus grande consternation dans cette place. Un grand nombre de lettres-de-change de Londres, de Hambourg, Hollande et Gênes, appartenant à trois des principales maisons de commerce (Kansow, Pope, sous le nom de Gildemeester et compagnie, et Biagio, François-Lima) sont revenues ici protestées et sans acceptation. Par suite de ce triste événement, ces maisons ont été obligées de se déclarer en faillite. On calcule que la somme entiere à laquelle monte leur faillite, est de trois millions et demi de cruzades: cette somme est due entierement à cette place, pour des objets achetés ici, et demeurés en divers pays, et sur-tout en France. Les banquiers ont présenté à leurs créanciers leurs livres et l'état de leur situation, afin de parvenir à quelques arrangemens.

Digitized by Google

Ce malheureux événement doit avoir encore de funestes conséquences ; d'autres négocians étaient intéressés dans les expéditions formées par ces trois maisons.

ANGLETERRE. *De Londres, le 1er. octobre.*

La disette de vivres et d'eau commence à se faire sentir vivement sur la flotte de lord Bridport, qui a déjà renvoyé pour cette raison quelques-uns de ses vaisseaux : il est lui-même incessamment attendu à Spithead, où il en ramenera d'autres. En conséquence, l'amirauté a fait tuer à Cork cinq cents bœufs et quelques mille moutons, pour en approvisionner les rebelles des côtes de France et les vaisseaux qui y sont en station.

Une flotille de 30 vaisseaux de transport est partie de Portsmouth pour l'Elbe, sous l'escorte de la frégate la *Levrette* et de trois cutters. Ces bâtimens doivent prendre à bord tout ce qui se trouve encore d'émigrés dans ce pays. Le projet est de les envoyer au ci-devant d'Artois qui, à son départ de Spithead, n'avait avec lui que deux régimens de cavalerie et quatre d'infanterie, les premiers de 900 hommes, et les seconds de 2000 : il a dû prendre en passant à l'isle de Houat, ce qui s'était sauvé de la défaite de Quiberon.

Malgré tous ces préparatifs, on a dressé de nouvelles requêtes en différentes contrées d'Angleterre pour la paix, et pour la demander avec plus d'instance ; et cela n'est pas étonnant, lorsqu'on songe à ce que coûte cette guerre ruineuse, qui finira par combler la mesure de la dette publique, et faire répandre cette coupe de malheurs sur le pays.

Tout indique combien la paix est desirée. L'expédition des lettres de marque contre les Hollandais a produit une baisse subite dans les fonds, qui s'étaient un peu relevés à la nouvelle de la paix du landgrave de Hesse-Cassel avec la France.

On s'est aussi apperçu que le projet d'affamer la nouvelle République était aussi insensé qu'inhumain. Il a fallu compter avec le Danemarck, pour ne pas se brouiller avec lui, et la somme qu'il réclame pour ses vaisseaux saisis par les Anglais, s'élève à 600,000 liv. sterl. Instruit par cette leçon, le gouvernement est depuis le 10 septembre dans la sage intention de ne plus empêcher les vaisseaux neutres de naviguer librement. Ainsi dorénavant ces vaisseaux, ayant pour cargaison une propriété neutre comme eux, pourront conduire en France tout ce qui n'est pas réputé contrebande, et les grains ne seront plus compris dans cette classe.

Digitized by Google

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

De Philadelphie, le 5 août. Le traité de commerce conclu avec l'Angleterre a donné lieu, dans les villes principales, à des assemblées de négocians et de citoyens, qui l'ont examiné, et, pour la plupart, fort improuvé. Quelques-unes de ces assemblées ont déclaré : 1°. que l'opinion des citoyens était que le traité de commerce, conclu entre lord Grenville et John Jay, préjudiciait au commerce des Etats-Unis; 2°. que ce traité ne donnait aux habitans des Etats-Unis d'autre droit, pour réclamer leurs propriétés enlevées par les corsaires anglais, que d'entamer à Londres un procès dispendieux et interminable, et de demander humblement au ministre anglais, comme une grace, une relaxation de leurs vaisseaux; qu'enfin ceux qui avaient été appauvris par les pirateries anglaises, n'avaient pas de moyen pour entamer ce procès, et resteraient ainsi dans l'indigence; 3°. qu'il se passerait encore deux ans avant que les Américains fussent mis en possession des forts sur la frontiere occidentale, lesquels néanmoins leur appartiennent de droit, et par une cession formelle stipulée dans le traité de paix; 4°. que les citoyens assemblés étaient d'avis de communiquer au président Georges Washington les motifs qui rendaient ce traité inacceptable, et de le prier de refuser sa signature à ce traité, au nom de son amour pour la patrie et de ses concitoyens.

On avait répandu le bruit que ce traité était déja ratifié; l'on présageait, avec inquiétude, tous les maux et les désordres qui résulteraient de cette démarche, mais une des feuilles les plus accréditées de ce pays, annonce que cette ratification n'a pas eu lieu. Nous pouvons assurer, dit-elle, que le président n'a pas encore sanctionné le traité, et que l'échange des ratifications n'aura lieu qu'après l'issue de certaines négociations qu'on vient de renouer. On ignore si les négociations ont pour but l'art. XXII, ou bien les dernieres instructions du gouvernement britannique au sujet de la saisie des vaisseaux américains.

RÉPUBLIQUE

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE BAUDIN.

Séance de sextidi, 16 *Vendémiaire*.

Sur le rapport de son comité de législation, la Convention nationale décrete ce qui suit :

« Art. Ier. Il est défendu aux électeurs de se conformer aux mandats qui auraient pu leur être donnés par leurs assemblées primaires, et qui se trouveraient contraires aux dispositions des lois des 5 et 13 fructidor dernier, sanctionnées par le peuple.

» II. Les électeurs, présidens et secrétaires des assemblées électorales qui proposeraient, appuyeraient, proclameraient ou signeraient des arrêtés qui seraient contraires aux dispositions des lois des 5 et 13 fructidor dernier, seront punis comme coupables d'attentat contre la souveraineté du peuple.

» III. Seront également punis comme coupables d'attentat contre la souveraineté du peuple, les individus qui, étant nommés députés au prochain corps législatif d'une maniere contraire aux dispositions des lois des 5 et 13 fructidor dernier, se rendraient à Paris pour exercer les fonctions de députés, ou dans toute autre commune indiquée pour la tenue des séances du corps législatif.

» IV. Le président de chaque assemblée électorale, en adressant, conformément aux art. III et IV du décret du 10 de ce mois, l'extrait du procès-verbal de nomination à chaque député réélu dans la Convention, ou nouvellement élu pour le dernier tiers, soit qu'il soit présent ou non à l'assemblée, sera tenu d'exprimer dans ledit extrait le numéro de la nomination, et de certifier qu'elle est conforme aux lois des 5 et 13 fructidor dernier. En cas de faux exposé, le président sera puni comme il est dit en l'art. II du présent décret.

» V. Les citoyens prevenus des délits énoncés dans les précédens articles, seront sur-le-champ saisis, poursuivis et jugés conformément aux lois.

» VI. Le procureur-général-syndic et l'accusateur public du département sont chargés, sous leur responsabilité, de l'exécution du présent decret, et d'en rendre compte, dans les 24 heures, aux comités de gouvernement.

» VII. Le présent décret sera envoyé et lu aux assemblées primaires. Son insertion au bulletin de correspondance tiendra lieu de publication.

Digitized by Google

Des défenseurs de la patrie présentent quatre drapeaux qu'ils ont trouvés au corps de-garde de la section des Tuileries ; ceux qui les gardaient ne les ont pas défendus ; ils ont même abandonné leurs fusils en fuyant.

La discussion sur le projet présenté par Delaunay (d'Angers), au nom des comités de gouvernement, pour la punition des chefs de la révolte des 12, 13 et 14 de ce mois, s'ouvre, et après quelques légers débats, il est décrété en ces termes :

1°. Il sera formé demain trois conseils militaires pour juger les principaux rebelles des 12, 13 et 14 de ce mois ; 2°. les individus composant l'état-major des conspirateurs, les commandans en chef d'une ou de plusieurs colonnes, qui ont marché contre la représentation, ont engagé l'action et fait feu sur les défenseurs de la République, seront punis de mort ; 3°. ceux qui ont fait partie des commissions d'exécution, seront punis de la même peine, ainsi que ceux qui ont tiré par les fenêtres sur la force armée républicaine ; 4°. ceux qui, par leurs écrits, ont excité les citoyens à s'armer et à marcher contre la Convention, ou ont provoqué à la guerre civile et à l'assassinat des représentans, seront punis de la même peine ; 5°. les individus venus à Paris depuis le 1er. thermidor dernier, convaincus d'avoir marché avec les colonnes rebelles et d'avoir fait feu, seront déportés, ainsi que les employés dans les commissions, régies, agences et comités, qui ont marché avec les rebelles ; 6°. ces conseils militaires cesseront leurs fonctions dix jours après leur création ; 7°. il n'est rien innové à la loi du 11 de ce mois, concernant les assemblées électorales du département de la Seine.

Thirion, l'un des députés mis en arrestation, écrit à la Convention et lui demande qu'avant de se séparer, elle le fasse juger ou mettre en liberté.

Dubois-Crancé convertit cette demande en motion. Il pense que ces arrestations ont été ordonnées trop légèrement, et que la passion et l'esprit de parti y ont été pour beaucoup. Il ne voit même pas pourquoi on a déclaré inéligibles les détenus.

Plusieurs membres lui observent que le décret qui leur donne l'exclusion a été sanctionné par le peuple, et qu'ainsi il n'appartient plus à la Convention.

Dubois-Crancé convient que la réflexion est juste. Cependant sa proposition excite le plus grand tumulte, qui se termine par le renvoi au comité de législation.

Un secrétaire lit la rédaction du décret sur les employés dans les comités, les bureaux des administrations, commissions et agences, qui n'étaient pas à leur poste dans les journées des 13 et 14, ou qui n'ont pas pris la défense de

Digitized by Google

la Convention ; une commission de cinq membres qui seront pris dans les divers comités est chargée de leur épuration.

Letourneur, au nom du comité de salut public, fait décréter une nouvelle organisation de la garde nationale parisienne, la suppression des grenadiers, chasseurs et des états-majors de cette garde et de chaque bataillon. Il n'y aura plus que les compagnies du centre. Il est défendu de porter aucune marque distinctive de grenadiers et de chasseurs. Ceux-ci sont obligés de déposer leurs armes.

Un membre propose de faire supporter par les sections rebelles les dépenses qui ont été faites pour s'opposer à leurs projets liberticides.

Renvoi aux comités.

Sur le rapport des mêmes comités, les maires et procureurs des communes de Saint-Germain, Belleville et Choisy-sur-Seine, qui ont envoyé leurs canons aux rebelles de Paris, sont mandés à la barre.

Séance du septidi, 17 Vendémiaire.

PRÉSIDENCE DE GÉNISSIEUX.

Il y a eu hier soir séance pour le renouvellement du bureau. Génissieux a été nommé président. Les secrétaires sont : Pons (de Verdun), Villard et Gleisel.

Merlin (de Douay), organe du comité de salut public, fait décréter que les assemblées des sections de Paris, qui se tenaient tous les décadis, n'auront plus lieu à l'avenir, conformément à l'article 263 de la constitution.

Lahaye, au nom du comité de législation fait un rapport sur Jean-Baptiste Lacoste, un des députés mis en arrestation. Il propose sa mise en liberté et son inscription sur la liste des éligibles au nouveau corps législatif.

Lehardi et André Dumont rappellent ce qui a été dit la veille à l'occasion de Thirion, pour lequel on faisait la même demande, et que ce serait porter atteinte à la souveraineté du peuple que de modifier les lois des 5 et 13 fructidor.

Le tumulte qui avait eu lieu hier à ce sujet se manifeste aujourd'hui, et le président ne peut le dissiper qu'en se couvrant.

Andre Dumont propose le rapport du décret de renvoi au comité de legislation rendu la veille, et l'ordre du jour sur le pro et de Lahaye.

L'un et l'autre sont décrétés.

Roger-Ducos déclare que le comité de législation, au nom duquel Lahaye a parlé, n'a connaissance ni du rapport, ni du projet.

Eschasseriaux jeune fait la même déclaration.

Ghénier : Cette motion inconsidérée pouvait prêter à la

Digitized by Google

calomnie, qui n'aurait pas manqué de dire que la victoire que nous venons de remporter n'était que le triomphe d'une faction sur une autre. Il est heureux de voir que cette pomme de discorde n'a été ramassée par aucun représentant : tous se sont levés en même-tems contre le projet de décret. Pour l'honneur de la Convention nationale, pour l'honneur du comité de législation, je demande que la conduite de notre collegue Lahaye soit censurée. (Applaudissemens.) Décrété.

Bentabolle demande qu'au moins J. B. Lacoste soit mis en liberté.

La Convention passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que le comité de sûreté générale est autorisé à statuer sur les pétitions des députés détenus qui réclament leur mise en liberté.

Colombel (de la Meurthe), organe du comité de sûreté générale, fait décréter que ce comité est autorisé à statuer sur le sort des citoyens détenus, contre lesquels il n'existe ni pieces, ni délits caractérisés.

Casenave, en mission à Rouen, écrit que les royalistes y préparaient aussi des troubles : mais que la nouvelle de la victoire remportée à Paris le 13 a déjoué leurs complots et répandu l'allégresse dans cette commune. L'esprit public y est bon, et l'on se disposait à envoyer 3000 hommes pour défendre la représentation nationale. Le rédacteur du journal intitulé, l'*Observateur de l'Europe*, qui s'imprime à Rouen et qui s'efforçait de le corrompre, a été mis en arrestation.

Des citoyennes, qui ont donné les premiers soins aux blessés que l'on apportait dans la salle de la liberté, mais qui ne veulent pas se faire connaître, dénoncent la négligence avec laquelle on les soigne dans l'hospice du Gros-Caillou, et les propos indécens qui y ont été tenus sur le dévouement de ces guerriers républicains. Vous voilà bien avancés, leur a-t-on dit; si l'on ne vous avait donné, comme à nous, que deux onces de pain par jour, vous ne vous seriez pas fait tuer pour la Convention; mais ces braves soldats n'y ont répondu que par les cris de *Vive la République !* La Convention ordonne que deux de ses membres se rendront deux fois par jour à cet hospice pour activer le soin des malades, et que la conduite des administrateurs sera examinée.

Séance d'octidi, 18 *Vendémiaire.*

Audouin, par motion d'ordre, demande que la victoire que la Convention vient de remporter ne soit point souillée par aucune réaction; que la rigueur de la loi atteigne seulement les chefs; mais que les hommes égarés éprouvent l'indulgence due à la faiblesse et à l'erreur. Lanjuinais dit que son collégue vient de faire entendre le langage doux et victo-

Digitized by Google

rieux de la raison ; il demande l'impression de son discours. Décrété.

Barras : « Je viens présenter à l'Assemblée les généraux, officiers et soldats de l'armée républicaine, qui a si vaillamment défendu la représentation nationale à la journée du 13. A leur tête est le général Berruyer, vieux militaire estimable, qui a eu un cheval tué sous lui devant Saint-Roch ; ils desirent vous exprimer eux-mêmes leurs sentimens de reconnaissance et de dévouement. »

Le général Berruyer prend la parole, et proteste en son nom et en celui de ses freres d'armes, de son dévouement à la République, de sa haine pour la royauté et la tyrannie. Il déclare que ces sentimens sont ceux de toute l'armée. Il reçoit du président l'accolade fraternelle, ainsi que les grenadiers, dragons et volontaires dont il est accompagné. Il entre dans la salle au milieu des acclamations de toute l'Assemblée.

La Convention autorise son comité de salut public à donner des armes à ceux de ces militaires qui auraient eu les leurs brisées dans la journée du 13 vendémiaire.

Fréron propose un projet de décret pour l'avancement des officiers républicains, qui sont restés sans emploi depuis deux ans. Il assure que des officiers de l'ancien regime ont obtenu la préference, uniquement à cause de leur ancienneté de service, sans tenir compte du patriotisme. Ce projet de décret, appuyé fortement par Barras, est renvoyé aux comités, pour faire demain un rapport.

Des patriotes de 1789 se présentent à la barre.

« Vous voyez, disent-ils, devant vous des hommes poursuivis par les plus atroces calomnies, et qu'on s'est plû à peindre sous les plus noires couleurs. Nos ennemis nous ont prêté leurs fureurs pour nous opprimer avec plus de force. Mais loin de nous tout desir de vengeance et tout projet de réaction. Nous ne voulons voir dans les Français qu'un peuple de freres.

» Puissent les flambeaux des dissensions civiles, et les animosités qui ont éclaté parmi les citoyens, s'éteindre à la veille de l'établissement de cette constitution républicaine qui doit mettre un terme à nos maux, et garantir les droits de tous. Nous sommes toujours dévoués à la République et à la Convention nationale. Nous sommes prêts à verser pour elles notre sang. Il a déja coulé dans les champs de la victoire. Il en a coulé aussi sur les échafauds. Mais puissent enfin s'arrêter ces torrens de sang français ! Ce sont ceux qu'on cherche à faire regarder comme des hommes atroces qui viennent vous demander aujourd'hui le pardon des ennemis qu'ils ont vaincu de concert avec vous et pour vous. Ils voulaient nous égorger. Des chefs perfides eussent trempé leurs mains jusques dans le sang des

Digitized by Google

hommes faibles et crédules qu'ils ont égarés et entraînés dans leurs complots.

» Eh bien ! pour prouver que l'humanité est le caractere des patriotes de 1789, contentez-vous de faire d porter, d'envoyer en terre étrangere les scélérats qui ont succombé sous les coups des républicains ! qu'ils aillent loin d'une patrie dont ils sont indignes, porter leur opprobre et leurs remord . Tels sont les vœux que nous exprimons au milieu des representans d'une nation assez puissante pour être généreuse envers une poignée de misérables qui ont osé entrer en lutte contre la majesté du peuple. »

Cette adresse est souvent interrompue par de vifs applaudissemens.

Un membre : « Voilà une belle réponse aux calomnies répandues contre les patriotes de 1789. Ils portent la générosité jusqu'à vous demander pardon pour leurs ennemis et les vôtres. Cette grandeur d'ame est digne des républicains. Je demande l'impression et l'insertion au bulletin, de cette adresse. Elle fera rougir les royalistes, s'ils savent encore le faire. » Décrété.

Les pétitionnaires sont introduits dans la salle au milieu des cris de *vive la République.* Ils reçoivent l'accolade fraternelle du président.

Des Marseillais viennent se féliciter d'avoir concouru avec le même succès et à la chûte du trône au 10 août, et à la victoire du 13 vendemiaire. Ils partagent les sentimens d'humanité et de générosité des patriotes de 1789 ; ils demandent la prompte organisation de la constitution ; ils invitent la Convention à mettre un terme à la contre-révolution qui s'organise peu-à-peu dans le Midi ; à faire cesser les assassinats par lesquels la vengeance du royalisme souille ces belles contrées. Ils pensent que c'est sur-tout en éclairant le peuple qu'on l'attachera à ses devoirs et à la patrie. Ils remercient la Convention d'avoir rapproché la réunion du nouveau corps législatif.

Le président félicite la députation des sentimens qu'elle exprime. « Il est digne, dit il, des républicains de demander la grace de leurs ennemis. La Convention n'oubliera rien pour éclairer le peuple et faire régner par-tout la justice et la fraternité. »

Merlin (de Douay), au nom des comités de gouvernement, fait part de l'examen qu'ils ont fait de la conduite des officiers municipaux de Vincennes, Saint-Germain, Belleville et Choisy. Il déclare que les trois premiers se sont bien conduits, et qu'ils ont fourni des pieces intéressantes pour la recherche des auteurs de la rebellion ; mais que ceux de Choisy ont montré au moins de la faiblesse, en ne prenant aucune mesure pour réprimer les attentats de l'assemblée primaire

Digitized by Google

qui s'était concertée avec les émissaires de Paris. Il propose en conséquence leur mise en liberté, mais qu'ils soient destitués de leurs fonctions. Décrété.

Séance de nonidi, 19 *Vendémiaire.*

Fréron appelle l'attention de l'Assemblée sur la dernière réforme des officiers généraux. Il dit que des hommes qui n'avaient d'autre mérite que d'avoir servi la monarchie, ont été préférés aux compagnons de Pichegru, Jourdan, Dugommier et Hoche, et il propose de décréter que les officiers généraux qui au commencement de la révolution ont donné leur démission, ne pourront servir dans leurs grades respectifs, et qu'il n'y aura d'exceptés que ceux qui étant incarcérés sous la tyrannie decemvirale n'ont pu servir dans ces deux dernieres campagnes. Ce projet est renvoyé aux comités réunis.

Merlin (de Douay), organe du comité de salut public, fait un rapport sur le siége de Valenciennes. Il déclare que ses habitans ont defendu cette place avec courage et intrépidité pendant 42 jours et 42 nuits qu'a duré le bombardement, et que la reddition de cette place ne peut être attribuée qu'au malheur des circonstances, et il fait decréter qu'il n'y a lieu à aucune inculpation contre la conduite de la commune de Valenciennes. Adopté.

Lehardi observe que les mandats d'amener et d'arrêts étant très nombreux, le comité de sûreté générale ne peut suffire à les delivrer, si la Convention ne l'autorise pas à décerner les premiers sur la signature de trois membres seulement, et les seconds sur celle de cinq. Décrété.

Les vétérans nationaux expriment leur dévouement à la représentation nationale, leur regret que leur âge ne leur ait pas permis de voler à son secours, et ils réclament sa bienfaisance, jusqu'à ce que l'agiotage soit réprimé. Renvoyé aux comités.

Les vainqueurs de la Bastille, du 10 août et du 13 vendémiaire paraissent à la barre. Tout paraît calme dans Paris, disent-ils; mais on continue de nourrir de coupables espérances. On compte sur nos ressentimens; on provoquera des réactions. Les ennemis de la République sont incorrigibles. Rien ne peut les flatter que les titres d'orgueil. C'est le jeune tigre qui ne peut plus retourner à la mammelle aussitôt que ses levres ont touché du sang. Déportez tous ceux qui veulent absolument des maîtres et des esclaves. Puissent-ils apprendre à l'école du malheur à chérir les vertus républicaines, à desirer la liberté et l'égalité! (Vifs applaudissemens.)

Lanjuinais, au nom du comité de législation, soumet à la discussion le projet de décret sur la division politique du territoire. Plusieurs articles de ce projet sont adoptés.

Digitized by Google

Séance de décadi, 20 Vindémiaire.

Le comité militaire fait décréter que les officiers et sous-officiers prisonniers de guerre, qui ont été échangés, reprendront leurs rangs dans leurs bataillons et compagnies, et que ceux qui les ont remplacés, reprendront leurs anciens grades, mais qu'ils seront nommés de préférence à tous autres aux premiers places qui viendront à vaquer dans l'armée.

Plusieurs communes félicitent la Convention nationale de sa victoire sur les royalistes.

Casenave écrit de Rouen, que l'esprit de cette commune continue d'être bon, et qu'il a pris des mesures efficaces pour la compression des royalistes.

Un secrétaire lit la rédaction du décret relatif à la commune de Valenciennes.

Delcloy propose d'y ajouter qu'elle a bien mérité de la patrie.

Plusieurs membres s'opposent à cet amendement.

Bentabolle demande si une ville qui s'est rendue peut être jugée avoir bien mérité de la patrie, et ce que l'on réserve à celles qui ont empêché l'ennemi de pénétrer dans leurs murs; mais le rapporteur appuyant la proposition de Delcloy, elle est adoptée.

Legendre rappelle à l'Assemblée qu'elle a décrété la déportation de Billaud, Collot et Barrere, et qu'elle a ensuite décidé que ce dernier serait jugé par le tribunal criminel du département de la Charente inférieure; mais qu'il est démontré qu'il ne peut pas l'être à cause de l'absence de ses complices. Il demande le rapport de ce décret, et l'exécution du précédent.

André Dumont est du même avis. La Convention adopte la proposition de Legendre.

Plusieurs membres se plaignent de ce que beaucoup de meneurs de sections de Paris sont encore en liberté. Ils disent que les ennemis du peuple doivent être séverement punis, et que ce ne sera qu'avec une verge de fer qui pese sur les royalistes, qu'on pourra, en consolidant la République, épargner le sang des citoyens. Sur leur motion, la Convention enjoint au comité de sûreté générale de lui faire un rapport, séance tenante, sur les mesures qu'il a prises pour faire arrêter les principaux meneurs de sections.

Merlin (de Douay), au nom du comité de salut public, expose qu'aussi-tôt que la constitution sera mise en activité, les pouvoirs des représentans en mission doivent cesser; que l'intérêt de la chose publique exige cependant qu'ils continuent de les exercer, jusqu'à ce que le directoire exécutif soit organisé; pour tout concilier, le rapporteur propose de décréter qu'ils conserveront leurs pouvoirs jusqu'à ce que le directoire exécutif leur ait donné avis qu'il est entré en fonc-

Digitized by Google

tions. Ce projet est adopté avec cet amendement, que s'ils ne sont pas réélus, ce sera comme commissaires du pouvoir exécutif.

Colombel (de la Meurthe) : Quelques-uns de nos collègues en mission dans le Midi, ont pris des arrêtés qui sont contradictoires avec les lois sur les émigrés et les prêtres réfractaires. Vos comités de salut public et de sûreté générale me chargent de vous proposer d'annuller tous arrêtés pris par des représentans, qui seraient contraires aux lois des 20 et 23 fructidor dernier. Ce projet est décrété. Le décret sera envoyé par des couriers extraordinaires, au représentant Servieres et à ceux qui sont en mission dans le Var.

Le même membre fait décréter que les prévenus d'émigration, qui n'ont pas obtenu leur radiation des listes d'emigrés, et qui exercent des fonctions publiques, cesseront ces fonctions. Il sera pourvu à leur remplacement par les comités de salut public ou de législation, ou par les représentans en mission. Le présent décret sera adressé aux municipalités, administrations et assemblées électorales.

Sur la proposition de Colombel, la Convention rappelle dans son sein les représentans Guérin, Boursault, Despinassy, Olivier Gérante, Chasal et Isnard, en mission dans les départemens du Midi.

Des patriotes de 89 sont admis à la barre : La clémence, disent ils, peut seule cicatriser les blessures de la patrie ; les circonstances appellent une amnistie générale. Les Français sont altérés de clémence ; législateurs, qu'elle s'échappe avec la constitution : accordez un pardon général.

Le président répond que l'indulgence est pour l'erreur, mais que l'impunité enhardit le crime. On demande le renvoi de l'adresse aux comités ; d'autres demandent l'ordre du jour. Le renvoi est décrété.

PARIS. *Quartidi 24 Vendémiaire, 4e. année de la République.*

Les commissions, formées pour punir les chefs de la révolte du 13 vendémiaire, sont en activité. Le 21, le conseil militaire, établi sur la section du Théâtre-Français, a condamné à mort, par contumace, deux individus de cette section, *Lebois*, vice-président du tribunal criminel du département, et le *Trône*, médecin. Le premier a rempli les fonctions de président de l'assemblée primaire le 12, et le second, celles de secrétaire.

Le 22, le conseil, séant en chef-lieu de la section Lepelletier, a condamné à mort le nommé *Chapotin*, contumace, et *Lafond*, ci-devant garde-du-corps. Ce dernier avait commandé une

Digitized by Google

colonne dans la journée du 13; il a été exécuté le 22 sur la place de Grêve.

Le même jour, Lebois, condamné par contumace, a été découvert; il s'est frappé de plusieurs coups de bayonnette et de canne. On l'a transféré à l'hospice de la maison d'arrêt du Plessis.

Les électeurs du département de la Seine, assemblés le 21 aux Petits-Peres, au nombre de 632 votans, ont procédé à la formation de leur bureau.

Pastoret a réuni 352 voix pour la présidence.

Bonnière en a obtenu 238 pour les fonctions de secrétaire. Il a refusé.

Lavigne, ex-constituant, a obtenu après lui 190 suffrages. Il a accepté.

Les citoyens Anson, Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely), Vaublan, Chrétien fils, Berthereau et Vermeil ont été successivement élus scrutateurs.

Le 22, le corps électoral, réuni au nombre de 646 votans, a fait les choix suivans pour la prochaine législature, savoir:

Lanjuinais, 557 voix; Boissy d'Anglas, 551; Henry Lariviere, 526; Defermont, 357; Lesage (d'Eure et Loire), 355; Durand-Maillanne, 355.

Le 23, Pelet (de la Lozere), Saladin, Dussaulx, Cambacérès, Isnard et Thibaudeau ont été élus.

NOUVELLES OFFICIELLES.

SUITE DES PIECES INSÉRÉES DANS LE PRÉCÉDENT NUMÉRO.

Le général en chef, au comité de salut public; au quartier-général à Machecoul, le 10 vendémiaire, l'an 4e. de la République Française, une heure du matin.

« Je m'empresse, citoyens représentans, de vous transmettre la lettre que je reçois du général Grouchy: elle vous fera connaître les détails de l'affaire qui eut lieu, le 3 du courant, entre les républicains et les bandes de Charette.

» Le 2, l'adjudant général Delaage avait déja enlevé plusieurs postes avec la plus grande valeur. Je dois vous déclarer que, depuis le court espace que je commande cette brave armée, je n'ai eu que des éloges à donner aux officiers et soldats avec lesquels je me suis trouvé. »

Signé, L. HOCHE.

Le général chef de l'état-major-général de l'armée, au général en chef; au quartier-général à Port-la-Claie, le 4 vendémiaire.

« Mon général, conformément à vos intentions, j'ai fait

Digitized by Google

enlever le 2 vendémiaire, par l'adjudant-général Delaâge, les postes qu'occupaient les rebelles à Rosnay, le Champ-Saint-Pere, Saint-Vincent-sur-Graon, et les Moutiers-les Maux Faits. Cinq colonnes y ont marché. Après une fusillade d'une demi heure, les rebelles ont abandonné Saint-Vincent, poste fortifié par la nature, et susceptible d'une vigoureuse résistance. Ils ont également été débusqués des autres points, et se sont retirés dans le bocage, laissant sur la place environ 80 des leurs. On leur a pris 14 chevaux.

» Le 3, Charette, qui, pendant les attaques du 2, était dans les landes de la Boissiere avec 8 à 9,000 fantassins et environ 900 chevaux, s'est porté sur Saint-Cyr, défendu par un bataillon de 900 hommes de la 157e demi brigade. Les rebelles se sont divisés en trois corps : le premier a masqué le château de Givre, où nous avons un bataillon; le deuxieme a attaqué Saint-Cyr; et le troisieme, de beaucoup le plus considérable, est venu prendre position en face de la Claye, pour s'opposer aux troupes qui, de Luçon, pourraient venir soutenir Saint-Cyr. La droite des ennemis était appuyée à Courson; leur gauche tirait vers le Champ-Saint-Pere. Ils étaient formés sur deux lignes, ayant leur cavalerie aux ailes et au centre.

» Le bataillon de la 157e. demi-brigade, retranché dans l'église de Saint-Cyr, et ayant ses meilleurs tireurs dans le clocher, a vigoureusement reçu l'ennemi; la fusillade la plus soutenue et la résistance la plus ferme ont rendu tous ses efforts inutiles. Dans ce seul point il a perdu 52 hommes, et en a eu un grand nombre de blessés. Plusieurs chefs y ont été tués : l'un d'eux (les déserteurs assurent que c'est Guerin, leur commandant dans le pays de Retz,) s'étant avancé pour sommer les républicains de se rendre, a été étendu mort d'un coup de fusil par le brave caporal Marca, qui lui cria : *Voilà comment je traite avec des royalistes.* Un autre porteur de sommation n'a pas été plus heureux; son cheval a été tué sous lui, et quatre de ceux qui sont venus le dégager ont été tués à ses côtés.

» A la nouvelle de l'attaque de Saint-Cyr, l'adjudant-général Delaâge a marché de Luçon à la Claie avec deux compagnies d'artillerie légere, un détachement de 40 chasseurs du 15e., un bataillon de la demi-brigade de Paris et des Vosges, un bataillon de la 196e. demi brigade, et un bataillon du 29e. régiment; il s'est porté sur la route de Saint-Cyr; l'infanterie a été placée dans les broussailles qui du grand chemin s'étendent jusqu'au hameau des Barandieres : le but, en la mettant dans cette position, était de cacher à l'ennemi nos forces, qui ne s'élevaient pas à plus de 900 hommes. L'artillerie légere, soutenue de la cavalerie, a été portée sur la gauche de la route.

» La fusillade a commencé à s'établir. Les rebelles ont di-

Digitized by Google

rigé un gros corps par le vallon des Barandieres, sur notre flanc droit, pour le tourner; le 29e. régiment a marché à sa rencontre et l'a fait plier. L'artillerie légere prenant en écharpe les lignes ennemies, a commencé à y porter du desordre; toutes les troupes républicaines se sont ébranlées la bayonnette en avant.

» Au même moment, le brave bataillon de la 157e. demi-brigade est sorti de Saint-Cyr, et s'est précipité sur l'ennemi aux cris de *vive la République*. En un instant, les brigands ont été mis dans une déroute complette, et ont fui de tous côtés, laissant la terre jonchée de morts, d'habits rouges, de souliers et de sabots : on les a poursuivis aussi long-tems que l'a permis le terrein, qui bientôt devint couvert et difficile.

» Cette journée, où l'intrépidité a suppléé au nombre, ne coûte à la République qu'un grenadier tué, quatorze soldats blessés, dont trois mortellement, et six chevaux. Les rebelles ont laissé sur le-champ de bataille 200 morts, et ils ont eu un grand nombre de blessés.

» L'adjudant-général Delaâge a déployé le courage brillant qui le caractérise, les talens les plus distingués, et a fait les plus sages dispositions. On ne saurait prodiguer trop d'eloges aux troupes; une foule de traits mériteraient d'être cités; je me bornerai à un seul. Un peloton de 200 chevaux, qui protégeait la retraite des rebelles, a fait mine de charger l'infanterie qui les poursuivait. La compagnie des grenadiers du 29e. régiment a prévenu cette charge, en chargeant elle-même à la bayonnette la cavalerie qui n'a pas osé l'attendre.

» D'après le rapport des déserteurs, Charette avait à sa suite 80 voitures, et s'était vanté de venir coucher à Luçon, dont il prétendait sans doute enlever ce qui lui aurait été utile. Il aura emporté ses blessés, et l'impression profonde de la valeur républicaine. »

Signé, E. Grouchy.

Pour copie conforme.

Signé, Hoche, *général en chef.*

Delaâge, adjudant-général, chef de brigade, au général en chef; Luçon, le 3 vendémiaire l'an 4e. de la République Française.

« Général, mes lettres précédentes vous annonçaient tous les préparatifs d'un rassemblement général chez nos ennemis. Je vous fais passer l'avis que je viens de recevoir, le croyant de la plus haute importance, et jugeant même que l'on peut y donner confiance, sur-tout si d'après des renseignemens certains vous n'avez rien à craindre des côtes. Je sais d'ailleurs que Charette a reçu une dépêche de l'Anglais : il est très-possible que l'équinoxe l'éloigne de nos côtes, et que Charette voulût tenter un coup de main sur la partie que jusqu'à pré-

Digitized by Google

sent nous avons maintenue, et où malheureusement il aurait tout à espérer de l'esprit public.

» Des renseignemens de localité moins essentiels pour vous, ont été donnés au général Grouchy; c'est d'après eux qu'il m'avait ordonné d'attaquer le poste de Saint-Vincent-sur-Craon et autres environnans. A minuit j'ai mis son ordre à exécution; tous les postes des brigands ont été surpris et emportés jusqu'aux landes de Nesmy. Sans entrer dans d'autres détails, j'ai eu l'avantage de toutes mes attaques: j'ai tué à l'ennemi environ 80 hommes, je lui ai enlevé 12 à 1500 paquets de cartouches, 20 chevaux, des armes, un magazin d'uniformes verts, parement blanc; 3000 rations de pain, 2 bœufs coupés et 30 qui étaient dans un parc, sans avoir personne de blessé. *Signé*, DELAAGE. Pour copie conforme. L. HOCHE.

Le général en chef, aux citoyens composant le comité de salut public; au quartier-général de Machecoul, le 9 vendémiaire.

« Citoyens représentans, dissoudre le rassemblement de Charette, afin de l'empêcher de se porter à la côte où il eût pu favoriser la descente nouvelle, donner aux habitans du pays insurgé l'idée de nos forces, et de la conduite de l'armée; acquiescer enfin aux vœux de celle-ci, tels furent les motifs qui me déciderent à faire marcher l'armée; elle marcha donc, le 6 du courant, pour se porter des points de Montaigu, Machecoul et Chalans à Belleville, où les trois colonnes arriverent le 7 au soir, sans rencontrer que quelques poignées de brigands qui furent dissipées aussi-tôt qu'apperçues; nous n'y trouvâmes point le grand rassemblement. Charette ayant voulu attaquer le poste de Saint-Cir, route de Luçon aux Sables, les 200 hommes qui l'occupaient donnérent, par une résistance opiniâtre, le tems d'aller à leur secours.

» L'armée vendéenne fut foudroyée, et suivie trois lieues dans sa déroute, qui fut complette.

» L'objet de la marche de l'armée se trouvant rempli, elle est rentrée aujourd'hui aux points d'où elle était partie; incessamment elle commencera son opération générale.

» Je vous fais passer la copie de la sommation qui fut faite au général Cambray, commandant à Noirmoutiers, et les réponses de ce brave officier.

» J'apprends au moment même (j'arrive à Machecoul,) que la flotte ennemie est disparue. Où est-elle? Je l'ignore: mais un orage violent, qui a lieu à l'instant où j'écris, doit la mettre mal à son aise.

» Les différens rapports des officiers généraux courent après moi. Lorsque je les aurai reçus, j'aurai l'honneur de vous transmettre les détails. Je vous ferai passer aussi les procès-verbaux d'acceptation de la constitution, que l'armée a juré de défendre contre ses ennemis, quels qu'ils puissent être. »

Signé, L. HOCHE.

Digitized by Google

Copie de la lettre du citoyen Boucresne, adjoint de l'adjudant-général Chapuis, au général divisionnaire Cannes; Chatlans, le 6 vendemiaire, l'an IV^e. de la République une et indivisible.

« Général, hier, le commodore anglais députa au général Cambray un officier charge de le sommer de rendre la place. Le general Cambray etant entierement dégarni, voulut alors avoir le tems de vous prévenir, afin que vous le renforciez. Il répondit au commodore qu'il demandait vingt-quatre heures pour vous prévenir. Le général Cambray me donna alors l'ordre de partir pour vous prevenir, ainsi que le général Gratien. J'ai sorti cette nuit de l'isle assez heureusement pour n'être pas remarqué des Anglais, qui cernent cependant l'isle de toutes parts. Le general Cambray se doutant bien qu'on lui refuserait la suspension d'armes demandée, a fait sa derniere réponse toute prête, pour vous la communiquer; car j'ai parti avant la reponse du commodore. Je devais vous porter moi-même ces différentes pieces, mais le général Gratien vous les fait passer. Je retourne au Goi pour introduire ce soir dans l'isle les munitions et renforts que vous y envoyez. Nous y arriverons, j'espere, malgré les canonnieres anglaises. J'ai trouvé en route un officier de votre état-major, avec qui je passerai ce soir. »

Je vous salue, général.

Signé, BOUCRESNE.

Copie de la sommation anglaise; à bord de la Pomone, le 27 septembre 1795.

« Monsieur, une escadre britannique, portant des troupes anglaises et françaises, environne votre isle. Nous ne venons pas pour démembrer la France, mais pour la rendre à son légitime souverain, pour aider les Français fideles à se soustraire à l'oppression, à retrouver, après tant de maux, la vraie liberté et la paix. Son altesse royale *Monsieur*, frere de sa majesté très-chrétienne Louis XVIII, est a bord de notre flotte. Sa présence vous est garante de la pureté des intentions du roi notre maître.

» Entouré, comme vous l'êtes, de forces supérieures, vous avez encore a choisir de risquer une resistance indiscrette et coupable, qui attirerait sur la troupe que vous commandez et sur les habitans du pays, des maux dont vous seriez seul l'auteur, ou de remettre votre isle au frere de votre roi et à ses alliés. Dans ce dernier cas, sa majesté britannique et son altesse royale *Monsieur*, nous autorisent à vous promettre qu'ils prendront sous leur protection, vous et votre garnison, ainsi que tous les habitans, et vous accorderont les faveurs qu'aura meritee votre soumission.

Digitized by Google

» Les officiers chargés de cette lettre sont autorisés à traiter tous les détails avec vous.

» Il est nécessaire que vous fassiez connaître promptement votre resolution, parce que l'arrivée de l'armée catholique et royale changera tellement les circonstances, qu'il ne serait plus en notre pouvoir d'accorder les mêmes conditions à la garnison.

» Nous avons l'honneur d'être, monsieur, vos très-humbles très-obéissans serviteurs, »

Signés, *le chevalier* HELDAMER *et* MELLERS;
EM. DORTZ, *major-général.*

Pour copie conforme,

Signé, CAMBRAY, *général de brigade.*

Premiere réponse du général Cambray ; Noirmoutiers, le 27 septembre 1795.

« Monsieur, étant dans cette isle, sous les ordres du général de division que je dois consulter pour ce que vous me proposez par votre lettre, qui m'a été remise par M. le comte de Muray, je vous demande une suspension d'armes de 24 heures, pour informer mon général divisionnaire, qui se tient près de l'isle, de vos propositions ; au bout de ce temps vous recevrez ma réponse. »

Je vous salue.

Le général de brigade républicain,

Signé, CAMBRAI.

Deuxieme réponse ; au quartier-général de Noirmoutiers, le 4 vendémiaire, l'an 4e. de la République Française

« Monsieur, nous avons accepté la constitution républicaine ; nous avons juré tous de la défendre jusqu'à la mort : voilà mon vœu, celui de ma garnison et des habitans. Nous ne reconnaîtrons jamais d'autres pouvoirs que ceux de la République ; les menaces n'ont jamais intimidé des républicains qui ont vaincu tant de fois.

» *Vive la République ! vive la Liberté !* voilà notre cri ; il ne variera jamais. »

Le général de brigade,

Signé, CAMBRAI.

Lettre du général de brigade Cambrai, au général divisionnaire Cannes.

« Mon général, hier, 8 heures du soir, le commodore de la flotte anglaise m'envoya un parlementaire avec une lettre, par laquelle il ne voulait accorder aucun délai pour vous con-

Digitized by Google

sulter ; ma réponse, et celle du conseil de guerre, fut que nous saurions vaincre et n'entrer dans aucune capitulation, et que nous attendrions leurs attaques de pied ferme.

» L'esprit de la garnison est on ne peut meilleur, il partage le sentiment républicain qui nous anime tous pour soutenir la cause de la liberté. »

Salut et fraternité.

Signé, CAMBRAI.

« J'observe au comité que j'ai fait jetter deux bataillons de la 90e. demi-brigade dans Noirmoutiers, pour en renforcer la garnison. Les Anglais d'ailleurs sont disparus de devant cette place. »

Signé, L. HOCHE.

P. S. Delaunay (d'Angers) a fait hier, au nom du comité de sûreté générale, un rapport sur une conspiration dont tous les fils se rattacherent à Basle ; il y a tracé le plan de conduite adopté, pour donner un roi à la France, d'abord sous le nom de maire perpétuel ; il a donné lecture des instructions originales fournies aux meneurs des sections de Paris, et en annonçant que le moment n'était pas venu de dévoiler tous les secrets contenus dans la correspondance saisie par le comité, il a proposé de traduire le *nommé Lemaitre*, l'un des agens principaux de la conjuration, par devant une commission militaire.

Tallien, après ce rapport, a manifesté son étonnement de ce que le comité de sûreté générale n'avait pas même indiqué les principaux auteurs et instigateurs de la conspiration ; il a affirmé qu'ils étaient dans les hommes que les sections de Paris avaient comblés d'honneurs et d'éloges, auxquels il avait été fait des appels, comme s'ils eussent dormi, tandis qu'ils conspiraient ; pour lesquels on avait préparés des chevaux qui devaient les mettre à l'abri du danger, si les sections eussent été victorieuses.

« J'ai eu tort, ajoute Tallien ; oui, je l'avoue, j'ai eu tort de ne pas accuser ces hommes qui voulaient assassiner la République, pour devenir les premiers dignitaires du roi dont ils auraient préparé le trône ; mais le moment est venu de tout dire à la Convention, et.... » (Des applaudissemens universels ont couvert la voix de l'orateur : *Nommez-lez, nommez-les*, était le cri universel.) Alors Tallien a proposé à la Convention de se former sur-le-champ en comité général, ce qui a été exécuté aux applaudissemens de tous les spectateurs qui ont quitté la salle en criant : *vive la République ! vive la Convention nationale !*

Le résultat des délibérations depuis ce moment ne nous est pas encore connu.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 30 VENDÉMIAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Jeudi* 22 *Octobre* 1795, vieux style.)

LITTÉRATURE ANCIENNE.

RÉPUBLIQUES DE SPARTE ET D'ATHENES, traduites de XÉNOPHON, par J. B. GAIL, professeur de littérature grecque, au collége de France. In-18. *Prix*, 30 *liv. papier-vélin. A Paris, chez l'auteur, au collége de France, place Cambrai.*

DEPUIS que la liberté s'est établie parmi nous, les constitutions des anciennes républiques ont dû vivement nous intéresser. Il était naturel de chercher des modeles parmi des peuples libres qui ont eu tant de célébrité ; mais il était dangereux de se livrer trop à l'esprit d'imitation. Les républiques anciennes, bornées par leur territoire et leur population, fondées sur un systême de démocratie ou d'aristocratie, et le plus souvent offrant un mélange de ces deux natures de gouvernement, ne peuvent avoir qu'un rapport bien éloigné avec une république qui par son étendue et le nombre de ses habitans ne peut être régie que par un gouvernement représentatif. Il ne faut jamais perdre de vue ces grands caracteres différentiels, lorsqu'on veut faire des rapprochemens politiques avec l'esprit des institutions des peuples de l'antiquité. C'est faute d'avoir apperçu ces différences, et par la manie de vouloir transporter les tems anciens aux tems modernes, qu'on est tombé dans d'étranges erreurs, et que la classe des personnes peu éclairées s'est faite en France une idée si fausse du mot *république* et de l'organisation qu'elle devait offrir. Ces réflexions ne sont point inutiles, avant d'entrer dans l'examen des deux ouvrages de Xénophon dont le citoyen Gail nous a donné la traduction.

Le premier traite de la *république d'Athenes*. Xénophon ne s'est point attaché à réunir les différentes lois qui composaient l'organisation de l'état et la forme du gou-

Digitized by Google

vernement ; il écrivait pour ses contemporains qui n'avaient pas besoin qu'on leur apprît quelle était leur constitution politique. Nous, qui après tant de siecles portons nos regards sur Athenes pour en connaître le gouvernement, nous aurions desiré qu'il fût entré dans de plus grands détails, et qu'il nous eût épargné la peine de chercher parmi les auteurs grecs les élémens dispersés de leurs institutions. Mais ce soin eût été inutile pour Xénophon et pour ceux auxquels il destinait son ouvrage. Il s'est borné seulement à donner l'*esprit* des lois politiques des Athéniens et la raison de ce qui était.

Son début est remarquable à plus d'un titre. « La constitution politique des Athéniens, dit-il, et le choix qu'ils en ont fait n'est pas ce que je prétends louer dans cet ouvrage. En la préférant ils ont donné plus d'avantage à la vicieuse populace qu'aux honnêtes citoyens. Sous ce point de vue je ne puis donc l'approuver ; mais puisqu'il leur a plu de l'adopter, je me propose de faire voir qu'ils emploient les vrais moyens de la maintenir, et qu'ils ont raison de faire bien des choses que les autres Grecs leur reprochent comme des fautes. »

Cette maniere franche de s'exprimer annonce que chaque citoyen jouissait à Athenes de la liberté de manifester son opinion sur la nature du gouvernement, et même de la blâmer, sans craindre d'être inquiété ni poursuivi pour cette manifestation. Telle doit être, dans tout état libre, la liberté d'émettre sa pensée sur la constitution politique ; il est bon néanmoins de remarquer que lorsque Xénophon écrivait ainsi, le gouvernement d'Athenes était affermi et puissant, les lois en vigueur, l'ordre public respecté, et que lui-même, en témoignant son desir d'une autre forme plus parfaite de gouvernement, n'en était pas moins le défenseur du sien. Voilà la conduite d'un citoyen libre et d'un homme de bien. Il respecte les lois de son pays, lors même qu'il ne les approuve pas.

Il paraît, par les expressions peu mesurées dont se sert Xénophon, toutes les fois qu'il a occasion de parler de la classe peu instruite du peuple, qu'il n'aimait pas le gouvernement populaire, et qu'il préférait l'*aristocratie*, c'est-à-dire le gouvernement des sages et des meilleurs, suivant sa primitive et véritable acception. C'était au reste l'opinion de Platon, d'Aristote, de Polybe et des plus grands politiques de l'antiquité.

Digitized by Google

Aussi existait-il peu de gouvernemens démocratiques proprement dits, ils étaient balancés par des corps de magistrature qui arrêtaient l'impétuosité de leur mouvement.

Quoi qu'il en soit, Xénophon, raisonnant dans l'esprit du gouvernement établi, explique très-bien pourquoi les Athéniens ont donné l'avantage aux pauvres ou au peuple sur les nobles et les riches ; c'est parce que c'est le peuple qui fournit les agens pour la marine et qui fait la force d'Athenes. En effet, une république, destinée par sa position physique à faire un grand commerce, et à être la premiere puissance maritime de la Grece, devait extrêmement favoriser la classe nombreuse qui pouvait seule lui procurer ces avantages et lui assurer cette prépondérance. Toutes les lois politiques d'Athenes sont dirigées vers ce but.

Il fallait donc que tous les citoyens indistinctement participassent aux charges qui dépendent du sort ou de l'élection, qu'ils eussent le droit de parler et de haranguer le peuple quand ils le jugeraient à propos, d'entrer au conseil, d'opiner dans le sénat, et d'occuper généralement tous les emplois, toutes les places que le peuple doit le plus naturellement ambitionner pour son intérêt et celui de sa famille. « Peut-être, dit Xénophon, un tel plan n'est-il pas le meilleur possible ; du moins assurera-t-il la durée de la démocratie. Il faut au peuple, non pas une administration sage qui le ferait esclave, mais la liberté et la souveraineté ; avec cela que la constitution soit vicieuse, c'est le moindre de ses soucis. Ce qui vous paraît défectueux dans le système polique, c'est précisément ce qui rend le peuple puissant et libre..... Que les pauvres, le peuple, la derniere classe soient heureux, ils se multiplieront, et c'est la force de la démocratie ; que ce soit au contraire les riches et les gens d'une naissance honnête, la démocratie éleve contre elle-même une puissance ennemie. »

C'est par une suite, et des mêmes principes, et de la même politique, qu'on avait mis de l'égalité entre les esclaves et les hommes libres, entre les étrangers domiciliés et les citoyens. Comme il n'y avait rien, soit dans le maintien, soit dans l'habillement, qui distinguât le citoyen de l'étranger ou de l'esclave, les méprises auraient été trop dangereuses. Dans un pays où l'industrie et les travaux des esclaves faisaient une

Digitized by Google

partie de la richesse des maîtres, il était de l'intérêt de ceux-ci de bien traiter les premiers. La ville avait besoin d'étrangers, soit pour la marine, soit pour les arts de toute espece, il fallait les favoriser par des priviléges. Aussi les étrangers formaient-ils dans tous les tems un tiers de la population de l'Attique.

Xénophon rend compte des différens usages des Athéniens, soit envers leurs alliés, soit envers leurs ennemis, soit pendant la paix, soit pendant la guerre; et l'on voit que tout se rapporte à l'esprit de la démocratie, et à ce qui pouvait augmenter leurs richesses, leur commerce et leur puissance maritime.

Dans le nombre de ces institutions, il n'oublie pas l'ostracisme, loi purement démocratique, et qui ne pouvait convenir qu'à un gouvernement où le peuple, toujours inquiet de sa liberté, toujours jaloux contre les grands, devait proscrire toute espece de talent et de vertu qui lui faisaient ombrage, dégrader les personnages les plus distingués, confisquer leurs biens, les condamner à l'exil ou à la mort, tandis qu'il comblait d'honneurs des hommes de néant.

Cependant malgré le soin que prenait le peuple de maintenir son autorité, de rabaisser les riches et les nobles, et de ne consulter en tout que son avantage, il n'en a pas moins été constamment gouverné par ses orateurs. Cela devait être chez un peuple d'une imagination vive et légere, extrêmement sensible à tous les genres de beauté, et sur-tout au charme de l'éloquence. Cela sera dans toute espece d'état purement populaire, parce que là où la multitude décide et gouverne, c'est elle que les ambitieux cherchent à flatter et à séduire. Le peuple en obéissant à ses démagogues croit ne faire usage que de sa propre puissance. Il ne faut pas s'étonner que Xénophon qui était philosophe, et qui avait vu de près les ressorts et les abus de la démagogie, eût desiré une autre forme de gouvernement; mais il était impossible de rendre raison du sien, avec plus de sagacité et un esprit d'observation plus profond qu'il ne l'a fait dans son petit traité de la *république d'Athenes*.

Celui de la *république de Sparte* est d'un autre ton. On voit que Xénophon, en l'écrivant, était pénétré d'un sentiment de respect et d'admiration pour ce gouvernement extraordinaire, et que l'esprit de rivalité qui existait entre les Athéniens et les Spartiates, ne l'a pas empêché d'être juste envers ces derniers. En effet, de toutes les institutions des anciens peuples il n'en est

Digitized by Google

aucunes qui aient opéré d'aussi étonnans prodiges et se soient soutenues si long-tems avec le moins d'altération que celles que Lycurgue donna à Sparte.

Le gouvernement d'Athenes convenait à une république commerçante et maritime, qui cultivait les arts, aimait passionnément tous les genres de gloire, et était le rendez-vous de tous les peuples de la Grece, de l'Archipel, d'une partie de l'Asie et de l'Europe. Lycurgue avait vu que son pays, enclavé dans les terres, occupant un espace étroit et peu fertile, ne pouvait s'élever à un haut degré de puissance que par les armes et des mœurs fieres et austeres, et il s'attacha à faire des Spartiates un peuple guerrier et vertueux. Toutes les ressources de son génie se rapporterent à ce double but; et il faut le dire, malgré les obstacles qu'il eût à vaincre, il était difficile de concevoir et d'exécuter une entreprise plus hardie, et d'employer des moyens plus nouveaux et plus grands.

Les institutions de Lycurgue sont trop connues pour les reproduire ici; mais si l'on veut en étudier l'esprit, et en découvrir les rapports, il faut lire ce qu'en a écrit Xénophon; et quoique ces institutions fussent déja très anciennes, on peut le regarder comme un témoin oculaire et irrécusable; il en parle avec cet intérêt, et cette simplicité touchante qui caractérise les anciens; peu de réflexions, et beaucoup de choses; telle était chez les Grecs la maniere d'écrire l'histoire; telle était celle de Xénophon embellie par un style pur et harmonieux.

Dans le nombre des remarques de Xénophon, il en est deux qui méritent d'être distinguées, et qui prouvent toute l'étendue du génie de Lycurgue; l'une, c'est que ce grand législateur, avant de mettre à exécution son plan de réforme, voulut s'assurer des suffrages des principaux citoyens. Il pensa qu'il aurait travaillé en vain, si ses lois n'étaient acceptées avec ce respect religieux, présage certain de leur durée. L'autre, c'est que pour leur imprimer un caractere plus auguste, il alla à Delphes pour consulter Apollon, et lui demander si Sparte en deviendrait plus célebre et plus florissante en se soumettant à ses lois. Ce ne fut qu'après une réponse positive de l'oracle qu'il les publia, déclarant non-seulement ennemi des lois, mais du Dieu lui-même, quiconque oserait les violer malgré la sanction divine qu'elles venaient de recevoir; et les lois de Lycurgue

Digitized by Google

ont subsisté pendant plus de sept cents ans. C'est ainsi qu'il faut frapper les peuples d'un grand enthousiasme pour leur législation nouvelle, talent qui a trop souvent manqué à nos législateurs modernes.

Le même enthousiasme subsistait encore du tems de Xénophon ; « Ces lois, dit-il en finissant, sont sans doute d'une antiquité très-reculée, puisque Lycurgue était, dit-on, contemporain des enfans d'Hercule, mais malgré cette antiquité elles ont encore à présent même un air de nouveauté aux yeux des autres nations ; et ce qui est bien étrange, tandis que tout le monde s'accorde à louer une aussi sublime législation, aucun peuple n'a le courage de l'adopter. »

Xénophon n'aurait pas fait cette derniere réflexion, s'il eût songé que la législation qui est bonne pour un peuple ne convient pas toujours à un autre. Celle de Lycurgue a été telle qu'il ne s'est rencontré qu'un seul peuple qui fût digne de l'adopter et de la suivre. Elle est arrivée jusqu'à nous, environnée d'une grande célébrité, et quand on considere les effets prodigieux qu'elle a produits on ne peut s'empêcher d'admirer le génie qui l'a conçue, et le peuple qui a eu le courage de s'y soumettre. Mais ce serait une grande erreur que de vouloir la faire revivre ; dans l'état actuel où est parvenue la civilisation chez les peuples modernes, il ne peut plus y avoir de Spartiates.

Après avoir parlé de Xénophon, il faut dire un mot du traducteur. Le citoyen Gail est du petit nombre des hommes laborieux qui s'occupent à faire passer dans notre langue les richesses de l'antiquité grecque. On lui est déja redevable de plusieurs traductions très-estimées, et ces nouveaux traités de Xénophon sont une preuve de son zele et de sa fidélité à remplir l'engagement qu'il a pris de traduire en entier cet auteur célebre. Quant à l'exécution typographique de l'ouvrage, il suffit de dire qu'il sort des presses de Didot le jeune.

(*Cet article est du cit.* Le Noir de la Roche.)

ANNONCES.

Origine de tous les Cultes, ou religion universelle ; par Dupuis, citoyen français. Trois volumes *in* 4°. et un volume de planches. Prix, 620 l. — Le même, 12 volumes *in*-8°. et un de planches. Prix, 600 l. A Paris, chez Agasse, rue des Poitevins, n°. 18. L'an 3e. de la République (1795). — Cet ouvrage, impatiemment attendu, est l'un des plus savans et des plus importans qui aient paru depuis nombre d'années. Nous en donnerons incessamment une analyse.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 Octobre.

DE COPENHAGUE, *le 15 septembre.*

LE 12 de ce mois, l'escadre combinée danoise et suédoise est rentrée dans ce port, revenant de la mer du Nord, sous les ordres de son commandant Wleugel, qui vient d'être mis à la tête de la 4e. division de la flotte, où il remplace le contre-amiral Walterdorfs, mort depuis peu. Une frégate et un cutter danois vont recevoir des vivres pour deux mois, et partir ensuite pour aller croiser le long des côtes de Norwege.

On apprend par des lettres postérieures que le Danemarck a pris le parti de faire faire des recrues en Allemagne pour compléter son armée de terre, sans enlever à l'agriculture des bras qui lui sont si précieux; la commission qui doit exécuter cette mesure est même déja nommée et siége à Rendsbourg.

La flotte suédoise doit se séparer au commencement d'octobre de celle de Danemarck, pour retourner à Carlscrone, et l'on mande de ce port que tout y est dans une activité prodigieuse, et qu'il s'y fait des livraisons considérables pour mettre cette flotte sur le pied le plus respectable.

Ainsi voilà le Danemarck et la Suede en état de faire face à la Russie, en cas que cette ambitieuse puissance veuille tenter quelque chose contre ces deux états que leur union mettrait non-seulement à portée de se défendre contre cet ennemi commun, mais même de l'attaquer avec avantage, si l'esprit de modération et de justice qui les gouverne ne les détournait d'une pareille entreprise. Au reste, il ne paraît pas que la Russie songe à provoquer les cabinets de Stockholm et de Copenhague; elle se contente d'achever son partage de la Pologne, et d'en tirer le meilleur parti possible.

La cour impériale a donné, le 25 septembre, un décret à la dictature, concernant la paix conclue par le landgrave de Hesse-Cassel avec la République Française. Il perce beaucoup d'humeur dans cette piece, dont la fin sur-tout est remarquable, en ce qu'on y voit l'empereur avouer que son influence

Digitized by Google

sur le corps germanique lui échappe, et se plaindre de ne plus en avoir le titre de chef qu'*ad honores*.

« Sa majesté impériale étouffe, pour ce moment, tous les justes sentimens qu'exige un événement de ce genre, auquel, d'après les assurances solemnelles de la diete générale, en date du 3 juillet, sadite majesté était loin de s'attendre, et qu'elle ne devait pas même présumer. Cet événement, si l'on en croit à des bruits publics, peut en amener d'autres de même nature, et en influant sur la guerre actuelle de l'Empire, rendre plus pénible la défense de la partie germanique, et infiniment plus difficile la négociation d'une paix équitable, juste, honorable et acceptable, qui ait pour bâse l'intégrité du territoire et le maintien assuré de la constitution : s'il peut se faire que des états singuliers se détachent à leur gré de l'union générale de l'Empire, et, au moyen de traités séparés et d'articles secrets, séparent leur intérêt particulier de l'intérêt général du corps, celui-ci ira toujours se confondre et se perdre dans l'autre.

» Au milieu de ces réflexions et de plusieurs autres qui, quand on veut bien prévoir les suites, importent si fort à la constitution germanique, S. M. I., toujours sur la ligne de la capitulation qu'elle a jurée, se tranquillise encore sur les délibérations patriotiques de la diete générale, et se remplit d'une confiance paternelle, en espérant que les électeurs, princes et états de l'Empire peseront l'événement en question conformément à son importance, et en dirigeant avec fermeté un très-humble avis de l'Empire sur cet objet, diront articulément à sadite majesté, non-seulement sous quel point de vue ce traité de paix et d'amitié doit être envisagé, d'après la constitution, dans tout ce qu'il contient de relatif à l'Empire d'Allemagne, mais encore quelles mesures analogues et efficaces il est instant de prendre pour la conservation de la constitution fondamentale, et pour le maintien de l'unité, de la dignité et de l'indépendance du corps germanique. Il n'échappera pas à la pénétration de la diete générale, que la députation de l'Empire nommée par le dernier *conclusum*, et les pouvoirs tant généraux que particuliers et de subnégation, sur lesquels il s'agit encore de s'accorder, ainsi que sur l'instruction à donner en commun aux députés, seraient en définitif sans objet et sans aucune utilité, et qu'il ne resterait tout au plus au chef suprême de l'Empire, et à la députation nommée pour les négociations, que l'honneur de signer la paix future, si par l'avis attendu de la part de l'Empire, les difficultés qui se présentent aujourd'hui n'étaient pas préalablement levées, et si des états exposés à souffrir du sort de la guerre, devaient encore imiter les exemples qui leur ont été donnés. Ceci est de la dernière évidence pour qui fait attention que, dans le 5e. art. du traité de paix

Digitized by Google

et d'amitié du landgrave de Hesse-Cassel, il n'est plus fait mention de la paix que l'Empire a à conclure avec la France comme d'une paix générale de l'Empire, mais seulement comme d'une paix qui devrait avoir lieu avec toutes les puissances actuellement en guerre avec la France. Cela doit faire regarder comme d'autant plus pressé l'avis de l'Empire, que S. M. I., en sa qualité de chef suprême, s'est déterminée à demander. »

Le chef de la coalition ne peut se dissimuler qu'elle se dissout, qu'il n'est plus en son pouvoir de retenir les princes allemands dans cette ligue si funeste à leurs véritables intérêts, et qu'en un mot il faut se joindre à eux pour faire la paix d'une maniere moins désavantageuse, sous peine de la faire plus mal et plus honteusement, s'il s'obstine à faire seul la guerre, qu'il ne pourrait d'ailleurs continuer longtems. De nouveaux succès des Français ne le laisseront pas beaucoup hésiter. Ils ont commencé à travailler sur les hauteurs opposées à la forteresse d'Ehrenbreitstein, et déja établi des batteries formidables pour expulser les Autrichiens du Thal, poste dont ils ont absolument besoin, afin de presser le siége de ce terrible rocher.

On a entendu ici toute la nuit du 2 au 3, et même jusqu'à midi, une canonnade des plus fortes; on présume qu'elle venait de Weissenau et du Hardemberg. On a appris depuis que la garnison de Mayence, après avoir réussi à déloger les Français de Kostheim, à la suite d'une action où elle leur avait tué beaucoup de monde, a fini par reperdre ce village, sur lequel les Français sont revenus avec des troupes fraîches.

ITALIE.

De Livourne, le 22 septembre. On a vu arriver ici les galeres napolitaines avec quatre felouques armées, et capables de donner la chasse aux vaisseaux marchands. Tous ces bâtimens ont eu bientôt remis à la voile, se dirigeant vers le Ponent, pour aider au blocus formé de ce côté.

Il ne cesse d'entrer dans ce port des bâtimens chargés de toute sorte de denrées, et principalement de grains. Parmi ceux de cette derniere espece, se trouve un bâtiment venant de la Mer-Noire, sous pavillon prussien. On en attend 200 autres semblables, ayant des chargemens pareils.

Il avait été annoncé dans plusieurs feuilles, que parmi les nouveaux corps que Condé se proposait de former, il devait y en avoir un de cavalerie, sous le nom de Malthe. Le gouvernement de l'isle vient de publier que, fidele aux principes d'une exacte neutralité, il ne prenait aucune part directe ou indirecte à la levée de ce régiment.

Digitized by Google

ANGLETERRE. *De Londres, le 5 octobre.*

On a reçu hier des dépêches de sir D. Waren. Elles ne font aucune mension de la victoire qu'on avait dit remportée par Charette. Le bruit de cette victoire paraît aujourd'hui absolument controuvé. L'ex d'Artois n'était point abordé.

L'ex-duc de Bourbon est parti hier pour se rendre à Southampton.

Les trois régimens d'Hervilly, d'Hector et de Dresnay viennent d'être licenciés. Le peu d'hommes qu'ils avaient encore passe dans la légion de la Châtre : les officiers qui ne pourront entrer maintenant dans ce corps conserveront la demi-paie.

L'amiral Bridport est rentré le 19 à Portsmouth, avec deux vaisseaux de 100 canons, un de 80, quatre de 74 et trois frégates. Le *Formidable* de 98, et le *Brunswick* de 74 sont entrés à Plymouth. L'amiral Hervey reste à la hauteur de l'Orient, avec onze vaisseaux de guerre.

Voici un état, qu'on dit exact, des forces que les Anglais ont maintenant dans la mer du Nord, sous les ordres de l'amiral Duncan et du contre-amiral Pringle : Le *Vénérable* de 74 ; l'*Asia* de 64 ; le *Défiance*, l'*Edgar*, le *Tremendous*, le *Mars*, le *Minotaure*, tous de 74 ; le *Belliqueux*, le *Lion*, le *Nassau* de 64 ; l'*Albion* de 60 ; le *Coromandel*, le *Calcutta*, le *Glouton* de 54 ; l'*Isis*, le *Jupiter*, le *Léopard* de 50 ; l'*Hebée*, la *Réunion*, la *Léda* de 36 ; l'*Ambuscade*, l'*Andromede*, la *Ceres*, le *Dedalus*, la *Vénus* de 32 ; le *Lapwing*, le *Pegasus*, l'*Aurora*, la *Circé* de 28 ; la *Camilla* de 20 ; le *King'sfisher*, le *Pélican* de 18 ; l'*Albicore*, l'*Espiegle*, le *Fairy*, le *Scourge*, le *Sauvage*, le *Lark* de 16 ; le *Perret*, le *Martin* de 14 ; la *Vipere*, le *Trial* de 12 ; le *Hawke* de 4.

Il y avait hier 18,000 hommes de troupes à Portsmouth, qu'on prétend destinés pour les Indes occidentales : 17,000 d'entr'eux doivent, dit-on, y être envoyés incessamment. Suivant un apperçu qu'on trouve dans les papiers de l'opposition, en supposant que l'expédition fût de 25,000 hommes, elle serait encore trop faible, relativement à la situation où se trouvent maintenant les Indes occidentales. En effet, il s'agirait avec ce nombre d'hommes de former une entreprise contre la partie espagnole de Saint-Domingue, et de donner en même-tems une protection efficace aux isles anglaises ; de recouvrir Sainte Lucie et la Guadeloupe, qui est maintenant une isle armée, comme la France est une nation armée.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de Grnissieux.

Séance de primedi, 21 Vendémiaire.

Un secrétaire, d'après l'observation du président qui annonce que l'on répand dans Paris le bruit que les départemens prendront le parti des sections, donne lecture d'une foule d'adresses qui félicitent la Convention sur les événemens des 13 et 14 vendémiaire.

Sur le rapport du comité de salut public, la Convention investit ce comité du droit d'organiser définitivement les armées de terre et de mer pour l'an IV^e^. de la République.

Le comité des finances fait décréter, 1°. que le cours du change sera réglé tous les jours par deux agens qu'il nommera à cet effet, et qui l'afficheront à la bourse dans les lieux les plus apparens; 2°. que toutes négociations en blanc d'effets de commerce sont défendues. Les effets ainsi négociés seront confisqués, et les agens qui s'y seront prêtés destitués.

Joseph Lebon, condamné à mort par jugement du tribunal criminel du département de la Somme, demande à la Convention si la publication de l'acte constitutionnel ne l'autorise pas à se pourvoir au tribunal de cassation contre ce jugement.

L'Assemblée passe à l'ordre du jour motivé sur ce que ce tribunal a été investi de la connaissance de cette affaire par un décret particulier qui n'est pas révoqué.

Pons (de Verdun) propose, au nom du comité de législation, d'accorder au représentant Talot, en mission dans le département du Nord, le pouvoir de destituer et remplacer les fonctionnaires publics.

Roux dit que cette mesure est inutile, puisque les corps électoraux sont occupés de ces nominations.

André Dumont pense de même, et ajoute que ce serait influencer les assemblées électorales, et porter atteinte à la souveraineté du peuple.

Génissieux appuie le projet. Il y voit un moyen d'écarter les hommes dangereux, et d'éclairer les électeurs sur les choix qu'ils ont à faire.

Plusieurs membres : Il faut destituer les royalistes. Le projet du comité est adopté.

On réclame. Pons (de Verdun) : Si vous voulez perdre le fruit de la victoire que viennent de remporter les républicains,

Digitized by Google

si vous voulez laisser les assassins aiguiser de nouveau leurs poignards, il faudrait rapporter le décret que vous venez de rendre, il faudrait enchaîner la surveillance active de votre comité de législation. On a blâmé le comité sur les destitutions qu'il prononce. Mais s'il y avait quelque chose à blâmer, ce serait sa lenteur à le faire.

On invoque les principes, quand il est question de faits, quand il sagit de salut public, qui est le premier de tous les principes. Ne devez vous pas laisser dans les mains du directoire exécutif des armes répressives des factions et de la contre-révolution ? Quand le mal s'est fait révolutionnairement, peut-on ou ne peut-on pas y remédier révolutionnairement ? Si on a voulu faire sa cour aux assemblées électorales, j'avoue que la proposition est faite pour flatter agréablement leurs oreilles ; elle ne manquera pas sur-tout de persuader les aristocrates. Mais nous devons dire ici la vérité. Le fait est que les autorités constituées sont presque toutes gangrénées d'aristocratie. Un grand nombre de parens d'émigrés, de prêtres réfractaires, ont été mis en place. Quoi ! ce qui s'est passé ne vous a pas ouvert les yeux ! Le sang de tant de républicains aurait coulé en vain ! Non ; vous ne laisserez pas sur l'ostensoir des hommes qui peuvent perdre la chose publique. Je demande que le décret soit maintenu. (Vifs applaudissemens.)

Le décret est maintenu.

Lanjuinais, au nom du même comité, soumet à la discussion le tableau des placemens des administrations et tribunaux dans les départemens. Après d'assez longs débats, il est adopté.

Séance du duodi, 22 Vendémiaire.

Un membre du comité des finances fait décréter un long projet de décret sur l'organisation des monnaies et administrations monétaires. Il y aura dès-à-présent sept hôtels de monnaie en activité dans la République.

L'assemblée coloniale de Cayenne écrit, en date du 6 thermidor, que la loi de l'abolition de l'esclavage y a été reçue et proclamée sans secousse. Les blancs se sont associés à leurs nouveaux freres pour s'assurer leurs moyens de subsistances. (Vifs applaudissemens.)

Pons (de Verdun), au nom du comité de législation, soumet à la discussion un projet de décret, qui consiste à faire mettre en liberté, par les juges de paix, tous ceux contre lesquels il n'existe pas de délits précis caractérisés par le code pénal ; à annuller les actes d'accusation dressés contr'eux, et à autoriser le comité de législation à casser les jugemens qui auraient été rendus dans un sens contraire au décret.

Villers combat plusieurs dispositions de ce projet, et dit

Digitized by Google

qu'il s'y trouve une redondance, en ce qu'on propose à la Convention d'annuller les actes d'accusation, et qu'on charge en même-tems le comité de législation de casser ces mêmes actes ; qu'il y a des lois suffisantes sur cette matière pour rendre justice à tous et punir les prévarications des juges ; qu'il faut prendre garde que la révolution du 13 vendémiaire ne fasse oublier celle du 4 prairial.

Villers demande de charger seulement ce comité de prononcer sur les procédures qui lui ont été envoyées.

Lanjuinais ne s'oppose pas au fond du projet en lui-même ; mais il pense que le code pénal a prévu les cas de prévarication des juges, et que des articles particuliers sont inutiles pour réprimer ces prévarications.

Berlier : Pourquoi de nombreuses difficultés s'élèvent-elles ? On nous indique bien devant quels juges on aura recours pour se faire rendre justice. Mais si cette justice est refusée ou retardée, où se trouvera le régulateur de sa marche ? Le fait régulateur est le gouvernement, et le gouvernement est dans vos comités. Je demande donc l'adoption du projet.

Meaulle demande à présenter de nouvelles vues. Il s'attache à démontrer qu'une réaction nouvelle n'est point à craindre. « Les patriotes opprimés, dit-il, ne vangeront point des assassinats par d'autres assassinats, et le serment des vainqueurs de vendémiaire sera religieusement observé. »

Je propose de décréter :

« Art. 1er. Toute personne arrêtée comme feuillant, jacobin, modéré, fédéraliste, terroriste, vandale, sans que des délits prévus par le code pénal lui soient imputés, sera mise de suite en liberté.

» II. Seront également mises en liberté, les personnes arrêtées pour lettres, opinions, discours ou écrits antérieurs à la publication de la présente loi.

» III. Seront également mis en liberté, les fonctionnaires publics arrêtés pour avoir exécuté les lois révolutionnaires, ou les arrêtés des représentans du peuple, ainsi que ceux mis en jugement ou en arrestation pour des délits sur lesquels ils auraient été déja acquittés. »

Lanjuinais : Parmi quelques articles contre lesquels je m'élève, ce projet en renferme de préférables à ceux présentés par le comité. Mais il est échappé à Berlier une erreur grave. Il a dit qu'il fallait un régulateur à l'ordre judiciaire. Où en serions-nous donc, si un tel blasphême pouvait être impunément proféré ? Si on admettait que le gouvernement doit régulariser la marche de la justice, c'est le gouvernement qui devient alors juge et exécuteur. Si, d'un autre côté, c'est le pouvoir législatif qui régularise, il y aurait confusion de pouvoirs. Si c'est le pouvoir exécutif, il y aurait tyrannie. Le pouvoir judiciaire doit être indépendant.

Digitized by Google

Lehardy : Je demande à prouver que la constitution qu'on a invoquée, n'est point applicable à des délits commis avant elle.

Lanjuinais : Lehardy se trompe et ne soutiendra point cette idée. La loi proposée n'est point faite pour quelques jours seulement. Elle doit être aussi durable que vos autres lois ; elle précise des délits, elle ordonne des peines qui peuvent s'appliquer dans tous les tems, puisqu'elle est portée contre les juges prévaricateurs. Elle ne doit donc avoir rien de contraire à la constitution.

André Dumont combat la rédaction présentée par Meaulle. Il fait observer que si elle était admise, on mettrait en liberté Pache, Bouchotte, les chouans arrêtés et les rebelles de vendémiaire, parmi lesquels il en est, dit il, un grand nombre qui n'ont été arrêtés que pour leur costume, mais parmi lesquels aussi il en est beaucoup de coupables.

André Dumont demande que les deux projets soient renvoyés aux comités pour les amalgamer ensemble.

Garnier (de Saintes) : Je vote pour le projet des comités. On a précipité dans les cachots, par suite d'une réaction royale, vos plus chauds amis, vos plus zélés défenseurs. On a cru le moment favorable. Les poignards se sont levés, et on a prononcé le mot de roi. Personne ici ne parle pour les égorgeurs du regne de Robespierre ; mais il ne peut y avoir qu'une voix en faveur des patriotes. En vain, dira-t-on, vous faites une loi particuliere pour les patriotes ; je répondrai : pourquoi non ? on en a bien fait pour les aristocrates.

Vous avez été indulgens pour le crime ; vous devez au moins être justes pour l'innocence. Les patriotes ne vous demandent que la liberté ; elle leur est due, ce n'est point une grace à accorder ; c'est un devoir à remplir. Ces hommes ne veulent point de vengeance, ils l'ont juré, ils tiendront leurs sermens. Eh quoi ! on demande des formalités pour délivrer des patriotes, et on n'en a pas demandé pour Montesquiou, pour Servan qui étaient decrétés d'accusation.

J'appuie donc le projet de décret du comité. Celui de Meaulle aurait cet inconvenient, qu'il déclarerait absous ceux des infâmes journalistes qui ont appelé les poignards sur la représentation, et provoqué la rébellion du 13. (De vifs applaudissemens se font entendre. On demande à grands cris à aller aux voix.) La discussion est fermée, le projet du comité mis aux voix article par article, et adopté.

Quelques amendemens excitent de vifs débats.

Barras dit qu'on ne peut se dissimuler que depuis six mois une réaction funeste a eu lieu de la part des royalistes contre les républicains. Il demande que les émigrés rentrés soient expulsés du territoire, ainsi que les prêtres réfractaires, et que les patriotes soient rendus dans les 24 heures à la liberté.

Digitized by Google

Tallien y ajoute la proposition du bannissement de tous les royalistes.

Chénier l'appuie, dans la persuasion où il est que le seul moyen de consolider la révolution est de chasser tous ceux qui ne veulent pas du gouvernement républicain ; et il cite l'exemple des Américains et des Suisses. Il est très-applaudi, et la Convention décrete que ses comités lui feront le lendemain un rapport sur les moyens de faire sortir les émigrés rentrés, les prêtres réfractaires et les royalistes, du territoire de la République.

Séance de tridi, 23 Vendémiaire.

Pons (de Verdun) soumet à la rédaction le projet de décret qu'il a présenté hier au nom du comité de législation. Elle est adoptée en ces termes :

« Art. 1er. Il est expressément défendu à tous juges de paix et à tous officiers de police de sûreté, à peine d'une amende qui ne pourra être moindre de 500 liv., ni excéder 2,000 l., et de tous dommages-intérêts qui seront prononcés par les tribunaux civils des départemens, de traduire pardevant un directeur de jury aucun citoyen qui ne serait pas prévenu de meurtre, d'assassinat, de vol, d'attentat contre la liberté et la sûreté publiques, ou autre crime prévu et spécifié par les lois pénales.

» II. Il est enjoint, sous la même peine, auxdits juges de paix et officiers de police de sûreté de mettre en liberté, dans les 24 heures de la publication du présent décret, tout individu contre lequel il aurait été décerné des mandats d'arrêt non motivés, comme il est dit dans l'article précédent.

» III. Tous actes d'accusation, qui ne porteraient pas sur des délits qualifiés et spécifiés par les lois pénales, comme l'exige l'article 1er., sont déclarés nuls.

» IV. Il est expressément défendu à tout directeur de jury d'en dresser à l'avenir de semblables, à tout accusateur public d'en porter aux tribunaux militaires, et à tous tribunaux criminels d'en recevoir ou d'y donner suite, sous la peine portée dans ledit article 1er.

» V. Lesdits directeurs de jury, accusateurs publics et juges criminels sont tenus, chacun sous la même peine, de mettre en liberté sur-le-champ tous individus contre lesquels il aurait été dressé des actes d'accusation déclarés nuls par l'article III.

» VI. Le comité de législation est autorisé à statuer définitivement sur les actes d'accusation et jugemens annullés par les articles précédens, qui lui sont parvenus ou qui lui parviendraient, sans néanmoins que la présente disposition puisse autoriser les directeurs de jury, accusateurs publics et juges,

Digitized by Google

à suspendre l'exécution du présent décret, chacun en ce qui les concerne.

» VII. Il n'est point dérogé par le présent décret aux lois précédentes, relatives aux chouans et aux autres rebelles des départemens de l'Ouest et de l'intérieur, ainsi qu'aux prêtres réfractaires et conspirateurs du 13 vendémiaire.

» VIII. L'insertion au bulletin de correspondance du présent décret lui tiendra lieu de publication.

» IX. Il sera envoyé dans les départemens par des couriers extraordinaires. »

Daunou, au nom de la commission des onze, fait un rapport étendu sur l'organisation de l'instruction publique. Les vues qu'il a présentées ont parues neuves et utiles, et il pense avec raison que les lumieres et leur propagation par le canal de l'instruction publique, devaient être regardées comme la premiere base de la République, et qu'elles seules pouvaient la consolider; aussi a-t-il été fort applaudi. Son discours et le projet de décret dont il est suivi seront imprimés et distribués pour être ensuite discutés.

Delaunay (d'Angers), organe des comités de sûreté générale et de salut public, fait son rapport sur la conspiration des 12, 13 et 14 vendémiaire.

« Tel est le sort, dit-il, des grandes révolutions, qu'il est impossible de passer de l'état de la servitude à celui de la liberté sans les plus violentes secousses. Le gouvernement républicain en s'établissant froisse les intérêts, irrite les patriotes, et fait fermenter les esprits amis de l'esclavage. Le parti de l'étranger y joue ordinairement un grand rôle; ses moyens sont obliques, et les voies qu'il suit sont détournées. Il comprime l'esprit public, salarie, flatte, effraie et détermine les mouvemens qui lui sont favorables. Ainsi, nous avons vu la révolution avoir ses périodes et ses crises; ainsi, dans la conspiration du 13 vendémaire, vous verrez unis pour renverser la République, et les conspirateurs de l'intérieur, et le parti de l'étranger.

» Des correspondances très-précieuses ont été saisies, elles sont criminelles, et le plan suivi par les assemblées primaires y est tracé; avant la victoire du 13, le parti contre-révolutionnaire était parvenu à dégrader l'esprit public, à perdre la Convention nationale dans l'opinion, par les plus affreuses calomnies. Le tems de la renverser parut arrivé, et le parti de l'étranger fit hâter la convocation de l'assemblée électorale de la Seine. »

Les lettres d'un comité secret composé d'émigrés, établi à Bâle, surprises, annoncent que pour le rétablissement de la royauté, on comptait beaucoup sur la constitution de 91. Les prêtres, y est-il dit, colportent nos écrits avec beaucoup de succès. Ce corps est devenu fort désintéressé. Je crois, est-il

Digitized by Google

est-il dit dans une autre, que les chansons conviennent beaucoup ; nous en avons établi ici une fabrique ; en voici le prospectus, distribuez-le au peuple et à l'armée.

» Les conjurés se reposaient beaucoup sur les assemblées primaires.

Une lettre du même comité porte : « L'empereur entrera-t-il en conquérant? Ce système nous paraît impolitique, il peut faire manquer l'entreprise, et donner de la force à la Convention contre les assemblées primaires. »

Dans d'autres lettres on lit : « Paris va assez bien, il faut que les sections fassent un coup de tête, qu'elles conservent leur attitude ; une fois les têtes montées, il y a écho dans les départemens..... » Dans d'autres on dit : « Les armées sont en puissance, et les sections seront aidées de la coalition »

» Parmi les hommes qui dans ces lettres sont désignés comme intéressans au succès du plan, Laharpe, Lacretelle et Riche-Sériziy sont nommés.

» D'autres lettres portent ces mots : Voilà les constitutionnels de 1791 qui se remuent ; si la quatrième législature est remplie de constituans, on pourra facilement traiter avec eux. »

« Vos comités, continue le rapporteur, ne pensent pas que de semblables lettres aient besoin de commentaires. Ils doivent ajouter qu'il existe à Véronne un personnage qui se contente du titre de maire perpétuel de Paris ; mais qui cependant fait chercher par-tout les papiers et les ornemens principaux destinés à la cérémonie du sacre.

» Vos comités vous laisseront le soin de rapprocher ces divers faits des mouvemens de Nantes, d'Orléans, de Dreux. Ils vous proposent de décréter que le nommé Lemaitre, ancien secrétaire-général des finances, actuellement en état d'arrestation, et chez lequel les papiers ont été saisis, sera traduit, avec ses complices, devant une commission militaire établie à Paris. » Le projet est adopté.

Tallien : Il seroit important de donner de la publicité à ces lettres, dont l'on ne cite que des extraits. Il faut que chaque Français puisse les lire, pour qu'il juge les conspirateurs. Les comités n'ont pas dit le mot ; ils n'ont pas fait connaître, peut-être par prudence, les fils de ce vaste complot. (Vifs applaudissemens.) Je l'avais dénoncé il y a deux mois ; pourquoi les auteurs sont-ils libres encore? Pourquoi a-t-on paralysé le courage des républicains? Pourquoi n'a-t-on pas dévoilé les amis des conjurés? J'ai trop long-tems consenti à me taire : j'ai eu tort de ne pas dénoncer ceux qui conspiraient avec les assassins le 13 vendémiaire. (Applaudissemens très-animés.)

A la tribune, s'écrie-t-on de toutes parts. Tallien monte à

Digitized by Google

la tribune : Oui, il faut dénoncer ceux qui conspiraient avec les sections; ceux qui devaient être mis à la tête des colonnes séditieuses, ceux que les section de Paris prenaient sous leur protection, ceux pour qui l'on tenait des chevaux prêts autour de cette enceinte; ceux qui étaient les directeurs de la sédition, ceux qui recevaient chez eux les présidens des sections, ceux en un mot qui conspiraient contre la patrie, pour égorger la représentation nationale, pour exciter ici la guerre civile. (La salle retentit d'applaudissemens). Oui, il faut dénoncer ces hommes qui, en parlant de la victoire glorieuse des républicains, l'ont qualifiée de *massacres du* 13 ! (Bruit.).

Barras : Il faut savoir quels sont ceux qui ne veulent pas la République. (Vifs applaudissemens).

Je les connais ces hommes, continue Tallien; je dirai leurs noms. Il importe de faire connaître les conspirateurs et de les démasquer. (Oui, oui, s'écrie-t-on.)

Chénier monte à la tribune.

Je prie la Convention, dit Tallien, de se former à l'instant en comité général.

Cette proposition est décrétée : la salle retentit des cris de *Vive la République !*

Tous les spectateurs se retirent.

Séance de quartidi, 24 *Vendémiaire.*

Quatre millions sont assignés pour les réparations du canal du ci-devant Languedoc.

Garan-Coulon, au nom du comité de législation, insiste en vain pour faire un rapport sur les biens communaux ou prétendus tels. Son projet est ajourné, et il fait seulement décréter en principe la suppression de l'arbitrage pour ces sortes de contestations.

Vernier, au nom des comités de salut public, commerce, législation et finances, fait un rapport dans lequel il développe les moyens les plus propres pour opérer le retirement progressif des assignats, leur rendre un crédit salutaire, et leur substituer insensiblement une monnaie métallique.

Le rapporteur fait d'abord sentir qu'il faut rejetter toute espèce de démonétisation, qu'elle serait plus préjudiciable qu'utile à la nation, et que supprimer une partie des assignats, serait les anéantir tous.

Il passe en revue les différentes causes du discrédit actuel de la monnaie républicaine; il prétend que la multiplicité des émissions ne contribue en rien à ce discrédit, parce que la masse qui circule en ce moment ne s'élève qu'à 18 milliards, y compris tout ce qui est lacéré et en stagnation dans les caisses publiques, ou dans les mains des différens payeurs. D'après ce calcul, l'énorme quantité de papiers dont on se plaint, n'est pas assez suffisante pour la circulation, à consi-

Digitized by Google

dérer le prix exorbitant de toutes les denrées et marchandises.

Jamais, selon le rapporteur, elle ne sera portée à 30 milliards, parce que les besoins de l'etat ne seront pas assez pressans en quelque circonstance que ce soit, et que d'ailleurs la République a de grandes ressources dans ses domaines, dans ses revenus, et dans les avantages qu'elle retire des traités de paix conclus avec les puissances étangeres.

Le rapporteur établit en principes, que c'est une erreur de croire que la valeur nominale d'un papier-monnaie puisse jamais être egale à celle de la monnaie métallique. Il essaie de prouver que le rapport de ces deux valeurs doit être comme de 11 à 2, de maniere que, s'il faut 2 milliards pour la circulation, il en faudra 11 en papier-monnaie. Ainsi, dans l'état actuel des choses, l'assignat ne doit pas encore être réduit à la moitié de sa valeur nominale, d'après la masse totale dont on a fait l'émission.

Il porte ses observations sur l'agiotage qui dévore la substance de l'etat et des particuliers. Il croit que le gouvernement ne suffit pas pour comprimer cet ennemi de tout ordre social; mais qu'il a besoin de forces auxiliaires, qui ramenent, par l'autorité de l'opinion et par l'attrait de l'intérêt, l'équilibre entre le papier et le numeraire : telles sont les maisons de commerce de toutes les communes considerables de la République.

Vernier termine son rapport, en présentant plusieurs projets de decret, contenant une foule d'articles plus intéressans les uns que les autres. On y remarque en particulier, que l'on ne pourra fabriquer d'assignats au-delà de la valeur de leur gage, dont l'estimation sera faite par des voies publiques et sûres; que l'on pourra vendre les domaines nationaux pour du numéraire. La Convention décrete l'impression et l'ajournement.

Des citoyens de la section de l'Ouest, qui ont été exclus de leurs assemblées primaires, viennent se plaindre de ce que la commission des onze n'a pas fait un rapport sur la protestation qu'ils ont faite contre les opérations de cette assemblée des électeurs; ils n'ont point eu nos suffrages, disent-ils, et les élections qu'ils feront ne sont pas valables.

Nous persistons dans notre protestation, et nous demandons que la commission des onze fasse son rapport dans vingt-quatre heures.

Meaulle: Je m'etonne du silence de votre commission des onze. Dès qu'un citoyen a été exclu d'une assemblée, tout ce que cette assemblée primaire a fait est nul. Il est certain que les chefs de la conspiration, qui a éclaté le 13 vendémiaire, sont dans le corps électoral de Paris; son bureau est parfaitement bien composé pour correspondre avec le directoire liber-

Digitized by Google

cide de Bâle. Les pieces lues hier le prouvent. Si vous maintenez ce corps électoral, il va donner au département de Paris des magistrats qui protégeront les royalistes, les émigrés, organiseront des compagnies de Jésus, des compagnies du Soleil. Les députés qui seront nommés par cette assemblée seront sans pouvoirs, et les décrets qu'ils rendraient pourraient bien être attaqués. Je demande le renvoi à la commission des onze pour faire un rapport; que le corps électoral soit provisoirement suspendu, et que les comités de gouvernement nous indiquent qu'elles sont celles des assemblées primaires de Paris qui doivent recommencer le choix de leurs électeurs.

Hardy : Je conviens qu'on a exclu des assemblées primaires de Paris de bons citoyens; mais je ne crois pas que ce soit une raison pour suspendre le corps électoral de Paris. Il est du très-grand intérêt de la République de fonder enfin le gouvernement constitutionnel. Le choix que ce corps électoral a déja fait est bon; je le sanctionne. J'ignore celui qu'il fera par la suite; mais qu'il nous donne des royalistes, s'il veut, ils rencontreront ici le décret d'accusation que leurs crimes auront mérité.

Goupilleau (de Montaigu) demande que la commission des onze fasse son rapport, et qu'en attendant le corps électoral de Paris soit suspendu.

Enguerrand prend la parole, et s'étonne qu'on vienne demander cette suspension, lorsque des nominations ont déja été faites. Des irrégularités peuvent avoir eu lieu dans une grande partie des assemblées primaires des départemens. Il faudra donc tout annuller, et ajourner indéfiniment l'établissement de la constitution.

Le président : Plusieurs membres ont la parole.

Taillefer : Je la demande pour la suspension du corps électoral.

Dannou : Si les actes illégaux des assemblées primaires pouvaient annuller les corps électoraux qu'elles auraient formés, aucun gouvernement représentatif ne serait possible, et par une semblable opinion, on fait le procès à la constitution même; combien ne serait-il pas inconvenant de casser aujourd'hui un corps électoral que la Convention a laissé s'assembler sous ses yeux, et qui a commencé ses opérations.

Les assemblées primaires de Paris ont été pour la nomination des électeurs, ce qu'elles ont été pour l'acceptation de la constitution : Vous avez accepté leurs votes, vous les avez comptés avec ceux des autres sections du Peuple français; pourquoi donc, reconnoissant leur acceptation légitime, rejetteriez-vous comme illégale leur troisieme opération, la nomination de leurs électeurs; opération qui, je dois l'observer, a été faite dans toutes les formes déterminées par les lois. Je sais bien que depuis, ces assemblées primaires, égarées par

Digitized by Google

des conspirateurs, ont pris des arrêtés séditieux ; mais la victoire a détruit tous ces actes, il n'en existe plus rien. Je sais bien que, parmi les électeurs, on compte plusieurs chefs de cette conspiration ; mais je sais bien aussi qu'ils ne se rendent point au corps électoral, et que d'ailleurs, s'ils s'y présentent, rien n'empêche le comité de sûreté générale de les traduire devant les tribunaux.

Si vous cassiez aujourd'hui le corps électoral de Paris, n'auriez-vous pas à craindre que dès demain, sous le prétexte de quelques actes illégaux des assemblées primaires, on ne vînt vous demander de casser aussi les corps électoraux de quelques départemens ? N'auriez-vous pas à craindre, qu'en retardant, par cette mesure, la réunion du corps législatif, on ne vous empêchât bientôt d'établir en France le régime constitutionnel ? Citoyens, il faut le dire, tous les jours jusqu'au 4 brumaire, c'est que la patrie est dans un imminent danger, si le 5 la constitution n'est pas en activité. (On applaudit.) Voulez-vous donc, en retardant cette époque désirée, livrer votre pays à de nouveaux déchiremens ? . . . . . .

Plusieurs voix : Non ! non !

Goupilleau prend la parole. D'après les inconvéniens qu'on vient de nous démontrer, dit-il, et qui pourraient retarder, par de nouveaux troubles, l'établissement de la constitution, je retire ma motion. (On applaudit.)

Lemoyne demande que le comité de sûreté générale fasse son devoir.

Boudin déclare que, ce matin, ce comité a fait arrêter un des conspirateurs au milieu du corps électoral. (On applaudit.)

Daunou reprend la parole, pour observer que, dans le cours d'une longue et tumultueuse révolution, il n'est que peu de momens favorables à l'établissement d'un régime constitutionnel, et que si l'on ne saisissait pas celui qui se présente, si l'on brisait les premiers rouages constitutionnels dès leur formation, il faudrait renoncer à la liberté.

Un autre danger, continue l'opinant, c'est qu'en ajournant l'établissement de la constitution, vous risquez de voir une autorité rivale s'établir à côté de la vôtre. En effet, les représentans nommés par les corps électoraux auront des mandats comme vous. Ne peuvent-ils pas se réunir ? Ne peuvent-ils pas vous demander si c'est vous, ou eux, qui êtes revêtus des pouvoirs du peuple ? si votre mission n'est pas finie ? si la leur n'est pas commencée ?

Daunou conclut par demander l'ordre du jour.

Cette proposition est appuyée de toutes parts.

Meaulle monte à la tribune et demande la parole.

On crie de toutes parts pour l'ordre du jour et pour la clôture de la discussion.

L'Assemblée ferme la discussion et passe à l'ordre du jour.

Digitized by Google

On allait lever la séance, Legendre déclare qu'il ne faut pas laisser plus long-tems le public dans l'incertitude sur ce qui s'est passé dans le comité général qui a duré depuis hier trois heures de l'après-midi jusqu'à minuit. Il déclare que les membres qui ont été accusés se sont à ses yeux, comme à ceux de l'Assemblée, entièrement justifiés. Il cite dans ce nombre Lanjuinais, Boissy d'Anglas, Lesage (d'Eure et Loir), Pelet, Doulcet, Henri Larivière, il n'excepte que Rovere contre lequel il renouvelle les accusations déja énoncées cette nuit. Il annonce que c'est lui qui a organisé les massacres dans le Midi. Il le regarde comme un des correspondans les plus actifs de l'étranger, et un des agens des ci-devant princes.

Louvet donne les développemens les plus étendus à l'accusation contre Rovere. Il établit qu'il y a eu un complot tendant à envelopper tous les républicains sous le nom de terroristes dans une proscription générale. « C'est Rovere qui en était le chef, dit-il, il avait à ses ordres une armée de jeunes gens. Il avait une contre-police. Il a placé auprès de lui, comme son secrétaire, un envoyé des princes. Il dévoilait à nos ennemis les arrêtés les plus secrets des comités de gouvernement.

» Il a cherché à exciter dans cette assemblée les plus funestes divisions, en peignant Sieyes comme un homme autour duquel s'en réunissaient quelques autres pour recommencer la terreur de Robespierre, et proscrire de nouveaux abus qui avaient déja été proscrits au tems du 31 mai. Rovere avait été antérieurement un des agens les plus féroces de Robespierre, un des massacreurs de la glacière d'Avignon. »

Voilà, dit Louvet, mes motifs d'animosité contre lui. Louvet a aussi dénoncé Saladin comme un des membres qui, par des calomnies, avait le plus cherché à déchirer en nouvelles factions la Convention nationale.

Louvet a déclaré que Lanjuinais, Boissy, Lariviere et Lesage n'avaient jamais été soupçonnés par lui, et qu'ils s'étaient parfaitement bien justifiés à ses yeux.

Louvet dénonce ensuite un nouveau complot dont il croit Rovere et Saladin complices; il a ses branches dans plusieurs corps électoraux, et sur-tout dans ceux voisins de Paris. Il consiste à ne faire renommer qu'un petit nombre de membres de la Convention, et à porter les suffrages sur les mêmes membres, dans l'espoir que, s'ils sont très-peu, ils n'oseront pas prendre sur eux de réélire eux-mêmes trois ou quatre cents de leurs collegues.

La Convention a déclaré que dans tous les cas, les décrets des 5 et 13 fructidor auront leur exécution.

Laréveillere a déclaré aussi qu'il regardait Rovere comme un des chefs du parti de l'étranger. Il a demandé son arrestation; elle a été décrétée.

Digitized by Google

Lesage (d'Eure et Loire) a cité contre Saladin plusieurs faits qui le rendent suspect à ses yeux. Il a fait répandre dans la République des ballots de son opinion contre les deux tiers, et il n'a jamais voulu dire où il avait pris les sommes nécessaires à une telle dépense.

Plusieurs autres membres ont aussi accusé Saladin.

Fermont a pris sa défense; il s'est étonné qu'on lui fît un crime d'une opinion. On lui a répondu que ce n'était pas là le motif de la dénonciation; qu'elle portait sur la conduite de Saladin à Paris, et dans sa dernière mission en Franche-Comté, vers les frontières de Suisse.

Thibaudeau regardait l'arrestation précipitée de Saladin, comme contraire à la constitution, puisqu'il venait d'être nommé député de Paris.

Roux et Baudin ont répondu que cette nomination n'était pas encore légalement connue : que d'ailleurs la constitution n'était pas encore en activité, puisque le corps législatif n'était pas partagé en deux chambres.

L'arrestation de Saladin a été décrétée. Les scellés seront mis sur ses papiers, ainsi que sur ceux de Rovere. Ils n'étaient ni l'un ni l'autre à la séance.

Toute la correspondance avec le comité de Bâle sera lue demain à la séance, et imprimée, ainsi que d'autres lettres de la main de *Monsieur*, qui ont été citées par Fermont, et qu'il a déclaré être très-propres à jetter un grand jour sur les circonstances actuelles.

Barras a déclaré qu'il y avait encore des groupes où le royalisme s'agitait, où on prétendait que la Convention n'avait pas, pour rester à son poste, le vœu de la majorité de la France.

Sur sa proposition, la Convention décrète que le comité de sûreté générale est chargé de faire arrêter les électeurs qui, contre les décrets, se sont réunis au Théâtre-Français; les orateurs qui, dans les groupes, cherchent à corrompre l'esprit public.

Il est aussi autorisé à faire mettre en liberté ceux qui, ayant été arrêtés après le 13 vendémiaire, ne peuvent pas être regardés comme assassins des républicains, de la Convention et de la liberté.

Séance de quintidi, 25 Vendémiaire.

Sur le rapport du comité d'instruction publique, la Convention supprime la place de bibliothécaire de la bibliothèque nationale, et adopte le plan d'un conservatoire composé de huit citoyens : deux sont chargés des livres imprimés, trois des manuscrits, deux des antiques, et une des estampes. Chacun des conservateurs jouira d'un traitement de 6000 liv.

Une discussion vive s'engage relativement à l'agiotage.

Digitized by Google

Dubois-Dubay présente, par motion d'ordre, une loi de police sur la vente des grains.

Lecomte (des Hautes-Pyrénées) demande que l'on s'en rapporte aux lois existantes, et qu'on les fasse exécuter. Mais il invoque toute la sévérité des lois contre les accapareurs, qui, dit il, emplissent de vastes hôtels de marchandises de toute espece, et ne les affichent point à la porte, en conformité de la loi.

Un membre rappelle la loi rendue sur les patentes, et propose de décréter que toute marchandise trouvée entre les mains d'un particulier non patenté, sera saisie.

Cornillau attribue la cherté des marchandises à leur resserrement et aux manœuvres de l'agiotage.

Il s'étonne de ce que le gouvernement laisse en liberté des vampires rassemblés au Palais-Égalité, brigands qui vomissent des horreurs contre la République, à la ruine de laquelle ils travaillent sans relâche, et contre le peuple qu'ils affament.

On demande le renvoi du projet de Dubois-Dubay au comité.

Taveau : Tous nos maux viennent de l'inexécution de la loi sur la police des marchés, et sur les patentes. Ordonnez des saisies, et on se conformera à la loi.

Rousseau déclare que dans les bureaux de l'administration, on repousse les négocians qui veulent prendre des patentes.

Genissieux : De tels fonctionnaires doivent être punis ; mais cela ne doit point empêcher de forcer à prendre des patentes. L'accaparement et le surhaussement des denrées a été un des principaux moyens employés par l'étranger et par les riches contre-révolutionnaires, pour exciter le peuple contre le gouvernement républicain et la Convention. Le bois, le beurre, les alimens de toute espece se confondent et s'enterrent. Il y a à Paris peut-être des provisions pour deux ans. (On applaudit.) Qu'on n'attende cependant de moi aucune idée violatrice des propriétés : mais les royalistes, le 13 vendémiaire, eussent ramené l'abondance autour du roi qu'ils auraient proclamé, et vous auriez été accusés d'être les auteurs de la disette, et comme tels vous eussiez été poignardés.

Je demande que les comités soient chargés d'examiner quels sont les coupables, et de faire punir les violations faites aux lois sur les accaparemens et sur les patentes.

Lanthenas fait observer que tous les plans proposés jusqu'ici ont successivement tourné au détriment de la République. Il demande que, pour les discuter de nouveau, la Convention se forme en comité général.

On demande l'ordre du jour sur cette proposition.

On observe que la proposition de Lanthenas n'est pas appuyée.

Digitized by Google

La proposition de Génissieux est adoptée.

Les comités rendront compte des mesures prises pour l'exécution des lois sur les patentes et contre les accaparemens.

Letourneur, au nom du comité de salut public, donne lecture de plusieurs lettres des représentans près les armées, qui annoncent toutes des succès. La garnison de Mayence a perdu 300 hommes dans une sortie qu'elle a faite, et plusieurs avantages ont été remportés par les armées des Alpes et d'Italie.

(*Voyez les* Nouvelles officielles.)

Un secrétaire fait lecture de la correspondance saisie entre Bâle et Huningue. Elle dure près de quatre heures.

Loi sur la division du territoire de la République, sur le placement et l'organisation des autorités administratives et judiciaires, du 19 vendémiaire, an quatrième.

La Convention nationale décrète :

TITRE PREMIER.

Division du territoire de la France par rapport à l'exercice des droits politiques, à l'administration et à la justice, et placement des autorités.

« Art. 1er. Les administrations départementales distribueront en assemblées primaires, conformément à l'article XIX de la constitution et aux articles II, III et IV de la loi du 25 fructidor dernier, les citoyens ayant droit de voter.

» Cette répartition se fera d'après les bases de la population habituelle et moyenne depuis les trois dernières années, et sera renouvellée tous les trois ans avant le 1er. ventôse.

Les administrations départementales acheveront leur première répartition avant le 1er. nivôse prochain.

» Elles donneront un nom à chaque assemblée primaire qui ne pourra le changer, et lui désigneront un local pour tenir ses séances.

Une expédition de chaque procès-verbal de division sera envoyée aux archives nationales.

» II. Le territoire de la ci-devant commune de Paris, circonscrit dans les limites désignées par les lois des 27 juin et 19 octobre 1790, formera un canton.

» III. Conformément à l'article CLXXXIII de la constitution, il y aura dans le canton de Paris douze municipalités.

Le canton de Lyon et celui de Marseille le seront en trois municipalités.

Digitized by Google

» Chacun des cantons de Lyon, Marseille et Paris, aura un bureau central.

» IV. Les douze municipalités du canton de Paris seront distingués par ordre numerique, et formees ainsi qu'il suit :

» Elles comprendront les ci-devant sections ci-après désignées ;

SAVOIR :

» La premiere, celles des Tuileries, des Champs-Elysées, de la place Vendôme et du Roule.

» La seconde, celles de Lepelletier, du Mont-Blanc, de la Butte-des-Moulins et du Fauxbourg Montmartre.

» La troisieme, celles du Contrat-social, de Brutus, du Mail et Poissonniere.

» La quatrieme, celles des Gardes-Françaises, des Marchés, du Muséum et de la Halle-au-blé.

» La cinquieme, celles de Bonne-nouvelle, de Bon-conseil, de Bondi et du Fauxbourg-du-Nord.

» La sixieme, celles des Lombards, des Gravilliers, du Temple et des Amis-de-la-Patrie.

» La septieme, celles de la Réunion, de l'Homme-armé, des Droits-de-l'Homme et des Arcis.

» La huitieme, celles des Quinze-vingts, de l'Indivisibilité, de Popincourt et de Montreuil.

» La neuvieme, celles de la Fraternité, de la Fidélité, de l'Arsenal et de la Cité.

» La dixieme, celles de l'Unité, de la Fontaine-de-Grenelle, de l'Ouest et des Invalides.

» La onzieme, celles des Thermes, de Mutius-Scévola, du Théâtre-Français et du Pont-neuf.

» Et la douzieme, celles du Jardin-des-Plantes, de l'Observatoire, du Finistere et du Panthéon.

Les ci-devant sections de Lyon et de Marseille seront distribuées par l'administration départementale, et sans aucun changement dans leur circonscription, en trois municipalités appellées : Premiere, seconde et troisieme.

» V. Les administrations départementales seront placées dans les lieux indiqués par le tableau joint à la présente loi.

» VI. Les arrondissemens désignés jusqu'à présent par la loi, pour l'exercice de la justice de paix, sont maintenus dans toute l'étendue de la France.

» VII. Les tribunaux de commerce de terre et de mer actuellement existans, sont conservés avec l'etendue territoriale de jurisdiction qui leur a été assignée par les lois précédentes.

» Pour le département de la Drôme, il y aura un tribunal de commerce qui est fixé à Romans.

Digitized by Google

Le tribunal civil fera les fonctions de tribunal de commerce pour tout le territoire du département, non assigné à un tribunal de commerce, conformément aux articles XIII et XIX, titre XII de la loi du 24 août 1790.

» VIII. Il y aura en France le nombre de tribunaux de police correctionnel et de jury d'accusation déterminés par le tableau joint à la présente loi. Leur placement et l'étendue territoriale de leur jurisdiction seront réglés, ainsi qu'il est expliqué dans ce même tableau.

» L'organisation des deuxieme et troisieme tribunaux de police correctionnelle du département du Mont-Terrible est suspendue jusqu'à nouvelle circonscription de ce département.

» Le tribunal civil et le tribunal criminel de chaque département seront placés dans les lieux indiqués par le tableau joint à la premiere loi.

TITRE II. *Organisation administrative.*

» Art. IX. La police et les subsistances sont déclarés objets indivisibles d'administrations dans les cantons de Paris, Lyon et Marseille : en conséquence ils seront administrés par le bureau central de chacun de ces cantons, conformément à l'article CLXXXIV de la constitution, en la maniere prescrite par les articles X, XI et XII de la loi du 21 fructidor de la troisieme année.

» X. Il y aura des commissaires de police dans les communes au-dessus de cinq mille habitans ; les communes au-dessous de dix mille habitans n'auront qu'un commissaire de police ; dans les communes au-dessus de dix mille habitans, il en sera établi un par section.

» Les commissaires de police pourront exercer leurs fonctions dans toute l'étendue de la commune ou de la municipalité d'arrondissement à laquelle ils seront attachés.

» Les comités civils et les officiers de paix sont supprimés.

» Il n'est rien innové en ce qui concerne les gardes forestiers et autres gardes champêtres.

» XI. Dans les cantons de Lyon, Marseille et Paris, les commissaires de police seront nommés et révocables par le bureau central ; il les nommera sur une liste triple des places à remplir, présenté par la municipalité d'arrondissement où ils devront exercer leurs fonctions ; il pourra aussi les destituer.

» Dans les autres municipalités au-dessus de cinq mille habitans, la nomination et la révocation des commissaires de police appartiendront à l'administration municipale.

» XII. Dans les communes au-dessous de cinq mille habitans, l'agent municipal ou son adjoint remplira les fonctions d'officier de l'état civil. Dans les autres communes, chaque

Digitized by Google

municipalité nommera l'un de ses membres pour exercer lesdites fonctions.

» XIII. Les secrétaires en chef des administrations départementale, municipale et de bureau central, seront nommés et destituables par les membres desdites administrations.

» Le nombre des employés sera fixé par lesdites administrations, de l'agrément des autorités supérieures : le secrétaire en chef nommera et pourra révoquer les employés. »

(La suite au prochain numéro.)

PARIS. *Nonidi 29 Vendémiaire, l'an 3e. de la République.*

Si la formation de la Convention en comité secret a produit des explications de famille favorables au plus grand nombre des députés soupçonnés d'être d'intelligence avec la faction royaliste, elle a fourni contre Saladin et Rovere des éclaircissemens très-désavantageux. Ces deux représentans, décrétés d'accusation dans la séance du 24, se sont mis par la fuite à l'abri de cette mesure.

Ainsi, la journée du 13 en donnant la victoire aux Républicains et à la Convention nationale n'avait pas détruit tous les dangers, puisqu'il existait encore au milieu d'elle un point de contact aux espérances des factieux ; et que par de funestes défiances l'union et l'harmonie, si nécessaires entre les représentans, ne subsistaient plus. Pourrait-on maintenant s'étonner de la hardiesse des assaillans, et de la persévérance opiniâtre des conjurés à poursuivre leur trame si bien ourdie.

Le but de cette trame était, 1°. le rétablissement de Louis XVIII ; les moyens, le massacre de tous ceux qui avaient trempé dans la révolution, soit de près, soit de loin ; les motifs secrets étaient le démembrement de la France.

2°. Les agens secondaires n'étaient instruits que du but et des moyens. La plupart auraient répugné au déchirement de leur pays, mais aucun n'avait pâli à l'idée de massacrer la Convention.

Les chefs instruits de tout avaient à leur tête M. Pitt à Londres, et le baron de Batz à Paris.

Pitt a dit : Nous n'avons pu vaincre leurs soldats, il faut corrompre leur jeunesse. Nous ne pouvons entamer leurs phalanges républicaines, il faut les armer les uns contre les autres ; il faut qu'ils se déchirent de leu-

Digitized by Google

propres mains. Jamais la destinée de la France n'a été plus exposée.

Les assignats avilis par le plus affreux agiotage, la souveraineté du peuple mise en conflit avec l'autorité représentative, perfidement calomniée, outragée sans mesure, afin de la priver de la considération publique, et par conséquent de la confiance et de la force qui en résulte. *Monsieur* devant la Provence, le *prince de Condé* devant la Franche-Comté, le *comte d'Artois* devant la Bretagne, les Anglais devant la Normandie; Paris affamé, mécontent, rempli de chouans, d'émigrés, d'étrangers et de prêtres..... Qui n'eût cru qu'un plan si vaste, si habilement conçu, si long-tems travaillé, n'eût dû réussir..... ! Mais par l'effet d'un pressentiment digne de remarque, il s'est formé tout-à-coup un esprit public proportionné à l'imminence du péril, et progressif comme lui. L'intérêt de la propre conservation par celle de la patrie, ce besoin intime de l'ordre général, qui heureusemenr n'est pas également combattu dans tous les cœurs par des passions vaines ou coupables, a subitement rallié à la Convention des hommes mêmes qui auparavant lui étaient peu attachés. Une réunion puissante de motifs nécessaires et de mesures heureuses, que l'on explique ordinairement par cette expression, *le génie de la liberté*, a fait manquer l'opération projettée.

Cependant quoique le résultat de la catastrophe ait été tout-à-fait contraire à l'espoir des conjurés, la conjuration n'était pas pour cela abandonnée. Quelle confiance n'ont pas encore montrée, depuis, ses partisans ! C'est parce qu'en effet il y avait encore beaucoup à craindre pour nous, et à espérer pour eux. Ils avaient supposé que le parti de la montagne saisirait l'occasion du triomphe pour renouveller les chimeres démagogiques. Il était possible qu'il se formât une nouvelle réaction.... Quel avantage alors les vaincus n'en eussent-ils pas tiré contre les patriotes républicains dans l'opinion publique ? était-il certain que les esprits turbulens seraient contenus, que le patriotisme expérimenté mettrait à profit le souvenir de ses anciennes fautes pour se garantir de l'exagération, et pour la premiere fois reconnaîtrait la modération comme vertu républicaine ? D'après la connaissance des hommes devait-on s'attendre qu'avec des motifs si évidens de sévir, les plus irrités adresseraient à la justice des paroles d'indulgence ?

Digitized by Google

qu'enfin, à travers les nuages des passions, la sagacité de l'esprit public découvrirait et saurait éluder les piéges tendus aux vœux de quelques sectaires ?.....

Il en est un sur-tout qui pouvait produire les effets les plus désastreux ; c'est la proposition de casser le corps électoral de Paris, et de recommencer les opérations des assemblées primaires. Cette idée a trouvé beaucoup de partisans, soit que le danger de nominations suspectes ait inspiré les craintes les plus vives, soit que l'espoir d'obtenir dans une chance nouvelle des suffrages desirés, ait flatté l'ambition de plusieurs, et sans doute par ces deux motifs réunis. Mais les inconvéniens d'une pareille mesnre ont été victorieusement démontrés, et la bonté des choix faits par la majorité des départemens, prouve que c'eût été en pure perte que l'on aurait violé les principes et la constitution, et couru les risques incalculables de retarder l'installation du corps législatif et du nouveau gouvernement.

Le 27, le Jardin-Egalité a été cerné à 2 heures après-midi ; on y a arrêté une vingtaine de marchands d'argent, la plupart, dit-on, échappés de Bicêtre. Deux d'entr'eux, tout déguenillés, avaient sur eux un million en assignats.

Lebois, jugé à mort comme contumace, et qui, après avoir été découvert, s'était donné des coups de bayonnette, a été traduit le 22 au conseil qui l'avait condamné : la procédure a été recommencée ; il a été condamné de nouveau, et exécuté le lendemain sur la place de Grêve.

Le 21, le conseil séant au Palais-Egalité, a condamné à mort les nommés *Gauthier* fils et *Hocmelle*, contumaces : le premier a présidé, par *intérim*, la section de l'Arsenal, les 12 et 13 ; le second a rempli les fonctions de secrétaire.

Le même jour, *Jean-Charles-Maximilien Letourzet*, traduit au même conseil, ayant produit des moyens de défense favorables à sa cause, sous le point de vue de l'intention, a été condamné seulement à trois mois de détention, et à une amende égale à la moitié de son revenu. Il avait signé un ordre en qualité de secrétaire.

Le même jour, *Domanget*, président de la section de la Fraternité, convaincu d'avoir excité à la rébellion avec acharnement, a été condamné à la peine de mort. Il est contumace.

Le conseil séant à la section Lepelletier a condamné, le

Digitized by Google

20, à la peine de mort, *Jean Jacques-Claude-Elysée Lafond-Soulé*, officier militaire de la maison du dernier roi, convaincu d'avoir marché à la tête d'une colonne de rebelles contre les troupes républicaines. Il a subi son jugement le 21 à la place de Grêve.

Le même jour, *Laurent Bazin*, employé aux hôpitaux militaires; et *Jacques Bertin*, employé aux subsistances militaires, n'ayant pas été convaincus d'avoir pris une part active à la rébellion, ont été acquittés et mis en liberté.

Le 22, *Ladevere*, absent, a été condamné à mort, comme ayant fait partie des commissions d'exécution.

NOUVELLES OFFICIELLES.

Extrait d'une lettre du représentant du Peuple Joubert, en mission près de l'armée de Sambre et Meuse. — De Wisbaden, le 14 vendémiaire, l'an 4 de la République Française une et indivisible.

» La garnison de Mayence a fait, le 11 de ce mois, une tentative qui lui a coûté cher. Nos troupes occupaient Kosleim, village presque sous le canon de la place. Une nuit obscure, un brouillard épais, ont favorisé la marche de l'ennemi, qui est parvenu à nous en déposter pendant quelques heures: son triomphe n'a pas été long. Après une canonade et un feu de mousqueterie des plus violens, le général de division Championet l'a fait attaquer, et l'a fait chasser de vive force, et en plein jour, d'un poste qu'il n'avait enlevé qu'à la faveur des ténebres.

» L'ennemi a perdu dans cette affaire très-chaude près de trois cents hommes, et nous avons à regretter peu de républicains. JOUBERT.

Réal, représentant du Peuple près l'armée des Alpes, aux représentans du Peuple composant le comité de salut public. — Carouge, le 17 vendémiaire, l'an 4e de la République Française.

» Citoyens collégues, je vous adresse le rapport que m'envoie le général Moulin, d'un avantage qu'un corps de troupes de cinq cents hommes a remporté sur l'ennemi au village de Malchaussée, près le Mont-Cénis.

» L'ennemi a eu 100 hommes tués et beaucoup de blessés: nous avons fait 19 prisonniers.

» Nous avons eu deux hommes tués et quelques blessés.

» L'affaire n'est pas assez majeure; je n'en instruis pas la Convention, »

Salut et fraternité. RÉAL.

Digitized by Google

Armée du Rhin.

Du camp français sous Mayence, le 12 vendémiaire.

« Les préparatifs pour le siege de Mayence se font avec la plus grande célérité. Tous les jours il arrive des convois d'artillerie. En attendant l'ouverture des tranchées, on ne laisse pas que d'inquiéter vivement la place. Le 10 au matin, l'ennemi a été attaqué sur toute la ligne par nos tirailleurs; on voulait faire éloigner ses postes et vedettes; on y a réussi la nuit. Notre artillerie légere s'est portée en avant de nos premiers postes avec sept obusiers. Elle a commencé son feu vers les trois heures; à quatre, elle avait jetté cinq cents obus dans la ville et le camp qui l'entoure. Le brouillard épais qui régnait a empêché de juger de l'effet qu'ils ont pu produire; mais on ne peut douter qu'ils n'y aient faits de grands ravages. L'ennemi a supporté ce feu sans y répondre. De son côté, il se disposait aussi à une sortie. Le 11 dès la pointe du jour, à l'aide d'un brouillard très-épais, il s'est précipité sur les avant-postes de l'armée de Sambre et Meuse qui bloque le fort Cassel. Les postes ont été obligés de se replier. Pendant la durée du brouillard, l'ennemi a eu l'avantage, mais bientôt nos troupes ont repris leur supériorité ordinaire, et les assaillans ont été à leur tour obligés de se replier. Ils sont revenus plusieurs fois à la charge, mais toujours sans fruit. Le feu le plus vif a duré jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Le village..... situé entre Cassel et nos retranchemens sur le bord du Mein, a été toute la journée la proie des flammes. Il était rebâti à neuf; c'est la troisieme fois qu'il est brûlé depuis la guerre.

» L'ennemi a fait un grand usage de ses chaloupes canonnieres que nous n'avons jamais pu démonter. Les communications n'étant pas ouvertes avec les deux rives, nous ignorons la perte des deux partis, mais à en juger par le feu, elle doit être assez conséquente. L'ennemi a le débouché de la rive gauche du Mein, son armée extérieure étant encore maîtresse de ce côté. Des corps d'infanterie et de cavalerie qu'il y avait fait débarquer, ont bien souffert sans avoir servi dans l'attaque. Des batteries de la rive gauche du Rhin les ont surpris par derriere, et les ont forces à se rembarquer précipitamment.

» L'armée ne s'attend plus à aucun repos. Les sentinelles avancées doivent se tirailler continuellement; ce qui, jusqu'à l'ouverture de la tranchée, va occasionner des affaires journalieres. On travaille à construire un pont vers Oppeinheim. »

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 5 BRUMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Mardi 27 Octobre* 1795, vieux style.)

PHILOSOPHIE. MORALE.

LES VEILLÉES PHILOSOPHIQUES, ou *Essais sur la morale expérimentale et la physique systématique. Par A. L. VILLETERQUE. Deux volumes* in-8°. *A Paris, chez FUSCH, libraire, rue du Hurepoix*, n°. 28. *L'an* 3e. (1795).

« CET ouvrage, dit l'auteur, est le fruit de mon travail depuis près de six ans : quel en sera le succès ? Voilà ce que le public aura bientôt décidé. Il faut si peu d'heures pour juger les résultats de quelques années ! Si l'on pensait cependant avec un peu d'attention aux veilles laborieuses qui ne produisent même que le plus mauvais ouvrage, on ne se presserait pas tant d'en blâmer les imperfections, et l'intention de bien faire serait comptée pour quelque chose : mais toutes ces observations sont inutiles ; elles n'empêcheront ni d'écrire sans talens, ni de lire sans indulgence. »

Ce n'est pas la premiere fois que les auteurs se sont plaints du public, et le public des auteurs. Il faut avouer que dans cette querelle les intérêts ne sont pas les mêmes. Un auteur ne calcule que sa peine et n'écoute que son amour-propre. Quel est celui qui ait jamais cru avoir fait un mauvais ouvrage ? Le public au contraire ne consulte que son plaisir ou son instruction. Pour lui, le tems ne fait rien à l'affaire. C'est parce que tant de gens *écrivent sans talent*, que le public *lit sans indulgence*. Est-ce sa faute si on l'ennuie ? est-ce la faute des auteurs s'ils croient ne jamais ennuyer ? Dans cette opposition d'intérêt il y a apparence que chacun continuera à faire son métier, savoir ; les auteurs à écrire, et le public à critiquer ; et en vérité, en voyant tant de productions médiocres, on serait tenté de croire que

Digitized by Google

la tâche la moins pénible n'est pas celle qui écheoit au public en partage.

Le citoyen Villeterque revient souvent dans le cours de son ouvrage sur la crainte qu'il a que ses veillées philosophiques ne soient favorablement accueillies. N'y aurait-il pas à cela un peu de ce manége des jolies femmes qui parlent lestement de leurs charmes, et qui seraient bien fâchées qu'on les prît au mot. Pour savoir si les craintes ou les espérances de l'auteur sont fondées, il faut rendre compte de son ouvrage.

L'auteur embrasse, dans son sujet, deux objets dont un seul suffirait aux forces d'un esprit très-exercé et très-profond ; c'est la *morale expérimentale* et la *physique systématique*. On voit d'abord qu'en menant pour ainsi dire de front deux choses qui présentent des rapports si étendus et si peu faits pour aller ensemble, il s'est privé d'un grand avantage, celui qui naît de l'unité du sujet. L'attention, obligée de se partager sur des matieres déja si abstraites par elles-mêmes, se fatigue dans ses efforts, et l'impression que l'on quitte détourne de celle qui la suit, de même que celle-ci est affaiblie par l'impression qui précede ; c'est du moins l effet que nous avons ressenti nous-mêmes à la lecture de cet ouvrage ; car nos jugemens ne sont que le résultat de nos propres sensations. Premiere cause qui peut nuire au succès d'un écrit quelqu'estimable d'ailleurs qu'il puisse être.

Il en est une seconde qui tient à la nature du sujet que l'on traite. Des dissertations de morale, de physique et de philosophie ne sont pas communément à la portée d'un grand nombre de lecteurs. Parmi ceux qui font route avec l'auteur, il en est peu qui aient le courage de le suivre jusqu'au terme de sa carriere. Il faut renoncer à des succès d'éclat pour se contenter d'un succès d'estime, et rarement celui-là fait-il la fortune d'un livre. Il n'y a gueres que les *Mondes* de Fontenelle qui aient été lus par toutes les classes de la société. Mais il fallait toute la renommée et tout le talent de Fontenelle.

Souvent la maniere de faire un livre contribue à son plus ou moins de succès; l'ouvrage de Fontenelle que nous venons de citer en est la preuve. Si par les formes les plus aimables du style, si par la finesse jointe à la plus extrême clarté, il ne fût parvenu à intéresser à des leçons de physique générale et d'astronomie, les gens

Digitized by Google

du monde, et même les femmes, aurait-il compté un si grand nombre de lecteurs.

Il faut du moins que l'esprit de méthode dans les ouvrages de métaphysique et de sciences, dirige et soulage l'attention qui a besoin, plus que dans toute autre matiere, de trouver des points fixes auxquels elle puisse s'attacher. Ces points d'appui sont les divisions et sous-divisions qui, dans un sujet philosophique et de longue haleine, sont indispensables pour en suivre et embrasser tous les rapports.

Sous ce point de vue, l'ouvrage du cit. Villeterque laisse beaucoup à desirer. Il est distribué en *veillées*, et l'on n'en compte que huit, qui occupent deux volumes *in*-8°. de près de 400 pages chacun. Ce sont par conséquent des veillées très-longues, et comme l'auteur n'a pas eu soin au commencement de chacune d'indiquer les différens objets qui en forment la matiere, il en résulte, et pour lui et pour le lecteur, une marche vague et incertaine. L'un, en s'affranchissant de la contrainte salutaire qui naît de l'ordre, éprouve trop de facilité à s'abandonner à la pente des idées diverses qui l'entraînent, tandis que l'autre qui n'est point dans le secret des pensées de l'auteur, s'apperçoit qu'il lui manque un fil secourable pour le guider. En général, ceux qui font des livres ne devraient jamais oublier que c'est moins pour eux qu'ils écrivent que pour le public, et que celui-ci a quelque droit d'exiger qu'on lui rende l'instruction aussi facile qu'agréable.

Pour diminuer un peu de la sécheresse trop ordinaire à des discussions philosophiques, le citoyen Villeterque a imaginé de les revêtir d'une espece de fable. Ses *veillées* se passent en conversations entre l'auteur qui sort d'une longue maladie et sa *garde-malade* qui en a pris un soin particulier. C'était peut-être une raison pour que ces entretiens ne fussent ni bien longs, ni bien sérieux. Mais la convalescence de l'auteur est un peu discoureuse. On pourrait d'abord s'étonner de voir une *garde-malade* si profondément instruite dans la philosophie des anciens, et citer si fréquemment Epicure, Lucrèce, Empédocle, Diagoras, Platon, Phérécyde, Confucius, Pythagore, etc. etc., des vers latins, des vers français et des passages de toute espece. Mais l'auteur a soin de nous apprendre que cette femme est véritablement *extraordinaire*. Nous n'aurons pas de peine à le

Digitized by Google

croire, d'après le portrait qu'il en fait lui-même. Le voici :

« Cette femme fut belle, très-galante, et ses fautes ont quelque chose de singulier : c'est qu'elle fut toujours coupable avec raisonnement, et une seule fois par faiblesse. Elle est fortement imbue de tous les principes absurdes de la philosophie ancienne ; il y a dans sa tête qui est très-ardente, un mélange incohérent de tous les systêmes les plus dangereux ; elle est persuadée que tout arrive nécessairement, et qu'on ne peut rien éviter : le plus léger motif lui paraît un moyen certain pour le prouver. Elle raisonne avec assez d'esprit; mais son esprit l'égare, car ses principes sont faux ; elle est opiniâtre, parce que ses idées exagérées lui paraissent des excuses pour ses torts ; elle les avoue gaiement pour ne pas se les reprocher ; elle écoute attentivement, moins pour être persuadée que pour trouver l'occasion de se défendre. On ne peut l'attaquer long-tems par une discussion sérieuse, parce que tout ce qui ne séduit pas son attention, la fatigue et l'ennuie. Il faut, pour la convaincre, faire naître la vérité du sein même des erreurs qu'on veut détruire en elle, et frapper son imagination pour parvenir à sa raison. Elle a le cœur excellent, et l'esprit en délire quoique très-raisonneur. Elle échappe avec assez d'adresse à une discussion trop longue, par des nuances délicates qui la brisent si on insiste ; ces discussions n'ont d'effet sur elle que par la réflexion produite par un sentiment vif qui ne la persuade que lorsqu'il l'émeut. Il faut lui laisser pour ainsi dire le tems de s'amuser de la raison, pour qu'elle puisse ensuite en écouter le langage. L'aveuglement irreligieux de Fatalita, cet athéisme révoltant qui égara sa jeunesse, l'accabla d'infortunes, et détruit encore dans sa vieillesse les consolations qui lui seraient nécessaires, doivent être l'objet des observations de la philosophie, dont les principes sont ceux d'une morale sévere dans ses préceptes, ses actions et ses motifs, mais indulgente dans ses critiques, sage dans ses résultats, opiniâtre dans ses projets, qui n'attaque jamais ses ennemis qu'avec le ton consolant de la sensibilité émue qui cherche encore à plaire à ceux même qu'elle afflige; dont la religion simple, douce et consolante, offre Dieu comme un pere. L'existence de Dieu et l'immortalité de l'ame sont une source de bonheur pour le déiste, exact observateur des préceptes purs

Digitized by Google

et sacrès de la religion naturelle, tandis qu'elles ne sont que des sujets d'effroi pour l'athée qui les rejette.

» Fatalita est une femme très-extraordinaire ; et j'ai imaginé ce personnage, qui heureusement n'est pas dans la nature, pour opposer les faiblesses exagérées de l'humanité aux principes qui en assurent les vertus, et pour répandre un peu de gaieté sur des objets qui finiraient par fatiguer l'attention.

» Mon but est de combattre les systêmes de la philosophie et de la physique, et de démontrer que la morale et les sciences peuvent faire le bonheur des hommes, si on a soin d'en écarter les opinions qui divaguent et les systêmes qui égarent. Je marche vers ce but en tâchant de dire avec gaieté ce qui afflige, et avec clarté tout ce qui peut être utile. »

C'est ainsi que l'auteur nous fait connaître à la fois et le personnage qu'il introduit avec lui sur la scene et le but qu'il s'est proposé dans son ouvrage. Puisqu'il convient que ce personnage *n'est heureusement pas dans la nature*, il ne faut plus s'étonner de l'invraisemblance de son caractere. On aurait quelque droit de lui demander pourquoi il en a fait usage ; car dans les ouvrages de morale, comme dans ceux d'imagination, il est bon de ne pas oublier le précepte d Horace : *Vera dic aut verisimilia finge.*

On croirait, d'après le portrait que l'auteur fait de sa Fatalita, qu'elle va faire le récit de sa vie, de ses faiblesses et de ses égaremens, et que c'est dans ce récit même et dans la nature des événemens, que l auteur va puiser le texte de ses leçons de morale et de philosophie. Mais tout se passe en parole bien plus qu'en action. Fatalita disserte beaucoup, l'auteur disserte avec elle davantage, et ne lui cede en rien pour les citations. Le peu qu'elle dit de loin en loin, et fort obscurément, de ses aventures, ou plutôt de ses erreurs d'opinion, est coupé par des dissertations qui sont le plus souvent sans liaison et sans suite. L'auteur quitte brusquement un sujet pour entrer dans un autre qu'il abandonne bientôt pour se livrer à d'autres idées. Cette marche désordonnée annonce plus d'imagination et de fécondité que d'esprit de méthode, qui est pourtant la premiere qualité de l'esprit philosophique. En considérant les différentes parties de son ouvrage, on croirait que l'auteur qui a beaucoup médité, beaucoup recueilli, avait dans son porte-feuille des morceaux tout

Digitized by Google

faits sur différentes questions de morale, et que pour les lier ensemble il a eu recours à la fiction un peu bizarre de sa garde-malade.

Le cit. Villeterque aurait-il donc fait un mauvais ouvrage? Non; nous allons dans un instant et de très-grand cœur lui rendre la justice qu'il mérite; mais nous dirons qu'il a choisi un cadre qui s'accordait peu avec le fonds de son sujet; que des matieres de morale et de philosophie aussi importantes que celles qu'il a discutées, s'accommodent mal de la forme du roman, à moins qu'on ne les traite à la maniere de Voltaire; qu'en employant le secours de la fiction, il fallait lui prêter plus d'intérêt et de mouvement, et sur-tout plus de clarté; nous ajouterons qu'il s'étend un peu trop en préliminaires, et fait attendre trop long tems les principes qu'il promet, et que s'il eût traité tout simplement son sujet par chapitres ou sous telle autre forme méthodique, il aurait fait un bien meilleur ouvrage.

Après avoir satisfait à la critique dont nous avons cru que le cit. Villeterque était digne, nous allons lui payer sans réserve notre tribut d'estime.

Son ouvrage contient une foule d'idées profondes et fortement exprimées. Il annonce un esprit accoutumé à de vastes méditations et nourri de la lecture des philosophes anciens et modernes, et une ame éminemment sensible aux beautés de l'ordre moral. Le fondement de ses principes philosophiques est puisé dans la nature; c'est l'*amour de soi*. Ce principe n'est pas nouveau; il avait été apperçu par les meilleurs philosophes qui en ont fait la bâse la plus solide de la morale. Mais l'auteur en tire des résultats feconds et lumineux. Il en fait la source des vertus et des vices, des droits et des devoirs, de l'origine des sociétés, des institutions qui les soutiennent, et des préjugés qui les détruisent; de la civilisation qui rend les hommes meilleurs, et de celle qui fait les peuples corrompus; de l'opinion publique qui protege les mœurs, et de l'opinion particuliere qui les outrage et les rend méprisables; de la perfection des sciences; et en même tems des systêmes qui en arrêtent les progrès; des doux sentimens de la nature destinés à faire le bonheur des hommes, et des vices qui causent leur tourment, leur honte et leur malheur; de toutes les guerres qui désolent les peuples, et des conventions commerciales qui seules peuvent les unir. Si l'amour de soi produit des résultats si opposés,

Digitized by Google

il prouve très-bien que c'est lorsque ce sentiment naturel sort des bornes de la modération et dégénère en intérêt personnel, lorsque l'homme substitue l'exagération au sentiment et le raisonnement à la raison; mais en même tems il trouve un régulateur puissant à l'amour de soi, dans le sentiment le plus vif et le plus doux que l'auteur de la nature ait placé dans le cœur de l'homme, le besoin d'aimer et la pitié. Tel est le principe universel et unique que le cit. Villeterque développe dans son ouvrage.

Son style a de l'énergie et de la pompe; souvent il prend les formes sentencieuses, et l'on voit qu'il aime et recherche la pensée. Souvent la fraîcheur et la grace est unie à la magnificence. Nous allons en citer un exemple; c'est la description qu'il fait d'un tableau de Vernet.

« Le soleil est prêt à se coucher; déja son disque paraît s'augmenter... Voyez comme cet horison bleuâtre s'arrondit et creuse la toile, par la diminution progressive des teintes. La mer dans une perspective immense semble ainsi que dans la nature se confondre avec le ciel. Quelques masses placées avec art, par leurs couleurs plus prononcées repoussent encore le fond du tableau, et augmentent cette distance apparente. Il semble qu'on n'ait à se plaindre que de la faiblesse de la vue, car l'attention fixée par l'imagination qui admire, croit distinguer tous les contours des objets qui paraissent entierement finis, quoique le peintre, instruit par le génie de son art, les ait à peine tracés d'une maniere vague et idéale.

» Vous distinguez, dans un éloignement prodigieux, ces vaisseaux dont le vent enfle le voile; ils semblent s'approcher: on est tenté de les attendre.

» Vous voyez le mouvement des vagues, vous admirez leur transparence, vous écoutez le bruit qu'elles font en se brisant contre le rocher, qui par ses effets sombres et prononcés, et la couleur noirâtre des mousses qui tapissent ses contours caverneux, aggrandit encore l'espace que ce tableau représente, et que ces oiseaux qui cherchent à se reposer, parcourent avec une vîtesse qui étonne vos regards.

» Sur le devant du tableau sont des arbres pleins de vigueur: vous appercevez le balancement de leurs feuilles; vous voudriez-vous reposer sous leur ombrage: ici vous croyez voir des hommes qui agissent, d'autres

Digitized by Google

qui parlent, des enfans qui jouent, un chien qui aboie ; par-tout le mouvement et la vie. »

Nous pourrions citer d'autres morceaux dans plus d'un genre où le talent de l'écrivain ne se fait pas moins remarquer que la pensée du philosophe. Si le citoyen Villeterque s'attache à mieux ordonner ses sujets, à maîtriser davantage ses idées et à les lier par l'esprit de méthode et d'analyse, s'il évite sur-tout de surcharger son style de trop de citations, et parvient à l'assouplir et à l'éclairer d'une lumiere et plus douce et plus pure, nous ne balançons pas à le dire, il occupera un rang distingué dans la carriere philosophique par le talent d'écrire et par celui de raisonner.

(*Cet article est du cit.* LE NOIR DE LA ROCHE.)

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 10 Octobre.

L'ANGLETERRE semble ne pas se sentir encore assez forte de son alliance avec la Russie dans le Nord, et prévoyant le moment, qui n'est peut-être pas éloigné, où les différentes puissances vont lui demander compte du despotisme insolent exercé par elle sur toutes les mers, et lui en arracher l'empire, elle travaille sinon à avoir pour elle, du moins à ne pas avoir contre elle, une de ces puissances les plus marquantes par ses forces maritimes et sur-tout par sa position, qui lui permet de nuire infiniment au commerce de la Grande-Bretagne avec la Russie, et de la priver des principaux avantages qu'elle pourrait en tirer : depuis quelque tems le cabinet de Saint-James, subordonnant son orgueil à son intérêt, fait des avances à celui de Copenhague pour s'en rapprocher. L'amirauté britannique vient encore de payer 6712 liv. sterl. en especes sonnantes et 6000 liv. en lettres de-change, pour des cargaisons de vaisseaux danois arrêtés et conduits ci-devant dans ses ports par des corsaires anglais : elle a fait plus, elle a fait relâcher sur-le-champ deux vaisseaux chargés de comestibles pour la France, qui avaient été conduits à Deal, malgré les derniers ordres, en les autorisant à suivre leur

Digitized by Google

destination. Mais le Danemarck, à qui la Grande-Bretagne et l'empire russe, sur-tout réunis, doivent être également suspects, n'en surveillera pas moins les mouvemens de ces deux puissances, et restera, malgré tous leurs efforts, l'allié de la Suède, dont les forces jointes aux siennes font la sauve-garde des deux royaumes contre cet empire voisin, qui cherche à envahir toute souveraineté, comme l'Angleterre cherche à s'emparer de plus de commerce qu'elle n'en peut faire, de celui du monde entier. Un indice nouveau de la constance du cabinet de Copenhague à suivre ces principes salutaires, c'est qu'il vient de nommer au poste de secrétaire au département des affaires étrangeres, M. Trimann, ci-devant secrétaire de la mission danoise à Stockholm. On apprend de cette capitale que la récolte dans toute la Suede a été extrêmement abondante. Le régent en a fait remercier la providence par des actions de graces solemnelles.

On croit entrevoir le germe d'une mésintelligence entre les cabinets de Vienne et de Berlin relativement au partage de la Pologne, qu'il paraît que la Porte ottomane voit de mauvais œil; et l'on ajoute que l'empereur va faire un voyage en Bohême, pour s'assurer par lui même de l'état des forces de ce royaume; ce qu'il y a de certain du moins, c'est que depuis quelque tems il s'y fait de forts envois de munitions et de grosse artillerie. On a aussi mis en état de défense Olmutz et toutes les autres places fortes de la Moravie; c'est le général Colloredo qui commandera les troupes employées dans ce pays. Les nouvelles que François II reçoit des bords du Rhin paraissent, à ce qu'on assure, l'inquiéter beaucoup; et il est assez probable qu'elles le détermineront à traiter de la paix avec la République Française, pour son propre compte, comme il l'a déja fait en qualité de chef du corps germanique.

On trouve dans une feuille allemande l'état qui suit des forces autrichiennes. Suivant cet apperçu, l'armée de Wurmser monte à 59,000 hommes d'infanterie, et à 22,800 de cavalerie, le corps de Condé non compris. L'armée de Clairfayt est formée de 57 bataillons d'infanterie, sans compter les émigrés, les troupes du contingent d'empire, et celles de quelques princes allemands, payées par l'empereur. Les troupes à Mayence et aux environs, au commencement du mois dernier montaient à 20 bataillons d'infanterie, sans compter la cavalerie et les manteaux rouges.

HOLLANDE. *La Haye, le 11 octobre.*

On se rappelle qu'il a été question d'une mission que le prince d'Orange, en son ancienne qualité de stadthouder, avait envoyée au gouverneur de Surinam et Frédérici, pour

Digitized by Google

y admettre des forces anglaises. Cette conduite a été envisagée par les représentans provisoires du peuple de Hollande, comme un crime de haute trahison. Par un decret du 29 septembre il est ordonné que les pieces relatives seraient remises le plus promptement possible, entre les mains des professeurs à l'université de Leyde, Bavius, Woorda et Jean Valkenaer, à l'effet de fournir leurs considérations, et leurs avis sur les manieres d'entamer et de diriger les procédures criminelles dans cette affaire, et de présenter un acte succint d'accusation contre Guillaume V.

Cinq des provinces qui envoient des députés à l'assemblée des états-généraux, se sont déclarées pour la convocation nationale batave; et la résolution définitive étant fixée au 15 de ce mois, les représentans provisoires de celle de Hollande ont pris le 2 une résolution par laquelle ils ont ordonné un dénombrement de tous les habitans de leur province, de tout sexe et de tout âge.

On apprend par une lettre officielle de Pétersbourg, qu'en vertu d'un ordre publié par le gouvernement, il est permis à tout le monde d'envoyer et d'embarquer des productions russes aux Provinces-Unies, quoique les Français s'y trouvent encore. Les deux vaisseaux hollandais, de retour à Pétersbourg, seront remis en liberté aussi tôt que le vaisseau russe qui est à Amsterdam aura été relâché.

ITALIE. *De Naples, le 26 septembre.*

La Junte d'état continue à faire arrêter un grand nombre de personnes, comme complices de la conspiration. Un bénédictin, nouvellement enfermé a, dit-on, fait des revélations qui ont donné lieu aux derniers emprisonnemens.

Livourne, 30 septembre. La pollaque le *Saint Vincent-Ferrero*, commandée par un capitaine Ragusin, est maintenant dans ce port: elle arrive d'Alger en onze jours, et a annoncé que la paix était décidément conclue entre cette régence barbaresque et les Etats-Unis d'Amérique.

Hier, on a vu arriver un brigantin, sous pavillon ottoman, et venant en dernier lieu de Smyrne. A bord se trouve le citoyen Descorches, qui a été ministre français à Constantinople. Le citoyen Descorches et les autres passagers, sont tous entrés au Lazaret, attendu le lieu d'où vient le brigantin.

Milan, 28 septembre. Les dernieres lettres de la Riviere parlent de différens faits d'armes dans cette partie, à la suite desquels les austro-sardes ont dû prendre d'autres positions. Il est certain que le 24 les Français étrient à Loano, où ils faisaient des préparatifs pour marcher en avant. On annonce que le quartier-général des Piémontais doit être transféré à

Digitized by Google

Acqui, et le bruit se répand qu'il y a en marche des corps de cavalerie et d'infanterie pour renforcer l'armée du général de Vins.

ESPAGNE. *De Madrid, le 1er. septembre.*

La pacification entre l'Espagne et la France est connue ici depuis quelque tems ; elle y repand la plus grande joie. Le roi a saisi cette occasion pour faire publier dans le conseil de Castille les deux mariages de l'héritier de Parme et de son frere, avec deux infantes espagnoles. Il doit faire également diverses promotions dans le ministere et dans le gouvernement; enfin, il a permis au comte Florida Blanca de se retirer, et de vivre par tout où il voudrait, à l'exception de Madrid et des lieux où se trouvent des maisons royales. Le séquestre sur les biens de cet ex-ministre est levé ; on lui accorde la faculté de jouir, comme par le passé, de tous les honneurs et appointemens qui lui avaient été accordés. Le conseil de Castille a reçu l'ordre de suspendre le procès entamé contre lui, et d'en déposer les pieces aux archives. On annonce que le comte d'Aranda va être traité de même.

Il est question que le marquis d'Iranda, qui est maintenant à Bayonne, est destiné à se rendre à Paris, où il résidera en qualité d'ambassadeur.

L'Espagne a perdu depuis peu un savant distingué ; c'est dom Ulloa, directeur-général de la marine espagnole, membre de la société royale de Londres, des académies de Berlin, Stockholm, et correspondant de celle des sciences de Paris, qui est mort dans l'isle de Léon, à l'age de 79 ans. En 1736, ce savant fut adjoint à dom Georges Juan, pour concourir aux observations astronomiques des académiciens français envoyés de Paris dans les montagnes de Guito au Perou. Ferdinand VI le chargea de parcourir l'Europe, dans le dessein d'y recueillir des connaissances utiles. Dom Ulloa voyagea en véritable observateur en France, en Angleterre, en Hollande et dans toute l'Allemagne, et revint de ces diverses contrées avec un grand nombre de mémoires très-utiles sur les sciences et les arts. Le gouvernement espagnol à son instigation envoya en France, en Italie et à Geneve, beaucoup de jeunes étudians pour apprendre la médecine, la chirurgie et l'art de l'horlogerie. On lui doit les progrès qu'ont faits en Espagne les manufactures de draps, l'académie de chirurgie, celle d'histoire, le canal de la vieille Castille, les belles digues de Carthagene et du Ferrol, l'établissement des mines de mercure, d'Aunaden et du Perou. Ce fut lui qui fut chargé de passer à la nouvelle Orléans, pour prendre possession de la Louisiane, lorsqu'elle fut cédée aux Espagnols par les Français: il commanda la flotte partie de Cadix en mai 1776, pour

Digitized by Google

le Mexique ; enfin, il a publié divers ouvrages traduits en plusieurs langues, parmi lesquels se trouvent des observations astronomiques faites sur les montagnes du Pérou, et l'histoire naturelle et physique de cette contrée dont il est l'auteur, conjointement avec son collegue dom Georges Juan.

ANGLETERRE. *De Londres, le 10 Octobre 1795.*

Les papiers ministériels présentent l'apperçu suivant, comme celui des objets sur lesquels doivent porter les nouvelles taxes additionnelles, auxquelles le gouvernement britannique va se trouver contraint d'avoir recours, lors de l'ouverture de la session du parlement. Ces feuilles ont l'air d'être dans la confidence, et il faut s'attendre à voir proposer un surcroît d'impôts par le ministere.

Taxes sur les maisons qui ont le plus grand nombre de fenêtres.

Les tableaux de cheminées.

Les degrés d'escaliers.

Les marchandises de Chine et de France.

La vaisselle d'or et d'argent.

Les permissions de chasse et celles de porter de la poudre.

Timbre de 2 schel. 6 den. sur les transports des fonds publics. Ce droit ne portera que sur un capital au-dessus de 500 liv., quand celui-ci sera le capital unique, sous le nom qui fera le transport.

Sur les carrosses.

Taxe légere sur les biens fonds des mineurs.

Sur les permissions pour les banques de Londres ou des provinces, 100 liv. chacune.

Banque d'Angleterre, 20,000 liv.

Propriété fonciere, dans le cas où un individu possede plus de 500 liv. par année.

Nota. Le prix du *porter* doit être réduit d'un peny par pot, dans le dessein de diminuer la consommation des liqueurs spiritueuses.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale.

Art. 1er. Il y aura paix et amitié entre sa majesté britannique et les Etats-Unis d'Amérique.

II. Sa majesté retirera ses troupes et garnisons de tous les postes et lieux qui sont dans l'étendue des limites accordées aux Etats-Unis par le traité de paix. Cette évacuation se fera le 1er. juin 1796, ou plutôt s'il est possible.

III. Il sera permis aux sujets britanniques et aux citoyens

Digitized by Google

des Etats-Unis, de même qu'aux Indiens qui habitent le long des deux côtes de la ligne de démarcation, d'aller par terre et par eau, dans les possessions des deux parties contractantes, de naviguer sur les lacs et fleuves, et d'y faire le commerce, à l'exception toutefois du pays qui se trouve dans la circonscription du territoire appartenant à la compagnie de la baie de Hudson. Cependant il ne faut pas etendre le dispositif de cet article, jusqu'à une permission accordée aux navires des Etats-Unis d'entrer dans les ports et golfes de sa majesté, ou dans les parties des fleuves qui se trouvent entre leur embouchure et le port le plus voisin de l'entrée de la mer; cela ne pourra avoir lieu que pour le Mississipi seulement, qui, d'après le traité de paix, doit être ouvert aux deux parties. Toutes les places et tous les lieux de la rive orientale seront accessibles en toute liberté.

IV. Limites du fleuve Mississipi.

V. Limites du fleuve de Sainte-Croix.

VI. Comme jusqu'ici beaucoup de sujets britanniques se sont plaints de ce que, par l'effet de la guerre et depuis qu'elle existe, ils n'ont pu obtenir, même par voie de justice, le paiement de leurs prétentions légitimes à la charge des citoyens des Etats Unis, lesdits Etats-Unis s'engagent à acquitter les dettes en question, ainsi qu'une indemnité convenable pour les torts résultans du non-paiement, si toutefois les pertes se trouvent réellement causées par les obstacles judiciaires qui ont été allégués. En conséquence, il sera nommé cinq commissaires; deux de la part de sa majesté, deux de la part du president des Etats-Unis, et le cinquieme au choix unanime des quatre autres, ou à l'élection du sort. Les jugemens de ces commissaires sur la légitimité des dettes réclamées, et sur les sommes qu'il y aura à payer, seront definitifs et sans appel, et les Etats-Unis s'engagent à en opérer le paiement; mais néanmoins pas avant l'expiration des douze mois qui s'écouleront après l'échange des ratifications.

VII. Comme de la plupart de quelques négocians et citoyens des Etats-Unis, l'on s'est plaint de pertes notables à eux causées pendant la guerre actuelle, par la saisie et confiscation illégale de leurs vaisseaux, sans qu'ils aient pu jusqu'à présent en obtenir de dédommagement suffisant, il est convenu et arrêté que, dans tous les cas où il ne pourra être obtenu, le gouvernement britannique pourvoira lui-même à la pleine compensation de ces demandeurs. A cet effet, il sera établi à Londres cinq commissaires, et sa majesté promet de se conformer à leur décision, en payant argent comptant, et aux tems et lieux déterminés, ce qu'ils auront reconnu pour justement réclamé.

Et comme certains négocians britanniques se plaignent de

Digitized by Google

ce que, dans le cours de la guerre actuelle, il leur a aussi été pris des vaisseaux et des effets dans les limites de la juridition des Etats, les parties seront renvoyées par-devant les commissaires qui seront établis conformément au present article, et dont les Etats-Unis promettent d'exécuter le prononcé.

VIII. Les commissaires mentionnés aux deux articles précédens, seront salariés de la maniere dont on conviendra alors de l'échange des ratifications.

IX. Les sujets britanniques qui ont actuellement des fonds de terre dans le territoire des Etats-Unis, et les citoyens américains qui en ont dans les pays de sa majesté, les conserveront de part et d'autre, selon la teneur de leurs lettres d'achat.

X. Ni les dettes mutuelles des individus des deux peuples, ni les sommes qu'ils peuvent avoir dans les fonds publics ou dans les banques, soit publiques, soit privées, ne pourront jamais être sequestrées ni confisquées en aucune guerre, attendu qu'il est injuste autant qu'impolitique d'anéantir ou de grever, dans des mésintelligences nationales, des dettes et des contrats que les individus ont faits dans la confiance qu'ils mettaient les uns dans les autres, ou dans leurs gouvernemens respectifs.

XI. Sa majesté et les Etats-Unis stipulent d'un commun accord, qu'il y aura entre leurs peuples respectifs liberté entiere de commerce et de navigation, sans autres modifications ou limitations que celles qui seront expliquées dans les articles ci-après.

XII. Sa majesté consent à ce que, durant la période qui sera fixé ci dessous, il soit permis aux citoyens des Etats-Unis d'importer, par leurs propres bâtimens, pourvu qu'ils ne soient pas de plus de 70 tonneaux, dans les isles royales et leurs ports aux Indes occidentales, toutes les marchandises des productions ou des fabrications desdits Etats, et qui peuvent être importées auxdites isles par les navires britanniques; les bâtimens américains et leurs cargaisons ne seront soumis, dans les ports britanniques, à aucun droit de péage plus fort que celui que paient les navires britanniques dans les ports américains. Sa majesté consent encore à ce que les vaisseaux des citoyens américains achetent, chargent et exportent desdites isles et ports, pour les Etats-Unis, les articles qui sont les productions naturelles ou manufacturées de ces isles; mais sous la limitation que lesdits vaisseaux américains conduiront leurs chargemens dans les Etats-Unis, attendu qu'il est expressément promis que, pendant la durée de cet article, les Etats-Unis ne voitureront, par des vaisseaux américains, ni des isles mêmes, ni de chez eux, aucune mélasse, aucun sucre, aucun café, aucun cacao, ni

Digitized by Google

aucun coton, dans aucune autre partie du monde que l'étendue des Etats-Unis; les effets de marine étant seuls exceptés de cette regle. Ainsi doit encore être ajoutée la condition, que les vaisseaux britanniques pourront librement importer et exporter, dans l'étendue des Etats-Unis, ce que les lois desdits Etats permettent d'y importer ou d'en exporter, et que les cargaisons britanniques n'auront point de plus gros droits à acquitter que les cargaisons américaines.

Cet article, avec tout ce qu'il contient, sera et restera en vigueur pendant tout le tems que durera la guerre dans laquelle sa majesté se trouve impliquée, et encore deux ans avant et après le jour où seront signés les préliminaires qui y mettront fin. Après l'écoulement de ce terme, les deux parties contractantes tâcheront à régler ultérieurement leur commerce, selon ce qu'exigera la situation dans laquelle se trouvera alors sa majesté relativement aux Indes occidentales, et conformément au plus grand avantage réciproque et à l'extension du commerce. Elles discuteront aussi alors de nouveau, si, et dans quel cas, des vaisseaux neutres peuvent mettre à couvert la propriété d'un ennemi, et quels sont les objets qui, sans être généralement des articles de contrebande, peuvent néanmoins le devenir. Dans l'intervalle, elles se régleront en conformité des articles qui sont ici stipulés et convenus. (Dans la ratification des Etats-Unis, les stipulations de cet article, en ce qui concerne le commerce aux isles des Indes occidentales, sont suspendues jusqu'à ce que l'on ait pu convenir de déterminations plus précises.)

XII. Sa majesté consent à ce que l'entrée de tous les ports du territoire britannique aux Indes orientales soit ouverte aux vaisseaux des citoyens des Etats-Unis d'Amérique, et qu'ils fassent, entre l'Inde et les Etats-Unis, libre commerce de tout ce qui n'est pas absolument prohibé. Les citoyens des Etats-Unis ne paieront, soit à l'entrée, soit à la sortie, aucun autre droit de tonnage, pour leurs vaisseaux et leurs cargaisons, que celui qu'acquittent les vaisseaux britanniques dans les ports des Etats-Unis. Mais il est expressément stipulé, que les vaisseaux des Etats-Unis ne pourront exporter aucun article desdites possessions, si ce n'est pour le conduire et le décharger en Amérique, sans qu'il puisse leur être loisible de le voiturer ailleurs.

XIV. Entre tous les pays de sa majesté en Europe, et ceux des Etats-Unis en Amérique, il y aura liberté réciproque et parfaite de commerce et navigation.

(*La fin dans un prochain numéro.*)

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE GÉNISSIEUX.

Séance de sextidi, 26 *Vendémiaire.*

Barras annonce que la commission destinée à juger Cormartin et ses complices est en activité, et qu'un courier de la section Lepelletier, expédié à Lyon, a été arrêté, saisi de dépêches importantes cachées dans son gilet.

Un grand nombre de lettres compose la correspondance dont il a été parlé dans la séance précédente; elles sont presque toutes timbrées *Huningue*, et viennent de Basle : il y en a plusieurs du ci-devant Monsieur. Les lignes apparentes de ces lettres sont écrites avec de l'encre très-noire, et contiennent des choses indifférentes, quelquefois des expressions républicaines; c'est dans les interlignes que se trouve la véritable correspondance, écrite avec une composition qui noircit par les acides. Dans ces lettres, le ci-devant Condé est désigné par 77; d'Artois, par 29; Monsieur, par 49, etc. Voici quelques fragmens de cette correspondance.

Juillet et août 1795. On est bien embarrassé de Puysaye à Londres. Saint-Mauris, parent de Calonne, est nommé intendant de l'armée catholique; il est parti avec huit millions d'assignats faux et autres drogues. 77 (Condé) est bien l'être le plus maussade qui existe; il est toujours en dessous.

Les Anglais sont bien déterminés à recommencer, si la première tentative ne réussit pas. Pitt va faire couler le pactole au milieu de la ligue.

Il faut nous procurer les papiers relatifs à la cérémonie du sacre; M. de Nantouillet veut les avoir. M. Gallois qui était employé à la poste pourra les trouver. Tâchez au moins d'avoir les livres des sacres de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI, avec les deux volumes du cérémonial de Godefroy et celui de Saintot..... L'abbé Maury pense qu'il faut bientôt terminer..... Tallien nous l'a bailie belle avec son impudent rapport sur Quiberon. Nous avons eu une belle peur : le lendemain, le Moniteur nous a rassurés. Nous apprenons que Nantes est pris; l'armée va marcher sans doute sur la Roche-Sauveur; Charette a dû faire sa jonction : voilà une armée de braves officiers; l'affaire est en bon train. M. de Nantouillet vous prie de ne pas oublier le cérémonial du sacre. Ce sera un coup de maître.

Enfin, l'on s'est embarqué. 29 (d'Artois) est à bord de l'*Asia*,

Digitized by Google

l'*Asia*, de 64 canons. Voilà nos argonautes qui vont à la conquête de la toison d'or. Les entretiens roulent ici sur Quiberon. On croit au masque de Berlin; je n'y crois pas; l'oncle de Frédéric est rentré dans son taudis, il ne se tirera jamais de la boue dont il est couvert..... L'Espagne a donc traité ! Si Charles III ressuscitait, comme il rougirait de la paix de son fils !..... Les affaires vont mal. Il ne fallait pas faire le Henri IV et le Louis XII avant le tems; il fallait cajoler 77 (Condé).

La couronne ensanglantée qui tombe sur ma tête doit être pour vous l'occasion des plus sérieuses réflexions. (C'est Monsieur qui écrit au duc d'Angoulême.) Elle doit vous appartenir un jour, selon l'ordre de la nature. Songez que le sort de vingt-cinq millions d'hommes dépendra de vous..... Le fils (duc de Bourbon) de 77 (Condé) se conduit à merveille; c'est la valeur et la loyauté même..... Je crains un bouleversement à Londres.

Breteuil ne se relevera pas de cette chûte. Sur quoi faut il compter ?..... Les Anglais viennent d'enlever cinq millions d'écus envoyés à Gênes par la Convention pour achat de grains..... Il est question de l'échange de madame Royale contre les coquins de députés. Il est bien à desirer que cet échange ne s'effectue pas.

L'Anglais presse; il fait feu de toutes parts : il fait acheter tous les chevaux bons ou mauvais. On est indigné de la paix infâme de l'Espagne... Tout est perdu, si les cabinets de Londres, de Pétersbourg et de Vienne ne renoncent pas a leur système envahisseur et impolitique. De Vins ne bouge pas; si cependant dans trois semaines l'on n'est pas maître du comté de Nice, la campagne est manquée. Il y a une politique. Rien n'égale la perfidie du cabinet de Vienne.... Informez-vous si Lafitte, l'ingénieur, est à Paris..... Vos trois représentans Merlin (de Thionville), Rewbell et Rivaud sont venus dîner chez Barthelemy; ils ont étalé un faste asiatique; ils avaient trois voitures; dix-huit personnes à cheval les précédaient, et ils étaient environnés de plusieurs officiers bien tenus.

Enfin, nous allons passer le Rhin; on entrera sur le territoire baslois. On pénétrera dans la Franche-Comté par le Porentruy. Tout se prépare bien; pourvu que les Autrichiens ne nous laissent pas, en nous disant : Vous y voilà, tirez-vous-en..... On desire toujours beaucoup les livres sur le cérémonial du sacre. Je pense qu'il faut être roi avant de se faire sacrer. Mais c'est une affaire de M. de Nantouillet; il veut prendre les devans.

Puysaye est un intrigant. On parle beaucoup d'agir à la fois à l'Ouest, au Midi et sur le Rhin. On a reçu le plan de campagne arrêté par la Convention. Il faut entretenir Lyon et le Jura..... L'empereur veut-il être simple auxiliaire ? tient-il toujours au système indécent de démembrement ?.....

Digitized by Google

49 (Monsieur) vient d'envoyer 163 croix de Saint-Louis et plusieurs cordons rouges. Voilà de quoi faire crier, au camp : *Vive le roi !* Combien on y sera heureux !

Merlin (de Thionville) est à Huningue ; il joue au billard toute la journée. On assure que Rewbell n'est à Basle que pour surveiller Barthelemy. Nous apprenons l'affaire des gendarmes : ce sont peut être des hommes à employer..... Pitt veut finir, pour éviter la bourasque de la rentrée du parlement. Le territoire suisse sera violé..... Il y a ici une foule d'envoyés des princes d'Allemagne ; ils ne s'occupent qu'à tripoter des paris : ce sont bien les figures les plus hétéroclites et les plus plates ; ces especes d'ambassadeurs ne font ni chaud ni froid..... Berne fournit à la France douze mille bœufs ; Neufchâtel en fournit deux mille. Jugez d'après cela de la stupidité du cabinet de Vienne, qui a permis l'exportation de 80 mille sacs de blé pour le corps helvétique.

La déclaration de 49 (Monsieur) fait fortune à Lyon ; elle est répandue avec profusion ; on la réimprime : les prêtres la colportent, le tout pour l'amour de Dieu..... Barthelemy est malade : si l'on voulait, je le tâterais, pour savoir s'il serait disposé à obéir à un ordre du roi, et à remettre les papiers de l'ambassade ; mais on ne m'a pas répondu ; on ne répond jamais.

Il faut avoir une correspondance active à Paris. Si les Anglais pouvaient déjouer Vienne par madame Royale..... Vous avez raison ; l'on n'obtient rien des meneurs, à moins qu'on ne les invite, et qu'on ne gagne leurs entours.... Nous avons ici le ministre de Portugal, Néri ; on dit qu'il vient faire la paix : ce sera le déshonneur d'un trône de plus.

Septembre 1795. L'espérance ne va plus que d'une aile. Je crains bien que l'inaction ne porte un grand coup aux dispositions des assemblées primaires. Ces assemblées peuvent faire beaucoup de bien ; cependant il est à craindre que la Convention ne parvienne à détourner le coup..... Basle a peur ; le conseil a ordonné à tous les habitans de préparer leurs armes et leurs fusils ; il a fait distribuer à chacun vingt-quatre cartouches : cela ne pourra guères en imposer, si l'on a bonne volonté de passer. Mais il n'est que trop évident que cette volonté manque. Le seul espoir est dans la Vendée : ailleurs il n'y a nulle énergie. 77 (Condé) est lié ; 49 (Monsieur) ne peut faire un pas.

On avait annoncé le passage de Pichegru ; il n'y a pas un mot de vrai..... Il ne faut pas tomber dans les mains de l'Autrichien ; 49 devrait aller auprès de Charette ; ce serait là sa vraie place. Armons-nous de patience, nous en avons besoin.

29 (d'Artois) est sur la frégate le *Jason*, environné de 4000 hommes. Les choses se présentent assez bien. Il y a de

Digitized by Google

ce côté 80,000 hommes; jamais l'Empire n'a eu une si belle armée. Cependant rien n'avance. On dit que de Wins a traité fort lestement le roi de Sardaigne.

Le passage du Rhin est retardé. Il faut se méfier de l'empereur. 77 est toujours paralysé. L'armée est restée dix jours sans avoine; il y a cependant ici beaucoup de gens qui seraient dignes d'en manger. Attendre au mois de septembre sans rien faire !.... Vienne et Londres ne s'entendent pas trop.... Wurmser est un homme vil, sans talens aucuns; il a traversé ce pays; il a traversé le camp de 77, sans daigner seulement s'arrêter.

Louchet obtient la parole et prononce un discours sur la situation actuelle de la République. Les dangers de la patrie, dit-il, ne sont point passés. Jamais circonstances ne furent plus critiques. Depuis près de six mois le plus fatal génie, couvert du manteau de la justice, plane sur notre patrie. Quel coup n'a-t-il pas porté à nos finances ? Les décrets sur la vente de l'argent et sur l'échelle proportionnelle en sont la preuve. Depuis ce tems, les assignats, dont la masse est de beaucoup inférieure aux gages d'hypothèque, diminuent chaque jour de valeur. L'agiotage le plus effréné a plus que décuplé le prix des denrées. Le peuple est affamé au sein de l'abondance; il est réduit à vendre son linge, ses habits, ses meubles. (Vifs applaudissemens.) Le mal va toujours en croissant; on ne peut plus se procurer du blé pour des assignats. L'agiotage du fond du Palais-Royal insulte à la misère générale par le faste le plus scandaleux; il brave les lois; il enrichit ce que l'esclavage et le crime ont enfanté de plus vil, des émigrés, des chouans, des prêtres réfractaires, des hommes qui outragent la représentation nationale; et ce monstre n'est point comprimé ! Quelle est donc la main plus puissante que la vôtre qui suspend l'exécution de vos lois ? Quoi ! dans le pays le plus riche de l'Europe, dans la meilleure saison, après la récolte la plus abondante, l'on éprouve les horreurs de la famine. Ce discrédit, l'horrible cherté, tous ces maux sont l'ouvrage de l'infâme royalisme qui, ne pouvant pas vaincre par les bayonnettes, nous attaque du côté des finances.

Il y a dans les administrations une foule de parens d'émigrés. Les émigrés rentrent de toutes parts avec les prêtres réfractaires : le crucifix d'une main, le poignard de l'autre, ils marchent à la tête des compagnies de Jesus. Des militaires qui ont rendu les plus éminens services à la patrie, sont destitués pour prix de leur dévouement : des royalistes qui, le 10 août, étaient au château des Tuileries, les remplacent. Les commis des bureaux de la guerre semblent être devenus des aides-de-camp de Charette. Les commis des tribunaux dres-

Digitized by Google

sent contre les patriotes des actes d'accusation monstrueux ; on massacre dans les prisons.

Si tant de maux se prolongent encore, c'est que nous nous endormons après la victoire : nous passons de l'extrême énergie à l'extrême faiblesse. Il faut punir cette tourbe de rebelles, d'écrivains séditieux qui voulaient ressusciter la royauté. Il faut faire juger ce ci-devant baron de Menou, qui, le 12 vendémiaire, menaçait de passer son épée au travers du corps du premier volontaire qui se serait avancé pour désarmer les rebelles de Lepelletier. Il faut examiner la conduite de ces hommes qui, loués par les séditieux, ont gardé le silence. Elle appartient au peuple, cette précieuse correspondance lue hier, qui peint les conspirateurs trait pour trait. (Vifs applaudissemens.)

Louchet demande que les comités de gouvernement rendent compte, dans trois jours, de l'exécution des lois contre les accapareurs et les agioteurs : il demande la clôture du Palais-Royal, et sa conversion en casernes ; l'amende de 6000 liv. contre le propriétaire de grains qui refuserait d'en vendre, et sa déportation en cas de récidive ; le bannissement de deux ans contre les calomniateurs. Quant aux journalistes anti-républicains, Louchet demande qu'ils soient exilés, jusqu'à ce que la France jouisse d'une parfaite tranquillité : il veut aussi que les parens d'émigrés soient déclarés inéligibles à toutes fonctions publiques jusqu'à la paix ; que la peine de la déportation soit substituée à celle de mort, le cas de parricide et de conspiration exceptés, etc. — Les propositions de l'opinant sont renvoyées aux comités. Son discours sera imprimé.

Blutel, au nom de la commission des dix-sept, chargée de l'épuration des employés dans les bureaux des comités et des administrations, rend compte de ses premiers travaux. Il présente un projet de décret qui lui trace la marche qu'elle doit suivre dans ses opérations. Ce projet est adopté. Le 1er. article étend la peine de destitution prononcée contre ceux qui, dans les journées des 12, 13 et 14, n'étaient pas à leur poste ou à la défense de la Convention, 1°. à ceux qui, quoique présens à leurs bureaux, auraient fait des actes ou manifesté des sentimens contraires à l'établissement du gouvernement républicain ; 2°. qui, dans l'âge de la requisition, ne seraient pas porteurs de congés absolus ; 3°. qui, compris dans la loi du 3 vendémiaire, ne s'y seraient pas conformés. L'article II porte la peine de destitution contre les chefs qui ne déclareraient pas les employés de leurs bureaux qui se trouveraient dans l'un de ces cas, ou qui leur donneraient de faux certificats de présence, ou qui auraient eux-mêmes quitté leur poste avant l'heure de la cessation de leurs travaux. L'article III autorise la commission à ren-

Digitized by Google

voyer les employés négligens ou incapables. Enfin l'art. IV l'investit du droit de faire les exceptions convenables.

Génissieux, organe du comité de législation, propose la suspension de l'exécution de l'art. XIII de la loi du 9 vendémiaire, qui rapportait celle du 9 brumaire, par laquelle les enfans naturels sont admis au partage des biens de leurs peres concurremment avec les légitimes.

Lanjuinais s'y oppose et demande le renvoi de cette question à la prochaine législature. — Le projet est néanmoins adopté.

Séance de septidi, 27 Vendémiaire.

Nous plaçons ici la suite de la correspondance, elle est ainsi conçue.

..... Je crois que des chansons ne feront pas de mal; nous en avons ici une fabrique; je vous en envoie des échantillons qu'il faut répandre dans l'armée sous Paris; ce sera du moins un peu plus gai..... On veut toujours le passage... Barthelemy n'est pas content; il a écrit à un ami que cela finirait mal... Conserver la Bretagne et la Vendée; les deux tiers à bas. Nous sommes sauvés si Paris tient ferme, ce que je ne crois pas...

Il n'est que trop vrai que Dusseldorf est pris. Les Autrichiens ne bougent pas ici; ils répondent toujours que leur grosse artillerie n'est pas arrivée. Il est bien difficile de trouver le fil de cette politique infernale... J'attends cent louis pour vous les faire passer... Les dispositions de Paris sont bonnes; il faut tourner ses mouvemens vers le roi... L'empereur n'a pas voulu de la déclaration du roi... Si Paris voulait aller! Il faut le déterminer à s'expliquer, et vous aurez les honneurs de la séance, l'accolade, etc.

Les Russes à ce qu'il paraît, nous enverront, comme à l'ordinaire, des complimens. Les princes d'Allemagne n'ont pas le sang commun. Cobenzl, l'Empereur et le roi de Prusse s'entendront pour dépouiller ces trois cents imbécilles... Notre seul espoir est dans les troubles interieurs... Le foyer est à Lausanne pour le Midi. On a eu des conférences avec Froment, chef d'un parti catholique... L'idée de faire 49 (Monsieur) *maire perpétuel* de Paris, n'est pas mauvaise. Il vaudrait mieux qu'il fût entre les mains des patriotes que dans celles des puissances qui n'ont ni foi ni loi... Mais je crains bien que tout cela n'aboutisse qu'au retour du régime de la terreur.

Le peuple de ce pays est jacobin; il tue des soldats, des gentilhommes à coup de fusil. (Eclats de rire, applaudissemens.) Il a même tué des Autrichiens... On assure que les Autrichiens vendent des Français sur les frontieres de Turquie.

Digitized by Google

Si Paris veut sentir tous ses avantages, il faut que les sections sauvent la France; il faut qu'elles conservent leur attitude résolue. Paris seul peut tout rallier. Si cela réussit, l'empereur avec sa conduite traîtresse, restera avec un pied de nez; il pourrait bien se dédommager sur la Baviere... Les Républicains avancent toujours; les Autrichiens ne se battent pas; ils font retraite sur la forêt noire. C'est à vos sections à réparer tout cela. Plus de Convention : c'est d'un beau mouvement que viendra notre salut.

Les sections ont inspiré de la confiance; qu'elle route doit tenir 29 (Monsieur) ? il faut qu'il rejoigne Charrette : sa position à Verdun est très favorable. S'il prenait un autre chemin, l'empereur pourrait le faire arrêter..... La belle armée autrichienne ne fait rien, cela est inconcevable : on donne pour prétexte qu'elle n'a pas sa grosse artillerie, qu'elle n'est pas fournie de magasins, qu'ainsi elle ne peut se battre. On croit que l'empereur se contentera de faire un coup-de-main sur Gênes. Il ne faut pas absolument qu'il ait à sa disposition madame Royale : c'est aux sections de Paris à juger le coup, et à ne pas se dessaisir du reste infortuné de la famille.... Lacretelle mène la section Lepelletier; c'est là, si je ne me trompe, la compagnie des grenadiers.

Yriarte (l'ambassadeur d'Espagne) est un gueux; c'est un républicain prononcé. Il disait, il y a quelques jours : *Que voulez-vous faire, quand les trois quarts de la France veulent la République?* Y a-t-il rien de plus coquin qu'un tel propos?

Il faut que le manifeste paraisse vingt-quatre heures seulement avant l'entrée; et ne pas reculer, afin d'inspirer de la confiance. Il faut en répandre un grand nombre d'exemplaire, les donner pour rien, les faire afficher en placards dans les coins de Paris et dans tout le royaume..... Le prince d'Orange leve vingt mille hommes; on dit qu'il va faire des siennes.... Il faut avouer que Pitt est un fier bourreau d'argent.

Nous voilà tombés de Charybde en Scylla : Mauheim est pris; on n'a fait aucune résistance : c'était une affaire convenue. Il ne faut plus douter à présent que Mayence aura le même sort. Il faut s'attendre aussi à la prise de la Baviere. Voilà un bâton dans la roue; cela peut produire un terrible changement dans les dispositions des assemblées primaires... On ne sait pas de nouvelles de 29 (d'Artois.) Pitt continue de donner les traitemens à tous les officiers; il en donne même à ceux qui ne sont pas employés, à leurs femmes, à leurs enfans. Ce traitement est de cinq schellings.

Il faut que les départemens exigent que les votes soient rendus publics. Les sections de Paris doivent en faire l'invitation, aussi-tôt après le rejet des deux tiers. Le Midi ne se conduit pas aussi bien que l'on voudrait. Cependant Paris tient bon. Il semble que les journalistes lâchent le pied. Les

Digitized by Google

sections perdent tout si elles reculent. C'est à elles à faire un coup de maître.... Il ne s'agit d'abord que de saisir six chefs, et de les pendre sur les remparts.... Les Piémontais viennent de laisser écraser un corps d'émigrés... Yriarte prétend que son traité ne nous est pas contraire : il dit que nous y trouverons notre salut dans six mois. La Prusse en a dit autant. Ce sont propos d'empiriques, dont les remedes tuent le malade.

J'ai écrit à 49 (Monsieur). Les armées sont en présence. Quelle force ont les sections? Elles peuvent faire plus que la coalition..... Mangin arrive de Paris : il nous dit que tout va bien ; que la Convention est perdue ; mais il ajoute que le duc de Chartres a un parti fort ; qu'on est, en masse, républicain. Il nomme ensuite dix ou douze sections qui sont bonnes, et que dirigent Laharpe, Lacretelle, Richer-Sérisy. Comment concilier tout cela?.... Charette ne veut pas de troupes anglaises ; il demande seulement des munitions, des subsistances et des officiers : il a plus d'hommes qu'il ne lui en faut. Il nous arrive un M. Bailly, avocat, qui nous a parlé de Lacretelle, etc.... Si ces hommes sont sûrs, il y a moyen de s'en rapprocher : je peux les mettre en rapport avec 49 : un mot du roi pourrait les flatter : j'en ferais la demande ; mais il faudrait que l'un deux m'écrivît qu'elle est sa profession de foi..... Yriarte est malade : après avoir fait la paix d'Espagne, puisse-t-il aller faire sa paix dans l'autre monde..... L'empereur a témoigné à la diete qu'il était dans l'intention de punir le landgrave de Hesse-Cassel, pour avoir traité à part. Ce n'est peut-être qu'une nouvelle perfidie ; car lui-même ne devrait-il pas être honteux de son indifférence, etc.

Pansemont, ci-devant curé de St. Sulpice, écrit à Lemaître : J'ai reçu les sommes que vous m'avez envoyées ; je vous en fais, au nom de la religion, les plus sinceres remercîmens, en attendant que je puisse vous en témoigner d'une autre maniere ma reconnaissance ; ce jour viendra.

Un membre dit que Pansemont a été nommé électeur.

Trois lettres adressées à Lemaître par un particulier de Magny, près Soissons, dans les premiers jours d'octobre jusqu'au 8, portent en substance : Il vient de partir d'ici deux bataillons qui se rendent au camp de Paris : ce sont presque tous des gascons ; ils ont la mine et le geste de coupe-jarets.... Je n'ai point de moyens directe pour Dreux et Chartres ; j'en suis trop éloigné ; mais j'ai des connaissances à Orléans et dans l'Orléanais ; on pourrait en tirer des secours pour Paris, si cela est nécessaire..... J'apprends le peu de succès de la tentative parisienne ; il ne fallait pas s'attendre à autre chose ; il y a trop de décousu dans cette immense cité ; elle est trop grande de moitié pour toutes sortes de

Digitized by Google

raisons : on travaille encore à l'aggrandir. Il y a trop de gens inaptes qui veulent gouverner. Voilà une fière leçon, qui peut-être ne les corrigera pas. Chartres et Dreux ne présentent pas des ressources, etc. etc.

Daunou, au nom de la commission des onze et du comité d'instruction publique, présente le plan d'organisation de l'instruction publique. Son projet est adopté. En voici le précis : Il y aura des écoles *primaires*, des écoles *centrales*, des écoles *spéciales*, et un institut national des sciences et arts, composé de 144 membres. Sept fêtes nationales seront célébrées dans le cours de l'année : celle de la fondation de la République, le 1^er^. vendémiaire ; de la Jeunesse, le 10 germinal ; des Epoux, le 10 floréal ; de la Reconnaissance, le 10 prairial ; de l'Agriculture, le 10 messidor ; de la Liberté, les 9 et 10 thermidor ; des Vieillards, le 10 fructidor.

Nous donnerons le texte du décret, et en attendant, nous offrons à nos lecteurs un apperçu du discours de Daunou, qui l'a précédé et qui a été fort applaudi.

« Représentans, a-t-il dit, les lettres ont suivi depuis trois années la destinée de la Convention nationale. Elles ont gémi avec vous sous la tyrannie de Robespierre ; elles montaient sur les échafauds avec vos collegues ; et dans ces tems de calamités, le patriotisme et les sciences, confondant leurs regrets et leurs larmes, redemandaient aux mêmes tombeaux des victimes également chères.

» Après le 9 thermidor, en reprenant le pouvoir et la liberté, vous en avez consacré le premier usage à la consolation, à l'encouragement des arts. La Convention n'a pas voulu comme les rois avilir les talens, en les obligeant à solliciter ses dons ; elle s'est empressée d'offrir des secours honorables à des hommes dont l'indigence et la gloire auraient accusé la nation qu'ils avaient illustrée en l'éclairant. Mais aujourd'hui vous devez porter plus loin votre sollicitude ! il ne faut pas que votre mémorable session se termine, sans que vous ayez enfin organisé ce pouvoir moral qui doit servir de complément à ceux que vous avez constitués. Je viens donc, au nom de votre commission des onze et de votre comité d'instruction, replacer sous vos yeux le projet de loi, qui sert de développement au titre VIII de l'acte constitutionnel et dont l'instruction publique est l'objet.

» En 1689, l'éducation était vicieuse sans doute, mais elle était organisée. Les établissemens supérieurs, tout ce qui formait pour ainsi dire le sommet de l'instruction, les académies, les sociétés, les lycées, les théâtres avaient honoré la nation française aux yeux de tous les peuples cultivés. Là, des héritiers, toujours dignes de leurs prédécesseurs, recevaient depuis plus d'un siecle, et portaient dignement, de génération en génération, de vastes dépôts de science et

Digitized by Google

de gloire. Là, les pensées des grands hommes étaient continuées par de grands hommes. Là, l'éloquence et la philosophie s'unissaient quelquefois pour jetter jusqu'aux pieds des trônes épouvantés, de longs sillons de lumieres à travers l'antique nuit des préjugés et des erreurs. Là, se formait une sorte d'opinion publique qui, sans doute, n'était pas toujours très-pure, et qui n'avait d'ailleurs qu'une circulation lente et circonscrite dans un assez etroit espace, mais qui s'accoutumait néanmoins à murmurer autour du gouvernement, et qui parvenait même à l'intimider quelquefois. En un mot, on ne pouvait pas dire qu'il n'y eût point d'instruction chez un peuple où l'on commençait à méditer les écrits des d'Alembert, des Condillac, des Voltaire, et sur-tout de cet immortel auteur d'Emile, qui semblait être jetté par erreur dans nos tems modernes, comme le représentant de l'antiquité et de la liberté.

» Voilà ce qu'était parmi nous, en 1789, l'instruction publique considerée dans ses degrés supérieurs ; mais comme si le fléau de l'inégalité eût frappé inévitablement toutes les parties de l'édifice social, comme si le despotisme eût voulu se venger de l'audace de la pensée et de la révolte des lumieres, il s'étudiait sans cesse à les arrêter, à les entraver dans leurs cours. Le gouvernement avait élevé tant de barrieres, qu'il existait en quelque sorte des castes où s'isolait la science, et d'où elle ne pouvait descendre : tout était disposé pour ralentir les progrès du goût, pour interrompre le versement des connaissances, pour faire en un mot que dans les établissemens du second ordre on ne retrouvât presque plus rien de la physionomie et du caractère des premiers. Ce n'est pas que plusieurs universités, plusieurs colléges ne fussent justement renommés pour l'habileté des maîtres et pour l'émulation des disciples ; mais le plan que les uns et les autres étaient condamnés à suivre égarait leurs talens et trompait leur activité. Je ne rappellerai point ici les institutions bizarres qui fatiguaient et dépravaient l'enfance, usaient la premiere jeunesse dans un pénible apprentissage de mots : vain simulacre d'éducation où la mémoire seule était exercée, où une année faisait à peine connaître un livre de plus, où la raison était insultée avec les formes du raisonnement, où enfin rien n'était destiné à développer l'homme ni même à le commencer.

» L'instruction publique était liée par trop de chaînes aux abus que avez renversés pour qu'elle pût résister aux chocs de la revolution. Les établissemens inférieurs devaient céder bientôt aux progrès de la raison publique, à la contagion des lumieres, à l'effort des hommes de génie qui laissaient tomber de si haut les verités les plus influentes, au brusque débordement des idées philosophiques qui se répandaient pour

Digitized by Google

la premiere fois peut-être, recommandées par une sorte d'approbation generale, et revêtues du sceau même de la loi. Les institutions intermédiaires, frappées des mêmes coups, ont disparu peu-à-peu avec les corporations qui les régissaient; et à l'égard des établissemens supérieurs, ils étaient entraînés aussi par leur propre corruption, par cette immoralité aristocratique dont ils renfermaient les funestes germes. La cupidité y avait trop corrompu la gloire, pour qu'ils puissent pardonner à la revolution les pertes dont elles les menaçait. Nous sommes obligés de convenir que ces associations célèbres ont desavoué leur propre ouvrage, quand elles virent que la liberté, long tems invoquée par leurs vœux, n'épurgerait pas des abus que leur interêt aurait voulu sauver de la proscription générale. L'anarchie vint ensuite; l'anarchie dont les farouches regards etaient offusqués des restes de toutes les gloires, s'empressa de demolir, de disperser les debris des corps littéraires: si son regne eût été plus long, elle les eût toutes conservées.

» Cependant, d'autres causes plus immédiatement actives devaient contribuer à la desorganisation totale de l'instruction publique. L'amour de la liberté y concourut lui-même lorsqu'il entraina loin des lettres, et qu'il transporta dans les camps des milliers d'instituteurs et d'eleves subitement transformes en intrépides vainqueurs. La France républicaine devait montrer les vertus et les talens de Rome guerriere, avant de briller, comme Rome victorieuse, de l'immortel éclat de tous les talens de la paix. Dans ces années de perils et de combats, les Français ne pouvaient guères étudier qu'un seul art, celui de vaincre; et l'on doit convenir qu'ils y ont fait d'assez rapides et d'assez vastes progrès.

» Enfin le delire de l'esprit public, les divagations de l'opinion, les querelles des partis, les guerres des factions, les distractions continuelles de la pensée; tout jusqu'à l'intention même d'améliorer l'instruction publique en a dû suspendre la marche, en amener la décadence.

» Parmi les projets d'instruction publique, si multipliés depuis six années, il en est deux auxquels vos comités ont cru devoir une attention particuliere.

» Le premier, présenté à l'Assemblée constituante à la fin de sa session, est un monument de littérature nationale, qu'un même siecle est fier d'offrir à la postérité à côté du discours préliminaire de l'Encyclopédie: c'est un frontispice aussi hardi, aussi vaste des connaissances humaines, quoique d'une architecture plus jeune, plus orné et plus éclatante. Mais si ce travail est un magnifique tableau de l'état des lumieres nationales, et une sorte d'itinéraire de leurs progrès futurs, le projet de décret qui le termine ne présente pas aussi heureusement un bon système législatif de l'organisation

Digitized by Google

matérielle de l'instruction. Trop de respect pour les anciennes formes, l'idée d'entourer les instituteurs de liens et d'entraves, le desir de multiplier les places sans fonctions et les bureaux ministériellement littéraires, tout a trompé dans les conclusions l'attente de l'esprit orné par les plus majestueux préliminaires.

C'est peut-être un défaut contraire que l'on peut reprocher au plan de l'illustre et malheureux Condorcet, de ce savant républicain qui, proscrit, fugitif, et jusque dans les bras de la mort, s'occupait encore du bonheur à venir de son pays, et victime de l'ingratitude des hommes, développait l'honorable système de la perfectibilité humaine. Condorcet, l'ennemi des corporations, en consacrait une dans son projet d'instruction nationale : il instituait en quelque sorte une église académique : c'est que Condorcet, l'ennemi des rois, voulait ajouter dans la balance des pouvoirs publics, un contre poids de plus à ce pouvoir royal, dont l'existence monstrueuse, au milieu d'une constitution libre, était assez réprouvée par les alarmes et les craintes de tous les amis de la liberté.

» Osons le dire, ce n'est peut-être qu'à l'époque où nous sommes parvenus, qu'il était réservé de voir renaître l'instruction publique.

» Vos comités, en rédigeant le projet qu'ils vous ont offert le 6 messidor, et qu'ils reproduisent aujourd'hui, ont trouvé du plaisir et de la gloire à s'emparer des richesses qu'avaient déja répandues sur cette matière des hommes célèbres qui s'en étaient occupés : nous n'avons fait que rassembler leurs idées éparses, en les raccordant aux principes de la constitution républicaine. Nous nous honorons de recommander ce projet des noms de Talleyrand, de Condorcet, et de plusieurs autres écrivains.

» Nous n'avons laissé que Robespierre, qui vous a aussi entretenus d'instruction publique, et qui jusque dans ce travail a trouvé le secret d'imprimer le sceau de sa tyrannie stupide, par la disposition barbare qui arrachait l'enfant des bras de son père, qui faisait une dure servitude du bienfait de l'éducation, et qui menaçait de la prison, de la mort, les parens qui auraient pu et voulu remplir eux-mêmes les plus doux devoirs de la nature, la plus douce fonction de la paternité.

» Pour nous, nous avons cru devoir rechercher d'abord quelles étaient les limites naturelles de la loi dont nous avions à vous présenter le projet, et nous avons aperçu ces limites dans les droits individuels que la constitution vous ordonnait de respecter.

» Représentans du peuple, après tant de secousses violentes, tant de soupçons inquiets, tant de guerres nécessaires,

Digitized by Google

tant de défiances vertueuses ; après cinq années si pleines de tourmens, d'efforts et de sacrifices, le besoin le plus universellement senti, est sans doute celui de la bienveillance, du rapprochement, de la réunion, du repos dans le sein des passions douces et des sentimens paisibles. Or, qui mieux que l'instruction publique exercera ce ministere de reconciliation générale. L'instruction n'est-elle pas un centre où doivent revenir de toutes parts ceux au moins qui n'ont été divisés que par les conseils de la prévention.

» Le temple des arts n'est-il pas l'asyle nécessaire où tous ceux qui sont dignes d'exercer sur leur pays une grande influence, doivent s'empresser de se réunir, puisqu'après tout il faudra bien qu'ils se contentent à se voir un jour confondus dans les mêmes livres de la gloire, et que, malgré leurs dissentions passageres, les fastes de la même immortalité recueilleront leurs noms et leurs ouvrages ? Oui, c'est aux lettres qu'il est réservé de finir la révolution qu'elles ont commencée, d'éteindre tous les dissentimens, de rétablir la concorde entre tous ceux qui les cultivent ; et l'on ne peut se dissimuler qu'en France, au 18e. siecle, et sous l'empire des lumieres, la paix entre les hommes éclairés ne soit le signal de la paix du monde. »

Des citoyens de Marseille viennent retracer les horreurs qui ont été commises dans cette ville. A l'ouverture de la prison, disent-ils, le premier objet qui se présenta aux assassins, fut une femme qui allaitait son enfant ; elle le serrait contre son sein, dans l'espérance qu'on ne l'enleverait point à cette innocente creature qui ne pouvait se passer d'elle ; mais ce fut en vain, on lui brûla la cervelle, on la mit en pieces, et l'on foula son enfant aux pieds. Un seul fabricateur de faux assignats fut épargné.

A Tarascon, on précipita du haut de la tour qui a plus de 200 pieds, 60 républicains. Des dévotes et des émigrés rentrés étaient assis sur des chaises pour jouir de ce spectacle affreux. A Salon, d'autres horreurs ont été commises.

Les petitionnaires demandent la punition de tous les coupables, la destitution du général Pharoux, qui a reçu des émigrés, qu'il a favorisés, un sabre à monture d'or. Plus de vengeances, plus de réactions, disent-ils ; mais justice.

La Convention ordonne l'insertion de l'adresse au bulletin, le renvoi des pétitionnaires au comité de sûreté générale. Elle décrete que demain ses comités lui feront le rapport qu'elle leur a déja demandé sur les événemens du Midi.

Séance d'octidi, 28 *fructidor*.

Le directeur de la fabrication des assignats écrit qu'il sera brûlé aujourd'hui 70 millions d'assignats.

Monnot, au nom du comité des finances, fait décréter qu'il

Digitized by Google

sera fait un fonds d'un milliard trente-trois millions, qui sera mis à la disposition des différentes commissions exécutives et comités de la Convention.

Sur la proposition de Colombel, au nom du comité de sûreté générale, la Convention proroge les fonctions des conseils militaires, créés par la loi du 15 vendémiaire, jusqu'au 5 brumaire inclusivement.

Vernier présente, au nom des comités des finances et de salut public, un projet de décret qui contient des mesures propres à réprimer l'agiotage.

Il porte que la bourse ouvrira depuis onze heures jusqu'à une heure, pour la vente des especes métalliques, et depuis une heure jusqu'à trois, pour les opérations de banque et la négociation des billets et lettres-de-change. Les 80 agens de change sont supprimés; dans 24 heures les comités de salut public et des finances feront choix de 25 agens de change, qui seront chargés de fixer chaque jour le prix des especes métalliques et de la négociation des billets et lettres-de-change. Chaque jour le prix des especes métalliques sera affiché dans la bourse et imprimé dans les journaux. Aucun agent de change ne pourra prêter son ministere pour l'achat de matieres métalliques dans l'intervalle d'une bourse à l'autre, à des prix supérieurs à celui fixé la veille.

Les agens de change ne pourront faire aucune vente ni achat pour leur compte. Les ventes et achats des effets et matieres d'or et d'argent se feront à haute voix; les négociations fictrices et à basse voix sont défendues. Les ventes des matieres métalliques devront être faites au comptant. Les personnes qui, sans être agens de change, contreviendraient aux dispositions du decret, seront punies comme agioteurs; les agens de change contrevenans seront punis de dix années de fers.

On demande d'un côté l'impression et l'ajournement de ce projet de decret. De l'autre, on demande qu'il soit discuté sur-le-champ, en observant qu'il est on ne peut pas plus pressant d'arrêter les progrès de l'agiotage. Ce dernier avis prévaut, et le projet discuté article par article, est ensuite adopté.

Chénier annonce qu'il ne pourra faire que demain le rapport relatif aux événemens du Midi, attendu qu'il lui est arrivé aujourd'hui de nouvelles pieces.

Grégoire, au nom du comité d'instruction publique, fait un rapport sur le costume des membres du corps législatif et du directoire exécutif. Il déclare qu'il est impossible de le faire exécuter d'ici au 5 brumaire prochain, quand même il serait adopté aujourd'hui. Il propose de laisser au corps législatif le soin de se costumer comme il voudra.

Plusieurs membres lui observent que le décret du 5 fruc-

Digitized by Google

tidor, sanctionné par le peuple, charge la Convention de fixer ce costume.

Fermont pense que l'habit romain ou oriental ne convient pas à nos mœurs. Il demande que ce costume soit un habit bleu national avec un collet et des paremens brodés. Alors le législateur pourra le porter toujours, il se fera reconnaître en public et ne l'empêchera point de vaquer à ses affaires. Il est appuyé par plusieurs membres. La Convention décrete en principe que le costume des membres du corps législatif et du directoire exécutif, sera un habit à la française; le comité d'instruction publique est chargé de faire demain un rapport sur les détails.

Le président annonce que Julien (de Toulouse), député mis hors de la loi, lors du procès de Danton, demande à être entendu, et qu'il est à la barre. Il observe que si Julien est encore député, il ne doit pas parler à la barre, et il demande ce qu'il faut lui répondre, s'il ne l'est plus. Sur la motion de Legendre, il est renvoyé au comité de sûreté générale pour y faire ses réclamations.

Séance de nonidi, 29 Vendémiaire.

Bentabolle obtient la parole pour une motion d'ordre et s'étonne du retard que les comités apportent à faire leur rapport sur le mode de bannissement de ceux qui ne veulent pas se soumettre au gouvernement républicain. Il croit qu'il est du devoir de la Convention de s'occuper de cette question avant la fin de sa session. Son avis est de laisser à tous ceux qui voudront sortir de la France la faculté de le faire, et de punir ensuite sévérement ceux qui ne se soumettraient pas au régime républicain. Il demande que les comités présentent primidi prochain leurs vues à ce sujet. Décrété.

Daunou, au nom de la commission des onze, offre un projet sur le mode d'installation du corps législatif. L'ajournement est adopté pour le lendemain.

Les patriotes de 89, de la Haute-Loire, font le tableau des assassinats qui ont été commis dans ce département, qu'ils attribuent aux royalistes. On demande l'insertion au bulletin de cet affreux récit. Dumont s'y oppose. Quel avantage, dit-il, de peindre la nation française comme une réunion de cannibales où les partis déploient les mêmes fureurs chacun à son tour: ne faut-il pas d'ailleurs s'assurer des faits? Villetard pense que cette insertion au bulletin sera utile, parce qu'elle montrera le royalisme à nud et avec ses fureurs. Elle est décrétée.

Chenier, organe des comités, présente le rapport sur la situation actuelle des départemens du Midi. Ces malheureuses contrées sont toujours en proie aux meurtres et aux assassinats. Le sang des patriotes y coule. Des compagnies de Jésus

Digitized by Google

et du Soleil y sont organisées ; ce qui prouve que c'est une réaction du royalisme qui y porte le désordre et la mort. Le rapporteur propose le projet suivant :

1°. Les maires et procureurs de commune qui n'ont pas dénoncé les auteurs et complices des assassinats commis dans plusieurs parties de la République par les compagnies de Jesus, du Soleil, et autres associations royalistes, sont destitués.

2°. Les juges de paix et accusateurs publics qui n'ont pas traduit devant les tribunaux les auteurs et complices de ces massacres, sont pareillement destitués.

3°. Les maires, procureurs des communes, juges de paix et accusateurs publics qui se rendraient coupables à l'avenir d'un pareil délit, seront punis de deux ans de détention.

4°. Les représentans en mission et le comité de législation sont chargés de destituer sans délai ceux dans le cas de l'article premier, et de traduire sur-le-champ devant les tribunaux, les auteurs et complices des assassinats commis pour qu'ils soient jugés d'après le code pénal.

Bentabolle : « Le projet de vos comités ne me paraît pas suffisant. Que signifie une simple destitution contre des magistrats, dont l'inertie devant les assassins prouve la complicité ? Je demande que le décret d'accusation soit substitué à la simple destitution. »

Legendre : « Ce ne sont pas les subalternes qu'il importe le plus de frapper. Le sang a inondé le Midi ; vous y aviez envoyé des représentans revêtus de tous les pouvoirs ; je n'accuse personne parce que je n'ai pas encore de preuves ; mais là où il est des crimes si nombreux, il doit exister de grands coupables. Je demande que la conduite des représentans qui ont été en ces derniers tems dans le Midi, soit examinée. » (Applaudissemens.)

Un membre : Cadroy et Chambon étaient au nombre de ces représentans. Cadroy correspondait chaque jour avec Rovere seul. Chambon est ici. Qu'a-t-il fait pour arrêter ou punir les meurtriers ? qu'il nous le dise.

Leblanc dénonce aussi la conduite de Chambon : « Il était, dit-il, à Aix, pendant qu'on y égorgeait les prisonniers sous le nom de terroristes. La voix publique accuse son secrétaire d'avoir été à la tête des bourreaux. Je demande que sa conduite soit sévèrement examinée. »

Chambon prend la parole. Il nie les faits qui lui sont imputés. Il assure que nul meurtre n'a jamais été commis dans les villes où il se trouvait : qu'il ne pouvait arrêter les assassins à 20 et 30 lieues de lui : qu'il a fait de vains efforts, qu'il a sans cesse réclamé des forces et des secours pour arrêter les désordres, que sa correspondance avec les comités en fait foi. Il appelle lui-même sur sa conduite le plus sévère examen ; il ne craint point l'œil de la justice.

Digitized by Google

Un autre membre demande l'arrestation à l'instant et des représentans et des fonctionnaires dont il s'agit.

Chenier s'y oppose : il demande qu'on se borne à adopter le projet des comités qu'il juge suffisant : une mesure aussi générale, dit-il, entraînerait une foule d'injustices. Il y a des coupables parmi les magistrats du Midi ; mais ils ne le sont pas tous. Nous n'avons pas encore les pièces ; elles viendront sans doute ; elles seront trouvées par ceux de nos collègues que nous venons d'envoyer dans ces contrées ; mais il ne s'agit pas à présent de dresser des actes d'accusation. Je demande qu'on adopte le projet du comité avec l'amendement de Legendre.

Thibaudeau ne voit pas pourquoi on frapperait en masse des municipaux ou des juges de paix qui ne pourraient pas faire ce que n'ont pas fait les représentans eux-mêmes. Il faut examiner la conduite des agens supérieurs, plus encore que celle des subalternes. Car si les représentans n'ont pas pu ou voulu arrêter les meurtres, que pouvaient des juges de paix et des accusateurs publics soumis à leurs ordres?

Thibaudeau appuie le projet du comité et l'amendement de Legendre. On décrète le projet de Chenier. Son discours sera imprimé et envoyé aux départemens et aux armées.

Séance de décadi, 30 Vendémiaire.

Daunou soumet à la discussion le projet de décret sur le mode d'organisation du corps législatif et du directoire exécutif.

Bentabolle fait une proposition incidente. Craignant l'influence des nouveaux venus, il demande que la Convention se divise dès-à-présent en deux chambres et nomme le directoire exécutif.

Lecointre Puyraveau invoque la constitution qui s'y oppose.

Villetard dit qu'il a des inquiétudes sur ce qui se passe. Il ne sait qui a préparé le résultat des assemblées électorales ; mais il paraît que le même esprit a animé ces assemblées. Les choix ne sont pas tombés sur les patriotes de 1789. Il avertit que si le directoire exécutif est mal composé, la République sera dans un danger imminent.

Lecointre-Puyraveau lit l'art. IX du décret du 13 fructidor, qui veut que la distribution des députés dans les deux conseils soit faite par la totalité de ceux qui sont élus pour former le corps législatif. Bentabolle retire sa proposition, et le réglement de Daunou est adopté avec quelques légers amendemens.

Barras présente un second rapport sur les événemens des 12, 13 et 14 vendémiaire.

(Nous le donnerons dans le prochain numéro.)

Digitized by Google

(N°. 8.)

Jer. 135.

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 10 BRUMAIRE, *l'an quatrième de la République.*
(*Dimanche 1er. Novembre* 1795, vieux style.)

POÉSIE.

Strophes sur le passage de l'armée du Nord dans la Belgique, sous la conduite du général PICHEGRU.

Est-ce Alexandre qui s'empresse
D'ouvrir le cours de ses succès?
Est-ce Cyrus quittant la Grèce
Pour aller détrôner Xercès?

Non; c'est un héros philantrope,
Un bienfaiteur du genre humain,
Qui veut affermir dans l'Europe
Un empire républicain.

La valeur qui l'immortalise
Donne des ailes aux Français,
Aux rivages de la Tamise
Enchaîne l'orgueil des Anglais.

Déja la Hollande est conquise,
Déja le Brabant est dompté,
Et l'Europe entière est surprise
Des progrès de la liberté.

Triomphateur de la victoire,
Entends les nymphes de ces eaux (1)
Célébrer une hymne à ta gloire,
Et t'appeller sous leurs roseaux!

(1) Les eaux de Spa.

Digitized by Google

A la cause républicaine
Ta valeur prête son appui;
Tu sais vaincre comme Turenne,
Sans servir les rois comme lui.

De la liberté le génie
Brûle ton cœur, arme ton bras;
Turenne aima la tyrannie,
C'est contre elle que tu combas

Par BERTRAND FERRAND.

CHARADE.

QUAND la belle saison ranimant la nature
Dans les champs, dans les bois, fait naître mon dernier,
Le berger de son toit entr'ouvre mon premier,
Et mène ses troupeaux bondir sur la verdure.
Vers l'asyle de Lise il dirige ses pas:
Son cœur tendre, naïf, ennemi du mystere
Dépose dans son sein des secrets pleins d'appas,
Dont d'autres sont souvent mon tout dépositaire.

LOGOGRIPHE.

SANS être le Dieu de Cythere,
De mille et mille amans j'ai troublé le cerveau;
Sans être le Dieu de la guerre,
J'ai fait trembler plus d'un héros.
Si ce début, lecteur, ne me fait pas connaître,
Combines moi six pieds, et tu verras paraître
Une crédule épouse; une note de chant;
Un terme de mépris; un métal; un reptile;
Ce qu'on peut faire en sommeillant.
A ces traits, tu me tiens, rien n'est moins difficile.

Digitized by Google

ÉCONOMIE POLITIQUE.

De l'Économie politique moderne, discours fondamental sur la population; par Herrenschwand. In-8°. *Prix, 25 liv. broché, et 30 liv. franc de port. A Paris, chez* Maradan, *libraire, rue du Cimetiere-Saint-André-des-Arcs. L'an troisieme* (1795).

Cet ouvrage, publié à Londres en 1786, était fort peu connu en France, et méritait de l'être. En le faisant réimprimer, l'éditeur a rendu un service important à son pays. L'auteur, médecin suisse, l'a composé en français; on ne doit pas s'attendre que le style en soit pur et châtié. Mais ce défaut, que la nature du sujet rend moins sensible, est racheté par le fond des choses; et l'auteur, malgré les incorrections de son style, parvient aisément à se faire entendre de ceux qui ne sont point étrangers aux matieres d'économie politique. Il supplée par l'esprit de méthode à ce qui lui manque quelquefois comme écrivain.

Quoique l'objet principal que traite Herrenschwand dans cet ouvrage ne soit relatif qu'à la *population*, les rapports de son sujet le conduisent naturellement à l'examen des questions d'économie politique les plus importantes; de sorte que l'on peut considérer ce livre comme une excellente introduction de ceux de Steward et de Smith, et quelquefois comme un supplément et un correctif à ces deux auteurs célebres.

L'auteur pose d'abord les principes généraux sur la population de l'espece humaine. Il distingue sa nourriture en naturelle, en artificielle et en mixte. Dans la premiere tout est l'ouvrage de la nature, végétaux et animaux; dans la seconde, tout est l'ouvrage de l'homme, végétaux et animaux; dans la troisieme, l'homme laisse à la nature le soin des végétaux, et se charge de celui des animaux; d'où il suit que les besoins de l'homme sont ou naturels, ou artificiels, ou mixtes, et influent diversement sur la population de l'espece humaine.

Deux conditions sont essentiellement nécessaires pour la multiplication de l'espece humaine, la procréation et la nourriture. Tant que la procréation n'a pas atteint

Digitized by Google

les limites de la nourriture, l'espece humaine est susceptible de multiplication ; mais au moment où la procréation a atteint les limites de la nourriture, l'espece humaine cesse d'être susceptible de multiplication.

La population de l'espece humaine est le degré de sa multiplication ; elle est ou réelle ou apparente ; réelle, lorsqu'elle est contenue dans les limites de la nourriture ; apparente, lorsqu'elle a excédé les limites de la nourriture : la différence entre la population apparente et la population réelle donne la mesure de l'excès de procréation.

L'espece humaine se trouve répandue sur la surface de la terre, sous trois grands modes d'association ; en peuples chasseurs, en peuples pasteurs, en peuples cultivateurs. L'auteur examine quels sont les degrés de population dont ces trois grandes divisions de l'espece humaine sont susceptibles. Il prouve que le plus bas degré de population est celle des peuples chasseurs ; qu'elle est plus considérable dans l'état de peuples pasteurs, et s'augmente progressivement chez les peuples cultivateurs.

Le regne végétal est la fondation de toute la multiplication de l'espece humaine, des peuples cultivateurs, comme des peuples chasseurs et des peuples pasteurs ; tous y puisent médiatement ou immédiatement la totalité de leur subsistance ; ainsi, plus les peuples cultivateurs enleveront de végétaux à la nature pour les approprier à l'agriculture, plus ils multiplieront le fond de leur subsistance et les moyens de leur population, et ils ne cesseront d'être capables de multiplier davantage que lorsque d'un côté ils auront enrichi l'agriculture de tous les végétaux de la nature, susceptibles d'être convertis en nourriture substantielle, soit pour les hommes, soit pour les animaux ; et que de l'autre ils auront porté l'agriculture au dernier degré de perfection.

Cependant les systêmes sur lesquels les nations agricoles ont pu fonder leur maintien et pourvoir à leurs besoins peuvent se réduire à trois principaux ; ou les terres d'une nation se trouvent partagées entre toutes ses familles, et chacune cultive sa portion librement pour sa propre subsistance ; ou les terres d'une nation ne se trouvent appropriées qu'à une partie de ses familles, et le reste de la nation, réduit en esclavage, est forcé de les cultiver pour la subsistance de la nation entiere ;

Digitized by Google

ou les terres d'une nation ne se trouvent appropriées qu'à une partie de ses familles, et le reste de la nation voue librement son travail à la production des nécessités et des commodités de la vie, distinctes de la nourriture, pour les échanger contre sa subsistance avec les propriétaires des terres, et les engager par-là à produire la subsistance de la nation entiere.

Le premier de ces systêmes est un systême d'agriculture absolue ; il était celui de l'ancienne Rome. Le second est un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême d'esclavage ; il était celui de Lacédémone. Le troisieme est un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures ; il est celui des nations modernes de l'Europe.

Herrenschwand suit la population dans ces différens systêmes d'agriculture, et en marque les causes, les progrès et les obstacles. Deux circonstances, selon lui, hâtent ou retardent le moment, où une nation, sous un systême d'agriculture absolue, arrive au terme de sa population réelle, et par conséquent au commencement de sa multiplication abusive ; l'une est la nature de son systême de culture, et l'autre la proportion dans la division de ses terres. Plus le systême de culture de la nation sera parfait ou imparfait et plus ses terres seront dans l'origine partagées en grandes ou en petites portions, plus tard ou plutôt la nation arrivera à l'incapacité morale ou physique de multiplier davantage, et par conséquent plus tard ou plutôt sa procréation deviendra excès.

Il s'éleve contre le systême du partage des terres en portions modiques, systême qui trouve encore un si grand nombre de partisans parmi ceux qui ne font pas attention que ce n'est pas la population apparente que l'on doit considérer pour le bonheur de l'espece humaine, mais la population réelle, c'est-à-dire celle qui se trouve dans une juste proportion avec la nourriture, et qui est le plus constamment exempte de misere. Il établit que, dans le systême d'agriculture absolue, une nation est forcée de vivre dans une grande simplicité, et que le seul commerce qui lui convienne, et qu'elle puisse entretenir d'une maniere durable, est celui du superflu de ses matieres premieres brutes en échange de subsistances.

Il considere ensuite la population dans le systême d'agriculture relative fondé d'abord sur un systême d'es-

Digitized by Google

clavage. Dans cet ordre de choses, la nation est divisée en deux parties; celle des esclaves qui cultivent la terre pour leur subsistance et celle des autres, et les hommes libres qui vivent sur le travail des esclaves; si la partie libre de la nation est oisive, il est évident que la nation entiere est condamnée à une grande simplicité de vie, car le travail de la partie esclave ne peut fournir aux superfluités. Mais si la partie libre se livre au travail, dès ce moment elle acquiert le pouvoir, non-seulement de suppléer aux nécessités de la vie qui lui manquent dans son état d'oisiveté, mais de se donner tous les genres de superfluités dont le luxe se nourrit. La proportion entre la partie libre et la partie esclave doit naturellement se régler sur le produit du travail de la partie esclave; et ce produit du travail de la partie esclave dépendra, dans tous les cas, du degré de perfection dans la culture, et du degré de fertilité de la terre. Mais quand la partie libre travaille aux manufactures, et se ménage un superflu au-delà de ses propres besoins, et échange ce superflu continuellement avec d'autres nations, en partie contre des matieres premieres, et en partie contre de la subsistance, cette nation devient capable de multiplier bien au-delà des limites de sa portion de nourriture.

Un pareil système, s'il était possible d'écarter les regards de la malheureuse condition qui lui sert de fondement, paraît à l'auteur le plus exempt d'inconvéniens et le plus durable. Mais il convient que les annales des nations que le tems a laissé venir jusqu'à nous, ne nous en tracent aucune précisément sous ce système. Ce qu'il dit d'ailleurs de l'influence du gouvernement arbitraire sur l'industrie et des avantages de la liberté, annonce assez que son opinion n'est nullement favorable au système d'esclavage qui en est la suite.

« On n'a, dit-il, qu'à jetter les yeux sur le tableau de l'Europe et l'on verra si dans chaque nation les progrès de l'industrie ne sont pas en proportion exacte des degrés de protection et de sûreté, que les lois accordent à la liberté et à la propriété des hommes. Vouloir faire fleurir l'industrie sous un gouvernement arbitraire, c'est vouloir à la fois des choses contradictoires et par conséquent l'impossible; il n'y a point de milieu, il faut ou que le pouvoir cede, ou que l'industrie languisse; et si l'industrie prospere, c'est le signe le plus certain que le pouvoir s'est adouci dans le droit ou dans

Digitized by Google

le fait. Voilà l'avantage précieux que l'industrie procure à l'humanité ; celui de commander au pouvoir arbitraire ; de le forcer de se contenir dans les strictes limites de la justice, et de le punir de ses moindres écarts dans l'endroit le plus sensible. Le système d'agriculture absolue n'exclut point la tyrannie ; le système d'agriculture relative, fondé sur un système d'esclavage, est par son essence même un exercice continuel de tyrannie ; ce n'est que dans les retranchemens de l'industrie, c'est-à-dire sous un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, que la liberté de l'homme peut être en sûreté. »

L'auteur cite entr'autres pour exemple la Russie. Il pense que malgré les grands efforts du gouvernement pour y introduire et faire fleurir l'industrie, jamais les principes de l'économie politique moderne ne pourront être applicables à un amas informe de peuples, en partie chasseurs, en partie pasteurs, et dans leur plus haute station cultivateurs sous un système d'esclavage.

La partie la plus étendue de cet ouvrage est celle où l'auteur traite de la population sous le système d'agriculture relative fondé sur nn système de manufacture ; c'est aussi la plus intéressante. C'est, selon lui, le système le plus téméraire que l'espece humaine ait pu imaginer d'appliquer à son maintien. Dans tous les autres, il y a une subsistance certaine et assurée à tous les hommes. Dans celui-ci, la moitié d'une nation est laissée dans une situation entierement précaire pour son existence. Ce n'est pas qu'il ne regarde ce système comme le plus avantageux à l'espece humaine ; mais c'est celui qui présente le plus de difficultés dans ses combinaisons, et qui doit être dirigé dans sa marche par les mains les plus habiles, car les moindres erreurs donnent lieu aux conséquences les plus funestes.

C'est ici que l'auteur embrasse et développe tous les rapports de ce système, soit relativement à la classe des cultivateurs, soit à celle des manufacturiers, soit à celle des consommateurs. Les questions les plus importantes en économie politique, et qui ont une liaison médiate ou immédiate avec l'agriculture et les manufactures, y sont discutées avec autant de méthode que de profondeur. Il indique les causes qui ont rétardé les progrès de l'agriculture en Europe, dont la principale est la trop grande proportion des capitaux appliqués

Digitized by Google

au commerce extérieur. Il fait sentir les désavantages des divisions, ou trop petites, ou trop excessives des terres, et fixe, comme le terme moyen le plus favorable à la prospérité d'une ferme, celle qui a depuis trois charrues jusqu'à cinq exclusivement. Il détermine la proportion que doit avoir le commerce extérieur et le commerce intérieur et le moyen d'en connaître l'étendue dans une nation. L'emploi des capitaux ; l'intérêt de l'argent ; l'exportation et la police des grains ; le crédit et ses fondemens ; les taxes et leur inconvénient ; le luxe, ses rapports et le sens qu'il faut attacher à ce mot ; les salaires, leurs taux et les rapports qu'ils doivent avoir avec les profits, tous ces grands objets d'économie politique sont traités avec une grande précision.

Il considere la prospérité des nations sous trois rapports ; prospérité progressive, stationnaire et rétrograde. Il parle souvent de l'Angleterre et de la France. Il blâme la premiere d'avoir gouverné ses colonies sur les principes d'un système impossible à maintenir ; il la met au rang des nations à prospérité progressive, mais dont la puissance est imparfaite et dépendante.

Le tableau qu'il fait de la seconde la montre avec de plus grandes ressources. Il compare son gouvernement économique à celui de l'Angleterre, et lui reproche une trop grande variation dans ses principes, et de n'avoir jamais eu le courage d'adopter les véritables depuis Colbert jusqu'à Necker dont il censure les opérations. Il trouve que son système de culture est bien éloigné de la perfection à laquelle il peut atteindre, et en voit la principale cause dans le peu de capitaux employés à cette destination. Il vante les avantages inappréciables de son sol et de ses habitans ; et si la France ne s'est pas élevée au plus haut degré de prospérité, il en accuse l'impéritie des hommes d'état qui l'ont gouvernée. Malgré tant d'erreurs ou d'imperfections, il ne balance pas à la regarder comme une puissance parfaite et indépendante.

Ce jugement porté par un étranger très-instruit, ne doit pas être suspect de partialité. Herrenschwand écrivait avant la révolution ; nous ignorons jusqu'à quel point cet événement eût modifié ou confirmé son opinion s'il eût publié aujourd'hui son ouvrage ; mais ou nous saurons mal profiter de nos avantages naturels et politiques, ou la liberté que nous avons fondée doit porter la République Française au plus haut période de richesse et de grandeur. C'est dans l'étude et l'adoption

Digitized by Google

des vrais principes d'économie politique que nous en puiserons les moyens, et sous ce rapport nous ne saurions trop recommander la lecture de cet ouvrage. Il paraît par plusieurs passages que l'auteur se proposait de traiter successivement les différentes parties de l'économie politique. Nous ignorons s'il a donné quelque suite à ce projet, mais s'il est encore en son pouvoir de l'excuter, et si ce journal tombe entre ses mains, nous l'invitons, au nom de l'intérêt du genre humain, à poursuivre ce qu'il a si utilement commencé.

LENOIR DE LA ROCHE.

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 27 Octobre.

SUIVANT des lettres de Brochsal, du 2, les Autrichiens ont pris à trois lieues de cette ville, près de Wislach, une excellente position. Tandis que le général Latour y attend des ordres sur ses opérations ultérieures, les Français rassemblent, près de Manheim, des forces et une artillerie considérables. On attend incessamment à Heydelberg, où commande le général Quadasnavich, le feld-maréchal de Clairfayt, qui fera décider, dans un grand conseil de guerre, les mouvemens que doivent exécuter les officiers-généraux employés sous ses ordres. Il a préalablement fait désarmer tous les Palatins, qui ont été placés derriere l'armée autrichienne.

D'autres lettres de Carlsruhe, du 3, ajoutent : Wurmser est passé avant-hier soir par cette ville, se rendant à Heydelberg. 15,000 hommes arriveront sous peu de l'armée du Haut-Rhin, pour camper entre Durlach et Rastadt, et renforcer l'armée autrichienne qui occupe les environs de Manheim et de Heydelberg. L'opinion générale depuis le passage de Wurmser est que tous les généraux autrichiens ont reçu du cabinet de Vienne l'ordre d'agir suivant leurs lumieres, en un mot de prendre conseil du tems et du lieu, sans s'assujettir à attendre des instructions ultérieures sur chaque circonstance particuliere, parce qu'on a remarqué que cette marche nuisait à l'ensemble de leurs opérations.

Enfin on écrit de Hanau, en date du 6, que les Français,

Digitized by Google

encouragés par la reprise de Kostheim, quoiqu'elle leur eût coûté beaucoup de monde, ont essayé, par trois fois, d'enlever Cassel; mais qu'ils ont été repoussés les trois fois avec perte, et poursuivis à la derniere par les Autrichiens jusqu'à Hochheim. Ils ont fait transporter leurs blessés à Wisbaden. Les Autrichiens, profitant de leurs avantages, ont établi une batterie de dix canons devant Russelsheim, pour s'opposer à la navigation du Mein.

La connaissance de ces détails était nécessaire pour mieux saisir la suite des opérations du général Clairfayt, dont nous allons joindre ici le bulletin officiel: on sent que la perte des Français doit être plutôt exagérée que diminuée dans une piece de cette nature, et l'on y verra pourtant en derniere analyse que, dans l'armée autrichienne même, on donne moins d'extension et d'importance aux succès de ce général, qu'on ne le fait à Paris, où certaines gens affectaient de croire à la perte de corps entiers de l'armée de Jourdan, hachés ou faits prisonniers; à celle d'une immense artillerie, de beaucoup de bagages; et, pour achever ce tableau, même de la caisse militaire.

Bulletin officiel des opérations de l'armée impériale sous les ordres de son excellence M. le feld-maréchal comte de Clairfayt.

Après avoir rassemblé tous les détachemens du Necker, l'armée passa le Mein le 10, et arriva le lendemain à Bergen, chassant devant elle, jusqu'au de-là de la Nidda, les postes avancés de l'ennemi, qui campait sur les hauteurs de Hoechst à Konigstein.

Notre avant-garde bordait la rive gauche de cette petite riviere, et menaçait par des démonstrations l'aile gauche de l'armée française. Les chemins presque impraticables, retardant l'arrivage de l'artillerie, nécessitaient un délai du jour de bataille, qu'on avait fixé pour le 14.

Le 12, le général Jourdan fit attaquer notre poste de Nidda avec impétuosité et à plusieurs reprises. Toujours repoussé, il se retira dans la nuit du 12 au 13 dans les montagnes de Konigstein, après avoir essuyé une perte de 1500 hommes, qu'avaient causé en partie nos batteries d'outre-Mein.

L'avant-garde de l'armée poursuivit Jourdan sur les points de Hombourg, Esch, Huhnerkirc et Wisbaden. La garnison de Mayence fit une forte sortie, en longeant le Rhin jusqu'à Euseld et Wisbaden. Elle prit des magasins, des pontons, beaucoup de prisonniers, des caissons d'artillerie et des bagages. Le général de Nauendorf passa le Mein vis à-vis de Hoechst, en bateaux et à la nage, et se dépêcha si bien, qu'il prit encore aux environs de Hochheim quelques canons, 16 caissons d'artillerie, 300 prisonniers.

Le corps de réserve campa ce jour-là à Hombourg; le

Digitized by Google

général Hadick à Usingen, et le général Kray à Oberursel, après avoir mis garnison à Konigstein que l'ennemi avait évacué.

Le lendemain, l'armée marcha à Wertheim, le corps de réserve à Usingen, et le général Hadick à Weilmunster. Le général Kray trouva Esch fortement garni de troupes ennemies, et se prépara d'abord à l'attaquer. Malgré une défense opiniâtre et la supériorité des adversaires, nos braves troupes réussirent enfin, après plusieurs tentatives, à s'emparer de ce poste intéressant, l'ennemi fut repoussé avec perte de 600 hommes, au-delà de Obersetters, où le général Kray prit son camp.

Le 15, l'armée marcha à Weilmunster; le corps de réserve à Runckel, et le général Hadick passa la Lahn à Weilbourg, pour se loger à Mehrenberg. Il fut bientôt aux prises avec l'ennemi, qui tient la ligne de Staffel, près de Limbourg, à Diefenbach, et accéléra, *sans remporter aucun avantage décisif*, la retraite du général Jourdan.

Le général Kray attaqua l'ennemi sur les hauteurs de Zullhaurs à Kirberg, et le jetta sur les bords de la Lahn.

Le général Staader poursuivit tous ces jours-ci sa marche le long du Rhin et sur Nassau.

Le général d'Erbarck, a pris son camp à Grosguerau, pour observer le Rhin jusqu'au Necker. Et tandis que l'avant-garde, soutenue du corps de réserve, dépêche la retraite du général Jourdan, l'armée se propose de marcher en avant, si l'ennemi tient plus long-tems les environs d'Ehrenbreistein, ou vers la Lahn.

HOLLANDE. *D'Amsterdam, le 19 octobre.*

Le navire américain *The Colombia*, capitaine Williams Maley, est entré au Texel. Il avait été expédié en aviso pour les Indes orientales, au mois de mars dernier. Il arrive du cap de Bonne-Esperance, et vient de remettre au directoire de la compagnie une lettre du gouverneur Stuysken. Ce dernier marque qu'il a refusé de rendre cette colonie aux Anglais, sur une sommation faite au nom du prince d'Orange. Sa réponse a été qu'il était prêt à se défendre jusqu'à la derniere extrémité. A cet effet, il a fait garnir toutes les batteries pour recevoir les Anglais en cas d'attaque, et tous les habitans se sont joints à lui pour seconder ses efforts.

De la Haye, le 18 octobre. Le ci-devant conseiller pensionnaire van de Spiegel a été transféré sous une escorte de cavalerie, de la maison du Bois dans la prison de la cour (Gevangen-Poort.)

Dimanche soir, le rapport de la généralité, relatif à la convention batave, a été porté à la conclusion. Les états-géné-

Digitized by Google

taux ont pris une résolution contre laquelle la Zélande a protesté, et dont voici le texte :

« Leurs hautes-puissances déclarent qu'il y aura une assemblée générale nationale, en conservant les libres délibérations des provinces respectives, concernant le rapport de la généralité et le réglement préparatoire. »

ESPAGNE. *De Madrid, le 8 septembre.*

Les promotions qu'on avait annoncées à l'occasion de la paix, tant dans le militaire que dans les différens départemens, viennent d'avoir lieu.

En tête de toutes les personnes promues à de nouveaux titres, il faut placer le duc d'Alcudia. Ce ministre a été déclaré prince de la paix. Le roi lui a fait, en outre, cession d'un domaine près de Grenade, connu sous le nom de Solio de Roma. Le revenu annuel de ce domaine est évalué à 50,000 piastres fortes.

Le gouvernement vient d'ordonner l'extinction du papier-monnaie, nommé vales, créé en 1780, jusqu'au nombre de 1154, de 600 piastres faibles chacune. La valeur et les intérêts des vales éteints seront remboursés à leurs propriétaires.

La répartition faite à la banque Saint-Charles des bénéfices de l'année dernière, a été aussi sanctionnée par le gouvernement. Chaque actionnaire retire quatre et demi pour cent. On a procédé hier au paiement de ces différentes sommes.

On mande de Cadix, en date du 12 du mois dernier, que deux navires faisant partie du convoi attendu de la Havanne, venaient d'entrer dans ce port. Quelques frégates sont sorties de Cadix pour aller au-devant du reste du convoi. Ces deux navires sont chargés d'argent et d'autres objets, tant pour le compte du roi que pour celui du commerce particulier. Cette nouvelle paraît très-importante : elle a causé une grande joie aux intéressés dans cette expédition. Le prix du sucre et du cacao a déjà commencé à tomber.

On avait préparé à Cadix trois gros vaisseaux qui devaient prendre à bord les légions d'émigrés, et les conduire dans la Vendée. Cette mesure est rompue par la conclusion de la paix à Basle. Il s'agit maintenant de faire passer les émigrés dans les villes de l'intérieur, où le gouvernement leur donnera quelques secours.

Selon des lettres de Lisbonne, la nouvelle de la paix entre la France et l'Espagne a répandu une grande joie dans cette capitale du Portugal, sur tout parmi les négocians. On arme maintenant dans ce port une petite escadre qui, avec des bâtimens de transport, viendra prendre en Catalogne les troupes portugaises.

Digitized by Google

De Barcelone, le 10 septembre. Le 6, parut à la vue de ce port la flotte espagnole, forte de 25 vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, aux ordres de l'amiral Massaredor; elle avait fait voile de Mahon, deux jours auparavant; et peu après son arrivée ici, elle est repartie, se dirigeant sur Carthagene.

ANGLETERRE. *De Londres, le 15 Octobre 1795.*

Le ministre Pitt est de retour ici d'un voyage qu'il a fait dans le comté de Sommerset.

On annonce que le roi doit, lors de l'ouverture de la prochaine session du parlement, lui recommander de faire des recherches sur l'état de la récolte en froment.

Le prix des denrées continue à se maintenir très-haut : les feuilles ministérielles elles-mêmes remarquent que celui du blé n'a point baissé à Londres, comme on pouvait l'attendre et de l'abondance de la récolte, et de la quantité de blé étranger qui a été importé. On a attribué cette circonstance aux eaux basses de la Tamise, qui ont nui au transport de cette denrée. Cette opinion est combattue par les auteurs de ces feuilles : ils engagent le lord-maire à rechercher la cause de ce prix. La viande, le sucre et beaucoup d'autres objets se vendent aussi excessivement cher, relativement à la saison, ou à la quantité qu'on croit savoir qu'il en existe en Angleterre.

Les ministres viennent de faire passer de nouvelles dépêches à lord Bute, ambassadeur à Madrid.

M. Hammond, dernier ministre britannique dans les Etats-Unis, est arrivé de Philadelphie. Il apporte la ratification du traité, à l'exception de celle d'un seul article, qui sera la matiere d'une nouvelle négociation.

On trouve dans le *True Briton*, feuille ministérielle, qu'il a régné dans l'isle de Houat, à la fin d'août et au commencement de septembre, une maladie épidémique qui a fait périr un grand nombre d'officiers émigrés blessés, ainsi que de chouans. Parmi ceux qui sont morts de cette maniere, on nomme le commissaire-général de l'armée émigrée, St. Maurice. Quelques hommes de la marine anglaise ont aussi succombé.

On a des nouvelles du cap de Bonne-espérance, du 3 juillet. Les Hollandais ont abandonné False Bay, où se trouve l'amiral anglais Elphinstone. Une partie des troupes a déja joint ce dernier; le reste est attendu chaque jour. Les Anglais se préparent à attaquer le fort de Table-Bay.

Il vient de se former un nouveau conseil à l'amirauté, qui sera spécialement chargé de pourvoir à l'expédition destinée pour les Indes occidentales. Les membres de ce conseil sont : le comte Spencer, M. Hughes, Seymour et M. Pybur : c'est à Portsmouth qu'ils doivent s'assembler; déja ils ont quitté Londres depuis plusieurs jours pour se rendre dans ce port.

Digitized by Google

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Fin du traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale.

XV. Il ne sera payé dans les ports d'une des parties, pour les vaisseaux et marchandises de l'autre partie, aucuns droits plus forts que ceux qui y sont perçus sur pareils vaisseaux et pareilles marchandises des autres nations. Dans un pays, on n'exigera point, pour l'entrée des articles qui sont des productions de l'autre, des péages plus forts que ceux qui sont imposés sur les articles et productions des autres pays étrangers. Il ne se fera non plus aucune défense d'entrée ou de sortie d'un article quelconque, que cette défense ne soit étendue indistinctement à toutes les nations.

XVI. Il sera libre aux deux parties contractantes d'établir, l'une chez l'autre, des consuls, pour la protection de leur commerce.

XVII. Dans tous les cas où des vaisseaux seront pris, ou arrêtés sur le soupçon fondé d'avoir à bord une propriété de l'ennemi, ou qu'ils portent à cet ennemi des articles qui sont de contrebande, le vaisseau saisi sera conduit au port le plus voisin et le plus commode, et s'il s'y trouve quelque propriété ennemie, celle-là seule restera saisie, et le bâtiment remis en liberté pourra, sans obstacle, faire voile avec le reste pour sa destination.

XVIII. Afin de fixer pour l'avenir ce qui est contrebande de guerre, on comprendra sous cette dénomination tout ce qui est, soit par terre, soit par mer, instrumens de guerre; tels sont les canons, les mousquets, les mortiers, les pétards, les bombes, les grenades, les pots à feu, les fascines, les baguettes et fouloirs, les gibernes, la poudre à canon, les mèches, le salpêtre, les boulets, les piques, les épées, les casques, les cuirasses, les hallebardes, les lances, les dards, les harnois de chevaux, les custodes, les baudriers et ceintures, et en général tout ce qui est ou devient instrument de guerre; de même les bois de construction pour la marine, le goudron, le cuivre en plaques, les voiles, le chanvre, les cables, les cordages, et généralement tout ce qui sert à l'armement d'un vaisseau; on excepte néanmoins le fer non coulé et les planches de sapin. Tous ces articles sont réputés justement sujets à confiscation, lorsqu'ils sont conduits à l'ennemi. Et comme la difficulté de fixer exactement ce qui, pour n'être pas généralement article de contrebande, peut néanmoins être réputé tel, demande que l'on diminue les mésentendus qui peuvent en résulter; on est convenus que dans le cas où, par le droit des gens, un article devient de contrebande, cet article, lorsqu'il sera saisi, par cette

Digitized by Google

raison ne sera point confisqué, mais vaudra au propriétaire une indemnité : le corsaire ou le gouvernement en paiera la pleine valeur au propriétaire du navire, en lui passant un bénéfice équitable sur la vente, et en lui remboursant le montant du fret et des dépenses du demeurage. Et comme encore il arrive souvent que des vaisseaux font voile vers un port ennemi, sans savoir qu'il est assiégé ou bloqué, tout vaisseau dans ce cas pourra bien être empêché d'aborder et se trouver retenu ; mais sa cargaison, si tant est qu'elle ne soit pas de contrebande, ne l'exposera point à la confiscation, puisqu'elle n'y est point sujette elle même : il ne deviendrait confisquable qu'en cherchant, après coup, à s'introduire dans le port ; du reste, il lui serait libre de cingler vers tel autre port qu'il jugerait à propos. Les vaisseaux et les effets des deux parties contractantes, qui seront entrés dans un port ennemi avant que le siége ou le blocus en aient été mis, et y seront trouvés après sa reddition, ne seront nullement confiscables, mais devront être rendus à leurs propriétaires.

XIX. Afin de prémunir les sujets et citoyens des deux parties contractantes, contre les torts des vaisseaux de guerre et de corsaires, les commandans des vaisseaux de guerre et des corsaires s'abstiendront soigneusement de causer aucun dommage à l'autre partie, et s'ils contreviennent à cette injonction, ils seront punis et tenus, sous leur responsabilité personnelle et celle de leur bien, à dédommager de toutes les pertes qu'ils auront causées.

XX. Chacune des parties contractantes, non-seulement refusera l'entrée de ses ports aux pirates, et ne souffrira pas que les habitans les admettent ou les favorisent ; mais punira encore tout habitant qui se rendra coupable d'un pareil délit.

XXI. Les sujets et citoyens des deux nations n'exerceront aucune violence les uns contre les autres, et n'accepteront de la part d'un prince ou d'un état en guerre avec l'un des deux, aucune commission ni instruction hostile ; les ennemis d'une des parties ne devront jamais être autorisés à inviter les sujets ou citoyens de l'autre partie à servir contre la première. Et si, en vertu d'une commission étrangere, les sujets d'une partie arment en course contre l'autre, et que ces corsaires tombent au pouvoir de la partie attaquée, rien ne doit empêcher celle-ci de punir comme pirate, le citoyen qui aura accepté semblable commission, et pris ses lettres de marque.

XXII. Il est expressément stipulé qu'aucune des parties contractantes n'ordonnera ou ne favorisera des actes de représailles contre l'autre, sur plaintes rendues pour injure reçue ou pour dommage éprouvé, avant que ladite partie n'ait présenté à l'autre les preuves de l'offense et de ses vraies circonstances, et demandé justice et satifaction, le déni ab-

Digitized by Google

soin de justice ; où une provocation contraire à toute équité, pourront seules autoriser les représailles.

XXIII. Les vaisseaux de guerre des deux parties seront, dans tous les tems, reçus amicalement dans les ports et havres de chaque partie.

XXIV. Il ne sera pas permis à des corsaires étrangers, ayant leurs commissions de princes ou états en guerre avec l'une des deux nations, d'armer leurs vaisseaux dans les ports de l'autre, ni d'y vendre leurs prises, ni de les échanger d'une maniere quelconque ; il ne leur sera pas permis non plus d'y acheter plus de vivres qu'ils n'en auront besoin pour regagner le port le plus prochain du prince ou de l'état dont ils tiendront leur commission.

XXV. Les vaisseaux de guerre et les corsaires des deux parties pourront conduire où ils voudront les prises qu'ils auront faites.

XXVI. S'il survenait une rupture entre sa majesté et les Etats-Unis, les négocians et autres sujets d'une partie établis dans les états de l'autre partie, pourront y rester et y continuer leur commerce aussi long tems qu'ils se comporteront tranquillement, et n'enfreindront point les lois du pays ; mais si leur conduite y devient suspecte, ou que les gouvernemens respectifs trouvent indispensable de les éloigner, ils auront douze mois de tems pour s'en retirer avec leurs familles et effets.

XXVII. Sa majesté et les Etats-Unis se rendront réciproquement, sur les réclamations mutuelles ou à la demande de leurs ministres et fonctionnaires publics et respectifs, toutes les personnes accusées d'assassinat et de fabrication de fausses lettres-de-change, qui auront cherché un refuge dans le pays d'une des deux parties.

XXVIII. Les dix premiers articles de ce traité seront perpétuels ; les suivans, à l'exception du XII^e., sont limités dans leur durée à l'espace de douze années, qui commenceront à compter du jour de l'échange des ratifications. Il y a cependant une condition expresse ; c'est que le XII^e. article devant, par sa limitation, prendre fin avec celle de la 2^e. année qui suivra la signature des articles préliminaires ou definitifs, qui feront cesser la guerre dans laquelle sa majesté se trouve impliquée, il sera pris en commun des dimensions convenables pour ramener l'affaire à une discussion amicale et à un definitif, avant que le période fixé soit écoulé, afin que de nouveaux arrangemens soient sur-le-champ substitués aux anciens, lorsque ceux-ci seront arrivés à leur terme. Mais s'il arrivait malheureusement que sa majesté et les Etats-Unis ne pussent s'accorder sur de nouveaux arrangemens, tous les articles de ce traité, à l'exception des dix premiers, cesseront d'avoir force, et resteront éteints.

RÉPUBLIQUE

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE GENISSIEUX.

Séance de primedi, 1er. Brumaire.

Rapport de Barras, fait dans la séance du 30 vendémiaire, sur la conspiration des 13 et 14 du même mois.

La révolution du 9 thermidor a fondé la liberté publique ; les abus de cette révolution en ont sappé les bases, au point que l'on a vu le moment où l'édifice était prêt à s'écrouler. Une fausse indulgence a fait faire des pas rétrogrades ; des lois arrachées en faveur des émigrés et des prêtres ; les assassinats du Midi restés impunis, les vengeances érigées en vertus civiles, devaient relever l'espoir des amis du despotisme. Il fallait un point central pour correspondre avec le comité contre-révolutionnaire de Basle : il fut établi dans la commune de Paris, dans cette vaste cité sur laquelle tous les départemens ont les yeux ouverts.

Une nuée de vils folliculaires, prêts à se vendre à celui qui les paie le mieux, furent chargés de pervertir l'opinion publique : aussi-tôt ils dirigent les calomnies les plus atroces contre les amis de la liberté ; ils répandent des inquiétudes sur les subsistances ; ils publient que le gouvernement républicain n'est qu'une chimere. Une armée d'anciens valets de cour secondent leurs efforts : des nobles, des émigrés, des prêtres, échappés à l'œil vigilant du gouvernement, servent de point d'appui à la rebellion. On profite de l'époque des assemblées primaires. Les conjurés levent le masque. Sous le nom de terroristes, les meilleurs patriotes sont éloignés des assemblées ; bientôt on proclame que les décrets de la Convention ne sont plus lois de l'état, et que c'est aux sections de Paris à tenir les rênes du gouvernement.

Dans ce moment de crise, la Convention fit un appel aux patriotes de 89. La voix des peres de la patrie fut un cri de ralliement ; en quelques heures, la Convention nationale devint le centre de réunion des défenseurs de la République. On vit ici les hommes du 14 juillet, les hommes du 10 août, les vainqueurs de la bastille, des patriotes de tous les départemens, une légion d'officiers couverts d'honorables cicatrices et destinés par l'effet de complots contre-révolutionnaires. (Vifs applaudissemens.)

Digitized by Google

Vos comités de gouvernement ne se dissimulerent plus les dangers de la République. Ils confierent le commandement du bataillon de 89 au général Berruyer, recommandable par de grands talens militaires et par les mœurs les plus pures.

Dans la journée du 13, Menou, général en chef, se présente à la commission des cinq, vers les deux heures après-midi; il était suivi de plusieurs personnes. Avec ce ton arrogant, si familier aux courtisans des despotes, il dit: Je suis instruit qu'on arme tous les bandits (c'est ainsi que les tyrans appellent les Républicains), (vifs applaudissemens) je vous déclare que je ne donnerai pas mes ordres, que je n'admettrai pas dans mon armée, que je ne veux point marcher avec des assassins organisés en bataillon de 89. — Eh bien! lui répondit-on, les sinceres amis de la patrie ne seront point sous vos ordres, ils marcheront sous un général républicain. Menou sortit avec la physionomie d'un conjuré: il fit écrire à Raffet que les patriotes de 89 étaient consignés. Une section de Paris à laquelle on eut soin de communiquer cet ordre, y applaudit, et l'inséra dans ses registres.

Bientôt après, des sections députerent pour déclarer au gouvernement qu'il avait perdu sa confiance, et qu'il restait responsable des événemens. Il n'était plus possible de se faire illusion; on excitait par-tout les citoyens à s'armer; les électeurs réunis au Théâtre-Français précédaient les députations, les proclamations.

Cependant, quoique les révoltés soient en grand nombre, les chefs s'inquiettent, ils pâlissent; ils invoquent le secours de la perfidie; ils font auprès des défenseurs de la patrie des tentatives injurieuses; mais tous les Républicains forment un faisceau compact devant lequel se brisent toutes les espérances criminelles. Des colonnes se mirent en marche sur le Théâtre-Français et la section Lepelletier: c'était à l'entrée de la nuit; les rebelles furent instruits des mesures prises; ils eurent le tems de se disperser.....

L'ordre fut renouvellé de marcher sur la section Lepelletier; mais on apprit bientôt que Menou avait eu l'infâme lâcheté de transiger avec les révoltés. Cet indigne chef voulut effrayer nos freres d'armes; il vocifiéra ces paroles: Si quelque soldat s'avise d'insulter les bons citoyens de la section Lepelletier, je lui passerai mon sabre au travers du corps. Les braves défenseurs de la patrie, les vainqueurs des rois, s'indignerent de la trahison: des murmures manifesterent leur colere civique. Braves républicains, on voulait vous livrer aux poignards des rebelles: vos murmures échaufferent la pensée du gouvernement.

Les troupes étaient revenues vers le Palais-National: les comités crurent que je pouvais être de quelque utilité à ma patrie: dans la nuit du 12 au 13, je fus nommé général de l'armée de l'intérieur. Un instant je fus effrayé des dangers

Digitized by Google

de la chose publique ; mais je vis le sang républicain prêt à couler ; je m'entourai des patriotes, des officiers destitués je ralliai le peu de troupes que nous avions ; je désignai des réserves. Le général Buona-Parte fut nommé commandant en second. Je pris des canonniers parmi les gendarmes et dans le bataillon de 89. Le poste de Meudon n'était pas gardé suffisamment. Les magasins de vivres étaient dispersés dans Paris. Quelques collégues se rendirent au fauxbourg Antoine où ils furent accueillis par des républicains.

La nuit s'était passée à faire des préparatifs. Le 13 au matin, je haranguai mes compagnons d'armes ; je leur recommandai d'être avares du sang, d'être fermes à leur poste, d'obéir à leurs chefs. Vous étiez alors défendus par le poste des Feuillans, par ceux de la rue de la Convention, de la rue de l'Echelle, de la rue Nicaise, du Pont-Neuf, de la Galerie, du Pont-National et de la place de la Révolution. Si nos efforts eussent été vains, je vous avais ménagé une honorable retraite à Saint Cloud : nous étions maîtres des hauteurs. De-là votre énergie s'accroissant au bruit des armes eût lancé la foudre sur les rebelles, et puissiez-vous n'avoir pas à regretter un jour une premiere défaite !

La générale était battue dans plusieurs quartiers de Paris. Un adjudant-général vint me prévenir que nous serions attaqués à quatre heures du soir. Des commissaires de la section Lepelletier, précédés de huit tambours, proclamaient l'ordre de marcher sur la Convention. On proscrivait les représentans du peuple et les patriotes. Cependant quelques personnes étaient exceptées de la proscription générale. La section Lepelletier distribuait des cartouches ; celle du Mont-Blanc arrêtait les subsistances ; celles de l'Arsenal et Poissonniere arrêtaient les chevaux d'artillerie ; celle du Théâtre-Français appellait les communes environnantes ; celle de la Fidélité voulait s'emparer de plusieurs canons. Les colonnes s'avançaient. Je parcourus les postes, recommandant aux soldats et aux chefs d'attendre avec calme et fermeté.

On était en présence : quatre heures sonnaient. Des coups de fusils partent sur nos sentinelles et nos vedettes. Vers la rue de la Convention, je somme les rebelles de se rendre ; on répond par des huées et des menaces, et un instant après par des coups de feu. Aux conjurés seuls pouvait appartenir l'horreur des premiers coups. Je donne l'ordre au général Berruyer de repousser la force par la force. L'ennemi est repoussé.

Bientôt toute notre ligne est attaquée. Vers les rues Nicaise, Rohan et Chartres, le général Brunne repousse les rebelles après les avoir sommés. Des colonnes se présentaient sur un front considérable par le quai Voltaire ; elles s'avançaient avec beaucoup d'ordre, sous le commandement du comte de

Digitized by Google

Maulévrier, maréchal-de-camp : le général Cartaux les dissipe. Cependant il s'était fait un engorgement dans la rue de la Convention : l'ardeur de nos freres d'armes les avait portés trop loin. Je forme un corps sur la terrasse des Feuillans; des canons sont disposés pour protéger les flancs ; mais les rebelles s'étaient retranchés dans les maisons voisines, et tiraient par les fenêtres. Je ne suis pas le maître de retenir l'impétuosité de nos défenseurs. Les rebelles fuient épouvantés. Vers le Palais Bourbon, un corps s'était présenté; mais il disparut bientôt, en nous voyant sur la place de la Révolution.

L'ennemi s'était retranché à la Butte-Saint-Roch. Le général Brunne s'avance par la rue de Rohan ; le théâtre de la République, le Palais-Egalité sont forcés ; les barricades sont enlevées à la bayonnette : on a peine à modérer l'ardeur des républicains. L'ennemi est chassé de la barriere des Sergens : quelques coups de fusil sont tirés encore dans la nuit.

Nous étions restés maîtres de Saint-Roch, et nos avant-postes étaient vers le théâtre de la République et sur la place du Palais-Egalité. Le 14 au matin, on apprit que les rebelles s'étaient réunis dans la section Lepelletier, retranchés avec deux pieces de canon. Nous marchâmes sur eux ; mais la lâcheté est toujours compagne de la trahison ; ils prirent la fuite, et nous ne trouvâmes que des armes, des munitions de guerre et de bouche et des attributs de royauté. Un rassemblement formé dans le section de Brutus fut aussi-tôt dissipé.

J'allai parcourir différens quartiers de Paris : j'arrivai au fauxbourg Antoine ; là je trouvai un attachement fort et solide pour la République. (Vifs applaudissemens.) La joie pure qu'inspirait la victoire brillait sur tous les visages. Dans les sections du Panthéon et du Théâtre-Français, on voyait encore des vestiges de barricades.

Le jour suivant, Paris fut désarmé : cette mesure était nécessaire et politique. La Convention toujours juste ne différera pas de réarmer ceux qui l'ont si vaillamment défendue, et sur l'amour desquels elle peut toujours compter. (Vifs applaudissemens.) Les patriotes de Paris et des départemens, la section des Quinze-Vingts, les vétérans, les invalides, les canonniers, les militaires et généraux destitués, tous nos freres d'armes ont déployé une intrépidité difficile à concevoir.

Mais nous avons à pleurer des héros. Martyrs respectables de la République, vous avez scellé de votre sang le triomphe de la vertu sur le crime. Vous avez péri pour la liberté : comptez sur les regrets de la patrie, comptez sur les tributs de sa reconnaissance ; vos familles seront sous sa protection. La patrie est l'appui de tous les hommes libres : le souvenir

Digitized by Google

de votre mort glorieuse sera gravé dans les cœurs de tous les Français. (Vifs applaudissemens.)

Le calme regne dans Paris; les hommes égarés se repentent, mais la rage est dans le cœur des conjurés. Ils correspondent avec le comité de Basle, avec les agens de l'Angleterre. Voyez les émigrés rentrant de tous côtés, et dominant à Marseille; voyez leurs sicaires organisés en compagnies d'assassins; Toulon de nouveau promis aux Anglais; un club formé dans cette ville, sous le nom de *Comédie-Bourgeoise*, et dont la carte d'entrée porte pour empreinte une fleur-de-lys d'un côté, et de l'autre une croix de Saint-Louis; voyez la cocarde tricolore foulée aux pieds; les défenseurs de la patrie couverts d'opprobres. Lisez les destinées de la France dans le traité de nos anciens tyrans, fait à Paris, dernierement ratifié à Basle. On y stipule le rétablissement de la royauté, des parlemens, des intendans, des droits féodaux, de la dîme: on y jure la mort de ceux qui ont condamné Capet, la mort de tous ceux qui ont rempli des fonctions républicaines; vous y verrez la cession des colonies à l'Angleterre; celle du Roussillon à l'Espagne; des Trois-Evêches, de la Lorraine, à l'Autriche; de la Savoie, de la Bresse et du Bugey, à la cour de Turin: vous verrez les patriotes Belges sacrifiés, les patriotes Hollandais livrés au ressentiment de la maison d'Orange.

Vous triomphez du nombre et de la scélératesse de vos ennemis: au centre même de la conjuration, vous avez vaincu la coalition des rois; mais vous en aurez perdu tous les fruits, si vous n'arrachez à leurs satellites les moyens d'assassiner la liberté. Union sincere et forte entre tous les républicains, haine profonde et éternelle à tous les royalistes. (Applaudi.) Qu'une barriere insurmontable soit élevée entre eux et nous! qu'ils aillent porter au pied des trônes et leurs fureurs et leurs poignards. Les royalistes ont tout osé pour les crimes de la tyrannie; osez tout pour le triomphe de la République. Tout est perdu, si vous n'êtes inflexibles envers les traîtres; vous les croyez anéantis, mais prêtez l'oreille à leurs discours séditieux. A les entendre, tout ce qui s'est opposé à la ruine de la République sera immolé. Encore quelques jours, disent-ils, et il ne restera pas un seul défenseur de la liberté sur la terre. Les défenseurs des 12, 13 et 14, sont déja regardés comme des brigands; déja ce blasphême a retenti jusques dans cette enceinte.

Représentans, mon devoir est de tout vous dire pour sauver mon pays. Celui qui, dans les momens de danger, ne se passionne pas pour sa patrie, trahit ou conspire. Il me semble entendre dire que les rebelles sont désarmés; mais leurs partisans, leurs effrontés protecteurs sont encore puissans. Plus occupés à consoler les ombres sacrilèges de

Digitized by Google

leurs amis qu'à sonder les plaies de la République, ils s'isolent aujourd'hui de vous. Le point d'appui des royalistes a été frappé, mais il n'est pas abattu. Leur horrible ouvrage subsiste encore, les conjurés vont s'asseoir parmi les magistrats.

La punition du crime n'épouvante que la faiblesse. Par une indulgence déplacée, vous vous rendriez coupables des attentats que vous laisseriez impunis. Songez qu'après la scélératesse, rien ne menace davantage le salut public que la pusillanimité des gens de bien. C'est au nom de l'humanité que j'évoque du fond de vos cœurs la fermeté qui créa la liberté. Votre faiblesse a renoué les complots; le tems est précieux. Si vous êtes indulgens aujourd'hui, vous serez cruels demain. Soyez fermes une bonne fois, afin de n'être jamais exagérés.

Interrogez ceux qui couvrent le crime de leur manteau; qu'ont-ils fait au moment du danger pour frapper les traîtres? Si vous laissez les rênes de la révolution dans des mains suspectes, l'ordre social est troublé pour long tems; un siècle de discorde et de calamités civiles désolera notre malheureuse patrie. Retrouvez ce courage qui vous a élevés à de si hautes destinées. Ne laissez pas aux ennemis de la République un triomphe qui serait l'opprobre de l'humanité.

Il n'appartient pas au général de la force armée de proposer des mesures; son devoir est d'exécuter celles que vous aurez jugées nécessaires au salut de la patrie. (Vifs applaudissemens.)

Puyraveau : Je demande l'impression de ce discours, et le renvoi aux comités de gouvernement. Il faut que la Convention nationale prenne des mesures fortes et énergiques; mais ces mesures doivent être pesées dans la balance de la sagesse et de la justice.

Un membre : Les comités sont accablés d'affaires; chaque jour on leur fait des renvois, et ils ne présentent point de rapports. Je demande qu'il soit formé une commission de neuf membres, qui présente des mesures propres à sauver la patrie.

Garnier (de Saintes) : Le plus désastreux des gouvernemens est celui qui ne gouverne pas. Depuis le 13 vendémiaire, aucune mesure n'a été prise. Menou, l'exécrable Menou vit encore. Des jugemens par contumace n'atteignent pas les coupables. Les conspirateurs se dispersent dans les départemens.

La Convention décrète l'impression du discours de Barras et l'envoi aux départemens et aux armées.

A la suite de ce discours et de la discussion, la Convention décrète qu'elle formera ce soir, à l'appel nominal, une commission de cinq membres pour lui présenter dans la séance de

Digitized by Google

demain, les mesures propres à prévenir les malheurs qui menacent encore la République.

Tallien dit que la République n'a point profité de la victoire qu'elle a remportée sur ses ennemis dans ces journées. La plupart des hommes qui conspiraient existent encore, et se répandent dans les départemens, tandis qu'on les guillotine en papier; et bientôt sur les siéges des représentans, des administrateurs et des juges, l'on verra plusieurs de ces conspirateurs, et dans trois mois la contre-révolution sera faite constitutionnellement. Tallien demande qu'il soit pris des mesures de vigueur, mais qu'elles soient méditées. Il désigne la commission des cinq pour les proposer, comme ayant déjà rendu de grands services, et jouissant de la confiance de la Convention.

Bentabolle appuie cette proposition, mais sur l'observation de Merlin (de Douay), que les membres qui la composent sont des comités de gouvernement, et par conséquent trop occupés pour se livrer de suite à ce nouveau travail, l'Assemblée décide qu'elle procédera sur-le-champ à l'appel nominal pour sa formation. Les membres qui ont réuni la majorité des suffrages sont: Robespierre, Florent, Guyot, Tallien, Pons (de Verdun) et Dubois-Crancé.

Lecointre (de la Manche), au nom du comité de salut public: Depuis quelques jours on fait circuler des bruits aussi perfides qu'absurdes; à entendre la malveillance, il ne s'agit rien moins que d'une défaite de l'armée de Sambre et Meuse. Voici les faits: Le passage du Rhin s'était opéré trop tard; on s'est avancé sur le territoire ennemi; des événemens naturels et d'autres causes, que vous connaîtrez par la suite, ont forcé de faire une marche rétrograde. L'armée est maintenant derrière la Lahn, d'où elle se retirera sur le Rhin, pour défendre les passages, et conserver des positions précieuses pour le commencement de la prochaine campagne. En opérant cette marche, l'armée a tué beaucoup de monde à l'ennemi, et lui a pris trois pieces de canon. La ligne de demarcation, fixée par le traité avec la Prusse, ayant été violée par l'ennemi, il n'était pas possible de garder des postes qui devenaient très périlleux.

Carnot: Il nous reste deux places très-importantes sur la rive droite du Rhin. Le général Jourdan n'a pas montré moins de talens et de bravoure dans cette retraite que dans ses précédentes victoires. Il avait appuyé sa gauche sur la ligne de neutralité, comme sur une barriere impossible à franchir; mais l'ennemi ayant violé cette ligne, l'armée républicaine s'est trouvée à découvert et dans la nécessité de quitter sa position. Sans doute on aurait dû opérer plutôt le passage du Rhin: j'en présentai le projet au comité; je ne sais pourquoi l'exécution en a été entravée. Quand on a 15,000 hommes sous

Digitized by Google

les armes, ne pas battre l'ennemi c'est être battu. L'armée a fait une retraite réguliere et savante ; les quartiers d'hiver sont assurés.

Merlin (de Douay) : Le passage du Rhin était résolu depuis long-tems : je fus étonné en rentrant dans le comité que l'on n'eût préparé aucun plan. Le comité, instruit que les Autrichiens avaient violé la ligne de neutralité, avait expédié l'ordre de franchir cette ligne ; mais cet ordre est arrivé trop tard.

Bentabolle : Il faut examiner la conduite de ceux dont la négligence a cause cette retraite.

Lesage-Sénault : Les conjurés sont ici ; qu'Aubry s'explique.

Devar : Ce n'est pas une négligence, c'est un crime. Le gouvernement a fait son devoir ; ceux qui ont paralysé ses mesures sont coupables de haute trahison.

Lehardy : J'avais raison de penser que Rovere était devenu plus dangereux que Robespierre lui-même. Je regarde Lhomond et Aubry comme de nouveaux Saint-Just et de nouveaux Couthon. Il importe d'examiner la conduite d'Aubry, de cet homme immoral qui mène, depuis quelque tems, une vie de sardanapale. C'est lui qui s'était chargé de désorganiser l'armée. C'est aux manœuvres de la faction Miranda que nous devons la retraite de l'armée.

La Convention décrete l'arrestation provisoire de Miranda, d'Aubry et de Lhomond.

Merlin (de Douay), au nom de la commission des onze, présente le code des délits et des peines.

Maintenir, dit-il, la constitution républicaine que le peuple français vient d'accepter, c'est votre vœu comme votre devoir.

Pour atteindre ce but, ce qu'il y a de plus important à faire, c'est de comprimer l'anarchie ; d'établir enfin le regne de la loi, de garantir d'une maniere véritablement efficace la sûreté des personnes et des propriétés ; c'est en d'autres termes, de donner à la police et à la justice toute l'activité, tout le ressort, toute la puissance possibles ; et c'est à quoi vous ne pouvez parvenir qu'en simplifiant, qu'en classant dans un ordre clair et méthodique, les innombrables réglemens qui doivent conduire les magistrats dans la recherche et dans la répression des délits.

Il n'y a point d'état pire que celui d'un gouvernement dont les magistrats ne savent pas, ou sont exposés à ne savoir qu'imparfaitement ce qu'ils ont à faire : or, tel est, par l'effet de la multitude et de la confusion de nos lois criminelles, la situation dans laquelle se trouvent forcément ceux de nos fonctionnaires publics qui sont chargés de la répression des délits. C'est-là, n'en doutez point, un des plus grands obstacles au rétablissement de l'ordre ; mais cet obstacle, vous pouvez très-facilement le vaincre : il ne s'agit que de donner à la nation un bon code

Digitized by Google

des délits et des peines, et c'est le projet de ce code que nous venons offrir à votre examen.

Commencé depuis dix-huit mois, en exécution du décret qui avait ordonné la classification et la refonte de toutes les lois émanées de trois assemblées représentatives, ce projet a exigé beaucoup de recherches, de longues méditations, un travail pénible; et cependant il n'est pas encore aussi complet que son titre semble le promettre.

Un *code des délits et des peines* doit naturellement se diviser en deux parties.

L'une doit régler l'instruction, la forme de procéder, la manière de juger et d'exécuter les jugemens; l'autre doit contenir le tableau des peines à appliquer à chaque délit.

De ces deux parties, la première est en ce moment aussi complette qu'il est possible de le désirer. La seconde n'est encore qu'ébauchée, et nous ne pouvons nous flatter de la mettre avant la fin de votre session, en état de vous être présentée; mais ce qui diminue nos regrets à cet égard, c'est que la première partie est dans les circonstances infiniment plus essentielle que la seconde, et que vous serez sûrs en la décrétant de pourvoir aux besoins les plus urgens de l'ordre public.

Maintenant le projet de code des délits et des peines.

Voici les dispositions préliminaires :

« Art. 1er. Faire ce que défendent, ne pas faire ce qu'ordonnent les lois qui ont pour objet le maintien de l'ordre social et la tranquillité publique, est un délit.

» II. Aucun acte, aucune omission ne peut être réputée délit s'il n'y a contravention à une loi promulguée antérieurement.

» III. Nul délit ne peut être puni de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'il ne fût commis.

» IV. Tout délit donne essentiellement lieu à une action publique.

Il peut aussi en résulter une action privée ou civile.

» V. L'action publique a pour objet de punir les atteintes portées à l'ordre social.

» Elle appartient essentiellement au peuple.

» Elle est exercée en son nom par des fonctionnaires spécialement établis à cet effet.

» VI. L'action civile a pour objet la réparation du dommage que le délit a causé.

» Elle appartient à ceux qui ont souffert ce dommage.

» VII. L'action publique s'éteint par la mort du coupable. L'action civile peut être exercée contre ses héritiers.

» VIII. L'action civile peut être poursuivie en même tems et devant les mêmes juges que l'action publique.

» Elle peut aussi l'être séparément; mais, dans ce cas, l'exer-

Digitized by Google

cice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique.

» IX. Il ne peut être intenté aucune action publique ni civile pour raison d'un délit, après trois années révolues, à compter du jour où l'existence en a été connue et légalement constatée, lorsque dans cet intervalle il n'a été fait aucune poursuite.

» X. Si, dans les trois ans, il a été commencé des poursuites, soit criminelles, soit civiles, à raison d'un délit, l'une et l'autre action durent six ans, même contre ceux qui ne seraient pas impliqués dans ces poursuites.

Les six ans se comptent pareillement du jour où l'existence du délit a été connue et légalement constatée.

Après ce terme, nul ne peut être recherché, soit au criminel, soit au civil, si dans l'intervalle il n'a pas été condamné par défaut ou contumace.

» XI. Tout Français qui s'est rendu coupable hors du territoire de la République, d'un délit auquel les lois françaises infligent une peine afflictive ou infâmante, est jugé et puni en France lorsqu'il y est arrêté.

» XII. Sont dans les mêmes cas jugés et punis en France les étrangers qui ont contrefait, altéré et falsifié, hors du territoire de la République, soit la monnaie nationale, soit des papiers nationaux ayant cours de monnaie, ou qui ont exposé sciemment, hors du territoire de la République, soit des monnaies nationales contrefaites ou altérées, soit des papiers nationaux ayant cours de monnaie, contrefaits ou falsifiés.

» XIII. A l'égard des délits de toute autre nature, les étrangers qui sont prévenus de les avoir commis hors du territoire de la République, ne peuvent être jugés ni punis en France.

Mais sur la représentation des poursuites faites contre eux dans les pays où ils les ont commis, si ces délits sont du nombre de ceux qui attentent aux personnes ou aux propriétés, et s'ils sont, d'après les lois françaises, de nature à emporter peine afflictive ou infâmante, il leur est enjoint de sortir du territoire français, avec défense d'y rentrer, jusqu'à ce qu'ils se soient justifiés devant les tribunaux compétens.

» XIV. Les délits qui se commettent dans l'armée de terre et de mer sont soumis à des lois particulières pour la forme des procédures et des jugemens, et pour la nature des peines.

» XV. La répression des délits exige l'action de deux autorités distinctes et incompatibles, celle de la police et celle de la justice.

» L'action de la police précede essentiellement celle de la justice. »

Ces dispositions sont décrétées.

Digitized by Google

Nous ne pouvons donner qu'une idée très-superficielle du reste de ce code très-volumineux : il contient plusieurs centaines d'articles ; il est divisé en livres, et chaque livre en différens titres. L'Assemblée a décrété aujourd'hui le premier livre qui traite de la police ; les divers titres qui subdivisent ce livre ont pour objet : *La police judiciaire ; les commissaires de police ; les gardes champêtres et les gardes forestiers ; les juges de paix ; le mode de procéder par les juges de paix dans l'exercice des fonctions de la police judiciaire ; la dénonciation officielle, la dénonciation civique, la plainte*, etc. etc.

La discussion de la suite de ce projet de code est ajournée.

Thibaudeau paraît à la tribune, et dénonce Tallien.

Fidele à mon pays, je défendrai jusqu'au dernier jour la volonté du peuple français. Je dénoncerai la nouvelle tyrannie qu'on lui prépare et qui ne réussira pas. (Bruit et quelques applaudissemens.) On crée des dictateurs : je saurai braver la proscription et la mort. Il faut déchirer ce voile ; il faut dire la vérité toute entiere. Il faut qu'avant la fin de cette séance la terreur ait disparue, et que la sécurité rentre dans les ames. (Bruit.)

Il faut savoir si quelques ambitieux, dont l'amour-propre se trouve irrité parce qu'ils n'ont pas obtenu la priorité de la confiance nationale, veulent aujourd'hui renverser tous les principes. Vous avez déja été témoins d'insultes parties des tribunes ; on a tenu des discours insidieux, on s'est placé tantôt ici et tantôt là. C'est Tallien que je nomme. (Bruit.)

Dénonces, Thibaudeau, dénonces, s'écrient plusieurs membres.

Je range Tallien au nombre des intrigans qui nous menent en ce moment, et qu'il faut enfin faire connaître. Que Tallien réponde aux faits.

Il n'est pas présent, s'écrie grand nombre de membres : il faut faire avertir les comités. (Bruit.)

Vous vous rappellez la dénonciation qu'il a faite dernierement contre plusieurs membres, dénonciation qui a été relevée et répétée dans plusieurs discours. Pourquoi la formation d'une commission ? On veut prendre, dit-on, des mesures de salut public ; mais ces mesures retentissent déja dans cette enceinte ; il s'agit de l'arrestation des hommes dénoncés ; il s'agit de transformer la Convention en corps législatif. (Bruit.) — Louchet : Tu es un infâme conspirateur, tu jettes la discorde dans la Convention. (Bruit.) — On parle de fouler aux pieds la volonté nationale. (Bruit.) Je regarderais comme le plus grand malheur que la Convention fût attaquée dans un seul de ses membres. — Et tu les attaques. — Tallien n'a-t-il pas été accusé par vous-mêmes de favoriser le royalisme ; et s'il y a eu une réaction royaliste. — C'est qu'il a marché avec toi, s'écrie un membre.

Digitized by Google

Sans parler des massacres de septembre, voici des faits : Qui a organisé ces compagnies de jeunes gens, qui jettaient le trouble dans les spectacles, qui violaient vos décrets ? N'est-ce pas Fréron et Tallien ? Il y a quelques mois que les envoyés de France à Gênes et à Venise, écrivaient que les émigrés comptaient sur Tallien pour rétablir la royauté. Le prétendant, le ci-devant Monsieur, écrivait aussi qu'il fondait sur lui de grandes espérances. Ces lettres existent au comité.

Il est bien étonnant que celui qui se trouve ainsi inculpé vienne dénoncer des hommes dont les noms sont inscrits dans des notes insignifiantes. Convient-il de déchirer la Convention pour des absurdités ? (Bruit.) J'ai vu l'ambition personnelle : on est au désespoir de n'avoir pas été reçu des premiers ; comme si Tallien était nécessaire au maintien de la chose publique ! Je ne prétends point suspecter personne. (Bruit.)

Larévellière-Lépau : Il est encore ici, il faut le dire, il est des hommes qui ont fait saisir des femmes, qui les ont fait exposer toutes nues aux outrages de la soldatesque. (Bruit.)

Thibaudeau termine en demandant que la commission soit tenue de faire son rapport, et de se dissoudre avant la fin de la séance.

Tallien : Je ne reprocherai pas au dénonciateur d'avoir attendu l'absence de ses collègues pour faire sa dénonciation ; je répondrai : Quant aux accusations qui me sont particulières, que Thibaudeau les articule, qu'il les signe, je m'engage de répondre à tout, non en comité général, je ne sollicite point ce privilége, mais en présence du peuple ; le peuple jugera.

Ce n'est pas à des faits particuliers que je dois m'attacher en ce moment. Si je voulais détourner l'attention de l'Assemblée des intérêts généraux qui nous pressent, en parlant de quelques individus, on verrait qui aime le plus la chose publique. J'avais demandé moi-même que la commission fût composée de ceux qui avaient déjà rendu de grands services à la patrie dans ces dernières journées : la Convention en a décidé autrement ; elle m'a nommé pour être l'un des membres de cette commission : j'ai accepté, parce que partout où il y a du péril, même des dénonciations à essuyer, je suis bien aise d'y être placé. (Applaudissemens.) Le projet de décret en deux lignes que je suis chargé de vous soumettre, ne doit plus laisser de ressources à ceux qui disent que l'on veut ou qu'il faut reculer l'époque du 5 brumaire. La commission s'est occupée de plusieurs autres points : elle s'est interdit toute espèce de discussion sur les individus. (Applaudissemens de toutes parts.) Elle a entendu une foule de renseignemens sur la situation critique de la République. Des députés de tous les départemens sont venus lui dire ce qui s'est passé dans les assemblées électorales, ce qui s'est fait pour éloigner du corps législatif les patriotes, pour y placer les ennemis de la révolution. Je pense que

Digitized by Google

l'on ne regardera pas comme patriotes, les défenseurs officieux de Capet, les émigrés, ceux qui ont conspiré le 13, ceux qui eurent toujours la révolution en horreur.

Ce sera dans la séance d'aujourd'hui que le rapport vous sera présenté, si vous jugez que la commission doive continuer, (*oui, oui,*) si vous croyez qu'il soit nécessaire de donner au peuple une garantie de son bonheur, si vous croyez qu'il soit nécessaire que les patriotes profitent de cette victoire qu'ils ont scellée de leur sang. (Vifs applaudissemens.) On vous dira que par-tout on a arrêté les couriers extraordinaires que vous avez expédiés pour annoncer la défaite des rebelles; que des représentans du peuple les ont cachés; que, le 24, on n'avait pas reçu à Toulon la nouvelle officielle, quoique cinq jours auparavant le courier eût passé la Durance : on vous dira que l'on a répandu le bruit d'un échec où la moitié de la Convention nationale aurait été massacrée; on vous dira que le royalisme est plus audacieux que jamais; qu'il a troublé les corps électoraux au point que, dans plusieurs départemens, on a été obligé de former des assemblées particulieres; vous saurez que les chouans ont des correspondans à Paris; et réunissant ces manœuvres de l'intérieur avec les faits de l'étranger, vous apprendrez que les vedettes autrichiennes criaient à nos avant-postes : Ah! ah! on arrange bien les patriotes à Paris, on égorge votre Convention.

Ayant été dénoncé, il ne m'appartient plus de rester dans cette commission. (Pourquoi cela, s'écrie-t-on.) Voici le projet que je suis chargé de vous présenter; ce sera le dernier acte que je ferai comme membre de la commission.

« La Convention nationale voulant, par tous les moyens possibles, accélérer la mise en activité de la constitution, décrete qu'elle sera en permanence jusqu'au 5 brumaire, époque déterminée pour l'organisation du corps législatif. »

Thibaudeau demande la question préalable sur le projet de décret. Il est appuyé par Lareveillere-Lépau.

Bentabolle et Barras défendent Tallien. La discussion est fermée. On met aux voix la question préalable; elle est écartée, et le projet ajourné.

Daunou, au nom du comité de salut public, annonce deux avantages considérables remportés sur les Anglais par notre armée navale. Elle s'est emparée d'abord de 18 gros vaisseaux, chargés de denrées coloniales, estimées 200 millions. Elle a pris ensuite un vaisseau de ligne; deux autres étaient sur le point de tomber en son pouvoir. Vingt vaisseaux marchands ont été le fruit de cette seconde victoire. Leur cargaison est évaluée 120 millions en numéraire.

Séance de duodi, 2 Brumaire.

Merlin (de Douay) fait décréter la suite du code des délits et des peines. Nous en donnerons les articles.

Digitized by Google

Baudin, organe de la commission des onze, fait un rapport souvent interrompu par des applaudissemens, à la suite duquel il déclare que les membres de la commission croient que la révolution n'est pas terminée sans une amnistie, et qu'ils s'acquittent ainsi de ce que leur prescrit leur conscience. Baudin presente un projet portant en substance :

1°. A compter du 5 brumaire, la peine de mort est abolie; celle de 25 ans de fers lui est provisoirement substituée; 2°. le 4 brumaire, jour de la clôture de la session, à huit heures du matin, la Convention se rendra, par le jardin des Tuileries, sur la place de la Révolution, le président tenant une branche d'olivier, et chaque membre un rameau de lierre. Le président prononcera le décret sur l'abolition de la peine de mort; 3°. la place de la Révolution sera appelée *place de la Concorde;* la rue de la Révolution conservera ce nom, pour marquer aux Français que la révolution a été le passage qui devait les conduire à la concorde; 4°. le président brisera une faulx; les débris en seront recueillis par un huissier, et déposés aux archives. Au retour, on lira le procès-verbal, et la séance sera levée; toutes procédures relatives à la révolution sont abolies. Il est défendu, sous peine de suspension des droits de citoyen, d'employer des dénominations de partis; 6°. ceux qui sont accusés de dilapidations, de vols, de concussions, pourront être poursuivis, mais seulement par action civile, à fin de restitution; 7°. ceux qui tenteraient de s'opposer à la mise en activité de la constitution, les condamnés par contumace, pour la conspiration du 13 vendémiaire; les prêtres déportés, les émigrés rentrés ou non, sont ceux à l'égard desquels seulement la peine de mort est conservée.

Rewbell et un grand nombre de membres demandent l'ajournement de ce projet. Il est ajourné à demain.

Tallien, au nom de la commission des cinq, fait un rapport sur les dangers dont la République lui paraît menacée, les nouvelles attaques que ses ennemis lui préparent, et la crainte que les mesures proposées hier par la commission ne soient pas assez efficaces. Il propose un projet de décret, dont voici les dispositions principales :

1°. Les individus qui, dans les assemblées primaires ou électorales, auront provoqué ou signé des mesures illégales, ou liberticides; ceux qui, étant portés sur la liste des émigrés, n'ont pas été rayés définitivement: tout parent d'émigré au degré de pere, grand-pere, fils et frere, sont exclus jusqu'à la paix des fonctions législatives, administratives, judiciaires et municipales. Tous ceux qui ne s'en démettront pas de suite, ou qui en accepteraient de nouvelles, seront bannis.

Sont exceptés de l'article ci-dessus, ceux des membres des trois assemblées nationales qui se trouveraient dans le cas ci-dessus indiqué.

Digitized by Google

2°. Tous ceux qui ne voudront pas vivre sous les lois de la République sont autorisés à quitter dans un mois le territoire français. Ils pourront toucher leurs revenus, réaliser leurs fortunes, de maniere cependant à ne point emporter de métaux ou autres objets dont l'exportation est défendue, sauf l'indemnité qui sera déterminée par le corps législatif. Ceux qui sortiront ainsi ne pourront pas rentrer. Ceux qui rentreront seront traités comme émigrés. Les prêtres réfractaires et les émigrés rentrés seront tenus de sortir du territoire dans vingt-quatre heures. Les fonctionnaires qui seraient convaincus de n'avoir pas exécuté cet article, seront punis de deux ans de détention. Tout militaire qui n'était pas en activité au 15 germinal dernier est provisoirement suspendu de ses fonctions. Les jeunes gens de la premiere requisition qui ne se sont pas conformés aux précédentes lois, auront encouru le bannissement, s'ils ne se présentent que dans dix jours pour se rendre au poste qui leur sera indiqué. Tout homme divorcé d'une émigrée, toute femme divorcée d'un émigré, et non-mariée; tout parent d'un émigré au degré ci-dessus indiqué, seront tenus de se retirer sur-le-champ dans la municipalité du domicile qu'ils avaient en 1790, et d'y rester sous la surveillance des autorités constituées jusqu'à la paix.

Roux, au nom de la même commission, présente un second projet de décret conçu en ces termes :

La Convention, considérant que la quantité d'assignats en émission est décuple de celle émise en 1790, décrete que le prix de toutes les denrées et marchandises de premiere nécessité, toutes productions territoriales ou industrielles, les objets manufacturés en France ou importés par la voie du commerce, est fixé à une valeur décuple de celle que ces objets avaient au mois de septembre 1790.

Les grains continueront d'être portés aux marchés, conformément aux lois précédentes, et ne pourront excéder le prix ci-dessus indiqué, en y ajoutant néanmoins les frais de transport.

Tous les marchands se conformeront aux lois précédentes, sous peine, dans le cas d'infraction, de voir leurs marchandises confisquées, et de trois mois de détention en cas de récidive. Tout salaire des fonctionnaires publics, et le prix des journées de travail sera fixé dans la proportion décuple de ce qu'il était aussi en 1790.

Sera puni comme ci-dessus tout marchand qui cacherait ses marchandises, ou les vendrait à un prix supérieur.

Ce projet est couvert des plus vifs applaudissemens des tribunes. Une partie de l'Assemblée demande à aller de suite aux voix.

Lehardy veut que le dernier soit discuté à l'instant et

Digitized by Google

adopté. Les départemens, dit-il, n'ont pas de pain ; il y a onze jours que Rouen n'en a eu une bouchée. Les fermiers ne veulent plus du tout d'assignats : les malheureux leur ont livré tout ce qu'ils avaient de meubles et de hardes pour quelques morceaux de pain. Si vous ne venez à leur secours, ils seront réduits à mourir de faim.

Fermont croit ce projet susceptible de plus mûr examen. Il ne s'y oppose pas, s'il n'y a pas d'autre moyen de faire vivre les citoyens. Mais il doute de la bonté de cette mesure, adoptée déja une fois ; elle a produit les plus grands désastres, la cessation des travaux dans les manufactures, l'abandon de la culture dans les campagnes. Il demande si au moins la commission des cinq s'est concertée avec les comités de gouvernement, pour savoir si l'exécution sera possible, et si les comités n'ont pas pourvu à la subsistance du peuple par des moyens moins dangereux.

Roux assure que telle est la malveillance des cultivateurs, et leur ruse pour déjouer les mesures prises par le gouvernement, que sans les grains qui viennent à grands frais de l'étranger, on en manquerait entierement. Il annonce qu'au reste des marchés énormes ont été faits à l'étranger ; qu'ils nous arrivent, malgré l'atrocité du plan de famine concerté par Pitt et l'Angleterre. Il insiste sur la nécessité d'adopter le projet proposé.

Delacroix : Quelque soit la défaveur qu'il y ait à parler contre un projet qui paraît tout en faveur du peuple, je ne balance pourtant pas à dire que je regarde comme contraire au but que vous vous proposez, puisqu'il tend à ramener le *maximum*. (Murmure.) N'est-ce pas en effet rétablir cette loi désastreuse que de proposer de fixer les marchandises à un prix décuple de celui de 1790? Ne serez vous pas dans la nécessité de tapisser de nouveau tous les murs du tableau des prix en 1790? Ne décuplerez-vous pas vos dépenses, en décuplant le salaire des fonctionnaires publics?

Comme ce projet est de la plus haute importance, je demande qu'il soit ajourné à demain.

Un membre : N'ajournons plus le bonheur du peuple, et discutons a l'instant ce projet. (Vifs applaudissemens des tribunes.)

Rewbell pense qu'il ne suffit pas de présenter des mesures qui fixent le prix des denrées, mais que le plus important est d'en assurer l'exécution par des moyens coërcitifs ; en conséquence, il demande que la commission présente demain les moyens d'exécution avec le projet.

Cette proposition est adoptée.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 15 BRUMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Vendredi* 6 *Novembre* 1795, vieux style.)

Explication des Charade *et* Logogriphe *du* N°. 8.

Le mot de la Charade est *Portefeuille ;* celui du Logogriphe est *Fievre*, dans lequel on trouve *Eve*, *ié*, *fi*, *fer*, *rive*, *rêve*.

GÉOGRAPHIE POLITIQUE.

Mémoire sur cette question proposée dans plusieurs journaux :
Est-il de l'intérêt de la France d'étendre ses frontieres jusqu'au Rhin (1) ?

C'EST avoir presque décidé la question que de l'avoir élevée. On ne proposerait pas sérieusement d'examiner s'il est avantageux à l'Autriche de posséder la Baviere, ou à la Prusse d'avoir pour limites la Vistule.

(1) La question qui fait l'objet de ce mémoire mérite sans doute qu'on l'examine sous tous ses rapports. C'est une des plus importantes qui puisse intéresser la République Française. Il n'est pas indifférent, pour son repos et sa stabilité, de savoir s'il y a plus d'inconvéniens que d'avantages d'étendre les limites de son territoire aux dépens de celui des états qui l'environnent. L'opinion pour l'affirmative doit flatter, nous le savons, l'amour-propre des republiques naissantes, qui se laissent si aisément séduire par le prestige des conquêtes et le desir naturel d'aggrandir sa puissance. Mais c'est parce que cette opinion trouve un si grand nombre de partisans, que nous croyons devoir publier ce mémoire qui nous a été adressé. Dans une chose de cet intérêt, il est bon d'écouter tous les avis, et de ne se décider qu'après avoir pesé avec maturité le pour et le contre. Les fautes en politique ont des conséquences trop funestes et trop difficiles à réparer, pour qu'on doive négliger les moyens de les prévenir, en s'éclairant sur les dangers qu'elles présentent, ou en dissipant les inquiétudes qu'elles peuvent faire naître.

Digitized by Google

Sous un seul point de vue la réunion de la rive gauche du Rhin serait avantageuse à la France; savoir: l'addition de deux ou trois millions d'habitans (non compris la Belgique) qui concourraient aux dépenses générales de l'Etat, et l'acquisition de quelques milliards de biens domaniaux ou ecclésiastiques qui contribueraient à l'extinction de pareille somme d'assignats.

Mais il importe à la Nation Française d'approfondir la question de savoir si ces avantages peuvent être mis en balance avec les raisons qu'opposent la politique, la justice, l'humanité et la défense militaire de l'Etat.

Raisons politiques.

Les Peuples de la rive gauche du Rhin ont des mœurs, des opinions, des sentimens peu concordans avec ceux des habitans de la France. Si ces Peuples que la même langue rapproche des habitans de l'Alsace et de la Lorraine, étaient réunis à la France, il serait très-possible que dans un moment d'insurrection ils formassent tout à-coup un Peuple à part, une *nouvelle Vendée*, d'autant plus dangereuse qu'elle aurait des places fortes en avant, des montagnes et des défiles au centre, et derriere elle le Rhin et l'Allemagne pour lui fournir des secours dont on ne saurait calculer la force, mais qu'il est facile de préjuger en songeant que les princes souverains de la rive droite du Rhin auraient des motifs de vengeance et d'intérêt à favoriser puissamment les efforts de ces Peuples auxquels leur union passagere avec la France aurait donné l'habitude des armes sans leur avoir fait perdre leur antique dévouement pour leurs princes.

Ces Peuples ont été si cruellement traités dans cette derniere guerre par les agens et commissaires français, que le souvenir ne s'en effacera pas aisément. L'incendie du Palatinat sous Louis XIV a laissé des traces moins durables que les dévastations, pillages, incarcérations, massacres, incendies, démolitions, etc. etc. qui ont été exercés sur toute la rive gauche du Rhin en 1793 et 1794. Des Peuples aussi durement traités pourront bien craindre les Français, mais ne les aimeront pas de longtems: on pourra les *réunir*, mais non les attacher à la France: en introduisant parmi eux l'usage des exercices militaires et la déclaration des droits, on leur fournira l'arme terrible de l'insurrection, bien plus dangereuse

Digitized by Google

dans leurs mains qu'elle ne l'a été dans celle des Français, à cause de la différence des caracteres entre les Peuples des deux Nations.

Qui doute que si l'Alsace et la Lorraine allemande n'avaient pas été comprimées par la présence des armées françaises, elles ne se fussent affranchies de l'autorité de la Convention en 1793 et 1794? Et si le général comte de Wurmser, en entrant en Alsace, au lieu de les conquérir au nom de l'empereur, leur avait promis l'assistance et la garantie de S. M. I.; s'il avait fait valoir à leurs yeux l'avantage d'être déchargés de leur quote-part dans la dette publique, et du poids des assignats dont les inconvéniens étaient bien plus sensibles pour eux à cause de leur position sur la frontiere; n'est-il pas très probable que les Alsaciens alors ne se seraient pas bornés à faire des vœux impuissans pour le succès des armes impériales? On ne saurait nier que l'Alsace et la Lorraine allemande n'aient conservé en général un esprit anti-français. Si on leur associe les autres Peuples Allemands de la rive gauche du Rhin, c'est alors que l'on pourra dire qu'il existe deux nations en France, l'allemande et la française; c'est alors que le gouvernement sera obligé de comprimer sans cesse l'une par l'autre, et d'entretenir en quelque sorte un état permanent de guerre civile.

Un autre motif de politique est le besoin impérieux de la paix qui se fait entendre de tous les coins de la France. Si le gouvernement français veut avoir le Rhin pour limites, il ne veut point la paix; et le Peuple pourra lui demander compte un jour de l'inutile et dangereuse prolongation de la guerre. Demandez le Rhin pour limites, et la cour de Vienne va réunir bientôt sous ses drapeaux plusieurs princes de l'Empire qui désirent aujourd'hui la paix, et qui n'ont concouru que faiblement à la guerre. Où se videra alors la querelle? Est-il donc impossible que le théâtre de la guerre soit reporté jusques sur la frontiere de France? Alors, entendez les cris de toute la France qui vous demandera compte d'une guerre continuée sans nécessité, et dont les suites peuvent être si funestes pour l'État. Ne perdez pas de vue que le Peuple Français a combattu avec courage et bonne volonté quand il a été question de défendre ses frontieres, mais qu'il n'a plus les mêmes motifs dans une guerre de conquêtes : il endura avec constance les pertes cruelles et long-tems irréparables,

Digitized by Google

causées par la guerre défensive; mais les revers d'une guerre offensive, dans les circonstances présentes, ne seraient pas supportés avec la même résignation.

Ajoutons un troisieme motif de politique, tiré de la constitution actuelle de l'Empire germanique. On sait que cette constitution, créée en quelque sorte par la France, paralyse pendant la guerre les forces de l'Allemagne, qui, non compris les états de l'empereur et du roi de Prusse, contient dix-sept à dix-huit millions d'habitans. Si cette grande masse de population pouvait jamais être ajoutée aux forces de l'une de ces deux puissances, ou partagée entr'elles, ou même réunie sous un chef unique, indépendant de ces deux couronnes, croit-on que cette puissance aujourd'hui représentée par les cercles et états d'Empire, fournirait d'aussi faibles secours qu'elle l'a fait à une coalition semblable à celle qui a combattu la France depuis trois ans? Le quintuple contingent des cercles n'a produit que soixante à soixante-dix mille hommes : une preuve que ce n'est pas là le *nec plus ultrà* des moyens de l'Empire, c'est que la Saxe avait encore en réserve au-delà du double de ce que le quintuple ne l'obligeait de fournir; c'est que l'électeur de Baviere qui, non compris la garnison de Manheim, a fourni à l'armée d'Empire quatre à cinq mille hommes, est en état de mettre sur pied quarante à cinquante mille hommes; c'est que la Hesse a fourni, outre son contingent, un bon nombre de troupes à titre de subsides.

La constitution actuelle de l'Empire, ou sa division en un grand nombre d'états, dont chacun absorbe, *par la représentation*, des sommes indéterminées d'hommes et d'argent, qui sont autant de moins dans la force générale, est donc bien importante à maintenir pour l'intérêt de la France. Or, il ne serait pas difficile de faire voir que la réunion à la France du territoire de l'Empire sur la rive gauche du Rhin serait le premier pas au renversement de cette constitution si avantageuse pour elle. Bornons-nous à une simple observation. La maison palatine, qu'il importe tant à la France de soutenir et même d'aggrandir, perdrait par cette réunion une grande partie de ses possessions : le cercle électoral, qui a tant d'influence à la diete pour le maintien de la constitution germanique, serait en quelque sorte anéanti. Dès-lors la Prusse qui a une influence si prépondérante dans les cercles de Westphalie, de

Digitized by Google

haute et basse Saxe et de Franconie, et l'Autriche qui n'en a pas moins dans les cercles de Baviere, de Souabe et du Haut-Rhin, pourraient renverser à volonté l'état germanique avec non moins de facilité que la Pologne a été partagée. Alors telle partie de l'Allemagne, aujourd'hui nulle ou dévouée aux intérêts de la France, fournirait de puissans secours contre elle dans une guerre générale comme celle-ci.

Par la conquête de la rive gauche du Rhin, la France romprait tous les liens qui lui ont attaché jusqu'ici la maison palatine, celles de Hesse, de Wurtemberg, de Bade, etc., et perdrait ainsi l'influence qu'il lui importe de conserver en Allemagne pour contrebalancer celle de la maison d'Autriche. Dans l'état présent chacun de ces princes a un intérêt majeur à ménager la France, et cet intérêt les a souvent engagés à prendre parti pour elle contre la cour de Vienne; même dans la présente guerre, il ne fallait rien moins que le système d'exagération et de violences exercé par la faction des jacobins contre tous les états de l'Empire sans distinction, pour provoquer la faible réunion de leurs moyens à la défense commune. Or, si-tôt que ces princes n'auraient plus de possessions sur la rive gauche du Rhin, ils n'auraient plus aucun intérêt à ménager la France; la politique les dévouerait à l'une ou à l'autre des deux premieres puissances; et la République Française aurait elle-même renversé la barriere qu'il lui importe de conserver entr'elle et les grandes puissances du Nord et de l'Allemagne.

Raisons de justice et d'humanité.

Personne n'ignore que la guerre n'a éclaté entre l'Empire et la France qu'après l'invasion de Custine et la prise de Mayence et de Francfort : opération qui a été blâmée par des publicistes français et sous les rapports de la justice et sous ceux de la politique. Même après cette invasion, plusieurs princes souverains de la rive gauche du Rhin reçurent du gouvernement français des assurances positives de neutralité : quelques uns d'entr'eux n'ont pas même fourni de contingent, depuis la déclaration de guerre : tous sont les alliés naturels de la France, qui pendant long-tems les soutint par ses armes et ses négociations contre l'ambition des Ferdinands et des Joseph. Quelle injustice n'y aurait-il pas

Digitized by Google

aujourd'hui à dépouiller ces princes, uniquement parce que leurs possessions seraient à la bienséance de la France? Le gouvernement français ajouterait même l'ingratitude à l'injustice, vis-à-vis de la maison palatine. Si l'électeur palatin n'avait pas observé religieusement la neutralité, s'il eût donné le libre passage par Manheim à l'armée de M. de Wurmser, lorsque celle de Custine était en quelque sorte isolée sous les murs de Mayence, que l'armée prussienne était à Francfort, et l'armée autrichienne du prince de Hohenlohe sur la Moselle; qui doute que l'armée française n'eût pu être entierement détruite, ou prise dans Mayence? Le respect de l'électeur Bavaro-Palatin pour la neutralité si utile alors à la France, serait il aujourd'hui récompensé par la perte de la plus grande partie de ses états sur le Rhin, et par celle du duché de Deux-Ponts? Les princes de d'Armstadt, de Sarbruck, de Linange et autres souverains sur la rive gauche du Rhin, peuvent-ils avec équité être dépouillés de leurs possessions, eux qui n'ont pas été en guerre avec la France, et dont quelques-uns ont vu leur pays envahi même avant la guerre d'Empire? Ne serait-il pas contraire aux sentimens de justice et de magnanimité reconnue dans la Nation Française, d'exercer sur des voisins trop faibles des spoliations aussi révoltantes, tandis qu'elle en a blâmé de semblables que la politique du moins pouvait excuser?

Enfin, l'humanité réclame à grands cris le terme d'une guerre plus meurtriere qu'aucune des précédentes, et plus ruineuse mille fois, puisque le commerce et les propriétés des particuliers y sont tompromis d'une maniere sans exemple.

Raisons de défense militaire.

Prétendre que le Rhin serait une barriere pour la France qui suppléerait à tout, c'est assurément lui donner trop d'importance. Quand la France éleverait sur le Rhin de nombreuses forteresses, il ne serait pas impossible à des armées étrangeres de passer ce fleuve, et de s'emparer successivement de plusieurs de ces forteresses, qui leur serviraient ensuite à se maintenir sur le territoire de la République.

Alors, si, comme il est probable, on avait négligé par le laps du tems d'entretenir les places fortes qui

Digitized by Google

font de la frontiere actuelle de la France une *frontière de fer*, la barriere du Rhin une fois franchie, des armées étrangeres pourraient pénétrer avec moins d'obstacles qu'à-présent dans quelques provinces de l'intérieur. Que l'on n'oublie pas que ce sont les forteresses de la France, autant que son immense population et la bravoure de ses troupes, qui l'ont préservée d'une invasion en 1792, lorsque ses armées n'étaient pas encore complettes, et en 1793 lorsqu'elles furent désorganisées après la retraite des Pays-Bas. Une ou deux grandes batailles gagnées sur la rive gauche du Rhin livrerent aux rois francs les Gaules dépourvues de places fortes : de même, si l'on s'exposait au danger de laisser dégrader ces superbes forteresses qui la couvrent en double et triple ligne, il ne serait pas impossible qu'un nouveau déluge d'*enfans du Nord* vînt un jour inonder son trop vaste territoire.

Il est vrai que vers la Lorraine, Bitche et Sar-Louis ne garantissent pas suffisamment le territoire français ; mais une bonne forteresse que l'on construirait sur la Sare entre ces deux villes, remédierait à cet inconvénient. D'ailleurs, s'il est vrai que Germersheim et les gorges d'Annweiler passent au pouvoir de la France, elle aura de ce côté, dans les lignes de la Queich, un poste inexpugnable qui menacerait les derrieres d'une armée ennemie sur la Sare; et si d'un autre côté Luxembourg reste à la France, cette formidable forteresse serait un obstacle non moins puissant aux progrès d'une armée ennemie dans la Lorraine.

Ainsi, il n'existe aucunes raisons militaires qui engagent à reculer les frontieres de la France au-delà de Landau, de la Sare et de Luxembourg ; et il en existe qui s'opposent à ce reculement de limites.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 23 Octobre.

Des lettres de Vienne, du 12 octobre, parlent de fréquens conseils, soit des ministres de la conférence intime d'état, soit du conseil aulique de guerre, qui s'assemblent pour délibérer, en présence de l'empereur, sur les dépêches apportées coup-sur-coup, par des estafettes, du quartier-général de l'armée de Clairfayt. Elles ajoutent qu'à l'issue d'un très-long conseil tenu dernierement il a été expédié plusieurs couriers, les uns à l'armée du Rhin, les autres en Bohême. Le bruit court que le général Clairfayt va risquer une bataille décisive contre les troupes de la République, qu'il est parvenu à attirer dans des postes où il a tout l'avantage de la position; il sera secondé par Wurmser, du côté de Manheim. Ce dernier doit, dit-on, prendre l'armée française en queue. On se promet beaucoup de ces opérations, les plus grandes de toutes celles qu'on aura vues dans la campagne actuelle, et dont les résultats, pour peu qu'ils soient heureux, permettront de conclure la paix à des conditions honorables et avantageuses. En conséquence, la chancellerie aulique de guerre presse tout ce qui est relatif a ces mouvemens militaires; elle a déja mis Philisbourg en état de siége, et se propose de former des magasins considérables de munitions de toute espece. Le recrutement, qui n'avait d'abord été arrêté qu'à 30,000 hommes, est porté à 100,000, et tout ce qu'il y a en Autriche de militaires en quartier a reçu ordre de se rendre à l'armée commandée par Wurmser, sur le Necker.

Les mêmes lettres donnent encore les détails suivans :

Le comte Dietrichstein, colonel du corps de génie, vient d'arriver à Vienne, du quartier-général de Wurmser. Il a apporté des dépêches qu'on croit d'une grande importance, puisqu'il n'a mis que quatre jours à venir ici de Fribourg.

Le ministre palatin à reçu ordre de son cabinet de porter des plaintes à celui de Vienne, du désarmement des troupes palatines qui sortirent de Manheim lors de la reddition de cette place. L'empereur n'a fait encore aucune réponse.

Digitized by Google

Le conseil aulique a été chargé par l'empereur de témoigner sa satisfaction au général Quosdanovich, et au corps qui s'est trouvé sous ses ordres lors de l'affaire qui a eu lieu le 24 près de Manheim. Le général a obtenu la croix de commandeur de l'ordre militaire.

Le comte Pergen est arrivé ici de Londres depuis peu. Il a apporté avec lui plusieurs millions en lingots d'or et d'argent.

Depuis qu'on connaît ici le décret de la Convention nationale de France, qui enjoint aux émigrés des provinces belgiques de revenir dans leurs foyers, à peine de confiscation, un grand nombre de propriétaires de cette contrée, qui l'avaient abandonnée lors de l'entrée des Français, et s'étaient réfugiés ici, se sont mis en route pour retourner dans les Pays-Bas.

On dit qu'il va paraître un rescrit impérial qui doit annoncer à tous les employés dans la chancellerie des Pays-Bas, la suppression définitive de leurs emplois, et leur accorder une pension, suivant la nature et la longueur de leurs services.

Il paraît que c'était là les préludes de la grande affaire dont on a lu le bulletin officiel dans le dernier numero de ce journal : voici comment continue cette relation, extraite des papiers allemands, sous la date de Limbourg, les 20 et 22 octobre :

« Comme nous l'avons déja annoncé, les avant-gardes ont poussé, le 19 de ce mois, vers Neuwied. Le major baron de Graffen, du régiment de Barco, hussards, tâcha de chasser l'ennemi de cette ville, et il réussit, malgré le feu des canons et des obus de la garnison, à la chasser dans les retranchemens du pont.

» De suite nous avons occupé Neuwied, et nous avons marché sur Altenkirchen et au-delà. L'avant garde du général Kray a pris à l'ennemi, sur le chemin d'Altenkirchen, un canon, vingt charriots de munitions et onze charriots de bagages, et a fait plusieurs prisonniers. L'ennemi a fait sauter en l'air plusieurs charriots de munitions.

» Aujourd'hui les avant-gardes combinées des généraux Kray, Boros et Haddick marchent à Altenkirchen, pour de-là poursuivre l'ennemi qui se retire à Bonn et à Cologne. Le corps de réserve campe près Freylingen.

» Le général baron de Lillien est passé hier matin par Francfort, et il est allé établir son quartier-général à Hoechst ; la chancellerie de l'armée du Bas-Rhin, établie à Offenbach, en est aussi partie pour s'établir à Hoechst.

Digitized by Google

» Le 20, M. le général de Haddick s'avança jusqu'à Uckerad, et poursuivit l'ennemi jusqu'à la Sieg, sans pouvoir le joindre, attendu que ce dernier, d'après un ordre qui fut intercepté, devait déja passer le Rhin, le 19, près de Bonn. Le général Borcs établit son camp devant Bendorff, et canona la redoute construite à la tête du pont près de Neuwied, et où il est encore resté 1200 hommes de l'ennemi avec dix canons. Quoique cette redoute soit protégée par le feu de plus de 40 canons, tant des isles du Rhin que de la hauteur de la Tour Blanche, à l'autre rive, M. le général de Boros se propose cependant à l'emporter de vive force, et à cet effet il a été renforcé de trois bataillons de grenadiers. Vraisemblablement l'ennemi n'attendra pas cette attaque, d'autant plus que son camp vis-à-vis de Neuwied est très-peu considérable.

» L'ennemi continue de se retirer avec une précipitation incroyable, et dans le plus grand désordre. Par-tout il fait sauter de ses chariots de munitions. A chaque instant, nombre de prisonniers sont ramenés, tant par le militaire que par les habitans des campagnes. Ceux-ci en tuent aussi beaucoup.

» L'on a conduit de nouveau à Mayence, deux canons de 12 livres pris sur l'ennemi, ainsi qu'un obus et 17 chariots de munitions. »

L'avis de l'Empire, rédigé à Ratisbonne le 7, est de la teneur suivante et porte en substance :

« Les conseillers députés au congrès de paix, aussi-tôt après leur arrivée, s'y annonceront au directoire de l'Empire. Ils éviteront la pointille du cérémonial, et préviendront à l'amiable toute discussion à ce sujet. Dès que deux tiers des envoyés se trouveront réunis, ils pourront valablement prendre des résolutions. Le rang entr'eux se réglera sur l'ordre du tableau de 1697. Les résolutions des envoyés seront remises aux ministres de l'empereur ; mais ceux-ci ne pourront rien conclure sans la participation des envoyés. Chaque état de l'Empire qui a à cette guerre un intérêt particulier pourra envoyer au congrès des députés particuliers, qui auront à se légitimer au directoire de Mayence.

Les principales bâses à poser pour les négociations sont :

« 1°. Le rétablissement du *statu quo*, tel qu'il était avant la rupture ;

» 2°. L'indemnité des états qui ont soufferts des pertes ;

» 3°. La mise en liberté des princes et états de l'Empire, qui ont été faits et détenus prisonniers ;

» 4°. La restitution de ce qui a été enlevé par les Français aux états et à la noblesse immédiate de l'Empire. »

On trouve dans un ouvrage périodique allemand, un calcul

Digitized by Google

approximatif des dépenses et de la perte en hommes que les puissances belligérentes ont faites dans la présente guerre, depuis 1792 jusqu'en 1795 inclusivement. En voici le résumé :

1°. La monarchie autrichienne, 200 millions de florins, 150,000 hommes ; 2°. l'empire d'Allemagne et la Prusse, 100 millions de florins, 50,000 hommes ; 3°. la Grande-Bretagne, 600 millions de florins, 98,000 hommes ; 4°. la Hollande, 160 millions de florins, 29,000 hommes ; 5°. l'Espagne, 480 millions de florins, 114,000 hommes ; 6°. le Portugal, 40 millions de florins, 5000 hommes ; 7°. Naples, 40 millions de florins, 5000 hommes ; 8°. les états du pape, 10 millions de florins ; 9°. les états de Sardaigne, 38 millions de florins, 50,000 hommes ; 10°. la Russie, 5 millions de florins.

Perte totale des puissances coalisées, 1770 millions de florins, 501,000 hommes.

D'un autre côté, les frais de guerre de la France se montent à 2802,500,000 florins ou 6,100,000,000 de liv. La perte en hommes est d'un million.

Ainsi les deux parties belligérantes ont essuyé une perte totale de 4,472,500,000 florins, et de 1,501,000 hommes.

ESPAGNE. *De Madrid, le 12 septembre.*

Il doit se tenir incessamment ici un congrès particulier composé des principaux ministres d'état et des chefs des départemens ecclésiastiques, dont l'objet est de diminuer, autant qu'il sera possible, le nombre extraordinaire d'ordres religieux, qui possedent des richesses immenses dans ce royaume. Ces richesses seront employées à former d'autres établissemens utiles, et à soulager le trésor public, que les dépenses de la dernière guerre ont épuisé. On dit que l'on commencera cette réforme par la suppression de quatre ordres religieux, savoir : des Augustins, des Carmélites, des Bernardins et des Chartreux.

La gazette de Madrid assure que nos quatre commissaires, qui viennent d'arriver de Paris, ont apporté à notre cour les intentions du comité de salut public, dans le cas où elle voudroit se rendre médiatrice de la paix entre la France et la Grande-Bretagne. Le comité pose pour bâse du traité à conclure, les quatres articles suivans ; la restitution à la France de l'isle de Corse ; le cession de Gibraltar à l'Espagne ; le paiement à la France de quatre millions de livres sterlings, pour l'indemniser des faux assignats que l'Angleterre a fait répandre en France ; et l'obligation de la part de la Grande-Bretagne de ne pas tenir dans tous ses ports, plus de 80

Digitized by Google

vaisseaux de guerre, 40 frégates et 20 bâtimens de moindre grandeur.

On publie ici que l'on est sur le point de conclure la paix entre la France et le Portugal, par la médiation de la cour d'Espagne. Ce traité est d'autant plus nécessaire au Portugal, qu'une nombreuse escadre française bloque en ce moment le port de Lisbonne, et qu'elle a déjà pris beaucoup de bâtimens portugais richement chargés.

ANGLETERRE. *De Londres, le 20 Octobre 1795.*

L'amirauté a reçu hier des dépêches de l'amiral Harvey, des côtes de France. On n'apprend point que cette expédition ait fait aucuns progrès ultérieurs.

Il s'est tenu hier un conseil à l'amirauté. Plusieurs officiers ont reçu l'ordre de se rendre à leurs différens bords. Les uns sont destinés pour la Méditerranée, d'autres pour les Indes occidentales, enfin plusieurs pour diverses stations.

Vingt-cinq transports, remplis de soldats émigrés, ont dû partir hier de Hambourg, sous l'escorte des frégates le *Boston* et la *Dædalus*. Ils vont en Irlande, où ils attendront de nouveaux ordres. Le reste des corps d'émigrés est attendu sous quelques jours.

L'escadre russe est rentrée depuis quelque tems. Lord Spencer a dû l'aller visiter : elle va reprendre des vivres, et doit remettre incessamment à la voile pour une nouvelle croisière.

La *Fraternité*, corsaire français de 20 canons et de 150 hommes d'équipage, croise dans le golphe de la Floride, où il s'est emparé de plusieurs bâtimens marchands anglais. Quelqu'un qui arrive de la Floride, a déclaré qu'il avait vu ce corsaire amener quatre prises en très peu de tems ; qu'il était excellent voilier, et d'une construction toute nouvelle.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONVENTION NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE GÉNISSIEUX.

Séance de tridi, 3 Brumaire.

La Convention avait décrété que les comités de salut public et de sûreté générale conserveraient le gouvernement jusqu'à ce que le directoire exécutif lui ait fait part de son installation, elle décide aujourd'hui que quatre membres du comité des finances et de celui de législation leur seront adjoints pour régler les objets qui étaient auparavant de leur compétence.

Boissier, au nom du comité d'instruction publique, présente un rapport sur le costume des députés, conformément au décret rendu la veille portant que ce serait un habit à la française.

Chenier observe que l'habit long à la maniere grecque présente de plus belles formes, et convient mieux à la majesté et à la gravité d'un sénat, qu'il est même plus commode, en ce que sous cet habit l'on peut être vêtu comme l'on veut. Ce costume permettra aussi aux peintres et aux sculpteurs de traiter avec dignité les grands événemens de la révolution. Les habits à la française présentant les plus grandes difficultés dans l'exécution des tableaux. Chenier propose d'adopter le projet de Gregoire. Il est décrété.

En attendant que les habits soient faits, les membres du conseil des deux cents cinquante porteront les couleurs nationales en écharpe, et ceux du conseil des cinq cents en ceinture.

Daunou, au nom du comité de salut public : Nous apprenons aujourd'hui, par le capitaine Robin, commandant une division de nos forces navales, et dont la lettre écrite en mer est datée du 6 vendémiaire, qu'il a détruit et coulé bas vingt-quatre bâtimens portugais et dix navires anglais ; qu'il s'est emparé d'un bâtiment de 500 tonneaux, venant du Brésil, richement chargé, et d'un brick anglais non moins précieux, venant de Philadelphie, qu'il a expédié pour Cadix, et qui était porteur des renseignemens que votre comité s'empresse de vous transmettre. Toutes les forces aux ordres du capitaine Robin étaient parfaitement en bon état, et n'avaient éprouvé aucune avarie au moment où il écrivait, et nous devons en augurer de nouveaux succès. (Applaudissemens.)

Roux, organe de la commission des cinq, présente trois

Digitized by Google

projets de décrets tendans à améliorer nos finances et à faire baisser le prix des denrées.

Le premier établit un *maximum* en fixant le prix des denrées de première nécessité à un taux vingtuple de celui de 1790. Le second projet établit une taxe de guerre à raison de 20 liv. en assignats par chaque livre de contribution foncière qu'on payait en 1790. Le troisième projet fixe l'époque où les planches seront brisées.

Les assignats rentrant par la voie de la taxe de guerre seraient assujettis à aucun timbre particulier, et seraient, à une époque fixée, les seuls ayant cours forcé. Les autres ne seraient admissibles qu'en paiement des domaines nationaux, ou seraient échangés à cinq pour cent de perte contre ceux qui seraient revêtus du nouveau timbre.

La discussion s'engage sur ces projets; mais on demande qu'on les sépare, et qu'en examinant les autres plans, on rejette de suite par la question préalable le projet du *maximum*.

Lozeau déclare que le *maximum* est plus propre à augmenter la misère publique qu'à la diminuer.

Il rappelle tous les désastres qu'une loi semblable a déjà causés. Il la peint comme un moyen de tuer l'agriculture, le commerce, les manufactures, et d'affamer les villes populeuses. Il déclare qu'elle est en outre inexécutable, qu'elle n'a pu même être exécutée, lorsque la France était couverte de comités et d'armées révolutionnaires, de bastilles et d'échafauds; il annonce que, si le *maximum* est adopté, on cherchera pour le soutenir à recommencer toutes ces horreurs; que sans cela, on éludera à chaque instant toutes ces lois qui ne peuvent se soutenir qu'avec la plus redoutable inquisition. Il termine en proposant de réduire les assignats aux quatre cinquièmes de leur valeur nominale. Cette opération diminuerait d'un cinquième les assignats en circulation, et le prix des denrées diminuerait dans la même proportion. Ce discours sera imprimé.

Lehardy prétend que c'est à la malveillance, et non à la trop grande quantité d'assignats, qu'il faut attribuer l'extrême cherté de tout. Il se plaint de ce qu'il faut émettre chaque jour des tonnes d'assignats pour fournir les dépenses du gouvernement. Il assure qu'un *maximum* peut seul arrêter cette inondation d'assignats; il dit que dans les départemens le peuple meurt de faim, parce que les fermiers ne veulent plus que de l'or. On lui crie de présenter des moyens pour remédier au mal, et non des déclamations. Un décret lui ôte la parole, parce qu'il ne traite pas la question.

Marec combat aussi le projet de *maximum*. « Il déclare que le seul remède qu'on puisse appliquer en ce moment, c'est le gouvernement constitutionnel; qu'il n'y a qu'à en bien choisir les membres, et qu'ils amélioreront le sort du

Digitized by Google

peuple. Ce sera à eux, dit-il, à faire payer la contribution en nature, et à exiger l'exécution du traité avec la Hollande. Si les états-généraux, au lieu de laisser protester nos lettres de change, avaient payé ce qu'ils nous doivent en exécution du traité, et pour prix de la liberté que nous leur avons rendue, les achats immenses que nous avons faits au Nord nous seraient arrivés, et auraient diminué nos embarras; mais nous avons eu beau avoir des conférences avec leurs ambassadeurs, ils ne cherchent qu'à éluder les engagemens qu'ils ont contractés avec nous ». (Murmures.)

Louvet demande qu'on ne publie pas de pareils détails qui sont inexacts. Il déclare qu'il y a eu en effet quelques retards dans le paiement des états-généraux; mais qu'ils viennent de consulter chacune des provinces pour leur contingent respectif, et que la réponse doit arriver demain ou après. Il assure que les dispositions de la Hollande à notre égard sont très-bonnes; qu'elle sent tous les avantages d'une étroite alliance avec nous, et que l'Angleterre n'aura jamais la joie de voir divisées, ni mêmes refroidies, deux républiques dont les intérêts sont les mêmes.

Chénier, Vernier et Louvet combattent aussi le projet du *maximum* qu'ils ne croient propre qu'à nous ruiner entièrement, et à dessécher à jamais toutes les sources de l'abondance. Avec le *maximum*, disent ils, nous n'aurons plus rien. Sans lui, nous payerons cher, il est vrai; mais au moins on pourra vivre, parce que les salaires se proportionnent au prix des choses.

Rewbell n'appuie pas non plus le *maximum*, mais il déclare que pour pouvoir continuer l'approvisionnement des armées et les frais de la guerre, il faut se procurer des fonds autrement que par des émissions nouvelles, qui finiraient par réduire l'assignat au-dessous de la valeur du papier dont il se compose.

Il annonce que si l'Angleterre et l'Autriche continuent la guerre, c'est parce qu'elles comptent sur la ruine de notre système de finances, et qu'elles espèrent par l'épuisement nous amener au but qu'elles se proposent.

Si on ne retire des assignats de la circulation, il ne voit pas comment le nouveau gouvernement pourra porter le fardeau des affaires. Il demande donc qu'on adopte la taxe de guerre et les autres décrets, mais qu'on écarte le projet du *maximum*.

Ces propositions sont adoptées.

Le projet du *maximum* est rejetté par la question préalable.

Les autres projets présentés sont adoptés.

Nous en donerons le texte.

Digitized by Google

Séance de quartidi, 4 Brumaire.

Baudin, au nom de la commission des onze, soumet à la discussion le projet de décret relatif à l'amnistie.

Rewbell est d'avis d'abolir la peine de mort; mais il craint que, dans les circonstances actuelles, ce décret bienfaisant n'enhardisse les conspirateurs. Il demande, en conséquence, que son exécution soit differée jusqu'à la paix générale.

Bentabolle l'appuie.

Chenier et Baudin pensent le contraire. La discussion se ferme, et la proposition de Rewbell est adoptée.

Tout individu accusé de vols, dilapidations, concussions et taxes arbitraires, pendant et à l'occasion de la révolution, pourra être poursuivi pour action civile, mais à fin de restitution seulement. Sont exceptés de l'amnistie ceux qui ont tenté de s'opposer à la mise en activité de la constitution, qui ont été condamnés par contumace pour les faits de la conspiration de vendémiaire; les assassins du Midi, les fabricateurs de faux assignats, les prêtres déportés et les émigrés rentrés ou non.

La Convention nationale déclare que sa session est fermée. Elle se constitue en corps electoral pour completter les cent cinq membres qui doivent rester dans le corps legislatif.

Séance du corps électoral.

Dussaulx, comme doyen d'âge, occupe le fauteuil. Tallien, Gamon et Penieres, comme les plus jeunes, sont secrétaires. Gossuin voulait qu'on fit évacuer les tribunes, et qu'il ne restât que les électeurs.

Pelet (de la Losere) s'oppose à cette proposition. Il déclare que les autres corps électoraux agissent devant les citoyens : il ne voit pas pourquoi on les exclurait en ce moment. Les tribunes restent.

Bourdon (de l'Oise) déclare que l'assemblée électorale du Lot s'est divisée en deux parties. Il a été reélu par la moins nombreuse : il ne croit pas en conséquence ses pouvoirs suffisans. Il se retire, en demandant que son nom soit mis sur la liste des éligibles. (Adopté.)

On lit les listes de ceux qui sont électeurs. Il y en a 379, parce que tel est le nombre de ceux reélus par les départemens.

Ceux qui ne le sont pas sortent tous de la salle.

Il y a à réélire 122 députés, mais il faut en ôter les 17 députés des colonies qui restent provisoirement dans le corps législatif. Ainsi reste 105 à réélire.

Une lettre du département de la Haute-Vienne annonce que les citoyens de ce département ont fait arrêter un nommé Castellan, dénoncé par Legendre, pour avoir présidé l'assemblée

Digitized by Google

semblée primaire de la section Lepelletier dans les journées des 12, 13 et 14 vendémiaire.

On procede à l'appel nominal pour l'élection de 105 députés. Tous les membres, distribués en 10 séries, apportent leurs listes de nomination en un égal nombre de cartons. L'appel nominal achevé, les membre de chaque série se retirent avec leur carton dans le sallon de la Liberté, pour procéder au dépouillement desdites listes. Les noms des 105 députés sont proclamés. Nous les imprimerons.

Séance de quintidi, 5 *Brumaire*.

Le corps électoral s'étant réuni pour procéder à l'élection des cent cinq membres qui devaient être pris dans la Convention parmi ceux qui n'avaient obtenu les suffrages d'aucun département, il s'est fait trois scrutins dont le dépouillement a occupé toute la journée du 5 brumaire, et a produit soixante-seize membres, lesquels ont obtenu la majorité absolue. Il a été procédé le soir à un dernier scrutin pour la nomination des vingt-neuf restans. Cette opération terminée, tous les représentans, tant anciens que nouveaux, ont successivement paru à la tribune, y ont déclaré quel âge ils ont, et s'ils étaient veufs ou mariés. On a ensuite procédé en commun à la vérification des pouvoirs de tous ceux qui étaient présens. Aucune difficulté ne s'est élevée à ce sujet. On a en conséquence procédé au partage des membres présens entre les deux conseils.

Les noms de tous les ci-devant membres de la Convention qui sont mariés ou veufs, et qui ont 40 ans, ont été jettés dans une urne, et le sort en a fait sortir 167 destinés à entrer au conseil des anciens. Dans ce nombre, on cite Legendre (de Paris), Lanjuinais, Fourcroy, Dussaux (de Paris).

Nous donnerons une liste exacte. Mais jusqu'à présent les journalistes n'ont pas encore de place désignée dans les tribunes, et ne peuvent y entrer jusqu'à ce que le comité des inspecteurs de la salle ait pris une mesure à cet égard, parce qu'on n'admet, aux termes de la constitution, que deux cents cinquante spectateurs dans le conseil des cinq cents, et cent vingt-cinq dans celui des anciens.

Parmi les nouveaux députés présens, il ne s'en est trouvé jusqu'ici que 72 qui eussent les qualités requises pour entrer parmi les anciens. Ainsi, ce conseil n'est encore en ce moment que de deux cents trente-neuf membres.

Pour le conseil des cinq cents, il s'est présenté environ cent nouveaux membres.

Séance de sextidi, 6 *Brumaire*.

A l'ouverture de la séance, l'on a annoncé quels étaient ceux que le sort avait appellés au conseil des anciens pour en compléter le nombre, et de suite l'on s'est occupé de la vérifica-

Digitized by Google

tion des pouvoirs ; chacun s'est aussi tôt après retiré dans sa chambre respective, c'est-à-dire les cinq cents au Manége, dans le local de l'Assemblée constituante : les deux cents cinquante sont restés provisoirement dans la salle de la Convention jusqu'à ce que la chambre qui doit les recevoir au pavillon de l'Unité, palais des Tuileries, soit achevée.

C'est ce soir que chaque membre va procéder à la nomination de son président et de ses secrétaires : aussi-tôt après, le conseil des cinq cents formera la liste des cinquante candidats, parmi lesquels le conseil des deux cents cinquante sera tenu de prendre les cinq membres qui doivent composer le directoire exécutif constitutionnel ; et lorsque ces cinq membres seront nommés, ils choisiront à leur gré les six ministres, et les prendront à volonté, ou parmi leurs anciens collégues, ou au-dehors.

Séance de sextidi au soir, 6 *Brumaire*.

CORPS LÉGISLATIF.

Conseil des anciens, *Conseil des cinq cents*.

Il a été procédé dans l'un et l'autre conseil à la formation du bureau d'après les formes tracées par la constitution. Les doyens d'âge ont fait les fonctions de président, et les plus jeunes celles de secrétaire.

Daunou a été élu président du conseil des cinq cents, et Lareveillere-Lépaux, du conseil des anciens.

Séance du septidi, 7 *Brumaire*.

CORPS LÉGISLATIF.

Conseil des anciens ; président, LAREVEILLERE-LÉPAUX.

Conseil des cinq cents ; président, DAUNOU.

Les deux conseils s'étant formés hier à une heure et demi de l'après-midi, celui des cinq cents s'est réuni dans le local du Manége, déja occupé par les trois précedentes Assemblées nationales, et qui servait, en dernier lieu, à emmagasiner des fusils. Ce local avait été préparé à la hâte ; les dispositions n'y sont point encore achevées. La salle est immense ; on y a ménagé des tribunes constitutionnellement proportionnées pour 2 à 300 spectateurs. Les journalistes n'y ont pas encore de places assignées.

Le conseil des anciens siége dans la salle de la ci-devant Convention. Il a procédé hier à la nomination des membres qui doivent composer son bureau. Lareveillere-Lépaux a réuni les suffrages pour la présidence ; les quatre secrétaires sont : Lanjuinais, Charles Delacroix, Bréard et Baudin (des Ar-

Digitized by Google

dennes). Le troisieme tiers, c'est-à-dire les nouveaux élus, devaient fournir à ce conseil 83 membres; ils n'en ont pu fournir que 72. On attendra l'arrivée des députés en retard pour completter le nombre.

Aujourd'hui, après la lecture du procès-verbal de la veille et celle de la loi sur la tenue des séances, Goupilleau (de Fontenay) observe qu'il y a dans le conseil deux membres qui se nomment Maignen; il demande quel est celui des deux qui doit rester membre du conseil. — On trouve que c'est Maignen de la Vendée qui doit rester; l'autre Maignen se retire aux 500.

Baudin propose de faire imprimer, en format portatif, l'acte constitutionnel avec les lois organiques et réglémentaires. Cette proposition est arrêtée.

Charlier, par motion d'ordre : On a dit que le royalisme avait dominé dans les assemblées électorales; j'aime à croire que c'est une calomnie. Cependant, imitons le courage de Brutus qui condamna ses fils à la mort. Nouveaux Brutus, jurons d'être prêts de poignarder quiconque oserait parler de rétablir la royauté.

Charles Delacroix : Il n'est personne ici qui ne soit disposé à défendre la République au prix de tout son sang. La motion de Charlier reste sans suite.

Le conseil passe à la nomination des quatre messagers d'état. On remarque parmi les candidats, des huissiers et des membres de la ci-devant Convention : ceux-ci l'emportent. Les quatre messagers sont : Vardon, Fremanger, Geoffroy et Quetard.

Le conseil des 500 s'occupe aussi de nommer ses messagers. Il a porté hier Daunou à la présidence. Ses quatre secrétaires sont : Cambacérès, Thibaudeau, Cheuier et Rewbell.

Séance d'octidi, 8 *Brumaire*.

Conseil des cinq cents. Comme parmi les messagers d'état et les secrétaires-rédacteurs nommés hier, il en est qui ont obtenu aussi les suffrages du conseil des anciens, le conseil arrête que ceux de ces officiers qui se trouvent dans ce cas, seront tenus d'opter, et seront remplacés par les citoyens qui, après eux, ont obtenu le plus de voix.

Boudon (de l'Oise) fait une motion d'ordre : il expose que les maux produits par l'agiotage sont à leur comble, et que la piece d'or se vend aujourd'hui a la bourse plus de 4000 liv. Il observe qu'il faut se hâter de prendre des mesures aussi sages qu'énergiques, pour remédier à cet effrayant discrédit. Il demande que les comités de gouvernement donnent connaissance au conseil de la situation des finances.

Un membre demande qu'il soit formé une commission

Digitized by Google

spéciale pour éclairer le conseil sur cette matiere ; il observe que cette mesure est dans l'ordre constitutionnel.

Lecointre-Puyraveaux dit qu'il faut ajourner cette discussion après l'appel nominal pour les candidats du directoire.

Bourdon (de l'Oise) répond qu'on n'ajourne pas le salut public ; il demande que le conseil se forme demain en comité général, pour délibérer sur les finances. La motion de Bourdon est décrétée.

On procede à l'appel nominal pour la formation d'une liste de 50 candidats, qui doivent être proposés au conseil des anciens pour le directoire exécutif. L'Assemblée se divise en dix bureaux pour hâter cette opération.

Conseil des anciens.

Les rédacteurs des procès-verbaux sont, les citoyens Lecray : secrétaire-général du comité de législation, et Ducroisy, chef du bureau des procès-verbaux.

Cette nomination fait naître une difficulté qui consiste à savoir si pour obtenir ces places il faut avoir la pluralité absolue des suffrages, ou seulement la pluralité relative.

La constitution ne s'expliquant point à cet égard, le conseil passe à l'ordre du jour, motivé sur ce qu'il faut conclure du silence de la loi que la pluralité relative suffit.

Baudin, par motion d'ordre, dit qu'il est important que chaque membre puisse porter toujours avec lui un exemplaire de la constitution, et il fait arrêter que les lois constitutionnelles, réglementaires et organiques seront réunies en un seul recueil qui sera distribué à chaque membre.

Le conseil déclare qu'il est définitivement constitué, et envoie à celui des cinq cents un messager d'état pour l'en informer. On reçoit peu après l'avis de celui-ci, également par un message, qu'il est définitivement constitué.

On procede à l'appel nominal pour l'élection d'un commissaire archiviste et la formation d'une commission de cinq membres, inspecteurs de la salle, chargés des attributions du comité de ce nom.

Baudin (des Ardennes) est nommé archiviste.

Fourcroy, Villards, Rousseau, Erard et Rodi sont inspecteurs.

Séance de nonidi, 9 *Brumaire.*

Conseil des cinq cents. Le conseil envoie au conseil des anciens, par un messsager d'état, la liste des candidats pour le directoire exécutif, nommés hier au scrutin. Cette liste n'a été achevée que fort avant dans la nuit. Voici les noms des candidats, tels que nous avons pu les retenir :

Lareveillere-Lépaux, Rewbell, Sieyes, Letourneur (de la Manche), Barras, Desjardins, Bonniquet, Dubray, Préfon-

Digitized by Google

taine, Arnaudet, Pinot, Bayle, Couturier, Moine, Imbert, Labland, Start, Barrois, Raffais, Gabaut, Lariviere, Legros, Bourgeot, Courcel, Bousselonne, François, Constantini, Pinetti, Becquet, Dortan, Travèrset, Glopinaut, Bonart, Duvernan, Gauthier, Bonou, Fenaut, Lorat, Demorveau, Malet, Dumont, Gainier, Moreau, Colombier, Bellegarde-Savigny, Dunou, Dupertuis, Fostier, Cassal, Cambacérès.

Des messagers d'état et secrétaires-rédacteurs écrivent qu'ils optent pour le conseil des anciens. Le conseil arrête qu'ils seront remplacés par ceux qui ont obtenu le plus de voix après eux.

Bourdon (de l'Oise) rappelle que le conseil arrêta hier, sur sa motion, qu'il se formerait aujourd'hui en comité général pour délibérer sur les finances.

Pelet prend la parole pour faire sentir la nécessité de prendre des mesures qui anéantissent l'agiotage.

Perrin (des Vosges) observe que la constitution veut que, pour se former en comité général, il y ait cent membres au moins qui en fassent la demande : il ajoute que le conseil a oublié de remplir hier cette formalité indispensable, avant de prendre sa décision.

Thibaudeau appuie pour que toutes les formes constitutionnelles soient scrupuleusement observées.

En conséquence, le conseil rapporte son décret d'hier, et passe à l'ordre du jour, motivé sur l'acte constitutionnel.

Un grand nombre de membres se portent au bureau pour se faire inscrire, afin d'obtenir un comité général sur les finances. Les réclamans se trouvant au nombre de 105, le président déclare que le conseil va se former en comité général. Tous les assistans se retirent.

Conseil des anciens.

Un messager d'état du conseil des cinq cents apporte une dépêche, dans laquelle ce conseil envoie à celui des anciens la liste des 50 candidats pour le directoire exécutif.

Legendre demande l'impression et l'ajournement de l'appel nominal à demain.

Tronchet et Charles Delacroix proposent divers moyens de simplifier l'opération du scrutin, et d'y apporter plus de célérité.

Dupont (de Nemours) demande qu'on s'informe auprès du conseil des cinq cents, comment il a procédé au scrutin pour la liste des 50 candidats. Il croit que la plupart des 50 candidats, n'ayant pas obtenu la majorité des suffrages du conseil des cinq cents, ce conseil doit recommencer son opération, à moins que trois tours de scrutin n'aient eu lieu.

Le conseil des anciens passe à l'ordre du jour, motivé sur la loi du 29 fructidor, portant qu'il suffira de la pluralité

Digitized by Google

relative pour la liste des candidats au directoire exécutif. Il décrete l'impression de la liste des candidats et l'ajournement de l'appel nominal à demain.

Séance de décadi, 10 *Brumaire*.

Conseil des cinq cents. Le conseil s'est formé hier en comité général pour discuter les matieres de finances. Le résultat de la discussion a été 1°. qu'il nommera une commission spéciale de cinq membres, pour examiner s'il ne conviendra pas de modifier la loi sur la taxe de guerre, celle sur l'impôt en nature, et de suspendre l'exécution de la premiere ; 2°. que tous les membres qui ont des connaissances en finances sont invités à se faire inscrire comme candidats pour former cette commission. Le conseil procede à l'appel nominal pour la formation de cette commission.

Conseil des anciens.

Après la lecture du procès-verbal, le président annonce que l'ordre du jour appelle la nomination des cinq citoyens qui doivent être pris parmi les cinquante candidats pour former le directoire exécutif.

Dupont : La loi nous autorise à demander un délai pour réfléchir sur le choix que nous avons à faire en ce moment. Nous sommes assez pénétrés de l'importance de la fonction qui va nous occuper, pour que nous usions de cette faculté d'exiger un délai. Nous ne pouvons trop prendre de renseignemens sur les qualités morales et politiques des sujets présentés par le conseil des cinq cents.

Nous ne pouvons pas nous permettre de rejetter légerement des hommes que le conseil des cinq cents a jugés dignes de sa confiance. On peut observer que sur cinquante candidats, il en est quarante-quatre presqu'entierement inconnus. Il est probable que cette obscurité politique est compensée chez ces candidats par un mérite réel, développé précédemment dans quelques fonctions publiques. Avoir une autre pensée, ce serait faire injure à la sagesse du conseil des cinq cents. Loin de nous l'idée de croire qu'on aurait pu manquer à la constitution, en ne remplissant la liste des candidats de quarante-quatre noms inconnus, qu'afin d'arracher les suffrages en faveur d'un petit nombre plus connu. Robespierre usurpa l'autorité par la violence ; nous ne souffrirons point qu'on l'usurpe par la ruse. Je demande que l'assemblée leve sa séance et que nous usions du délai que la loi met à notre disposition, afin d'avoir le tems de consulter nos collegues des cinq cents, sur le mérite des quarante-quatre candidats moins connus.

Baudin : Je n'examine point si la liste des candidats est composée d'hommes célebres ou non. La loi ordonne au conseil des cinq cents de présenter au conseil des anciens une liste décuple du nombre à élire ; le conseil a satisfait à

Digitized by Google

la loi ; nous n'avons plus rien à lui demander. La loi, il est vrai, nous donne la faculté de demander un délai pour examiner ; mais aussi l'intérêt de la République exige impérieusement de la célérité dans l'organisation du gouvernement. La Convention nationale a donné l'exemple de cette célérité dans la convocation du corps législatif. Le corps législatif, à son tour, doit se hâter de mettre en activité le directoire exécutif ; chaque heure de retard est un danger pour la patrie.

Quelques membres, parmi lesquels Coren-Fustier, appuient la motion de Dupont ; mais l'ordre du jour est réclamé de toutes parts. Le conseil passe à l'ordre du jour.

On agite la question de savoir comment l'on procédera au scrutin.

Tronchet renouvelle la motion qu'il fit hier.

Le conseil arrête que l'on procédera à la fois par voie de nomination et par voie de réduction, c'est-à-dire que chaque membre emploiera deux listes ; sur l'une, il marquera ceux qu'il veut nommer ; sur l'autre, ceux qu'il veut rejetter. Les deux lettres D., E., seront le signe de nomination. La lettre P. signifiera le rejet.

On fait l'appel nominal ; chaque membre appellé monte au bureau, et met dans un panier sa liste de nomination, et dans un autre panier sa liste de réduction ou de rejet. L'appel nominal étant achevé, on appelle de nouveau les membres qui se trouvaient absens. Lanjuinais n'a point paru ; non plus que Laréveille Lépaux. L'on sait que le nom de celui-ci se trouve placé le premier sur la liste des candidats.

Il résulte de l'appel et du calcul des listes, qu'il y a deux cents dix-huit votans.

Comment dépouiller les scrutins ? Commencera-t-on par celui de réduction, ou par celui de nomination ? On observe qu'il faut commencer par celui de nomination, parce que si la majorité absolue portait du premier coup sur cinq candidats, il deviendrait inutile de dépouiller le scrutin de réduction. Le conseil s'arrête à cet avis.

Baudin, qui préside par *interim*, tire les listes de nominations du panier qui les contient, et lit à haute voix les noms des candidats. Les secrétaires recueillent ces votes, en inscrivant les noms à mesure qu'ils sont lus par le président.

Cette opération achevée, les secrétaires font le recensement des suffrages donnés aux mêmes candidats, et le président proclame le resultat qui est celui-ci :

Le nombre des votans étant de 218, la majorité absolue est de 110 : Laréveillere-Lepaux a obtenu 216 suffrages ; Letourneur (de la Manche), 189 ; Rewbell ; 176 ; Sieyes, 156 ; Barras, 129. Ces cinq citoyens sont en conséquence membres du directoire exécutif.

Digitized by Google

Les deux premiers sont membres du conseil des anciens; les trois autres sont membres du conseil des cinq cents. Cambacérès paraît avoir obtenu le plus de suffrages, après ceux qui ont été nommés : les citoyens Arnaudet, Gauthier, Desjardins, Dauro, Dupertois, Polliou, Peyre, Bergasse-Laziroules, Mortier et autres ont eu aussi beaucoup de voix.

Sur 1090 suffrages qui composent cette élection, à raison de cinq par votant, les cinq élus en ont réuni 866; restent 224 qui ont été inégalement éparpillés sur les 45 candidats non élus.

On peut aussi remarquer que chacun des élus a réuni la majorité absolue du conseil dans son entière composition; car la majorité de 250 est 126.

Suite et fin de la loi sur la division du territoire de la République, sur le placement et l'organisation des autorités administratives et judiciaires, du 19 vendémiaire, an quatrième.

TITRE III. *Organisation judiciaire.*

« Art. XIV. Il n'est rien innové aux lois précédentes sur le nombre des assesseurs des juges de paix, leur placement et le mode de leur nomination.

» XV. Les tribunaux de commerce de terre et de mer seront organisés conformément aux articles VII et VIII du titre XII de la loi du 24 août 1790.

» Les juges qui doivent les composer seront nommés suivant le mode prescrit par ladite loi.

» A Lyon, Marseille et Paris, les juges du tribunal de commerce seront nommés selon le mode prescrit pour Paris par la loi du 4 février 1791, en tout ce qui n'est point contraire à la constitution. Les fonctions que cette loi attribuait à la municipalité et au procureur de la commune, seront remplies par le département et le commissaire du directoire exécutif près le département.

» XVI. A Paris, le tribunal de police correctionnelle sera divisé en deux sections : à cet effet, il y aura un vice-président, un commissaire du pouvoir exécutif, et un substitut de ce commissaire.

» Le service du tribunal de police correctionnelle sera fait par les juges de paix alternativement, pendant une décade. Le président et le vice-président les appelleront tour-à-tour, sans pouvoir intervertir l'ordre du tableau, à moins que le juge de paix en tour ne soit légitimement empêché.

» XVII. Le jury d'accusation établi à Paris sera composé du président et du vice-président du tribunal de police correc-

Digitized by Google

tionnelle, de six directeurs de jury pris dans le tribunal civil, et d'un commissaire du directoire exécutif.

» XVIII. Les administrations départementales formeront à l'avenir les listes des jurys d'accusation et des jurys de jugement, en la maniere que les formaient précédemment les ci-devant procureurs-généraux de département, suivant la loi du 29 septembre 1791.

» XIX. Les tribunaux civils seront composés de vingt juges. Néanmoins, dans les départemens où il y aura plus de trois tribunaux de police correctionnelle, il sera ajouté, au nombre de vingt, un juge pour chacun desdits tribunaux au-dessus du nombre de trois. Le tribunal civil du département de la Seine sera composé de quarante-huit juges.

» XX. Chaque tribunal civil se partagera en autant de sections qu'il jugera convenable, en se conformant à l'article CCXX de la constitution. Les sections seront renouvellées tous les six mois.

» XXI. Les juges du tribunal civil feront le service aux tribunaux criminels et aux jurys d'accusation; celui de président ou vice-président de tribunal de police correctionnelle, par tour suivant l'ordre du tableau.....

» XXII. En cas d'empêchement légitime des juges du tribunal criminel ou des présidens des tribunaux de police correctionnelle, ils seront remplacés par celui des juges du tribunal civil qui les suit immédiatement dans l'ordre du tableau.

» XXIII. En cas d'empêchement des commissaires du directoire exécutif auprès des tribunaux, ils seront suppléés par l'un des juges nommés par le président de la section où le commissaire devait faire le service.

» XXIV. Le greffier de chaque tribunal de paix, de commerce, de police correctionnelle, et de chaque tribunal civil, sera nommé et révocable par le tribunal par lequel il aura été institué.

» A Paris, les président et vice président du tribunal de police correctionnelle, les juges de paix et les directeurs de jurys d'accusation, concourront à la nomination et à la révocation du greffier du tribunal de police correctionnelle.

» XXV. Les greffiers des tribunaux de police correctionnelle tiendront respectivement les grefs des jurys d'accusation de leurs arrondissemens.

» XXVI. Tout greffier d'un autre tribunal que celui de paix, présentera aux juges, pour le faire instituer, un commis-greffier; dans les tribunaux divisés en plusieurs sections, il en presentera un pour chacune desdites sections.

» XXVII. Il y aura auprès de chaque tribunal, non divisé en sections, et de chaque section de tribunal, deux huissiers nommés et révocables par le tribunal; ils feront concurremment tous exploits de justice dans tout le département,

Digitized by Google

hormis pour les justices de paix et bureaux de conciliation. Ceux des huissiers des tribunaux actuels qui ne seront pas du nombre des précédens, continueront provisoirement d'instrumenter en concurrence avec eux dans le département, et seront révocables comme eux. Il n'y aura qu'un seul huissier pour chaque justice de paix, lequel ne pourra instrumenter que dans le ressort de sa justice.

» XXVIII. Les appels des jugemens qui seront rendus par les tribunaux civils seront portés, conformément à l'art. CCXIX de la constitution, aux tribunaux les plus voisins, ainsi qu'ils sont respectivement indiqués par le tableau joint à la présente loi.

» Le choix du tribunal d'appel se fera comme ci-devant, et dans les formes jusqu'à présent observées.

» XXIX. Il sera établi en chaque greffe de tribunal de police correctionnelle, un bureau de renseignemens, où il sera tenu, soit par le greffier, soit au besoin par un ou plusieurs commis sous la surveillance et la direction du greffier, registre par ordre alphabétique, de tous les individus qui seront appellés au tribunal de police correctionnelle ou au jury d'accusation, avec une notice sommaire de leur affaire et des suites qu'elle a eues.

» A Paris, à Lyon et à Marseille, le greffier enverra chaque décade un extrait de ce registre au bureau central, où il sera tenu un registre pareil; il l'enverra, dans les communes de cinquante mille ames et au-dessus, aux administrations municipales, où il sera tenu pareil registre.

TITRE IV. *Dispositions circonstantielles et transitoires.*

» Art. XXX. Les affaires actuellement pendantes dans les tribunaux de district seront portées en l'état où elles se trouvent, par exploit de la partie la plus diligente, au tribunal civil du département.

» XXXI. Tout jugement de première instance, rendu ou à rendre par un tribunal actuel de district, sera, quant à l'appellation qui en serait interjettée, considéré comme s'il était rendu par le nouveau tribunal civil du département, et le choix des tribunaux d'appel sera réglé en conséquence.

» XXXII. Le greffier du tribunal civil de chaque département se fera remettre dans le mois de sa nomination, les registres et pièces des tribunaux de district qui se trouvent supprimés par la constitution.

» XXXIII. Les registres et pièces des tribunaux de police correctionnelle et jury d'accusation, supprimés par la constitution, seront portés, à la diligence du greffier sortant de fonctions, aux greffes des tribunaux de police correctionnelle et des jurys d'accusation qui vont les remplacer. Cette remise

Digitized by Google

sera faite dans la décade de l'installation des nouveaux tribunaux.

» XXXIV. Jusqu'à ce que le directoire exécutif ait pu nommer ses commissaires auprès des nouvelles administrations départementales, municipales ; et auprès des nouveaux tribunaux, les fonctions de commissaire du directoire exécutif seront exercées par les citoyens que commettront les nouvelles administrations départementales.

» XXXV. Les administrations actuelles de département dresseront le tableau des officiers municipaux, agens municipaux et leurs adjoints, à nommer par chaque canton de leur territoire, suivant les articles CLXXIX et CLXXX de la constitution, et l'adresseront à la municipalité du chef lieu, avant le jour qui va être indiqué par les articles suivans pour la convocation des assemblées primaires.

» Les mêmes administrations dresseront et enverront aux assemblées électorales le tableau des juges qu'elles devront élire d'après la constitution et la présente loi. Ce tableau comprendra l'indication d'un haut juré, des cinq juges suppléans à élire, dont trois doivent être pris dans la commune où siége le tribunal civil, suivant l'article CCXVII de la constitution.

» XXXVI. Les assemblées primaires seront convoquées par les administrations de département pour le 10 brumaire prochain, à l'effet de nommer les juges de paix et leurs assesseurs : elles le seront au même jour pour nommer les présidens des administrations municipales et les officiers municipaux des communes de cinq mille habitans et au dessus, ou qui seraient uniques dans le canton, quoiqu'au dessous de cinq mille habitans.

» Dans les cantons composés de communes, dont une ou plusieurs au-dessous de cinq mille habitans, les assemblées communales seront convoquées pour le 15 brumaire prochain par la municipalité du chef-lieu de canton, pour élire les agens municipaux et leurs adjoints, conformement à l'art. XXVIII de la constitution.

» XXXVII. Dans le mois, à compter du jour de la nomination du directoire exécutif, seront nommés les membres du bureau central pour les cantons de Lyon, Marseille et Paris.

» Immédiatement après cette nomination connue dans le canton, chaque bureau central entrera en fonctions.

» Aussi-tôt après que le bureau central sera en fonctions, le département convoquera les assemblées primaires du canton pour l'élection de ses municipalités d'arrondissement.

» XXXVIII. Les nouvelles administrations départementales et municipales, et les tribunaux seront installés par la lecture du procès verbal de leur nomination faite publiquement par les administrateurs et officiers municipaux, ou juges auxquels ils succéderont. Il en sera dressé procès-verbal.

» XXXIX. Les membres des nouvelles administrations

Digitized by Google

départementales ou municipales, ceux des nouveaux tribunaux se rendront à leur poste immédiatement après les élections. Ils seront aussi-tôt installés.

» XL. Il sera pourvu par une loi spéciale à l'organisation administrative et judiciaire des départemens dernierement réunis, et des colonies de la République.

» XLI. La présente loi sera adressée à toutes les assemblées électorales. Son insertion au bulletin tiendra lieu de publication. »

Décret d'amnistie qui a terminé les travaux de la Convention nationale, le 4 brumaire.

« Art. Ier. A dater du jour de la publication de la paix générale, la peine de mort sera abolie dans la République Française.

» II. La place de la Révolution portera désormais le nom de *place de la Concorde;* la rue qui conduit du boulevard à cette place portera le nom de *rue de la Révolution.*

» III. La Convention abolit, à compter de ce jour, tout décret d'accusation ou d'arrestation, tous mandats d'arrêt mis ou non à exécution, toutes procédures, poursuites et jugemens portant sur des faits purement relatifs à la révolution. Tous détenus à l'occasion de ces mêmes événemens seront immédiatement élargis, s'il n'existe point contre eux de charges relatives à la conspiration du 13 vendémiaire dernier.

» IV. Les délits commis pendant la révolution, et prévus par le code pénal, seront punis de la peine qui s'y trouve prononcée contre chacun d'eux.

» V. Dans toute accusation mixte, où il s'agirait à la-fois de faits relatifs à la révolution et de délits prévus par le code pénal, l'instruction et le jugement ne porteront que sur ces délits seuls.

» VI. Tous ceux qui sont ou seront accusés de dilapidations de la fortune publique, concussions, taxes et levées de deniers avec retenue de tout ou partie au profit de ceux qui les auront imposées, ou de tout autre fait semblable, survenu pendant le cours et à l'occasion de la révolution, pourront être poursuivis, soit au nom de la nation, soit par les citoyens qui prouveront qu'ils ont été lésés; mais les poursuites se feront seulement par action civile et à fin de restitution, sans aucune autre peine.

» VII. Le directoire exécutif pourra différer la publication de la présente loi dans les départemens insurgés, ou présentement agités par des troubles, à la charge de rendre compte au corps législatif, tant du nombre des départemens

Digitized by Google

où la publication sera suspendue, que du moment où elle y sera faite, aussi-tôt que les circonstances le permettront.

» VIII. Sont formellement exceptés de l'amnistie : 1°. ceux qui ont été condamnés par contumace pour les faits de la conspiration de vendémiaire; 2°. ceux à l'égard desquels il y a une instruction commencée ou des preuves acquises, relativement à la même conspiration, ou contre lesquels il en sera acquis par la suite; 3°. les prêtres déportés ou sujets à la déportation; 4°. les fabricateurs de faux assignats ou de fausse monnaie; 5°. les émigrés rentrés ou non sur le territoire de la République.

» IX. Il n'est dérogé par la présente loi à aucune disposition de celle du 3 de ce mois. »

Décret sur les costumes, rendu dans la séance du 4 brumaire.

« Art. Ier. Toutes les matières et étoffes employées aux costumes des fonctionnaires publics, seront du cru du territoire de la République, ou de fabrique nationale.

» II. Le costume des fonctionnaires publics est réglé ainsi qu'il suit :

Corps législatif. Conseil des cinq cents. La robe longue et blanche, la ceinture bleue, le manteau écarlate (le tout en laine), la toque de velours bleu.

Conseil des anciens. Même forme de vêtement; la robe en bleu violet, la ceinture écarlate, le manteau blanc (le tout en laine), la toque de velours, même couleur que la robe. Ces deux vêtemens ornés de broderies de couleur.

Directoire exécutif. Le directoire aura deux costumes, l'un pour ses fonctions ordinaires, l'autre pour les représentations dans les fêtes nationales, etc. *Costume ordinaire :* habit-manteau à revers et à manches, couleur nacarat (rouge-clair, tirant sur l'orange), doublé de blanc, richement brodé en or sur l'extérieur et les revers. Veste longue et croisée, blanche et brodée d'or. L'écharpe en ceinture bleue à franges d'or, le pantalon blanc (le tout en soie). Le chapeau noir, rond, retroussé d'un côté et orné d'un panache tricolor. L'épée portée en baudrier sur la veste; la couleur du baudrier nacarat. *Grand costume :* l'habit-manteau bleu, et par-dessus un manteau nacarat.

Secrétaire du directoire. Même forme de vêtement que celui du directoire dans son costume ordinaire. Tout en noir; le panache noir avec une seule plume rouge. Un cachet suspendu en sautoir sur la poitrine.

Ministres. Même forme de vêtement que celui du direc-

Digitized by Google

toire. Le dessus noir, doublure, revers, veste et pantalon ponceau (rouge très-foncé, ou coquelicot); l'écharpe en ceinture, blanche, (le tout de soie et orné de broderies en soie de couleur); le chapeau noir, surmonté d'un panache ponceau; le baudrier noir.

(*La fin dans un prochain numéro.*)

PARIS. *Quartidi* 14 *Brumaire*, 4^e^. *année de la République.*

Enfin la République est organisée; le gouvernement définitif va bientôt commencer ses opérations, et la loi, qui seule pourra les diriger, fera disparaître toutes les dispositions arbitraires. Déjà le Corps législatif se montre jaloux de se renfermer strictement dans les limites constitutionnelles. Mais dans les momens encore si difficiles où nous nous trouvons, le succès du système républicain dépend de l'harmonie qui subsistera entre les divers élémens coordonnés à ce système, c'est-à-dire entre les deux conseils et le directoire exécutif. Cette harmonie, cette union intime entre les pouvoirs principaux influeront nécessairement sur les parties subalternes de l'administration publique, et y produiront l'ensemble et la promptitude d'exécution qui peuvent faire naître la confiance des bons, et inspirer de la crainte aux méchans.

Parmi les candidats proposés par le conseil des cinq cents pour composer le directoire exécutif, celui des anciens a fait les choix suivans: Laréveillere-Lépaux, Letourneur (de la Manche), Barras, Rewbell et Sieyes. Les quatre premiers ont accepté; tous quatre ont apporté pour motif le courage et le dévouement que tout bon républicain doit au service de la patrie. Sieyes qui a refusé, a cru devoir expliquer son refus. Il le justifie sur l'impossibilité où il croit être de fixer la confiance, ayant, dit il, toujours été en butte a tous les partis. Beaucoup de patriotes lui savent mauvais gré de ce qu'ils appellent sa *désertion*; d'autres aiment mieux croire que des considérations aussi pures que réfléchies l'ont porté à se tenir éloigné du timon des affaires, puisqu'il expose lui même qu'il n'a pris cette détermination qu'après s'être consulté avec toute la maturité dont il est capable.

Sieyes, au reste, a donc craint l'avenir, car il avait intimement la confiance générale dont les deux conseils lui ont donné une preuve non équivoque. Carnot a été choisi pour le remplacer; il avait pour concurrent Cambacérès.

Le directoire s'occupe de l'organisation du ministere.

Le conseil militaire, séant au Palais Egalité, a terminé ses opérations, le 5, par l'affaire du général Menou, qui a été

Digitized by Google

acquitté au milieu des plus vifs applaudissemens. Les citoyens Talot et Thibaudeau, députés, ont déposé en sa faveur; l'un d'eux a rappellé avec beaucoup de sensibilité la conduite de Menou à l'assemblée constituante, et son courage dans l'affreuse guerre de la Vendée.

Saladin et Vaublanc ont fait parvenir au corps législatif leurs réclamations contre le jugement de la commission militaire qui les condamne par contumace; ils se fondent sur la constitution qui leur sert de garantie, puisqu'ils étaient nommés députés avant d'être jugés.

On a annoncé hier que Barrere venait de se soustraire, par la fuite, à l'exécution du dernier décret de la Convention, qui ordonnait qu'il fût déporté sans délai.

On a fait circuler, depuis plusieurs jours, les bruits les plus fâcheux sur les dernieres opérations militaires faites à l'armée du Rhin et Sambre et Meuse. En attendant les détails officiels, voici ce qu'on a publié dans plusieurs feuilles périodiques.

Extrait d'une lettre du camp sous Mayence, du 22 vendémiaire.

Le siége de Mayence, pour lequel tous les ordres étaient donnés et les preparatifs faits, ne peut plus avoir lieu aujourd'hui, parce que l'armée de Sambre et Meuse évacue la rive droite du Rhin. Une partie du parc d'artillerie est déja en route pour Landau. Le reste est prêt à partir.

Le blocus du fort Cassel a été levé dans le plus grand secret, dans la nuit du 10 au 11, par suite du passage du Mein, effectué dans la journée par l'armée autrichienne, cinq à six lieues au-dessus de Mayence. Les détails du combat que ce passage a dû engager sont encore inconnus; mais il a dû être sérieux, le feu ayant duré toute la journée. Le canon et la mousqueterie même qui se font entendre, font juger que notre armée se retire à petit pas, et dans le plus grand ordre. Une division de la rive gauche a passé le Rhin pour protéger la retraite. De son côté, l'ennemi a fait sortir de Mayence cinq à six régimens d'infanterie avec de la cavalerie et de l'artillerie pour renforcer son corps d'attaque.

On ne sait encore rien de la droite, quoique le canon tire assez vivement de ce côté. Pichegru paraît toujours dans sa même position au-dessus de Manheim. Il est à croire que ce général, avec les forces qui lui arrivent du Haut-Rhin, va opposer une forte diversion sur ce point. Ce n'est que dans quelques jours que l'on pourra bien juger des effets de ce mouvement rétrograde qui n'a rien de dangereux pour notre armée.

Digitized by Google

D'autres avis reçus par la voie de Bruxelles, portent que l'armée française qui avait été obligée de se replier jusqu'à la Lahn, a repris l'offensive, et qu'elle commence de nouveau à repousser les Autrichiens. Quant au siége d'Ehrenbreistein, il paraît devoir être changé en blocus. Depuis quelques jours les assiégés ne tiraient plus sur les assiégeans, et ces derniers ont cessé de travailler aux ouvrages qu'ils avaient commencés.

Du 5 brumaire. L'armée autrichienne commandée par Clairfayt, après avoir passé le Mein à Aschaffenbourg, est entrée dans les états du laugrave de Hesse-Cassel par la ligne de neutralité; elle s'est ensuite avancée par Wetzlar, forte d'environ 8000 combattans. Le projet était de tourner l'armée de Sambre et Meuse, et après avoir fait lever le siége de la forteresse d'Erenbreitstein, de prendre à dos l'armée du général Jourdan. Cette dernière manœuvre a été déjouée par les dispositions savantes des Français, qui ont fait replier leur armée derrière la rive droite de la Lahn, mouvement qu'on n'a pu exécuter sans des combats fréquens et aussi sanglans qu'opiniâtres. Enfin l'armée du général Jourdan, rassemblée près de la Lahn, a fait tête à l'ennemi; il y a d'abord eu quelques mouvemens de retraite qui ont cessé le 17 octobre; ce qui fait présumer que les républicains conservent l'espoir de maintenir le théâtre de la guerre à la rive droite du Rhin. Cependant le siége de la forteresse d'Erenbreitstein a été levé. Le général Marceau qui le commandait, a transféré son quartier-général à Coblentz. Les Français sont occupés à détruire les ouvrages que les Autrichiens ont construits sur l'isle, près Valendar. Le passage du Rhin, au-dessus de Coblentz, n'est plus libre; mais il l'est à Saint-Goar. Tous les bateaux qui se trouvaient dans la Lahn ont été amenés au-dessus de Coblentz.

Une lettre de Limbourg, du 13 octobre, porte qu'il y arrive en ce moment un courier, qui porte la nouvelle, que les Autrichiens sont repoussés au-dela du Mein, et que la perte est très-considérable de part et d'autre. Un grand nombre d'Autrichiens s'est précipité dans le Mein. La perte s'élevait déjà, au départ du courier, à 5000 hommes.

P. S. Le Directoire exécutif a nommé pour ministres, savoir; à la guerre, le citoyen Aubert-Dubayet, commandant en chef l'armée des côtes de Cherbourg; à la marine, le citoyen Truguet; aux relations extérieures, Charles Lacroix, membre du corps législatif; à l'intérieur, le citoyen Benezech; pour les finances, le citoyen Gaudin; et à la justice, le citoyen Merlin (de Douai).

Digitized by Google

Jer. 135.

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 20 BRUMAIRE, *l'an quatrième de la République.*
(*Mercredi* 11 *Novembre* 1795, vieux style.)

POÉSIE.

*Mes adieux au bois du Fay près Guy**.*

Adieu séjour charmant, bois solitaire, et sombre,
Qui me prêtait ton ombre
Lorsque du dieu du jour je redoutais les feux!
Adieu séjour délicieux
Dont j'allais troubler le silence (1),
Quand la nuit, sur son char parsemé de saphirs,
Me paraissait, par sa présence,
Rendre plus caressant le souffle des zéphirs!
Où j'entendais la tendre tourterelle
Mêler ses soupirs amoureux
Aux accens doux et gracieux
De la sensible Philomele!
Adieu tilleul chéri, dont les rameaux épais
Ombragent un tapis de mousse et de fougere,
Sur lequel je me reposais
En arrangeant des fleurs pour la jeune Glicere....!
Si quelque jour elle vient près de toi,
Offre lui toujours ton ombrage;
Pour elle garde ton feuillage,
Je saurai lui garder ma foi.

LACAGHE *fils*, *d'Amiens*, *abonné*.

(1) L'auteur y allait souvent donner du cor.

Digitized by Google

CHARADE.

AIR : *Mon pere était pot*, etc.

PLUS d'un marin de mon premier
Redoute l'inconstance ;
Certain docteur, par mon dernier,
Démontre sa science :
Mon tout dans le mois
Arrive six fois ;
Et toujours on le fête :
Il est dans les cieux
Au nombre des dieux
Et sur terre un prophète.

LOGOGRIPHE.

L'ON me méprise avec mon cœur,
Zulmis me chérit sans mon cœur ;
Du premier règne avec mon cœur,
Je suis du second sans mon cœur ;
Souvent je porte avec mon cœur,
Mais l'on me porte sans mon cœur ;
J'ai pieds et tête avec mon cœur,
Ni pieds ni tête sans mon cœur ;
L'hiver je brave, avec mon cœur ;
Je le redoute sans mon cœur :
Esclave, hélas ! avec mon cœur,
J'offre une reine sans mon cœur ;
De crainte d'ennuyer ton cœur,
Lecteur, adieu de tout mon cœur.

Digitized by Google

LITTÉRATURE ÉTRANGERE.

Histoire de la décadence des mœurs chez les Romains, et de ses effets dans les derniers tems de la république, traduite de l'allemand de C. Meiners, professeur ordinaire de philosophie à Gottingue; par René Binet, ancien recteur de l'université de Paris, et professeur-émerite de rhétorique, nommé professeur de langues anciennes des écoles centrales du département de Paris. Un volume in-12 *de* 526 *pages. Prix*, 25 *liv. pour Paris, et* 30 *liv. pour les départemens. A Paris, chez H. S. Jansen et compagnie, place du Muséum. L'an* 3e. *de la République* (1795).

L'ouvrage dont le professeur Binet vient de nous donner la traduction, était connu en Allemagne depuis plus de douze ans, et y jouissait d'une estime fondée sur le mérite et la réputation de son auteur, l'un des écrivains et des savans les plus distingués de la littérature allemande. Montesquieu, dans sa *décadence des Romains*, n'a fait qu'un chapitre très-court sur la corruption des mœurs; mais quoique ce peu de lignes jettées et fondues dans son vaste sujet, soit comme tout ce qu'a écrit ce grand homme, plein de profondeur et d'idées, Montesquieu n'a fait qu'indiquer ce que Meiners a développé. C'est ainsi que dans un tableau de grande composition, l'objet dont le peintre n'a fait sentir que le trait et le motif, devient le sujet principal d'un tableau particulier sous les pinceaux d'un autre artiste.

Le professeur Meiners débute, dans un avant-propos, par la rétractation solemnelle d'un jugement qu'il avait hasardé avec trop de légereté sur Cicéron, dans un discours où il l'avait considéré sous le rapport de son mérite philosophique. On sait que chez les anciens et chez les modernes, si tout le monde s'est réuni pour admirer le génie de Cicéron, on n'a pas toujours porté une opinion aussi favorable de son caractere politique. On lui a reproché une conduite souvent faible et contradictoire, et une vanité demesurée. C'est sur la foi de Brutus, de Salluste, de Plutarque, et même de Montesquieu, que Meiners avait pris de Cicéron une idée aussi injuste; mais la vie de ce grand homme par Middleton,

Digitized by Google

l'a détrompé, et en s'empressant de réparer son erreur, il annonce que c'est à la lecture de Middleton qu'il est redevable de la conception de son ouvrage.

Meiners marque l'époque de la décadence des mœurs chez les Romains à la seconde guerre punique, c'est-à-dire un peu plus d'un siecle avant la naissance de Cicéron. Il en suit les progrès rapides jusqu'à l'entiere destruction de la république sous Octave. Tant que les Romains n'eurent à faire qu'à des peuples plus vaillans que riches, et dont le courage n'était point amolli par le luxe, tant qu'ils combattirent pour leur salut, pour leur liberté, et même pour l'honneur de leur nom, plutôt que dans la vue de conquérir, les Romains conserverent leurs mœurs, et s'éleverent au plus haut degré de gloire et de vertu. Mais du moment qu'ils eurent mis le pied dans l'Asie, et qu'ils étendirent le bras sur ces belles contrées où étaient rassemblés tous les trésors de la terre, et que la nature et l'art avaient ornées comme à l'envi de tout ce qu'il y avait de plus précieux dans l'univers, les Romains commencerent à perdre de cette austérité républicaine qui avait été la cause de leurs triomphes.

Les victoires remportées sur les rois de Macédoine et de Syrie, la prise de Carthage et de Corinthe, les immenses dépouilles qui en furent la suite, la succession d'Attale, firent refluer à Rome les richesses du monde. Le luxe le plus effrené déborda dans toutes les classes; les fortunes particulieres devinrent scandaleuses; la cupidité n'eut plus de bornes; Rome et l'Italie furent inondés d'une multitude d'esclaves qu'amenerent successivement les conquêtes, et qui furent funestes à la population réelle et à l'agriculture. Le long séjour des armées dans les provinces éloignées fit perdre l'esprit de cité, et produisit le relâchement dans la discipline militaire.

En vain quelques exemples de vertus et de bonnes mœurs se montrerent-ils encore au milieu de la corruption générale; en vain les Marcellus, les Scipion, les Paul Emile, les Mummius, les Caton essayerent-ils de lutter contre la pente de leur siecle, leur conduite fut plus admirée que suivie. Bientôt les discordes civiles et les proscriptions de Marius et de Sylla mirent la vie et la fortune des citoyens à l'encan, et apprirent à la république qu'il ne fallait plus compter sur la protection des lois. Les Gracques firent d'inutiles efforts pour mettre un frein à la tyrannie des grands, et ramener aux mœurs

Digitized by Google

républicaines en posant des limites aux trop grandes propriétés ; la violence de leur caractere et sur tout l'orgueil et l'insatiable cupidité des nobles les rendirent victimes de leur zele.

Rome n'offre plus depuis cette époque qu'une lutte sanglante entre la puissance du sénat et celle des tribuns, et le contraste déplorable de l'extrême opulence des grands et de l'extrême misere du peuple. Les provinces furent pillées et opprimées par les proconsuls ; les conjurations se multiplierent ; l'éducation fut négligée ; le libertinage et la licence de la jeunesse, dans les deux sexes, n'attendit plus qu'un pétrone pour les peindre. Enfin, la corruption et la vénalité déborda des sénateurs aux chevaliers, et des chevaliers au peuple, jusqu'à ce que César, mettant à profit sa fortune et son génie, élevât sa puissance sur cet amas de vices et de crimes.

Tel est le tableau rapide des objets qu'a développés Meiners dans cet ouvrage. Il s'est appuyé par-tout du témoignage des auteurs anciens dont il rapporte les passages dans des notes, ce qui ajoute à l'intérêt de ce fragment de l'histoire romaine. Nous terminerons par citer quelques réflexions de l'auteur sur le dernier état de la république.

« Que l'on parcoure, dit-il, l'histoire romaine, ou celle des autres peuples et des autres âges, on ne trouvera point d'époque ni de siecle où l'espece humaine ait tant souffert ; que dans les cinquante années qui suivirent la proscription de Sylla. Jamais dans le même espace de tems on ne vit dans toutes les parties du globe tant de peuples anéantis, tant de pays dévastés, tant de villes ruinées, tant de grandes familles éteintes, tant d'illustres personnages mis à mort, que dans ce demi-siecle, dont les désastres et les forfaits réduisirent pour plus de mille ans les nations les plus considérables au dernier degré de misere et de faiblesse ; sans parler ni des petites guerres passageres, ni des cruautés commises dans les provinces par les gouverneurs romains. C'est dans cet espace de tems que se trouvent, 1°. les victoires de Lucullus et de Pompée sur Mithridate et sur Tigranes ; victoires qui coûterent la vie à des millions d'hommes, puisqu'il en périt jusqu'à cent mille dans une seule bataille : 2°. les guerres contre Sertorius, contre Spartacus, contre Catilina, contre les Pirates ; guerres dont les ravages furent particuliers,

Digitized by Google

ment sur l'Espagne et sur l'Italie : 3°. les défaites de Crassus et d'Antoine, dans chacune desquelles il périt au moins trente mille hommes : 4°. les victoires de César dans les Gaules, qui priverent ce pays d'environ un million d'habitans : 5°. les journées terribles de Pharsales, de Thapse et de Munda, qui dépeuplerent horriblement l'Italie, la Grece, l'Asie, l'Egypte et l'Afrique, et diminuerent à-peu-près de moitié le peuple romain ; les batailles non moins sanglantes de Modene, de Philippes et d'Actium : 7°. les proscriptions d'Antoine, Lépide et Octave : 8°. leur victoire sur Sextus Pompée, dont la défaite et l'infortune acheva d'écraser l'Italie et la Grece, déja si souvent dévastées ; d'extirper, pour ainsi dire, la race des Grecs et des Romains, et d'anéantir la plus grande partie des plus nobles familles de Rome.

» Si l'on considere que le nombre des hommes qui périssaient dans les combats, n'étaient rien en comparaison de ce qu'il en mourait de maladie et d'autres accidens ; que la plupart des nations se détruisaient, non-seulement par l'épée, mais aussi par la corruption des mœurs ; on est étonné que le genre humain dans les pays où il y eut le plus à souffrir, n'ait pas été détruit entierement ; que les arts et les sciences ne s'y soient pas perdus beaucoup plutôt, et que les invasions des barbares dans l'empire romain, affaibli par tant de pertes, n'aient eu lieu que si long-tems après. »

ANNONCES.

Voyage de deux Français en Allemagne, Danemarck, Suede, Russie et Pologne, fait en 1790, 91 et 92. Cinq volumes *in*-8°. brochés. Prix, 600 liv., et 650 liv. franc de port par la poste. A Paris, chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-St-André-des-Arcs.

Cet ouvrage intéressant mérite une attention particuliere ; nous le ferons connaître sous ses différens rapports.

La Rive gauche du Rhin, limite de la République Française, ou recueil de plusieurs dissertations jugées dignes des prix proposés par un négociant de la rive gauche du Rhin ; avec figures, publié par le citoyen Georges Guillaume Boëhmer, ex-député à la Convention nationale rheno-germanique ; *in*-8°.

A Paris, chez Desenne, Louvet et Devaux, libraires, au palais Egalité. L'an 4°. de la République.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 28 Octobre.

Les espérances de la cour de Vienne commencent à se relever par les succès de ses armes sur les bords du Rhin : on assure même qu'elle est décidée aujourd'hui à prolonger la guerre, dont elle se flatte que les dernieres chances lui seront plus favorables. La Grande-Bretagne l'y encourage, en lui fournissant de l'argent; et l'impératrice de Russie fait, dit-on, enfin, marcher à son secours un corps de troupes, qu'elle lui promettait depuis long-tems. Cette petite armée s'avance vers la Gallicie. François II en disposera pour le maintien de la tranquillité dans ses possessions, et en cas de besoin, contre la Porte ottomane; s'il survenait une rupture entre les deux puissances, il ne sera pas obligé de s'affaiblir sur les bords du Rhin, en en retirant des forces. On a remarqué que, depuis quelque tems, le cabinet impérial ménageait beaucoup moins ses co-états, et reprenait avec le corps germanique, le ton de maître auquel il était accoutumé. L'électeur palatin entr'autres en a fait l'expérience dans le désarmement de ses troupes.

La chancellerie impériale a expédié un ordre au département d'Italie, de mettre en liberté les prisonniers français Semonville, Beurnonville, Maret et autres députés, qui doivent être accompagnés, avec tous les égards convenables, à Basle, où *ils seront* remis entre les mains des commissaires de leur nation. Ceux-ci leur remettront en échange la fille de Louis XVI, qui doit se trouver à cette époque dans la même ville. Cependant il n'est encore parti d'ici ni cavalier ni dame pour aller au-devant de cette princesse.

Il arrive dans ce moment un courier expédié par le général Wurmser. Le bruit s'est aussi-tôt répandu d'un avantage remporté par notre armée sur le Neckar; mais on n'en donne aucun détail.

On a communiqué au baron de Reichlin, chargé des affaires de la cour électorale palatine, la note par laquelle il consta

Digitized by Google

que le gouvernement de Manheim a été contraint, sans distinction d'officier et de soldat, de mettre bas les armes devant notre armée du Necker. Le baron de Reichlin a présenté en conséquence une note de réclamation contre cet acte fait par les généraux qui commandent dans cette partie. Notre cour a répondu par une autre note, dans laquelle, au milieu de quelques discussions politiques, elle expose que ce n'est pas le premier exemple qu'une armée amie ait fait déposer les armes à une autre armée dans des circonstances pareilles. Jusqu'ici cette affaire n'a point eu d'autres suites, et n'a aucunement altéré la bonne intelligence entre les deux cours impériale et palatine.

De Dresde, le 11 octobre. Un courier, arrivé ici la nuit du 7 au 8, a apporté la nouvelle de la séparation du contingent saxon d'avec l'armée autrichienne. Ce corps, fort de 9000 hommes, et commandé par le lieutenant-général Lindt, a quitté la grande armée impériale les premiers jours de ce mois, pour marcher vers les frontieres de la Saxe. Il est attendu à Plauen, le 16 de ce mois.

Cette détermination de l'électeur a causé ici une grande joie; elle était desirée depuis long-tems.

De Vienne, le 19 octobre.

Hier soir, le major Pfanger, qui a apporté la nouvelle de la délivrance de Mayence, a fait son entrée solemnelle dans cette résidence, précédé de 24 postillons donnant du cor. L'on ne peu se faire une idée de la joie que cette nouvelle a causé à tous les habitans de Vienne.

Les langes sacrés envoyés de Rome par le saint-pere, pour l'héritier présomptif du trône, sont arrivés ici ces jours derniers. L'on parle d'un superbe présent que notre cour doit envoyer en retour à sa sainteté.

L'épouse de Lafayette est arrivée ici avec ses deux filles; elle a demandé à sa majesté l'empereur la permission de rester près de son époux, ce qu'elle a obtenu.

Elle s'est mise en route aussi-tôt après pour la forteresse où Lafayette est détenu.

L'on a de nouveau rempli les magasins de la Bohême et de la Moravie.

Voici quelques détails ultérieurs sur les succès des armées combinées de Clairfayt et de Wurmser, qui commencent à relever le courage des Autrichiens. La perte des Français est

Digitized by Google

considérable, on ne peut se le dissimuler. Mais leur courage, leur constance et les talens de leurs généraux peuvent la réparer, comme ils l'ont fait dans des circonstances encore plus fâcheuses.

Les dix derniers jours ont été très-remarquables dans nos environs ; ils étaient remplis de troupes ; aujourd'hui on n'en voit plus : l'armée française, qui se retire vers le Rhin avec encore plus de rapidité qu'elle n'en était venue, est déja actuellement derriere la Lahn.

Cependant la grande bataille, à laquelle nous nous attendions dans la province de Francfort, n'a pas eu lieu ; et Bergen, où le sang coula avec tant d'abondance dans la guerre de sept ans, n'en a pas été une seconde fois le théâtre, ainsi qu'il était apparent il y a quinze jours. Sans en venir à une action décisive, le général Clairfayt a déposté l'armée française : Mayence est délivré ; et les assiégeans, qui avaient déja fait des travaux étonnans, sur-tout en terre, devant la place, et s'y étaient construits des logemens pour y passer, s'il le fallait, l'hiver même le plus rigoureux, ont tout abandonné avec tant de hâte et de précipitation qu'on y a trouvé tout, particulierement des provisions de bouche en abondance.

L'armée de Sambre et Mense s'est retirée vers Dusseldorff, et prend une position respectable entre cette ville et la ligne de démarcation. Elle prépare tout pour tâcher de se maintenir dans cette partie de la rive droite du Rhin. Les républicains se couvrent de retranchemens élevés à la hâte. Ils font de tous côtés d'énormes abattis d'arbres pour les garnir de palissades. Le beau parc situé auprès de Dusseldorff vient d'être presque entierement détruit à cet effet. Malgré ces préparatifs, l'armée française aura de la peine à se maintenir dans une position naturellement mauvaise, et qui n'est appuyée que par une ville peu capable de résister à une attaque vive. On croit que les républicains repasseront le Rhin.

Les habitans de Dusseldorff ne sont pas sans inquiétude sur leur sort. Les Français ont eu la précaution de conserver toutes leurs batteries sur la rive gauche et vis-à-vis de cette place. Ils craignent qu'en cas de retraite, les Français ne bombardent leur ville.

D'autres avis authentiques, reçus des bords du Rhin, portent que les Autrichiens sont déja a Dentz et à Mulheim, et qu'ils s'avancent dans l'intention d'attaquer de nouveau l'armée du général Jourdan. On ajoute que les paysans de la rive droite du Rhin se sont armés contre les Français, et qu'un corps de douze à quatorze mille hommes de cette milice fait un service irrégulier dans l'armée autrichienne. Derniere-

Digitized by Google

ment même, des troupes françaises, embarquées sur des bateaux qui allaient de Bonn à Dusseldorff, ayant été poussées par des vents contraires près de la rive droite, ces paysans sont accourus armés de fusils, et ont fait feu sur elles. Un volontaire a été tué; un sergent et un officier ont été grievement blessés. Le général Grenier a fait faire un feu terrible des batteries de la rive gauche; un grand nombre de maisons ont été incendiées.

ITALIE.

Milan, 15 *octobre*. Un journal de l'armée austro-sarde contient les détails suivans :

« Le 26 septembre, un corps de six mille Autrichiens, divisé en plusieurs colonnes, se mit en marche vers le col de Tambuco, et ayant rencontré un poste ennemi de 25 hommes, ce poste se replia. Les Autrichiens s'étant emparés du fortin qu'il occupait, s'avancerent vers le col du Saint-Esprit, dans le dessein de s'emparer des hauteurs voisines; mais arrivés à la portée du fusil ils furent assaillis d'une grêle énorme de gros quartiers de rochers que les Français avaient attachés avec des cordes qu'ils couperent à l'approche des Autrichiens, de sorte que ceux-ci, qui reçurent en même-tems une quantité immense de coups de canon à mitraille, furent obligés de se retirer à l'approche des Français, qui sortirent aussi-tôt de leurs retranchemens. Le général Dargenteau, ayant couru au secours des colonnes avec quatre compagnies du régiment de Nadasti, leur donna les moyens de se rallier; elles se remirent en front de bataille, et il s'en suivit un combat opiniâtre, à la fin duquel les Français reprirent leur poste : on estime notre perte à 600 hommes, tant tués que blessés et fait prisonniers.

» On assure que dans une affaire particuliere au col des Termes, un corps autrichien a déserté tout entier. Le 9 de ce mois, 100 de ces déserteurs furent conduits enchaînés à Alexandrie; comme ils étaient écartés de la grande route, ils tomberent dans un détachement de nos troupes qui avait été mis à leur poursuite. »

ANGLETERRE. ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

On apprend de Charles-Town, que le 14 juillet, anniversaire du jour de la prise de la Bastille, les citoyens français qui étaient dans cette ville se sont réunis à la maison du consul. De-là, ils se sont rendus, ayant le consul à leur tête, et un grand nombre d'officiers républicains avec

Digitized by Google

eux, à la maison du gouverneur de Charles-Town à East-Bay. Une musique guerriere, qui jouait des airs patriotiques, ouvrait la marche. Le gouverneur a accompagné le cortège à bord de la corvette l'*Insolent*, où l'on voyait flotter les pavillons français et américains ; pendant qu'il entrait à bord, les officiers et l'équipage de la corvette entonnerent l'hymne des Marseillais, et il fut salué de 22 coups de canon, auxquels il fut répondu de la même maniere par cinq vaisseaux français à l'ancre dans la riviere. Après avoir pris quelques rafraîchissemens, le gouverneur se rendit à terre au milieu des cris répétés : *Vive la République !*

P. S. Le *Morning-Chronicle*, du 30, annonce que la veille, le roi avait fait l'ouverture du parlement. Malgré les précautions prises pour préserver sa personne des insultes que présageait le mécontentement public, une foule innombrable de citoyens de toute classe accompagna sa voiture jusqu'au parlement, avec les cris : *Point de Pitt ! Point de guerre !* Une pierre y fut jettée, qui ne l'atteignit pas. En revenant du parlement, les mêmes cris recommencerent, de St.-James jusqu'à Buckingham, et comme le roi était forcé d'aller fort lentement, il fut exposé fort long-tems. A peine fut-il descendu de sa voiture que le peuple la mit en pieces. Les morceaux en furent vendus, jusqu'à une demi-couronne. Lord Grenville se rendit à la chambre des pairs, qu'il invita de s'occuper à l'instant du salut de la personne du roi, et de demander des commissaires à la chambre des communes. Celle-ci refusa d'abord, par l'organe de son orateur, parce que le motif de la demande n'avait pas été spécifié. Cette forme ayant été remplie, les commissaires furent accordés.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES ANCIENS.

Présidence de Lareveillere-Lépaux.

Séance de primedi, 11 *Brumaire.*

Lareveillere-Lépaux, Letourneur (de la Manche), Rewbell et Barras écrivent qu'ils acceptent leur nomination au directoire exécutif.

Sieyes refuse pour rester dans le conseil des Cinq-cents. Ma détermination a été prise avec toute la maturité dont je suis susceptible, dit-il, et il m'est impossible de croire que l'homme qui, depuis le commencement de la révolution, a été en butte à tous les partis, puisse réunir la confiance générale.

Gouly demande que le conseil des Cinq-cents soit prévenu de cette démission, afin qu'il présente une nouvelle liste de six candidats.

Charlier demande l'ordre du jour, parce que tout Républicain est en requisition pour l'intérêt public.

Benard croit qu'il n'est pas besoin de demander une nouvelle liste au conseil des Cinq-cents.

Lanjuinais répond que le conseil des Anciens a épuisé son droit en votant sur la premiere liste. Il demande l'ajournement à demain de toute décision, parce qu'il serait possible, dit-il, que ce délai nous dispensât d'en prendre aucune.

Johannot croit qu'il n'était pas de la dignité du conseil d'ajourner, et que d'ailleurs les circonstances réclament impérieusement la prompte formation du directoire.

L'ajournement est rejetté, et il sera envoyé un message au conseil des Cinq-cents.

On procede à l'élection d'un président pour remplacer Lareveillere-Lépaux. Baudin réunit la majorité des suffrages.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Daunou.

Lehardy annonce que Cormatin et ses complices ont invoqué la loi de l'amnistie qui absout de tout délit révolutionnaire, excepté de ceux relatifs au 13 vendémiaire.

Le conseil passe à l'ordre du jour.

Digitized by Google

Le comité de salut public, remplissant les fonctions du directoire exécutif, propose au conseil, conformément à la constitution, de prendre en très-grande considération la rentrée dans leurs foyers, d'une foule de défenseurs de la patrie. Il invite le conseil à prononcer une amnistie en faveur des délinquans actuels qui rejoindront leurs bataillons; mais à frapper de peines très-sévères ceux qui, à l'avenir, se rendraient coupables de désertion.

Il finit ainsi : Intéressez les parens à faire marcher leurs enfans à leur poste; intéressez les fonctionnaires publics à faire exécuter rigoureusement la loi du 10 thermidor; suspendez l'exécution de la loi qui accorde des congés, et par ces moyens joints à ceux que votre sagesse vous inspirera, vous déjouerez les manœuvres de vos ennemis.

La majorité des suffrages se réunit en faveur de Camus pour la place d'archiviste de la République.

Les cinq membres de la commission des finances sont : Defermond, Dauchy, Girousi (de la Charente), Eschasseriaux et Ronzet.

C'est sur la motion de Lecointre Puiraveau que cette commission a été nommée.

Fermond a appuyé cette proposition. Il a de plus demandé que cette commission fût chargée de revoir la loi sur la taxe de guerre qu'il regarde comme impraticable sous plusieurs rapports.

Dubois-Crancé prouve par des calculs la nécessité de revoir également la loi sur la contribution moitié en nature, qui, selon lui, telle qu'elle est rédigée, ne peut atteindre le but qu'on s'est proposée. En conséquence, il propose la suspension de l'exécution de cette loi.

Lecointre : « Si les denrées ont augmenté dans une aussi forte progression depuis huit jours, nous ne pouvons l'attribuer qu'à la loi sur la taxe de guerre. Le marchand se voyant contraint de payer une forte taxe, a été obligé de vendre plus cher ses marchandises. Je demande que la loi sur la taxe de guerre soit pareillement suspendue jusqu'après la revision. »

Un membre : « J'observe que nous ne pouvons prendre à ce sujet qu'une résolution, et que nous ne pouvons suspendre l'exécution d'aucune loi sans le concours du conseil des Anciens. »

Boudin : « Je demande que la commission que vous avez créée fasse son rapport en comité secret. »

Roux, Boissié et Génissieux demandent la parole.

Laurenç. t, par motion d'ordre : « Mettons fin à ces discussions qui tendraient à divulguer ce qui a été dit. Renvoyez à la commission des finances tous ceux qui croiront

Digitized by Google

voir des renseignemens ou des vues utiles à communiquer. » Adopté.

Les quatre membres qui avaient annoncé au conseil des Anciens qu'ils acceptent leur nomination au Directoire exécutif, écrivent aussi à celui des Cinq-cents pour le même objet, et lui font part de leur résolution. Sieyes motive également son refus. Le conseil arrête qu'il sera formé le lendemain une liste de candidats pour son remplacement.

Sur la motion de Génissieux, le conseil arrête encore qu'il sera formé une commission de cinq membres pour la vérification définitive des pouvoirs des membres de l'Assemblée.

Un membre : « Nos pouvoirs ont été vérifiés ou ils ne l'ont pas été. Dans le premier cas, une commission est inutile ; dans le second, que sommes-nous donc ici ? Tout ce que nous avons fait depuis le 6 brumaire est donc nul ? Au surplus, comme quelques nominations ont pu être illégales, je demande que, si la motion de Génissieux est maintenue, les commissaires ne fassent autre chose que confronter les membres du conseil avec la constitution, et qu'ils soient admis sans difficulté, si la constitution ne les repousse pas. »

Lecointre-Puyravaux : « Il est bien étrange qu'on veuille faire croire que nos opérations seraient nulles, parce qu'il se trouverait parmi nous des hommes élus contre le vœu de la constitution. Quoi ! si dans quatre ou cinq mois d'ici nous trouvions un émigré parmi nos collègues, il faudrait en conclure que tout ce que nous aurions fait jusques-là serait nul ? C'est un raisonnement absurde. Je demande l'ordre du jour sur la motion du préopinant, et qu'on adopte la rédaction présentée par Génissieux. » Adopté.

Conseil des Anciens.

Séance du duodi, 12 *Brumaire.*

Le conseil ne s'est occupé que de nominations dans cette séance. Il a confirmé le choix du citoyen Camus pour archiviste de la République, et nommé Crenzé-Latouche secrétaire, à la place de Baudin (des Ardennes).

Conseil des Cinq-cents.

Le président annonce que l'ordre du jour est la formation d'une liste de dix candidats pour remplacer Sieyes au directoire exécutif.

Duplantier : Je demande la parole pour une motion d'ordre. Nous devons présenter au conseil des Anciens une liste décuple ; évitons avec soin de la remplir de noms inconnus. (Murmures.) Qu'on n'y voie que des hommes dignes de la

Digitized by Google

confiance et de l'estime publique, et capables de faire hésiter le conseil des Anciens dans son choix; de grands publicistes, des généraux connus. (Murmures.) Ce sont des têtes à grandes conceptions, à grands moyens, qu'il faut signaler d'avance. S'écarter de ces principes, ce serait ôter au candidat élu la plus belle feuille de sa couronne civique, en le privant de toute concurrence; ce serait rendre illusoire la participation du conseil des Anciens, et vous charger d'une immense responsabilité. Je demande qu'on envoie au conseil des Anciens les noms de tous ceux qui auraient obtenu des suffrages, sauf à lui désigner les dix qui en auront obtenu davantage. (Murmures.)

Lecointre-Puyravaux : Ce n'est point à des hommes qui ont traversé les orages de la révolution depuis cinq ans, qu'on doit tracer la conduite qu'ils ont à suivre. Le discours du préopinant ne tend qu'à jetter de la défaveur sur le comité dès sa naissance; il n'est qu'une satyre indécente contre tout ce que vous avez fait lors de la formation du directoire.

L'appel nominal, s'écrie-t-on de toutes parts. Le conseil passe à l'appel nominal. On forme dix bureaux pour le dépouillement des scrutins.

Les membres du directoire exécutif consultent le conseil sur la question de savoir si un membre du corps législatif, qui accepterait les fonctions de ministre, pourrait, en les quittant, rentrer dans le corps législatif.

Thibaudeau : Cette question n'en est pas une. Un membre du corps législatif est nécessairement obligé de donner sa démission, lorsqu'il accepte les fonctions de ministre. Je demande l'ordre du jour, motivé sur l'art. XLVII du titre V de la constitution, portant qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de membre du corps législatif et les autres fonctions publiques.

Fermont : Je ferai une autre observation; c'est qu'un ministre est responsable, et qu'il pourrait se soustraire aux poursuites, en donnant sa démission pour rentrer dans le corps législatif. J'appuie la motion de Thibaudeau. Elle est décrétée.

CONSEIL DES ANCIENS.

Séance de tridi, 13 Brumaire.

Le président donne lecture du message du conseil des Cinq-cents, contenant la liste décuple pour la nomination d'un membre du Directoire. On procede sur-le-champ, par scrutin de nomination et par scrutin de réduction, au choix d'un citoyen parmi les dix candidats. Sur 213 votans, la majorité absolue était de 107. Carnot a obtenu 117 suffrages. Il a été proclamé en conséquence membre du Directoire.

Digitized by Google

Les officiers municipaux de Saintes annoncent que Barrere s'est échappé de la maison d'arrêt où il était détenu. Renvoyé au directoire exécutif.

Thibaudeau présente un projet de résolution, qui a pour objet de continuer dans ses fonctions le directeur-général de la liquidation, chargé de liquider les pensions, gratifications, secours ou indemnités dus ou mérités avant le 1er. janvier 1790. Il observe que les petits rentiers souffrent beaucoup des circonstances. Il propose au conseil de déclarer qu'il y a urgence, et d'envoyer le projet de résolution au conseil des Anciens.

Le conseil déclare qu'il y a urgence, et le projet de résolution mis aux voix est adopté. Un messager d'état va le porter au conseil des Anciens.

On procede à l'appel nominal pour le choix des cinq membres de la commission de la vérification des pouvoirs, et pour la formation d'une liste de 15 candidats, parmi lesquels le conseil des Anciens choisira cinq commissaires de la trésorerie.

Le président du conseil militaire chargé de juger Cormatin et ses co accusés, envoie au conseil des Cinq-cents une lettre signée d'eux, et dont voici l'extrait :

« Nous avons reçu hier notre acte d'accusation, nous ne sommes pas embarrassés d'y répondre. Nous vous demanderons seulement si vous connaissez la loi du 4 brumaire. En ce cas, il serait important que les représentans Guezno, Guermeur, Bollet et Boursault, fussent entendus. »

Le président du tribunal demande que, si le premier objet de la pétition de Cormatin n'est pas accueilli, les quatre représentans réclamés par les prévenus se présentent le 15 au tribunal.

Thibaudeau : Je ne crois pas que Cormatin et ses complices soient compris dans la loi d'amnistie, comme ils semblent le prétendre. Il serait bien étonnant que celui qui a volé une croix n'y fût pas compris, tandis que Cormatin qui a violé la foi d'un traité, jouirait des faveurs qu'elle accorde. Le conseil ne peut prendre aucune résolution sur la requête de Cormatin. Je demande qu'il se borne à arrêter que les représentans nommés sont autorisés à se rendre au tribunal militaire aujourd'hui.

Lecointre-Puyravaux : La loi du 4 brumaire porte formellement que l'amnistie ne sera point promulguée dans les départemens de l'Ouest. Ainsi, les chefs qui ont porté le fer et la torche dans ces belles contrées, ne peuvent y être compris

Digitized by Google

pris. Au reste, le conseil peut suivre ce qui a été pratiqué jusqu'ici. Aucun tribunal ne peut mander un représentant, à moins que le corps législatif ne l'autorise. Je demande cette autorisation.

Le conseil passe à l'ordre du jour sur la première partie de la lettre de Cormatin, et il autorise le tribunal à entendre devant lui les représentans Guermeur, Guezno, Bollet et Boursault, pour être entendus le 15 brumaire.

Le conseil des Anciens informe celui des Cinq-cents que Carnot a réuni la majorité des suffrages pour le remplacement de Sieyes au directoire exécutif.

Conseil des Anciens.

Séance de quartidi, 14 Brumaire.

Carnot écrit qu'il accepte la place de membre du directoire avec la crainte que lui inspirent ses faibles talens; mais avec le courage que donne à un républicain le désir de servir sa patrie.

Merlin (de Douai) fait aussi part de son acceptation de la place de ministre de la justice. S'il n'avait consulté que sa faible santé, il l'aurait refusée; mais il a consulté en même tems l'avantage d'être utile à ses concitoyens, et il s'est déterminé.

Charles Lacroix annonce la même chose. Celui-ci étant un des secrétaires laissait cette place à nommer. Le conseil s'en occupe, et les voix s'étant partagées entre Tronchet et Vernier, le premier, parce qu'il est plus âgé, est proclamé secrétaire.

Conseil des Cinq-cents.

Un membre demande à faire une motion d'ordre sur les finances.

Génissieux craint qu'une discussion sur cette matière ne devienne dangereuse. Il demande que son collègue soit invité à porter à la commission des finances le fruit de ses méditations. Adopté.

Sur la motion de Delcloy, le conseil arrête qu'il formera une commission de cinq membres pour l'organisation des secours publics.

On donne lecture d'un message par lequel le directoire déclare qu'il est installé. Ce message est signé des cinq directeurs et du citoyen Trouvé, secrétaire du directoire.

Le citoyen Trouvé était l'un des rédacteurs du *Moniteur*. Il est très-jeune, mais recommandable par des talens dramatiques. On paraît regretter que le directoire l'ait enlevé si jeune à une carrière qui lui promettait des succès.

Un autre message du directoire, daté d'hier, invite le

Digitized by Google

conseil à prendre en considération la nécessité de former l'administration du département de la Seine, et celles du canton de Paris; l'assemblée électorale de ce département n'a pu élire les administrateurs, parce qu'aux termes de la loi ses opérations devaient être terminées dans les dix jours.

Lakanal prononce un discours relatif à la confection des livres élémentaires pour les écoles primaires. Ce discours sera imprimé.

Un nouveau membre, qui est du département de l'Ouest, prend la parole : Vous avez formé, dit-il, une commission des finances pour arracher le peuple au monstre de l'agiotage: je vous propose, moi, de former une commission pour faire cesser la guerre civile. Détruisez Charrette, et vous aurez fermé le gouffre où vont s'engloutir assignats, chevaux, subsistances. Philippeaux voulut vous faire connaître la vérité; il fut assassiné. J'aurai le courage de vous la dire; vous aurez aussi le courage d'en entendre les terribles accens.

Ce membre assure que la Vendée existera tant que Charrette n'aura pas été anéanti. Il annonce qu'il y a de bonnes mesures à prendre, mais il n'en propose aucune.

Villers demande que le préopinant fasse connaître au Directoire les renseignemens qu'il peut avoir sur la guerre de la Vendée; il observe que les comités de gouvernement ont pris, peu de jours avant leur dissolution, des mesures très-propres à terminer cette guerre, mesures dont le Directoire poursuivra sans doute l'exécution avec toute l'activité nécessaire.

Un autre membre parle des persécutions dirigées contre les patriotes dans le Calvados. Le tout est renvoyé au Directoire.

La commission nommée pour la vérification définitive des pouvoirs, fera demain son rapport.

Conseil des Anciens.

Séance de quintidi, 15 *Brumaire*.

Lanjuinais fait un rapport sur une résolution du conseil des Cinq-cents, prise avec déclaration d'urgence, et portant que le directeur de la liquidation générale continuera d'être chargé, sous sa responsabilité et sous la surveillance du Directoire exécutif, de la liquidation des pensions, gratifications ou secours dus ou mérités avant le 1er. janvier 1790, ainsi que des pensions accordées aux employés supprimés et aux gagistes de la ci-devant liste civile. Cette résolution est motivée sur ce que cet article a été oublié dans la loi du 3 brumaire, sur la liquidation générale de la dette publique, et qu'il importe de venir au secours d'une foule de pensionnaires qui n'ont que leurs pensions pour subsister.

Digitized by Google

Le conseil déclare d'abord que les motifs d'urgence sont suffisans. Quelques difficultés s'élèvent ensuite sur le mode de délibération.

Lacuée met en question, si le conseil a le droit de sanctionner le rapport ou la modification d'une loi ancienne; il craint que, par cette voie, l'on ne parvienne à faire participer en quelque sorte le conseil aux lois de sang qui auraient pu, dit-il, être portées par la Convention nationale.

On répond au préopinant que les fonctions du conseil se bornent à adopter ou à rejetter les résolutions des Cinq-cents, quels que soient la modification ou le rapport d'une loi ancienne, ou simplement la proposition d'une loi nouvelle.

Le conseil sanctionne la résolution des Cinq cents sur la liquidation des pensions, gratifications et secours dus avant janvier 1790.

Le conseil des Cinq-cents envoie une liste triple des candidats qu'il propose pour les places de commissaires à la trésorerie nationale. La nomination est arrêtée pour la prochaine séance.

Le Directoire exécutif, en notifiant au conseil l'acceptation de Merlin (de Douay) et de Charles Delacroix, rappelle l'article XIV de la loi du 30 vendemiaire dernier, qui porte qu'il sera tenu un tableau des membres de la Convention nationale qui auront eu le plus de voix après ceux qui auront été élus, pour remplacer ceux qui auraient accepté d'autres fonctions, jusqu'au 15 brumaire, époque à laquelle il n'y aura plus lieu à remplacement, à moins qu'il n'y ait réduction d'un tiers dans la Convention.

Dupont présente quelques réflexions sur ce message: Le Directoire, dit-il, nous a donné connaissance de cette nomination; il n'a fait là que son devoir; mais on a lieu de s'étonner qu'il ait fait précéder cet avis d'une observation par laquelle il rappelle une loi du 30 vendémiaire dernier, qui fixe au 15 brumaire l'époque où il ne doit plus être fait dans le Corps législatif de remplacement, que dans les cas prévus par la constitution. Il doit y avoir ici une religion, une vertu, un honneur, c'est l'attachement inviolable à la constitution. Or, la constitution ne veut de remplacement que lorsque le nombre des membres d'un conseil se trouve réduit aux deux tiers. Que signifie cette loi du 30 vendemiaire, puisqu'elle contrarie la constitution? (Bruit.) Elle ne pourrait nous lier qu'autant que nous l'aurions sanctionnée. (Murmures.) Les lois des 5 et 13 fructidor, sanctionnées par le peuple, veulent qu'il n'y ait dans le Corps législatif que 500 membres de la Convention; mais si la loi du 30 vendémiaire avait vigueur, il pourrait y en avoir bien davantage; car les membres du troisieme tiers qui auraient donné leur démission, ou qui auraient été nommés à quelques places, se trouveraient

Digitized by Google

remplacés par des membres de la Convention ; d'où il s'ensuivrait que le peuple ne serait pas représenté comme il a entendu l'être.

Cornilleau observe que Dupont viole l'acte constitutionnel, en provoquant le rapport d'une loi, provocation qui n'appartient qu'au conseil des Cinq-cents. En conséquence, il demande l'ordre du jour.

La motion de Dupont n'étant appuyée par personne, le conseil ne passe pas même à l'ordre du jour.

Le président invite les membres à tenir leurs opinions religieusement circonscrites dans les limites constitutionnelles. Il leve la séance.

Conseil des Cinq cents.

Le rapporteur de la commission de la vérification des pouvoirs dit que la loi du 30 vendémiaire a fixé jusqu'au 15 brumaire le delai pour remplir les places vacantes dans le corps législatif. La Convention nationale supposait qu'à cette époque tous les procès-verbaux seraient arrivés aux archives. Mais elle a été trompée dans son attente. Il y a neuf départemens qui n'ont pas encore pu faire parvenir les leurs : ce sont ceux de l'Aisne, d'Eure et Loir, du Finistere, du Gard, d'Indre et Loire, de la Mayenne, de Morbihan, des hautes et basses Pyrénées. La commission me charge de vous proposer de déclarer qu'il y a urgence, et de prolonger jusqu'au 30 de ce mois le délai fixé par le décret du 30 vendémiaire.

Adopté.

La commission s'est occupée déja de la vérification des pouvoirs ; elle a vu avec plaisir qu'un grand nombre de nos collégues s'étaient conformés à la loi, et que peu de corps électoraux avaient commis d'irrégularités.

Plusieurs membres réclament contre la résolution qui vient d'être prise, et en demandent le rapport. Ils declarent qu'elle est inconstitutionnelle ; que la constitution ne permet pas de suppléer à un représentant par un individu qu'on appellerait dans le corps législatif ; que d'ailleurs la législature a été constituée le 5 brumaire, et qu'on ne peut faire de remplacement que dans le cas de réduction d'un tiers.

En vain les membres de la commission défendent leur projet ; le conseil rapporte la déclaration d'urgence et la résolution.

Le Directoire exécutif demande, par un message, qu'il soit mis à sa disposition une somme de trois milliards pour le service des départemens ministériels et pour les dépenses extraordinaires qu'il ordonnera directement.

Monnot convertit la demande en motion.

Digitized by Google

Un membre demande l'ajournement jusqu'après le rapport de la commission des finances.

Fermond n'en voit pas la nécessité ; il craint d'ailleurs que tout retard ne soit nuisible aux opérations du gouvernement.

Sur sa motion, le conseil déclare qu'il y a urgence, et arrête qu'il sera mis une somme de trois milliards à la disposition du Directoire exécutif, à la charge par lui de présenter le tableau de l'emploi qu'il en aura fait.

L'on agite la question de savoir si ce sera le Directoire exécutif qui fera payer au Corps législatif ses indemnités, ou la trésorerie nationale, sur le mandat des inspecteurs de la salle.

Baraillon prétend que c'est un objet d'administration qui appartient à ce Directoire ; mais Génissieux y voit un grand inconvénient. Il suppose le cas où un de ses membres chercherait à devenir un usurpateur, et compterait parmi ses moyens celui de faire manquer le Corps législatif pour le conduire à une dissolution, et il demande que les députés soient payés directement par la trésorerie nationale sur les mandats des inspecteurs de la salle. Sa proposition est adoptée.

Liste des représentans du peuple qui composent le conseil des Anciens.

A. — J. Allafort. C. J. M. Alquier. J. C. Amyon. Artaud-Blanval. P. J. B. Auguis.

B — C. F. Balivet. P. Ballard. J. E. Bar. F. Barbé Marbois. L. Barreau. J. A. Barrot. P. C. L. Baudin. J. B. Bausy. C. H. Bazoche. J. Becker. J. F. Belin. M. Berard. Bernard. L. Besnard-Saint-Afrique. A. Beffrand. F. J. Blanc (de la Marne). N. F. Blaux. J. J. Brauth. Brard. J. Brival. J. Brossaret-Boisset. C. A. Balot. S. J. H. Bonnessœur. A. S. Boucher. A. Bouillerot. J. F. A. Bourgeois. N. Bourgeois. H. G. C. Boureu. P. Boussion. C. L. L. Boyaval.

C. — A. Cabaroc. P. Champmartin. L. N. M. Carnot. P. Castilhon. F. M. Chaignart. E. Chaillon. J. M. Chambon-Latour. L. J. Charlier. R. F. Chartier. J. S. Chatry-Lafosse. J. B. Clauzel. J. B. J. Claverye. C. Cochon. A. Conte. V. C. Corbel. S. J. Coren-Fustier. R. Cornilleau. B. Courtois. J. B. Courtisson-Dumas. F. D. Crecy. J. B. Creniere. E. Cretet. Creuzé-Latouche. M. P. Creuzé.

D. —. F. J. B. Dalphonse. M. F. Dandenac aîné. J. Dandenac jeune. J. S. Dautriche. J. Debourges. B. M. Decomberouse. J. A. Delacoste. C. Delacroix. H. B. Delattre. E. Delcher. J. F. B. Delmas. G. F. Dentzel. M. Deperre. Depierreay. J. F. Derazey. F. M. Dercuty. G. Desgraves. Y. M. Deniche.

Digitized by Google

L. J. Detorcy. J. Devars. A. Deverité. E. Deydier. E. M. Disenty. C. Douge. Duboué Dufessien. Dugue-Dassé. M. Dumas. M. Dumery. P. S. Dupont. E. L. Dupuch. Durand-Maillane. J. Dussaulx. L. Dussieux. J. F. Dutrou Bornier.

E. — P. R. Esnaut. A. Estadens.

F. — G. Faye. C. B. Fauvre-Labrunerie. J. J. Ferrand-Vailland. E. J. Ferroux. Fontenay. J. Fourcadr. A. F. Fourcroy. R. François-Primaudiere.

G. — L. J. Garos. A. F. Gauthier (de l'Ain). Gérard-des-Rivieres. J. F. O. Gerente. P. Gibergues. A. M. A. Girard. C. J. E. Girard. C. J. Girault. J. L. Girod. J. B. Girot-Pouzol. B. Gouly. Goupil Prefeln. J. F. Goupilleau (de Fontenay). J. J. Goyard. J. J. Grison. P. Guchan. J. T. M. Guermeur. J. Guineau. J. B. Gittard. F. Guyot.

H. — F. Hamoat. J. B. Harmand. L. Havin. C. R. Hecquet. J. B. Herard. L. A. Himbert.

J. — J. Jac. L. Jevardat-Fombelle. J. Johannot.

K. — L. Kauffmann.

L. — J. B. Laboissiere. Lacharnaye-Dumont. Lachieze. J. P. Lacombe (du Tarn). J. G. Lacuée. J. D. Lanjuinais. C. Larmagnac. A. D. Lafond-Ladebat. J. B. Launoy. Laurent (de Lot et Garonne). R. P. F. Lebreton. C. F. Lebrun. L. H. Lecordier. B. Lecouteulx-Canteleu. A. B. Ledanois. L. Legendre (de Paris). A. F. B. Legonarc-Grandmesnil. J. Legrand. B. P. Lehaut. S. S. C. Lemoyne (du Calvados). J. S. Lepaige. L. H. Letourneur (de la Manche. G. F. J. Liborel. S. Ligeret. R. T. Lindet. P. Loyset. Lomont. G. J. F. Loysel.

M. — F. Maignen. A. Mailly. G. Males. Malville. J. B. Marragon. A. Marbot. P. Martel. Maupetit. Mazade. A. Mailland. H. Menuaud. P. A. Merlin (de Douai). J. M. F. Merlino. P. Michel (de la Meurthe). G. Michel (du Morbihan). A. Michel (du Rhône). J. B. Mills. E. H. Mistouflet. Moisset (du Gers). E. Mollevaut. Moreau (de la Meuse). H. Muraire. J. M. Musset.

N. — P. C. Nioche. J. Nion.

P. — J. J. Paillet. B. Paradis. J. P. Peneau. P. N. Perrée. J. B. Personne. J. P. Pescheur. C. Petiet. A. A. M. Picault. J. B. Pierre. U. R. Pilastre. R. F. Plaichard-Chottiere. J. Poisson. G. Porcher. J. E. M. Portalis. F. Pougeard-du-Limbert. J. C. Poullain-Grandprey. F. M. Poultier.

R. — J. A. Rabaud-Pommier. L. A. E. Rallier. I. Raspieller. G. A. Regnier. C. L. Reguis. C. L. F. Regnaud-Bretel. L. M. la Revellere-Lépaux. J. Ribet. L. J. Richoux. J. G. Robin. Roger-Ducos. P. Rossée-de Bellefort. F. Rouhaud. J. P. Rouhier. J. Rousseau. Rovere. C. A. Rudel. D. Roy.

Digitized by Google

S. — Saladin, J. Salleles. N. L. Saligny. G. Sauvé. L. F. L. Segrétain. J. J. Seres (de l'isle de France) S. J. Servonat.

T. — L. H. Taitegraig. P. J. F. Turreau. P. Thibault. C. Thierret. J. N. Topsent. L. G. Tridoulat. F. D. Tronchet. G. A. Tronson-Ducoudray.

V. — C. Vasher. J. L. N. Vaillant. Varlet. C. B. F. Verneroy. T. Vernier. P. J. Vernin. A. Vidalet. J. J. Viennet. C. B. Vigneron. P. C. V. Vincent. J. N. Viguy.

Y — C. A. Ysabeau.

Fin du décret sur les costumes, rendu par la Convention, dans la séance du 4 brumaire.

Messagers d'état. Veste longue et blanche; ceinture bleue; pantalon bleu; manteau court, bleu, à revers rouges; chapeau noir, rond, orné d'une plume blanche, panachée de bleu et de rouge; bottines.

Huissiers. Veste longue et noire; culottes et bas, ou pantalon, noirs; écharpe en ceinture, rouge; toque rouge, ornée d'une plume rouge; un bâton noir avec pomme d'ivoire, et de la hauteur de l'homme; un petit manteau noir.

Haute-cour de justice. Même forme de vêtement que celui du corps législatif. Ce vêtement entièrement blanc, ainsi que la toque; il sera orné d'une bande tricolore. La robe et la toque des deux accusateurs publics près de cette cour, seront en bleu-clair, la ceinture rouge, le manteau blanc.

Tribunal de cassation. Même forme de vêtement que celui du corps législatif. La robe et la toque en bleu-clair, le manteau blanc et la ceinture rouge. Le commissaire du directoire exécutif près ce tribunal, aura le vêtement de même forme que le directoire exécutif. Ce vêtement sera entièrement noir. (Tous les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux, auront le même vêtement.)

Les membres des tribunaux de justice correctionnelle, criminelle et civile, resteront vêtus ainsi qu'ils sont maintenant: des marques distinctives leur seront données relativement à leurs fonctions respectives; savoir;

Tribunal de justice correctionnelle. Un petit faisceau, sans hache, en argent, suspendu sur la poitrine, par un ruban bleu, liséré de rouge et de blanc.

Tribunal criminel. Un faisceau avec hache, suspendu en sautoir par un ruban rouge, liséré de bleu et de blanc.

Tribunal civil. Un œil en argent, également suspendu par un ruban blanc, liséré de rouge et de bleu.

Digitized by Google

Juges de paix. Point de vêtement particulier ; mais pour marque distinctive, ils porteront une branche d'olivier en métal, suspendue sur la poitrine par un ruban blanc, avec un très petit liséré bleu et rouge : ils auront à la main un bâton blanc de la hauteur de l'homme, et surmonté d'une pomme d'ivoire, sur laquelle sera gravé un œil en noir.

Administrations départementales. La même forme de vêtement que le directoire exécutif. Le dessus noir ; doublure, revers, veste bleu-clair ; écharpe blanche en ceinture ; culottes et bas, ou pantalon, noirs ; le chapeau noir, rond, retroussé d'un côté, orné de plumes tricolores panachées, dans lesquelles le bleu domine.

Administrations municipales. Les officiers municipaux porteront l'écharpe tricolore, comme ils ont fait jusqu'à présent ; et les présidens de ces administrations porteront un chapeau rond, orné d'une petite écharpe tricolore, surmonté d'une plume panachée aux trois couleurs.

Trésoriers. L'habit noir ordinaire ; sur le côté gauche, une petite clef brodée en or.

" III. Provisoirement, les membres du conseil des cinq cents porteront une écharpe en ceinture ; les membres du conseil des anciens porteront cette écharpe en baudrier : les uns et les autres auront le chapeau orné de la petite écharpe et du panache tricolor. Les costumes ou les marques distinctives, affectés annuellement à divers fonctionnaires publics, continueront d'être portés jusqu'à ce que le corps législatif ait ordonné les changemens prescrits par l'art. 16 du présent décret.

Le décret sur l'organisation de l'instruction publique, adopté définitivement le 3 brumaire, intéresse tous les citoyens ; nous croyons devoir en publier les dispositions.

ÉCOLES PRIMAIRES. " Art. Ier. Il sera établi dans chaque canton de la République une ou plusieurs écoles primaires, dont les arrondissemens seront déterminés par les administrations de département.

" II. Il sera établi dans chaque département plusieurs jurys d'instruction ; le nombre de ces jurys sera de six au plus, et chacun sera composé de trois membres nommés par l'administration départementale.

" III. Les instituteurs primaires seront examinés par l'un des jurys d'instruction ; et sur la présentation des administrations municipales, ils seront nommés par les administrations de département.

" IV. Ils ne pourront être destitués que par le concours des mêmes administrations, de l'avis d'un jury d'instruction, et après avoir été entendus.

Digitized by Google

» V. Dans chaque école primaire on enseignera à écrire, à calculer, et les élémens de la morale républicaine.

» VI. Il sera fourni par la République, à chaque instituteur primaire, un local, tant pour lui servir de logement, que pour recevoir les élèves pendant la durée des leçons. Il sera également fourni à chaque instituteur le jardin qui se trouverait attenant à ce local. Lorsque les administrations de département le jugeront plus convenable, il sera alloué à l'instituteur une somme annuelle, pour lui tenir lieu du logement et du jardin susdits.

» VII. Ils pourront, ainsi que les professeurs des *écoles centrales* et *spéciales*, cumuler traitemens et pensions.

» VIII. Les instituteurs primaires recevront de chacun de leurs élèves une rétribution annuelle qui sera fixée par l'administration de département.

» IX. L'administration municipale pourra exempter de cette rétribution un quart des élèves de chaque école primaire, pour cause d'indigence.

» X. Les réglemens relatifs au régime des écoles primaires seront arrêtés par les administrations de département, et soumis à l'approbation du Directoire exécutif.

» XI. Les administrations municipales surveilleront immédiatement les écoles primaires, et y maintiendront l'exécution des lois et des arrêtés des administrations supérieures. »

ÉCOLES CENTRALES. « Art. 1er. Il sera établi une école centrale dans chaque département de la République.

» II. L'enseignement y sera divisé en trois sections. Il y aura dans la première section : 1°. un professeur de dessin; 2°. un professeur d'histoire naturelle; 3°. un professeur de langues anciennes; 4°. un professeur de langues vivantes, lorsque les administrations de département le jugeront convenable, et qu'elles auront obtenu à cet égard l'autorisation du corps législatif.

» Il y aura dans la deuxième section : 1°. un professeur d'élémens de mathématiques; 2°. un professeur de physique et de chimie expérimentale.

» Il y aura dans la troisième section : 1°. un professeur de grammaire générale; 2°. un professeur de belles-lettres; 3°. un professeur d'histoire; 4°. un professeur de législation.

» III. Les élèves ne seront admis aux cours de la première section, qu'à l'âge de 12 ans; aux cours de la seconde, qu'à l'âge de 14 ans accomplis; aux cours de la troisième, qu'à l'âge de 16 ans au moins.

» IV. Il y aura auprès de chaque école centrale une bibliothèque, un jardin et un cabinet de chimie et physique expérimentale.

» V. Les professeurs des écoles centrales seront examinés

Digitized by Google

et élus par un jury d'instruction. Les élections faites par le jury seront soumises à l'approbation de ladite administration.

» VI. Les professeurs des écoles centrales ne pourront être destitués que par un arrêté des mêmes administrations, de l'avis du jury d'instruction, et après avoir été entendus. L'arrêté de destitution n'aura son effet qu'après avoir été confirmé par le Directoire exécutif. »

» VII. Le salaire annuel et fixe de chaque professeur est le même que celui d'un administrateur de département. Il sera de plus réparti entre les professeurs le produit d'une rétribution annuelle qui sera déterminée par l'administration du département, mais qui ne pourra excéder 25 liv. pour chaque élève.

» VIII. Pourra néanmoins l'administration de département excepter de cette rétribution un quart des élèves de chaque section, pour cause d'indigence.

IX. Les autres réglemens relatifs aux écoles centrales seront arrêtés par les administrations de département, et confirmés par le Directoire exécutif.

(*La suite au prochain numéro.*)

PARIS. *Nonidi* 19 *Brumaire*, *l'an* 4^e^. *de la République.*

Nous croyons utile de publier dans cette feuille les réflexions suivantes qui ont déja paru dans le Moniteur; elles sont du citoyen *Lenoir de la Roche*.

« Le Corps législatif, débarrassé du travail de son organisation, qui a absorbé ses premieres séances, commence à prendre le caractere qu'il doit avoir sous la forme constitutionnelle.

» Le Directoire exécutif est en activité; les ministres sont nommés; enfin, nous avons un gouvernement !... Cet événement aura sans doute une grande influence sur les affaires comme sur l'esprit public.

» Jusqu'à présent notre existence politique a éprouvé toutes les vicissitudes que l'on devait attendre d'une révolution qui a eu à vaincre tous les genres d'obstacles.

» Après avoir traversé six ans d'orages, de factions, de chaos et d'anarchie, après avoir combattu le royalisme déguisé sous toutes les formes, et les excès d'un patriotisme égaré, non moins dangereux peut-être, il doit nous être permis d'appercevoir le terme de tant d'agitations, et d'embrasser la colonne de salut qui

Digitized by Google

vient d'être élevée au milieu de nous ; cette colonne, c'est la constitution.

» Le gouvernement a sans doute une tâche pénible et difficile à remplir ; c'est à l'esprit public à le seconder de toute sa puissance. Dans le passage rapide de l'état révolutionnaire à l'état d'ordre et de police sociale, il serait hors de la nature du cœur humain d'attendre et d'exiger que toutes les passions s'éteignent, que toutes les malveillances disparaissent, que tous les intérêts se réunissent et se confondent dans l'intérêt commun ; mais tout ce qu'il y a d'esprits sains, de cœurs droits, d'amis de la République, doit être convaincu que l'amour des lois est le seul sentiment qui doive les animer.

» L'amour des lois est la premiere vertu des hommes libres ; il n'y a que ceux qui sentent le prix de la liberté qui soient dignes d'en recueillir les fruits.

» Depuis si long-tems nous faisons l'essai de la désorganisation et de l'anarchie, il est tems de faire l'apprentissage de l'obéissance et du respect des lois, et de dater la véritable ère républicaine de l'existence de la constitution.

» Tant que la Convention a été le centre de tous les pouvoirs, de toutes les autorités, quelqu'extraordinaire que fût cette réunion, les bons citoyens ont dû se rallier constamment à sa majorité, comme au fanal qui pouvait les guider au milieu de la tourmente.

» Les scrupuleux amis de la constitution n'ont pas vu sans un sentiment pénible qu'un des premiers actes du conseil des Cinq-cents ait pu faire soupçonner qu'ils avaient cherché à en éluder l'esprit.

» On a remarqué que dans la liste des candidats que ceux-ci ont présentée au conseil des Anciens, pour la formation du Directoire exécutif, à côté des noms justement chers aux amis de la liberté, il s'en trouvait de trop peu connus, pour croire qu'on ait eu l'intention sérieuse d'appeller sur eux le choix du conseil des Anciens.

» Aurait-on voulu restreindre une faculté qui paraissait devoir s'exercer dans toute la latitude constitutionnelle ? Se serait-on défié de la sagesse du conseil qui devait élire ? Il faut le dire avec franchise, si telle eût été l'intention du conseil des Cinq-cents, il aurait donné un exemple bien dangereux dans un moment où la constitution naissante a besoin qu'on l'entoure d'un res-

Digitized by Google

pect religieux. Il aurait appris comment on peut en observer la lettre et en violer l'esprit.

» Il est plus doux de croire que dans les conjonctures difficiles où nous sommes, le conseil des Cinq-cents, en exprimant son vœu d'une maniere aussi prononcée, n'a fait que deviner celui du conseil des Anciens, et que tous étant d'accord sur le choix des personnes, le remplissage de la liste n'était plus qu'une formule de peu d'importance; le conseil des Cinq-cents connait trop de quelle conséquence dangereuse il serait de s'écarter des principes constitutionnels, pour n'avoir pas puisé son motif dans un grand sentiment d'intérêt et de salut public. Autorités constituées, simples citoyens, notre devise à tous ne doit-elle pas être : *Respect inviolable à la constitution.* »

Proclamation du Directoire exécutif sur son installation, du 14 brumaire, l'an 4e. de la République Française une et indivisible.

Le Directoire exécutif arrête que pour faire connaître son installation, il sera fait au Peuple Français une proclamation, dont la teneur suit :

Le Directoire exécutif au Peuple Français.

« Français, le Directoire exécutif vient de s'installer : résolu de maintenir la liberté ou à périr, sa ferme volonté est de consolider la République, et de donner à la constitution toute son activité et toute sa force. Républicains, comptez sur lui, son sort ne sera jamais séparé du vôtre; l'inflexible justice et l'observation la plus stricte des lois seront sa regle. Livrer une guerre active au royalisme, raviver le patriotisme, réprimer d'une main vigoureuse toutes les factions, éteindre tout esprit de parti, anéantir tout desir de vengeance, faire regner la concorde, ramener la paix, régénérer les mœurs, rouvrir les sources de la reproduction, ranimer l'industrie et le commerce, étouffer l'agiotage, donner une nouvelle vie aux arts et aux sciences, rétablir l'abondance et le crédit public, remettre l'ordre social à la place du chaos inséparable des révolutions, procurer enfin à la République Française le bonheur et la gloire qu'elle attend : voilà la tâche de vos législateurs et celle du Directoire exécutif; elle sera l'objet de la constante méditation et de la sollicitude des uns et des autres. De sages lois, secondées par les mesures d'exécution les plus promptes et les plus énergiques, ameneront bientôt l'oubli de nos longues souffrances.

Digitized by Google

» Mais tant de maux à réparer, et tant de bien à faire, ne peuvent être l'ouvrage d'un jour. Le Peuple Français est juste et loyal ; il sentira que dans la confusion où se trouve l'état, au moment où son gouvernement nous est confié, nous avons besoin du tems, du calme, de la patience, et d'une confiance proportionnée aux efforts que nous avons à faire. Elle ne sera pas trompée, cette confiance, si le peuple ne se laisse plus entraîner aux suggestions perfides des royalistes qui renouent leurs trames, des fanatiques qui embrâsent sans cesse les imaginations, et des sangsues publiques, qui calculent toujours sur nos miseres.

» Elle ne sera pas trompée, si le peuple n'attribue pas aux autorités nouvelles des désordres amenés par six années de révolution, qui ne peuvent se réparer qu'avec le tems ; elle ne sera pas trompée, si le peuple se rappelle que depuis plus de trois ans, chaque fois que les ennemis de la République, profitant du sentiment de nos maux, ont exaspéré les esprits, ont occasionné des mouvemens, sous prétexte d'en diminuer le poids, ces agitations n'ont eu d'autre effet que d'augmenter le discrédit, et d'éloigner la reproduction et l'abondance, qui ne peuvent être que le fruit de l'ordre et de la tranquillité publique.

» Français, vous n'entraverez pas un gouvernement naissant, vous n'exigerez pas de lui, dès son berceau, tout ce qu'il peut faire quand il aura acquis toute la vigueur dont il est susceptible ; mais vous attendrez avec sagesse les efforts toujours actifs, et la marche imperturbable du Directoire exécutif vers le prompt établissement du bonheur public, et bientôt vous vous assurerez irrévocablement, avec le titre glorieux de républicains, la paix et la prospérité nationale.

» La présente proclamation sera insérée au bulletin, avec l'arrêté qui la précede. »

Les membres du directoire exécutif,

Signés à la minute, Rewbell, president ; L. M. Lareveillere-Lépaux, Carnot, P. Barras et Letourneur.

Pour copie conforme. Trouvé, secrétaire-général.

Extrait d'une lettre d'un officier de l'armée du général Doyle, datée de l'Isle-Dieu le 3 octobre (11 vendémiaire).

« Nous avons sommé cette isle, le 29 du mois dernier, au nom de Louis XVIII ; sur le refus des habitans d'accepter les propositions qu'on leur faisait, on y débarqua 400 hommes la nuit, sans la moindre opposition ; toutes les troupes qui y étaient furent faites prisonnieres. Cette isle est destituée de

Digitized by Google

toute espèce de munitions et de fourrages ; on ne peut même y trouver le bois nécessaire pour faire cuire nos provisions ; la rade n'est point sûre et nous laisse tous les vents à craindre, à l'exception de celui d'est. Encore quelques semaines, et il nous sera impossible d'avoir avec Charrette une communication assurée, à moins que nous n'ayons un port de mer ; car la saison ne nous permettra ni de rester ici, ni de croiser le long des côtes ; mais certainement, avant de nous éloigner, nous ferons passer à Charrette les armes et les munitions que nous avons.

» Le comte d'Artois a débarqué hier avec sa suite, et a reçu les honneurs de la royauté.

» Sir Warren a fait jetter des bombes dans l'isle de Noirmoutier ; mais cela n'a produit aucun avantage ; son escadre est la terreur de la côte, et tient les Français dans des alarmes continuelles.

» Notre seconde expédition sur les côtes de France me paraît devoir être plus heureuse que la première ; mais aussi est-il probable qu'elle sera moins sanguinaire.

» L'isle de Noirmoutier devait être le premier point d'attaque : on croyait pouvoir s'en emparer sans difficulté, et y établir un dépôt pour les armées britanniques et émigrées, après leur jonction avec Charrette. Mais voilà aujourd'hui que toutes nos tentatives sur Noirmoutier ont échoué ; et cette isle, protégée par des ouvrages formidables et un corps de troupes nombreux, est en état de résister à toutes les attaques.

» Le plan d'une jonction avec Charrette n'a pas réussi davantage. Charrette, quelques soient ses forces dans l'intérieur du pays, n'a pas de communication libre avec la mer. Il est à dix milles des côtes ; l'espace intermédiaire est occupé par une armée républicaine tellement forte, que toute jonction avec lui a été impraticable. Ce chef lui-même est si convaincu de l'impossibilité de toute réunion, qu'il a expédié un de ses officiers vers les généraux britanniques et émigrés, à l'effet de leur communiquer ses sentimens à cet égard. En conséquence de ses dépêches, les transports se sont retirés à l'Isle-Dieu, au sud de Noirmoutier.

De Vannes, le 25 vendémiaire. « Le 10 de ce mois, Belle-Isle fut bloquée, et la communication avec Quiberon rétablie et libre.

» Le 11, toute l'escadre anglaise mit à la voile et cingla, ainsi que tous les bâtimens de transports, vers le sud, c'est-à-dire du côté de la baie de Bourgneuf et de la Vendée. Une frégate, quatre lougres et deux chasse-marées restèrent seuls sous Houat.

» Pendant ce voyage, l'amiral anglais fit sommer le com-

Digitized by Google

commandant de Noirmoutier de remettre l'isle entre les mains de *Monsieur*, frere de Louis XVIII. La réponse fut républicaine. On commença le débarquement pour enlever de force ce poste, qu'on ne pouvait obtenir par la crainte. Mais à peine les 200 premiers hommes eurent-ils touché la terre, qu'ils furent assaillis par les républicains : ils resterent tous sur la place. Cet évènement découragea ceux qui venaient après, et qui rebrousserent chemin. Depuis ce moment, on n'a plus entendu parler de cette expédition.

» L'escadre anglaise, avec toute sa suite, revint donc prendre son poste sous Houat et Hedic, le 15 ou le 16, et elle y a resté depuis. Elle vient de recevoir un grand coup de vent. On ignore encore ici si elle a eu quelques avaries.

» Rien de nouveau dans l'intérieur : les massacres diminuent sensiblement, et l'on ne parle plus guères d'accidens sur les routes : il est à espérer que l'action des lois constitutionnelles fera renaître la tranquillité et l'ordre. »

P. S. Du 26. « Dans l'affaire devant Noirmoutier, l'Anglais a perdu deux frégates par le feu des batteries du rempart.

» La frégate française la *Forte*, revenant d'expédition, a enlevé 14 bâtimens marchands anglais, dont un a touché terre à Belle-Isle : on les dit très-richement chargés.

» Belle-Isle a reçu aussi de la farine par un bâtiment anglais qui s'y est jetté, en ayant l'air de faire route pour l'Orient. »

Extrait de la correspondance anglaise, interceptée sur le Swan.

— M. Dusham à Waller Campbell. — De l'Isle-Dieu, le 10 octobre.

« Nous avons détaché trois frégates avec 1200 hommes, pour s'emparer de cette isle, et à notre arrivée les habitans se sont rendus, n'ayant que 120 soldats et quelques vieux canons à nous opposer. On a débarqué toutes les troupes, les 12e., 78e., 80e. et 90e. régimens avec l'artillerie et les munitions. *Monsieur* et toute sa suite, un petit nombre d'émigrés, trois compagnies de gentilhommes pour former des régimens à leur arrivée en France, (ce dont je doute beaucoup,) ont aussi débarqué. Les transports ont été envoyés à la baie de Quiberon, cette place n'étant pas sûre. Aujourd'hui nous sommes occupés à charger toutes les provisions pour Charrette, telles que de l'argent, de l'artillerie, des armes, des habits, des subsistances, etc. etc.; mais je doute que nous puissions réussir à effectuer la communication. Charrette n'a point d'artillerie, et n'a que 24,000 hommes qui n'ont de force que par les postes avantageux qu'ils occupent.

Digitized by Google

A Wm. Walker, à Londres. — De l'Isle-Dieu, le 10 octobre.

« Nous manquons absolument de tout, et il nous sera impossible de rester ici, à moins qu'on nous envoie d'Angleterre tous les objets de première nécessité pour les hommes et les chevaux. Actuellement que nous avons pris cette place, nous verrons si Charrette est réellement aussi fort qu'on le dit, et s'il est vrai qu'il y a un si grand nombre de royalistes prêts à rejoindre ses drapeaux si-tôt que le debarquement aura été effectué, ce dont je doute beaucoup. Le ci-devant comte d'Artois et sa suite vivent avec le général, ce qui est très-désagréable; car ses provisions seront bientôt épuisées. En vérité, je souhaite que toute la race des Français soit f.....

» Nous étions disposés à prendre d'assaut Noirmoutier, lorsque Charrette nous fit avertir que cette place ne serait d'aucune utilité, attendu que 10,000 républicains lui interceptaient les communications.

Au colonel Barry, à Londres. — De l'Isle-Dieu, le 13 octobre.

« Mon cher monsieur, j'aurais déja dû recevoir des nouvelles du *pay office*, (bureau pour le paiement des troupes;) je desire beaucoup savoir si je dois attendre pour les provisions destinées pour les différentes troupes, mais principalement les troupes françaises, et combien par ration. Les dollars sont fournis aux troupes à raison de 4 schellings 6 sols sterlings, et les habitans les reçoivent pour 5 schellings. J'en ai coupé une grande quantité par l'ordre du général, pour faire de la petite monnaie. Je compte tirer sous peu de jours sur le *pay office* pour la subsistance des troupes. Si nous devons rester ici long-tems, il faudra nous envoyer absolument tout pour les hommes et les chevaux. Le duc de Bourbon est très-fatigué de tout ceci, et nous quitte ce soir pour retourner en Angleterre.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 25 BRUMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Lundi* 16 *Novembre* 1795, vieux style.)

Explication des Charade *et* Logogriphe *du* N°. 10.

Le mot de la Charade est *Mercure*; celui du Logogriphe est *Rosse*.

MÉDECINE VÉTÉRINAIRE.

Recherches sur les causes des maladies charbonneuses dans les animaux, les moyens de les combattre et de les prévenir; Par F. H. GILBERT, professeur vétérinaire, et membre d'agence de la commission d'agriculture et des arts; imprimé par ordre de la commission d'agriculture et des arts. A Paris, de l'imprimerie de la République, an 3.

CET ouvrage mérite une place distinguée parmi ceux dont les cultivateurs et les artistes vétérinaires peuvent recueillir les plus grands avantages. Les uns y trouveront des renseignemens précieux sur les caracteres de cette maladie désastreuse, qui trop souvent a dévasté les troupeaux; les autres, une méthode toujours sûre pour étouffer le germe de cette maladie avant ou après son développement.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans tous les détails curieux et intéressans auxquels il se livre, nous aurions trop à citer; mais qu'il nous soit permis de nous arrêter un moment sur la partie la plus importante de ces recherches, sur celle où le citoyen Gilbert expose les heureux effets du traitement préservatif ou curatif qu'il indique. Nos lecteurs partageront sans doute la satisfaction que nous avons éprouvée nous-mêmes, quand ils apprendront que dans tous les lieux, et sur-tout dans le département de l'Indre, où cet illustre professeur fut envoyé par le gouvernement pour remplir ses vues bienfaisantes, presque tous les animaux attaqués

Digitized by Google

du charbon dûrent leur salut aux moyens victorieux qu'il employa, aux remedes externes.

Quoique l'auteur préfere, et avec raison, la gloire de bien faire à celle de bien dire; et qu'il nous paraisse beaucoup plus occupé des choses que des mots, il ne faut pas croire cependant que son style ait rien de commun avec celui de tant de savans chez lesquels on ne trouve autre défaut, sinon qu'on ne saurait les lire.

En général, ces recherches sont écrites avec cette simplicité qui n'exclut pas l'élégance, et cette précision qui ne nuit pas à la clarté. On en jugera par le fait suivant, qui d'ailleurs ne peut être trop connu, en ce qu'il offre une grande et terrible leçon à l'imprudence, à l'avarice et à la sotte crédulité des habitans de la campagne.

« Un malheureux paysan du territoire de Wibourg trouve un ours qui était mort après s'être gorgé de la chair d'un bœuf mort du charbon, qu'il avait déterré; il dépouille cet ours, porte la peau chez lui, tombe malade et meurt le lendemain. Les magistrats de Wibourg, instruits de cet accident, donnent l'ordre de faire brûler cette peau; mais le curé, qui n'avait trouvé autre chose pour se payer de son enterrement, et qui, comme ses confreres, ne voulait pas perdre ses droits, refuse d'obéir à cet ordre. Il fait préparer la peau par un paysan qui meurt dans les 24 heures, ainsi que deux hommes par qui il s'était fait aider. Nouvel ordre des magistrats de brûler la peau, la maison dans laquelle elle avait été préparée, et jusqu'au presbytere, si cela était jugé nécessaire. Comment peut on croire, s'écrie le curé, furieux de voir échapper sa proie, comment peut-on croire que cette peau soit capable de donner la mort? En même tems il s'en frotte les mains, les flaire, tombe malade et meurt bientôt après. »

En derniere analyse, cette nouvelle production du citoyen Gilbert ne peut qu'étendre la réputation que lui ont si justement acquise plusieurs ouvrages couronnés, et quinze ans de services rendus à ses concitoyens dans un art qu'il honore par ses vertus comme par ses lumieres.

Ajoutons, sans craindre d'être démentis par la voix publique, que la commission d'agriculture et des arts, en ordonnant l'impression de ces recherches, prouve de nouveau que, non-seulement elle sait apprécier les

Digitized by Google

talens utiles qu'elle emploie, mais qu'elle sait encore les faire servir à la gloire et au bien de son pays.

MÉLANGES.

Quelques idées sur l'esprit que doit avoir le nouveau gouvernement.

Dans tout État bien organisé, la séparation des pouvoirs n'est pas l'opposition des pouvoirs. Ils doivent être séparés pour garantir la liberté ; ils doivent agir de concert pour qu'il y ait un gouvernement.

La constitution veut que le Directoire exécutif puisse, dans tous les tems proposer des mesures au conseil des Cinq-cents. Elle a reconnu que leur relation réciproque était indispensable.

Un corps législatif n'a souvent que des idées théoriques. Le Pouvoir exécutif qui embrasse toutes les parties du gouvernement en connaît mieux les ressorts et le jeu ; il est plus instruit de ce qui convient.

Un roi armé de son inviolabilité, et de sa puissance héréditaire, voyant entre l'État et lui, son ancienne autorité, devait être peu attaché à un ordre de choses qui lui rappellait sans cesse ce qu'il avait été et ce qu'il était.

Un corps législatif, gardien d'une liberté naissante, devait, par la nature de son pouvoir et de ses craintes, s'exagérer ses propres forces. Il était naturel que ces deux pouvoirs, qu'aucun lieu intermédiaire ne pouvait rapprocher, se regardassent comme rivaux et se traitassent en ennemis.

Dans la constitution républicaine ces pouvoirs sont organisés pour être amis et non rivaux : tous les deux doivent marcher sur la ligne qui leur est tracée ; mais ils doivent y marcher en s'appuyant l'un sur l'autre.

C'est bien moins par des communications officielles que ces rapports doivent exister, que par ces rapprochemens confidentiels qui préviennent les difficultés, dissipent les nuages, et entretiennent l'harmonie.

En confiant le gouvernement à cinq magistrats, la constitution a tempéré la trop grande puissance qu'aurait pu acquérir un seul individu ; mais elle a dû compter sur leur union. Pour s'éclairer mutuellement, on ne cesse

Digitized by Google

pas de s'accorder ; des dissentions affaibliraient la confiance dont un gouvernement ne peut se passer.

Ainsi, de la bonne intelligence des membres du Directoire entr'eux, et du Directoire avec le Corps législatif, naîtra l'unité du gouvernement sans laquelle le corps social ne peut être administré. Cet accord se puise dans l'amour de la République et le sentiment de l'intérêt général.

On ne fait rien dans un gouvernement sans l'esprit d'ensemble et de suite. Jamais cet esprit n'a existé dans l'ancien régime. A chaque mutation dans le ministere, c'étaient des systèmes qui remplaçaient d'autres systèmes. On ne savait d'où l'on venait, ni où on allait.

Une plus grande vérité s'est fait remarquer pendant la durée de la révolution. Cela devait être. Comment y aurait-il eu des principes fixes, quand il n'y avait pas de gouvernement ; quand les passions et les partis s'étaient juré une guerre à mort ?

Les décemvirs seuls ont eu quelques idées de gouvernement. Il était atroce, mais il avait son but et ses moyens. Il ne pouvait durer ; car entre les oppresseurs et les opprimés il ne saurait y avoir ni paix ni trêve.

Puisque nous avons une constitution, il peut y avoir un esprit dans le gouvernement. Cet esprit doit être conforme à sa nature.

Dans une monarchie, tout se rapporte au roi ; dans un gouvernement républicain, tout doit se rapporter à la République. Les personnes sont peu de chose ; la Patrie est tout. Le maintien de la constitution, la gloire et la prospérité de l'Etat ; voilà le but vers lequel doivent être dirigés toutes les pensées, tous les moyens du gouvernement.

Quand le corps social est dans son état ordinaire, le meilleur gouvernement est celui qui fait le moins sentir son action ; il doit agir comme la nature, dont on aperçoit les effets sans découvrir ni les mouvemens, ni les causes. Il faut faire le bonheur du Peuple sans qu'il se doute comment ce bonheur lui vient.

Cela n'est pas facile lorsqu'un gouvernement se forme après de longues dissentions civiles. Le présent est encore teint du passé : la France s'offre au Directoire exécutif avec tous les embarras de l'un et de l'autre.

D'un côté, le royalisme vivant de ses espérances, intrigue, agit, complotte ; il ne faut pas se fier de sa faiblesse à ses propres dissentimens. Monsieur, d'Artois,

Digitized by Google

Condé, Chartres, et leurs partisans, ont chacun des prétentions opposées; mais ils s'accordent en un seul point, celui de renverser la République. Cette cause, toujours active sous cent formes différentes, entre pour plus qu'on ne croit dans la complication des maux qui nous tourmentent.

D'un autre côté, les restes de la démagogie et de ses excès, du terrorisme et de ses crimes: par-tout des inquiétudes, des mécontentemens, des craintes, des haines, des projets de vengeance; les finances dans le chaos; la République encombrée d'un papier discrédité; la cherté des denrées, l'égoïsme, la cupidité, l'insouciance; tous les ressorts de l'Etat à remonter; la Vendée à étouffer, une guerre étrangere à terminer, de grandes négociations à suivre.

Telle est au-dedans et au-dehors la position des esprits et des choses; elle demande une grande habileté dans la conduite des affaires. Le gouvernement livré à ses seuls moyens ne pourrait y suffire, s'il n'est soutenu par les opérations du Corps législatif; car les remedes tiennent aux bonnes lois autant qu'à leur exécution.

L'attitude du conseil des *Anciens* promet que la constitution ne sera pas violée, et que de mauvaises lois n'auront pas son suffrage. Cette force conservatrice et négative est excellente pour empêcher le mal. C'est dans le conseil des *Cinq-cents* que le bien prendra sa naissance. On a répété si souvent: *Il faut sauver la chose publique*; il est tems de remplir l'attente d'une grande nation.

Quant aux mesures qui sont du ressort du gouvernement, seul objet qui nous occupe dans les conjonctures actuelles, il marche entre deux écueils, la terreur et la faiblesse.

Un gouvernement faible ne se fait pas respecter long-tems. Un gouvernement violent éteint l'amour des lois et le sentiment de l'obéissance; la bonne route est au milieu.

L'appareil en impose, l'autorité commande; mais souvent l'esprit de conciliation dérobe ce que la puissance ne saurait arracher. Tout ce qu'on ne peut obtenir par la persuasion qui n'est que la raison des lois, il faut l'obtenir par la fermeté qui n'est que la force des lois.

La loi, voilà le maître d'une nation libre. Ne

Digitized by Google

faire exécuter que la loi, voilà le devoir du gouvernement.

Comment accoutumer un Peuple qui sort de l'anarchie à l'obéissance à la loi ? En étant juste, et en ne souffrant pas la moindre infraction à la loi.

Si le gouvernement actuel ne marche pas, ce ne sera pas faute du besoin que chacun a de l'ordre et de la tranquillité.

Inspirer la confiance, dispense presque toujours de recourir à l'autorité.

La confiance n'est pas un tribut qui se paie à la contrainte; elle se donne, et ne s'exige pas; elle naît des bonnes opérations du gouvernement.

La considération n'est ni dans des costumes, ni dans des grades, ni dans la pompe des cours de l'Orient. Sans doute il faut environner la première magistrature d'un grand éclat, les anciennes républiques en ont donné l'exemple; mais chez un Peuple éclairé, cet éclat ne se soutient pas long-tems s'il n'est accompagné de la véritable dignité, qui n'est pas la même chose que l'étiquette.

Le secret de la dignité du gouvernement est tout entier dans sa conduite; il est dans tout ce qui l'environne, depuis le ministre jusqu'au dernier commis. On se trompe si l'on prend la morgue pour la dignité; elle est dans la juste mesure des convenances, et chaque place a les siennes.

Qu'est-ce que l'action du gouvernement, si ce n'est une surveillance toujours active, une grande célérité dans l'exécution ?

Plus les ressorts sont simples, plus les mouvemens sont rapides. Dans les opérations des arts, la division du travail accélère ses résultats; elle produit souvent un effet contraire dans le jeu de la machine politique; tout ce qui est superflu est nuisible.

Le Directoire exécutif n'est que la pensée du gouvernement : s'il veut attirer tout à lui, tout voir et tout faire, il ne pourra suffire à ce fardeau; il diminue la responsabilité des ministres; il ralentit les affaires au lieu de les accélérer.

Bien choisir les instrumens est le grand art de gouverner. Quand un Etat a été déchiré par des factions, gardez-vous d'employer aucun de ceux de la faction que l'opinion repousse, car d'ordinaire la défaveur de l'opinion passe des personnes aux choses.

Digitized by Google

Etre attaché aux principes du gouvernement est une condition nécessaire; mais il ne suffit pas d'être ou de se dire républicain pour prétendre à toutes les places; il faut avoir de plus les connaissances qui y sont propres. Le mal qui vient de l'ignorance est plus grand que celui qui naîtrait de quelque nuance d'opinion.

Il ne faut pas s'enquérir d'un homme où il était au 14 juillet, au 10 août, au 13 vendémiaire; mais il faut s'enquérir s'il est honnête homme et homme capable. Si un honnête homme accepte une place, comptez qu'il la remplira loyalement.

C'est du bon choix des personnes que dépendront les succès en administration comme en négociation. On n'est pas toujours bon administrateur ni bon négociateur, parce qu'on a un diplôme du gouvernement.

La politique de la République Française doit être la franchise et la probité. Qu'elle prenne un grand caractere parmi les nations, et ce caractere sera son premier ambassadeur.

On a dit souvent que la politique n'est que l'art de tromper: c'est par cela même que la politique est une science dont il faut connaître tous les ressorts. L'honnête homme aux prises avec un fripon en serait bientôt la dupe, s'il n'avait appris à démêler ses ruses pour se garantir de ses pieges.

Le gouvernement doit s'attendre à être obsédé d'intrigues et d'intrigans qui chercheront à surprendre sa confiance. Les cabales vont se former, l'art de se supplanter va s'ouvrir, des nuées de pamphlets retentiront de dénonciations et de sarcasmes bien acérés et bien patriotiques, le tout pour perdre un homme dont on redoute la probité et les lumieres, ou dont on ambitionne la place. Qu'on se défie de ces Erostrates: ce sont des ambitieux qui veulent parvenir, ou des malveillans qui veulent nuire.

Le Directoire exécutif lui-même ne sera point à l'abri ni des clameurs, ni des intrigues; la derniere ressource des ennemis de la République sera de le fatiguer d'embarras et d'obstacles, de faire naître des défiances et de semer de sourdes calomnies. Que faire? Ecouter la véritable opinion, dédaigner la calomnie et l'intrigue, et marcher courageusement au bien public, sur la ligne des lois et de la constitution.

LEMOIR DE LA ROCHE.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 25 Octobre 1795.

Stockholm, 20 octobre. Il vient d'arriver ici un événement qui donne beaucoup à penser. Avant-hier, entre huit et neuf heures du soir, on a tiré dans les jardins de Drolningholm un coup de feu sur le capitaine Netherwond qui était de garde près du jeune roi. Le capitaine n'a point été blessé, et la balle n'a fait qu'effleurer son habit. On croit que ce n'est point à lui qu'on en voulait. Immédiatement après le coup, trois personnes accoururent sur lui, le jetterent à terre, mais ne lui firent aucun autre mal.

Le chef de la police a promis sûreté et même une récompense de quatre mille rixdalers à celui des complices qui dénoncerait le complot.

Jusqu'à présent on n'a rien découvert encore. On croit que c'est à la personne du régent qu'on avait dessein d'attenter. Il avait coutume de se promener le soir dans le jardin où le coup de feu a été tiré.

Les prisonniers d'état, Aminof et Ehrenstrom, ont tenté de se sauver de la forteresse de Carlsten, où ils sont détenus; mais leur projet n'a point eu d'exécution, quoique l'officier de garde fût pour eux.

Le jeune roi doit épouser la princesse Louise Meklenbourg-Schwerin. Ce mariage sera déclaré le jour de l'anniversaire de sa naissance où il aura atteint sa dix-septieme année.

A la fin du mois d'août de cette année il était entré 85 mille tonneaux de grains dans le port de Gothenbourg; 28 mille sont venus des ports de l'étranger.

De Francfort-sur-le-Mein, le 31 Octobre.

La gazette de cette ville porte, sous le titre de bulletin officiel de l'armée aux ordres du maréchal de Clairfayt, que le 29 au matin, les Autrichiens ont attaqué l'armée enne-

Digitized by Google

mie, campée devant Mayence, et qu'ils ont obtenu un avantage signalé, lequel consiste en la prise d'assaut de divers retranchemens, de plusieurs pieces de canon, d'une grande quantité de chariots de munitions, ainsi que deux généraux, deux adjudans-généraux du général en chef et de plus de 1500 hommes. Selon ce même bulletin, l'armée française était forte de 52 bataillons et de 5 regimens de cavalerie. Les Autrichiens ont perdu dans cette occasion les deux généraux baron de Schmerzing et le comte de Vaikenstein qui ont été tués, et on évalue la perte en hommes à environ 1500. Les Français ayant tenu assez long-tems avec une courageuse intrépidité.

L'armée autrichienne est dans ce moment maîtresse des hauteurs d'Appenheim et de Binghen, et son avant-garde est, dit on, à Creutznach.

Le 28 au soir, le maréchal de Clairfayt avait fait entrer dans Mayence trois régimens pour renforcer la garnison de cette place. Le lendemain, à trois heures du matin, deux fortes colonnes d'Autrichiens passerent le Rhin, l'une au-dessous de Mayence dans les environs de Schierstain, pour tourner les batteries de Montbach; l'autre au-dessus de la forteresse dans le voisinage de Grosgeyer, pour tourner celles de Laubenheim, et couper la retraite des Français par la chaussée de Manheim.

Les choses ainsi disposées, la garnison de Mayence, en très grande force, fit une sortie: elle fut divisée en trois colonnes; la premiere se dirigea sur Montbath, la seconde sur Bretzenheim, et la troisieme sur Hechsheim.

A Montbach, les Français firent une vive résistance à la colonne sortie de Mayence, qui les attaqua en front et qui eut beaucoup à souffrir; mais dès qu'ils virent arriver de Bodeheim la colonne qui venait pour les tourner, ils abandonnerent leurs batteries et se retirerent par Gautzenheim.

Ils furent poursuivis si vivement qu'ils ne purent pas se rallier à leurs compagnons qui étaient déjà attaqués à Bretzenheim par la colonne du centre, et ils furent à-peu-près dispersés.

Les deux colonnes qui avaient conquis les batteries et le bois de Montbach s'étant portées sur la gauche de Bretzenheim, tandis que la colonne du centre attaquait en front les redoutes des Français dans cet endroit, ceux ci se retirerent sans faire beaucoup de résistance.

A l'égard de ceux de Hechtsheim et de Weissenau, se voyant sur le point non-seulement d'être tournés, mais même d'être coupés et pris par la réunion de toutes les colonnes, ils se retirerent pareillement.

On se rappelle la maniere humaine avec laquelle les Autrichiens ont agi envers le général Dufour sur-le-champ de bataille, et la maniere généreuse avec laquelle les officiers

Digitized by Google

autrichiens ont traité ce général depuis qu'il est leur prisonnier. Le général Pichegru n'a pas tardé à en être instruit, car la renommée se plaît à publier les vertus des héros ; elle lui a raconté tout ce qui avait eu lieu entre les Autrichiens et son frere d'armes, et le général Pichegru a écrit au maréchal de Clairfayt une lettre qui fait honneur aux deux généraux.

ANGLETERRE. *De Londres, le 2 Novembre* 1795.

Voici quelques détails ultérieurs sur la journée du 29 octobre, dont les faits avaient été atténués ou exagérés, suivant la passion et les intérêts des narrateurs, ou par la difficulté même de savoir exactement la vérité :

Le roi monta dans sa voiture à deux heures un quart, accompagné de quelques seigneurs, entr'autres du lord Westmoreland, ancien vice-roi d'Irlande. Le carosse d'état prit la route du lieu des séances du parlement, et traversa une foule de près de 200,000 personnes de toute condition qui bordaient le passage : on remarquait dans la multitude des groupes d'hommes, dont le discours et la contenance annonçaient les projets les plus sinistres. Ils se mirent à crier : *Du pain ! la paix ! point de Pitt !* Quelques voix firent même entendre ces mots : *Point de roi !* Tandis que les gardes étaient occupés à écarter la foule, qui se portait à flots tumultueux vers la voiture, une balle vint percer la glace, mais sans atteindre le roi. On croit que cette balle est partie d'un fusil à vent, tiré d'une fenêtre à laquelle on n'a pourtant vu paraître personne.

Au retour du roi, que l'on savait avoir insisté dans son discours aux deux chambres, sur la continuation de la guerre, le peuple fit éclater son mécontentement d'une maniere encore plus effrayante : les cris redoublerent, et parmi les demandes de pain, de paix et d'éloignement du ministre, on entendit très-distinctement, *point de roi !* et à la suite duquel une pierre lancée avec force brisa l'autre glace de la portiere. La voiture fut assaillie par un groupe, ayant à sa tête un homme habillé de vert qui se jetta sur la portiere, et essaya de l'ouvrir de force, en même tems que ses camarades tâchaient de retenir les roues de la voiture : le cocher parvint néanmoins à la dégager, et à mettre les chevaux au galop en les fouettant vivement : un des valets-de-pied fut renversé, foulé par la multitude, fracassé par la voiture et par sa chûte, et presque laissé pour mort ; on a pourtant l'espérance de le sauver.

Dès que le roi fut descendu de voiture à l'hôtel de Buckinham, la populace se jetta avec fureur sur la voiture de parade qu'on ramenait à la remise, la mit en pieces, et en distribua ou vendit les morceaux à des curieux empressés de les acheter assez cher. On assure que Georges a montré le

Digitized by Google

plus grand sang-froid dans les momens les plus chauds de l'émeute.

On remarque, et il est en effet assez étrange, que de près de 300 pairs dont est composée la chambre haute, il ne s'en soit trouvé que 33, lors de la motion qui fut faite d'une adresse au roi le lendemain du jour où il fut attaqué.

Il y a eu sur cette sédition des enquêtes dans lesquelles le cocher et des gardes du roi ont été entendus. Ce qui a donné lieu à l'arrestation de plusieurs personnes et à la proclamation suivante :

« Des personnes mal intentionnées s'étant ameutées et répandues dans différentes places de Westminster, le 29 de ce mois, dans le dessein de se porter à des excès les plus audacieux et les plus criminels, de troubler l'ordre public, et même d'attenter à notre personne, après avoir entravé notre marche, lorsque nous nous transportâmes au parlement et que nous en revînmes, nous avons, de l'avis de notre conseil privé, et par suite de l'adresse de nos deux chambres du parlement, cru devoir enjoindre à tous les magistrats et à tous nos fideles sujets de ne rien négliger pour découvrir et faire arrêter les auteurs, fauteurs et instigateurs de ces délits et les livrer à la rigueur des lois. Nous promettons, en conséquence, par ces présentes, à tous ceux qui dénonceront et mettront sous la main de la justice, quiconque aura trempé dans cette conspiration, et qui n'étant pas compris dans les séditieux dont il vient d'être question, n'en aura pas moins commis quelque acte par effet duquel notre personne royale s'est trouvée en danger, une récompense de mille livres sterlings que les commissaires de nos finances ont ordre de compter par chaque coupable du genre de ceux que nous indiquons. Nous promettons en outre le pardon de son crime à tout individu qui aura pris part à la conspiration, outre toutefois que ceux qui y sont immédiatement impliqués, s'il vient à révéler et à faire traduire aux tribunaux quelqu'un de ses complices.

» Donné en notre cour, à Saint James, le 31 octobre 1795, l'an 36e. de notre regne. *Dieu sauve le roi.* »

Une piece encore plus importante à connaître est le discours par lequel le roi a fait l'ouverture du parlement. Le voici :

Milords et Messieurs,

« C'est une grande *satisfaction* pour moi de penser que, malgré les nombreux événemens qui ont été funestes à la cause commune, l'état qui résulte de la situation générale a, sous plusieurs aspects importans, été réellement *amélioré* durant le cours de la présente année.

Digitized by Google

» L'Italie a été garantie de l'invasion dont les Français la menaçaient, et l'ennemi a été repoussé bien au delà des lignes qu'il occupait; il y a aussi lieu d'espérer que les nouvelles opérations de l'armée autrichienne ont arrêté les progrès qu'il avait faits du côté de la Germanie, et l'a contraint de renoncer aux projets offensifs qu'il poursuivait dans ce quartier.

» Les succès qui ont accompagné les opérations militaires des Français dans les autres parties de la campagne, les avantages qu'ils ont retirés des traités séparés qu'ils ont conclus avec quelques-unes des puissances qui s'étaient engagées dans cette guerre, sont loin de compenser les maux qu'ils éprouvent de sa continuation.

» La destruction de leur commerce, la diminution de leur puissance maritime, l'embarras et la détresse incomparable de leur situation intérieure, ont produit l'impression qu'on devait naturellement en attendre, et un sentiment universel semble régner dans toute la France, c'est que le seul remede à ces calamités, dont le poids augmente chaque jour, est dans le retour de la paix et l'établissement d'un gouvernement stable.

» Les déchirements et l'anarchie qui ont si long-tems régné dans ce pays, ont conduit à une crise dont il est impossible de prévoir l'issue; mais qui, d'après toutes les probabilités humaines, doit amener des circonstances de la plus haute importance pour l'intérêt général de l'Europe. Si cette crise se termine par un ordre de choses compatible avec la tranquillité des autres états, et qui puisse apporter un espoir raisonnable de sûreté et de durée pour les traités qui pourraient être conclus, *l'apparence d'une disposition à traiter pour une paix générale ne manquera pas d'être saisie de ma part avec le plus vif désir de lui donner un plein et prompt effet.* Mais je suis persuadé que vous conviendrez avec moi, que rien n'est plus convenable pour obtenir et accélérer cette fin désirable, que de montrer que nous sommes préparés pour l'une et l'autre alternative, et déterminés à poursuivre la guerre avec la plus vigoureuse énergie, jusqu'à ce que nous ayions les moyens de conclure, de concert avec nos alliés, une paix telle que la justice de notre cause, et la situation de l'ennemi nous donnent le droit de l'attendre.

» D'après ces vues, je continue de faire les plus grands efforts pour conserver et augmenter notre supériorité navale et parvenir à d'actives et vigoureuses opérations dans les Indes occidentales, à l'effet d'assurer et d'étendre les avantages que nous avons obtenus dans cette partie, et auxquels sont si étroitement attachées nos ressources commerciales et notre force maritime.

» Je me repose avec une entiere confiance sur la continuation de votre zele et de votre ferme appui, sur la cons-

Digitized by Google

tante bravoure de mes flottes et de mes armées, sur le courage, la persévérance et l'esprit public de toutes les classes de mon peuple.

» Les actes d'hostilité commis dans les Provinces-Unies sous l'influence et la direction de la France m'ont obligé de les traiter comme si j'étais en état de guerre avec ce pays. La flotte que j'ai employée dans les mers du Nord a reçu la plus cordiale et la plus active assistance de la force navale, fournie par l'impératrice de Russie, et se trouve en effet, par ce moyen, capable d'arrêter toutes les opérations de l'ennemi dans ces parages.

» J'ai conclu des traités d'alliance défensive avec les deux cours impériales, et les ratifications du traité de commerce avec les Etats-Unis d'Amérique, que je vous ai annoncé l'année dernière, sont maintenant échangées.

» J'ai eu soin qu'on vous mit sous les yeux des copies de ces traités. »

Messieurs de la chambre des communes,

« Je vois avec un profond chagrin que les besoins du service public exigeront de nouvelles augmentations aux charges qui sont imposées sur mon peuple. J'ai la confiance que leur poids sera en quelque sorte allégé par l'état florissant de notre commerce et de nos manufactures, et que nos dépenses, quoiqu'elles montent nécessairement très haut, pourront, d'après les circonstances actuelles de la guerre, être considérablement diminuées en comparaison de celles de l'année présente. »

Milords et Messieurs,

« J'ai observé depuis quelque tems, avec la plus grande anxiété, le haut prix du grain, et cette inquiétude est augmentée par la crainte que le produit de la récolte de froment de cette année n'ait pas été telle qu'elle pût soulager mon peuple dans les maux qui l'affligent.

» L'esprit d'ordre et de soumission qui s'est presque généralement manifesté dans ces momens critiques vous seront, j'en suis persuadé, un nouveau motif de vous appliquer avec le zele le plus actif à l'examen des mesnres qui peuvent alléger *la détresse actuelle*, et prévenir, *autant que possible*, le renouvellement de semblables embarras pour l'avenir. Je n'ai rien négligé de mon côté qui pût tendre à ce but, et vous pouvez être assurés que je concourrai de tout mon cœur à l'exécution des déterminations que la sagesse du parlement pourra lui inspirer sur une matiere qui intéresse si particulierement mon peuple, dont le bien sera toujours l'objet le plus cher à mon cœur. »

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Daunou.

Séance de sextidi, 16 *Brumaire.*

Gossuin, organe de la commission chargée de présenter les moyens d'arrêter les progrès de la désertion, fait un rapport à la suite duquel il présente le projet de résolution qui suit :

Le conseil des Cinq-cents, considérant que le salut de la patrie et la gloire des armées exigent que tout militaire soit à son poste; informé officiellement par le comité de salut public que plusieurs volontaires, égarés par la malveillance ou entraînés par des affections particulieres, quittent leurs drapeaux pour rentrer au sein de leurs familles; qu'un pareil abus doit être enfin réprimé, après que la voix paternelle du législateur se sera fait entendre; considérant en outre que la mise en activité de la constitution, et la nouvelle création des conseils militaires, nécessitent la révision des lois sur la désertion, etc., déclare qu'il y a urgence.

Le conseil, après avoir reconnu l'urgence, a résolu ce qui suit : (Suivent plusieurs dispositions pénales.)

Delbret pense que les anciennes lois contre la désertion peuvent suffire entre les mains d'un gouvernement vigoureux.

Thibaudeau demande l'ajournement du projet.

Cadroy invoque l'ordre du jour.

Perrin (des Vosges) déclare qu'il vient de parcourir plusieurs départemens, et qu'il sait qu'un grand nombre de militaires ont quitté les armées sous divers prétextes. Il conclut à l'adoption de la résolution proposée.

Boudin : Dans ce projet, on inflige la peine de mort pour certains cas. Quand serons-nous donc avares de peines de mort? Ne serait-il pas plus convenable de condamner un déserteur à être promené, pendant trois jours, dans sa commune, habillé en femme? Je crois que cette idée, qui appartient aux anciens, aurait des effets salutaires : cette punition arrêterait plutôt les déserteurs que la crainte d'être fusillés.

Le conseil ajourne au 18 de ce mois la discussion du projet et des propositions faites par les divers opinans.

Un membre propose de nommer une commission pour

Digitized by Google

examiner l'affaire de Saladin, Rovere et des autres députés arrêtés pour cause de la conspiration du 13 vendémiaire.

Thibaudeau demande la question préalable sur cette proposition, et leur mise en liberté. Il invoque l'acte constitutionnel qui indique la maniere dont les députés doivent être jugés, et annonce que, s'il avait été à leur place, il serait venu au poste où le peuple les a appellés.

Delahaye appuie Thibaudeau.

Tallien dit qu'il n'est rien de plus sacré que la constitution, mais qu'il ne faut pas ignorer que leur nomination n'était pas connue, lorsque la Convention les frappa d'arrestation; que tout le monde convient que le discours de Saladin a égaré les sections de Paris, et des intrigues de Rovere. Il ajoute que c'est réclamer en faveur des auteurs de la journée du 13 vendémiaire, et oublier que le sang des patriotes y a coulé.

Tallien conclut à ce qu'avant tout la conduite de ces députés soit examinée.

Doulcet-Pontécoulant : Je ne répondrai pas à la déclamation que le préopinant aurait pu s'épargner, décidé que je suis de ne ramasser qu'à la derniere extrémité les brandons de discorde qu'on veut jetter ici. Sans doute, la Convention avait le droit de décréter d'arrestation les hommes dont il s'agit; mais il faut que les dénonciations soient signées, et que les formes constitutionnelles soient observées. Nous voulons tous que le crime soit puni, mais non l'innocence; que nos collegues soient jugés, mais qu'ils le soient d'après la constitution. Je demande aussi que Lhomont, impliqué par erreur dans les accusations relatives au passage du Rhin, soit mis en liberté.

Pénieres : La constitution, toute la constitution, rien que la constitution, c'est la devise que doit prendre le Corps législatif. Tallien a divisé le conseil, en faisant planer le soupçon sur quelques membres. Je declare que je combattrai les hommes qui tenteront de jetter la discorde parmi nous.

Chiappe : On s'est plaint de ce que nos collegues ne se sont pas constitués prisonniers. Je déclare qu'ils sont chez moi : je leur ai donné asyle. Ils ne veulent être jugés que d'après les formes constitutionnelles.

Génissieux demande que la mise en liberté soit prononcée, de maniere à ne rien préjuger sur le fonds.

Delahaye veut qu'on déclare nul et non avenu le décret qui ordonne l'arrestation. (Murmures.)

Morisson demande que la mise en liberté soit motivée sur la constitution. Cette motion est adoptée. La résolution prise à cet égard est revêtue de la formalité de l'urgence.

Digitized by Google

Conseil des Anciens.

Présidence de Baudin (des Ardennes.)

Le président donne lecture d'une résolution qui est envoyée par le conseil des Cinq-cents; elle porte qu'il sera mis trois milliards à la disposition du Directoire exécutif, sous la condition d'en présenter, dans le plus bref délai, l'état de répartition.

Vernier et Barby-Marbois appuient l'urgence de cette résolution. Le conseil des anciens la reconnaît.

Jason-Ladebat représente que la demande de ces fonds n'a point été faite dans la forme prescrite par la constitution; l'art. CCCXIII interdit aux commissaires de la trésorerie nationale, sous peine de forfaiture, de payer aucune somme qu'en vertu d'un décret du Corps législatif, et jusqu'à concurrence des fonds décrétés par lui sur chaque objet; que le Directoire, en demandant la somme, devait en indiquer la répartition à faire entre les divers ministres, de sorte que la distribution ne lui en fût pas laissée.

Plusieurs membres appuient cette opinion, et prouvent par la constitution que les fonds ne doivent être mis qu'à la disposition des ministres.

Dupont (de Nemours) insiste beaucoup sur les dangers qu'il y aurait pour la liberté publique, de fournir d'aussi grands moyens à un Directoire ambitieux.

D'après ces diverses considérations, le conseil des Anciens déclare qu'il ne peut adopter la résolution proposée par celui des Cinq-cents.

On procède à l'appel nominal pour l'élection des cinq commissaires à la trésorerie, pris sur la liste des quinze candidats présentés par le conseil des Cinq cents. Les candidats sont : les citoyens Décierck, commissaire actuel à la trésorerie; Gombaud, *idem*; Piscatory, payeur-général à la trésorerie; Derrey, commissaire national; Dutremblay, ancien commissaire à la trésorerie; Gaudin, *idem*; Lecornu, commissaire à la trésorerie; Delafontaine le jeune, chef à la trésorerie; Lemonnier, commissaire actuel; Savalette, commissaire actuel; Lemoine, ex-député à la Convention nationale; Blachette, payeur-général à l'armée des Alpes; l'Hermina, ancien commissaire à la trésorerie; Moreau, négociant à Lille, et Lerivet, employé à la trésorerie.

Le scrutin pour cette élection est cacheté; on le dépouillera demain.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de septidi, 17 *Brumaire*.

On donne lecture d'un message par lequel le conseil des Anciens

Digitized by Google

Anciens notifie à celui des Cinq cents qu'il a rejetté la résolution concernant les trois milliards.

Un autre message est lu ensuite; c'est le Directoire exécutif qui renouvelle la demande de fonds, en spécifiant, conformément à la constitution, les sommes réparties à chaque ministere; savoir, 50 millions pour celui de la justice; un milliard pour celui de l'intérieur, 200 millions pour celui des finances, 1100 millions pour celui de la guerre, 600 millions pour celui de la marine, et 50 millions pour celui des relations extérieures; total, 3 milliards.

Le conseil déclare qu'il y a urgence; et sur la motion de Villers, il accorde les fonds demandés. La résolution sera portée sur-le-champ au conseil des Anciens.

Fayol demande le rapport du décret du 3 brumaire, qui exclut des fonctions publiques les parens d'émigrés et ceux qui ont participé à la derniere révolte, en signant des arrêtés contraires aux lois. Cette motion excite des murmures.

Villers demande l'ordre du jour, et montre que la Convention pouvait et devait rendre ce décret.

Quelques membres insistent pour la discussion.

Veut-on discuter ici la ruine de la patrie, s'écrie Dubois-Crancé?

On presse le président de mettre l'ordre du jour aux voix; d'autres veulent que la discussion continue. Ce choc d'opinions produit un grand tumulte.

Lehardy réclame la question préalable sur la motion de Fayol.

Fermond: Je m'oppose à la question préalable. (Bruit). Je ne crois pas.... Les cris: *A bas! à bas!* éclatent de toutes parts avec force.

Le conseil adopte la question préalable.

Saladin et Aubry étoient présens à cette séance.

Conseil des Anciens.

On procede au dépouillement du scrutin pour la nomination des cinq commissaires de la trésorerie nationale. Les citoyens qui ont obtenu le plus de suffrages, et qui en conséquence ont été proclamés commissaires, sont: Declerck, Derrey, Lemounier, Savalette et Gombaud.

Le conseil décrete que cette nomination sera communiquée au conseil des Cinq cens et au Directoire par des messagers d'état: il sera expédié à chacun des élus un extrait du procès-verbal d'élection.

On fait lecture d'un message des Cinq-cents, qui contient la résolution sur la mise en liberté des ci-devant membres de la Convention, élus membres du Corps législatif et décrétés d'arrestation le 30 vendémiaire dernier.

Digitized by Google

Olivier Gérente demande qu'on approuve les motifs d'urgence. Nous devons, dit il, nous empresser de mettre en liberté des collegues souffrans, persecutés par des actes arbitraires, et en la personne desquels il a été porté atteinte à la constitution.

Le conseil approuve l'urgence.

Denizel réclame une seconde lecture de la résolution des Cinq-cents. Cette seconde lecture faite, le conseil adopte la résolution. Ce decret sera envoyé sur-le-champ à l'autre conseil par un messager d'état.

Un autre message des Cinq cents est communiqué; c'est la nouvelle resolution relative à la demande de 3 milliards faite par le Directoire exécutif.

Le conseil reconnait l'urgence et adopte les dispositions de cette résolution.

Conseil des Cinq-cents.

Séance d'octidi, 18 *Brumaire*.

Un citoyen écrit au conseil pour la troisieme fois : il offre de lui lire, en public ou en comité général, un plan de finances qu'il a conçu, et qu'il croit très-propre à remédier aux maux présens.

Génissieux appuie cette pétition. Que peut il en arriver, dit-il; nous risquons de perdre quelques instans à entendre un mauvais projet; mais nous pouvons aussi y gagner d'excellentes vues.

Boffroy pense comme Génissieux, que l'on doit entendre le pétitionnaire.

Dubois : Ce citoyen se nomme Campmas. Dans le tems des ballons, il entreprit d'en faire partir un a la Courtille; il ne put jamais en venir à bout. J'ai bien peur qu'il ne soit pas plus habile en finances qu'en physique. Je demande qu'il soit renvoyé à la commission des finances. Adopté.

Le Directoire exécutif envoie deux messages; par le premier, il demande à quel ministere doit être attribué le notariat, la loi n'ayant point reglé cette attribution.

Sur la motion de Thibaudeau, le conseil decide, avec urgence, que le notariat fait partie des attributions du ministere de la justice.

Le second message du Directoire exécutif est relatif aux désertions.

Merlin (de Thionville) monte à la tribune; il dément les bruits répandus par la malveillance à l'occasion de la retraite de l'armée de Sambre et Meuse : il annonce que nous tenons au dela du Rhin Manheim, Dusseldorff et la tête du pont de Neuwied, et que l'ennemi sera forcé de faire la

Digitized by Google

prix, s'il ne veut pas avoir sans cesse une armée républicaine sur l'un et l'autre flanc.

L'ex-général Miranda, mis en arrestation par la Convention comme complice d'Aubry, écrit pour obtenir sa liberté ou son renvoi par-devant un tribunal.

Pelet demande l'ordre du jour, motivé sur la mise en liberté de Saladin et Rovere.

Quirot demande le renvoi au pouvoir exécutif : celui-ci est adopté.

On réclame une commission pour reviser les lois sur les émigrés.

Un membre en propose aussi une pour réprimer les abus qui résultent de notre traité avec la Suisse. L'ordre du jour écarte les deux propositions.

Conseil des Anciens.

De grands changemens ont été faits dans la salle de la ci-devant Convention, occupée actuellement par le conseil des Anciens : toutes les tribunes et galeries du ceintre sont clôturées, il ne reste que les deux grandes tribunes des extrémités, qui ont été réduites de maniere à ne pouvoir contenir chacune que 80 spectateurs ou environ. Les galeries du premier sont provisoirement conservées pour les journalistes. Aucun étranger n'est toléré dans la salle ; la tenue des séances est calme et majestueuse. Les bancs des députés ont été distribués en séries numérotées, et de maniere qu'il n'y a place que pour deux-cent-cinquante membres : la place de chaque membre est aussi marquée d'un numéro. On sait qu'aux termes du réglement, les membres doivent, chaque mois, tirer au sort la place que chacun doit occuper, et les numéros des places doivent servir à cette opération. Les numéros des séries serviront pour recueillir plus aisément les suffrages, dans le cas où l'épreuve par assis et lever paraîtra douteuse.

Après la lecture des procès-verbaux, le conseil des Anciens accorde à Belin un congé de cinq décades, et un congé de quatre décades à Topsent.

Les nouveaux commissaires de la trésorerie nationale adressent au conseil une lettre de remercîment ; ils protestent de leur zele et de leur fidélité à la constitution.

Comme il ne se présente aucune affaire à traiter, le conseil s'ajourne à demain. La séance est levée à deux heures.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de nonidi, 19 *Brumaire*.

Après la lecture de la correspondance, Siméon a obtenu

Digitized by Google

la parole pour un motion d'ordre ; l'état où se trouve le département des Bouches-du-Rhône est l'objet sur lequel il a appellé l'attention du conseil.

Il a rappellé tous les maux que ce département a soufferts sous Robespierre ; dans les tems où les clubs d'Aix, de Marseille, lançaient chaque jour des arrêts de mort, chaque soir on saisissait les citoyens pour les conduire à la lanterne ; chaque matin on se demandait avec effroi, combien de citoyens avaient été pendus dans la nuit.

L'opinant dénonce ensuite Fréron ; il expose que les décrets des 5 et 13 fructidor avaient obtenu un assentiment unanime dans ce département.

Si depuis il s'y est commis quelqu'excès, on doit les attribuer à la crainte de voir renaître le régime de Robespierre. Mais, dans ce moment, on fuit de Marseille ; plusieurs de ses habitans ont été sabrés pour cause de fédéralisme : Fréron est accompagné de deux individus du nombre des 28 qui avaient été enfermés au château de Ham. Qu'ils jouissent de l'amnistie, dit l'orateur, je ne leur envie pas cette faveur ; mais qu'ils ne puissent plus nuire, voilà ce que je demande.

Après plusieurs autres détails, l'opinant demande le rappel des représentans en mission.

Colombelle assure que Fréron a rempli sa mission d'une maniere digne d'éloges ; il représente d'ailleurs que les plaintes contre lui doivent être portées au Directoire exécutif.

Un membre veut dénoncer aussi Reverchon ; des murmures l'interrompent.

Plusieurs opinans appuient la demande de Colombelle.

Dumolard cite le décret qui veut que les représentans en mission, lors de l'installation du Directoire, n'y restent que jusqu'à l'instant où il leur aura notifié cette installation. Il demande donc qu'on se borne à demander au Directoire quelles mesures il a prises à cet égard. Cette proposition est adoptée.

Plusieurs membres demandent la parole.

Dubois-Dubay représente que rien n'est plus urgent que de s'occuper de la loi sur la désertion.

Gossuin monte à la tribune.

Saladin s'y présente en même-tems, et demande la parole pour une motion d'ordre relative à lui-même : il importe, dit-il, que le peuple sache qu'il n'y a ici que des députés sans reproche.

Le conseil donne la parole à Gossuin.

Plusieurs membres parlent sur le fond du décret.

On procede à l'appel nominal pour constater si les membres présens sont au nombre requis par la constitution.

Il n'y a rien de statué sur le projet de Gossuin : il est ajourné à une autre séance.

Digitized by Google

Conseil des Anciens.

Après la lecture du procès-verbal de la séance du 18, dont la rédaction est adoptée, un secrétaire lit une résolution adressée au conseil des Anciens par celui des Cinq-cents.

L'objet de cette résolution, précédée de la déclaration d'urgence, est de réparer les omissions qui existent dans la loi du 28 vendémiaire, sur l'organisation du ministere de la justice, et de classer, dans les attributions de cette branche de l'administration, le notariat et les divers objets qui y sont relatifs.

L'urgence est mise aux voix et reconnue. Personne ne demande la parole contre la résolution; le conseil l'approuve à l'unanimité.

Olivier Gérente demande qu'il soit réservé dans la salle du conseil une place particuliere pour les membres du conseil des Cinq-cens qui voudront assister aux séances de celui des Anciens.

Il propose de plus que les inspecteurs des deux conseils s'entendent pour que la construction d'une pareille tribune soit faite dans les deux salles.

Dupont (de Nemours) est d'avis de la proposition : une pareille communication entre les deux conseils ne peut qu'être avantageuse, dit-il; la présence des membres de chaque conseil, aux discussions respectives des deux conseils, ne peut qu'éviter des oppositions fâcheuses et suggérer des réflexions utiles.

Cornillau représente qu'en adoptant cette proposition, on augmenterait nécessairement le nombre des personnes qui doivent assister aux séances de chaque conseil; et qu'ainsi on violerait la constitution. Il ajoute que la constitution ne permet pas davantage que les membres des deux conseils puissent jamais se réunir dans la même salle; enfin il expose les craintes qu'il a que les membres d'un conseil assistant aux séances de l'autre n'influencent, quoique placés à une tribune particuliere, la décision du conseil délibérant, par des gestes, des murmures ou même des coups-d'œil.

La proposition d'Olivier Gérente n'étant point appuyée, n'est point mise aux voix.

Creusé-Latouche propose d'ajourner la séance à après-demain.

Legrand observe que, malgré qu'il n'y ait pas de travaux préparés, il est possible qu'il arrive demain des résolutions urgentes. La proposition n'a pas de suite.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de décadi, 20 *Brumaire*.

La discussion sur les moyens de réprimer la désertion fut

Digitized by Google

suspendue hier, parce que plusieurs membres observerent que l'Assemblée n'était pas en nombre suffisant pour délibérer; pour s'assurer de ce fait, on procéda à l'appel nominal; les noms des absens furent notés, et on leva la séance. Aujourd'hui Dupuis demande que l'heure à laquelle les séances doivent commencer soit fixée, de maniere qu'il se trouve à cette heure-là, dans la salle, un nombre de membres qui surpasse celui de 200, afin que le conseil puisse prendre des délibérations.

Colombel appuie cette motion; il observe qu'il est nécessaire que le conseil seconde, de tout son pouvoir, l'action constitutionnelle du Directoire exécutif.

Perrin (des Vosges) dit qu'il faut, avant de prendre aucune délibération, attendre que l'Assemblée soit plus nombreuse.

Cambacérès donne lecture des procès verbaux des deux dernieres séances, et de plusieurs adresses.

Des nouveaux députés se présentent avec les certificats de l'archiviste relatifs à la vérification de leurs pouvoirs. Ils sont admis.

On reprend la discussion de la suite du projet de Cossuin contre la désertion. Il s'agit d'abord de savoir si le droit de donner des réquisitions sera laissé au Directoire, comme il avait été attribué aux comités de gouvernement.

Plusieurs membres pensent que l'exercice de ce pouvoir a été accompagné de trop d'abus pour qu'on le laisse subsister, au moins sans exception.

Villard est d'avis que le Directoire soit investi de ce pouvoir, et qu'on ne doit rien ôter au gouvernement de ce qui peut l'aider dans ses opérations.

Colombel dit que sur cent réquisitions données, il n'en est pas cinq dont l'effet ait été avantageux à la République.

Après quelques débats, le conseil arrête que les réquisitions données sont abolies; et que le Directoire néanmoins aura la faculté d'en donner, lorsqu'il le jugera nécessaire pour services indispensables.

On discute ensuite l'article du projet qui porte peine de mort contre ceux qui désertent pour aller à l'ennemi ou chez les rebelles.

Talot pense qu'il faut établir une distinction entre les déserteurs qui iraient à l'ennemi, sans prendre les armes contre la patrie, et ceux qui s'enrôleraient dans l'armée ennemie.

Un membre, en s'élevant contre le crime de désertion, s'éleve aussi contre plusieurs abus qui peuvent, dit-il, porter les soldats à le commettre; il dit que souvent les volontaires ont été abandonnés à la plus affreuse détresse, n'ayant ni vêtemens, ni souliers, ni subsistances: il appuie sur ces tableaux affligeans.

Digitized by Google

Génissieux reprend avec véhémence le préopinant, et observe qu'il n'aurait pas mieux parlé, quand il aurait été question de porter les volontaires à la désertion ; il aime à croire que son discours est plutôt l'effet d'un zele inadvertent, que d'une combinaison de malveillance.

Le conseil arrête que tout déserteur à l'ennemi ou chez les rebelles sera puni de mort.

On reçoit un message du Directoire exécutif, en réponse au message que le conseil lui envoya hier, pour savoir s'il a notifié son installation aux représentans en mission dans les départemens ou près les armées.

Le Directoire observe qu'il n'a pu encore notifier son installation à tous les députés commissaires du gouvernement, parce qu'en faisant cette notification, il faut qu'il les remplace par d'autres agens, et qu'il est impossible que toutes les parties de l'administration s'organisent simultanément. Il ajoute que le besoin de faire de bons choix, exige un travail qui ne soit pas trop précipité.

Le conseil ordonne l'insertion de ce message au procès-verbal.

Un nouveau député, le citoyen Valentin, cite un article de la constitution qui déclare les fonctions de législateur incompatibles avec toutes autres fonctions, excepté celle d'archiviste. Il en conclut que le représentant Legant, qui a été réélu, et qui se trouve en mission dans le département de l'Ain, n'a aucune qualité, aucun pouvoir pour continuer cette mission : il demande qu'il soit rappelé. Il dit que tout était tranquille dans ce département avant l'arrivée de Legant. Il réclame l'exécution stricte et littérale de la constitution.

Plusieurs membres interrompent l'opinant, et s'écrient que sa motion tend à désorganiser, et qu'il ne peut ignorer l'existence d'une loi qui autorise les représentans en mission à continuer leur surveillance jusqu'à la notification du Directoire.

Aucun membre n'appuyant la motion de Valentin, le conseil passe à l'ordre du jour.

Conseil des Anciens.

Après la lecture du procès-verbal de la séance d'hier, le conseil n'ayant pas d'ordre du jour déterminé, s'ajourne au lendemain.

Digitized by Google

Suite du décret sur l'instruction publique.

» Art. X. Les communes qui possédaient des établissemens d'instruction, connus sous le nom de colleges, et dans lesquels il ne sera pas placé d'école centrale, pourront conserver les locaux qui étoient affectés auxdits colleges, pour y organiser à leurs frais des écoles centrales *supplémentaires*.

» XI. Sur la demande des citoyens desdites communes, et sur les plans proposés par leurs administrations municipales, et approuvés par les administrateurs de département, l'organisation des écoles centrales supplémentaires, et les modes de la contribution nécessaire à leur entretien, seront décrétés par le corps législatif.

» XII. L'organisation des écoles centrales supplémentaires sera rapprochée, autant que les localités le permettront, du plan commun des écoles centrales instituées par la présente loi.

ÉCOLES SPÉCIALES. » Art. 1er. Il y aura dans la République des écoles specialement destinées à l'étude; 1°. de l'astronomie; 2°. de la géométrie et de la mécanique; 3°. de l'histoire naturelle; 4°. de la médecine; 5°. de l'art vétérinaire; 6°. de l'économie rurale; 7°. des antiquités; 8°. des sciences politiques; 9°. de la peinture, de la sculpture et de l'architecture; 10°. de la musique.

» II. Il y aura de plus des écoles pour les sourds et muets, et pour les aveugles nés.

» III. Le nombre et l'organisation de chacune de ces écoles seront déterminés par des lois particulieres, sur le rapport du comité d'instruction publique.

» IV. Ne sont point comprises parmi les écoles mentionnées dans l'art. 1er. du présent titre, les écoles relatives à l'artillerie, au génie militaire et civil, à la marine et aux autres services publics, lesquelles seront maintenues telles qu'elles existent, ou établies par des décrets particuliers.

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET DES ARTS. » Art. 1er. L'institut national des sciences et des arts appartient à toute la République; il est fixé à Paris; il est destiné, 1°. à perfectionner les sciences et les arts par des recherches non interrompues, par la publication des découvertes, par la correspondance avec les sociétés savantes et étrangeres; 2°. à suivre, conformément aux lois et aux arrêtés du Directoire exécutif, les travaux scientifiques et littéraires qui auront pour objet l'utilité générale et la gloire de la République.

Digitized by Google

» II. Il est composé de membres résidans à Paris, et d'un égal nombre d'associés repandus dans les différentes parties de la République ; il s'associe des savans étrangers, dont le nombre est de 24, huit pour chacune des trois classes.

» III. Il est divisé en trois classes, et chaque classe en plusieurs sections.

» La premiere classe, celle des *sciences physiques et mathématiques*, comprend dix sections, savoir : premiere, mathématiques ; seconde, arts mécaniques ; troisieme, astronomie ; quatrieme, physique expérimentale ; cinquieme, chimie ; sixieme, histoire naturelle et minéralogie ; septieme, botanique et physique végetale ; huitieme, anatomie et zoologie ; neuvieme, médecine et chirurgie ; dixieme, économie rurale et arts vétérinaires.

» La seconde classe, celle des *sciences morales et politiques*, comprend six sections : premiere, analyse des sensations et des idées ; deuxieme, morale ; troisieme, science sociale et legislation ; quatrieme, économie politique ; cinquieme, histoire ; sixieme, géographie.

» La troisieme classe, celle de *littérature et beaux arts*, comprend huit sections : premiere, grammaire ; deuxieme, langues anciennes ; troisieme, poésie ; quatrieme, antiquités et monumens ; cinquieme, peinture ; sixieme, sculpture ; septieme, architecture ; huitieme, musique et déclamation.

» Six membres résidans à Paris et six associés dans les départemens, sont attachés à chacune de ces 24 sections, ce qui donne en tout 144 membres résidans à Paris, et 144 associés dans les départemens, indépendamment des 24 savans étrangers associés.

» IV. Chaque classe de l'institut a un local où elle s'assemble en particulier. Aucun membre ne peut appartenir à deux classes différentes ; mais il peut assister aux séances, et concourir aux travaux d'une autre classe.

» V. Chaque classe de l'institut publiera tous les ans ses découvertes et ses travaux.

» VI. L'institut national aura quatre séances publiques par an. Les trois classes seront réunies dans ces séances. Il rendra compte tous les ans au Corps législatif des progrès des sciences, et des travaux de chacune de ces classes.

» VII. L'institut publiera tous les ans, à une époque fixe, les programmes des prix que chaque classe devra distribuer.

» VIII. Le Corps législatif fixera tous les ans sur l'état fourni par le Directoire exécutif, une somme pour l'entretien et les travaux de l'institut national des sciences et des arts.

» IX. Pour la formation de l'institut national, le Directoire exécutif nommera 48 membres, qui éliront les 96 autres. Les 144 membres réunis nommeront les associés.

Digitized by Google

„ X. L'institut une fois organisé, les nominations aux places vacantes seront faites par l'institut, sur une liste au moins triple, présentée par la classe où une place aura vaqué. Il en sera de même pour la nomination des associés, soit français, soit étranger.

„ XI. Chaque classe de l'institut aura dans son local une collection des productions de la nature et des arts, ainsi qu'une bibliothèque relative aux sciences ou aux arts dont elle s'occupe.

„ XII. Les réglemens relatifs à la tenue des séances et aux travaux de l'institut, seront rédigés par l'institut lui même, et présentés au Corps législatif, qui les examinera dans la forme ordinaire de toutes les propositions qui doivent être transformées en lois.

ENCOURAGEMENS, RÉCOMPENSES ET HONNEURS PUBLICS. „ Art. 1er. L'institut national nommera tous les ans au concours 20 citoyens qui seront chargés de voyager et de faire des observations relatives à l'agriculture, tant dans les départemens de la République, que dans les pays étrangers.

„ II. Ne pourront être admis au concours mentionné dans l'article précédent, que ceux qui réuniront les conditions suivantes: 1°. être âgé de 25 ans au moins; 2°. être propriétaire ou fils de propriétaire d'un domaine rural formant un corps d'exploitation, ou fermier, ou fils de fermier d'un corps de ferme, d'une ou de plusieurs charrues, par bail de 30 ans au moins; 3°. savoir la théorie et la pratique des principales opérations de l'agriculture; 4°. avoir des connaissances en arithmétique, en géométrie élémentaire, en économie politique, en histoire naturelle en général, mais particulièrement en botanique et en minéralogie.

„ III. Les citoyens nommés par l'institut national voyageront pendant trois ans aux frais de la République, et moyennant un traitement que le Corps législatif déterminera. Ils tiendront un journal de leurs opérations, correspondront avec l'institut, et lui enverront, tous les trois mois, les résultats de leurs travaux, qui seront rendus publics. Les sujets nommés seront successivement pris dans chacun des départemens de la République.

„ IV. L'institut national nommera tous les ans, six de ses membres pour voyager, soit ensemble, soit séparément, pour faire des recherches sur les diverses branches des connaissances humaines, autres que l'agriculture.

„ V. Le palais national à Rome, destiné jusqu'ici à des élèves français de peinture, de sculpture et architecture, conservera cette destination.

„ VI. Cet établissement sera dirigé par un peintre français ayant séjourné en Italie, lequel sera nommé par le Directoire exécutif pour six ans.

Digitized by Google

„ VII. Les artistes français désignés à cet effet par l'institut, et nommés par le Directoire exécutif, seront envoyés à Rome. Il y résideront cinq ans dans le palais national, où ils seront logés et nourris aux frais de la République, comme par le passé : ils seront indemnisés de leurs frais de voyage.

„ VIII. La nation accorde à vingt élèves dans chacune des écoles mentionnées dans les titres II et III de la présente loi, (écoles centrales et spéciales), des pensions temporaires, dont le *maximum* sera déterminé chaque année par le Corps législatif. Les élèves auxquels ces pensions devront être appliquées, seront nommés par le Directoire exécutif, sur la présentation des professeurs et des administrations de département.

„ IX. Les instituteurs et professeurs publics établis par la présente loi, qui auront rempli leurs fonctions durant vingt-cinq années recevront une pension de retraite égale à leur traitement fixe.

„ X. L'institut national dans ses séances publiques distribuera chaque année plusieurs prix.

„ XI. Il sera, dans les fêtes publiques, décerné des récompenses aux élèves qui se seront distingués dans les écoles nationales.

„ XII. Des récompenses seront également décernées dans les mêmes fêtes, aux inventions et découvertes utiles, aux succès distingués dans les arts, aux belles actions et à la pratique constante des vertus domestiques et sociales.

„ XIII. Le Corps législatif décerne les honneurs du Panthéon aux grands hommes dix ans après leur mort. „

FÊTES NATIONALES. „ Art. 1er. Dans chaque canton de la République il sera célébré, chaque année, sept fêtes nationales ; savoir :

Celle de la fondation de la République, le 1er. vendémiaire ;
Celle de la jeunesse, le 10 germinal ;
Celle des époux, le 10 floréal ;
Celle de la reconnaissance, le 10 prairial ;
Celle de l'agriculture, le 10 messidor ;
Celle de la liberté, les 9 et 10 thermidor ;
Celle des vieillards, le 10 fructidor.

„ II. La célébration des fêtes nationales de canton consiste : en chants patriotiques, en discours sur la morale du citoyen, en banquets fraternels, en divers jeux publics propres à chaque localité, et dans la distribution des récompenses.

„ III. L'ordonnance des fêtes nationales en chaque canton est arrêtée et annoncée à l'avance par les administrations municipales.

„ IV. Le Corps législatif décrete chaque année deux mois à l'avance, l'ordre et le mode suivant lesquels la fête du 1er. vendémiaire doit être célébrée dans la commune où il réside. „

Digitized by Google

Rédaction du décret sur la réunion de la Belgique et le pays de Liége à la République Française.

« Art. Ier. Les décrets de la Convention nationale des 2 et 4 mars et 8 mai 1793, qui ont réuni le pays de Liége, de Stavelot, de Logne et de Malmédy au territoire français, seront exécutés selon leur forme et teneur.

» II. Seront pareillement exécutés les décrets de la Convention nationale des 1, 2, 6, 8, 9, 11, 19 et 23 mars 1793, qui ont réuni au territoire français le Hainault, le Tournaisis, le pays de Namur et la majorité des communes de la Flandre et du Brabant.

» III. La Convention nationale accepte le vœu émis en 1793 par les communes d'Ypres, Grammont et autres communes de la Flandre, du Brabant et de la partie ci-devant autrichienne de la Gueldre, non comprises auxdits décrets, pour leur réunion au territoire français.

» IV. Sont pareillement reunis au territoire français tous les autres pays en deçà du Rhin qui étaient, avant la guerre actuelle, sous la domination de l'Autriché, et ceux qui ont été conservés à la République Française par le traité conclu à la Haye, le 27 floréal dernier, entre ses plénipotentiaires et ceux de la République des Provinces-Unies, auquel il n'est dérogé en rien par aucune des dispositions du présent décret.

» V. Les habitans du pays de Liége, de Stavelot, de Logne et de Malmedy, et ceux des communes de la Belgique comprises dans les articles II et III du présent décret, jouiront, dès-à-présent, de tous les droits de citoyens français, si d'ailleurs ils ont les qualités requises par la constitution.

» VI. A l'égard des communes comprises dans l'article IV ci-dessus, les habitans jouiront, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement disposé, de tous les droits garantis par la constitution aux étrangers qui résident en France, ou y possedent des propriétés.

» VII. Les pays mentionnés dans les quatre premiers articles du présent décret, seront divisés en neuf départemens, savoir: celui de la Dyle (Bruxelles, chef-lieu); celui de l'Escaut (Gand, chef-lieu); celui de la Lys (Bruges, chef-lieu); celui de Gemmape (Mons, chef-lieu); celui des Forêts (Luxembourg, chef-lieu); celui de Sambre et Meuse (Namur, chef-lieu); celui de l'Ourthe (Liége, chef-lieu); celui de la Meuse inférieure (Maëstreicht, chef-lieu); celui des Deux-Nettes, (Anvers, chef-lieu.)

» VIII. Les représentans du peuple envoyés dans la Belgique sont chargés de déterminer les arrondissemens respectifs de ces départemens, et de les diviser en cantons, à *l'instar* des autres du territoire français.

» IX. Ils nommeront provisoirement les fonctionnaires qui devront composer les administrations de départemens, celle

Digitized by Google

de cantons, et les tribunaux des pays de Limbourg, de Luxembourg, de Maësireicht, de Venloo, et leurs dependances, et de la Flandre ci devant hollandaise.

» X. Le Corps législatif déterminera le nombre de représentans du peuple que chacun des départemens, formés en exécution de l'article VII ci-dessus, devra nommer conformément à la constitution, à l'epoque du renouvellement qui aura lieu l'an 5e de la République.

» XI. Les représentans du peuple envoyés dans la Belgique veilleront à la très-prompte rentrée des contributions extraordinaires imposées à ces pays, et formant leur contingent des frais de la guerre de la liberté.

» XII. Les bureaux de douanes actuellement existans, soit entre la France et les pays mentionnés dans les quatre premiers articles du présent décret, soit entre les differentes parties de ces mêmes pays, sont supprimés; ceux qui sont établis entre ces mêmes pays et les Provinces Unies et les pays non réunis entre Meuse et Rhin, demeurent maintenus.

PARIS. *Quartidi 24 Brumaire, 4e. année de la République.*

Gracchus Babœuf, qui après le 9 thermidor imprimait une feuille périodique intitulée *le Tribun du Peuple*, et qui fut incarcéré parce que les principes contenus dans ses écrits consacraient les exagérations les plus funestes du système démocratique, vient de faire paraître un numéro sous le même titre, dans lequel Babœuf se déclare en faveur du regime de Robespierre et de la constitution de 1793. La coincidence singuliere de cette nouvelle production avec l'installation du gouvernement, les éloges donnés à la constitution de 93, lorsque celle sanctionnée au scrutin par le Peuple Français est à peine organisée, offre certainement un problême difficile à résoudre. Sont-ce les terroristes qui conçoivent de nouvelles espérances? Il serait aisé de persuader cette proposition sur-tout lorsqu'on voit les partisans de la constitution réclamée par Babœuf entourer le nouveau gouvernement et jouir d'une certaine faveur; cependant comme les royalistes déjoués le 13 ne pourraient prendre une voie plus habile pour empêcher le succès de la constitution adoptée, que de déguiser leurs atteintes sous le manteau de la démagogie, il ne serait pas insensé de craindre que cette nouvelle levée de bouclier ne fût en partie de leur création.

Faypoul est nommé ministre des finances à la place de *Gaudin* qui n'a point accepté.

Digitized by Google

Trouvé, rédacteur en chef du Moniteur, nommé secrétaire-général du Directoire exécutif, a donné sa démission. Il est remplacé par le citoyen *Lagarde*, ex administrateur dans l'un des départemens du Nord.

Voici deux lettres que le citoyen Trouvé a publiées dans le Moniteur en reprenant ses premieres fonctions.

C. J. Trouvé, au Directoire exécutif. — Paris le 15 brumaire, an 4 de la République Française.

« Citoyens, en acceptant la place de secrétaire près le Directoire executif, j'avais cru que ses fonctions se borneraient aux termes de l'article constitutionnel qui l'établit, et qu'il serait uniquement chargé de travailler dans l'intimité avec les membres du Directoire. Je me suis trompé sur l'étendue de ses fonctions. Elles exigent des talens administratifs qu'on ne doit pas attendre d'un homme accoutumé sur-tout à l'etude des lettres et de la philosophie. L'éclat qui environnera la place qui m'est confiée en ce moment, la représentation dont elle sera nécessairement accompagnée, ne peuvent convenir à mon caractere ni à mes habitudes.

» Tous ceux qui s'adressent au Directoire ou à son secrétaire, paraissent si fortement frappés de mon air de jeunesse, malgré mes vingt-huit ans, que je crains de ne pas inspirer d'abord toute la confiance nécessaire dans une place de cette importance.

» Je prie donc le Directoire exécutif de vouloir bien accepter ma démission. Je rentrerai dans cette obscurité douce et paisible, dont je ne veux plus sortir. J'y servirai beaucoup mieux la république et la cause de la liberté, en méditant sur les principes, que je ne les aurais servies en étouffant par des travaux, pour ainsi dire administratifs, le peu de dispositions que l'estime du Directoire avait encouragée en moi. Je remporte, en le quittant, la satisfaction d'avoir été pendant quelques jours témoin de l'harmonie touchante qui regne entre tous ses membres, et l'espérance que le bonheur public sera bientôt la récompense du zele qui les anime. »

Salut et respect. *Signé*, TROUVÉ.

Le Directoire exécutif au citoyen Trouvé. — Paris le 15 brumaire, an 4 de la République Française.

« Le Directoire exécutif a reçu, citoyen, la lettre que vous venez de lui adresser, par laquelle vous donnez votre démission de l'emploi de secrétaire général du Directoire exécutif. Le peu de jours que vous avez travaillé avec lui, n'a fait que redoubler l'estime qu'il avait conçue pour vos vertus et vos talens. Il espere qu'en acceptant votre démission, il ne se prive pas des ressources qu'il peut trouver en vous, tant pour le service de la République en général, que pour le sien parti-

Digitized by Google

culier. Il desire vous attacher à lui dans le bureau de confiance qu'il se propose d'établir, ce qui ne vous empêcherait pas de continuer votre travail dans le Moniteur où vous avez prouvé par d'excellens articles que vous savez défendre la République avec autant de lumieres que de courage.

» Le Directoire pense que vous devez remplir vos fonctions jusqu'à ce qu'il ait fait un nouveau choix. » Salut.

Signés, REWBELL, *président*; L. M. REVEILLERE-LEPAUX, CARNOT, LETOURNEUR, P. BARRAS.

Le cioyen Trouvé a cru devoir refuser les offres du Directoire exécutif; « j'ai toujours pensé, dit-il, que l'écrivain qui exerce la magistrature de l'opinion publique, doit conserver, dans toute leur intégrité, l'indépendance de sa pensée et la franchise de sa plume. »

Lemaître a été condamné le 18, à 5 heures du matin, à la peine de mort, par la commission militaire séant à la section Lepelletier: du nombre de ses dix co-accusés, trois ont été acquittés et mis en liberté; les sept autres sont condamnés à la déportation, ou à la détention, ou aux fers pour un tems déterminé.

Lemaître a subi son jugement, le 19, sur la place de Grêve.

L'affaire de Cormatin, dont se trouve saisi le tribunal criminel du département de la Seine, est suspendue par l'absence d'un témoin essentiel.

La citoyenne Tourzel, placée par les derniers comités auprès de la fille de Louis XVI, avait été arrêtée le 18, par ordre du gouvernement, et conduite aux Quatre-Nations le 21; elle a été remise en liberté.

Décadi prochain, le Directoire exécutif, en grand costume, doit donner une audience publique et solemnelle à tous les envoyés des puissances amies et alliées qui se trouvent à Paris. Ces ambassadeurs seront présentés par Charles-Delacroix, ministre des relations extérieures. Les six ministres seront aussi en grand costume.

Depuis quelques jours la distribution des subsistances éprouve des difficultés. Le pain se donne fort tard: la portion de riz a été supprimée.

Une lettre écrite de Bonn, le 14 brumaire, adressée au citoyen Cochet, membre du conseil des Cinq-cents, porte que les Autrichiens, qui avaient passé le Rhin au-dessous de cette ville, et s'étaient même avancés jusqu'à Trurback, ont été attaqués par le général Marceau, et obligés de repasser le fleuve en grand hâte.

Extrait d'une lettre du fort Clisson, près Nantes, du 5 brumaire.

« Depuis un mois que nous bivaquons, nous avons jour-

Digitized by Google

mellement des prises avec des chouans, et malgré l'intempérie de la saison, nous les soutenons victorieusement. Il y a quelques jours que nous avons marché sur cinq colonnes, de 4,000 hommes chacune, contre Charette; le général Boulard qui commandait s'est comporté supérieurement; nous avons battu l'ennemi; mais ce brave général, après avoir été grièvement blessé, vient de mourir à Nantes des suites de cette affaire; il emporte avec lui les regrets de toute l'armée.

» Plusieurs bataillons viennent d'être cantonnés dans les environs; ils y passeront sans doute l'hiver: en général, nous avons besoin de repos. Les administrations des vivres et habillemens doivent être surveillées. La troupe éprouve des privations. La guerre que nous faisons mérite d'être approfondie par le gouvernement: il est très-probable que les émigrés, et même le *prétendant*, entretiennent avec des employés de la République une correspondance suivie. Il y a vraiment quelque chose d'extraordinaire dans notre position. N'importe, nous nous battrons pour la République jusqu'à la mort. »

Salut et fraternité. *Signé*, G**DO*, *employé à l'armée.*

Nantes, 19 brumaire.

Le courier parti de Paris le 7 brumaire, a été arrêté par les chouans entre Fouille-Tourte et la Fleche: on ne sait encore ce qu'il est devenu.

Trois ou quatre jours avant, la diligence venant de Paris avait été également arrêtée par des chouans habillés en garde nationale, qui en ont seulement enlevé deux hommes, en ôtages, disaient-ils, de deux des leurs qui avaient été pris la veille. Cet accident laisse une lacune dans les nouvelles de Paris et les séances de la législature. La diligence n'a point été pillée.

Extrait d'une lettre de Bayonne à un négociant de Nantes, le 3 brumaire.

« Nos chers amis, le courier d'Espagne, arrivé ce matin, nous apporte les plus grandes nouvelles.

» Une des divisions sorties de Toulon a rencontré un convoi de 80 voiles venant du Levant, escorté par des vaisseaux et frégates; 36 à 40 de ces batimens sont entrés à Cadix avec le vaisseau le *Censeur*, pris avec les marchands: deux autres vaisseaux, quoique vivement poursuivis, ont échappé à la faveur de la nuit. La division n'a pu amariner un plus grand nombre de bâtimens, faute de monde, mais elle en a coulé beaucoup. Enfin, il n'y a qu'un faible débris qui a échappé.

» Plus de trente lettres de Cadix donnent cette nouvelle, même les maisons le plus renommées: tous les Français enfin en écrit; ils évaluent les cargaisons à 6,000000 de piastres. »

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 30 BRUMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Samedi* 21 *Novembre* 1795, vieux style.)

LITTÉRATURE.

D'ORBEUIL ET CÉLIANE DE VALRAN ; leurs amours et leurs malheurs pendant la tyrannie de Robespierre. Par C. B. LE BASTIER. Deux volumes in-16. A Paris, chez LE BASTIER freres, jeunes, rue Bonconseil, n°. 14 ; et chez les marchands de nouveautés. L'an 3e. (1795).

D'ORBEUIL né à Philadelphie, passe en France pour recueillir une succession considérable. Il arrive à Paris. Jeune, n'ayant d'autre connaissance que son homme d'affaire, mais aimant la solitude et la lecture, il va souvent au jardin des Tuileries promener ses rêveries un livre à la main. Il rencontre une jeune personne de 16 à 17 ans, accompagnée de sa gouvernante. Sa beauté, ses graces, sa décence le frappent. Il la suit de loin jusqu'à sa demeure, et entend prononcer le nom de Céliane de Valran. Il la retrouve fréquemment au Lycée et aux Tuileries, et chaque jour l'impression devient plus profonde.

Il apprend que le pere de Céliane est un juge intègre et fort éclairé. Il prend prétexte de son affaire pour s'introduire chez lui. C'est-là qu'il jouit du plaisir de voir ou d'entendre Céliane. Son amour augmente, et il s'apperçoit qu'il n'est pas lui-même indifférent à la jeune personne. D'Orbeuil gagne son procès, et c'est aux sages conseils de Valran, ami de son défenseur, qu'il en est redevable. Prêt à retourner à Philadelphie, il veut s'ouvrir au pere de Céliane ; il lui avoue qu'il aime éperduement une jeune personne dont il se croit aimé, mais il craint que le pere ne veuille consentir à son union. Valran qui connaît le secret de sa fille aussi bien que celui du jeune homme, le rassure. Ceci amene une explication dont le résultat est que Valran approuve les intentions de d'Orbeuil, mais son seul consentement

Digitized by Google

ne suffit pas, il faut celui de sa mere, et il l'invite à retourner à Philadelphie pour l'obtenir.

D'Orbeuil part, et revient quelques mois après avec sa mere, résolue de se fixer en France où elle était née. Son premier soin à son arrivée est de voler chez Valran; mais ce vieillard respectable n'est plus, on ignore où est allée sa fille. On sait seulement qu'un oncle venu de Londres l'avait emmenée dans sa maison. D'Orbeuil désespéré fait d'infructueuses recherches. Enfin, après un certain tems il rencontre aux Champs-Elysées un ancien ami nommé Terval, jeune homme vif, léger, inconsidéré, mais ayant quelques qualités estimables. Terval lui confie qu'il est épris des charmes de la niece de Gercour qui demeure dans un des beaux hôtels qui bordent les Champs-Elysées, et que cette niece s'appellait Céliane de Valran. Ce Gercour est un vieux avare, méfiant à l'excès, qui tient Céliane renfermée. Terval fait part à d'Orbeuil du projet qu'il a de s'introduire chez Gercour pour enlever la niece dont il se croit aimé.

D'Orbeuil a peine à dissimuler sa joie de retrouver Céliane, et son dépit d'avoir un rival; mais il est bientôt rassuré par Florine, femme-de-chambre de Céliane, qui lui procure une entrevue avec sa maîtresse. Céliane presse d'Orbeuil de venir avec sa mere voir son oncle, et de solliciter leur union. Cependant Florine instruit d'Orbeuil que des hommes doivent s'introduire la nuit dans le jardin et enlever Céliane. D'Orbeuil s'y rend armé, dissipe les brigands et délivre Gercour de leurs mains. Il choisit le moment où celui-ci ne peut se défendre d'un sentiment de reconnaissance pour lui parler de son amour pour Céliane et de la promesse qu'il avait reçue de son pere de la lui donner pour épouse. Gercour paraît touché de sa tendresse, et consent que d'Orbeuil lui présente sa mere. Mais quand l'un et l'autre reviennent, Gercour et la niece avaient disparu.

Nouveau malheur pour d'Orbeuil; nouvelles recherches de sa part. Le hasard lui fait découvrir que Gercour et sa niece se sont retirés à Corbeil. Il va s'y établir avec deux amis, le citoyen et la citoyenne d'Herbeline qui s'intéressent vivement à son sort. Ils louent une maison et un jardin de l'autre côté de la Seine en face de la maison de Gercour. D'Orbeuil parvient à faire remettre un billet à Céliane, et à la voir à la dérobée à l'extrémité la plus cachée du jardin. Quelques tems

Digitized by Google

se passent dans ces délicieuses et furtives amours : une nuit qu'il était à sa fenêtre il apperçoit un tourbillon de flammes qui sortait d'une fenêtre de la maison de Gercour ; il ne doute pas que ce ne soit un incendie. Il se précipite, traverse la riviere à la nage, et sauve au péril de ses jours Gercour et Céliane.

Il croit avoir acquis le droit de la posséder, mais Gercour demeure inflexible. Cependant Gercour est arrêté comme suspect. D'Orbeuil et ses amis font des démarches pour obtenir sa liberté ; dans l'intervalle il avait lié connaissance avec un ecclésiastique réfractaire que Gercour avait retiré chez lui. Cet ecclésiastique, sensible et compâtissant, prend intérêt à la position de d'Orbeuil, et l'unit secrettement à Céliane, mais à condition qu'il oubliera les droits qu'il acquiert sur elle, et qu'ils feront ratifier, dès qu'ils le pourront, leur mariage par la municipalité. On conçoit que d'Orbeuil promet tout et ne tient pas parole. Gercour sort de prison ; mais à son tour d'Orbeuil est dénoncé à Paris dans sa section. Un membre du comité révolutionnaire est dépêché pour l'arrêter. C'était Gercour lui-même qui avait été le délateur.

D'Orbeuil trouve moyen de s'échapper en route ; il revient à Corbeil. Le jardinier le cache dans un souterrain où il trouve un compagnon d'infortune auquel ce bon paysan avait prêté asyle pour le dérober à la poursuite de la tyrannie qui régnait alors sur la France. D'Orbeuil apprend que Gercour fait des préparatifs pour emmener sa niece à Tours. D'Orbeuil déguisé en femme le suit, accompagné de Terval, de d'Herbeline, et de sa femme. En traversant la forêt de Sercote au sortir d'Orléans, ils sont attaqués par des brigands. Ils en tuent ou blessent plusieurs, et mettent en fuite le reste ; mais Gercour est blessé lui-même mortellement, et meurt bientôt de sa blessure.

Nos voyageurs continuent leur route, arrivent à Tours et sont accueillis par le pere et la famille de d'Herbeline. D'Orbeuil commençait à respirer, et passait des jours sereins auprès de Céliane, lorsqu'un domestique de la maison va le dénoncer à la municipalité comme un homme suspect qui se cachait sous des habits de femme.

D'Orbeuil fuit à Avranches, toujours à la faveur de son déguisement. Là il est mis en arrestation *par mesure de sûreté*. Les prisons regorgeaient de victimes ; on le

Digitized by Google

transféré au Mont-Saint-Michel où il est enfermé dans le château bâti sur un rocher au milieu de la mer. Céliane, d'Herbeline, sa femme et Terval le suivent. La courageuse Céliane trouve moyen de lui faire passer des limes et une corde pour se sauver, et convient avec lui d'un signal pour fixer le jour et l'heure où elle viendra, au milieu de la nuit, le recevoir avec une barque au pied de la tour. D'Orbeuil scie les barreaux de sa fenêtre, descend avec sa corde au milieu de la plus affreuse tempête, est précipité dans la mer avec Céliane, parvient à la sauver des flots et gagne le rivage. Enfin, le 9 thermidor arrive, et met fin à toutes les horreurs qui couvraient la France d'un bout à l'autre. D'Orbeuil revient à Paris, et se retire à Neuilly où il vit dans la sécurité des lois et le calme du bonheur avec sa femme, sa mere et tous leurs amis communs qui ne font plus qu'une seule famille.

Tel est le canevas de ce roman, qui, comme on voit, n'est pas d'une conception bien forte, mais où l'on trouve quelques détails intéressans au milieu de plusieurs trop minutieux. Les convenances n'y sont pas toujours assez bien observées. Par exemple, on est un peu surpris que l'ecclésiastique que Gercour a retiré chez lui, profite de la captivité de son bienfaiteur pour marier secrettement sa niece avec son amant. Ces mariages secrets, assez communs dans les mœurs anglaises, ne le sont point dans les nôtres, et dans la position où se trouvait l'ecclésiastique, le sentiment de la reconnaissance et le respect pour l'hospitalité devaient lui interdire cette violation des lois. On voit que l'auteur a voulu adapter quelques-unes de nos mœurs révolutionnaires à la fable de son roman; mais il semble qu'il aurait pu tirer un plus grand parti des incidens que ce sujet pouvait lui fournir. Au reste, ce roman est écrit avec assez de facilité, et peut occuper une place parmi les écrits de ce genre qui, sans avoir ni un grand caractere, ni un grand intérêt, se font lire néanmoins avec quelque plaisir.

ANNONCES.

Collection en dix volumes *in*-8°., dont huit papier vélin, deux papier Annonai super-fin, avec figures de Barbier et autres. — Républ. de Xenophon, Anacréon, Bion, Moschus, mythologie de Lucien, Epictete, Callimaque. — Gail, traducteur des cinq premiers ouvrages, n'est qu'éditeur des deux derniers. — D'ici au 10 frimaire, le prix de chaque exemplaire en dix volumes est de 2,000 liv. A Paris, chez Gail, au collége de France, place Cambray.

Digitized by Google

SCIENCES ET ARTS. — Invention nouvelle.

Pasigraphie, ou *premiers élémens de l'art d'écrire et d'imprimer en une langue, de maniere à être entendu en toute autre langue, sans traduction; inventés par D. M. A. M. d'I, et rédigés par l'inventeur lui-même, et par R. A. Sicard, instituteur des sourds-muets, à Paris. Un volume* in-8°.

Cet art, absolument nouveau, ne se borne point à l'utilité des tachigraphies, sténographies, ou écritures uniquement abrégées ou expéditives. La pasigraphie (des deux mots grecs pasi, *à tous*, et grapho, *j'écris*,) exprimera, non pas les sons d'une langue connue, mais le sens des mots de toute langue, même de celle qu'on n'aura point apprise, et ses élémens consisteront en douze caractères, qui ne seront ni ne remplaceront ni A, ni B, etc., et en douze regles générales qui ne souffriront jamais aucune exception.

On livre aux mûres réflexions des esprits éclairés, des négocians, banquiers, imprimeurs, littérateurs, de tous les savans, de tous les curieux, des véritables hommes d'Etats, et l'étonnante simplicité des moyens de ce nouvel art, et les avantages multipliés, l'importance de son résultat. Ce dernier sera tel que si deux correspondans de divers pays, par exemple un Français et un Anglais, ne sachant que leur langue maternelle, apprennent à écrire en pasigraphie, dès-lors le Français lira et comprendra en français ce que l'Anglais n'aura écrit et conçu qu'en anglais; et l'Anglais lira et comprendra en anglais ce que le Français n'aurn écrit et conçu qu'en français; les mêmes lignes seront lues et entendues à la fois, en anglais, en allemand, en italien, en espagnol, en russe, quoique l'écrivain ne les ait tracées que dans sa langue, et qu'il ne sache pas un mot d'aucune des autres. Or, au bout de très-peu d'heures, un homme intelligent pourra pasigrapher son propre idiôme en consultant la méthode, ses douze caracteres et ses douze regles invariables, que l'exercice placera dans la mémoire avant qu'on ait songé à les étudier.

Un art si vaste, réduit à des combinaisons si faciles, attendait, pour devenir expérimental, le concours de l'homme le plus profondément versé dans la métaphy-

Digitized by Google

sique usuelle de la transmission des pensées. Personne au monde ne pouvant mieux l'aider à réaliser ses apperçus, l'inventeur a communiqué son ouvrage à l'instituteur des sourds-muets de naissance qui a témoigné avoir été frappé de ce que cette conception neuve lui a présenté de lumineux, de l'analogie d'une pareille découverte avec les travaux auxquels il se voue, et de l'extension que ce nouvel art allait donner aux succès déja si prodigieux de ces mêmes travaux. L'inventeur croit donc offrir ici de belles arrhes de confiance à l'Europe, en annonçant que le digne successeur du célebre abbé de l'Epée; l'émule qui perfectionna l'institution, qui sut ajouter aux créations de ce génie immortel, a bien voulu destiner les momens que lui laissent ses fonctions, à la mise en œuvre d'une partie essentielle de la pasigraphie, et a même eu la généreuse modestie de juger que ce serait pour l'instruction des éleves sourds-muets-nés, une addition à des ressources inouies, que nul autre que lui n'aurait cru possible d'accroître.

Le triple but du collaborateur est d'obliger un ami, d'ouvrir ensemble une riche mine aux arts, au commerce, aux sciences, et d'améliorer encore l'établissement admirable et national qu'il dirige, le seul peut-être que de nos jours la vraie philosophie ait consacré sans malheurs à l'humanité bien entendue.

La *pasigraphie*, superbement imprimée sur le plus beau papier, en un grand volume *in*-8°., paraîtra dès que les souscriptions auront couvert les frais de gravure, de poinçons, de matrices, de fonte, d'une typographie d'autant plus chere, qu'il en faut créer les procédés; et que, malgré leur extrême simplicité, leur nouveauté demandera d'habiles compositeurs, comme la perfection des caracteres exigera les soins des meilleurs artistes.

On souscrit, à compter du 4 novembre 1795, à raison de 300 liv. en assignats, pour chaque exemplaire, franc de port, au bureau de l'*Abréviateur universel*, rue Notre-Dame-de-Nazareth, n°. 130, à Paris.

Les souscriptions pour l'étranger sont de 12 liv. tournois en numéraire.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 Novembre.

TOUT ce qu'on a su jusqu'à ce moment, suivant des lettres de Vienne, de la tentative faite par le Danemarck pour amener une pacification entre la République Française et l'Allemagne, c'est que le gouvernement français doit avoir répondu qu'il ne se refuserait pas à ces propositions, mais non d'après le *statu quo*, attendu que la Belgique et le pays de Liége devaient rester au pouvoir des Français; mais que par contre l'on rendrait les autres pays conquis en Allemagne.

Des lettres postérieures de cette capitale de l'Autriche annoncent que les succès obtenus par Clairfayt et Wurmser, sur les bords du Rhin, ont rendu la cour impériale beaucoup plus exigeante, et que les armées françaises seront probablement obligées d'arracher la paix par quelques-uns de ces coups de vigueur qui leur sont si familiers. Ces mêmes lettres parlent de l'arrivée d'un courier de Pétersbourg, apportant, le 25 octobre, la nouvelle de la conclusion de la triple alliance qui se négociait depuis long-tems entre cette cour, celle de Russie et celle d'Angleterre, et à laquelle il ne manquait plus que la ratification des trois puissances, d'accord d'ailleurs sur le fonds, d'après les conférences de leurs plénipotentiaires et sur-tout pour la continuation de la guerre. Cependant des nouvelles du 30 rendent compte de la venue de M. Jackson, premier commis des bureaux de M. Pitt, et chargé, dit-on, d'une mission secrette de la plus grande importance : comme on prétend qu'il est parti de Londres à la suite d'une conférence que le chancelier de l'échiquier a eue avec des commissaires français à la tête desquels était M. Monneron, on conjecture qu'il pourrait être question entre les cabinets britannique et autrichien, de s'entendre relativement à des propositions de paix faites, à ce qu'on assure, par ces commissaires.

Il paraît que les affaires des Français ne sont pas aussi désespérées qu'on l'avait dit d'abord. On regarde comme constant que les Autrichiens ayant tenté de livrer un assaut à Manheim ont été repoussés avec une perte considérable. D'un

Digitized by Google

autre côté, les Français travaillent avec beaucoup d'ardeur à se maintenir dans la possession de Dusseldorf, et pourraient bien y réussir par la quantité d'ouvrages en avant de la forteresse qu'ils exécutent et font exécuter par les paysans des environs et les bourgeois de la ville : il n'est pas vrai non plus, disent des lettres de Limbourg, du 4, qu'ils aient évacué Coblentz ; ils y sont encore, et n'ont pas l'air de devoir encore ou de vouloir encore s'en éloigner. On assure en outre que le général Marceau marche à la tête d'une forte division contre le général Naumdorf, dont le corps a déjà été entamé dans différentes escarmouches, et pourrait être bientôt obligé de repasser le Rhin.

Des lettres de Mayence, datées d'aujourd'hui même, parlent d'une affaire prochaine qui sera générale et chaude, à laquelle on dit que Pichegru se prépare. Quant à Newied les Français y conservent une excellente position.

PARLEMENT D'ANGLETERRE.

CHAMBRE DES COMMUNES. — *Séance du 29 octobre.*

Lord Dokeith propose, suivant l'usage, une adresse de remercîment au roi ; cette motion est appuyée par M. Stewart.

Après quelques moments de silence, et lorsque l'orateur se préparait à mettre la motion aux voix, M. Sheridan prend la parole. Il croit qu'il est de son devoir de faire quelques remarques importantes. Il n'est pas surpris du profond étonnement de la chambre : car, si jamais il y eut un discours fait pour exciter la surprise et l'étonnement, c'est celui qui vient d'être émané du trône.

Comment n'être pas stupéfait, en voyant que le premier nom substantif de ce discours est le mot *satisfaction*, et que les ministres ont l'impudence de mettre un tel mot dans la bouche du roi ? On disait jadis que c'était une marque de vertu et de piété d'être facilement *satisfait* ; s'il en est ainsi, on ne peut accorder plus de piété à personne qu'aux ministres de sa majesté, puisque, sans aucun motif, ils expriment par la bouche de leur roi qu'ils sont *satisfaits* ; mais doit on être frappé d'un moindre étonnement en voyant, dans ce discours, que nos affaires ont été réellement améliorées durant le cours de cette année ? Une amélioration !..... Quelle est donc cette amélioration ? Les Français sont repoussés en Italie, les Français sont arrêtés sur le Rhin. L'année dernière ils n'avaient point passé le Rhin, et cette année ils sont sur l'autre rive ; et c'est là l'une des *améliorations* que nous annonce le discours de sa majesté ! La Hollande était envahie l'année dernière : celle-ci elle est en guerre avec l'Angleterre et liée avec la France, et c'est là une autre *amélioration* dans la situation de nos affaires !

Digitized by Google

Il desire que la chambre se rappelle ce que les ministres disaient l'année derniere relativement au roi de Prusse, lorsqu'ils écrasaient le peuple d'impôts immenses. Le noble lord (Dolkeith) a essayé de justifier ce prince, et cependant peu après il lui a donné le nom *demi-suspect*. L'année derniere les ministres disaient que l'alliance du roi de Prusse était nécessaire à la continuation de la guerre; il fallait, pour l'acheter, épuiser le trésor national, et cette année il est en paix avec les ennemis de l'Angleterre; l'année derniere la Grande-Bretagne avait conquis les isles françaises des Indes occidentales, cette année elle en a perdu deux, et les trois autres sont en danger. L'année derniere les ministres niaient la rareté du grain, cette année le discours annonce une famine prochaine, et voilà ce qui constitue l'*amélioration* des affaires dans le cours de l'année derniere; voilà sur quoi des ministres triomphans fondent la satisfaction exprimée par le discours émané du trône.

O honte! honte éternelle pour les ministres qui mettent de tels mots dans la bouche de leur prince, dans de telles circonstances, et le font sourire avec satisfaction aux malheurs de son peuple! Il n'y a qu'un seul et unique point de vue sous lequel on aurait pu entrevoir comment le roi eût pu exprimer sa satisfaction, (si la constitution permettait de considérer ce discours comme le discours du roi et non du ministre), c'est l'annonce consolante qu'elle aurait pu faire de la paix conclue par elle, en sa qualité d'électeur d'Hanovre.

Ici M. Sheridan observe qu'il a été du nombre de ceux qui s'opposaient à ce qu'on fît venir des troupes hanovriennes dans ce pays; mais il forme des vœux sinceres pour qu'il se fasse une *importation* de ministres hanoviens pour remplacer les nôtres. On gagnerait considérablement à l'échange, et il offre de solliciter lui-même un bill de naturalisation pour les nobles lords.

Relativement aux alliances de la Grande-Bretagne, il pense qu'elles n'offrent pas des motifs plus raisonnables de satisfaction. Il se borne à citer celle de la très-vertueuse et très-pieuse impératrice de toutes les Russies, qui, après avoir pieusement et honnêtement mis le sceau aux services qu'elle a rendus à la Pologne, pousse la générosité jusqu'à envoyer une flotte pour consommer nos provisions et apprendre la discipline anglaise.

Le discours établit la possibilité de l'établissement prochain d'un meilleur gouvernement en France, parce que les peuples accablés sous le poids de leurs maux, doivent nécessairement former des vœux pour un autre gouvernement; quant à lui, il goûte fort cette logique, et en desire l'application à la Grande-Bretagne; car s'il est vrai que plus un

Digitized by Google

peuple souffre de la misere, de la perte de son commerce, de la rareté et de la cherte des subsistances, plus il est près d'avoir un bon gouvernement, elle doit incessamment en goûter les fruits.

Il regarde comme visionnaires les succès qu'on se promet dans les Indes occidentales. Les ministres y croient ils bien sincerement eux-mêmes, eux qui ont changé la destination des régimens incomplets qu'ils ont preféré envoyer dans la Corse? Il leur reproche l'affaire de Quiberon, expédition à laquelle tout homme qui n'est pas mort à tout sentiment, ne peut penser sans indignation et sans horreur; expédition atroce et sanglante, dans laquelle le sang anglais n'a pas coulé, mais où l'honneur anglais a jailli par tous les pores; expédition abominable qui couvrira à jamais d'opprobre et d'infamie ceux qui l'ont entreprise.

Il demande que le ministre traite, comme l'ont fait le roi de Prusse et l'electeur d'Hanovre, avec ceux qui ont dirigé les armées victorieuses des Français; s'il ne le fait pas, il justifiera les reproches que la nation lui adresse, de ne faire la guerre que pour rétablir le despotisme; il votera pour que la chambre ne lui accorde pas un seul schelling sur les deniers publics, car le moment est venu où les hommes doivent se montrer.

M. Sheridan produit ensuite un papier qu'il dit être une proclamation de Louis XVIII; il déclare que si ce manifeste a été rédigé et répandu de concert avec les ministres ou avec leur approbation; que si les troupes de la Grande Bretagne sont destinées à agir d'après son énoncé, qui ne tend à rien moins qu'à rétablir la royauté, le ministre, d'après l'avis duquel il a été dressé, devrait perdre la tête; car le ministre de Charles II, qui était aux gages de la France, n'était pas plus traître à son pays. Le grand crime des malheureux Stuarts était leur attachement au sang des Bourbon, qui furent toujours les plus funestes voisins et les plus grands ennemis de la Grande-Bretagne; si les ministres le désavouent, à la bonne-heure; mais sans cela, il soutient que leur but est de rétablir l'ancien despotisme, qu'ils n'attendent qu'une occasion favorable pour y parvenir, et que c'est dans ces vues qu'ils different la paix. Il termine en rejettant l'adresse dans son entier.

Plusieurs membres prennent successivement la parole pour ou contre la motion.

M. Fox se leve: il déclare qu'après le discours extraordinaire émané du trône, il croirait manquer à ce qu'il doit à ses commettans ou au public, s'il ne s'opposait à l'adresse proposée que par un vœu négatif. Ce qui l'a d'abord frappé dans ce discours, c'est l'insulte incomparable renfermée dans le premier paragraphe.

Digitized by Google

Ce n'était pas assez que par la suite de cette guerre funeste et désastreuse le peuple fût accablé d'impôts jusqu'alors inconnus ; ce n'était pas assez que la dette nationale fût augmentée de 100,000000 et les contributions accrues d'une annuité perpétuelle de 5,000000.

Ce n'était pas assez de la disette éprouvée et de la famine qui menace l'Angleterre, ce n'était pas assez de la perte de ses vaisseaux par les Français et de la ruine de ses manufactures, on a encore eu l'audace d'insulter à la misere du peuple, et de paraître s'en réjouir en lui parlant sans doute avec ironie de l'amélioration de son sort.

Que nous parle-t-on, des avantages remportés en Italie par les Autrichiens ? Les Autrichiens ne sont-ils pas sans cesse battus par les Français ? L'Europe ne rétentit-elle pas sans cesse du bruit de ces défaites ? A quoi ont servi ces trésors prodigues par forme de subsides à l'empereur ? Les Français ont-ils par ces ponts d'or été arrêtés dans leurs conquêtes ?

M. Fox rappelle qu'à la fin de la derniere session, il avait lui-même assuré aux ministres, d'après des renseignemens personnels, qu'il y avait disette de grains dans l'état ; les ministres rirent alors de ces craintes. Elles ne sont que trop réalisées. Il assure qu'il n'y a pas le dixieme des laboureurs qui puisse récolter suffisamment pour lui et sa famille.

En Angleterre, comme en France, la cause de la détresse est dans la guerre. La détresse de la France est grande sans doute ; mais elle n'est pas telle qu'elle soit forcée à se jetter à nos genoux. L'année derniere, on disait que la France était épuisée, parce que ses assignats perdaient 80 pour 100 ; ils ont encore beaucoup perdu depuis, et cependant ils suffisent toujours aux frais de la guerre. On assurait aussi, il y a un an, que la France était aux derniers momens de son agonie, et qu'elle serait anéantie avant peu.

Il est fâcheux de voir que de pareilles agonies durent toujours, et que, quoiqu'aux prises avec elles, la France n'ait pas laissé de faire la campagne la plus brillante et la plus avantageuse. M. Fox redoute de pareilles agonies. On a dit : « Il est vrai qu'en ce moment la France a sur nous l'avantage ; mais laissez nous differer les négociations, car nous ne l'avons pas encore battue, comme nous nous proposons de le faire dans les Indes occidentales et ailleurs. »

Il a entendu avec plaisir ce qu'a dit M. Jenkinson au sujet de la famille des Bourbon, et il se flatte que ce dernier a exprimé les sentimens des ministres. Puissent au moins nos calamités et la fatale expédition de Quiberon les rendre plus sages ! Il s'est toujours opposé à cette expédition : le sort des malheureux émigrés a été tel qu'il l'avait redouté. L'un d'eux (Sombreuil) n'a pu obtenir en mourant la consolation

Digitized by Google

qu'il désirait, la publication de sa lettre. Le ministere, malgré cette effrayante catastrophe, a organisé une seconde expédition pour les mêmes côtes. Puisse-t-elle ne pas former le second acte de la tragédie !

Il se réjouit qu'on n'ait pas pris Noirmoutiers comme on se le proposait, en faisant cette déclaration mensongere que Louis XVIII est le roi légitime de la France ; mensonge aussi révoltant que s'il disait lui-même que le cardinal d'Yorck est le roi légitime de l'Angleterre.

Si cette place se fût rendue, les ministres auraient-ils persisté aujourd'hui dans leur déclaration ? Auraient-ils dit à M. d'Artois et à ses amis : « Maintenant, messieurs, que nous vous avons » débarqués, c'est à vous de faire votre chemin le plus » heureusement que vous pourrez. » Non, ils ne se seraient pas rendus coupables d'une telle infamie.

Il regarde comme un paradoxe l'argument par lequel M. Jenkinson a prétendu démontrer que les maux de la guerre avaient procuré de grands avantages au monde. Faut-il que l'Angleterre en soit réduite à défendre une cause que les défaites servent plus que les victoires ? Cette guerre était-elle nécessaire pour précipiter la tyrannie et la ruine d'un Robespierre ? Était-il nécessaire de dépenser des millions, de sacrifier des milliers d'Anglais, pour parvenir à ce but et complaire à l'honorable membre ?

Quant à ce qui a été dit, que la guerre avait détruit quelques opinions, il pense qu'une guerre dirigée contre l'opinion est le complément de l'injustice et de la folie humaine ; ce n'est point contre des opinions, mais contre des actions que nous avons le droit de nous défendre par la force. La doctrine de l'honorable membre justifierait l'inquisition. Ne serait-ce pas une belle chose à dire au peuple que de lui annoncer que les Autrichiens ont été chassés de France, que la Hollande est perdue ; mais que toutes nos pertes sont amplement compensées par les opinions raisonnables qu'ont aujourd'hui les Français.

Il soutient que l'exemple de la France sous la tyrannie de Robespierre, était si loin de pouvoir fasciner les yeux des autres peuples, qu'elle eût fait horreur à toutes les nations.

La conduite du roi de Prusse, du roi d'Espagne et de l'électeur d'Hanovre, en faisant avec la France des traités séparés, prouve que ces trois puissances pensent que la France a un gouvernement capable de maintenir des relations de paix et d'amitié, sur-tout au moins un gouvernement avec lequel des gouvernemens bien établis peuvent traiter sans se déshonorer.

Il rappelle ce qu'a dit M. Pitt dans la derniere session, que l'expérience seule pouvait nous apprendre si l'on pouvait sûrement traiter avec le nouveau gouvernement de la

Digitized by Google

France. Quant à lui, il pense que, quand même les Français changeraient leur constitution chaque semaine, ce ne serait pas encore un obstacle. Quiconque sera à la tête du gouvernement français, recherchera l'estime publique et la bonne opinion du peuple en maintenant ses traités. La neutralité avec le Danemarck, la Suede et les autres puissances, a été rigoureusement observée par les différens partis de la France. Il pense donc que nous devons sur le-champ ouvrir des negociations.

Quant aux mesures à prendre relativement à la rareté des grains, il doute que la chambre puisse jamais rien faire d'avantageux au public. Le rétablissement de la paix peut seul apporter un soulagement à nos souffrances. La chambre doit censurer les ministres pour la conduite qu'ils ont tenue envers les émigrés français.

C'est avec un veritable plaisir qu'il a entendu sa majesté annoncer qu'il regne par-tout un heureux esprit d'ordre et de soumission aux loix. Il se réjouit que la conspiration, dont certains membres étaient si alarmés, n'ait eu aucunes suites, et que tous les conspirateurs aient été acquittés.

On a dit, pour défendre le système de la guerre, qu'elle était nécessaire pour faire réprouver les principes français, et donner un nouveau poids aux déclamations éloquentes de quelques membres des deux chambres; etait-il nécessaire d'avoir 180 vaisseaux de ligne et une armée de 200,000 hommes, pour appuyer leurs philippiques? N'avaient ils pas un autre mode pour répandre leurs opinions? La liste civile, les papiers-nouvelles n'etaient donc pas suffisans?

On a accusé Roland d'avoir corrompu l'opinion publique pour 30,000 liv. qu'il avait dépensées; et eux ils ont depensé 100 millions pour instruire le peuple de ce pays.

Fox propose un amendement à l'adresse, dont voici la substance:

Le roi sera prié de considérer qu'il est abandonné de presque tous ses alliés; que la plupart des isles anglaises dans les Indes occidentales ont été ruinées et pillées; que toutes les expéditions sur les côtes de France ont été ou funestes ou sans succès; qu'elles ne servent qu'à déshonorer le nom et le caractere anglais. Le roi sera aussi prié de ne plus agir d'après l'assurance que la forme actuelle ou future du gouvernement français peut être un obstacle aux négociations; il voudra bien ne chercher d'indemnité que dans le prompt établissement de la paix.

M. Pitt prend la parole pour justifier l'adresse. La partie du discours du roi qui a été la plus censurée, est celle où il dit que depuis la derniere campagne, la situation de l'Angleterre a été améliorée. Lors de l'ouverture de cette campagne, la situation de la Hollande, les autres succès que la France

Digitized by Google

obtenait sur terre, faisaient éprouver le découragement et la consternation. Mais la puissance et les forces des Français ne sont point devenues plus formidables par l'espece d'incorporation de la Hollande. Si les Français se sont ainsi rendus maîtres d'une côte dangereuse par son étendue et sa situation, les forces maritimes de la Grande-Bretagne ont été augmentées pour s'opposer à toute insulte. Sa supériorité a été assurée et maintenue, son commerce protégé. En admettant dans leur plus vaste étendue les avantages remportés par les Français, en convenant que le passage du Rhin à la face d'une armée autrichienne immense est l'expédition la plus étonnante, ce qui doit, s'ils ne sont pas contraints de repasser le Rhin, avoir les suites les plus sérieuses, l'épuisement des ressources de la France amene l'espoir de la paix et de la tranquillité. La situation actuelle de cette contrée, sous tous les points de vue, est telle, ses moyens pour continuer la guerre sont si complettement anéantis, que la paix devient pour elle le seul moyen d'échapper à une ruine totale.

Ici, M. Pitt entre dans de longs détails sur la situation des finances de France, sur le discrédit des assignats. Sans valeur, avant Robespierre, son système de terreur leur rendit leur crédit et les maintint au même taux; mais à peine eut il disparu que sa chûte entraîna la leur; à l'instant ils baisserent de quinze pour cent, et celui qui avait prêté avant son système de terreur ne reçut plus qu'une faible partie de ce qu'il avait donné. Les dépenses de l'administration se sentirent de ce discrédit du papier-monnaie. Il fallut faire des dépenses énormes. Pitt ne craint pas d'avancer que, malgré les avantages qu'a procurés aux Français l'abandon de quelques alliés, la derniere campagne leur a été infiniment onéreuse.

La France a dans ce moment, poursuit M. Pitt, une somme de 720 millions sterlings d'assignats en circulation. Cette somme va toujours croissant. Il est impossible de jamais la retirer. Encore une campagne, si toutefois les Français peuvent la faire, et leur ruine est complette. Tel est l'effet de ce système de prodigalité, qui, tant qu'il a duré, a étonné toute l'Europe, mais qui est aujourd'hui entierement épuisé. Cette source étant tarie, il demande à la chambre par quels nouveaux moyens les Français seraient en état de soutenir long-tems la partie? Et la banqueroute, contre laquelle ils se debattent, n'est elle pas plus qu'équivalente à tous leurs avantages?

Les Français n'ont d'autre moyen d'éviter leur ruine entiere que d'accepter des conditions de paix raisonnables: cette ruine viendra de l'excessive circulation de leur papier-monnaie. Telle est l'opinion du plus habile financier que la France possede (faisant allusion à Montesquiou) et même de Vernier, qui a déclaré positivement à la Convention, qu'il ne fallait

Digitized by Google

plus émettre d'assignats si l'on pouvait trouver un autre moyen de soutenir le crédit de la nation, et pour suppléer aux assignats il a proposé d'introduire la monnaie métallique.

Mais comment une nation qui a perdu tout son commerce se procurera t elle de la monnaie métallique? Il faut donc que la France s'écroule; et si l'on ne peut en prévoir l'instant avec certitude, il est au moins hors de doute que l'époque ne saurait en être reculée.

N'a-t-on donc pas eu grande raison d'être satisfait en comparant l'état de la France avec le nôtre, et d'envisager avec joie une paix prochaine, puisqu'en continuant la guerre nous viendrons à bout de détruire notre ennemi.

Le passage du Rhin par les Français lui paraît le seul événement important qu'on pourrait lui opposer; mais déja cet avantage n'existe plus: le dernier échec qu'ils ont essuyé est au-dessus de tous les succès qu'ils ont pu obtenir.

M. Pitt ne nie point ceux qu'ils ont remporté sur les émigrés, ceux qu'ils ont obtenus en Italie. Mais lorsque, dit-il, on considere ce qu'ils ont fait avec ce qu'ils ont pu faire, il n'y a pas de témérité d'avancer que leur puissance s'est considérablement affaiblie.

Il revient encore à ce système désastreux de papier-monnaie qui doit causer la ruine des Français: il s'attache à peindre leur détresse intérieure; elle est si grande, qu'ils ont été obligés de payer en objets de premiere nécessité cette multitude d'employés, plus nombreuses que les armées des anciennes républiques.

Qui ne voit que le système des assignats touche à sa fin, comme celui de la terreur; déja il leur a fallu donner aux soldats une partie de leur solde en numéraire, et les officiers se sont plaints de cette préférence; le mécontentement de l'armée est à son comble. Le roi donc a eu raison de vous dire que notre situation était réellement améliorée.

M. Pitt parle ensuite de la partie du discours de Fox, dans laquelle il avance que rien n'empêche de garder avec la France les relations ordinaires de paix et d'amitié.

Pitt ne s'oppose pas non plus à la paix, pourvu qu'elle soit honorable; mais il veut des garanties de sa stabilité. En observant l'état actuel de la France, dit-il, l'espérance de voir s'établir un gouvernement permanent me cause une grande joie.

Je me réjouis de voir le peuple de ce malheureux pays sortir de la barbarie et s'occuper de l'art de la civilisation, en établissant une nouvelle constitution qui, quels qu'en soient les défauts, est moins vicieuse que celles qui l'ont précédée. Cette constitution au moins n'est pas fondée sur les folles théories ou les absurdes spéculations de ces philosophes qui ont couvert la France de sang.

Digitized by Google

Les auteurs de ce nouveau système ont déclaré qu'ils avaient la plus grande horreur, et détestaient l'exécrable jargon de cette métaphysique qui a causé tant de maux et de convulsions à la France. Les Français ont sagement vu que le seul moyen d'établir un gouvernement stable et de ramener la paix, est une renonciation entière de ces pernicieuses théories qui, jusqu'à présent, causaient leur honte et leur folie. Par la grace de Dieu et la sagesse des hommes, ils ont en apparence détruit les germes de ces frénésies politiques qui menaçaient, non seulement la destruction de la France entière, mais même celle de tous les gouvernemens de l'Europe.

Hier fut le jour fixé pour la réunion des législateurs de la France. Il serait imprudent de se former encore une opinion sur cette association mémorable ; mais dans peu de jours nous connaîtrons le résultat de cette réunion. Nous saurons aussi quelles sont les personnes investies du pouvoir, et avec lesquelles nous pourrions traiter dans le cas où on croirait une négociation utile.

Si la constitution est exécutée, les principales objections à des négociations cessent. Pitt conclut par le rejet de l'amendement de Fox et par l'adoption simple de l'adresse au roi.

L'adresse au roi est adoptée sans amendement à la majorité de 240 voix contre 59.

Traduction de l'adresse au roi, votée par la chambre des pairs, et adoptée par celle des communes.

« Nous, les lords ecclésiastiques et séculiers, assemblés en parlement, prenons la liberté d'approcher de votre majesté, et de lui exprimer notre indignation des outrages audacieux commis contre votre personne, lors de votre arrivée au parlement ainsi qu'à votre retour. Nous ne pouvons penser sans horreur à la conduite criminelle de ceux qui ont été si peu touchés de la douceur du gouvernement et des vertus privées qui distinguent votre majesté. Nous demandons la permission d'exprimer nos vœux fideles, pour que votre majesté prenne toutes les mesures nécessaires pour découvrir les personnes coupables d'un si atroce attentat. »

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Daunou.

Séance de primedi, 21 *Brumaire*.

Le Directoire exécutif envoie deux messages; par le premier, il rappelle l'attention du conseil sur l'état actuel du département de la Seine et de la commune de Paris, qui se trouvent sans administration départementale, sans administration municipale, sans tribunaux constitutionnellement organisés; le corps électoral doit être promptement convoqué pour cette organisation, de laquelle dépend la facilité et la régularité des approvisionnemens, ainsi que le maintien d'une bonne police dans cette grande cité.

Par le second message, le Directoire annonce que la division de l'armée navale de la Méditerranée, qui a battu les Anglais sur l'Océan, et leur a pris plusieurs bâtimens de guerre et de commerce, entr'autres le *Censeur* de 74 canons, fait hommage à la République de ce vaisseau qui faisait partie de la marine française, et que les Anglais nous avaient enlevé.

Le conseil arrête que ce trait de civisme et de désintéressement sera mentionné honorablement au procès-verbal, dont extrait sera expédié à la division par le Directoire exécutif.

Après avoir arrêté que ses séances commenceront à 11 heures précises du matin, le Conseil procede à l'appel nominal pour l'élection de 15 candidats de la comptabilité et de 7 membres qui doivent former une commission chargée de la classification des lois. Les scrutins seront dépouillés demain. On leve la séance.

CONSEIL DES ANCIENS.

Présidence de Baudin (des Ardennes.)

Un message du Directoire exécutif apprend au conseil que les équipages de la division navale, commandée par le capitaine..... ont arrêté, à bord du *Jupiter*, dans la rade de Cadix, de faire don à la République Française du vaisseau le *Censeur*, qu'ils avaient pris sur les Anglais quelques jours auparavant, et qui avait appartenu ci-devant à la République.

Digitized by Google

Le conseil ordonne que ce message sera inséré au procès-verbal, avec mention honorable du don des équipages, et qu'extrait du procès-verbal sera envoyé au Directoire exécutif, pour le transmettre à la division navale.

Lacuée craint que l'envoi de cet extrait du procès-verbal ne soit un acte extérieur que le conseil des Anciens n'ait pas le droit de faire sans l'initiative de celui des Cinq-cents; il demande que cette question soit examinée.

Goupilleau pense comme Lacuée. Il pourrait arriver que les deux conseils eussent sur le même événement une opinion différente; si tous deux la publiaient, il en résulterait deux actes disparates des deux portions du Corps législatif; ce qui est subversif de la constitution.

Goupilleau demande que le conseil rapporte sa décision, et s'en tienne à ordonner l'insertion du message au procès-verbal.

Cette proposition est adoptée, et la séance levée.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de duodi, 22 Brumaire.

On introduit un messager d'état du Directoire exécutif. Il remet une dépêche dont Boissy-d'Anglas, en sa qualité de secrétaire, donne lecture au conseil.

« Nous appellons votre attention, écrit le Directoire, sur la situation alarmante où nous avons trouvé les subsistances; elle est telle que, chaque jour, le service du lendemain n'est pas assuré. Nous croyons qu'il conviendrait de lever, sur les départemens qui environnent Paris, une requisition de deux cent cinquante mille quintaux de grains. »

Cambacérès : Je demande que le conseil déclare l'urgence, que la requisition demandée par le Directoire exécutif soit levée; que le ministre de l'intérieur soit chargé d'en faire la répartition, et que la peine de six mois de détention soit infligée à ceux qui refuseraient de se soumettre à la requisition.

Perrin (des Vosges) : Si l'on emploie le moyen de requisition, je crains bien que la mesure ne fasse plus de mal que de bien. J'appuie le projet du préopinant; mais je demande qu'on emploie une autre expression pour le rendre exécutable.

Fermond : Et moi je crains qu'en précipitant une mesure aussi importante, on n'enleve aux particuliers les moyens de s'approvisionner dans les départemens environnans.

Lecointre-Puiravaux : Les mesures de cette nature ont besoin d'être mûries. Je demande que tous les membres qui ont des vues à présenter sur cet objet soient invités à se réunir, pour rédiger un projet de résolution et le présenter

Digitized by Google

séance tenante. Cette disette factice est une ramification de la conspiration du 13. Si le conseil ne se montre grand et puissant, je lui prédis l'anéantissement de la République.

La discussion est fermée. Le conseil adopte la motion de Lecointre-Puiravaux. Le conseil des Anciens sera invité, par un message, à rester en séance.

Giraud : « La commission des cinq, que vous avez chargée de vous faire un rapport sur les finances, est prête à le présenter.

» Elle demande que vous vous formiez demain, à midi, en comité général secret pour entendre son rapporteur. » (Adopté.)

Les sept membres de la commission de la classification des lois, nommés hier, sont : Cambacerès, Genissieux, Berlier, Pastoret, Fermond, Pons (de Verdun) et Dumolard.

La discussion s'ouvre sur les moyens de terminer les opérations de l'assemblée électorale du département de la Seine.

Dumolard pense qu'il sera inconstitutionnel de convoquer de nouveau les électeurs, et que d'ailleurs ce serait peut-être réveiller des haines et des querelles assoupies, et faire renaître des journées malheureuses. Il demande qu'on confie au Directoire la nomination provisoire des administrateurs et des juges de Paris. Il déclare que la tranquillité générale lui paraît tenir à cette mesure.

Villers : « La liberté sera toujours plus forte que tous ses ennemis ensemble. Ce ne sont pas de nouveaux électeurs qu'il s'agit de convoquer, mais les mêmes électeurs qui n'ont pu terminer leurs opérations dans le court délai de dix jours. Il faut que les autorités constituées tirent leur origine de la constitution, si vous voulez qu'elles opèrent avec quelque succès. Je demande qu'on proroge de cinq jours le délai accordé aux assemblées électorales, pour terminer leurs opérations. »

Pastoret partage cette opinion. Il craint qu'en attribuant au Directoire la nomination des administrateurs et des juges, on ne lui donne trop d'influence sur le pouvoir administratif et judiciaire. Il conclut comme le préopinant.

La discussion est interrompue. Cambacerès, organe des commissaires qui se sont réunis pour délibérer sur les subsistances, fait adopter un projet de résolution dont voici les principaux articles.

1°. Le conseil, considérant que le service des approvisionnemens ne peut souffrir aucun retard, arrête qu'il y a urgence.

2°. Il sera fait, au nom de la loi, au département de la Seine et autres qui seront déterminés par le Directoire exécutif, sommation de fournir, à compte de leur contribution foncière en nature, 250 mille quintaux de grains.

Digitized by Google

3°. Le ministre de l'intérieur réglera et établira la répartition par département et par commune.

4°. Chaque commune fera verser le montant de son contingent au lieu indiqué et dans le délai fixé par ledit ministre.

5°. Tout contribuable en retard payera un quart en sus par chaque jour de retard.

6°. Tout contribuable qui refusera d'acquitter son contingent sera puni de 6 mois de détention et de la confiscation de la moitié de ses grains.

7°. Le Directoire exécutif est autorisé à mettre à exécution les dispositions de la présente résolution pour l'approvisionnement des communes dont la population excede 20 mille ames.

On rouvre la discussion sur les moyens de terminer les opérations de l'assemblée électorale du département de la Seine.

Viltard appuie la motion de Dumolard : elle obtient la priorité. Le conseil arrête que le Directoire exécutif nommera provisoirement les administrateurs et les juges de Paris et des départemens où les électeurs n'ont pu le faire dans le délai prescrit.

Conseil des Anciens.

Le conseil reçoit un message de celui des Cinq-cents, c'est une résolution prise avec urgence et relative à l'approvisionnement de Paris et celui des grandes communes. Après en avoir entendu la lecture, il en reconnait l'urgence et l'adopte sans réclamation. Nous en avons donné les dispositions ci-dessus.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de tridi, 23 Brumaire.

Les commissaires de la trésorerie nationale soumettent à la décision du Corps législatif diverses questions relatives à l'exercice de leurs fonctions.

Le conseil renvoie le mémoire des commissaires à sa commission des finances.

Cambacérès observe que la commission à laquelle on vient de renvoyer cette affaire, est chargée d'un objet déterminé, et qu'aux termes de la constitution, elle doit se dissoudre dès qu'elle aura présenté son travail au conseil : on ne peut donc pas lui attribuer la connaissance d'un objet nouveau ; il faut nécessairement créer une commission spéciale.

Sur la proposition de Cambacérès, le conseil arrête qu'il formera une commission de trois membres qui concerteront, rédigeront et présenteront un projet de réglement sur l'administration de la trésorerie nationale.

Digitized by Google

Un messager du Directoire exécutif fait part au conseil des difficultés qu'éprouve le ministre de la justice pour faire juger l'ex-général Thureau. La Convention nationale, par son décret du quatrième jour complémentaire, a fait dépendre la mise en jugement ou en liberté de Thureau du rapport d'un comité qui n'existe plus. Le Corps législatif seul peut revenir sur un décret de la Convention.

Merlin (de Thionville) : « Ce sont des fautes militaires qu'on reproche au général Thureau. Je demande qu'il soit jugé par un conseil de guerre, forme de militaires qui ont servi avec lui dans la Vendée. »

Un membre « : Ce ne sont pas seulement des délits militaires qu'on reproche à Thureau, ce sont des assassinats, des brigandages, le massacre de plusieurs municipalités en écharpes. Je demande qu'il soit envoyé devant les tribunaux ordinaires. »

Génissieux demande le rapport du décret de la Convention, concernant l'ex-général Thureau. « Le Directoire exécutif, dit-il, sera parfaitement libre, et il le fera traduire devant les tribunaux compétens, selon la nature des délits dont il est prévenu. »

Sur la motion de Doulcet, le conseil rapporte tout décret d'attribution donnée à des tribunaux relativement à l'ex-général Thureau, et renvoie au Directoire exécutif pour faire exécuter les lois à son égard.

Le Conseil des anciens annonce, par un message, qu'il a approuvé la résolution de celui des 500, tendante à mettre en réquisition 250 mille quintaux de grains pour l'approvisionnement de Paris.

Cent membres signent la demande d'un comité général secret. Le conseil décrete qu'il va avoir lieu. On évacue toutes les tribunes.

CONSEIL DES ANCIENS.

Le conseil reçoit, par un message, la résolution du conseil des Cinq-cents, qui autorise le Directoire exécutif, à nommer provisoirement, et jusqu'aux prochaines élections, les administrateurs et les juges, dans le département de la Seine et dans les autres départemens où les assemblées électorales n'auraient point terminé les élections dans le délai de dix jours prescrit par l'article XXXVI de l'acte constitutionnel.

Dupont (de Nemours) : L'on ne peut, sans attenter à la constitution, accorder au Directoire le droit de nommer les administrateurs et les juges : ce serait là une prérogative royale. Vous ne pouvez au moins approuver les motifs de l'urgence.

Un membre : Il ne peut pas y avoir de mesure plus ur-

Digitized by Google

gente que celle qui vous est soumise. Le Directoire exécutif, le gouvernement républicain n'aura de force, n'aura d'action qu'à l'époque où les autorités constituées seront toutes définitivement organisées.

Le conseil reconnaît l'urgence.

Lacuée : Si la constitution défend aux assemblées électorales de se prolonger au-delà de dix jours, elle veut aussi que le pouvoir judiciaire soit indépendant : or, il serait dépendant, si les hommes chargés de l'exercer étaient à la nomination du Directoire. Je demande l'ajournement sur le fond de la résolution.

Cornillau : La constitution limite la durée que doit avoir la session des assemblées électorales ; cette durée est écoulée, les assemblées électorales sont dissoutes : il n'y a plus que le Directoire exécutif qui puisse nommer, provisoirement et jusqu'aux élections prochaines, aux places d'administrateurs et de juges. Je ne vois pas à quoi servirait un ajournement : je demande qu'à l'instant la discussion soit ouverte.

Bar : C'est la maturité des délibérations qui fait les bonnes lois ; j'appuie l'ajournement.

Vernier : Le conseil peut, s'il le juge à propos, prendre l'engagement de ne prononcer que demain ; mais je ne vois pas d'inconvénient à commencer aujourd'hui la discussion, d'autant plus que vous venez de reconnaître l'urgence.

Bréard : On ne peut discuter sur ce que l'on ne connaît point : tous les membres n'ont pas présens à la mémoire les articles de la constitution sur lesquels notre décision doit être assise. Il faut ajourner à demain, c'est le moindre délai qu'on puisse accorder.

Dupont (de Nemours) : L'ajournement est nécessaire sur une aussi singulière question. Avons-nous décrété une république ou une monarchie ? Donner au Directoire la nomination de toutes les places, n'est-ce pas créer une autorité monarchique ? (Bruit.)

Goupilleau (de Fontenay) : Je demande que le président invite les membres à s'observer, et à ne pas exhaler cet esprit d'acrimonie qui jetterait un vernis défavorable sur les opérations du Corps législatif. Les deux conseils s'entendront constamment pour le bonheur de tous, ils veulent également la République.

Oui, dit un membre qui regarde Dupont, et ils la feront triompher la République, en dépit des royalistes : il te sied bien.....

Le président commande le silence. Le conseil ajourne la discussion à demain. On donne une seconde lecture de la résolution qui sera imprimée et distribuée.

On procede au scrutin par appel nominal, pour l'élection de cinq commissaires de la comptabilité. Les quinze candi-

Digitized by Google

dats, présentés par le conseil des Cinq-cents, sont les citoyens Saucourt, commissaire actuel; Regardin, *idem*; Goussart, *idem*; Lamerliere, *idem*; Babille, ex-secrétaire du comité de sûreté générale; Jacob, ex-député; Feval, commissaire actuel; Guillaume, *idem*; Godefroy, ex-député; Colliat, commissaire actuel; Lombard-Lachaud, ex-député; Pelé, employé à la comptabilité; Perché-Simery; Michelin, commissaire actuel, et Leclerc-Saint-Aubin.

Sur ces quinze candidats, quatre obtiennent la majorité absolue des suffrages au premier scrutin: ce sont les citoyens, Saucourt, Regardin, Feval et Colliat, tous commissaires actuels.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de quartidi, 24 Brumaire.

La lecture du procès-verbal de la veille et son adoption occupent les premiers momens de l'Assemblée.

Lecointre-Puyravaux, un des secrétaires, fait ensuite part de la correspondance: elle contient des adresses de félicitation sur la victoire du 13 vendémiaire. Le besoin d'une amélioration prochaine dans les finances a fait éclore plusieurs plans de finances dans les départemens, que Lecointre annonce et qui sont renvoyés à la commission chargée de cette partie. L'on réclame des deux côtés que le conseil se forme de nouveau en comité général secret, pour continuer la discussion du plan de finances que cette commission a présenté. Cette motion est adoptée, et le président donne l'ordre d'évacuer les tribunes.

Conseil des Anciens.

La discussion s'ouvre sur la résolution du conseil des Cinq-cents, tendante à investir le Directoire exécutif du pouvoir de nommer les administrateurs et les juges que les corps électoraux ont négligé, ou n'ont pas eu le tems de nommer dans le délai de dix jours, prescrit par l'acte constitutionnel.

Vernier: Les assemblées électorales ont duré tout le tems qui leur était prescrit; elles n'ont plus d'existence, elles sont dissoutes par le fait. Il faut cependant que la justice soit rendue, que les personnes et les propriétés soient respectées, que les approvisionnemens soient assurés, que les contributions soient perçues. Il faut pour cela des juges et des administrateurs. A quelle autorité recourir pour les nommer? Je ne vois que le Directoire. Rappellera-t-on les électeurs? La loi le défend. D'ailleurs, quand une telle mesure ne blesserait pas la constitution, ne serait-il pas à craindre que des ambitieux, des intrigans ne s'emparassent de ces assemblées,

Digitized by Google

et n'en prolongeassent l'existence pour ressusciter l'anarchie. Le pouvoir exécutif est une émanation de la puissance du peuple. Il faut lui donner ce qui peut l'aider à faire marcher le gouvernement, ce qui ne peut être confié à d'autres qu'à lui, sans que la constitution soit violée et la liberté publique compromise. Je pense que nous devons adopter la résolution du conseil des Cinq-cents.

Un membre : On nous parle de salut du peuple ! Ce salut est dans la rigoureuse observation de l'acte constitutionnel. Le bien public a toujours été le grand prétexte des malveillans pour égarer le peuple. Comment prétendrait-on servir le peuple en le privant du plus sacré de ses droits ! Je vote pour que la résolution des Cinq-cents soit rejetée.

Dupont (de Nemours) dit que le conseil des Cinq-cents pouvait choisir un mode plus simple, plus rapproché de la constitution ; c'était de charger les juges actuels de s'épurer, ou les nouveaux tribunaux, nommés par le peuple ; de composer ceux qui les environnent.

Il pense que de tous les partis à prendre, le seul qui doive être rejeté par tous, est de confier ce choix au Directoire exécutif, parce qu'il n'y a point de liberté, dès qu'il n'y a point d'indépendance dans les juges. La constitution, ajoute-t-il, donne au Directoire le droit de nommer près des tribunaux et des administrations des commissaires surveillans ; pouvez-vous lui donner encore le droit de faire remplir les fonctions de surveillés. S'il ne s'agissait que des administrations, vous pourriez céder ; pour cette fois, à la rigueur des circonstances, et avec d'autant moins de scrupule que les administrateurs sont en quelque sorte les délégués du pouvoir exécutif. On conçoit qu'une république existe là où le pouvoir exécutif nommerait les administrateurs ; mais il n'y a aucune république dans un pays où le pouvoir judiciaire est dépendant d'un autre pouvoir. Montesquieu voyait dans cette dépendance un si grand danger, qu'il n'a pas craint d'assurer que la vénalité des charges, cette institution monstrueuse de la ci-devant monarchie, était moins dangereuse. Je pense donc que toute espèce d'élection, toute forme de nomination pourrait être admissible, excepté celle du pouvoir exécutif. Si la proposition qui vous est soumise était divisible, je demanderais que l'on accordât, seulement pour cette fois, au Directoire la nomination des administrateurs ; mais la constitution nous ordonne de prononcer sur l'intégrité des résolutions. Nous devons être d'autant plus sévères sur l'observation de tous les articles de la loi fondamentale, que nous avons à affermir une république dont on parle depuis trois ans, et qui n'a encore que dix-neuf jours d'existence. Je vote pour le rejet de la résolution.

Lanjuinais : La constitution est confiée à la fidélité du

Digitized by Google

Corps législatif, au courage de tous les citoyens ; je dois la défendre comme législateur, comme citoyen. Sommes-nous corps constituant? Non. Nous sommes constitués. La base principale de la liberté est la division des trois grands pouvoirs : le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire. Ces pouvoirs ne peuvent jamais rien se déléguer l'un à l'autre au-delà de ce que permet la constitution. Leur confusion a été le principal caractère du gouvernement révolutionnaire. Si vous attribuez au Directoire la nomination des administrateurs et des juges, vous sortez des bornes de la constitution, vous vous déclarez corps constituant. La constitution, a-t-on dit, garde le silence ! Non : car la constitution ne reconnaît d'autres élections que celles qui sont faites par le peuple. Elle ne s'oppose point à ce que les assemblées électorales soient de nouveau convoquées. L'art. 36 porte que ces assemblées se réunissent le 20 germinal de chaque année, et terminent en une seule session de dix jours au plus, et sans pouvoir s'ajourner, toutes les élections qui se trouvent à faire; après quoi, elles sont dissoutes de plein droit. Mais il s'agit dans la constitution de l'ordre ordinaire; et il s'agit ici d'un ordre extraordinaire pour établir la constitution. (Cette discussion est ajournée à demain.)

Conseil des Cinq cents.

Séance de quintidi, 25 Brumaire.

Un membre de la députation de la Drôme, qui a un frère émigré, et qui se nomme Gaillard, demande à être admis provisoirement dans le Corps législatif, et se fonde sur ce que la loi du 3 brumaire ne doit pas l'atteindre, attendu qu'il a servi constamment la cause de la liberté. Dumolard est d'avis de renvoyer cette réclamation à la commission chargée de vérifier les pouvoirs. Cette proposition est adoptée.

Le Directoire envoya hier un message pour soumettre au conseil la demande faite par la république batave pour le passage, sur le territoire de France, de plusieurs compagnies suisses, qui étaient au service de la Hollande.

Villers pense qu'il faut laisser le Directoire exécutif prononcer sur cette demande, et juger si l'on peut sans inconvénients donner cette preuve de confiance à la république batave. Plusieurs membres auraient désiré que le Directoire eût donné quelques détails sur le nombre et l'espèce de troupes, ainsi que sur la route qu'ils doivent tenir.

Le conseil arrête qu'il lui sera fourni de plus amples renseignemens.

Crassous dit que l'on calomnie dans le public le plan de finances dont le conseil s'occupe, et il demande qu'on fasse imprimer le rapport de la commission pour détruire ces impres-

Digitized by Google

sions. Villetard observe que la baisse sensible du louis prouve qu'il n'a pas produit un mauvais effet dans le public. La discussion est interrompue par un message du Directoire, qui demande diverses sommes en numéraire à la disposition des ministres. Un défaut de signature de trois membres empêche d'y délibérer, et le conseil se forme en comité général secret pour continuer la discussion sur les finances.

Conseil des Anciens.

On reprend les débats sur la question de savoir si le Directoire peut nommer provisoirement les administrateurs et les juges. Il ne s'agit pas de l'ordre ordinaire constitutionnel, disait hier, Lanjuinais; car, dans cet ordre, les assemblées électorales se réunissent le 10 germinal, et elles se sont réunies le 20 fructidor; elles nomment un tiers des députés seulement, et elles ont nommé les trois tiers et des supplémentaires; elles devaient nommer tous les juges, tous les administrateurs: enfin elles avaient à faire cette première fois six fois plus de nominations qu'il n'en doit être fait dans l'ordre ordinaire. Au cinquième jour de leur réunion, elles n'avaient pas encore reçu la loi du 19 vendémiaire, par laquelle certaines opérations leur étaient prescrites. On ne peut donc appliquer aux circonstances actuelles l'art. XXXVI de la constitution.

Ne nous écartons pas de la base fondamentale de notre République, qui est la séparation des pouvoirs. Dit elle la constitution qu'il ne soit jamais possible de reconvoquer les assemblées électorales? Non, elle ne le dit point; je dois déclarer même que, lorsqu'il en fut question dans la commission des onze, on convint de la possibilité d'une convocation nouvelle. Si l'on a dit qu'il n'y a plus d'électeurs, le tems des élections expiré, c'est qu'on a voulu empêcher ces réunions illégales, ces clubs électoraux qui ont tant prolongé l'anarchie. Et qu'on ne vienne point parler de politique; la véritable politique consiste à respecter la constitution, à respecter la souveraineté du peuple: toute autre politique ne ferait que nous rejetter dans toutes les horreurs révolutionnaires. Une loi des premiers tems de Rome disait: Celui-là est digne de mort qui accepte des fonctions sans la nomination du peuple.

On objecte qu'il y aurait du danger à rappeller les électeurs; mais de tous les corps électoraux, celui qui semblait inspirer le plus de craintes, celui de Paris, ne s'est-il pas comporté avec sagesse? (Légers murmures.) Ces électeurs ne se sont-ils pas montrés obéissans à la loi?

Un membre: Président, fais faire silence; le bruit qu'on fait dans le banc ici derrière empêche d'entendre l'orateur.

Digitized by Google

Legendre : On s'indigne d'entendre faire ici l'éloge de brigands.

Oui s'écrient plusieurs membres.

Le président : Silence ! l'on ne doit pas interrompre l'orateur.

Legendre : Je demande la parole pour un fait. (Il monte à la tribune). Il est une vérité que personne ne peut contester, c'est que, exception faite des braves gens, des bons citoyens qui se sont trouvés dans le corps électoral de Paris, tous les coquins qui ont fait la révolte du 13 vendémiaire, qui en ont été les principaux agens, ont été nommés électeurs.

Coren-Fustier : Je demande aussi la parole pour un fait. Les électeurs de Paris, quand les dix jours de leur session furent terminés, écrivirent à la commission des onze pour savoir s'ils devaient continuer leurs élections. La commission répondit qu'ils devaient connaître la constitution et l'observer, et ils se séparèrent.

Lanjuinais a terminé en concluant au rejet de la résolution.

Porcher a parlé dans un autre sens.

Tronchet parle aujourd'hui et renouvelle toutes les objections : elles sont réfutées par Goupil (de Prefeln).

Le conseil adopte la résolution des Cinq-cents.

Texte du décret sur la désertion.

« Art. Ier. Le délai de l'amnistie générale, accordée par les décrets des 10 et 25 thermidor, an 3e., pour tout délit relatif à la désertion, autre qu'à l'ennemi ou à l'étranger, est prorogé jusqu'au jour de la promulgation de la présente loi.

» II. A dater de sa promulgation, toute délivrance de congés militaires est suspendue jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

» III. Tout congé limité, accordé sous quel prétexte que ce soit, même par des représentans du peuple en mission, ayant un terme ultérieur au 1er. nivôse prochain, est censé expiré à cette époque.

» IV. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, il ne sera plus accordé de congé de convalescence à aucun militaire, de quelque grade que ce soit.

» V. Tout militaire, malade ou blessé, entrera dans l'hôpital le plus voisin de son corps ; ceux porteurs de congés limités, indiqués en l'article III, auront la faculté d'entrer à l'hôpital ou à la maison de convalescence la plus voisine du lieu de leur département.

Digitized by Google

» VI. Il sera établi des maisons de convalescence auprès de chaque armée.

» VII. Aucun militaire ne pourra être chargé de mission particuliere de son corps, à moins qu'elle ne soit reconnue indispensable pour le service, et approuvée par les généraux en chef ou de division.

» VIII. Toute requisition est abolie, sauf au Directoire exécutif à employer les militaires pour des objets indispensables au service public.

» IX. Tout déserteur à l'ennemi ou chez l'étranger, sera considéré comme émigré et puni comme tel.

» Tout déserteur chez les rebelles sera puni de mort.

» XI. La peine de la désertion à l'intérieur, et en tems de guerre, sera deux ans de fers.

» Si le coupable était de service, et a emporté ses armes ou bagages, et emmené un ou plusieurs chevaux appartenans à la République, elle sera de quatre ans.

Si, étant de service, il n'a point emmené ni armes, ni bagages, et n'a point emmené de chevaux appartenans à la République, elle sera de trois ans.

» Enfin si, n'étant pas de service, il a emporté ses armes ou bagages, ou emmené un ou plusieurs chevaux à la République, la peine sera de trois années de fers.

» XII. La peine de la désertion à l'intérieur, en tems de paix, sera d'une année de fers.

» Si le coupable était de service, et a emporté ses armes ou bagages, ou emmené un ou plusieurs chevaux appartenans à la République, elle sera de trois ans.

» S'il était de service, et n'a emporté ni armes, ni bagages, n'a point emmené de chevaux, elle sera de deux ans. Il encourra la même peine, si n'étant pas de service, il a emporté ses armes ou bagages, et emmené un ou plusieurs chevaux appartenans à la République.

» XIII. Tout militaire ou employé dans les armées, ou à leur suite, qui sera dans l'un des cas spécifiés dans les deux articles ci-dessus, et qui se serait en outre rendu coupable de vol, de violation de domicile ou de personne, sera puni de dix années de fers, au-dessus de celles prescrites par l'article précédent.

» XIV. Tout chef de complot de désertion à l'ennemi ou chez les rebelles, quand même le complot ne serait pas exécuté, sera puni de mort; si c'est à l'intérieur, de six ans de fers.

» XV. Tout complice qui décélera un complot de désertion, ne pourra être poursuivi, ni puni, à raison du crime qu'il aura dénoncé.

» XVI. Tout embaucheur pour l'étranger ou pour les rebelles sera puni de mort. Pour l'intérieur, deux ans de fers; si c'est une femme, une année de détention. »

Digitized by Google

PARIS. *Nonidi 29 Brumaire, l'an 4e. de la République.*

Le change a été un peu meilleur ces jours derniers : le louis qui, au commencement de la décade, était à près de 4000 liv., est descendu jusqu'à 2800; il est remonté depuis à 3200. Quant aux marchandises, sur-tout les denrées les plus nécessaires, leur prix s'accroît chaque jour dans une inexoyable proportion.

Le conseil des Cinq-cents continue toujours de s'occuper en comité général des moyens de restaurer nos finances.

L'attribution confiée au Directoire d'achever les nominations qui n'ont point été terminées par un grand nombre d'assemblées électorales, dans l'ordre prescrit par la constitution, n'a pas été accordée légerement par le Corps législatif. La question a été discutée avec beaucoup de sagesse et d'attention. Elle a fourni des idées nouvelles, et une occasion à plusieurs membres du conseil des Anciens de développer des talens distingués, et un attachement ferme à la lettre comme à l'esprit de la constitution. La résolution qu'ils ont combattue avec autant de profondeur que de sagacité, a néanmoins prévalu; c'est au Directoire à justifier par la sagesse de ses choix la confiance du Corps législatif, et les motifs d'intérêt public qui l'ont emporté sur la sévérité des principes constitutionnels.

De Cologne, le 20 brumaire. L'ennemi a rassemblé presque toutes ses forces entre Manheim, Mayence et le Hundepruck, et il pourrait bien se faire que son but fût d'entrer dans la ci-devant Lorraine.

Du côté du Bas-Rhin, les généraux républicains, s'appercevant que l'ennemi était peu nombreux, se sont mis en marche avec un corps de troupes des environs de Dusseldorff; et déja l'on apprend qu'ils occupent de nouveau Kaiserswert, et qu'ils marchent vers Mulheim.

L'on continue encore à faire défiler des troupes françaises par Bonn et Andernach, pour les envoyer dans les environs de Coblentz, vers la Moselle; car il paraît que ce sera principalement de ce côté là que le théâtre de la guerre va se porter.

Les représentans Joubert et Garreau, en mission près de l'armée de Sambre et Meuse, afin de pourvoir sans délai aux besoins indispensables des militaires qui composent cette armée, ont demandé une contribution extraordinaire d'un million de livres en numéraire au pays d'entre Meuse et Rhin, qui doit se payer dans un court délai. Dans la répartition de cette contribution, l'on avait par méprise compris la ville de Namur, qui fait partie intégrante de la République depuis le décret de réunion. C'est pourquoi on en avait exigé

Digitized by Google

50,000 liv., et que l'on y avait enlevé des ôtages; mais cette erreur a d'abord été rectifiée par un arrêté des représentans du peuple.

De Bruxelles, le 23 brumaire. D'après les ordres envoyés par le général en chef Jourdan aux généraux Lefebvre et Hatry, qui commandent une armée d'environ 25,000 hommes dans le duché de Berg, ils ont divisé cette armée en deux colonnes : la première a marché vers les montagnes, en nettoyant la plaine de tous les postes occupés par les Autrichiens, et la seconde a côtoyé la rive droite du Rhin, s'est emparé de Kayserweert, et marchant ensuite sur Mulheim et Dentz, elle en a expulsé les Autrichiens. Les généraux républicains, pour rendre cette diversion plus avantageuse aux armées des généraux Pichegru et Jourdan, ont poussé leur pointe jusqu'à la rivière de Sieg, que l'ennemi a repassée. Cette opération militaire a occasionné quelques escarmouches, très-vives à la vérité. Les Autrichiens sont peu en force sur le Bas-Rhin, la majeure partie de leurs armées agissant sur le Haut-Rhin. Les mêmes lettres qui donnent ces détails ajoutent que de gros corps de troupes sont encore partis des environs de Cologne et de Bonn pour se porter vers la Moselle, où le général Jourdan est déjà parvenu, à force de soins et d'activité, à rassembler une armée nombreuse et bien disposée.

Des avis reçus ici de Luxembourg nous avaient annoncé que les Autrichiens, après plusieurs succès nouveaux dans le Hunspruck, avaient fait une marche sur Trèves; que les habitans de cette ville s'étaient permis de piller les magasins français qui s'y trouvaient, et qu'enfin les Autrichiens y étaient entrés. D'autres avis, d'une date plus fraîche, marquent qu'il y a eu effectivement quelque mouvement à Trèves; mais que le général Jourdan s'avance vers l'armée ennemie; qu'elle s'est déjà retirée, dans la crainte de se trouver engagée dans les gorges des montagnes où l'on pourrait la couper, et que l'on espère pouvoir forcer les Autrichiens à repasser le Rhin sous peu.

De Vannes, le 8 brumaire. Les routes de Pontivy, de Lémine et de Vannes, sont le théâtre des cruautés des chouans. Les assassinats sont en permanence sur la dernière de ces routes, depuis Auray jusqu'ici.

Plusieurs défenseurs de la patrie, des femmes même viennent tout récemment d'être victimes des chouans.

Un détachement de 30 volontaires du 4e. bataillon du Var, qui escortait une ambulance d'ici à Auray, fut attaqué près du pont de Sale, à moitié chemin d'Auray à Vannes, par quelques centaines de brigands à pied, et près de 200 à cheval. Nos braves, très-inférieurs en nombre, après avoir fait feu sur ces champions du royalisme, firent leur retraite sur Vannes.

Le général républicain Lemoine, instruit de ces détails,

Digitized by Google

fait commander un escadron de hussards noirs et chasseurs, avec 300 hommes d'infanterie, et marche, avec la rapidité de l'éclair, sur les chouans qu'il charge avec vigueur. Vingt-deux ont été tués. On a à regretter la mort de trois volontaires : plusieurs ont été blessés.

On a besoin de forces dans ce département, pour arrêter enfin cette horde assassine de chouans, qui infestent ces cantons. Leurs chefs, depuis les derniers événemens qui ont eu lieu à Paris, ont fait proclamer, dans les bourgs et villages, un ordre de ne rien apporter dans les villes, sous peine de mort. On tient ce fait d'un cultivateur honnête. Il est même défendu aux hommes de son état, à tout beurrier et boucher, de profiter des escortes de la République.

Cela fait que ceux qui, jusqu'à ce jour, ont avitaillé les villes, se trouvent dans la cruelle alternative de se voir égorgés par les chouans, s'ils n'obéissent à leur proclamation ; et de leur côté, ils s'exposent, s'ils ne continuent pas leur commerce, à se faire regarder par les républicains comme de mauvais citoyens.

De Rouen, le 24 brumaire. Le conseil général de cette commune prend des mesures pour l'exécution de la loi du 3 brumaire, concernant les prêtres ci-devant fonctionnaires publics qui n'ont pas prêté le serment décrété par la constitution civile du clergé.

Réflexions sur la neutralité entre la Prusse et la République Française.

Il est indispensable que la Prusse et la Hesse fassent cesser promptement leur neutralité illusoire ; elle est plus fatale qu'utile, et je le prouve. Les limites ou démarcations ont été respectées par les Français, et ont eté violées par nos ennemis.

Les Français n'ont trouvé ni secours ni protection, ni approvisionnement, chez nos deux alliés. Les ennemis au contraire ont obtenu tout ce qu'ils ont voulu. Il est donc urgent que la Prusse et la Hesse se déclarent *pour* ou *contre* ; car il est démontré que c'est l'intérêt réciproque des trois nations ; et la France, avec de la fermeté, et une volonté bien prononcée, obtiendra tout de ces nouveaux alliés.

Voici des éclaireissemens nécessaires et précieux pour le gouvernement sur cette objet.

Les ministres du roi de Prusse sont plein de zele, de lumieres, et sont portés naturellement à servir les véritables intérêts de la monarchie prussienne, en faisant contracter au roi une alliance offensive et défensive avec la République Française ; mais il n'en est pas de même de la famille du roi, de la reine, et de ceux qui les entourent ; tous sont dévoués aux cabinets de Londres ou de Vienne, et ne cherchent qu'à rompre ou annuller cette alliance si fatale pour eux, et si nécessaire pour la France et la Prusse ; les ministres, par suite de leur escla-

Digitized by Google

vage, sont forcés de se soumettre, et d'adopter les vues perfides de ces mêmes parens, et des salariés de la cour; je le prouve par des faits.

Le roi de Prusse est brave, bon militaire, instruit, humain, aimant naturellement les Français; mais faible par caractere, passionné pour les femmes, aveuglé par une secte ridicule, il se laisse diriger et maîtriser par ses parens, ses maîtresses et les *martinistes*, tous vendus à l'Autriche et à l'Angleterre.

La reine de Prusse, princesse de Hesse-d'Armstadt, est respectable par sa conduite.

Le prince Henri, oncle du roi, et son digne émule, le général Mollendorf, de tout tems partisans de la France, sont sans crédit, et vivent dans une retraite honorable.

Le prince George d'Armstadt, frere de la reine de Prusse, était à Paris en 1789. L'amant public de Marie-Antoinette, conjointement avec le comte de Fersen, suédois, les troupes de Hesse d'Armstadt, sont en ce moment à la solde de la maison d'Autriche, et dirigées par ce même prince George, qui a la plus grande influence à Berlin et à Vienne.

Le duc de Saxe-Weimar a épousé la reine de Prusse; il peut tout sur l'esprit du roi, car il est le chef de la secte des illuminés.

Tous les gentils-hommes Saxons, comme les comtes Brûll, Bischrossverder, Lindeneau et autres, société intime et particuliere du roi, sont vendus à l'Autriche et à l'Angleterre.

La sœur du roi de Prusse, épouse du Statouder d'Hollande, porte dans son cœur la haine du nom français; dépouillée de ces états, fugitive en Angleterre avec son mari, elle n'est occupée jour et nuit qu'à chercher des moyens de vengeance: elle a le plus grand crédit sur l'esprit du roi son frere.

Le duc de Brunswick et son frere le prince Frédéric, sont dévoués à l'Angleterre, sont ennemis juré du prince Henri de Prusse, et du *vertueux Mollendorff*; en un mot, c'est un prince de *Brunswick* qui est roi d'Angleterre: *cela dit tout.*

Le Landgrave de Hesse-Cassel est le plus riche souverain de l'Allemagne en numéraire; son conseil est bien composé, ses troupes sont belliqueuses; mais ce prince est et sera toujours le mobile du ministere prussien; quand on obtient l'un, on obtient l'autre.

Cet apperçu rapide est de toute vérité, et mérite une profonde considération, vu notre traité avec la Prusse et la Hesse, et vu le passage du Rhin effectué par les troupes françaises; il est à observer que la ligne de démarcation renferme les troupes françaises dans un espace étroit qui anéantit tous ses moyens d'attaque, paralyse tous ses moyens de défense, et nous expose continuellement à une retraite inévitable et dangereuse, l'ennemi ayant ravagé tout cet espace, nous laisse sans ressource, pour les subsistances, et le passé est une leçon pour l'avenir; *donc la ligne de démarcation est mortelle.* (*Extrait du journal de l'Ami des Lois.*)

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS,

HISTORIQUE, POLITIQUE ET LITTERAIRE;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

Du Quintidi 5 Frimaire, l'an quatrieme de la République.

(Jeudi 26 Novembre 1795, *vieux style.*)

TOME XIX.



A PARIS,
Au Bureau du Mercure, rue des Poitevins, No. 18.

Digitized by Google

TABLE des matieres littéraires, depuis le 27 septembre jusqu'au 21 novembre 1795, *vieux style*.

L'Étranger et le Mineur, dialogue..... page 3.
Lettre de Francklin, écrite de Passy en 1784..... 5.

De la souveraineté des assemblées primaires, lettre d'A. Mechin au citoyen Quatremere..... 33.

Coup-d'œil historique sur les assemblées primaires de Paris; par le citoyen Lenoir de la Roche..... 65.

Tableau de quelques circonstances de ma vie. — Précis de ma liaison avec mon frere Maugris, etc., ouvrages posthumes de Chabanon..... 97.

Mon projet, satyre politique; par J. L. Chauvin.... 129.

Aux assemblées électorales, sur les élections à la prochaine législature; par le citoyen Lenoir de la Roche..... 134.

Républiques de Sparte et d'Athenes, trad. de Xénophon; par J. B. Gail..... 161.

Les veilles philosophiques, ou essais sur la morale, etc.; par A. Villeterque..... 193.

Stances sur le passage de l'armée du Nord dans la Belgique, sous la conduite du général Pichegru.... 225.
De l'économie politique moderne; par Harrenschwand.. 227.

Mémoire sur cette question : Est-il de l'intérêt de la France d'étendre ses frontieres jusqu'au Rhin?.... 257.

Mes adieux au bois du Fay; par Lagache fils..... 289.
Histoire de la décadence des mœurs chez les Romains, trad. de l'allemand de Meiners; par R. Binet, ancien recteur de l'université de Paris..... 291.

Recherches sur les causes des maladies charbonneuses dans les animaux, etc.; par F. H. Gilbert, professeur vétérinaire..... 321.
Quelques idées sur l'esprit que doit avoir le nouveau gouvernement; par le citoyen Lenoir de la Roche... 323.

D'Orbeuil et Céliane de Valban, leurs amours et leurs malheurs pendant la tyrannie de Robespierre; par C. B. de Baslier..... 353.
Pasigraphie, ou premiers élémens de l'art d'écrire en une langue de maniere à être entendu en toute autre langue, sans traduction; inventés par P. M. A. M. d'I.; rédigés par l'inventeur et par R. A. Sicard..... 357.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 5 FRIMAIRE, *l'an quatrième de la République.*
(*Jeudi* 26 *Novembre* 1795, vieux style.)

POÉSIE.

COUPLET à la citoyenne F.... qui me menaçait de ses rigueurs parce que je l'avais chantée sous le nom de Thalie.

AIR : *D'Arlequin efficheur.*

Si pour te peindre les accès
De la plus aimable folie,
Je t'adressai quelques couplets
Sous le nom charmant de Thalie,
Je n'ai point à craindre en ce jour
Et ton courroux et ma disgrace.
En tous lieux, la sœur de l'Amour
Doit porter le nom d'une grâce.

Par le cit. LHOMANDIE.

LOGOGRIPHE.

Je puis dire avec vérité
Qu'artiste, ami de la simplicité,
De la forme sur-tout observateur fidele,
Et sans cesse occupé d'œuvres de piété,
Par mes travaux et par mon zele,
De maint acte d'hostilité
Je defends la chretienté.
Ajoutez à ma kirielle
Que loin de toute vanité,
Dans mon emploi je ne brille et n'excelle
Qu'en pratiquant l'humilité;
Certes aussi-tôt, de grande sainteté
Vous direz, voilà le modele.
Mais hélas! tout mortel paie à l'humanité
Son tribut, et toujours un faible le décele.
Lorsqu'à la voix du devoir qui m'appelle
Auprès d'une jeune beauté,

Digitized by Google

Seul, le matin, prosterné devant elle,
Maman met à ses pieds une offrande nouvelle,
Et croit la faire à la divinité ;
Sur ses genoux alors l'homme de bien chancelle,
Et le saint perd l'honneur d'être jamais fêté.
A ces traits seuls si l'on ne me devine,
Sur les dix pieds dont se forme mon tout,
Que le lecteur aille et chemine,
Peut-être en viendra-t-il à bout.
Il croit d'abord entendre un bruit de chasse ;
Ensuite il lui vient un présent ;
Et puis, sans rien changer, à la dernière place
Il trouve un verbe peu plaisant ;
Pris à l'envers, du corps une partie,
Qui par un tour de main, et sans autre magie,
Se réduit tout-à-fait à rien.
A présent, changeons notre allure,
Nous trouverons de quelques gens de bien
Une très-modeste parure,
Et qui de certains animaux
Devient la principale armure ;
Le plus précieux des métaux ;
Ce que produit le ridicule ;
Et négative ; et particule ;
Une ceinture, un ornement,
Qui fut dignité, récompense,
Et le frivole équivalent
Du mérite et de la naissance ;
Le produit du travail d'un insecte piquant ;
Ce qui ne peut manquer au maladroit qui vole ;
Une ville ; un enfant d'Eole ;
Un autre insecte, ou reptile ou volant ;
Une nymphe qui fut peu sage ;
Ce que contient la lettre de cachet ;
Le nom de celui qui l'a fait,
Etre important, grand personnage,
Qu'à Jupiter, du fond de leur caveau,
Demandaient à grands cris jadis des babillardes,
Et qui pour son pays, comme pour ses criardes,
N'est souvent qu'un dragon ou bien un soliveau ;
Une triste couleur, ou qui n'en est pas une ;
Le jus du fruit qui pour notre malheur,
Du fermier et de son seigneur,
Tenta la grande mere commune.
Enfin, lecteur, si tu veux faire mieux,
Et trouver encore autre chose,
Combine à ton loisir, cherche, tourne, transporte ;
Pour moi c'en est assez, je te fais mes adieux.

Digitized by Google

ARCHITECTURE HYDRAULIQUE.

Mémoire sur les eaux minérales et les établissemens thermaux des Pyrénées; comprenant la recherche des moyens les plus propres à recueillir et conserver les sources minérales, et la description des monumens à élever pour utiliser ces eaux salutaires à la guérison des blessures des défenseurs de la République; publié par ordre du comité de salut public. In-8°. *A Paris, chez* VATAR, *imprimeur du comité de salut public. L'an* 3e. *de la République.*

QUICONQUE, dit l'auteur dans son Avant-propos, a visité nos eaux minérales les plus renommées, s'est convaincu que leurs établissemens sont fort au-dessous de leur réputation. Si on les considere comme bains, ils n'ont rien qui rappelle l'élégance et la propreté de ceux des anciens. Les considere-t-on comme établissemens médicinaux, ils ne sont nullement au niveau des connaissances des modernes.

Les citoyens de Lomet et Vergès avaient été chargés par le comité de salut public, 1°. de prendre connaissance de tout ce qui concerne les eaux minérales à Barreges, et de tout ce qui pourrait contribuer à y former un grand établissement de santé pour les défenseurs de la République; 2°. de développer tous les moyens de perfection, de construction et d'aggrandissement dont cet établissement est susceptible. Ils avaient été chargés en outre d'examiner à Bagnerès le bain public, appellé ci-devant de Bagnerolles, et de présenter les meilleurs moyens d'en utiliser les eaux salutaires au profit des citoyens peu fortunés et de l'humanité souffrante.

Le citoyen Vergès n'a pu se livrer à ce travail; il fut rappellé subitement à Paris pour y remplir une autre mission. Le citoyen de Lomet resta seul chargé de cette grande opération: c'est le résultat de ses observations, de ses vues et de ses plans qui forme l'objet de ce mémoire. Nous ne suivrons pas l'auteur dans tous ses développemens; ils ne sont pas susceptibles d'être analysés: c'est un tout dont il faut voir toutes les parties pour bien juger de l'ensemble. Mais ce que nous ferons

Digitized by Google

connaître c'est l'esprit qui a dirigé cet habile ingénieur dans ses travaux importans.

« Je ne pouvais songer à donner une nouvelle face à ces établissemens, sans observer les sources dans leur relation avec les lieux, sans pénétrer dans le mystère de leur formation, sans essayer de jetter les fondemens d'une science qui remplaçât l'aveugle routine de nos peres.

» Les élémens de cette science existent dans les ouvrages modernes. D'une part, la nouvelle chimie a jetté la lumiere sur l'opération de la nature à qui nous devons les eaux minérales. De l'autre part, les naturalistes voués à l'étude des montagnes, nous ont appris que le désordre de ces masses n'était qu'apparent, et que leurs rochers étaient soumis à un arrangement régulier. Il fallait réunir ces faits épars. Il fallait les comparer, les vérifier et en tirer un corps de doctrine qui dirigeât les travaux d'après une connaissance exacte de la nature des rochers qui produisent les sources minérales, de leur situation dans les montagnes, de leur direction et des lois qu'observent les filons que parcourent les eaux qui se minéralisent; c'était la seule méthode propre à éclairer la recherche de ces eaux; c'était le seul guide à suivre pour en assurer et en améliorer les produits.

» Après avoir recueilli les eaux avec intelligence, il fallait songer à mettre les établissemens à l'abri des accidens des montagnes. La nature y est dans une agitation continuelle, et ses révolutions, qui comptent par siecles dans les plaines, comptent ici par années. Les éboulemens du terrein, les irruptions des torrens, la chûte des lavanges, devaient être prévus et calculés avant de proposer des monumens durables dans des vallées où les formes changent sans cesse.

» Il existe des pays où la connaissance de ces phénomenes est très-avancée. En France, elle est au berceau : notre territoire est tellement étendu, et les contrées âpres et sauvages sont en si petit nombre, eu égard aux régions fertiles et riantes, que les montagnes n'ont presque jamais été habitées que par ceux qui n'avaient pas le choix d'une autre demeure. Les hommes éclairés, tous fixés dans des villes opulentes, n'ont eu garde de se confiner dans des déserts. On a bien visité les montagnes; on les a parcourues, on les a effleurées; mais on n'y a pris d'autre idée que celle des plus beaux jours de leurs étés; ce qu'il fallait voir, c'était leurs

Digitized by Google

rigoureux hivers, et ces printems capricieux où la nature se montre si inquiette, où tous les accidens se succedent, se pressent, et semblent menacer chaque fois les vallées d'une complette subversion. »

Tel est le point de vue général sous lequel le citoyen de Lomet a envisagé le but de ses opérations. On peut dire qu'il l'a rempli avec une sagacité qui annonce le degré de ses connaissances et qu'il s'est pénétré de l'importance et du degré d'utilité des établissemens qu'il avait à créer ou à perfectionner. Voici comment il s'exprime sur les caracteres que doivent porter les édifices de ce genre dans une republique.

« Il y a divers établissemens à créer, des routes à ouvrir, des ponts à construire, des travaux de tout genre à organiser. Aucune de ces choses n'est faite par une république comme elle l'est dans une monarchie; et tout se popularise dans un état populaire. Quel est l'observateur des gouvernemens qui ne reconnaîtra pas à l'ordonnance des édifices, la constitution du peuple qui les a élevés? Il faut que nos constructions prennent enfin le caractere qui leur convient. Nous n'avons que trop vu, jusqu'en ces derniers tems, le goût et les mœurs demeurer en arriere de la révolution des principes, et exécuter de ces projets bannaux, qui n'ont de populaire que la date de la république. Heureusement que dans ces édifices tout est frivole. Aussi defectueux aux yeux du constructeur, que reprehensibles aux yeux de l'architecte, leur caducité venge le bon goût offensé de leur ordonnance... On ne les étudiera pas comme des ruines; on les déblayera comme des masures

» Ce ne sont pas même, dans leur pureté, les édifices d'Athenes corrompue ou de Rome esclave, de la théocratique Egypte ou de la royale Babylone qui conviennent au peuple dont la régénération est le signal de celle de l'univers. Que les nôtres sur-tout portent l'auguste caractere des événemens, et de la dignité de leur objet. Il s'agit de ces braves qui ont scellé de leur sang les triomphes de la liberté. Que l'on sente à quelle idée du beau doit s'élever l'artiste chargé de proposer des monumens à leur usage. Rappellons-les à cette sévere simplicité qui sied à l'austérité républicaine. Quelles que soient leurs formes et leurs dimensions, ils seront assez riches, s'ils sont sages; ils seront grands, s'ils ne sont pas frivoles.

» Il faut là des monumens d'une composition simple,

Digitized by Google

naïve, mais commode et convenablement appropriée à leur usage; il faut que leur disposition soit savante et leur construction indestructible. Il faut enfin que leur style soit pur comme l'intention qui les indique, et qu'ils aient le caractere de grandeur qu'inspire le gouvernement qui les ordonne. Puissent-ils être dignes de la sollicitude d'un grand peuple sur les blessures des défenseurs de sa liberté, et attester à jamais jusques dans ces contrées si reculées, si sauvages, combien les Français surent conserver de sensibilité pour les hommes, et d'amour pour les arts, aux époques les plus orageuses de la révolution qui affermissait la république. »

Quand on conçoit avec cette juste convenance des choses et cette grandeur imposante, il est facile de juger de l'étendue du plan. Ce mémoire ne peut que faire une grande réputation à l'auteur qui occupait déja un rang distingué parmi les ingénieurs des ponts et chaussées, corps aussi estimable qu'éclairé, auquel on est redevable, en France, de grandes et belles choses. Le citoyen Lomet s'est acquis plus d'un droit à l'estime; il a été employé en qualité d'adjudant-général de l'armée des Pyrénées occidentales depuis le commencement de la guerre, et il a été appellé à l'école centrale des travaux publics pour concourir à l'instruction des éleves.

ANNONCE.

Œuvres politiques de Jacques Harrington, écuyer; contenant la république d'Océana, les aphorismes et les autres traités du même auteur; précédées de l'histoire de sa vie, écrite par Jean Toland.

Ouvrage traduit de l'anglais, trois volumes *in*-8°. Prix, 100 l. et 115 liv. franc de port.

A Paris, chez Leclerc, libraire, rue Saint-Martin, n°s. 254 et 89; Quatremere, libraire, rue Saint-Benoît, près celle Jacob, n°. 830.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Leipsic, le 12 octobre 1795.

La foire Saint-Michel qui vient de finir a été assez bonne, quant aux objets de fabrication de Saxe, tels que draps, étoffes de laine et autres objets de ce genre, dont il s'est fait un grand débit. Mais le commerce des soieries a souffert considérablement, par l'arrivée de plusieurs marchands français, de Lyon, qui, ayant amené de grands assortimens, dont le dépôt était en Suisse, ont attiré, par la modicité de leur prix, une partie considérable des chalans affidés aux négocians allemands qui trafiquent ces étoffes de soie, qui ne peuvent vendre à de semblables prix, et qui ont dû garder une assez grande partie de leurs assortimens.

ITALIE. *De Gênes, le 3 novembre.*

La canonnade que nous entendîmes dernierement vers le Ponent, nous faisait croire qu'il se passait quelque chose de fort sérieux; mais, selon ce que nous en avons appris, tout a consisté de ce côté-là en fausses attaques, qui n'ont point eu de suite. Au reste, il paraît que nous sommes à la veille d'une attaque générale. Les Français ont reçu fort à propos des munitions et des provisions qu'escortaient huit chaloupes canonnieres. Tous les officiers de tout rang ont reçu l'ordre de se rendre promptement à leurs postes. On évalue à 40,000 hommes le nombre de ceux qui composent aujourd'hui l'armée française.

Depuis huit jours, il est parti d'ici une grande quantité de bâtimens chargés de grains et de comestibles, tant pour l'armée que pour la côte de France; leur nombre va à près de 100, et nous savons que les premiers partis sont heureusement arrivés à leur destination.

Les représentans français ont rendu une proclamation qui donne lieu à présumer qu'ils sont décidés à une campagne d'hiver, afin de chasser l'ennemi de notre riviere. Ils y disent: « La victoire est sûre, attendu les légions de soldats vainqueurs et pacificateurs des Pyrénées, qui viennent partager avec nous les périls de l'entreprise. »

Digitized by Google

A Final, on a sursis à l'exécution de l'ordre qui enjoignait de transporter vers Cairo les caissons et une partie de l'attirail, et l'on dit que l'artillerie qui déja s'était mise en route de Carcare a été renvoyée en arrière.

A la suite d'un ordre presse arrive a Savone, le 31 octobre, M. Cuneo, commandant des bâtimens impériaux, a mis promptement à la voile, ainsi que la frégate qui se trouvait à Vado. Avant-hier, nous vîmes entrer dans notre port le bâtiment impérial de guerre à bord duquel est M. Cuneo, qui, en entrant, salua la ville de treize coups de canon, auxquelles on répondit par les coups d'usage. Une corvette française de guerre, commandée par le capitaine Sibilla, entra en même tems.

ANGLETERRE. *De Londres, le 12 Novembre* 1795.

Le 4 de ce mois, au lever du roi, le comte Stanhope a présenté à sa majesté une pétition des citoyens de Sheffield pour obtenir la paix. Elle est signée de plusieurs milliers de fabricans de cette ville importante. On espère que le reste de la nation suivra cet exemple.

Voici la remontrance au roi, qui fut arrêtée par les citoyens assemblés auprès de la maison de Copenhague :

« Sire, lorsque la perfide duplicité et la tyrannie insupportable de la maison de Stuart eut enfin poussé à bout la patience du peuple britannique, il se ressaisit de son droit primitif sur le choix de son premier magistrat, en chassant l'un et en s'en donnant un autre.

» A cette époque, le privilege qu'une fâcheuse nécessité nous force de réclamer aujourd'hui, le privilége d'adresser au premier magistrat nos réclamations et nos plaintes fut reconnu et solemnellement établi. C'est ce droit forcé que nous exerçons en ce moment.

» Votre majesté n'ignore pas que le peuple britannique, souvent trop facile et trop crédule, se flatte de l'espoir qu'une reconnaissance éternelle imposerait à votre famille l'obligation de travailler constamment au bonheur et à la gloire d'une nation qui, à travers tant de difficultés et de périls, l'avait comblé de faveurs. Que votre majesté daigne considérer jusqu'à quel point des espérances aussi justes se sont réalisées.

» Notre objet actuel est de renouveller à votre majesté les plaintes que nous lui avons déja adressées, et remises le 15 juillet dernier à votre secrétaire d'état. Nous y implorions l'attention et les prompts secours de votre majesté en faveur de nous-mêmes et de cette classe immense de vos sujets industrieux, mais malheureux, qui éprouvent toutes les calamités inséparables de la famine et de l'anéantissement du commerce. Nous alléguions, en preuves de ces faits, les

Digitized by Google

banqueroutes multipliées dont rien n'égale l'étendue et les déplorables effets, si ce n'est les dilapidations effrayantes du trésor public.

» Dans cette adresse, nous ne déguisions pas à V. M. notre façon de penser sur le compte de vos ministres, par la raison qu'étant à portée de connaître infailliblement les sentimens du peuple en général, nous savions que la très-grande majorité pense comme nous, que se couvrant de votre prérogative, ils en ont abusé pour plonger ce pays dans un abyme de calamités; que par un odieux système de corruption, ils cherchent à se maintenir en place pour satisfaire leur avarice et leur ambition; que s'ils n'étaient pas promptement renvoyés, il en résulterait les plus grands dangers pour la tranquillité de ce pays et pour la stabilité de votre trône; et qu'une réforme dans la représentation est le seul moyen de rendre à ce pays sa splendeur antique, et de lui procurer une somme de bonheur dont il est susceptible, et qui lui manque.

» Ecoutez, sire, la voix d'un peuple harassé et affligé. L'énormité de ses maux porte la consternation dans son cœur. Pensez, sire, à l'abyme creusé entre la supplication et le désespoir. Les moyens de sauver la nation sont entre vos mains. Nous avons aussi bien le droit de conseiller que de supplier; et nous déclarons que notre opinion est qu'une réforme dans la représentation nationale, le renvoi de vos ministres actuels, et une prompte paix, sont les seuls moyens par lesquels vous puissiez sauver ce pays et vous assurer l'attachement du peuple. »

Nous offrons aux lecteurs quelques dispositions essentielles du traité d'alliance défensive entre sa majesté britannique et l'empereur d'Allemagne, conclu à Vienne, le 20 mai 1795, entre les ministres de ces deux princes.

L'art. II porte : Les hautes parties contractantes agiront d'un parfait accord dans tout ce qui concerne le rétablissement et le maintien de la paix générale. Elles emploieront tous leurs efforts pour prévenir, par le moyen de négociations amicales, les attaques dont elles pourraient se trouver menacées, soit séparément, soit conjointement.

Art. IV. Leurs majestés impériale et britannique se garantissent réciproquement, et de la manière la plus expresse, tous leurs états, territoires, villes, droits, libertés et franchises quelconques, dans l'état où elles les possèdent aujourd'hui, ou dans l'état où elles pourront les posséder à la conclusion d'une paix générale conclue de leur consentement et accord commun, conformément aux engagemens mutuels qu'elles ont pris à cet égard dans la convention du 30 août 1793, etc.

Art. V. Les secours à fournir mutuellement, en vertu de

Digitized by Google

ce traité, seront de 20 mille hommes d'infanterie et de 6 mille de cavalerie, etc.

Art. VI. Il est convenu qu'aucune des parties contractantes ne laissera entrer dans ses ports aucun vaisseau ni marchandises de son alliée, quant ils auront été capturés en mer par des vaisseaux de guerre ou corsaires appartenans à des ennemis ou à des rebelles, etc.

Art. séparé. Leurs majestés impériale et britannique se concerteront pour inviter S. M. impériale de toutes les Russies à former, par l'union des trois cours, et en conséquence des liaisons intimes qui déja existent entre elles, un système de triple alliance pour le rétablissement et le maintien de la paix future, et de la tranquillité générale de l'Europe.

Signés, MORTON-EDEN, et le baron de TRUGUT.

PARLEMENT D'ANGLETERRE.

CHAMBRE DES COMMUNES. — *Séance du 4 novembre.*

La chambre s'étant formée en comité général, le chancelier de l'échiquier (M. Pitt) a demandé l'établissement d'un comité particulier, où l'on pût s'occuper constamment, et à tous les instans du jour, de la disette actuelle, et des moyens de la diminuer, s'il n'était pas possible de la faire totalement disparaître.

Après avoir invité la chambre à ne pas céder aveuglément à l'impatience de détourner au plutôt une calamité qui pese si fortement sur la partie pauvre et laborieuse du peuple, en adoptant par enthousiasme des mesures qui, pour éloigner un mal passager, causeraient pour la suite des maux incurables, il a ajouté qu'il était convaincu qu'aucun membre ne proposerait que des moyens compatibles avec la police et l'utilité générale. Que cependant, en établissant un comité particulier où le gouvernement ferait passer tous les renseignemens qu'il a sur cette matiere délicate, et où chaque membre s'empresserait sans doute de porter toutes les connaissances qu'il aurait été à portée de recueillir, on ne pouvait manquer d'agir avec plus de lumieres et de succès.

Il croit cependant pouvoir, sans inconvéniens, fixer dès ce moment l'attention de l'Assemblée sur plusieurs objets.

Il propose d'abord qu'il soit fait un bill plus étendu que ceux qui existent sur la taxe du pain, et qui fournissent aux boulangers les moyens de faire différentes sortes de pain.

Il assure que par l'expérience, il s'est convaincu qu'avec un mélange de patates et de blé de Turquie, on compose un pain aussi agréable au goût, et aussi sain que celui qui est fait de pur froment.

Il demande ensuite que l'usage du froment soit prohibé pour les manufactures d'amidon, qu'on rapporte les lois qui interdissent l'importation, et encouragent l'exportation de cette denrée.

Digitized by Google

Il soutient que si l'importation de l'orge ne suffisait pas aux fabriques d'amidon, il est une foule de matieres qui ne servent pas à la nourriture de l'homme, qu'on pourrait employer avec le même succès. Il ne pense pas qu'il soit nécessaire d'étendre au de-là du mois de février la prohibition de la distillation des grains.

Outre que ces distillations rapportent beaucoup à l'état, il pense qu'en introduisant l'usage des patates et du bled de Turquie, l'orge, dont on a fait cette année une récolte abondante, pourra suffire aux distillations, sans qu'il soit besoin de toucher à la portion de cette denrée, qui, réunie au froment, est nécessaire à la subsistance du peuple. Il observe, en outre, que si les distillations font renchérir l'orge, leur encouragement fait diminuer le lard; qu'ainsi il ne faut pas diminuer les revenus du gouvernement, sous prétexte de procurer au peuple un avantage qu'il perdrait d'un autre côté.

M. Lochmere, en appuyant les propositions de M. Pitt, indique trois causes de la disette; la premiere est le monopole des fermiers. Les fermiers des grands propriétaires, dont les terres alimentaient 40 ou 50 familles, entassent leur blé jusqu'à ce qu'il monte au prix qu'ils le veulent vendre, tandis que le petit fermier vend le sien au prix courant du marché.

La seconde, est la cupidité des agioteurs, qui different, selon lui, des vrais négocians, autant que le prêteur loyal, de l'usurier; et qu'il accuse d'agioter sur les grains, sur les moutons et tous les bestiaux.

La troisieme, est la tactique des gros fermiers, qui se contentent de porter au marché des échantillons de blé dans leurs poches, et de vendre ainsi tout ce qu'ils ont aux agioteurs, ensorte que quand le pauvre va leur demander à en acheter un malheureux boisseau, on lui répond que toute la récolte est vendue. Il sollicite et propose des lois rigoureuses contre ces abus.

M. Fox établit, au contraire, que pour des avantages momentanés, on appelle la famine, et l'on s'expose à ruiner le commerce, si, par des mesures coërcitives, on entrave un instant sa latitude et sa liberté. Il desire que le pain qui doit résulter de la composition proposée par M. Pitt, soit non-seulement sain et agéable au goût, mais encore nourrissant. (Ici, il s'étend avec sensibilité sur les besoins et l'utilité de la classe laborieuse du peuple); ensuite il démontre qu'il est prudent et même nécessaire de faire un nouveau bill pour interdire les distillations, puisque, par les droits d'importation qui sont considérables, l'état se trouvera dédommagé, sans que l'on touche à la subsistance du peuple.

M. Pit s'étant rangé à cet avis, le comité l'a adopté ainsi que toutes les propositions du lord chancelier. Les membres du comité particulier sont: MM. Ryder, Pitt, Fox, Hussey, lord Sheffield, MM. Phimer, Coke, Branston, Bumbury et Hobart.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Daunou.

Séance de sextidi, 26 *Brumaire.*

Monnot, au nom de la commission des trois, chargés d'examiner le mémoire des commissaires de la trésorerie nationale, se présente à la tribune pour faire son rapport. Voici les questions soumises par les commissaires ;

1°. Quelle autorité déterminera les sommes à payer en numéraire métallique?

2°. Lorsqu'il faudra faire des négociations en numéraire ou en papier, pour le service de la République, en quelle forme les fera-t-on?

3°. A quelle époque commencera la comptabilité des ministres pour les fonds mis à leur disposition?

4°. Faudra-t-il des ordonnances des ministres, approuvées du Directoire, pour le paiement de la dette publique, des pensions et secours?

5°. Qui levera les difficultés qui pourraient s'élever à ce sujet?

6°. Qui nommera les agens comptables?

7°. Comment les commissaires correspondront-ils avec le Corps législatif?

Le rapporteur propose d'abord de déclarer l'urgence. Il présente ensuite un projet de résolution en réponse à chaque question.

1°. Aucun paiement en numéraire métallique ne sera fait qu'après avoir été déterminé par le Directoire exécutif.

2°. Les négociations en numéraire ou en papier-monnaie pour le service de la République seront faites par la trésorerie, conformément aux lois déjà existantes : le Directoire exécutif sera seul juge de la nécessité desdites négociations, d'après un rapport du ministre des finances.

3°. La trésorerie nationale est autorisée à acquitter, jusqu'au 26 brumaire, les dépenses arriérées, ordonnancées par les commissions exécutives, en vertu des arrêtés des comités de gouvernement.

4°. Le paiement de la dette publique continuera d'être exécuté d'après les lois existantes.

Digitized by Google

5°. Le ministre des finances levera toutes les difficultés à cet égard.

6°. Les agens comptables seront à la nomination des commissaires de la trésorerie.

7°. La trésorerie adressera ses refus motivés au Directoire, qui provoquera, s'il y a lieu, la décision du Corps législatif.

8°. Si la trésorerie a besoin de nouvelles lois, elle en référera par une adresse au Corps législatif.

Genissieux demande l'impression et l'ajournement à demain du projet de résolution. (Adopté.)

Le conseil des Anciens annonce, par un message, qu'il a adopté la résolution tendante à attribuer au Directoire la nomination provisoire des administrations et des juges.

Le conseil des Cinq-cents se forme en comité général secret pour continuer la discussion sur les finances.

Conseil des Anciens.

Présidence de Baudin (des Ardennes.)

Porcher vote pour l'attribution au Directoire du droit de nommer aux places de juges et d'administrateurs. La résolution des Cinq-cents est-elle contraire à la constitution? Est-elle indispensable? Elle n'est pas contraire à la constitution; car déjà le Directoire a le droit de destituer les administrateurs et de les remplacer provisoirement; il a le droit de nommer, jusqu'à la paix, les juges, les administrateurs et tous les fonctionnaires publics des colonies: la constitution indique donc, si elle ne détermine pas positivement l'autorité qui, dans les cas extraordinaires, peut suppléer aux corps électoraux. Cette mesure est commandée par le bien public : il importe que les deux sections du Corps législatif maintiennent la plus forte union. Les amis de l'anarchie rodent autour de cette enceinte; l'union des conseils les fatigue; ils souffrent du bien que vous allez faire. Il n'appartient qu'aux partisans du 31 mai de soutenir qu'il n'existait pas des conspirateurs à Paris, en vendémiaire? le 13 vendémiaire, comme le 2 juin, la masse des habitans était pure; mais des hommes immoraux, des intrigans dévoués la dominaient et allaient la précipiter dans l'abîme du crime et de l'anarchie, sans le courage et le bon esprit de nos guerriers.

En général, les corps électoraux ont donné au peuple pour représentans des défenseurs de ses droits : quelques-uns seulement, repoussés par leur conscience, n'ont osé venir s'asseoir parmi vous. Mais il n'en a pas été de même des administrateurs et des juges. Des royalistes bien prononcés ont arraché ou surpris les suffrages. Entre un grand nombre d'exemples que je pourrais citer, je ne citerai que celui-ci : Un particulier de Caen, qui, le 15 vendémiaire, prêchait

Digitized by Google

heureusement la révolte, a été nommé juge de paix. Voilà cependant un homme qui prononcera sur le sort des chouans ! Sans doute les amis de la liberté sont nombreux, mais ils sont épars, ils craignent encore : il faut les encourager, les arracher au joug de leurs persécuteurs. On appréhende la trop grande puissance du Directoire : et moi, bien loin de prendre ombrage de sa puissance, je redoute sa faiblesse. Je pense qu'il y aurait violation de la loi, si vous rejettiez la résolution des Cinq-cents.

Cornillau compare la circonstance où se trouve la République à une armée en présence de l'ennemi, et sur le point de livrer bataille. Il y manque des officiers; peut-on contester au général le droit de les nommer provisoirement. On ne peut laisser les départemens sans autorité, dit-il ; il faut donc en nommer. La constitution défend d'assembler, deux fois par année, les assemblées primaires et électorales ; cela est si vrai, que lorsque dans le cours d'une année il manque des administrateurs, ils ont le droit de s'adjoindre des remplaçans, et c'est aussi pour cela qu'il est nommé des suppléans aux juges. A qui donc le Corps législatif, qui devrait nommer aux places vacantes, le déléguera-t-il ce droit, si ce n'est au Directoire exécutif, qui, par l'étendue de ses relations, peut mieux connaître les hommes qu'il faut placer ?

Tronchet pose en fait que dès que la constitution ne donne point au Directoire le droit de nommer les juges et les administrateurs, elle le lui refuse. Le Directoire ne peut exercer cette fonction, ni au nom du peuple, ni en son nom personnel, s'il n'y est autorisé par une exception expresse, exception toujours nécessaire dans la regle générale, et qui l'est encore plus lorsqu'il s'agit de déroger à la premiere de toutes les regles, à la constitution.

Le Corps législatif ne peut donner ce pouvoir au Directoire, parce qu'il ajouterait à la constitution, parce qu'il ferait un acte constitutionnel qui est au-delà du pouvoir du Corps législatif, et qui est réservé au peuple par la voie de la révision.

Tronchet soutient ensuite que le délai de dix jours ne devait pas être appliqué aux assemblées électorales de cette année, qui n'étaient pas dans le cas précis de la constitution. La constitution n'a dû et n'a pu considérer dans sa disposition que les opérations ordinaires qu'elle avait prescrites ; elle n'a commandé qu'aux assemblées électorales qui seraient à l'avenir dans la position commune et ordinaire où elles doivent être et où elles se trouveront toujours à l'avenir ; en un mot, la constitution ne peut pas s'appliquer à un cas qui est hors et au-delà de la constitution.

Ce n'est point en vertu de la constitution que les assemblées électorales ont été dissoutes ou plutôt séparées de fait

mais

Digitized by Google

mais en vertu de la seule loi du 13 vendémiaire. Ce n'est donc pas la constitution qui fait aujourd'hui obstacle à leur réunion; mais une loi postérieure et purement réglementaire, qui peut être réformée et modifiée par la même autorité qui la créée.

Tronchet conclut à ce que la résolution soit rejettée.

Trois membres parlent encore pour et contre. La discussion est ensuite fermée et la résolution approuvée.

Un messager d'état apporte une résolution prise par le conseil des Cinq-cents, tendante à mettre à la disposition des commissaires-inspecteurs des palais du Corps législatif, une somme de trente millions pour ses dépenses. Cette résolution est précédée d'une déclaration d'urgence qui est reconnue.

Lacuée rejette la résolution, parce qu'elle est contraire à la constitution, qui ne permet pas qu'il soit mis des fonds à la disposition du Corps législatif, et parce qu'elle affranchit des formalités sans lesquelles la trésorerie ne peut rien payer.

Johannot déclare franchement que la somme dont il s'agit doit servir à payer le traitement des membres du Corps législatif. Il remarque que ce serait mettre ce pouvoir dans la dépendance du Directoire, que de l'astreindre à tenir ses moyens d'existence de ce dernier : il ne tiendrait qu'à lui de dissoudre le Corps législatif quand il le voudrait.

Si la constitution présente cet inconvénient, dit Dupont (de Nemours), elle offre aussi le remede, puisqu'elle donne au Corps législatif le droit d'accuser le Directoire; s'il voulait nous couper la bourse, nous pourrions lui faire couper la tête.

Legrand trouve que la résolution est parfaitement d'accord avec la constitution. Elle exige trois conditions pour que les commissaires de la trésorerie puissent payer, dit-il; une loi, vous la rendez; une décision du Directoire, il ne pourra la refuser, car alors la constitution le menacerait du décret d'accusation; la signature du ministre, c'est une affaire de forme que le ministre ne peut refuser après la décision du Directoire.

Le conseil approuve la résolution.

Il en approuve une autre, qui charge le Directoire exécutif de faire juger l'ex-général Turreau conformement aux lois.

On procede au scrutin pour l'élection d'un cinquieme commissaire de la comptabilité : il n'y a point eu de majorité pour l'élection ni pour la réjection d'aucun des candidats.

Digitized by Google

Conseil des Cinq-cents.

Séance du septidi, 27 Brumaire.

Le Directoire exécutif envoie deux messages. Le premier est relatif au général Miranda. Ce général avait adressé une pétition au conseil des Cinq cents pour réclamer sa mise en liberté, et le conseil a passé à l'ordre du jour, et a renvoyé la pétition au Directoire exécutif.

C'est sur ce renvoi que le Directoire exécutif consulte le conseil. Le conseil a-t-il entendu que Miranda serait mis en jugement ? Mais le Directoire n'a pas de pieces à la charge de ce général ; il ne peut pas non plus le mettre en liberté, parce qu'il est arrêté en vertu d'un décret, et qu'un décret de la Convention ne peut dans ce cas cesser d'avoir son effet, que par le jugement d'un tribunal, ou parce qu'il serait rapporté par le Corps législatif.

Le Directoire engage donc le conseil à prendre une résolution à cet égard.

Le second message contient les éclaircissemens demandés au Directoire sur les troupes suisses, pour lesquelles la république batave a sollicité un passage sur le territoire de la République Française.

Le Directoire fait connaître la nature et le nombre de ces troupes, les départemens par lesquels ils passeront, et annonce que les précautions sont prises pour le remboursement en numéraire ou en denrées de l'étape qu'il sera indispensable de fournir à ces troupes.

D'après ces éclaircissemens, Boissier propose au conseil de déclarer l'urgence, et de prendre une résolution pour autoriser ce passage.

Cette proposition est adoptée.

Une discussion assez longue s'engage sur le message relatif au général Miranda.

Villers demande que le conseil passât de nouveau à l'ordre du jour, fondé sur ce que, conformément à la constitution, Miranda doit être jugé s'il y a lieu, ou mis en liberté.

Dumolard pensait au contraire que, par respect pour la Convention, son décret devait probablement être rapporté, sauf au Directoire à faire ensuite juger Miranda, conformément aux lois, ou à le mettre en liberté.

Plusieurs membres soutiennent que le Corps législatif ne peut pas, aux termes de la constitution, rapporter le décret de la Convention, et que d'ailleurs ce rapport est inutile. Le décret d'arrestation lancé contre Miranda est un acte de gouvernement; la Convention avait le droit de faire cet acte, puisqu'elle réunissait tous les pouvoirs entre ses mains.

Mais que doit faire le gouvernement actuel ? ce qu'aurait fait

Digitized by Google

l'autre gouvernement ; traduire Miranda devant l'officier de police ; il sera interrogé ; s'il n'y a pas de charges, de pieces contre lui, on le mettra en liberté.

On demande d'une part l'ordre du jour ainsi motivé ; d'autre part l'ordre du jour pur et simple. Après deux épreuves douteuses, l'ordre du jour pur et simple est adopté.

Genissieux soumet à la discussion le projet de résolution qu'il a présenté hier, et qui est adopté avec quelques légers amendemens.

L'urgence est ainsi motivée :

« Le conseil des Cinq-cents considérant qu'il est urgent de lever les difficultés de détail et d'exécution que présente l'organisation constitutionnelle de la trésorerie pour l'acquit des dépenses publiques, et que si le réglement nécessaire à cet effet était soumis aux formes ordinaires de discussion, le service des caisses publiques serait nécessairement interrompu le 1er. frimaire prochain, déclare qu'il y a urgence. »

La résolution porte en substance :

« Qu'aucun paiement en numéraire métallique demandé par les ministres sur les fonds de ce genre mis à leur disposition, ne pourra être fait qu'après qu'il aura été déterminé par le Directoire exécutif, sur l'avis du ministre des finances, à qui la trésorerie enverra à cet effet chaque jour son état de situation.

» La trésorerie pourra se faire représenter les arrêtés du Directoire portant ordonnance de fonds en numéraire ou en assignats.

» Les négociations en numéraire ou en papier, que pourraient exiger les besoins du trésor public seront faites par la trésorerie, conformément aux lois des 30 juin, 11 juillet et 16 août 1791, qui sont maintenues à cet égard ; mais le Directoire exécutif sera seul juge de la nécessité desdites opérations, d'après les rapports du ministre des finances, qui pourra en tous tems se faire rendre compte des négociations, sous l'autorité du Directoire exécutif.

» La trésorerie nationale est autorisée à acquitter sur ses fonds, jusqu'au présent jour 27 brumaire, les dépenses arriérées, ordonnancées par les commissions exécutives, en vertu des arrêtés et *visa* des comités de gouvernement.

» Toutes ordonnances de cette nature présentées à la trésorerie, postérieurement audit jour, seront visées par les ministres qu'elles concernent, et imputées sur les fonds mis à leur disposition par la loi du 18 de ce mois. »

Conseil-des Anciens.

On procede à l'appel nominal pour l'élection d'un cinquieme

Digitized by Google

commissaire de la comptabilité. Le citoyen Goussart, commissaire actuel, obtient la majorité des suffrages.

Barbé Marbois prononce un discours dans lequel il s'attache à démontrer que la connaissance parfaite de la situation actuelle de la France, sous les rapports des finances, de l'agriculture, de l'industrie, de la guerre, etc., est nécessaire aux membres des deux conseils, puisqu'elle doit être la base de presque toutes leurs opérations.

Nous avons accordé au Directoire, dit-il, un fonds de trois milliards, sans savoir quel en serait l'emploi, sans connaître les besoins de la République; c'est une marque de confiance qu'il fallait donner au gouvernement, au moment de sa formation, afin d'aider son activité et de fournir sans retard à toutes les parties du service public; mais j'espère que ce sera la première et la dernière fois que le Corps législatif aura accordé des fonds sans avoir délibéré sur les besoins.

La France entière réclame une connaissance exacte de ses finances. Un grand nombre de plans sont présentés pour ranimer le crédit et l'industrie, mais ils sont tous contradictoires, où ils ne montrent que des apperçus. Il sera impossible de perfectionner un système de finances, sans le secours de toutes les lumières. Nous devons tous connaître la situation de la République dont nous sommes législateurs. Il faut que nous ayons l'inventaire général de la grande famille, afin qu'en terminant notre carrière politique nous puissions dire : C'est ainsi que nous avons trouvé les affaires, c'est ainsi que nous les laissons.

Ces renseignemens indispensables, il faut les demander au Directoire exécutif; l'article CLXI de la constitution vous y autorise; il est ainsi conçu : Les comptes et les éclaircissemens demandés par l'un ou l'autre conseil au Directoire, sont fournis par écrit.

Je propose la formation d'une commission de sept membres, qui sera chargée de rédiger et de soumettre au conseil les diverses questions qu'il croira devoir faire au Directoire, relativement à la guerre, à l'industrie, au commerce, aux colonies, aux finances, etc.

(Appuyé, disent plusieurs membres.)

Cornillau regarde la motion de Marbois comme prématurée. Le Directoire à peine a nommé les ministres, et ceux-ci organisé leurs bureaux, et déjà on leur demande des renseignemens. A quoi conduirait de former une commission de finances? peut-être demain recevra-t-on la résolution du conseil des Cinq-cents, et aura-t-on à délibérer sur les moyens de ressusciter le crédit et de faire baisser le prix des denrées, et veut-on se réserver la faculté de dire qu'on attend des renseignemens? Cornillau demande en conséquence l'ajournement. Il est appuyé par Roger-Ducos et par plusieurs autres membres qui

Digitized by Google

réclament en même tems l'impression et la distribution du discours de Marbois.

Le conseil ordonne l'impression et l'ajournement.

Le président donne communication d'un message des Cinq cents, contenant la résolution qui autorise le Directoire à laisser passer sur le territoire de la République 8000 Suisses licenciés par la République des Provinces-Unies.

Le conseil reconnaît l'urgence et approuve la résolution. Le Directoire a annoncé que ces troupes doivent marcher sans armes et par détachement de 100 hommes : pour arriver dans leurs cantons respectifs, elles traverseront les départemens de la Belgique, ceux du Nord, de la Somme, de l'Oise, de l'Aisne, des Ardennes, des Vosges, de la Côte-d'or, de Saône et Loire, de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura, et de l'Ain. Les frais de ce passage seront remboursés en numéraire ou en denrées par la république des Provinces-Unies.

Conseil des Cinq-cents.

Séance d'octidi, 28 *Brumaire*.

Le conseil, dès l'ouverture de la séance, se forme en comité général pour continuer la discussion sur les finances.

Ginaud présente un nouveau plan qui paraît obtenir l'assentiment général. Il sera particulièrement l'objet de la discussion qui va s'ouvrir. En voici les principales dispositions :

1°. *Destruction de la planche aux assignats.*

« Art. 1er. L'état exact des assignats actuellement en circulation, certifié par les commissaires de la trésorerie nationale, sera rendu public par la voie de l'impression.

» II. Au 13 nivôse prochain, les formes, poinçons et matrices servant à la fabrication des assignats, seront détruits publiquement.

» III. Les assignats qui seront fabriqués jusqu'à cette époque, réunis à ceux actuellement en circulation, ne pourront, sous aucun prétexte, excéder la somme de *trente milliards*.

» IV. Le Directoire exécutif nommera cinq commissaires chargés de surveiller cette fabrication. Ils seront responsables de l'exécution du présent article.

» V. Le corps législatif se réserve la faculté d'arrêter cette fabrication dans les cas où les mesures ci-après décrétées, procureraient les moyens de satisfaire aux dépenses courantes, sans avoir besoin que l'émission des assignats fût portée à trente milliards. »

2°. *Moyens de retirer successivement les assignats de la circulation.*

« Art. 1er. Les possesseurs d'assignats ou de bons au porteur qui désireront les échanger contre des cédules hypo-

Digitized by Google

thécaires sur les biens nationaux ou provisoirement contre des promesses de cedule portant intérêt à trois pour cent, pourront se presenter aux bureaux ouverts à cet effet dans chaque département ; lesdits assignats y seront reçus pour la valeur double de celle fixée par le cours qui sera légalement constaté suivant les formes ci après.

» II. Ils pourront de même faire constituer leurs assignats en rente perpétuelle à l'interêt de 4 pour cent, ou en viager, suivant le tarif annexé au décret du 24 août 1793. en assignats au cours, dans la proportion fixée en l'art. 1er. ; lesdits intérêts payables sans retenue en numéraire, ou en assignats au cours.

» III. L'emprunt actuellement ouvert à la trésorerie nationale, sera fermé le jour de la publication de cette loi.

» IV. Tous les meubles et marchandises qui ne sont pas indispensables au service public, seront mis en vente publique, sans délai, en numéraire ou en assignats au cours.

» Dès que la planche aux assignats sera détruite, le ministre des finances pourra faire mettre successivement en vente une partie de biens nationaux, suffisante pour completter le retirement des assignats en circulation. L'adjudication sera payable en numéraire, ou en assignats au cours. »

3°. *Sur la liberté des stipulations à l'avenir.*

« A compter de la promulgation du présent décret, tous les citoyens auront la faculté de stipuler et contracter de telle maniere qu'ils jugeront convenable ; mais, dans tous les cas, à défaut de numeraire, on ne pourra refuser les assignats au cours légalement constaté. »

4°. *De la maniere de constater le cours des assignats.*

« Art. Ier. Le cours des assignats sera constaté par des commissaires qui seront nommés à cet effet par le Directoire exécutif.

» II. L'opération des commissaires sera faite par une combinaison du prix du change des principales places du commerce de France. Dans cette combinaison, on calculera en même-tems le rapport de la valeur nominale de l'assignat avec le prix des denrées de premiere nécessité, d'après les mercuriales des principaux marchés de la République.

» III. Cette opération sera faite et publiée tous les mois en prenant pour terme moyen le cours des deux mois précédens.

» IV. Toutes transactions, rentes, baux à ferme ou à loyer (autre que ceux des maisons d'habitation) dont la date est antérieure au 1er. janvier 1792, seront payés pour les échéances à venir en numéraire ou en assignats au cours legal.

» Tous les engagemens postérieurs à cette époque, dont

Digitized by Google

l'échéance aura lieu après la publication de cette loi, seront payés suivant le tarif présenté par le ministre des finances, et approuvé par le Corps législatif.

» V. Néanmoins, tout débiteur pour compte courant dont la solde se trouve payable en assignats, et tout négociant commissionnaire qui, pour compte de ses commettans, aura vendu des marchandises, ou qui aura reçu des remises payables en assignats, dont on n'aura pas retiré le produit, sera censé dépositaire des fonds qui lui restent en main par suite de ses opérations. »

5°. *De la classification des dépenses.*

« Art. Ier. Les dépenses de la République pour l'an IV sont divisées en deux classes; dépenses ordinaires, et dépenses extraordinaires.

» II. Il sera pourvu aux dépenses ordinaires par les revenus ordinaires, et aux dépenses extraordinaires par les moyens indiqués ci-après.

» III. La contribution foncière de l'an III de tous les biens ruraux sera, pour la partie qui n'est pas payable en nature, payée en nature ou en assignats au cours.

» IV. Tous les droits de douanes seront payés en numéraire. Le timbre et les droits d'enrégistrement seront également payés en monnaie métallique jusqu'à la concurrence de 50 liv.: ce qui excédera cette somme, sera payé en assignats au pair.

» V. La loi du 3 brumaire de l'an IV, sur l'impôt de guerre, est rapportée, excepté l'art. XVII qui est maintenant dans ses dispositions relatives aux patentes. Ces patentes seront payées en assignats valeur nominale. »

6°. *Paiemens des rentiers et pensionnaires.*

« A compter du premier semestre de l'an IV, les rentiers et pensionnaires seront payés en numéraire ou en assignats au cours légal. »

7°. *De la création de cédules hypothécaires.*

« Art. Ier. Pour assurer d'autant plus le gage des assignats, et faciliter l'exécution des mesures qui seront décrétées, toute vente de biens nationaux est suspendue, à dater de la présente loi.

» II. Tous les délais accordés par les précédens décrets pour se pourvoir en radiation sur la liste des émigrés, étant expirés, toute nouvelle demande en radiation est désormais inadmissible.

» III. Les biens nationaux estimés seront cédulés valeur de 1790. Les biens ainsi cédulés ne pourront être vendus qu'à l'échéance de la cédule. Les cédules seront négociables

Digitized by Google

comme tous les effets de commerce, sans pouvoir jamais acquérir un cours forcé de monnaie. »

8°. *Compagnies commerciales.*

« La loi du 17 germinal, qui supprime les compagnies et associations de commerce est rapportée. »

9°. *Brûlement d'assignats.*

« Art. Ier. Tous les assignats provenant des ventes des biens nationaux continueront à être brûlés comme par le passé.

» II. Ceux provenans des contributions et des emprunts en perpétuel et viager, et des revenus nationaux, serviront aux dépenses. »

10°. *Moyens de pourvoir aux dépenses extraordinaires.*

« Art. Ier. Il sera mis dès à-présent à la disposition du ministre des finances, pour un milliard en valeur réelle des cédules hypothécaires, ou promesses de cédules créées en conséquence de l'art. VI du titre VI du présent décret.

Le ministre est autorisé, 1°. à les échanger contre des assignats, conformément à l'art. Ier. du titre II;

2°. A les négocier ou à les déposer dans telle caisse qui lui procurera les moyens d'assurer le service public.

Ces opérations seront sous la surveillance du Directoire exécutif.

» II. Le Corps législatif voulant enfin assurer au gouvernement républicain tous les moyens qui peuvent le faire triompher de tous ses ennemis, met à la disposition du ministre des finances, sous la surveillance du Directoire exécutif, les revenus de parties des forêts nationales dont il pourra traiter à baux à longues années ou de toute autre manière, à tems déterminé, jusqu'à la concurrence de 300,000000 en numéraire.

» L'aménagement des forêts, dont les coupes seront ainsi vendues, demeurera assujetti aux réglemens forestiers.

» A mesure que les baux seront faits, il en sera donné connaissance au Corps législatif, qui statuera sur la disposition des fonds en provenans.

» III. Le ministre des finances est de même autorisé à faire tous les achats de matières, échanges et négociations, à prendre enfin toutes les mesures nécessaires pour activer le service dont il est chargé.

La séance est entièrement employée à cette discussion.

Conseil des Anciens.

On fait lecture du procès-verbal, après laquelle Goupil de Préfeln prend la parole et observe qu'on a omis d'y faire

Digitized by Google

mention que la résolution adoptée hier ne l'a été qu'après une seconde lecture. Il demande que cette erreur soit réparée. La rédaction est adoptée avec cette correction ; et comme il n'y avait point d'ordre du jour, et que le conseil des Cinq cents n'avait fait passer aucune résolution, la séance est levée.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de nonidi, 29 Brumaire.

La séance s'ouvre par un appel nominal des membres présens, dont le conseil ordonne l'impression.

Villetar obtient la parole : il expose que rien sans doute n'est plus important que la discussion dont le conseil s'occupe en comité général ; je ne viens pas non plus, dit-il, vous rien proposer qui puisse retarder votre marche. Mais la loi sur la désertion presse aussi ; il faut l'achever. Veuillez nous accorder une séance du soir.

Non ! non ! point de séance du soir, crie-t-on !

Si je vous demande une seance du soir, reprend Villetar, c'est pour ne pas interrompre votre discussion sur les finances.

Un membre propose que la séance s'ouvre demain à dix heures, pour achever la discussion de la loi sur la désertion.

La proposition est adoptée.

Hier le conseil, formé en comité général, a reçu des messages du Directoire ; il arrête qu'il les prendra en considération demain ; trois commissaires sont nommés pour en rendre compte.

On lit plusieurs procès-verbaux ; la rédaction en est adoptée.

Giraud, au nom de la commission des finances, propose d'abroger la loi du 26 germinal, qui défend toute association de commerce ; il regarde cette mesure comme seule propre à raviver le commerce entre des mains probes, et à former de ces maisons qui jouissaient de la confiance de toute l'Europe.

L'urgence est declarée et le projet de résolution adopté.

Les droits de douane ont été fixés au sextuple de ce qu'ils étaient autrefois ; mais en comparant la valeur des assignats qu'on perçoit avec celui du numéraire, ces droits de perceptions se réduisent à rien. Le même rapporteur propose, fondé sur ces motifs, de faire payer en numéraire les droits de douane à tous les bureaux des côtes et frontieres, tant en France que dans les pays réunis.

Gibert-Desmoulieres expose que c'est une grande erreur de croire que ce soit le marchand qui paie les droits de douane ; c'est la marchandise, et par conséquent le consommateur en dernier résultat ; au reste, ce projet de décret, de la plus

Digitized by Google

haute importance par l'influence qu'il peut avoir sur nos relations commerciales avec l'étranger, mérite d'être médité ; il rentre d'ailleurs dans le plan général sur les finances. L'opinant en demande donc l'ajournement.

Cette proposition, appuyée de toutes parts, est adoptée.

Le comité se forme en comité général ; c'est toujours pour le même objet.

Conseil des Anciens.

La séance est ouverte par la lecture du procès-verbal d'hier.

Le conseil accorde au citoyen Anguis, l'un de ses membres, envoyé par ordre de la Convention nationale près l'armée des Pyrénées orientales, un congé de six décades, pour se rétablir de la maladie qu'il vient d'essuyer.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de décadi, 30 *Brumaire.*

On reprend la discussion de la suite du projet de Gossuin, relatif à la désertion. L'article qui inflige des peines très-séveres à ceux qui ne rejoindront pas leurs drapeaux, ou qui les abandonneront pour se retirer dans les pays en rébellion, paraît à un membre contraire au traité de pacification avec les vendéens, qui autorise leurs jeunes gens à rentrer dans leurs foyers, pour se livrer aux travaux de l'agriculture.

Un autre membre observe qu'on a promis seulement de ne pas faire de nouvelles levées dans le pays. Le conseil passe à l'ordre du jour sur ces observations.

On demande l'ajournement de la discussion.

Talot s'y oppose. Il est plus pressant qu'on ne croit, dit-il, de réprimer la désertion. Les braves soldats qui combattent sur le Rhin, sont mécontens de ce que ceux qui ont quitté les drapeaux ne rejoignent point. Cette désertion les oblige à faire double service, ce qui les excede de fatigue.

Quelques membres insistent pour l'ajournement.

Quirot : toute prolongation de délai accordée aux déserteurs peut causer les plus grands maux. Je demande que la discussion du projet se termine dans cette séance.

On continue la discussion ; plusieurs articles sont adoptés.

Thibaudeau trouve de la diffusion, de l'obscurité dans les termes de quelques articles. Il pense que le projet est trop

Digitized by Google

compliqué. Il cite l'exemple du parlement britannique, dont les bills sont rédigés dans les termes les plus simples. Il craint que, s'il se glissait quelque mauvais article dans un projet qui contient un aussi grand nombre de dispositions importantes, le conseil des Anciens ne fût obligé de rejeter l'ensemble de ce projet, attendu que la constitution lui défend de prononcer sur les parties d'une résolution. Afin de prévenir cet inconvénient, Thibaudeau propose de renvoyer le projet à la commission, qui en fera autant de projets particuliers qu'il contient de divisions essentielles. De cette maniere, si l'un des projets n'était pas approuvé par le conseil des Anciens, ce refus n'empêcherait pas de lui présenter les autres.

Les observations de Thibaudeau sont accueillies. Le projet est renvoyé à la commission.

Le conseil se forme en comité général pour discuter le plan de finance.

Conseil des Anciens.

En entrant dans la salle, chaque membre prend un numéro dans une urne et va occuper la place qui lui est indiquée par ce numéro.

Le conseil des Anciens reçoit un message du conseil des Cinq-cents. C'est la résolution qui rapporte la loi du 16 germinal, qui avait supprimé les compagnies commerciales ou financieres.

Un membre demande l'impression et l'ajournement jusqu'à ce qu'elle ait été distribuée.

Dupont et Johannot s'opposent à l'ajournement. Ils disent que la loi dont le conseil des Cinq-cents a résolu le rapport, outre qu'elle est désastreuse, est contraire à la constitution, qui permet à tous les citoyens d'exercer leur industrie, de faire le commerce, soit isolément, soit en société.

Le conseil, après avoir reconnu l'urgence, adopte la résolution.

Bréard rappelle qu'aux termes de la constitution, le bureau doit être renouvellé chaque mois : quoiqu'il n'y ait pas un mois que le conseil soit installé, il demande qu'on procede néanmoins à ce renouvellement, parce que le mois finissant aujourd'hui, l'époque de cette opération se trouvera plus régulierement marquée.

Plusieurs membres demandent que le renouvellement soit fait demain, premier jour de frimaire. Le conseil s'arrête à ce dernier avis.

Digitized by Google

PARIS. *Quartidi 4 Frimaire, 4e. année de la République.*

Le louis était hier à 3240 liv. La distribution journalière du pain éprouve depuis quelque tems des interruptions ; ces lacunes sont d'autant plus difficiles à supporter que les autres denrées qu'on pourrait substituer au pain sont d'un prix inaccessible pour beaucoup de citoyens.

Le conseil des Cinq-cents n'a point encore terminé ses délibérations secrettes sur le nouveau plan de finances. La curiosité s'évertue pour deviner quel en sera le résultat. Elle ne saurait tarder à être satisfaite, puisque la diminution de la valeur du signe d'échange est parvenu à un degré qui nécessite et rend indubitable la plus prompte révolution dans le système des assignats. Ceux qui jugent des effets de ce système sous le rapport individuel n'ont point à s'en louer, tandis qu'en envisageant l'assignat-monnaie sous des rapports généraux et politiques d'autres trouvent principalement dans son discrédit les plus précieux avantages. Voici ce que publie à cet égard une nouvelle feuille qui vient de paraître sous le titre de l'*Historien*.

« On ne remarque point la *vaste* étendue que donne aux moyens politiques de la République l'état actuel de nos assignats. Les Français en sont effrayés ; ce sont les Anglais et les Autrichiens qui devraient l'être....

» Lorsque monsieur *Pitt* et les ennemis de la révolution en France, se sont acharnés à décrier cette monnaie républicaine, ils étaient loin de penser qu'ils renouvellaient par-là les forces défensives de la France, et que, d'un capital épuisé, ils faisaient renaître pour elle un capital libre, immense, propre à rendre une seconde fois impuissans, tous les efforts de l'Europe réunie.

» Il a été un tems où les assignats étaient presque au pair avec le numéraire effectif ; c'est celui où il n'y en avait que environ *trois milliards* en circulation. Alors les domaines nationaux étaient engagés par *trois milliards* de valeur réelles en-nets les assignats. Aujourd'hui la perte successive que les assignats ont éprouvée imperceptiblement, en passant de main en main, et comme par une espece d'impôt réparti sinon avec équité, du moins en très petites portions, a réduit toute la masse des assignats maintenant existante à moins de 250 millions de valeur réelle. Aucun de ceux qui les ont actuellement entre les mains ne possede une richesse plus

Digitized by Google

forte que ne l'était la valeur des assignats, lorsqu'ils les ont reçus; et si la République, comme le propose la commission des finances, leur offre pour leurs assignats le double de ce qu'ils en pourraient tirer dans le commerce, elle les enrichit tous véritablement, elle améliore dans une très-forte proportion la position de toutes les affaires particulieres; et les biens nationaux néanmoins ne sont plus engagés que pour 500 millions. Il en reste pour 2 milliards 500 millions de libres, propres à faire avec énergie les fonds de trois campagnes.

» Les assignats ont donc été une maniere de lever sur la nation, en trois ans, une contribution de 2 milliards 500 millions, qui n'aurait jamais pu l'être autrement.

» Cette contribution a été acquittée; et comme toute contribution excessive, elle a causé beaucoup de malheurs particuliers. Mais enfin elle est soldée.

» Cependant on ne peut disconvenir que les Français ne soient fatigués par cette énorme contribution; que la répartition n'en ait été injuste et même atroce pour les rentiers, pour les fonctionnaires publics, pour les propriétaires qui avaient loué leurs terres en argent; que l'humanité, que la probité imposent la loi rigoureuse de venir, le plus promptement et le plus efficacement qu'il sera possible, au secours de ces trois classes de citoyens. Les deux conseils s'en occupent. Et le dernier résultat n'en est pas moins que chacun pansant ses plaies, reprenant ses sens, et recommençant son travail, après cette terrible secousse, la République a un capital de 2 milliards 500 millions de plus en valeur réelle, qu'elle ne l'avait il y a trois ans, à consacrer à ses affaires publiques.

» Que les puissances coalisées sondent leurs forces; qu'elles *voient si*, entr'elles toutes, elles ont seulement le tiers des mêmes moyens. »

Le ministre de la guerre au ministre de l'intérieur; Paris, ce 26 brumaire, l'an 4e. de la République Française.

« Citoyen collegue, les propos répandus dans le public, par les ennemis du gouvernement républicain, sont d'une insigne fausseté; je me hâte de vous tirer d'inquiétude en vous faisant connaître notre position actuelle sur le Rhin, dont j'ai une connaissance exacte par des lettres officielles reçues dans la journée d'hier; elles m'apprennent qu'un corps *détaché* de l'armée de Sambre et Meuse sous les ordres du général Hatry, reprenant sa position sur la rive droite du Rhin, s'est porté jusques sur la Sieg. Les troupes se sont conduites avec une audace et une intrépidité qui ont produit leur effet ordinaire; la terreur dans les lignes autri-

Digitized by Google

chiennes stationnées dans cette partie, a été telle, que les hussards de Barchan ont, dans leur fuite précipitée, abandonné leurs chevaux, et tous les magasins de fourages sont restés en notre pouvoir. Cette manœuvre hardie et digne de la haute réputation du général Jourdan, ainsi que la division qu'il a postée sur les revers de la Maw, en couvrant le pays de Trêves et le Luxembourg, produiront, j'espere, une diversion puissante, et ajouteront encore à la force du général Pichegru.

» Quant à la Vendée, on a dit si souvent que cette guerre était finie, que je conçois facilement le scepticisme du public sur toutes les nouvelles qu'on en peut donner; cependant je peux vous assurer que le général Hoche m'écrivait le 19 brumaire, qu'il espérait que dans un mois presque toute la Vendée serait désarmée, et que la position des affaires lui permettrait d'obtenir un congé de six semaines; vous voyez citoyen collegue que les ennemis du gouvernement républicain dans cette circonstance, comme dans une infinité d'autres, ont cherché à faire prendre leur vœu pour la réalité. »

Salut et fraternité,

Signé, AUBERT-DUBAYET.

De Manheim, 20 *brumaire*. « Dans la nuit du 7 au 8 nous fûmes vivement attaqués par l'ennemi. Nous nous retirâmes sous les canons et les palissades de la ville. Le fort du Necker, qui n'est autre chose qu'une belle redoute, fut pris; les Allemands passerent même le pont qui le sépare de la ville, et s'avancerent jusqu'auprès de la porte. Alors ils essayerent d'escalader les murs; mais un feu de canons à mitrailles, une fusillade roulante, qui ronfla sans discontinuer, depuis 8 heures du soir jusqu'au lendemain 9 heures, les cribla d'une belle maniere. Jugez quelle grêle devaient vomir sur eux 150 pieces de canons de tout calibre, des obus, des pieces de 24, et la mousqueterie. En moins de rien, les fossés furent remplis de cadavres. C'était sans doute des grenadiers, car les 86 que j'ai compté dans un espace de 200 pas étaient d'une taille gigantesque. La porte était encombrée de morts.

» Nous avions hors des murs un piquet de 50 hommes de notre régiment, pour lequel nous avons eu des craintes; mais ils eurent l'esprit de se bien poster, et nous ne perdîmes que 4 hommes.

» L'affaire du 10 parut devenir plus sérieuse; trois fois l'ennemi revint à l'assaut. Mais, grand dieu! comme la foudre républicaine les arrangea: il y avait des tas de morts hauts de trois pieds.

» L'ennemi avait passé le Rhin à côté d'Oppenheim;

Digitized by Google

Dessaix et Pichegru y coururent, et l'ennemi fut battu à plate couture. »

D'autres lettres, venues du Rhin, et que l'on assure être très authentiques annoncent, à l'appui de celle que nous venons de transcrire, que les 15 000 Autrichiens qui ont passé ce fleuve sont cernés, et dans l'impossibilité de le repasser, depuis la jonction des deux armées de Sambre et Meuse et du Rhin à Kreutznach.

Une lettre de Liege porte aussi que le général Chabert et ses aides de-camp se sont présentés à la municipalité de cette ville, où ils ont annoncé la jonction des deux armées, et assuré que Mayence était cernée de nouveau, et que 60,000 Autrichiens s'y étaient réfugiés.

Il n'y a encore rien d'officiel sur des nouvelles si heureuses.

L'épouse de Lafayette s'était rendue à Vienne, pour y solliciter de l'empereur la permission de consoler son mari dans la prison où il est detenu depuis trois ans : elle avait d'abord obtenu cette faveur ; mais des lettres de Vienne annoncent que, sur de nouvelles instances, l'empereur lui a accordé la liberté de son époux Bureau (de Puzy) et Latour-Maubourg, tous deux ex-constituans, qui étaient enfermés avec Lafayette, ont aussi obtenu leur liberté.

Extrait d'une lettre adressée au représentant du peuple Bergoing; de Marseille, le 13 brumaire, an 4e.

« Nous sommes entrés le 8 à Marseille, accompagnés d'une escorte de cavalerie. Une foule immense bordait la route, un grand silence regnait de tous côtés ; les uns redoutaient notre arrivée, les autres ne savaient qu'en penser. Le plus grand nombre en paraissait content.

» On n'a pas exagéré le tableau des horreurs dont le Midi a été le théâtre. Quel pays, mon ami ! quelles têtes ! quelles scènes !

» Les patriotes confondus avec les brigands ; les bois servant d'asyles aux malheureux échappés des massacres ; le désespoir par-tout.

» A Aix, à Lambesc, à Tarascon, à Arles, à Marseille, presque par-tout les prisonniers ont été massacrés, et les assassins se promenent encore avec audace. Talfien pourra vous donner quelques détails plus circonstanciés.

» La présence de Fréron a déconcerté les brigands. Vous ne pouvez pas vous faire d'idée de la crainte qu'ils en ont. Cependant je puis vous jurer que nulle mesure arbitraire n'a été prise, à moins que l'on ne donne ce nom à l'arrestation

Digitized by Google

des assassins en chef, lesquels ont été conduits au fort Lamargue, à Toulon.

» Je ne dois pas omettre de vous dire que le décret qui rappelle les victimes du 31 mai a fait beaucoup de mal dans ce pays.

» Tous ceux qui sont rentrés par suite de ce décret, ont été sur le-champ, par forme d'indemnité, comblés d'honneurs et de fonctions publiques ; et il faut avoir le courage de le dire, ce sont ces administrateurs qui ont encouragé ces assassinats, ou qui du moins n'ont rien fait pour les empêcher.

» Il fallait sans doute rappeler les patriotes que le régime sanglant de Robespierre avait chassés de leurs foyers ; mais il fallait les rappeler nominativement, et non par une mesure générale ouvrir la porte à tous les ennemis de la République, à des hommes qui n'ont que trop justifié par leurs excès, la proscription sous laquelle ils auraient dû rester.

» Je ne puis vous être suspect en tenant ce langage ; croyez que je n'exagère rien, à mon retour je vous communiquerai bien des pieces qui ne vous laisseront pas de doute. Je vous dis avec la même vérité, si Fréron est rappellé de suite, rien ne peut vous répondre de la tranquillité du Midi.

» Il est placé entre les deux partis : tous les deux le redoutent, et tous les deux sont aussi dangereux l'un que l'autre. Tenez-vous bien en garde contre les rapports qui vous seront faits à Paris.

» J'ai resté, mon ami, près de 4 heures dans ces tombeaux où sont ensevelis vivans plus de 300 malheureux. Rien n'approche de ce hideux spectacle. J'ai vu ce cachot affreux où tant de victimes périrent par la mitraille ou étouffés par la fumée ; 15 des prisonniers qui y étaient encore renfermés avant-hier, ont vu égorger, sous leurs yeux, leurs compagnons d'infortune ; le récit qu'ils m'ont fait de cet événement affreux, m'a fait tressaillir d'horreur. Les voûtes sont encore noircies par la fumée ; les murs sont criblés de balles et de mitraille. Les horreurs sont à chaque instant prêtes à se renouveller.

» Cette commune a long-tems été sans police. Nous sommes occupés à en établir une très sévere. Nous espérons réussir.

» Hier, il y a eu quelques mouvemens, mais ils ont été sans suite ; comptez sur notre courage à tout : de votre côté, vous nous devez soutien et encouragement. »

Signé, A. F. Méchin.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 10 FRIMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Mardi* 1er, *Décembre* 1795, vieux style.)

Explication du Logogriphe *du* n°. 13.

Le mot du Logogriphe est *Cordonnier*, dans lequel on trouve *cor*, *don*, *nier*, *reins*, *rien*, *corne*, *or*, *rire*, *non*, *ni*, *cordon*, *cire*, *corde*, *Nice*, *nord*, *ciron*, *Io*, *ordre*, *roi*, *noir*, *cidre*.

HISTOIRE. VOYAGES.

VOYAGE DE DEUX FRANÇAIS en Allemagne, Danemarck, Suede, Russie et Pologne, fait en 1790—1792. *Cinq volumes* in-8°. *Prix*, 600 *liv.*, *et* 650 *liv. franc de port. A Paris, chez* MARADAN, *libraire, rue du Cimetiere-Saint-André.* (1795.)

PREMIER EXTRAIT.

Depuis nombre d'années le goût des voyages s'est extrêmement répandu en Europe. On les regarde comme le complément le plus utile de l'éducation. Voyager pour s'instruire est la maxime commune. Il en est une autre plus essentielle à laquelle on songe moins, c'est de s'instruire pour voyager. Etudier et connaître les peuples n'est pas une chose plus facile que de connaître les hommes. Malheureusement on fait voyager les jeunes gens à un âge où ils n'ont que la science des livres, et encore une science confuse et superficielle, bien éloignée des connaissances indispensables pour bien observer. C'est commencer par où l'on devrait finir.

Les naturalistes et les savans sont ceux qui voyagent avec le plus de fruit. C'est qu'ils ont déjà tous les instrumens nécessaires à leurs observations et à leurs recherches. Aussi les voyages de ce genre sont-ils ceux qui produisent les résultats les plus instructifs et avancent les progrès de l'esprit humain. Ne doit-il pas être

Digitized by Google

de même en morale et en politique ? Croit-on qu'il faille moins de connaissances acquises pour juger des gouvernemens, des lois et des mœurs des peuples, que pour observer les accidens de la nature ou décrire les monumens des arts. Si cette vérité était mieux sentie, peut-être s'empresserait-on moins d'envoyer au sortir du collége un jeune homme parcourir l'Europe, avant même d'avoir acquis des notions élémentaires du pays qu'il habite et des lois sous lesquelles il est destiné de vivre. On verrait moins sur-tout de ces voyageurs à relais qui croient avoir le droit d'écrire ce qu'ils ont à peine apperçu en courant la poste, et qui appellent cela des voyages.

On ne fera pas ce reproche aux deux Français qui viennent de publier le voyage au nord de l'Europe que nous annonçons. Quoiqu'ils n'aient pas mis à parcourir ces divers états, le tems que semblait exiger un voyage de cette importance, on voit qu'ils y ont porté de l'instruction et des connaissances dans plus d'un genre, et que s'ils n'ont pas tout approfondi, ils ont saisi du moins les rapports principaux et les notions les plus exactes et les plus multipliées qu'il leur a été possible d'acquérir. On en jugera d'abord par la méthode qu'ils ont suivie dans leurs observations.

Indication des routes, idée générale des lieux, description des villes et de leurs environs, édifices et établissemens publics, police et administration, état des arts et des sciences, bibliothèques publiques et particulieres, cabinets de tableaux et d'histoire naturelle, académies, universités, population, commerce, manufactures, finances, monnaies, poids et mesures, état militaire, notices historiques sur les révolutions, mœurs, coutumes et usages ; tel est le plan que se sont tracé nos deux voyageurs en parcourant le nord de l'Europe.

Strasbourg a été leur point de départ. Ils s'arrêtent peu sur les petits électorats ; ils donnent un apperçu plus étendu de la Baviere et de la Saxe, qui tiennent le second rang parmi les états de l'empire. Il semble que la Prusse aurait dû être envisagée d'une maniere plus étendue ; l'état qui a fourni à Mirabeau huit volumes de remarques, n'occupe que quelques pages dans ce voyage. Voici ce qu'ils disent de plus curieux sur Rheinsberg, demeure ordinaire du prince Henri, située à dix milles de Berlin.

« Rheinsberg est un lieu devenu célebre depuis qu'il

Digitized by Google

est le séjour habituel du prince Henri de Prusse. Ce prince traite les Français avec toutes sortes de bontés, et on part de Rheinsberg avec le regret de ne pouvoir y demeurer davantage. Ses chambellans sont extrêmement prévenans; et en tout, nous conseillons aux Français de s'arranger pour y passer quelques jours; ils ne regretteront pas leurs peines, et ils en seront amplement dédommagés en connaissant un prince du très-petit nombre de ceux qui gagnent à être vus de près.

» On doit s'attendre que nos conversations avec le prince ont presque toujours eu pour objet la révolution française, dont il nous a paru partisan. Mais s'il faut énoncer notre opinion, nous avons cru reconnaître que l'approbation du prince venait beaucoup moins de son admiration pour une constitution non encore établie, que de sa haine pour le despotisme des rois: haine légitimée peut-être par celui de son frere à son égard. Il a hautement désapprouvé une guerre qui eût trouvé grace devant lui s'il y eût été employé.

» Rheinsberg doit être un endroit fort agréable dans la belle saison: il y a des lacs, des bois, de jolies promenades et de charmans points de vue.

» Le prince a élevé dans son parc une pyramide en l'honneur de vingt-huit officiers prussiens, dont il a été à même d'apprécier le mérite: plusieurs étaient déja connus; mais d'autres sont, pour ainsi dire, tirés de l'oubli, et il est bien flatteur pour les familles de ces braves gens de voir les noms de ceux qui leur furent chers vengés de l'oubli de leur pays par un guerrier célebre lui-même, et aussi bon juge en belles actions. Voici la description de cette pyramide, qui a été découverte en 1791.

» Elle a cinquante-deux pieds de haut: sur le devant est un trophée, et au-dessous, dans le médaillon, le portrait d'Auguste-Guillaume, prince de Prusse (pere du roi régnant), celui des freres du prince Henri pour lequel il a toujours eu le plus d'affection. Sous un médaillon est l'inscription suivante: « Monument consacré » aux héros prnssiens qui, par leur valeur et leur in- » telligence, ont mérité qu'on se souvînt à jamais d'eux. » Leurs noms gravés sur le marbre par le nom de l'a- » mitié, sont le choix d'une estime particuliere qui ne » porte point préjudice à tous ceux qui, comme eux, » ont bien mérité de la patrie, et participent à l'estime » publique. » — Au-dessous on lit: « A l'éternelle

Digitized by Google

„ mémoire d'Auguste-Guillaume, prince de Prusse, „ second fils du roi Frédéric-Guillaume. „

„ Sur les quatre faces de la pyramide sont vingt-six médaillons, dont huit sur celle de devant et six sur chacune des autres. Ces derniers étant de forme carrée, doivent être plutôt appellés des cadres. Sur chacun est le nom d'un officier prussien, avec un précis rapide des actions qui lui ont mérité cette distinction; car, quoique le prince en érigeant ce monument n'ait pas uniquement considéré les grandes actions militaires, il n'est aucun de ces guerriers que l'on puisse trouver déplacé? „

Après ce monument, nos voyageurs en décrivent un autre d'un autre genre, qui ne fait pas moins d'honneur au cœur du prince; c'est un sarcophage élevé à la mémoire de ses parens, amis et serviteurs; ce monument est de la plus grande simplicité. Il a environ dix-huit pieds de haut; il est couronné par une urne cinéraire, au-dessus de laquelle deux amours s'embrassent, ayant leur carquois et leur flambeau renversés. Au milieu est une arcade dont le haut est orné d'un bas-relief allégorique; on lit au-dessous l'inscription suivante: « O vous „ dont les cendres sont confondues, parens chéris, „ amis constans, serviteurs fideles! c'est à votre mé„ moire que je consacre ce monument: la mort ne „ considere ni rang, ni sexe, ni âge, et celui qui sur„ vit à tant de pertes, n'a que la douce consolation „ du souvenir. Passant, qui que tu sois, verses quel„ ques larmes à côté de ce tombeau: existe-t-il un cœur „ qui ne regrette un objet qui lui fut cher, ou qui ne „ songe qu'un jour la sombre tristesse viendra l'enve„ lopper de son voile funebre? „

Nos voyageurs passent ensuite à Hambourg, ville fort sale et presque toujours humide. Les rues sont assez mal pavées, étroites et souvent embarrassées par des avances pratiquées devant presque toutes les maisons: il y a des canaux dans toutes les rues. Les maisons sont en briques et en bois: les toits presque tous terminés en triangle sur la surface des maisons: les murs fort épais, les fenêtres excessivement multipliées et très-étroites, ce qui se remarque dans plusieurs villes d'Allemagne.

Quoique les maisons soient presque toutes en bois, il y regne une telle police pour les incendies que depuis long-tems il n'y a pas d'exemple que deux maisons aient brûlé dans le même incendie. Cette ville a

Digitized by Google

des points de vues charmans, sur-tout celui où l'on a d'un côté l'Alster, et de l'autre le bassin dans la ville. Ces deux masses d'eau font un effet admirable, et l'on n'imaginerait jamais que l'Elbe, la seule riviere que l'on connaisse à Hambourg avant d'y avoir été, ne contribue en rien à cette agréable perspective.

Sa population est d'environ cent mille ames, dont dix mille juifs. La consommation de café y est immense; elle va annuellement jusqu'à dix millions de livres pesant; le peuple ne vit absolument que de café et de lait. Nos voyageurs nous apprennent peu de chose sur le gouvernement civil et politique de Hambourg. Ils nous disent seulement qu'il y a un sénat composé de vingt-quatre personnes, savoir; quatre bourguemestres, dont trois avocats et un négociant; quatre syndics-avocats, un secrétaire et un proto-notaire avocats, vingt-quatre sénateurs, dont douze avocats et douze négocians. Les sénateurs sont à vie; personne ne peut refuser cette charge, ou est obligé de quitter la ville sous 24 heures. Il en est de même pour toutes les charges publiques.

« La littérature et les arts, disent les voyageurs, sont ici dans le plus grand discrédit. La partie instruite s'adonne exclusivement au commerce; il est peu de villes où les sciences soient dans un oubli pareil: nous n'avons trouvé à Hambourg ni un collége passable, ni sculpteur, ni graveur, ni même un peintre médiocre. Un libraire français a voulu établir un cabinet littéraire; le petit nombre de souscripteurs l'a bientôt forcé à renoncer à son projet; et quand on songe combien cette ville est opulente et considérable, on est encore plus étonné de l'état où y sont les sciences: la littérature française sur-tout y est fort peu en honneur. Le poëte *Klopstock* est le plus célebre qu'il y ait aujourd'hui: il est connu dans la république des lettres par de bons ouvrages; mais il est beaucoup meilleur à lire qu'à visiter: nous nous en rapportons à ceux qui ont eu la curiosité de le voir chez lui: nous doutons qu'on ait été tenté de répéter la visite.

Hambourg est sujet à des inondations fréquentes et ordinairement subites. Ses environs offrent des sites charmans et sont remplis de maisons de campagne très-jolies. Les hôpitaux et généralement tous les établissemens publics sont fort négligés; le commerce absorbe toutes les idées. »

Digitized by Google

Il est impossible de connaître exactement la balance du commerce de cette ville; on sait seulement qu'il est immense. C'est l'entrepôt de toutes les marchandises destinées pour le nord. Il y arrive, année courante, trente-six mille barriques de sucre; celles de Saint-Domingue pesent mille huit cents livres; celles de la Martinique, mille quatre cents. Il en arrive de Bordeaux seul plus du quart de la totalité. La livre de sucre raffiné, premiere qualité, ceûtait, en 1790, 19 sous de France; deuxieme qualité, 14; commun, 12.

La ville de Hambourg n'a aucune production à envoyer à l'étranger: son commerce d'exportation consiste en bois de construction, laine, plomb, chanvre, grain, froment. Elle tire tous ces objets de la Prusse, du Mecklenbourg et du pays de Hanovre. On ne saurait évaluer le commerce d'exportation, parce que les Hambourgeois gardent à ce sujet le plus grand secret. Les consuls de France employes dans cette ville depuis 1743, se sont vainement donné la peine de le pénétrer. Une chose plus étonnante encore, c'est que personne ne sait que c'en est un.

On peut évaluer le nombre des navires entrans, année commune, à mille deux ou trois cents, et celui des sortans à sept, huit ou neuf cents.

Le nombre des navires hambourgeois se montait, en novembre 1790, à deux cents soixante-treize, du port de cent cinquante jusqu'à sept cents tonneaux; il y a de plus trente-deux baleiniers servant à la pêche de la baleine et des loups marins, du port de sept à huit cents tonneaux.

De Hambourg, nos voyageurs entrent dans les états de Danemarck, et décrivent la route jusqu'à Copenhague. Ils donnent un précis historique de la révolution de 1660, qui fit passer dans les mains du roi l'autorité la plus entiere et la plus absolue, et caractérisent les rois qui ont occupé le trône jusqu'à ce jour. Depuis 1774, c'est-à-dire depuis le grand événement qui priva la reine Mathilde de sa liberté, et conduisit Struensée et Brandt à l'échafaud, le roi est dans un état de nullité absolue. Jusqu'en 1784, les ministres ont gouverné seuls l'état; mais à cette époque, le prince royal, dont les voyageurs font l'éloge, a pris les rênes du gouvernement que son pere ne pouvait plus tenir.

Le Danemarck est une puissance du second ordre: ses moyens lui permettraient peut-être de jouer un

Digitized by Google

certain rôle dans la balance politique de l'Europe; mais depuis bien des années, le gouvernement a préféré (et nous l'approuvons fort) une neutralité absolue, qui tourne au profit de son commerce et sa population. Ce dernier objet mérite d'autant plus son attention, qu'elle ne s'éleve gueres qu'à deux millions d'ames dans toute l'étendue de la domination danoise.

Ce pays, ainsi que ceux placés sous la même latitude, manque de plusieurs objets que le climat lui refuse; il y est cependant beaucoup moins rigoureux qu'en Suede et dans le nord de la Russie. On observera que nous ne parlons que du Danemarck proprement dit, et nullement de la Norwege; encore moins de l'Islande, possession lointaine, que sa position près du cercle polaire rend presque inhabitable.

Copenhague, considérée comme capitale, n'est point grande, mais elle est très jolie et bien bâtie. Il y a de beaux établissemens qui méritent d'être vus en détail. Elle réunit les avantages d'une capitale à ceux d'une place de commerce : son port est très-beau et très-sûr; plusieurs canaux dans la ville facilitent le transport des marchandises. La population est d'environ quatre-vingt-dix mille ames.

Nous ne suivrons pas les voyageurs dans les renseignemens nombreux et très-détaillés qu'ils donnent sur les différens établissemens, sur la marine royale, la compagnie des Indes, le commerce, les douanes, les hôpitaux, les fabriques et manufactures, l'état militaire, les finances et impositions. Tous ces objets intéressans sont développés avec la plus grande étendue. Nous dirons seulement que les forces navales du Danemarck s'élevaient en 1791 à 36 vaisseaux de ligne, 18 frégates et autres bâtimens de guerre en proportion; que les forces de terre étaient de 40,600 hommes en Danemarck, et de 34,800 en Norwege; qu'il est entré en 1757, dans le port de Copenhague, 3,970 bâtimens marchands, et qu'il en est sorti 3,866, que la balance du commerce du Danemarck seul, en 1789, a été d'environ 4 millions 350 mille rixdalers d'importation; que les revenus de l'état s élevent à 7 millions de rixdalers, et les dépenses annuelles à environ 7 millions 80 mille, etc. etc. En 1789, il a passé dans le Sund 4,472 navires entrant dans la Baltique, et 4,396 venant de la Baltique.

Quant à l'état des arts et des sciences voici ce qu'en disent les auteurs de ce voyage. « Si l'on compare, à

Digitized by Google

cet égard, Copenhague aux autres capitales de l'Europe, certainement l'avantage ne sera pas de son côté. Les pays du Nord sont, en général, plus reculés pour tout ce qui tient aux arts et aux sciences. Deux causes principales nous paraissent devoir concourir à produire cet effet : d'abord, le climat a bien peu d'attraits pour ceux qui sont nés sous un ciel plus doux ; il s'oppose à l'abord des étrangers instruits ou habiles, et à leur établissement dans le pays : les peuples septentrionaux sont donc à peu près réduits à se suffire à eux-mêmes, ce qui influe nécessairement sur l'état des sciences et sur-tout des arts, partie dans laquelle nous croyons que les secours des étrangers leur sont indispensables. Ensuite, le peu de richesses de ces pays est un obstacle auquel il n'y a point de remede. Les arts demandent de l'aisance : ils veulent être encouragés ; et ils ne peuvent l'être par la médiocrité des fortunes, presque générale en Danemarck, quoique moins qu'en Suede. Cependant il ne faut pas croire que Copenhague n'offre ni bibliotheques ni cabinets ; ils sont à la vérité peu nombreux, mais les manufactures commencent à y prendre un accroissement qui fait honneur au gouvernement. Nous allons parler du très-petit nombre de cabinets qui méritent d'être cités.

Copenhague a quatorze imprimeries, avec toutes sortes de caracteres, même des caracteres arabes, et une pour la musique. Nous n'avons pas besoin d'observer qu'elles ne peuvent se comparer aux imprimeries renommées du reste de l'Europe, pour la beauté de l'exécution. »

Nous observerons, comme une chose assez remarquable, que dans ce long article sur l'administration et le gouvernement de Danemarck, le nom de M. de Bernstorf ne se trouve pas écrit une seule fois. Ce ministre, connu par ses lumieres et sa sagesse, a depuis long-tems une part assez grande dans les affaires de cet état, et a eu une influence assez marquée sur la conduite qu'a tenue le cabinet de Copenhague au milieu des agitations de l'Europe, pour mériter l'attention des voyageurs à qui les hommes célebres ne devoient pas plus échapper que les choses.

(*La suite au prochain numéro.*)

Digitized by Google

ÉCONOMIE POLITIQUE.

Les Subsistances rendues plus abondantes et plus accessibles à tous les Citoyens ; les Finances restaurées ; les Rentiers les Fonctionnaires publics ; les Propriétaires réintégrés dans leurs droits, et leur cause défendue contre les prétentions injustes de leurs oppresseurs ; enfin, l'assignat remis au pair par un système complet d'amélioration, applicable à tous les sols ; et d'abord par la perfection du système d'ensemencement, d'après les procédés nouveaux, fruits des recherches, des expériences et des travaux du général Belair ; *ou Recueil de lettres et d'écrits sur ces objets importans adressés, par ce général, au citoyen* Lalande, *directeur de l'Observatoire. A Paris, chez* Didot, *libraire, rue Dauphine. L'an 3e. de la République.*

Il serait difficile de réunir, dans le titre d'un ouvrage, plus d'objets intéressans et dignes de fixer l'attention publique. Entraîné par le desir de connaître les vues de l'auteur sur des matieres aussi importantes, nous avons lu sa brochure avec empressement ; on va juger si l'attente du public et la nôtre ont été remplies.

La brochure du général Belair contient quatre lettres adressées à un savant distingué. La premiere roule sur les moyens nouveaux et éprouvés de multiplier les subsistances. L'auteur y fait l'énumération des grands avantages qui résulteraient de sa méthode d'ensemencement et de son système de culture. Il ne s'agit de rien moins que d'économiser, sur les seules semences d'automne, pour une somme équivalante à 15 ou même à 18 milliards de valeurs actuelles, et sur les semences du printems pour une de 7 à 8 milliards, d'augmenter d'une maniere incalculable la masse des richesses productives, de retirer de la circulation pour 12 milliards d'assignats et même pour une plus forte somme encore, s'il devenait utile d'en retirer pour une somme plus considérable, etc. etc. etc.

A mesure que nous avancions dans notre lecture, notre curiosité redoublait ; nous attendions que l'auteur voulût bien nous découvrir en quoi consistaient son plan et ses moyens d'exécution. Mais nous n'avons vu à la suite de la premiere lettre qu'une réponse aux observations qui ont été faites à l'auteur et de *nouveaux*

Digitized by Google

développemens aux importantes vérités qu'elle contient. Nous avons passé à la seconde lettre, à la troisieme, à la quatrieme; enfin, nous sommes arrivés à la fin de la quatre-vingt-douzieme page de sa brochure, sans en avoir appris davantage sur le fond de son projet.

Il est vrai que l'auteur termine par annoncer une *seconde partie* où il promet d'en dire davantage, et de donner le détail abrégé des procédés de sa culture particuliere, ainsi que des autres vues d'amélioration et d'utilité publique qui font l'objet de ses méditations.

Notre regret est d'autant plus vif, que véritablement il est impossible de faire naître plus d'intérêt que l'auteur ne le fait dans ses lettres, et toujours sans satisfaire l'impatience bien légitime de l'auteur; car l'auteur assure plusieurs fois que si l'on n'adopte promptement ses idées, c'en est fait du sort de la République.

Nous ne pouvons donc regarder cette premiere partie que comme le *prospectus* de son ouvrage, prospectus très-intéressant, mais qui ne saurait tenir lieu de l'ouvrage lui-même. Il semble que dans l'ordre naturel des idées, le citoyen Belair aurait dû développer son plan en entier avant de présenter l'influence avantageuse qu'il doit avoir; mais il a cru sans doute inspirer plus d'intérêt en faveur de son plan, en montrant les heureux résultats qui en découleraient. Nous présumons que dans des tems aussi difficiles, où l'impression d'un ouvrage est si dispendieuse, il a voulu intéresser assez le gouvernement pour le déterminer à se charger lui-même des frais de cette impression. Dans ce cas, c'est au citoyen Belair à lui communiquer le fruit de ses méditations, et nous ne doutons pas que si ses vues sont aussi précieuses et aussi utiles qu'elles le paraissent, le gouvernement ne s'empresse à les recueillir. Quant à nous, nous attendons la publication de l'ouvrage pour pouvoir en porter un jugement. Ce que nous avons vu dans la premiere partie, nous fait desirer avec empressement la seconde.

ANNONCES.

La Jérusalem délivrée, en vers français; par L. P. M. F. Baour-Lormian : 2 vol. *in*-8°. Prix, 450 liv., et 465 liv. franc de port par la poste. A Paris, chez l'auteur, rue du Mail, n°. 22; et chez Maradan, libraire, rue du Cimetiere-Saint-André-des-Arcs. L'an 4e. de la République. (1796.)

Cette traduction est la premiere qui ait été faite en vers du poëme célebre du Tasse. Nous reviendrons sur cet ouvrage qui promet un poëte de plus à la France.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 17 Novembre 1795.

Le comte de Litta, que le grand-maître de la religion de Malthe a envoyé à Pétersbourg, eut, le 18 du mois dernier, sa premiere audience de l'impératrice, à qui il remit ses lettres de créance.

La princesse de Saxe-Cobourg, qui y est arrivée avec ses filles, a été accueillie par l'impératrice de la maniere la plus affectueuse et la plus tendre. Elle a d'abord été décorée, ainsi que ses filles, des marques de l'ordre de Sainte-Catherine.

Il a paru une ukase qui veut que les dix compagnies dont les régimens d'infanterie russe sont composés, soient toujours de 135 hommes chacune, et qu'il leur soit ajouté deux compagnies de réserve.

Voilà ce que nous apprennent les nouvelles les plus fraîches arrivées de Pétersbourg. Tout ce qu'elles ajoutent à cela, c'est que la triple alliance qui y a été conclue et signée le 28 septembre, entre la Russie, l'Autriche et la Grande-Bretagne, ne manquera pas de donner encore aux Russes un bout de rôle à jouer dans la guerre actuelle contre la France.

De Francfort-sur-le-Mein, le 31 Novembre.

Avant-hier, sur les huit heures du matin, le prince de Hohenlohe emmena d'ici la derniere division des troupes prussiennes commises à la garde de la ligne de neutralité. Ce prince, dont le souvenir restera éternellement cher à cette ville, avait reçu, avant son départ, le droit de bourgeoisie, qui lui fut présenté samedi dernier par nos deux bourguemaîtres regnans, et que son altesse agréa, en présence de tout son état-major, avec toutes les démonstrations de la considération la plus distinguée. Le diplome en était renfermé dans une boîte d'or.

La veille de ce départ, on nous écrivait de Mayence que l'on y avait amené 200 Français faits prisonniers par le général Nauendorf, à l'affaire du 6, près de Kriegsfeld; les

Digitized by Google

lettres ajoutaient que l'on venait d'y recevoir la nouvelle préliminaire d'une autre affaire beaucoup plus considérable, qui s'était engagée dès le matin du 10, qui tournait à l'avantage des Impériaux, et dont on attendait avec impatience le résultat définitif présenté dans un rapport officiel.

A la suite de ce premier avis, il nous en est venu, à la date du 11, une multitude d'autres, qui nous ont instruits en gros de ce qui s'était passé. Une lettre écrite du bord du Rhin disait : « L'on nous apprend dans ce moment que, hier 10, l'aile gauche des Français a été complettement battue; que, pendant l'engagement, le général comte de Wurmser a passé le Rhin, et que, chose fort triste, la ville de Manheim essuya un bombardement qui y a mis en plusieurs endroits un feu des plus violens. »

Un correspondant mandait de Worms : « Ce matin, à 7 heures, les Impériaux sont entrés dans nos murs. La journée d'hier 10 a été un jour de fracas épouvantable. La bataille qui s'est livrée a duré depuis 10 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Les Français ont fait une résistance vigoureuse et opiniâtre dans leurs formidables retranchemens de Mockahim; mais ils ont enfin été forcés à les abandonner : ils s'en sont retirés à la faveur de la nuit. Lorsque, à 6 heures du soir, la canonnade a cessé dans cette partie là, une autre s'est fait entendre devant Manheim. Celle-ci a eu une vivacité dont on n'a point d'exemple : en peu d'instans une partie de la ville s'est montrée en flammes; et quand, de loin à loin, le bruit du canon s'est ralenti, ç'a été, disait-on, pour que nous fussions frappés de celui de la mousquetérie, dont il était accompagné ou suivi, et qui a duré jusqu'à ce matin »

Une autre missive venue d'Oppenheim portait : « Hier le major Williams, qui commandait les Suisses près de Mayence, arriva en courier, de la part du feld-maréchal comte de Clerfayt, auprès du général comte de Wurmser. Aussi-tôt après son arrivée, Manheim fut sommé de se rendre. Sur le refus de le faire, le bombardement commença, et à 6 heures la ville était déja en flammes. Le pont du Rhin y avait déja été foudroyé et détruit dès lundi dernier; les Français avaient fait d'inutiles tentatives pour le rétablir. Aujourd'hui l'incendie continue, ainsi que le bombardement; les plus grosses flammes se font remarquer dans le voisinage de l'eglise des Jésuites. Worms est évacuée, et les Impériaux y ont encore trouvé 18 pieces de canon. Le quartier-général est actuellement à Pfedersheim. »

Voici en effet ce qui nous est envoyé de ce dernier endroit :

Bulletin officiel de l'armée impériale aux ordres du feld-maréchal comte de Clairfayt. De Pfedersheim, le 11 novembre.

« Sur l'avis que le général Pichegru s'était porté avec toute son armée sur la Pfrim, et avait pris sa position entre Worms

Digitized by Google

et le Donnersberg, il fut résolu de l'y attaquer dès que le corps de renfort attendu de l'armée du Haut-Rhin aurait passé le fleuve. Le 9 au soir s'opéra la jonction, qu'un ouragan furieux et non interrompu avait retardée; et le 10 au matin il se fit une attaque sur toute la ligne de l'ennemi, tandis que l'armée, marchant sur trois colonnes, s'approchait de la Pfrim. — Le général comte de Wartensleben s'avança d'Alzay sur Kirkheim-Poland, emporta ce poste essentiel, et poursuivit sa marche en avant jusques sur les hauteurs de Manheim, tandis que le comte de Nauendorf se portait à Gellhem. Pendant ces entrefaites, le général Kray, avec son avant-garde, occupait sur la Pfrim les forces supérieures de l'ennemi, jusqu'à l'arrivée de nos colonnes, qui se formaient aussi-tôt en ordre de bataille.

La première ligne s'avança tambour battant, et sous la protection de nos batteries et de leur mitraille, jusques sur les hauteurs de Nieder-Floersheim; et notre vive canonnade, dirigée supérieurement par le major d'artillerie Schuhay, ayant fait taire les batteries ennemies, il fut livré un assaut aux villages situés sur la Pfrim, dans lesquels notre brave infanterie pénétra à la baïonnette, et même jusques sur les hauteurs plus en avant. De cette manière, Pichegru, après nous avoir opposé la plus opiniâtre résistance, se vit forcé, à l'entrée de la nuit, à se replier derrière l'Eisbath, et s'y faisant prendre à son armée la position entre Neustadt et Durckheim; mais il ne fit cette retraite qu'après avoir fait rompre toutes les avenues sur la Pfrim, afin de nous mettre dans l'impossibilité de le poursuivre dans les ténèbres. Worms fut évacuée, et lorque le jour parut, il n'y eut plus moyen d'atteindre l'ennemi dans sa fuite. Avant l'arrivée des colonnes, il avait fait des tentatives réitérées sur l'aile gauche de l'avant-garde, et en particulier sur le bataillon de Clerfayt. Celui-ci le laissa venir jusqu'à portée du mousquet, fit pour lors son feu de file, puis se présenta la baïonnette haute à la cavalerie française, qui, par cette manœuvre, fut forcément repliée. — Notre cavalerie chocqua plusieurs fois consécutivement et avec le plus grand succès; et toutes les troupes en général combattirent avec leur valeur ordinaire et dans le plus bel ordre. — Nous avons fait près de 500 prisonniers, parmi lesquels plusieurs officiers; on parle aussi de quelques pièces de canon. — Ce matin, l'armée a assis son camp sur la rive droite de la Pfrim, entre Friedersheim et Wackenheim. — Le général Kray est à Grunstadt, et le feld-maréchal-lieutenant comte de Latour a été détaché à Frankental, pour être à même de coopérer avec lui; le général Nauendorf est à Gellheim.

Voici encore le *Bulletin officiel* du 12 sur ce qui s'est passé le 11 :

L'ennemi vint hier avec beaucoup d'artillerie contre un

escadron de la Tour qui formait l'avant-poste près de Frankental. Le feld-maréchal, lieutenant de la Tour, qui était en marche de ce côté-là avec une des colonnes de l'armée, détacha aussi-tôt le colonel comte de Kleinan avec cinq escadrons de Wurmser et une batterie d'artillerie volante pour soutenir les avant-postes. Le colonel canona l'ennemi avec vivacité, pendant que les capitaines Tonoyz et Saint-Quentin, de la Tour, profitant du moment pour tourner Frankental par la droite, tomberent sur les derrieres de l'ennemi qui se retirait, et, après avoir sabré bon nombre d'hommes, s'emparerent de trois canons, deux obus et plusieurs charriots de munitions, sans compter les prisonniers. Ce succès est dû principalement à la bravoure des chevaux légers de la Tour, et aux excellentes dispositions du colonel comte de Kleinau.

L'ennemi fut poursuivi jusqu'à Oggersheim, où il laissa ses avant-postes, en se repliant pour la majeure partie sur Neustadt, où Pichegru était déja avec son quartier général. — Le comte de la Tour, conformément aux ordres qu'il en avait reçus, établit son camp à Bodenheim, et mit ses avant postes près de Hachelsheim. — Les patrouilles de M. le comte de Nauendorf ramenerent plusieurs prisonniers.

L'avantage remporté est pour nous d'autant plus important, qu'il met obstacle à l'exécution d'un plan formé par l'ennemi qui, par une attaque combinée, et au moyen d'une réunion des forces de Pichegru et de Jourdan, voulait éloigner l'armée impériale tant de la Nahe que de la Pfrim.

P. S. Les habitans de Neuwied désertent en grand nombre de leurs foyers. Le 4 de ce mois, les Français firent tomber sur cette malheureuse ville une grêle de boulets et d'obus, qui n'y laisserent guères d'édifices intacts. Le 6, un ouragan furieux y consomma la destruction de ce que les boulets et les obus avaient criblé. Mais indépendamment de cela, les comestibles de toute espece deviennent ou sont déja si rares dans ce pays là, qu'il n'y a plus aucune possibilité d'y subsister. C'est aussi ce que l'on éprouve au duché de Bergues, et c'est une des raisons qui a déterminé les Autrichiens à y céder le pas aux Français.

D'après les derniers avis venus de Coblentz, les Autrichiens, cherchant à s'étendre de plus en plus dans le Hunsdruck, le général Jourdan était résolu à aller à leur rencontre et à les faire rétrograder. On peut donc s'attendre à des combats qui seront livrés dans cette partie là comme dans l'autre, et qui contribueront à rendre très-sanglante la fin d'une campagne qui paraissait ne devoir pas être fort meurtriere.

ANGLETERRE. *De Londres, le 17 novembre.*

Il n'est guères possible de se dissimuler que les évenemens

Digitized by Google

du 29 octobre sont une suite assez naturelle de ce qui s'était passé le 26 au sein de la société correspondante de Londres. Cela étant, on peut se permettre de revenir sur ce 26 octobre, et d'indiquer ce qui a servi à le rendre fameux. Or voici ce que c'est :

« Dès le 20, la société correspondante de Londres avait annoncé que le 26 elle tiendrait une assemblée dans la plaine. Cette assemblée eut lieu en effet, et se trouva beaucoup plus nombreuse qu'on ne l'avait d'abord prévu. A peine était-il 9 heures du matin, que des flots de monde se précipitaient vers le lieu indiqué ; et à midi, heure fixée pour l'ouverture de l'assemblée, on n'y comptait pas moins de 100,000 ames.

Alors un des membres, M. Jones, monta à la tribune, et proposa d'élire pour président le citoyen john Binns, personnage connu par un patriotisme prononcé et caractéristique. Au milieu d'un silence profond, ce président adressa à l'assemblée un discours énergique qui fut interrompu par de fréquens et vifs applaudissemens. Il y proposa trois objets de délibération et de vote : 1°. une adresse à la nation ; 2°. une remontrance au roi ; 3°. des résolutions au nombre de 15, et regardées comme impérieusement commandées par les circonstances malheureuses où se trouve la patrie.

Toutes ces pieces, à ce qu'on assure, sont l'ouvrage du célebre Shéridan, et leur lecture fut accueillie par des signes d'approbation qui n'eurent rien d'équivoque. Voici l'adresse à la nation :

Adresse à la nation.

« Nous voici, chers concitoyens, encore une fois assemblés, en plein jour, à la face du ciel et de la terre, pour les rendre témoins de la légitimité de nos opérations. Nous nous sommes déterminés à cette démarche, en bravant les insultes et les menaces, et sans nous arrêter à des considérations pusillanimes et avilissantes.

» Au milieu des tempêtes et des ouragans dont l'atmosphere politique de notre pays est agitée, nous marchons d'un pas ferme vers l'objet de tous nos vœux, *une réforme parlementaire*. Ni les chocs de l'opposition, ni les fureurs des persécutions ne nous feront jamais abandonner cette glorieuse cause. Toutes ces violences, au contraire, ne serviront qu'à accélérer notre marche, et la loi impérieuse de la nécessité ne nous permet plus de reculer.

» Il y a quatre mois que nous nous assemblâmes paisiblement pour délibérer sur les moyens les plus sûrs de nous ressaisir de nos droits, et d'obtenir le redressement de nos griefs sans nombre. Le résultat de nos délibérations fut une adresse à la nation et une pétition au roi ; et s'il en faut juger par l'accroissement rapide de notre société depuis cette

Digitized by Google

époque, nous sommes fondés à croire que nos sentimens et notre conduite ont obtenu une approbation presque générale. Nous avouons néanmoins qu'une classe d'hommes n'a pas accueilli nos réclamations avec les égards auxquels, comme Anglais et hommes libres, nous avions droit de nous attendre. Notre pétition au roi a été artificieusement supprimée ou reçue avec mépris. Dans le premier cas, nous n'hésitons pas de déclarer que les ministres de sa majesté se sont rendus coupables de haute trahison contre la vie et la liberté des citoyens. Dans le second cas, sa majesté devait considérer les obligations qu'elle est tenue de remplir, et les devoirs dont il faudrait qu'elle s'acquittât. Elle devait se rappeler que, dès le moment qu'elle cessera d'avoir à cœur les intérêts et le bonheur de son peuple, elle cessera aussi d'être respectée, et que la justice est une dette que la nation a droit d'exiger du trône.

» Les ministres semblent résolus à déployer leurs talens pour perdre l'Angleterre ; et comme ils ne peuvent pas effectuer la ruine de la France, ils veulent au moins opérer celle de leur patrie. Ils ont épuisé des armées d'émigrés, envoyé les troupes britanniques dans les climats lointains, pour exposer les unes à une horrible boucherie, et les autres à une mort prématurée ; ils ont exporté les vivres destinés à l'entretien de l'industrie indigente, pour être abandonnés sur une côte étrangère ou englouti dans les flots.

» Quel est donc ce monstre insatiable qui nous ronge et nous dévore ainsi par morceaux ? Pourquoi, au milieu d'une abondance apparente, sommes-nous réduits à la faim ? Pourquoi faut-il que, malgré nos sueurs et notre travail continuel, nous languissions dans la misère et dans le besoin ? Quel est ce poison subtil et pénétrant qui corrode ainsi notre félicité domestique, et consume notre prospérité publique ? C'est, n'en doutons pas, *la corruption parlementaire.*

» Nous ne pouvons répondre des impulsions toute-puissantes de la nécessité, ni réprimer les élans de l'indignation ; et si jamais il arrive que la nation britannique demande des mesures fortes et décisives, nous répondrons hardiment : Nous avons des bras, nous avons une vie que nous sentimes prêts à sacrifier, conjointement ou séparément, pour le salut de notre patrie. »

(Nous donnerons la remontrance au roi dans le numéro prochain.)

On conçoit que, pour pouvoir se faire entendre d'un auditoire aussi immense, il fallait user de quelques expédiens. Ce que l'on met en usage fut d'élever, sur trois points différens, des tribunes distantes l'une de l'autre, et d'où les orateurs ou lecteurs pouvaient parler aux divisions de l'assemblée.

RÉPUBLIQUE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Daunou.

Séance de primedi, 1^er^. *Frimaire.*

Le conseil s'occupait hier en comité secret de la discussion du plan des finances, lorsqu'on a annoncé un message du Directoire exécutif qui félicitait le rapport de la loi en vertu de laquelle il était ouvert à la trésorerie un emprunt à 3 pour 100. Pénétré de la nécessité de délibérer de suite sur cet objet, le conseil fit ouvrir les portes et délibéra publiquement.

Giraud observe que cet emprunt était singulierement onéreux à la nation ; qu'il procurait à des particuliers des gains énormes. Il a cité, à l'appui de cette assertion un fait majeur. « Avec cent louis, a-t-il dit, on peut se faire 9000 l. de rentes, et les agioteurs sont si persuadés de la réalité de ces gains, qu'un particulier a porté ces jours derniers à la trésorerie 36 millions en assignats. »

Il a conclu en présentant un projet de résolution que le conseil, après avoir déclaré l'urgence, a adopté en ces termes: « A compter de la publication de la présente résolution, l'emprunt à 3 pour 100, ouvert à la trésorerie nationale, est supprimé. »

A l'ouverture de la séance d'aujourd'hui on procede au renouvellement du bureau. Chenier est nommé président ; les secrétaires sont, Defermont, Louvet (de la haute Vienne), Crassous et Boissy-d'Anglas.

Le conseil avait aussi renvoyé il y a quelques jours à l'examen d'une commission chargée de lui en faire un rapport, deux messages du Directoire exécutif. Dumolard a fait aujourd'hui le rapport demandé sur l'un de ces messages ; il était relatif à la loi de la Convention sur les passe-ports pour les pays étrangers. Ces passe-ports, aux termes de cette loi, devaient être visés par les directoires de districts ; ces directoires n'existant plus, le Directoire proposait d'y substituer le *visa* de ses commissaires auprès des administrations de département.

Dumolard a fait voir qu'il serait dangereux et inconstitutionnel d'adopter cette proposition. Les commissaires du Directoire doivent surveiller et requérir l'exécution des lois, mais ils ne doivent et ne peuvent jamais devenir administrateurs

Digitized by Google

eux-mêmes ; s'il leur était permis dans une seule circonstance d'agir seuls, bientôt les occasions s'en présenteraient à l'infini, et le gouvernement pèserait sans intermédiaire sur les citoyens. Ce serait le régime des commissions.

Dumolard a donc proposé, et le conseil, l'urgence déclarée, a adopté une résolution portant que ces passe-ports seront délivrés par les administrations de département, sur la demande motivée des municipalités centrales ; toutes les décades, les commissaires du Directoire rendront compte au ministre des relations extérieures, du nombre des passe-ports accordés dans les dix jours précédens.

Giraud, organe de la commission des finances : « Les porteurs d'assignats doivent connaître d'une manière certaine le nombre des assignats en circulation, les domaines qui doivent les représenter, et dans lesquels ils doivent s'éteindre. Il faut les rassurer et déjouer la malveillance qui cherche à leur inspirer de la méfiance. Pour atteindre ce double but, je suis chargé de vous proposer le projet de résolution suivant :

« Le conseil des Cinq-cents, considérant que la continuation de la vente des domaines nationaux serait nuisible à la République et aux porteurs d'assignats ; voulant d'ailleurs assurer la certitude du gage des assignats émis ou à émettre, déclare qu'il y a urgence, et arrête que la vente des biens nationaux est suspendue jusqu'au 1er. prairial prochain. »

Adopté.

Le conseil se forme ensuite en comité général secret pour continuer la discussion sur les finances.

Conseil des Anciens.

Présidence de Baudin (des Ardennes.)

On fait lecture du procès-verbal d'hier. Il porte que le conseil a passé à l'ordre du jour sur le message du Directoire exécutif, par ce motif seul que les résolutions sur lesquelles il appelle l'attention du conseil des Anciens ne lui sont pas encore parvenues.

Un membre envisage cette démarche du Directoire comme opposée à la constitution, et tendante à influencer les délibérations du conseil ; il craint que si un usage aussi dangereux était introduit le conseil des Cinq-cents ne pût un jour se servir du Directoire exécutif comme d'une autorité auxiliaire pour faire passer les résolutions désastreuses que cette même autorité, qui jouit auprès de lui de l'initiative, lui aurait fait rendre. L'orateur demande qu'une nouvelle rédaction du procès-verbal soit faite d'après ces motifs.

Bréard demande le maintien de la première rédaction, parce qu'elle doit exposer les faits tels qu'ils se sont passés.

Digitized by Google

Charlier essaie de justifier la demande du Directoire, en disant que le message qu'il a adressé au conseil ne contient aucune proposition, et que la constitution ne lui défend pas d'inviter le conseil à donner à des délibérations urgentes la préférence sur des objets moins importans.

La rédaction du procès-verbal est maintenue; les observations qu'elle a fait naître seront exprimées dans celui de la séance d'aujourd'hui.

On soumet à la discussion une résolution qui porte que les passe-ports pour l'étranger seront délivrés par les administrations de départemens sur l'avis des municipalités centrales, suivant les formes prescrites par la loi du 17 décembre 1792.

Lanjuinais remarque qu'il n'y a point de municipalités centrales; que cette expression n'est pas seulement impropre, mais qu'elle pourrait priver les habitans des grandes villes de passe-ports pour l'étranger, parce que les villes sont presque toutes divisées en municipalités qui ne forment pas à elles seules un canton.

Après quelques débats, le conseil déclare qu'il ne peut approuver cette résolution.

Le conseil en approuve trois autres, toutes trois précédées de la déclaration d'urgence : l'une met à la disposition des ministres une somme de 21 millions en numéraire, l'autre suspend jusqu'au 1er. germinal la vente des biens nationaux, et la troisième ferme provisoirement l'emprunt à 3 pour 100.

Conseil des Cinq-cents.

Présidence de Chenier.

Séance du duodi, 2 Frimaire.

Un secrétaire donne communication de deux messages du Directoire; l'un invite le conseil à prendre en considération le sort d'un grand nombre de citoyens qui étaient employés, soit dans les commissions exécutives, soit dans les comités de la Convention, et dont les emplois se trouvent supprimés par la nouvelle organisation du gouvernement. Dans l'autre message, le Directoire observe que les délais déterminés par la loi sur le triage des titres et papiers dans les archives et dépôts dépendans de la nation ne suffisent pas pour l'achevement des travaux qu'exigent ce triage, il prie le conseil de proroger ces délais.

La discussion sur le premier message est ajournée : le conseil nomme une commission de trois membres pour examiner l'autre et lui en faire un rapport.

Les administrateurs municipaux d'un canton du département de la Haute-Saône, envoient une dénonciation contre un

Digitized by Google

ci devant seigneur du pays. Ils l'accusent d'avoir dominé l'assemblée primaire par toutes sortes d'influences, et de s'être fait nommer, par suite de ses intrigues, principal administrateur.

Un membre atteste la vérité des faits consignés dans cette dénonciation.

On demande qu'il soit nommé une commission pour recueillir et examiner tous les faits semblables relatifs aux dernières assemblées primaires, afin d'annuller ce que les royalistes et les émigrés ont pu suggérer ou opérer de contraire à la loi.

Lecointre-Puyravaux, en convenant qu'il est nécessaire et même instant de réprimer les entreprises des royalistes, observe que des lois existent et suffisent pour arriver à ce but; il demande en conséquence le renvoi au Directoire.

Le renvoi est ordonné.

Plusieurs membres réclament la formation du conseil en comité général pour continuer la discussion sur les finances.

Génissieux s'élève contre cette continuité de séances secrètes. Il pense qu'un comité général qui a une si longue durée est inutile, s'il n'est pas dangereux. Pendant que la discussion se prolonge, dit-il, la misère du peuple s'accroît; il faut nous hâter de remédier à tant de maux.

Bion dit que Génissieux vient de prouver par sa motion l'utilité d'un comité général, puisqu'il est évident qu'il n'aurait pas dû la faire en public.

Le conseil se forme en comité. Les spectateurs se retirent.

Conseil des Anciens.

Les trois commissaires nommés, sur la présentation du bureau, pour examiner la résolution relative aux attributions de la trésorerie nationale, sont les citoyens Johannot, Vernier et Lebrun.

Dans le procès-verbal de la dernière séance, on a laissé en blanc la date de la loi de la Convention, qui créait un emprunt à trois pour cent, emprunt qui est fermé d'hier par une loi du Corps législatif. Fourcroy observe que ces lacunes passent ordinairement des procès verbaux manuscrits dans les imprimés, et sont en quelque sorte des infidélités qui, dans certaines occasions, peuvent entraîner beaucoup d'inconvéniens. Il demande que la date des décrets ne soit jamais laissée en blanc dans les procès-verbaux. Adopté.

Le représentant Porcher obtient un congé de cinq décades. Il a perdu sa mère, son beau père et son frère; il a besoin d'aller mettre ordre à ses affaires.

Un messager d'état apporte trois résolutions du conseil des Cinq-cents; elles sont toutes trois relatives à la désertion,

Digitized by Google

et précédées chacune de la formalité de l'urgence. Après la lecture de la première, un membre demande que le conseil reconnaisse l'urgence.

Tronchet pense qu'il faut, avant de prononcer, entendre la lecture des trois résolutions, parce que le conseil pourra juger alors si l'examen doit en être divisé.

Goupilleau (de Fontenay) observe que le conseil des Cinq-cents a pris ces résolutions d'après le rapport d'une commission, et à la suite d'une discussion prolongée; il croit que le conseil des Anciens doit procéder à leur examen avec la même maturité. En conséquence, il demande l'impression, l'ajournement, et une commission de trois membres pour faire un rapport.

Dupont (de Nemours) : Ces résolutions appliquent des peines à des délits; il ne doit pas y avoir d'urgence. Des dispositions pénales ont besoin d'être mûrement réfléchies. J'estime trop les défenseurs de la patrie, pour croire que le mal soit aussi grand qu'on le suppose. D'ailleurs, il existe des lois contre la désertion, le Directoire doit les faire exécuter à chaque jour, à chaque heure; elles suffisent pour arrêter le mal, au moins provisoirement. Je m'oppose à ce que le conseil reconnaisse l'urgence.

Bar : Et moi aussi, je rends hommage au patriotisme de nos défenseurs; et par-là même je crois devoir provoquer des peines contre ceux qui sont assez lâches pour les abandonner. Des lois existent contre la désertion, il est vrai; mais ces lois sont insuffisantes, puisque les désertions se multiplient. Il faut mûrement réfléchir quand il s'agit de décerner des peines, j'en conviens; mais reconnaître l'urgence, ce n'est pas préjuger le fond de la question.

Le conseil reconnaît l'urgence : les trois résolutions seront imprimées : une commission de trois membres en fera l'examen et le rapport : la discussion commencera le lendemain de la distribution.

Les trois membres nommés sur la présentation du bureau, pour former cette commission, sont les citoyens : Lacuée, Delmas et Lacombe-Saint-Michel.

Le Directoire exécutif envoie un message pour annoncer que les ratifications du traité de paix entre la République Française et le landgrave de Hesse-Cassel, ont été échangées à Basle, le 16 brumaire dernier.

Le conseil ordonne l'insertion de ce message au procès-verbal.

On allait procéder à l'appel nominal pour le renouvellement du bureau. Un membre propose de réduire cette opération à un seul scrutin contenant cinq noms; celui qui aurait le plus de voix serait président, et les autres secrétaires.

Le conseil n'adopte qu'une partie de cette proposition.

Digitized by Google

Il décrète qu'il n'y aura qu'un seul scrutin portant les noms de cinq membres, avec la désignation de l'un d'eux pour la présidence.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de tridi, 3 Frimaire.

Le Directoire avait invité le conseil par un message à fixer les traitemens du commissaire national, du substitut et du greffier près le tribunal de cassation. Dumolard, au nom de la commission chargée d'examiner cette affaire, propose de donner au commissaire national le même traitement qu'aux juges et au substitut, ainsi qu'au greffier, moitié de ce traitement.

Un membre observe qu'il est beaucoup d'autres fonctionnaires publics dont les salaires ne sont pas fixés : il demande que la commission s'en occupe, et que le projet présenté soit ajourné.

Le conseil prononce l'ajournement.

On demande que le conseil se forme en comité général pour reprendre la discussion sur les finances.

Royer : Il serait dangereux de tenir plus long-tems le peuple en suspens : il faut faire taire la malveillance, en publiant l'état des immenses ressources de la nation. Je demande que la discussion ait lieu en séance publique.

Lecointre-Puyravaux : On fit hier une pareille motion, et la nécessité d'une discussion secrette fut demontrée. Si la discussion avait été publique, auriez vous su plusieurs faits qui vous ont été révélés ? Vous aurait-on dévoilé, par exemple, les contraventions commises en certains lieux relativement à la contribution fonciere ? On doit vous donner aujourd'hui de nouveaux détails : veut-on enchaîner l'opinion de ceux qui ont des faits à dénoncer ? Tous vos efforts doivent tendre à désarmer les affameurs du peuple : la publicité de la discussion pourrait leur prêter de nouvelles armes.

Un membre : Je ne m'oppose pas à ce que l'on reprenne le comité général ; mais je demande que l'on détermine l'époque à laquelle il devra cesser. (Cela est impossible, s'écrient plusieurs membres.) Je demande qu'il soit terminé aujourd'hui, et que vous cediez à l'impatience du peuple.

Laurençot : Le conseil ne peut délibérer qu'en comité général sur une telle motion.

Un membre : On ne peut délibérer en comité général ; la constitution le défend : elle nous permet seulement de discuter en secret.

Le conseil passe à l'ordre du jour, et se forme en comité général.

Digitized by Google

Conseil des Anciens.

Présidence de Tronchet.

Le scrutin a porté Tronchet à la présidence ; les secrétaires sont, Goupilleau, Portalis, Legrand et Reynier.

Johannot, organe de la commission chargée d'examiner le réglement pour la trésorerie fait par le conseil des Cinq-cents, presente un rapport à la suite duquel il propose de rejetter ce réglement. Il indique dans certains articles des vices de rédaction qui pourraient avoir de graves conséquences ; dans d'autres des dispositions qui sont inutiles, puisqu'on les trouve dans des lois antérieures ; enfin il déclare que la commission a pensé que le dernier article de cette résolution était contraire à la constitution, en ce qu'il donne aux commissaires de la trésorerie une initiative pour la proposition de certaines lois.

Lanjuinais convient qu'il existe dans la résolution des défauts de rédaction ; mais il ne pense pas comme le rapporteur, que le dernier article en soit contraire à la constitution. Cet article est ainsi conçu ; Si la trésorerie croit avoir besoin de quelques nouvelles lois pour lever les difficultés qu'elle rencontrera dans sa marche, elle en référera au Corps législatif par une adresse. Il ne s'ensuit pas, dit Lanjuinais, de ce qu'on autorise la trésorerie à en référer au Corps législatif, qu'elle ait un droit particulier d'initiative, de proposition de lois. On ne lui donne là que ce qui appartient à tous les citoyens ; car la constitution donne à chaque citoyen le droit de faire au Corps législatif telle proposition que bon lui semble. Je demande, au reste, que la résolution soit discutée article par article.

Vernier et Goupilleau parlent dans le même sens.

Bar appuie les conclusions de Johannot.

Reynier est d'avis qu'on adopte la résolution. Il observe, en réfutant le rapport, que la constitution n'entend point que la trésorerie soit dépendante du Directoire ; elle veut, au contraire, que l'indépendance de cette autorité soit entiere, et ne cede qu'à la volonté du Corps législatif ; car c'est au Corps législatif qu'elle attribue la nomination des commissaires de la trésorerie.

Thomas Lindet : L'art. III de ce réglement présente une difficulté insurmontable : il permet à la trésorerie de payer certaines sommes sans le *visa* du ministere, et la constitution le défend formellement. Je soupçonne qu'on veut vous faire approuver certaines mesures. Des marchés ont été conclus, soit par les comités, soit par les commissions exécutives ; voudrait-on vous ôter la faculté de les examiner ? vous en-

Digitized by Google

pêcher de faire rendre à la République sept milliards peut-être ? Il suffit que la chose soit possible, pour vous imposer le devoir de rejetter la résolution. Vous savez qu'on fit rendre à la Convention un malheureux décret qui permettait de fabriquer des assignats ; nous voyons ce qui en est arrivé : vingt milliards de nouveaux assignats ont inondé la France. Il est démontré que la résolution viole l'acte constitutionnel. Je demande qu'elle soit rejettée.

Baudin observe qu'il s'agit non d'examiner des marchés, mais d'animer des opérations indispensables, et qui se trouvent suspendues : il y a six jours que la résolution a été prise avec urgence par le conseil des Cinq-cents ; une négligence de bureau en a retardé l'envoi : ce retard est un nouveau motif d'urgence.

Dupont (de Nemours) : Il ne serait pas impossible qu'on s'entendit pour retarder l'envoi d'une résolution, et la faire passer par le motif d'une plus grande urgence. (Murmures.)

Barbé-Marbois : Ce qu'a dit Lindet a été pour moi un trait de lumiere : peut-être veut-on nous faire ratifier certains marchés. Je vais déclarer des faits : on doit payer en un seul lieu 16 millions en numéraire. (Bruit.) Peut-être y a-t-il vingt marchés de cette nature. (Bruit.)

Goupilleau : Je demande qu'on se forme en comité général.

Vernier demontre que tous ces incidens sont étrangers à la résolution.

Le conseil adopte la résolution et leve la séance.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de quartidi, 4 Frimaire.

Dumolard a proposé une nouvelle rédaction du projet de décret relatif aux passe-ports, dans laquelle il a supprimé la disposition portant que ces passe-ports seraient accordés sur la demande motivée des municipalités centrales, terme qui désigne une autorité qui n'est pas reconnue par la constitution ; il y a substitué par les administrations municipales.

Plusieurs membres demandent et le conseil a passé à l'ordre, motivé sur ce qu'il n'était pas officiellement instruit que le conseil des Anciens eût rejetté le premier projet de résolution qui lui a été présenté.

Giraud, organe de la commission des finances, présente de nouveau le projet qui a pour but de faire payer les droits de douanes en numéraire métallique.

Gilbert-Desmolieres pense qu'avant de rien décider sur ce projet, il conviendrait de rapporter la loi qui a porté au sextuple la valeur de ces droits. Il ne voit pas d'ailleurs que dans les mesures proposées on ait pris les précautions néces-

Digitized by Google

saires pour empêcher l'agiotage du numéraire par les préposés; agiotage qui résulterait de la faculté laissée aux contribuables de payer, soit en numéraire, soit en assignats au cours légal, et de l'arbitraire qu'il y aurait dans la fixation de ce cours.

Plusieurs membres sont de l'avis du préopinant; ils demandent au rapporteur ce qu'il faut entendre par assignats au cours. D'autres pensent que le projet doit être écarté, parce que, d'après le plan des finances, il sera établi un système complet sur le paiement de toutes les contributions.

Après quelques débats, le projet est écarté.

Le conseil s'étant suffisamment éclairé dans la discussion qui a eu lieu pendant dix jours en comité général et secret, délibère aujourd'hui publiquement sur diverses parties du nouveau plan de finances : les débats qui s'élèvent ne portent que sur des rédactions. Voici les principales bases adoptées par le conseil :

1°. Au 30 nivôse prochain, les formes, poinçons et matrices servant à la fabrication des assignats, seront détruits publiquement.

2°. L'état exact des assignats en circulation sera rendu public.

3°. Les assignats qui seront fabriqués jusqu'au 30 nivôse, réunis à ceux actuellement en circulation, ne pourront, sous aucun prétexte, excéder la somme de 30 milliards. Le Directoire nommera cinq commissaires responsables, chargés de surveiller cette fabrication.

4°. Il est réservé, pour servir de récompenses aux défenseurs de la patrie, un milliard en biens nationaux, valeur de 1790.

5°. Il sera créé pour un milliard, valeur de 1790, de cédules hypothécaires ou promesses de cédules, portant intérêt à 5 pour cent.

6°. Les possesseurs d'assignats pourront les échanger contre des cédules ou promesses de cédules, pour la valeur double de celle fixée par le cours légal.

7°. Le cours des assignats sera constaté d'après une combinaison du prix du change, de la valeur nominale de l'assignat et du prix des denrées de première nécessité. Cette opération sera faite et publiée tous les quinze jours, etc.

La discussion est ajournée à demain.

Conseil des Anciens.

Lacuée, rapporteur de la commission nommée pour examiner les trois résolutions contre la désertion, propose d'approuver la première, qui attribue à la gendarmerie et aux commissaires des administrations départementales la surveillance de la désertion.

Digitized by Google

Cette premiere résolution est approuvée.

Le rapporteur propose ensuite de rejetter la seconde résolution ; il établit la différence qu'il trouve entre les délits d'*embauchage* et de *provocation* que le projet de loi punit de la même peine. L'embaucheur lui paraît contribuer d'une maniere plus directe, plus coupable au crime de la désertion que la simple provocation ; il déclare que la commission n'a pas cru devoir faire renaître le code penal de Robespierre : *La mort, la mort*, toujours *la mort*.

Il observe de plus que les autres articles du projet de loi renferment des expressions inconstitutionnelles, et supposent l'existence d'autorités que la constitution n'a pas établies.

Bar pense que le sens des deux mots *embauchage* et *provocation* est très-connu ; l'embaucheur, dit-il, engage le soldat d'un état à passer au service d'un autre état ; le provocateur peut engager simplement à quitter l'armée. Au reste, l'effet est le même ; l'un et l'autre ont pour but d'enlever à la République les soldats qui sont nécessaires à sa défense. Les efforts multipliés des ennemis de la République exigent la plus grande sévérité.

Bar pense d'ailleurs que quelques fautes de rédaction ne doivent pas empêcher d'adopter la résolution.

Dupont (de Nemours) représente que les mots influent plus qu'on ne pense sur les choses.

Marbot trouve la résolution insuffisante ; il croit qu'il faudrait priver du droit d'hérédité tous les jeunes gens qui déserteraient.

Regnier fait sentir combien il est important d'empêcher la désertion ; il se fonde sur ce qu'elle est d'un funeste exemple sur les défenseurs de la République, sur ce qu'elle seme des alarmes dans l'intérieur, lorsqu'elle est fréquente, et enfin, sur ce qu'elle enhardit nos ennemis.

Lacombe-Saint-Michel distingue le prêtre qui provoquerait en chaire à la désertion, du soldat qui dirait à son camarade : Ta mere est malade, va-t-en chez toi, ton affaire s'arrangera : ces deux provocations ne sont pas si coupables l'une que l'autre, et cependant elles seraient punies de la même peine.

Lacombe Saint-Michel conclut au rejet de la résolution.

Cette opinion est appuyée par Legendre et Brostaret.

Le conseil déclare qu'il ne peut adopter la résolution.

La commission avait aussi conclu au rejet de la troisieme résolution, qui regardait comme déserteurs tous les militaires qui n'auraient pas rejoint dans treize jours ; elle se fondait sur ce qu'il n'était pas possible à ceux qui habitent dans un département d'une des extrémités de la République de se rendre en si peu de tems à l'extrémité opposée.

Vernier a observé que pourvu que le militaire eût quitté

Digitized by Google

ses foyers dans le délai prescrit par la loi, il ne serait pas considéré comme déserteur.

Après cette explication, le conseil a adopté la résolution.

Cette discussion étant terminée, le président fait donner lecture d'un message des Cinq-cents, contenant une résolution prise avec urgence pour faire payer, par les commissaires inspecteurs, les indemnités dues à plusieurs représentans revenus de mission, les traitemens des employés des anciens comités, les mémoires des ouvriers, fournisseurs, etc. Le conseil reconnaît l'urgence, et après une seconde lecture, il adopte la résolution.

Conseil des Cinq cents.

Séance de quintidi, 5 Frimaire.

Bernier dénonce des spoliations de biens nationaux : il cite un nommé Fabre, se disant chymiste, qui, ayant persuadé à l'ancien comité de salut public qu'il allait fabriquer du salpêtre avec du tabac, se fit adjuger, par arrêté, la belle terre de Chezy, appartenant ci-devant au citoyen Laborde ; il possede encore cette propriété qui comprend plus de 400 arpens de terres, et dont le revenu surpasse dix fois le prix de l'adjudication : il a enlevé quantité d'objets précieux qui faisaient partie du mobilier.

Villers demande que le conseil casse l'arrêté du gouvernement, qui a adjugé au citoyen Fabre la terre de Chezy, et qu'il soit nommé une commission de trois membres pour examiner l'affaire.

Cette motion est adoptée.

On reçoit un message du conseil des Anciens, annonçant que, sur les trois résolutions concernant la désertion, deux ont été adoptées, et une a été rejettée par le conseil.

On nomme une commission de trois membres pour présenter un projet de resolution qui remplace celle qui a été rejettée.

Un messager d'état envoyé par le Directoire est admis. Un secrétaire donne lecture du message.

Le Directoire rappelle qu'une loi de la Convention nationale, du 4 brumaire dernier, abolit toutes les procédures pour délits relatifs à la révolution. L'article VIII de cette loi l'autorise à en différer la publication dans les départemens insurgés. Le Directoire annonce qu'il n'a pas cru devoir la faire publier dans le département de Maine et Loire. Cependant un grand nombre de citoyens de ce département sont incarcérés, sans autres motifs que des allégations de faits relatifs à la révolution ; la plupart même ont rendu des services à la patrie. Le Directoire invite le conseil à prendre cette affaire en considération.

Digitized by Google

Une commission de trois membres est nommée pour examiner ce message et en faire un rapport.

Dumolard observe que les lois qui arrivent du conseil des Anciens sont inexactes dans la forme. Les signatures du président et des secrétaires du conseil des Cinq cents doivent être relatées au bas des résolutions converties en lois, et ces signatures ne s'y trouvent pas.

Thibaudeau demande qu'il soit formé une commission pour bien déterminer les formes à suivre par le conseil dans la rédaction et l'envoi des résolutions, afin que, par défaut de forme, la marche de la législation ne soit pas retardée.

Le conseil adopte cette proposition.

On reprend la discussion sur le plan de finances : Crassous donne lecture des articles adoptés hier, sauf rédaction. Il en présente une rédaction nouvelle. L'ensemble de ce plan est divisé en quatre résolutions sur chacune desquelles le conseil des Anciens prononcera.

Un membre demande que l'on excite les propriétaires d'assignats à les échanger contre des cédules, en attachant à celle-ci un intérêt qui diminuerait en raison du retard de l'échange.

Cette motion est écartée par l'ordre du jour.

On avait arrêté hier que les formes, poinçons et matrices servant à la fabrication des assignats, seraient détruits le 30 nivôse : aujourd'hui l'on fixe au 1^er^. pluviôse prochain, l'époque de la destruction de ces instrumens. Voici les principales dispositions adoptées :

1°. La valeur de chaque cédule hypothécaire ne pourra être moindre de 300 liv., ni excéder 10,000 liv., valeur de 1790.

2°. Les cédules n'auront pas un cours forcé ; elles seront négociables comme les effets de commerce.

3°. Les possesseurs d'assignats qui désireront les échanger contre des cédules hypothécaires, pourront se présenter aux bureaux ouverts à cet effet dans chaque département : lesdits assignats y seront reçus pour le trentième de leur valeur nominale. (La commission proposait dans son projet, et l'on demanda hier de nouveau que la valeur de l'assignat contre cédule, fût double de celle fixée par le cours légalement constaté.)

4°. Il sera créé un milliard de cédules pour les récompenses des défenseurs de la patrie. Ces cédules seront déposées dans une caisse d'où elles ne pourront être tirées qu'à la paix, et en vertu d'un décret du Corps législatif. Les traités, remises, ventes ou aliénations quelconques, par les défenseurs de la patrie, de la part qui leur revient sur ces fonds, sont déclarées nulles. Il est défendu à tous notaires de recevoir de pareils actes, et à tous receveurs des droits d'enregistrement de les enregistrer.

5°. Les cédules porteront intérêt à trois pour cent. L'intérêt

Digitized by Google

courra du jour de la réception de la cédule. Au bout d'une année, les cédules qui n'auront pas été réalisées, devront être échangées contre de nouvelles.

6°. A compter du premier semestre de l'an V, les rentiers et pensionnaires seront payés en numéraire, ou en assignats à raison de trente capitaux pour un : ils seront payés pour l'an IV en assignats à raison de dix capitaux pour un.

7°. Les contributions directes et indirectes seront payées en numéraire ou en assignats, à raison du trentième de leur valeur nominale, *etc.*

Le président annonce qu'on procédera demain au tirage des places de membres du conseil, conformément à la constitution.

Conseil des Anciens.

L'Assemblée n'ayant rien à l'ordre du jour, a levé sa séance immédiatement après la lecture du procès verbal de la veille...

Décret sur la police des Cultes.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation :

« Considérant qu'aux termes de la constitution, nul ne peut être empêché d'exercer, en se conformant aux lois, le culte qu'il a choisi; que nul ne peut être forcé de contribuer aux dépenses d'aucun culte, et que la République n'en salarie aucun ;

» Considérant que ces bases fondamentales du libre exercice des cultes étant ainsi posées, il importe d'une part de réduire les lois en conséquences nécessaires qui en dérivent, et à cet effet de réunir en un seul corps, de modifier ou compléter celles qui ont été rendues, et de l'autre d'y ajouter des dispositions pénales qui en assurent l'exécution ;

» Considérant que les lois auxquelles il est nécessaire de se conformer dans l'exercice des cultes ne statuent point sur ce qui n'est que du domaine de la pensée, sur les rapports de l'homme avec les objets de son culte, et qu'elles n'ont et ne peuvent avoir pour but qu'une surveillance renfermée dans des mesures de police et de sûreté publique ;

» Qu'ainsi elles doivent garantir le libre exercice des cultes par la punition de ceux qui en troublent les cérémonies, ou en outragent les ministres en fonctions ;

» Exiger des ministres de tous les cultes une garantie purement civique, contre l'abus qu'ils pourraient faire de leur ministère pour exciter à la désobéissance aux lois de l'état ;

» Prévoir, arrêter ou punir tout ce qui tendrait à rétablir un culte exclusif ou dominant et persécuteur, tels que les

Digitized by Google

actes des communes en nom collectif, les dotations, les taxes forcées, les voies de fait relativement aux frais des cultes, l'exposition des signes particuliers en certains lieux, l'exercice des cérémonies et l'usage des costumes hors des enceintes destinées auxdits exercices, et les entreprises des ministres relativement à l'état civil des citoyens;

» Réprimer des délits qui peuvent se commettre à l'occasion ou par abus de l'exercice des cultes;

» Et enfin régler la compétence et la forme de la procédure dans ces sortes de cas;

» Décrète ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Surveillance de l'exercice des cultes.

ARTICLE 1er. *Disposition préliminaire et générale.*

» Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque, est soumis à la surveillance des autorités constituées.

Cette surveillance se renferme dans des mesures de police et de sûreté publique.

TITRE II. *Garantie du libre exercice de tous les cultes.*

» II. Ceux qui outrageront les objets d'un culte quelconque, dans les lieux destinés à son exercice, ou ses ministres en fonctions, ou interrompront par un trouble public les cérémonies religieuses de quelqu'autre culte que ce soit, seront condamnés à une amende qui ne pourra excéder 500 liv., ni être moindre de 50 liv. par chaque individu, et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans, ni être moindre d'un mois, sans préjudice aux peines portées par le code pénal, si la nature du fait peut y donner lieu.

» III. Il est défendu, sous les peines portées en l'article précédent, à tous juges et administrateurs, d'interposer leur autorité, et à tous individus d'employer les voies de fait, les injures ou les menaces, pour contraindre un ou plusieurs individus à célébrer certaines fêtes religieuses, à observer tel ou tel jour de repos, ou pour empêcher lesdits individus de les célébrer ou de les observer, soit en forçant à ouvrir ou fermer les ateliers, boutiques, magasins, ou de telle autre maniere que ce soit.

» IV. Par la disposition de l'article précédent, il n'est point dérogé aux lois qui fixent les jours de repos des fonctionnaires publics, ni à l'action de la police, pour maintenir l'ordre et la décence dans les fêtes civiques.

(La suite au prochain numéro.)

Digitized by Google

PARIS. *Nonidi 9 Frimaire, l'an 4e. de la République.*

Il est peu de citoyens qui ne portent avec intérêt leurs regards vers le nouveau gouvernement. En exigeant de lui une marche ferme et juste, une conduite loyale et intelligente, ils réservent tout blâme et toute censure pour des actes qui seraient répréhensibles : mais ceux à qui toute espece de gouvernement, autre que la monarchie, ne saurait plaire, s'amusent à attaquer les premiers fonctionnaires de la République, par des sarcasmes et de misérables calembourgs. Les uns disent que l'état n'est plus à Versailles, mais à St. Cyr (pour 5 *sires*). D'autres, que les cinq membres du Directoire sont cinq *schelings*, la monnaie d'une couronne. Quelques autres moins innocens avaient répandu que le Directoire devait donner aux ambassadeurs un festin somptueux; et l'on a trouvé des placards où on lisait ces mots : *Peuple Parisien, tes 5 rois font festin, tandis que tu n'as pas de pain.* L'annonce de ce festin n'était qu'un mensonge.

Le Directoire, comme nous l'avions annoncé, a reçu, le 30 brumaire, les ambassadeurs des puissances alliées. Une foule immense de citoyens et de citoyennes remplissaient les salles. A la suite des différens corps militaires, les ambassadeurs et chargés d'affaires des ministres étrangers sont arrivés, conduits par le ministre des relations extérieures. Cette audience de pure représentation a été fort courte. A la gravité du cérémonial ont bientôt succédé les témoignages de franchise et de fraternité. On a observé que l'habit français, quoique très-riche, porté par les ambassadeurs, paraissait écrasé par le costume constitutionnel que portaient les membres du Directoire.

En vain la malveillance et l'esprit de frivolité cherchent-ils à jetter du ridicule sur ce costume, et à blâmer l'appareil de grandeur dont le Directoire est environné. L'éclat de cette représentation n'est pas destiné à satisfaire l'orgueil individuel. C'est la loi qui veut que ses magistrats commandent le respect, et soutiennent la majesté du nom français, et la prudence a dicté la volonté de la loi. J. J. Rousseau, l'ami de la nature et de l'égalité, a reconnu lui-même le danger d'abolir tous les signes extérieurs de la puissance : de tout tems, il fut nécessaire de parler aux yeux, même en éclairant la raison.

Lorsque cette pompe, prescrite par la volonté générale, est accompagnée de la pureté des sentimens, et de la simplicité des manieres, elle inspire alors une vénération reelle, et produit plus aisément l'obéissance aux lois.

Le conseil des Anciens vient de renvoyer à l'examen d'une commission deux résolutions de celui des Cinq-cents, dont

Digitized by Google

l'une, pour améliorer le sort des créanciers de l'état, ordonne qu'ils seront payés en assignats, dont la valeur sera appréciée au cours du change. La seconde porte que pour faire cesser l'énorme lésion qu'éprouve la nation dans le paiement de l'impôt, les contributions seront acquittées en numéraire ou en assignats au cours.

Les nouvelles particulières publiées depuis plusieurs jours sur les mouvemens et la situation de nos armées du côté du Rhin n'offrent qu'incertitudes et contradictions. S'il faut en croire les uns, l'ennemi a remporté contre nous les plus grands avantages. Les canonnades les plus terribles qu'on ait jamais entendues ont forcé la garnison de Manheim à capituler et à mettre bas les armes, toute communication étant interrompue avec l'armée de Pichegru, forcé lui-même de se retirer derrière les lignes de la Queih. A la suite de ces nouvelles alarmantes on a aussi répandu le bruit que Pichegru avait été destitué et remplacé par Kléber.

Le Directoire exécutif n'a rien fait connaître encore sur les dernières opérations militaires; mais voici deux lettres qui démentent tant de revers et doivent rassurer les Républicains.

L'adjudant-général Goulange au général de brigade Chabert, commandant à Liége et arrondissement; au quartier-général à Bonn, le 25 brumaire, an 4e.

« C'est la malveillance qui répand des bruits alarmans sur le compte des armées. Cette malveillance doit être déjouée par nos succès, sur tout lorsqu'elle apprendra que le général Marceau, commandant l'aile droite de notre armée, a complettement battu Clairfayt; qu'il lui a tué 4 à 500 hommes, fait beaucoup de prisonniers, et entr'autres son premier aide-de camp, et 7 à 8 officiers de son état-major; quand elle apprendra que l'aile gauche de notre armée, aux ordres du général Hatry, a également battu l'ennemi, et l'a forcé à passer la Sieg; que cette aile gauche est prête à passer cette rivière pour chasser l'ennemi et nettoyer entièrement la rive gauche du Rhin sur tout le front qu'occupe l'armée de Sambre et Meuse.

» Voilà, mon cher, une excellente manière d'obliger à se taire les personnes qui nous veulent du mal, et qui nous en feraît réellement, si elles n'étaient pas surveillées et contenues: je vous exhorte à leur apprendre ces nouvelles. *Signé* GOULANGE.

Du 29. A ce moment, 9 heures du soir, on accourt nous annoncer que Manheim vient d'être débloqué, après une affaire très-vive, où les Autrichiens ont été complettement battus.

Le ministre de la guerre au représentant du peuple Merlin; Paris, le 7 frimaire.

Je reçois ton billet, mon cher Merlin, et je me hâte d'y répondre, en t'assurant que rien n'est plus faux que la destitution du général Pichegru. *Signé*, AUBERT DUBAYET.

Digitized by Google

(N°. 15.)

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 15 FRIMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Dimanche 6 Décembre 1795, vieux style.*)

HISTOIRE. VOYAGES.

VOYAGE DE DEUX FRANÇAIS en Allemagne, Danemarck, Suede, Russie et Pologne, fait en 1790—1792. Cinq volumes in-8°. Prix, 600 liv., et 650 liv. franc de port. A Paris, chez MARADAN, libraire, rue du Cimetiere-Saint-André. (1795.)

SECOND EXTRAIT.

LA description de la Suede occupe en entier le second volume de ce voyage. On n'attend pas sans doute que nous suivions les voyageurs dans les détails nombreux auxquels ils se livrent; nous allons nous borner aux principaux résultats.

La Suede et la Finlande occupent une vaste étendue de pays; cependant on ne peut y compter au-delà de trois millions d'habitans. La nature du sol souvent inculte, de nombreuses forêts, la dureté du climat dans les provinces septentrionales, s'opposent à la population de la Suede.

Les forces de terre s'élevent à 47,174 hommes, tant infanterie que cavalerie, dont 14,847 hommes de régimens levés, et 32,927 de troupes nationales. L'esprit des troupes suédoises est excellent. L'officier est généralement brave. Le Suédois tire lentement, mais ajuste fort bien; il est rare que toute une troupe tire plus d'un coup ensemble; on laisse à chaque homme la liberté de faire feu à sa fantaisie. Après cinq ou six coups, si la troupe est exposée à une batterie ou à un feu supérieur, il faut la mener à la charge, sans quoi l'on s'exposerait à l'y voir aller sans ordre.

Le soldat suédois est religieux, il est honnête homme, incapable d'une bassesse, et étranger à ces vices qui déshonorent le nom de soldat dans presque toute l'Eu-

Digitized by Google

rope. On ne parle que des troupes nationales : les régimens levés, ou de garnison, sont composés comme par-tout.

Quant aux forces de mer, les voyageurs négligent de les faire connaître. Cet oubli est sans doute involontaire, car il leur était aisé d'en avoir le tableau.

Le commerce de Suede est peu considérable, et depuis bien des années il est à son désavantage. Il consiste en fer (qui en est la partie la plus importante), cuivre, planches, goudron, harengs, alun, etc. ; elle reçoit en échange des grains, des vins, du café, du sucre, des soies, des couleurs, etc. Le nombre des bâtimens marchands, de toutes parts, s'éleve à 1,224. L'exportation est de 37,360,875, et l'importation de 37,134,816.

Les impôts sont multipliés, et même onéreux dans les villes ; cependant ils produisent une somme peu considérable ; le revenu total de l'état ne s'éleve pas au-delà de 33 millions de liv.

Les lois sont claires, sages et précises : en matiere civile, les deux parties paient chacune leurs frais ; le perdant n'est jamais condamné aux dépens. Les lois criminelles sont humaines. Un accusé ne peut être condamné à une peine capitale s'il ne fait l'aveu de son crime. Les criminels dignes de mort ont la tête tranchée.

Le peuple en Suede est essentiellement bon, vertueux, attaché à sa religion et à son souverain ; il n'est pas avide ; il est toujours content de ce qu'on lui donne, et souvent ne demande rien pour paiement de ses peines. Il est sobre sur tous les points, à l'exception de l'eau-de-vie ; cette funeste habitude commence dès l'enfance, et doit être regardée comme une des causes de la dépopulation de la Suede.

Le sexe est généralement froid. Cependant il y a beaucoup de libertinage dans les grandes villes. Il commence quelquefois avant l'âge de 12 ans, et il est poussé à l'excès jusqu'à 18 ou 20 : alors les jeunes personnes deviennent sages, c'est-à-dire qu'elles n'ont plus qu'un amant, et après quelques années elles se marient fort avantageusement pour l'ordinaire. Les hommes ne font nulle attention à la vie antérieure.

Les sciences et les arts ne sont pas fort avancés en Suede : en général on lit peu, et l'on n'y cherche pas à s'instruire ; la noblesse sur-tout peut y passer pour

Digitized by Google

ignorante. Il y a trois académies à Stockholm, sans compter celle de peinture : l'académie des sciences fondée en 1739; l'académie des belles-lettres, histoire et antiquités, et l'académie des dix-huit fondée en 1786, sur le modele de l'académie française. On ne compte gueres à la bibliotheque du roi que cinq cents manuscrits et vingt mille volumes. Il s'est établi une société patriotique qui s'occupe de matieres économiques. Nos voyageurs ont inséré une dissertation intéressante sur l'Atlantique de Rudbeck, ouvrage célebre, peu connu hors du monde savant.

Dans le précis qu'ils donnent de l'histoire de Suede depuis Gustave Vasa, ils s'étendent fort au long sur le regne de Gustave III, dernier roi, dont ils font un grand éloge. C'est ici que se décelent plus ouvertement et leurs opinions et leurs principes. Ils vantent beaucoup la révolution de 1772 qui suffirait seule, disent-ils, pour l'illustrer, quoiqu'elle n'ait servi qu'à accroître le pouvoir royal. A l'affectation qu'ils mettent à rappeller l'extrême familiarité dont a usé le roi envers eux, et à cette expression qui leur est échappée : *Nous autres gens de cour*; il est aisé de voir que nos deux voyageurs appartiennent à une caste connue par son dévouement à l'autorité absolue. Il n'est donc pas étonnant qu'ils prennent un soin si particulier à justifier toutes les démarches de Gustave, ni qu'ils s'expriment avec si peu de ménagement sur la révolution française, et moins encore qu'ils blâment avec autant d'aigreur la conduite du régent actuel qui ne partage point les opinions du feu roi sur cette même révolution.

Ils ont fait un chapitre particulier sur la mort de Charles XII, dans lequel ils examinent les différentes probabilités sur la cause de cet événement. Après avoir réfuté l'opinion de Voltaire et celle de M. Coxe, ils pensent que Charles XII ne fut point tué devant Frédérieshall par le feu de l'ennemi, mais qu'il a péri sous les coups d'un assassin. Nous laissons aux critiques à discuter ce point d'histoire sur lequel, de l'aveu même des voyageurs, il est difficile d'avoir des renseignemens certains.

Deux volumes sont consacrés à la Russie. L'un contient la description des principales villes et ports, et des objets relatifs aux établissemens publics, à l'état des arts et des sciences, fabriques, manufactures, arsenaux,

Digitized by Google

hôpitaux, banques, etc. L'autre traite du gouvernement, des lois, des mœurs, du commerce et de la partie historique de cet empire créé par le génie de Pierre Ier.

Si l'on s'en rapportait aux gazettes, on évaluerait à plus de 500 mille hommes les forces de l'empire russe, et l'on serait très-mal instruit. Les armées de cette puissance n'iront jamais au-delà de 250 mille hommes, tant à pied qu'à cheval; c'est-là le plus grand effort qu'elle puisse faire. Les troupes irrégulieres et les bataillons de garnison ne sont point compris dans ce calcul.

On a dans tous les tems cité le soldat français pour l'impétuosité de son premier choc; on cite encore le soldat espagnol pour la sobriété, la patience; l'Allemand, pour la subordination, la tranquillité, le flegme au milieu des dangers. Le soldat russe, disent les voyageurs, réunit toutes ces qualités; ils en attribuent la cause, 1°. à l'état d'esclavage qui fait que le Russe en naissant apprend qu'il a un maître dont la volonté sera toujours une loi pour lui; 2°. à la religion. Les paysans russes croient pour la plupart à la prédestination; 3°. à l'habitude où ils sont dès l'enfance à se nourrir de mauvais pain et de légumes souvent crus. Si les vivres manquent dans le camp, on proclame un jeûne de deux ou trois jours ordonné par le souverain; l'armée s'y soumet sans murmure *puisque Dieu et le Czar le veulent*; 4°. à l'espoir du pillage qu'on ne peut jamais empêcher, et sur-tout à la certitude où est le soldat de trouver la mort derriere lui, s'il était tenté de manquer à son devoir. Les officiers et bas-officiers qui sont en grand nombre sont derriere les rangs, et n'ont d'autre occupation dans un jour d'action, que d'empêcher le soldat de reculer, ou de le tuer s'il est sourd à leurs ordres.

Les voyageurs citent une anecdote qui prouve jusqu'à quel point le soldat russe est soumis à l'obéissance et à la discipline. « Le 22 septembre 1777, il y eut à Pétersbourg une inondation subite, fort considérable: l'impératrice voyant de son balcon que l'eau gagnait la sentinelle placée devant le palais, lui cria de se retirer en dedans; elle n'en voulut rien faire: la souveraine lui demanda s'il la connaissait: le soldat répondit qu'oui, qu'elle était l'impératrice, mais que son caporal seul pouvait le relever. L'eau gagnait toujours, et la senti-

Digitized by Google

nelle en avait jusqu'à mi-jambe : l'impératrice lui envoya plusieurs adjudans : tout fut inutile : il fallut aller chercher le caporal, qu'on trouva *juché* à six pieds de terre dans le corps-de-garde, et qui fut obligé de venir presqu'à la nage relever son soldat, qui n'ayant plus que la tête et les épaules hors de l'eau allait se noyer tranquillement, malgré l'ordre formel et répété de sa souveraine. Une sentinelle française ou suédoise aurait obéi sans attendre son caporal, et aurait cru faire son devoir, comme le Russe a cru faire le sien. »

Cependant ces qualités si fort vantées dans le soldat russe par nos voyageurs, que sont-elles autre chose que des êtres passifs et des automates qui reçoivent ou donnent la mort comme on fait un exercice. Tant que la valeur ne s'épuise pas dans le caractere national, dans l'estime de soi-même et dans le sentiment de sa liberté, elle est privée de son aiguillon le plus pressant. Ce qui le prouve, c'est que les voyageurs conviennent que les Suédois ont presque toujours battu les Russes, même en nombre inférieur. Aussi les officiers russes, qui n'ont ni les préjugés superstitieux du soldat, ni les habitudes de la servitude, sont-ils très-mauvais, de l'aveu des deux voyageurs. Rarement les voit-on à la tête de leurs troupes, et en plusieurs occasions les compagnies ont marché à l'ennemi sans eux, notamment à Ismaïl.

Quant a la cavalerie russe elle est détestable : les Cosaques seuls sont une excellente troupe légere, mais la cavalerie pesante est très-mal montée, et ne sait aucune manœuvre. Un régiment qui voudrait charger occuperait en un instant toute la plaine. Les Cosaques sont les seuls en état de faire une reconnaissance ; elles sont inconnues dans les armées russes ; aussi ont-elles été surprises plusieurs fois en totalité ou en partie.

La marine russe, suivant les deux voyageurs, est encore dans l'enfance, si on la compare à celle des Anglais, à la nôtre depuis 1777 jusqu'en 1789, même à celle des Danois. Elle paraît formidable par le nombre de vaisseaux de toute grandeur, et le serait en effet si les Russes n'étaient pas reculés dans cette partie, comme ils le sont dans beaucoup d'autres. Le courage ne suffit pas sur mer : les Anglais nous le prouvent depuis deux ans ; car si nous leur avons prouvé que sur terre nous en avions au moins autant qu'eux, ils nous démontrent à leur tour que sur mer ils en savent davantage.

Digitized by Google

L'état de la marine en 1791 comprenait 50 vaisseaux de ligne et 26 frégates.

L'étendue de l'empire russe est prodigieuse ; elle comprend environ la septieme partie des terres connues du globe (et non la cinquieme comme le prétend M. Lévêque). La Russie serait trop vaste pour être régie par les mêmes lois, si le défaut de population ne la faisait rentrer dans la classe commune des empires aussi peuplés, mais moins étendus. S'il était possible qu'un jour cet immense pays nourrisse une masse d'hommes, proportionnée au terrein qu'il occupe, il se diviserait bientôt. Les voyageurs pensent qu'il est de l'intérêt de la Russie de diminuer ses possessions, en augmentant sa population, et sur-tout de renoncer à de vaines conquêtes. Selon eux, la population ne s'éleve qu'à 21 millions d'ames.

Le gouvernement de Russie est purement despotique : il l'est autant que les états de l'Orient, et la Russie est beaucoup plutôt un empire asiatique qu'européen. La volonté du souverain est la loi suprême ; le peuple accoutumé au joug change de maître sans s'en apercevoir ; c'est ce qui rend les révolutions si faciles. Depuis Pierre Ier. les gardes ont placé sur le trône trois impératrices qui n'y étaient pas appellées. Cependant au centre de cet état despotique, rien de plus libre que Moskou, du moins quant aux seigneurs. Le peuple ne participe point à cette liberté ; mais ce n'est pas le despotisme du souverain qu'il ne connaît pas qui l'écrase, c'est celui des nobles ; et voilà ce qui constitue le vice affreux du gouvernement. Les européens russes réunissent au pouvoir temporel la puissance ecclésiastique, et c'est encore une des causes de cette vénération profonde des Russes pour leur souverain ; ils le regardent comme l'image de Dieu sur la terre.

La peine de mort n'existe plus en Russie que pour les crimes de haute trahison. Cette suppression a donné aux lois pénales une apparence d'humanité que l'on a beaucoup trop vantée. Ce que les voyageurs disent de l'exil en Sybérie, et sur-tout du supplice de knout, doit suffire pour en convaincre. On peut en juger par le récit qu'ils font d'une exécution de ce genre dont ils ont été témoins.

On est venu prendre le criminel à l'hôtel de la police, vers les dix heures : on l'a couché sur un traîneau ; il était escorté par une cinquantaine d'hommes des troupes

Digitized by Google

de la police, armés de fusils sans bayonnettes, et de six Cosaques à cheval, le sabre au côté, armés de leur lance, tenant à la main un petit fouet : il y avait encore plusieurs hommes de la police avec des bâtons ; un seul officier à cheval : arrivé au lieu du supplice, place de Neuski, le criminel, qui l'avait déja enduré deux fois, s'est disposé de lui-même à le subir de nouveau ; il a ôté sa chemise, s'est passé une courroie autour du cou, et s'est placé dans la posture qu'il connaissait déja, et que voici : on attache avec une courroie les pieds du patient contre une piece de bois qui est échancrée par le haut, de maniere à y pouvoir emboîter le cou et les bras. Autour du cou passe une courroie qui attache en même tems les bras ensemble, un peu au-dessus des poignets : elle aboutit à un anneau de fer qui est au bas de la piece de bois, et correspond à celui qui est de l'autre côté, où sont attachés les pieds : dans cette posture l'homme tend forcément le dos, et ne peut remuer. Ces apprêts finis, on a fait lecture de la sentence, pendant laquelle tout le monde a ôté son chapeau (on peut voir dans M. Coxe, la description du fouet appellé knout : elle est exacte). Le bourreau s'est mis en veste, s'est éloigné du patient d'environ six pieds, et a commencé ses fonctions sans jamais quitter sa place, quoique plusieurs voyageurs le fassent avancer et reculer continuellement : entre chaque coup il y a toujours eu une intervalle de plus de six secondes, et tous les dix ou quinze coups on a changé la mêche du fouet, que le sang et l'humidité de la terre rendaient trop molle : on avait cependant pris la précaution d'étendre une natte à l'endroit où l'extrémité du fouet touchait la terre, pour qu'elle conservât plus long-tems sa dureté et son élasticité. Les premiers coups ont fait jetter quelques cris au patient, après quoi on n'a rien entendu. Au bout d'une heure et demie, pendant lequel tems le criminel avait reçu 370 coups, on a cessé : l'ordre a été signifié par un officier de police qui se promenait autour du criminel : pendant l'exécution il a détaché à plusieurs reprises un bas officier pour lui parler ; il nous a semblé qu'il n'avait jamais répondu : nous avons su ensuite qu'on lui demandait s'il était repentant. Le criminel étant détaché, le valet du bourreau a pris ce malheureux par les cheveux, et en même tems le bourreau lui a appliqué sur le front une machine garnie de pointes de fer, qu'il a fait entrer

Digitized by Google

en frappant quelques coups de la paume de la main sur le manche de cet instrument : cela fait, il a pris de la poudre à canon, et en a frotté avec force la partie marquée : il a répété la même opération sur les deux joues, ensuite il lui a enfoncé dans les narines une tenaille tranchante et pointue, et les a ainsi déchirées en deux. Malgré cette terrible exécution, le criminel se tenait encore debout sans aide ; on lui a remis sa chemise, on l'a couché dans le traîneau qui l'avait amené, et on l'a reconduit, couvert, dans les prisons de la police. Il n'est mort que neuf jours après, la gangrene s'étant mise dans ses plaies, faute de secours : nous le tenons d'un homme, qui a visité les prisons dans ce tems-là, qui l'a vu, la veille de sa mort, couché sur un lit de *bois nud*, vêtu seulement de la ceinture en bas ; ayant le dos à découvert, ses plaies envenimées faute de pansement : le criminel dit même à celui de qui nous tenons ces détails, que si on le saignait, il en reviendrait. Le geolier, interrogé là-dessus, répondit qu'il était défendu de lui donner aucun secours. Ce n'est donc pas à tort que nous taxons d'inhumanité, de barbarie, cette loi qui supprime la peine de mort, pour livrer un malheureux à un supplice horrible, et le faire mourir mille fois :

La maniere dont on faisait la police pendant cette exécution est trop singuliere pour n'en pas faire mention : du moment que la foule pressait un peu trop le cercle autour du patient, des gens armés de bâtons, frappaient sur tout le monde indistictement. Les Cosaques frappaient aussi avec leurs fouets, sans distinction, sur tout ce qui se trouvait à leur portée : ils poussaient leurs petits chevaux avec une adresse singuliere, vers les endroits où la presse était la plus forte. Nous ne concevons pas comment il n'est pas arrivé d'accidens, ou comment personne n'a été tenté de témoigner son mécontentement. Il faut être bien sûr d'un peuple pour en agir ainsi avec lui. Nous n'avons remarqué sur les visages que deux sentimens bien prononcés : dans le plus grand nombre, une espece de gaieté qui tenait peut-être à ce qu'ils regardaient ce qui se passait, comme un spectacle auquel ils n'étaient pas fâchés d'assister. Dans le reste, une indifférence, une apathie, également éloignées de l'effroi et de la pitié.

(*La suite au prochain numéro.*)

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

TURQUIE.

De Constantinople, le 25 septembre.

La croisiere du capitan-pacha dans les eaux de l'Archipel n'a pas eu un succès merveilleux, puisqu'il n'en a ramené ici qu'une seule prise malhaise, et que sans doute les corsaires de la religion vont intercepter de plus belle la navigation, qui seule peut assurer parfaitement les subsistances de cette capitale. Mais, d'un autre côté, on espere que le retour de cet amiral servira à comprimer la jalousie haineuse qui souleve les janissaires contre les nouvelles troupes de la Porte, et qui a donné déja tant d'ombrage à notre repos et à notre tranquillité.

La peste continue ses ravages; il est probable que la rareté des vivres et leur mauvaise qualité contribuent beaucoup à donner plus de force à ce fleau destructeur. — Le baron de Heilpsch, chargé des affaires de Danemarck, et le drogman de la mission d'Espagne, de même que d'autres membres du corps diplomatique, ont quitté le séjour de Bujukdéré, où le charbon pestilentiel a fait périr plusieurs de leurs gens.

Deux bâtimens suédois arrivés ici ont été achetés par le gouvernement. La Porte, à ce que l'on dit, veut s'en servir pour bâtimens de transport, et en faire construire d'autres sur le même modele.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 20 Novembre.

Les Impériaux continuent de faire de grands efforts contre les Républicains, et le succès couronne l'intrépidité avec laquelle ils se présentent journellement aux combats. On en trouvera la preuve dans les rapports officiels qui vont suivre, si toutefois l'on peut se persuader sans hésitation que la vérité y est parfaitement respectée, et que l'exagération n'y entre pour rien.

Bulletin officiel des opérations de l'armée impériale et royale aux ordres du comte de Clairfayt. — Frankental, le 15 novembre.

« Le 11, le général ennemi Marceau, avec l'avant-garde

Digitized by Google

du général Jourdan, attaqua les avant-postes du lieutenant-général baron de Bruglach, sur la Nahe en avant de Kreutznach, et les réplia sur la rive droite de cette rivière. Le maréchal de Clerfayt détacha aussi-tôt le rhingrave de Salm, général-major du cercle de Franconie, qui, parti du camp de Barthenheim, vola à Kreutznach, emporta cette ville à la bayonnette, prit un canon à l'ennemi qui fut repoussé vers le point d'où il était venu, et prit poste de nouveau sur les hauteurs de l'autre côté de la Nahe. La conduite intelligente et courageuse du rhingrave dans cette occasion l'a rendu digne des graces de sa majesté l'empereur. — Le général-major prince de Hohenlohe fut également attaqué à Stromberg et recule jusqu'à Bingen; mais les dragons de Waldeck ayant taillé en pieces près de 400 ennemis, ceux-ci se replierent et furent poursuivis dans leur retraite par le prince de Hohenlohe, qui leur prit aussi une piece de canon.

» Le 12, l'ennemi, avec beaucoup de troupes et 30 bouches à feu, attaqua Frankenthal si impétuensement, qu'il pénétra dans la ville avant qu'il fût possible de porter le moindre secours à la garnison. Le capitaine Pletzger, du régiment de Mack, dès qu'il en eut avis, et sans attendre aucun ordre, fondit avec son escadron sur l'infanterie ennemie, qui s'était déja portée en avant de la ville : l'attaque qu'il fit avec une résolution au-dessus de tout éloge, donna aux grenadiers de Weidenfeld le tems de se rendre maîtres de la porte. L'ennemi fut contraint à prendre la fuite et à mettre bas les armes. Les hussards de Wurmser et les chevaux légers de Lobkowitz l'ayant aussi chargé avec succès, sa perte fut d'environ 1500 hommes, parmi lesquels se trouvent un colonel, un adjudant-général, plusieurs officiers et 300 soldats faits prisonniers. — Le major Williams s'offrit à rompre le pont de Manheim : il s'y porta avec trois pontons et quelques volontaires; il en arracha quinze pontons qu'il amena à Worms. L'ennemi resta stupéfait de la hardiesse de cette entreprise; et comme il se mit incontinent à la reconstruction de son pont, le major Williams retourna aussi sur-le-champ à la charge et eut le même succès. »

Du 16. « Anssi-tôt qu'on fut informé de l'heureuse issue du combat de Kreutznach, et de la retraite de Jourdan, que l'échec donné à Pichegru le 10 concourut encore à déterminer, il n'y eut plus de raison de craindre pour la droite de l'armée, et le maréchal résolut d'attaquer celle de l'ennemi dans la nouvelle position prise par elle depuis Oggersheim, le long du canal de Frankenthal, jusqu'à Durkheim. Le feld-maréchal-lieutenant Latour fut chargé d'emporter les villages d'Oppan et de Frisenheim, la ville d'Oggersheim, et les villages de Flammersheim et d'Eipstein; il s'en acquitta

Digitized by Google

parfaitement, chassa l'ennemi de tous ces postes, et lui enleva six pieces de canon. — Une seconde colonne devait attaquer Lamsheim, et une troisieme Weisenheim, tandis que la gauche de l'ennemi serait menacée par un mouvement du côté de Durkheim. — Les débouchés sur tous ces points d'attaque étaient excessivement peu praticables : outre des marais, des canaux, des ruisseaux et des fossés à passer ou à franchir, ils étaient dominés par les batteries de l'ennemi. Néanmoins l'entreprise réussit, en dépit de la plus vigoureuse résistance ; et nous aurions remporté une victoire encore plus éclatante, si les obstacles qui se trouvaient entre l'ennemi et nous n'eussent pas été si insurmontables. Au reste, les suites ont été les mêmes relativement au but que nous nous y proposions. Le général Latour trouva dans Oggersheim un dépôt considérable de munitions ; et dès que la ville fut en notre pouvoir, ainsi que Friesenheim, un gros détachement fut envoyé vers le fort du Rhin qui se trouva évacué.

» Les deux bataillons wallons de Murray et de Beaulieu, avec une division de Lascy, ont attaqué de vive force, sous les ordres du général-major comte Ballie, la petite ville de Lamsheim, entourée d'un mur et d'un fossé, et munie de retranchemens. Après l'avoir emportée, et malgré le feu violent de son artillerie, l'ennemi a été poursuivi ; mais le bataillon de Beaulieu, qui s'y est signalé par son extraordinaire bravoure, y a fait une perte considérable. L'artillerie impériale et royale, aux ordres du général comte de Kollowrath et du major Schulay, a fait à cette occasion tout ce qu'il est possible d'attendre d'un corps aussi excellent.

» Ainsi débusqué de sa position, le général Pichegru, dans la nuit, s'est replié derriere le Rehbach. Il était d'autant plus inutile de songer à le poursuivre, que, pendant tout le combat, la cavalerie n'avait pu parvenir à charger. L'armée a campé sur le champ de bataille, et aujourd'hui elle est sur la hauteur de Mundenheim du côté de Durkheim, ayant ses avant-postes dans la grande proximité du Rehbach.

» La perte de l'ennemi est des plus considérables ; et nous, de notre côté, dans une canonnade de dix heures, et dans les assauts que nous avons livrés, nous avons eu un grand nombre de morts et de blessés.

» L'ennemi voulait, cette nuit, amener vers la rive droite son pont de bateaux de Manheim ; mais il s'est détaché et rompu par accident, et est venu se mettre en notre puissance près de Sandhofen. »

De Carlsruh, le 18 novembre. Hier, toute la journée, mais principalement sur le midi, une canonnade terrible s'est fait

Digitized by Google

entendre sans interruption ; elle ne permettait que rarement de distinguer, au milieu de son grand bruit, celui d'une mousquetterie servie et soutenue avec vivacité. Le fracas venait de la région de Germersheim, et l'on est forcé à croire qu'une vigoureuse attaque s'y est faite contre l'armée de Pichegru.

SUISSE. *De Basle, le 23 novembre.*

Le prince de Gavre, grand maître de la maison de l'archiduc Charles, arriva ici avant-hier, chargé de recevoir la fille de Louis XVI. Cette princesse est actuellement à Belfort, et les personnages contre lesquels elle doit être échangée sont à Fribourg en Brisgaw. On est dans l'idée que l'échange se fera sans aucune cérémonie à la frontière d'Allemagne.

Il se prépare dans notre voisinage beaucoup de fascines qui annoncent une entreprise d'importance ; Condé, avec 7000 émigrés, est toujours à Mulheim, à cinq lieues d'ici. Les Autrichiens, qui regardent ces gens là comme indisciplinables, veulent les incorporer par compagnies dans des régimens impériaux qui leur donneront de bonnes leçons de subordination et d'ordre, ou bien ils les laisseront tenter seuls la fortune. Hier, il courait un bruit qui disait les lignes de Germersheim forcées, mais après un sacrifice de 5000 hommes fait par les Autrichiens à cet objet.

P. S. La fille de Louis XVI est attendue ici pour demain ; elle descendra à l'auberge de la Cigogne, où un quartier est commandé et préparé pour elle. On pense qu'elle passera au moins 24 heures dans nos murs. — L'on attend des nouvelles de Manheim, et l'impatience est grande à ce sujet. Il se fait des paris que la place est encore au pouvoir des Français.

ITALIE.

De Livourne, le 9 novembre. Nous essuyâmes, dans la journée du 3, un ouragan dont la violence extrême aurait fait périr beaucoup de bâtimens, si le courage de nos mariniers n'eût bravé tous les dangers, et porté par-tout les secours les plus prompts et les plus efficaces. Quatorze de ces bâtimens qui étaient à l'ancre avaient été jetés à terre ; un gros navire anglais avait éprouvé le même sort ; nos braves eurent arracher tout cela à une perte qui paraissait certaine.

L'amiral Hotham a remis à l'amiral Parker le commandement de la flotte anglaise de la Méditerranée. Cet amiral Parker est arrivé depuis peu d'Angleterre, d'où il a amené six vaisseaux de ligne, pour renforcer la flotte dont il a le commandement *ad interim*, et qui demain fera voile de ce port. Les trois navires napolitains mettront en mer en même-tems ; mais ce sera pour s'en retourner à Naples, où ils emporteront tous les navires de leur nation qui sont par ici.

Digitized by Google

On ne peut pas dire que les troubles du royaume de Sardaigne soient absolument appaisés, puisqu'il y a encore quelque bruit sourd qui trahit l'agitation de certains individus dévorés d'inquiétude; cependant on voit que les esprits y tendent généralement vers une réconciliation, qui pourra ne pas être fort éloignée.

Nos négocians qui, en leur qualité d'assureurs d'une grande partie de la flotte marchande des Anglais dans la Méditerranée, prenaient tout naturellement un intérêt fort vif au sort de cette flotte, n'avaient pas appris sans grande et douloureuse émotion, que les Français l'avaient rencontrée, attaquée, prise ou détruite. Les premieres nouvelles disaient cela de l'événement; mais elles se sont trouvées exagérées: les lettres reçues postérieurement ont réduit à 38 voiles marchandes et au vaisseau de ligne, le *Censeur*, la capture faite par les six vaisseaux de ligne et les six frégates qui composaient l'escadre française. Il faut toutefois observer, qu'indépendamment de cet avantage remporté par l'escadre, divers corsaires français ont encore pris sur le commerce anglais 17 bâtimens, chargés de morue pour les différens ports d'Italie. Cela y a rendu la morue fort rare et fort chere.

Les Anglais ont formé à l'isle de Corse trois bataillons nationaux à haute paye; les places d'officiers y ont été données à des personnes de distinction. On prétend que, depuis le départ de Paoli, qui, comme on sait, a été appelé à Londres, tout est parfaitement tranquille dans le pays qu'il a quitté, et que sans doute il ne reverra plus.

Les lettres de Madrid disaient, il y a quelque tems, que les émigrés français, tant ecclésiastiques que laïcs, se munissaient de passe-ports, et allaient s'embarquer au Férol et à la Corogne, pour passer en Bretagne. L'on nous écrit de Cadix que tous les régimens d'émigrés sont supprimés, et que les individus ont la faculté de prendre service, s'ils le veulent, dans les Gardes-Wallonnes. On ajoute à cela que quinze vaisseaux espagnols doivent partir avant peu, avec dix-sept vaisseaux français, pour l'île de Saint-Domingue.

De Gênes, le 12 *novembre.* Depuis plusieurs jours, le lieutenant colonel Tanferet, du Corps-franc, était ici avec bon nombre de Français à ses ordres. Dans la nuit du 10, il marcha avec son monde à Voltrée, à 10 milles de Gênes, où les Autrichiens avaient des magasins, dont il s'empara après avoir fait prisonniers 14 hommes qui en avaient la garde. Avec les magasins, il enleva deux caisses où s'est trouvée, en numéraire métallique, une somme de plus de 200,000 liv. Hier, ces Français mirent à terre deux pieces d'artillerie et des munitions, avec lesquelles ils retournerent prendre poste sur deux hauteurs d'où ils pourront incommoder les Autrichiens; mais en même-tems, et pour plus grande sûreté, ils ont trans-

Digitized by Google

porter en ville tout ce qui est tombé en leur pouvoir. D'un autre côté, ils ont grand soin de se fortifier de leur mieux sur les points qu'ils occupent, et l'on dit que de la riviere il va arriver diverses tartanes avec des troupes de débarquement destinées à renforcer le lieutenant-colonel Tauferer.

Ce matin, le même détachement doit avoir encore enlevé d'autres magasins autrichiens, ainsi que celui à sel que le roi de Sardaigne avait à Saint-Pierre-d'Arena.

On écrit de Vintimille que les Français fortifient extraordinairement le littoral d'Albenga, et nous apprenons de Nice que 32 tartanes en sont parties pour Albenga, où elles portent des munitions de toute espece.

A la requisition du représentant français, notre commissaire-général à Saint-Remo a rendu une proclamation portant : Que les communautés accorderont aux officiers français toutes les bêtes de somme qu'ils leur demanderont. Les provisions ne manquent nullement aux Français, mais bien les moyens de les transporter d'un lieu à un autre. Ils paient très-grassement les propriétaires et les conducteurs des bêtes de somme qui leur sont fournies.

ANGLETERRE. *De Londres, le 22 Novembre* 1795.

PROCLAMATION.

« Georges, roi. Comme, le 29e. jour de ce mois d'octobre, plusieurs personnes qui s'étaient assemblées séditieusement, et se tenaient en divers endroits de notre ville de Westminster, se sont rendues coupables d'excès téméraires et souverainement criminels contre la paix publique, au grand péril de notre personne royale, et dans la vue d'intercepter notre arrivée au parlement ou d'en interrompre le retour ; nous ordonnons par la présente, de l'avis de notre conseil intime, et en conséquence de l'adresse des deux chambres du parlement, à tous les magistrats et à tous nos autres chers sujets, de se donner toutes les peines possibles à l'effet de découvrir les auteurs, fauteurs et complices de ces excès, et de les mettre en détention, pour qu'il soit procédé contr'eux conformément à la loi. Nous promettons à la personne ou aux personnes (à l'exception de celles qui auraient commis des actes par lesquels notre personne a été immédiatement exposée au danger) qui donneront des renseignemens suffisans pour faire mettre en état d'arrestation, et punir avec justice l'un ou l'autre des auteurs, fauteurs et complices, une récompense de 1000 liv. sterling, etc.

Extrait du bill relatif aux moyens de garantir la personne du roi et le gouvernement de toutes entreprises et manœuvres séditieuses et de trahison.

« Quiconque dans le délai de se rendrait cou-

Digitized by Google

pable de manœuvres qui tendraient à mettre en danger ou à menacer la vie du roi ou sa liberté, à susciter contre lui des germes de guerre interne ou externe, qui provoquerait à l'envahissement de l'Angleterre par l'étranger, qui, par des discours imprimés ou manuscrits, des déclamations ou des propos, ou des conseils perfides, manifestés d'une maniere plus ou moins prononcée, ferait décéler chez lui de semblables intentions, serait poursuivi comme traître à la patrie et puni de mort comme pour crime de haute trahison.

» Tout individu ou tous individus qui, dans cette partie de la Grande-Bretagne qu'on appelle Angleterre, et dans le delai de pendant la vie de sa majesté et jusqu'à la fin de la cession du parlement qui aurait lieu à la suite d'une mutation dans la couronne, donnerait à entendre, publierait, mettrait en usage ou exprimerait dans les intentions perfides, par la voie de la plume, de la presse, de la tribune, ou de toute autre manifestation sensible, aucun mot, aucune sentence, chose ou choses qui tendissent à exciter dans le peuple la haine ou l'indifférence à l'égard de la personne de sa majesté, de ses hoirs ou successeurs du gouvernement existant, ou de la constitution du royaume; et en serait convaincu, serait puni de la peine affligée aux perturbateurs de l'ordre public, et en cas de récidive, banni pour sept ans.

» Les délits ci-dessus mentionnés, autres néanmoins que ceux de haute trahison, ne pourront être poursuivis que par ordre exprès de sa majesté ou de son conseil privé, adressé au procureur-général; il ne sera point infligé de peine si la poursuite n'a lieu dans le mois, et le jugement aux assises qui suivront, *etc*; deux témoins dignes de foi, confrontés avec l'accusé, suffiront pour l'accusation, *etc.*

» Il n'est point dérogé par cet acte à la juste et ancienne liberté qu'a tout membre des deux chambres du parlement, d'exprimer son opinion lors des débats qui y ont lieu relativement aux changemens et modifications de lois anciennes ou nouvelles, ou aux réformes d'état; ils en jouiront comme auparavant. »

Ce bill a fait, pendant plusieurs séances, la matiere de longs débats dans la chambre des pairs; quelques-uns, en petit nombre, l'ont combattu avec vivacité; mais la majorité, habituée à regarder l'extension de la prérogative royale comme une chose avantageuse, a crû devoir consentir à l'ajournement et l'impression de ce bill.

Errata. C'était la proclamation du roi que nous annoncions dans le numéro 14, et que nous n'avions pu donner faute de place.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Chenier.

Séance de sextidi, 6 *Frimaire.*

A l'ouverture de la séance, chaque membre tire d'une urne le numéro qui doit déterminer sa place dans la salle.

Un membre observe que ceux à qui les places des extrémités sont échues ne pourront entendre l'orateur. Il demande le retrécissement de la salle, et que provisoirement ils aient la faculté de se rapprocher du bureau. (Adopté.)

Fermont, au nom de la commisssion des finances, déclare qu'il est important de fournir au gouvernement les ressources suffisantes pour pousser la guerre avec vigueur. Il soumet à la délibération un projet de résolution que le conseil adopte dans les termes suivans, après avoir déclaré l'urgence.

1°. Le Directoire exécutif est chargé de faire vendre le mobilier de la République, et d'en faire verser le montant à la trésorerie nationale. Ne seront pas compris dans cette disposition les effets nécessaires au service de la guerre, de la marine, ou aux services publics, déterminés par la constitution et les lois.

2°. Tous immeubles, autres que les fonds appartenans à la République, seront cédulés, et après la distraction des deux milliards consacrés au retirement des assignats et aux défenseurs de la patrie, le surplus des cédules sera versé à la trésorerie nationale.

3°. Le Directoire pourra faire vendre tout ou partie des coupes extraordinaires des forêts nationales et engager le revenu desdites forêts pour sûreté des avances de fonds ou crédits qui seront faits au trésor public. Les exploitations se feront par assignations; les lois sur l'aménagement et la conservation des forêts seront ponctuellement exécutées.

4°. Le Directoire provoquera et recevra les propositions des sociétés de banque de commerce qui pourront aider de leurs fonds le trésor public, et il est autorisé à traiter avec elles et à engager une partie des cédules excédant les deux milliards en réserve.

L'organe de la commission formée pour faire un rapport sur une question du Directoire exécutif, présente le projet de résolution

résolution suivant, que le conseil adopte, après avoir déclaré l'urgence.

« La fixation en assignats, à défaut de grains, de l'équivalent tant de la contribution foncière en nature que de la portion due au propriétaire, sera faite sur le prix moyen des achats faits par les agens et au nom du gouvernement, en fructidor et en vendémiaire, combiné avec celui des mercuriales dans les départemens pendant ces deux mois. Il est dérogé à cet égard à la loi du 2 thermidor. Le Directoire exécutif prendra les mesures nécessaires pour rétablir le terme moyen. Le résultat de ses opérations sera imprimé et affiché. »

Conseil des Anciens.

Présidence de Tronchet.

Le conseil reçoit communication d'une résolution qui annulle un arrêté du comité de salut public du 10 brumaire, an III. Cet arrêté adjuge au citoyen Fabre, chimiste, le mobilier de la maison dépendante de la terre de Chezy.

Coren-Fustier observe que le domaine de Chezy a été vendu par deux décrets successifs, au citoyen Fabre, qui en a payé le prix suivant une estimation rigoureuse par experts. Ce citoyen s'engageait à établir sur ce domaine une grande nitriere, et à instruire vingt enfans des défenseurs de la patrie, de son procédé pour la fabrication du nitre. Il avait tout préparé pour cette entreprise, lorsqu'un administrateur du district dans l'arrondissement duquel est située la terre de Chezy, dénonça la vente comme frauduleuse, et fit suspendre ainsi tous les travaux du citoyen Fabre. Cet administrateur a été nommé député, et c'est lui qui provoqua hier, au conseil des Cinq-cents, la résolution sur laquelle il s'agit de prononcer.

Coren-Fustier, qui a eu occasion de connaître tous les détails de cette affaire, parce qu'elle occupa long-tems le comité des finances dont il était membre, pense que le conseil ne peut déposséder un homme qui a acquis dans toutes les formes. Il demande en conséquence le rejet de la résolution.

On demande de toutes parts que la résolution soit mise aux voix.

Lacuée s'y oppose; il s'écrie que le conseil ne connaît ni les arrêtés, ni les décrets qui ont mis le citoyen Fabre en possession de la terre de Chezy. Il demande qu'il soit nommé une commission pour examiner l'affaire.

On répond à Lacuée qu'il ne s'agit pas de prononcer sur le fond, puisque le conseil des Cinq-cents doit prendre une résolution ultérieure, d'après le rapport d'une commission; mais qu'il s'agit de casser un arrêté qui a rendu le citoyen

Digitized by Google

Fabre propriétaire d'un mobilier précieux, au mépris de la loi qui a sequestré le mobilier et en a suspendu la vente.

Le conseil passe à l'ordre du jour.

Un messager d'état apporte trois résolutions prises hier par le conseil des Cinq-cents. Un secrétaire donne lecture de la premiere de ces résolutions qui forment le nouveau plan de finances.

Un membre demande que l'urgence soit reconnue.

Le conseil reconnait l'urgence.

On réclame l'ajournement de la discussion.

Plusieurs sont d'avis qu'il faut entendre la lecture des trois résolutions avant de prononcer l'ajournement.

On donne cette lecture, et sur chaque résolution, le conseil reconnait l'urgence, prononce l'ajournement, et ordonne l'impression.

Goupilleau (de Fontenai) demande qu'une commission de cinq membres soit nommée pour examiner ce nouveau système de finances, et en faire le rapport le lendemain de la distribution.

Un membre observe que le conseil ne peut pas assigner un terme fixe pour ce rapport, le conseil des Cinq-cents s'occupant aujourd'hui de prendre une quatrieme résolution qui doit completter le système, et qu'il faudra que la commission proposée examine et compare avec les trois autres, afin de porter un jugement sur l'ensemble.

Le conseil décrete qu'il sera nommé, sur la présentation du bureau, une commission de cinq membres, pour faire un rapport sur le nouveau plan.

Le bureau propose et le conseil nomme pour former cette commission, les citoyens Lebrun, Cochon, Lecoulteux-de-Canteleu, Lafond-Ladebat et Vernier.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de septidi, 7 Frimaire.

Beffroy fait adopter une résolution en ces termes : La fixation en assignats, à défaut de grains, de l'équivalent de la contribution en nature, sera faite sur le prix moyen des grains dans les achats faits par le gouvernement pendant les mois de fructidor et de vendémiaire, combiné avec le prix des mercuriales pendant ces deux mois.

Après avoir fait abolir la taxe de guerre, établie par la Convention nationale, Girand, rapporteur de la commission des finances, a proposé d'en établir une nouvelle qui portera le même nom, mais dont les bâses et les proportions doivent être en harmonie avec le nouveau système.

On a combattu la rédaction de ce projet que la commission examinera de nouveau.

Digitized by Google

Fermond demande que la commission des cinq, chargée de reviser la loi du 12 floréal sur les droits successifs des parens d'émigrés, s'occupe aussi des moyens de faire obtenir la radiation définitive de la liste des émigrés, aux citoyens qui se sont pourvus dans les tems prescrits.

Cette motion est adoptée.

Treilhard, au nom de la commission chargée de présenter un rapport sur le mode de remplacement des fonctionnaires publics, rend compte de son travail. Il divise le message du Directoire à ce sujet en trois parties.

1°. Quel sera le mode de remplacement des juges civils démissionnaires ou obligés de se retirer?

2°. Par qui les juges de paix non nommés le seront-ils?

3°. Qui nommera les municipalités non organisées?

La commission a pensé que ces nominations devaient être attribuées provisoirement, et jusques aux élections prochaines, au Directoire exécutif; et que les assemblées communales devaient être convoquées pour nommer les agens et adjoints qui doivent former les municipalités de canton, dans les communes au dessous de cinq mille ames.

On demande que la déclaration d'urgence soit mise aux voix. Mais le conseil ordonne l'impression et l'ajournement de la discussion sur le projet de résolution, 24 heures après la distribution.

On procede à l'appel nominal pour la formation de la commission demandée par Chazal.

Le Directoire exécutif, en conformité de l'art. CLXXXVIII de la constitution, qui porte que le Corps législatif peut seul prononcer sur la validité des opérations des assemblées primaires, consulte le conseil sur les difficultés qui se sont élevées dans le sein de plusieurs de ces assemblées, et les irrégularités que présentent quelques-unes de leurs opérations.

Conseil des Anciens.

Le conseil des Cinq-cents envoie deux résolutions; toutes deux précédées de la déclaration d'urgence.

L'une porte que les rentiers et pensionnaires de l'état seront payés, pour l'année courante, dans la proportion de dix pour un. La seconde ordonne que les contributions directes et indirectes seront faites en numéraire ou en assignats au cours.

Le conseil reconnaît l'urgence de ces deux résolutions, en ordonne l'impression et le renvoi à la commission des finances créée hier.

Digitized by Google

Conseil des Cinq-cents.

Séance d'octidi, 8 Frimaire.

La commission chargée d'examiner le message du Directoire, relativement aux citoyens qui sont détenus dans les départemens où la loi d'amnistie n'a pu être publiée, fait son rapport et propose la résolution suivante :

1°. La loi du 4 brumaire dernier qui abolit les procédures pour faits révolutionnaires sera applicable aux citoyens qui sont détenus dans les départemens insurgés, et qui se trouvent dans les cas prévus par cette loi ;

2°. Sont exceptés de cette application les individus détenus pour cause de rebellion et ceux connus sous le nom de chouans. Ce projet est adopté avec urgence.

Sur la proposition de Fermond, le conseil ajoute à cette résolution que la loi du 4 brumaire sera applicable aussi pour les délits qui ne sont point caractérisés dans le code pénal.

Giraud, organe de la commission des finances, présente un projet de résolution pour accélérer la circulation des pieces métalliques frappées du type républicain. Ce projet est adopté : il charge l'agence des monnaies d'accélérer, sous la surveillance du Directoire exécutif, la fabrication des pieces d'or et d'argent : tout citoyen, possesseur de matieres d'or et d'argent, pourra les échanger contre cette monnaie pour la même valeur.

Le même rapporteur dit : Votre commission des finances s'est convaincue que la question sur le remboursement des stipulations entre particuliers, quant aux capitaux, n'était pas de son ressort, mais que c'était un point de législation important, qui appartient à la commission de la classification des lois. Déja notre collegue Bézard a un travail très-avancé à ce sujet, et nous vous proposons de renvoyer à cette commission le fonds de la question sur le remboursement des capitaux. Nous ne vous proposerons que des mesures relatives à l'acquittement des rentes, dans la proportion de ce que vous avez statué pour le paiement des arrérages des rentes dues par l'état.

Il présente le projet de résolution suivant :

« Tous arrérages ou intérêts dus à quelque titre que ce soit; ceux des baux à ferme, pour la partie qui n'est pas payable en nature, et à loyer même des maisons d'habitation, dont le titre est antérieur au 1er. janvier 1792, seront payés pour le terme courant en assignats dans la proportion de dix pour un. Les termes suivans seront payés en numéraire ou en assignats au cours. Il sera libre aux locataires des maisons d'habitation de résilier leurs baux, en prévenant les propriétaires dans le délai de six mois.

Digitized by Google

„ Tous les intérêts des engagemens postérieurs à cette époque seront payés dans la proportion suivante : ceux du 1^er. janvier 1792 au 1^er. nivôse an 3, dans la proportion de huit pour un ; ceux du 1^er. nivôse au 1^er. germinal, dans la proportion de six pour un ; ceux du 1^er. germinal au 1^er. messidor, dans la proportion de quatre pour un ; ceux du 1^er. messidor au 1^er. vendémiaire, dans la proportion de deux pour un ; enfin, ceux qui ont été contractés depuis le 1^er. vendémiaire seront payés à leur valeur nominale. „

Impression et ajournement.

Beffroy demande la suspension de tous paiemens et remboursemens, jusqu'à ce que le conseil ait pris un parti sur le projet présenté par Gi[illegible]d. Adopté.

Organe de la commission chargée d'examiner le message du Directoire concernant le paiement de la contribution en nature, Beffroy propose : 1°. de régler le pied de cette contribution d'après le prix des achats de grains faits en fructidor et en vendémiaire, dans l'intérieur, par les agens du gouvernement, combiné avec celui des marchés, suivant les mercuriales des mêmes époques.

2°. De déclarer que tous les paiemens faits sur la contribution en nature, tant au propriétaire qu'à la République, ne seront regardés que comme des à-comptes, et rétablis suivant la base ci-dessus fixée.

Le conseil déclare qu'il y a urgence.

La discussion s'engage sur le projet de résolution : il est renvoyé à un nouvel examen de la commission.

Le Directoire exécutif consulte le conseil sur le nouveau mode qui doit être suivi pour le *visa* des certificats de résidence, dans les communes où il était donné par les assemblées générales de sections.

L'objet de ce message sera discuté demain dans le conseil.

Les cinq membres nommés pour former la commission qui doit reviser la loi du 19 floréal sur les droits successifs des parens d'émigrés sont ; Chasal, Genissieux, Pons (de Verdun), Feral et Gourdan. Ils ont pour adjoints Fermond, Thibaudeau, Daunou, Treilhard et Boissy-d'Anglas.

Conseil des Anciens.

Un secrétaire donne lecture d'une lettre du représentant Poitier, en mission dans le département des Ardennes. Cette contrée, écrit-il, est on ne peut plus tranquille ; pas une seule goutte de sang n'y a coulé ; la paix, si justement desirée par-tout, y regne et semble y être assurée pour toujours. Il termine en assurant ses collegues du desir qu'il a de participer à leurs glorieux travaux.

Le président consulte l'Assemblée sur le cérémonial à em

Digitized by Google

ployer pour la réception des messagers d'état : la constitution, dont il lit un article, dit qu'ils seront introduits dans l'enceinte des séances, jusqu'à la balustrade : regardez vous, a-t-il dit, la porte faisant suite à celle d'entrée, comme la balustrade ? ou croyez-vous que ce soit ce qui sépare les banquettes de l'autre partie de la salle ?

Plusieurs membres voulaient que les messagers fussent introduits jusqu'en face du bureau. D'autres demandent qu'ils ne soient admis que jusqu'à la petite porte qu'ils regardent comme la balustrade.

Cornilleau croit que ce n'est pas au conseil à s'occuper de cet objet ; il desire qu'il passe à l'ordre du jour. Cette proposition est adoptée.

Legrand donne lecture d'une résolution prise par le conseil des Cinq-cents, pour hâter l'exécution de la loi du 4 brumaire, qui annulle toutes les procédures relatives aux faits de la révolution ; elle est approuvée.

Une seconde résolution, relative aux finances, a été renvoyée à l'examen de la commission des cinq.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de nonidi, 9 *Frimaire*.

Pénieres a obtenu la parole pour une motion d'ordre. Après avoir exposé le mal que les journaux, ceux sur-tout livrés à l'esprit de parti, ont fait dans tout le cours de la révolution, il a demandé que le conseil prît un arrêté pour que toute la distribution de journaux aux frais du gouvernement cessât dès aujourd'hui. Pour appuyer sa demande, Pénieres a lu un passage d'un des journaux ainsi distribués (le journal *des Patriotes de* 89,) dans lequel il est dit, que les membres du conseil des Cinq-cents s'occupent des assignats, en financiers, et que ce n'était pas la peine de s'enfermer pendant dix jours.

Cette proposition a entraîné une longue et vive discussion ; d'une part elle a été fortement appuyée ; d'autre part on demandait l'ordre du jour avec non moins de force.

Plusieurs membres parlent dans le bruit.

Faites distribuer le *Messager du soir*, s'écrie Tallien.

Je demande la parole si on persiste pour l'ordre du jour, dit André Dumont.

Le bruit se prolonge ; l'ordre du jour est toujours demandé.

André Dumont monte à la tribune ; il ne conçoit pas qu'on veuille faire distribuer aux frais du gouvernement un journal qui avilit le gouvernement ; il demande qu'on motive l'ordre du jour.

La liberté de la presse, crie une voix ! La liberté de la presse, réplique André Dumont, consiste à imprimer ce qu'on

Digitized by Google

pense, mais non à ce que le gouvernement paie ce qu'on imprime.

Colombelle expose que le gouvernement a dû opposer des journaux patriotes aux feuilles empoisonnées qu'on répandait dans les départemens, et qui pervertissaient tellement l'opinion publique, que dans quelques-uns on se croyait déshonoré par le nom de républicain.

Bion releve cette derniere phrase, échappée, dit-il, par inadvertance au préopinant. La majorité, la presqu'unanimité des Français est sincérement attachée à la constitution. Du reste, l'opinant veut aussi que, par amour de la paix et par économie, on ne fasse plus de distribution de journaux aux frais du gouvernement.

Tallien fait l'éloge des services qu'ont rendus, du courage qu'ont montré les écrivains qui se sont les premiers lancés dans la lice pour ranimer l'esprit public, pour le diriger vers la liberté, quand on inondait les départemens des feuilles de la *Quotidienne* et du *Messager du soir*; aussi ces patriotes, sans la victoire du 13, auraient porté leur tête sur l'échafaud. Richer-Sérisy, qui présidait la commission de la section Lepelletier, les avait mis hors de la loi : leurs écrits fournissent aux représentans les moyens d'entretenir une correspondance utile avec les patriotes de leurs départemens, sans la perte d'un tems que d'autres soins réclament; ces écrits sont nécessaires encore. Tallien demande l'ordre du jour.

On demande que la discussion soit fermée.

Fermond demande la division; il court à la tribune.

Des cris s'élevent de toutes parts : il n'a pas la parole, crie-t-on.

C'est pour la division, dit le président. La question n'est pas complexe, répondent plusieurs membres.

Lesage-Sénault demande la parole.

Génissieux court à la tribune. Le bruit se prolonge.

Fermond veut parler plusieurs fois; on l'interrompt.

Le président met aux voix s'il sera entendu.

Lehardy réclame le réglement.

Génissieux : La parole contre le président.

L'épreuve est faite et paraît douteuse; d'une part on soutient à grands cris qu'il n'y a pas de doute; d'autre part, on veut entendre Fermond; le trouble regne long-tems dans l'Assemblée; le président est prêt à se couvrir.

Enfin on écoute Fermond; il demande que des trois journaux qu'on distribue chaque jour, on ne cesse de distribuer que celui des *Patriotes de 89*.

On demande l'ordre du jour sur le tout; la premiere épreuve paraît douteuse; le bruit recommence; on demande l'appel nominal; une seconde épreuve termine ces débats, et le conseil passe à l'ordre du jour sur le tout.

Digitized by Google

Les membres de l'agence des domaines nationaux dénoncent le citoyen Barthelemy, qui a obtenu par arrêté du comité de salut public, et sur estimation d'experts le domaine des Carmelites, rue d'Enfer, à Paris. Barthelemy devait établir dans cet emplacement une immense salpêtriere ; il n'a pas encore fait une livre de salpêtre, et il jouit cependant de cette grande propriété qu'il a acquise à vil prix, et par une sorte de privilege.

Un membre demande la cassation de l'arrêté de vente.

Genissieux pense qu'il faut généraliser la mesure. Il est certain, dit-il, que les domaines nationaux ont été dilapidés sous divers prétextes. Des entrepreneurs d'usines, de salpêtrieres, de nitrieres, *etc*, ont surpris la religion des comités. Nous avons un principe consacré par plusieurs lois ; c'est qu'il n'y a de vente que par la chaleur des encheres. Je propose en conséquence de casser toutes les ventes faites par estimation d'experts seulement.

Le conseil nomme trois commissions, l'une pour examiner l'affaire particuliere de Barthelemy ; l'autre pour faire un rapport sur la proposition de Genissieux ; la troisieme examinera une motion incidente faite par Engerrand, pour la revision d'une loi du 13 fructidor, sur la vente des maisons nationales situées à Paris. Le conseil prononce la suspension des démolitions et autres changemens dans ces édifices, jusqu'à ce qu'il ait pris une résolution définitive.

Conseil des Anciens.

Après que la rédaction du procès-verbal est adoptée, un secrétaire donne lecture d'une résolution qui tend à accélérer la fabrication des pieces de monnaie d'or et d'argent.

Le conseil reconnaît l'urgence, approuve la résolution et leve sa séance.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de décadi, 10 *Frimaire*.

Gauthier fait une motion d'ordre sur l'impôt : il pense que tout impôt progressif est injuste ; impolitique et fatal à l'agriculture.

Viltard voudrait qu'on exemptât ceux qui en 1790 ne payaient pas plus de 15 liv. de contribution fonciere.

Durbord rappelle que la constitution veut une répartition égale pour tous, à raison des facultés : il penche pour le projet d'emprunt forcé proposé par Gilbert Desmolieres ; mais il demande qu'il ne soit rien décidé jusqu'au rapport de la commission.

Cette discussion est ajournée.

Digitized by Google

Le président annonce que le ministre des finances vient d'adresser une lettre au conseil.

Dumolard observe que, d'après la constitution, les ministres ne communiquent pas avec le corps législatif.

D'après cette observation, la lettre du ministre n'est point lue ; le conseil passe à l'ordre du jour.

Le Directoire envoie un message pour demander quel tribunal doit reviser les jugemens rendus par les tribunaux de commerce relativement aux prises.

Une commission de cinq membres examinera ce message.

Le conseil des Anciens fait annoncer qu'il a converti en lois la résolution sur la fabrication des monnaies d'or et d'argent, celle qui suspend les ventes et démolition de domaines nationaux situés à Paris, et une autre qui accorde des indemnités aux ci-devant administrateurs de départemens et de districts.

Beffroy, au nom de la commission des finances, présente un projet de résolution qui est adopté en ces termes :

« Art. 1er. La fixation en assignats, à défaut de grains, de l'équivalent de la contribution foncière en nature, due en exécution de la loi du 2 thermidor, sera faite sur le prix le plus bas des achats faits dans l'intérieur par les agens et pour le compte du gouvernement, pendant les mois de fructidor et de vendémiaire derniers, combiné dans chaque département avec le prix moyen donné par les mercuriales des marchés pendant ces deux mois.

» II. La fixation en assignats de la portion due en nature par le fermier au propriétaire, en exécution de la même loi, se fera sur la même base.

» III. Les art. VI et XI de la loi du 2 thermidor sont abrogés en ce qui s'y trouve de contraire à la présente loi.

» IV. Pour l'exécution des articles précédens, le Directoire exécutif prendra les moyens les plus sûrs et les plus prompts pour connaître le terme moyen des prix les plus bas des achats faits à l'intérieur pour le compte de la République, pendant les deux mois désignés, en dégageant ces prix de tous frais de transports, droits de commission ou autres.

» V. Le résultat de son opération sera publié, affiché et adressé officiellement, avant le 1er. nivôse prochain, aux administrateurs de départemens et aux tribunaux, qui seront tenus de s'y conformer.

» VI. Les contribuables, les fermiers et les débiteurs, ne pourront se prévaloir du mode d'évalution fixé par les articles précédens, pour refuser ou retarder le paiement de leur contribution ou de leur fermage ; ils seront tenus d'en payer le prix déja établi, dans les délais prescrits par les lois précédentes, sauf à leur faire compte en définitif de ce qu'ils auront acquitté.

Digitized by Google

» VII. Les erreurs au préjudice des contribuables seront redressées ; mais les réclamations des citoyens ou des communes aux administrations, et celles des administrations, au Directoire exécutif, ne pourront, sous aucun prétexte, être admises qu'en produisant le certificat du paiement de la moitié du montant de la contribution. »

Un membre propose, comme article additionnel, de faire payer les contribuables en retard, au cours le plus haut.

Un autre demande que la loi qui rend les vingt contribuables d'une commune responsables du défaut de paiement, soit modifiée de maniere qu'elle ne frappe que les vingt plus forts contribuables *en retard* de la commune.

Ces propositions sont adoptées sauf rédaction.

Conseil des Anciens.

Il approuve deux résolutions ; la premiere qui accorde des indemnités aux administrateurs dont les fonctions ont cessé, et la seconde qui suspend la vente et les démolitions des maisons nationales situées à Paris.

Le conseil ajourne une troisieme résolution qui autorise la commune d'Usès à faire sur elle-même un emprunt de 120,000 l. pour achat de subsistances, les motifs de cette demande ne lui étant pas connus.

Suite du décret sur la police des Cultes.

TITRE III. *De la garantie civique exigée des ministres de tous les cultes.*

» V. Nul ne pourra remplir le ministere d'aucun culte, en quelque lieu que ce puisse être, s'il ne fait préalablement, devant l'administration municipale ou l'adjoint municipal du lieu où il voudra exercer, une déclaration dont le modele est dans l'article suivant. Les déclarations déja faites ne dispenseront pas de celle ordonnée par le présent article. Il en sera tenu registre.

» VI. La formule de la déclaration exigée ci-dessus, est celle-ci :

» Le..... devant nous..... est comparu N (*le nom et prénom seulement*), habitant à.....

» Lequel a fait la déclaration dont la teneur suit :

» Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République.

» *Nous lui avons donné acte de cette déclaration, et il a signé avec nous.*

Digitized by Google

» La déclaration qui contiendra quelque chose de plus ou de moins, sera nulle et comme non avenue. Ceux qui l'auront reçue seront punis chacun de 500 liv. d'amende, et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder un an, ni être moindre de trois mois.

» VII. Tout individu qui, une décade après la publication du présent décret, exercera le ministere d'un culte sans avoir satisfait aux deux articles précédens, subira la peine portée en l'art. VI, et en cas de récidive, il sera condamné à dix ans de gêne.

» VIII. Tout ministre de culte qui, après avoir fait la déclaration dont le modele est donné art. VI, l'aura rétractée ou modifiée, ou aura fait des protestations ou des restrictions contraires, sera banni à perpétuité du territoire de la République.

» S'il y rentre, il sera condamné à la gêne, aussi à perpétuité.

TITRE IV. *De la garantie contre tout culte qu'on tenterait de rendre exclusif ou dominant.*

SECTION Ière. *Concernant les frais des cultes.*

» IX. Les communes ou sections de commune ne pourront, en nom collectif, acquérir ni louer de local pour l'exercice des cultes.

» X. Il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle ou viagere, ni établi aucune taxe pour acquitter les dépenses d'aucun culte, ou le logement des ministres.

» XI. Tous actes, contrats, délibérations, arrêtés, jugemens ou rôles, faits, pris ou rendus en contravention aux deux articles précédens, seront nuls et comme non avenus. Les fonctionnaires publics qui les signeront seront condamnés chacun à 500 liv. d'amende et à un emprisonnement qui ne pourra être moindre d'un mois, ni en excéder six.

» XII. Ceux qui tenteront par injures ou menaces de contraindre un ou plusieurs individus à contribuer aux frais d'un culte, ou qui seront instigateurs desdites injures ou menaces, seront punis d'une amende qui ne pourra être moindre de 50 liv., ni excéder 500 liv.

» S'il y a voie de fait ou violence, la peine sera celle portée au code pénal. Si la voie de fait commise n'y est pas prévue, le coupable sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans, ni être moindre de six mois, et d'une amende qui ne pourra excéder 500 liv., ni être moindre de 100 liv.

SECTION II. *Des lieux où il est défendu de placer les signes particuliers à un culte.*

» XIII. Aucun signe particulier à un culte ne peut être

Digitized by Google

élevé, fixé et attaché en quelque lieu que ce soit, de manière à être exposé aux yeux des citoyens, si ce n'est dans l'enceinte destinée aux exercices de ce même culte, ou dans l'intérieur des maisons des particuliers, dans les ateliers ou magasins des artistes et marchands, ou les édifices publics destinés à recueillir les monumens des arts.

» XIV. Ces signes seront enlevés de tout autre lieu de l'autorité municipale ou de l'adjoint municipal, et à leur défaut, du commissaire du Directoire exécutif près du département. Ils auront attention d'en prévenir les habitans, et d'y procéder de manière à prévenir les troubles.

» XV. Tout individu qui, postérieurement à la publication du présent décret, aura fait placer ou rétablir de tels signes partout ailleurs que dans les lieux permis, ou on aura provoqué le placement ou rétablissement, sera condamné à une amende qui ne pourra excéder 500 liv., ni être moindre de 100 liv., et à un emprisonnement qui ne pourra excéder six mois, ni être moindre de dix jours.

SECTION III. *Des lieux où les cérémonies des cultes sont interdites.*

» XVI. Les cérémonies de tous cultes sont interdites hors l'enceinte de l'édifice choisi pour leur exercice.

» Cette prohibition ne s'applique pas aux cérémonies qui ont lieu dans l'enceinte des maisons particulières, pourvu qu'outre les individus qui ont le même domicile, il n'y ait pas, à l'occasion des mêmes cérémonies, un rassemblement excédant dix personnes.

» XVII. L'enceinte choisie pour l'exercice d'un culte sera indiquée et déclarée à l'adjoint municipal dans les communes au-dessous de cinq mille ames; et dans les autres, aux administrations municipales du canton ou arrondissement. Cette déclaration sera transcrite sur le registre ordinaire de la municipalité ou de la commune, et il en sera envoyé expédition au greffe de la police correctionnelle du canton. Il est défendu à tous ministres de culte et à tous individus d'user de ladite enceinte avant d'avoir rempli cette formalité.

» XVIII. La contravention à l'un des articles XVI et XVII sera punie d'une amende qui ne pourra excéder 500 liv., ni être moindre de 100 liv., et d'un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans, ni être moindre d'un mois.

» En cas de récidive, le ministre du culte sera condamné à dix ans de gêne.

» XIX. Nul ne peut, sous les peines portées en l'article précédent, paraître en public avec les habits, ornement ou costume affectés dans les cérémonies religieuses.

SECTION IV. *Concernant les actes de l'état civil.*

» XX. Il est défendu à tous juges, administrateurs et fonctionnaires publics quelconques, d'avoir aucun égard aux actes-

Digitized by Google

cations que des ministres du culte, ou des individus se disant tels, pourraient donner relativement à l'état civil des citoyens; la contravention sera punie comme en l'art. XVIII. Ceux qui les produiront, soit devant les tribunaux ou devant les administrations, seront condamnés aux mêmes peines.

» XXI. Tout fonctionnaire public chargé de rédiger les actes de l'état civil des citoyens, qui fera mention dans lesdits actes des cérémonies religieuses, ou qui exigera la preuve qu'elles ont été observées, sera également condamné aux peines portées en l'art. XVIII.

TITRE V. *De quelques délits qui peuvent se commettre à l'occasion ou par abus de l'exercice du culte.*

» XXII. Tout ministre d'un culte qui, hors de l'enceinte de l'édifice destiné aux cérémonies ou exercice d'un culte, lira ou fera lire dans une assemblée d'individus, ou qui affichera ou fera afficher, distribuera ou fera distribuer un écrit émané, ou annoncé comme émané d'un ministre de culte qui ne sera pas résidant dans la République Française, ou même d'un ministre de culte résidant en France, qui se dira délégué d'un autre qui n'y résidera pas, sera, indépendamment de la teneur dudit écrit, condamné à six mois de prison, et en cas de récidive, à deux ans.

» XXIII. Sera condamné à la gêne à perpétuité, tout ministre de culte qui commettra un des délits suivans, soit par ses discours, ses exhortations, prédications, invocations ou prieres en quelque langue que ce puisse être; soit en lisant, publiant, affichant, distribuant, ou en faisant lire, publier, afficher et distribuer, dans l'enceinte de l'édifice destiné aux cérémonies, ou à l'extérieur, un écrit dont il sera, ou dont tout autre sera l'auteur.

» Savoir, si, par ledit écrit ou discours, il a provoqué au rétablissement de la royauté en France, ou à l'anéantissement de la République, ou à la dissolution de la représentation nationale.

» Ou s'il a provoqué au meurtre, ou a excité les défenseurs de la patrie à déserter leurs drapeaux, ou leurs pere et mere à les rappeler.

» Ou s'il a blâmé ceux qui voudraient prendre les armes pour le maintien de la constitution républicaine, et la défense de la liberté.

» Ou s'il a invité des individus à abattre les arbres consacrés à la liberté, à en déposer ou avilir les signes et couleurs.

» Ou enfin, s'il a exhorté ou encouragé des personnes quelconque à la trahison ou à la rébellion contre le gouvernement.

» XXIV. Si, par des écrits, placards ou discours, un

Digitized by Google

ministre de culte cherche à égarer les citoyens, en leur présentant comme injustes ou criminelles les ventes ou acquisitions de biens nationaux possédés ci-devant par le clergé ou les émigrés, il sera condamné à 1000 liv. d'amende, et à deux ans de prison.

» Il lui sera de plus défendu de continuer ses fonctions de ministre de culte.

» S'il contrevient à cette défense, il sera puni de dix ans de gêne.

» XXV. Il est expressément défendu aux ministres d'un culte et à leurs sectateurs de troubler les ministres d'un autre culte ou prétendu tel, ou leurs sectateurs, dans l'exercice de l'usage commun des édifices, réglé en exécution de l'art. IV de la loi du 11 prairial, à peine de 500 liv. d'amende et d'emprisonnement qui ne pourra excéder six mois, ni être moindre de deux.

TITRE VI. *De la compétence, de la procédure et des amendes.*

» XXVI. Lorsque, selon la nature de l'accusation, il ne s'agira que de prononcer les amendes ou un emprisonnement, le tribunal de police correctionnelle en connaîtra, à la charge de l'appel au tribunal criminel de département.

» XXVII. Les jugemens de la police correctionnelle seront exécutés par provision, nonobstant l'appel. Il est défendu aux tribunaux criminels d'accorder aucune surséance, à peine de nullité et d'une amende de 500 liv.

» XXVIII. Les officiers de police de sûreté, directeurs de jurés et tribunaux de police correctionnelle, pourront décerner des mandats d'amener ou d'arrêt.

» XXIX. Lorsque la nature du délit sera telle, qu'il pourra échoir peine afflictive ou infamante, on observera les formes et la procédure ordonnées pour la conviction de ces sortes de délits, sauf cette modification.

» Que le jury de jugement sera tiré au sort sur la liste des jurés spéciaux, faite conformément à la loi.

» XXX. La condamnation à l'amende emportera, de plein droit, contrainte par corps.

» Néanmoins le condamné ne pourra être retenu, pour le seul défaut de paiement, plus de trois mois.

» Lorsque l'amende concourra avec la condamnation à un emprisonnement, les trois mois ne courront qu'à compter de l'expiration du terme de la condamnation audit emprisonnement, de manière pourtant que le *maximum* n'excède pas deux ans.

» XXXI. Les précédentes lois sont abrogées en tout ce qui serait contraire à la présente.

» XXXII. Jusqu'à l'organisation des autorités constituées en vertu de la constitution, les fonctions attribuées par la

Digitized by Google

présente loi aux adjoints municipaux dans les communes au-dessous de cinq mille ames, seront remplies par les municipalités.

» Celles attribuées aux commissaires du Directoire exécutif le seront par les procureurs des communes, procureurs-syndics de district ou de département; et les affaires déférées par appel aux tribunaux criminels de département, en matiere de police correctionnelle, le seront aux tribunaux de district. »

PARIS. *Quartidi 24 Frimaire, 4e. année de la République.*

Le Directoire exécutif vient de nommer les administrateurs du département de la Seine.

Les juges des tribunaux civils et criminels de Paris sont aussi nommés et installés. Le commissaire national est Paré, ancien ministre de l'intérieur.

Gohier, ci-devant ministre de la justice, a été nommé président du tribunal criminel de Paris.

Jean-Bon-Saint-André est nommé consul à Alger.

On a arrêté dans la nuit du 12, par ordre du Directoire exécutif, une famille toute entiere, dans la rue Caumartin, d'après l'art. CXLV de la constitution, qui permet cet acte envers ceux qui seraient présumés auteurs ou complices de conspiration contre la sûreté de l'état, et qui borne leur détention à deux jours seulement, lorsque l'officier de police n'a pu s'assurer que ces présomptions soient fondées.

Le gouvernement continue de garder le silence sur la position de nos armées sur le Rhin.

Les opinions varient sur la réalité des mouvemens insurrectionnels qui ont lieu à Londres. Quelques-uns pensent qu'ils sont fomentés par le parti ministériel lui-même, afin d'avoir occasion d'obtenir de nouveaux moyens de comprimer efficacement l'effervescence populaire, que le parti de l'opposition tâche d'exciter. D'autres voient cette agitation sous un point de vue très-sérieux, et pensent qu'il y a dans le peuple Anglais un véritable germe révolutionnaire, que rien ne pourra empêcher de se développer. Les vices de la représentation britannique, l'avidité avec laquelle on lit les ouvrages de Payne, le contraste des fortunes, la cherté des denrées et les malheurs de la guerre, rendent, selon eux, l'explosion aussi prochaine qu'inévitable.

Digitized by Google

Les feuilles anglaises apprennent que le bill présenté par lord Grenville a passé dans la chambre des pairs, le 12, à la majorité de 71 voix sur 79.

On parle aussi de troubles en Hollande, occasionnés par l'animosité des clubistes contre les partisans de la régence.

Une lettre du général de brigade Gratien au général Hoche, du 28 brumaire, annonce que, pour la troisième fois, Charette a été complettement battu le 26; qu'il est en fuite et poursuivi; que tout ce qui était entre la ligne des Républicains et la Loire est désarmé et soumis.

Fréron, commissaire du gouvernement, a destitué la municipalité de Marseille. Cette mesure est motivée sur la négligence des autorités constituées à rechercher les auteurs des troubles et des massacres.

Le Directoire exécutif vient de recevoir de ce même commissaire la lettre suivante :

« Je vous préviens, citoyen, d'un événement qui vient de se passer dans cette commune.

» Les fils d'Egalité, ci-devant d'Orléans, ont tenté de s'évader hier au soir du fort Saint-Jean, où ils sont détenus depuis près de deux ans.

» Je joins ici les rapports qui constatent ce fait; l'aîné a les jambes fracassées; le cadet est rentré tranquillement au fort le lendemain matin.

» Cette évasion a été favorisée par l'ancienne municipalité, que j'ai destituée; le secrétaire de la municipalité leur avait délivré un passe-port sous des noms anglais.

» Le juge de paix informe dans ce moment, et je vous ferai passer demain le procès-verbal; on est à la poursuite du secrétaire de la municipalité; il faut que vous sachiez que les fils d'Orléans sont accusés d'avoir tués, de leurs propres mains, des prisonniers du fort Saint-Jean, lors des massacres du 17 prairial dernier. J'ai fait arrêter le secrétaire du commandant du fort, qu'on dit être leur complice. Plus de dix déclarations uniformes chargent ce secrétaire, nommé Chanoly. Les fils Egalité craignant d'être impliqué dans cette affaire, ont cherché à se dérober aux recherches de la justice.

» Comptez sur mon dévouement à la République.

» Salut et fraternité. »

Signé, FRÉRON, *commissaire du gouvernement.*

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 20 FRIMAIRE, *l'an quatrième de la République.*
(*Vendredi* 11 *Décembre* 1795, vieux style.)

HISTOIRE. VOYAGES.

VOYAGE DE DEUX FRANÇAIS en Allemagne, Danemarck, Suede, Russie et Pologne, fait en 1790—1792. *Cinq volumes in-8°. Prix,* 600 *liv., et* 650 *liv. franc de port. A Paris, chez* MARADAN, *libraire, rue du Cimetière-Saint-André.* (1795.)

DERNIER EXTRAIT.

LA Russie prouve que ce n'est pas l'étendue du territoire qui fait la force d'un empire. Nous avons déjà remarqué que la population ne s'élevait qu'à vingt-un millions d'ames. Les revenus de l'état n'excedent gueres 60 millions de roubles, quoique depuis Pierre Ier. ils se soient accrus dans une proportion rapide.

Selon les deux voyageurs, il n'est aucune contrée au monde plus favorablement située pour le commerce que la Russie. Toutes les mers baignent ses côtes, et la facilité du transport et de la navigation intérieure rend presque nuls les obstacles qui résultent de sa trop vaste étendue. Cependant, malgré les avantages de sa position, nos voyageurs n'évaluent le commerce total de la Russie qu'à 35 millions de roubles. La balance est actuellement à son désavantage, parce que ses fabriques, ses manufactures, ses exportations enfin restent toujours au même point, et que le luxe augmentant tous les jours nécessite de plus grands envois de l'étranger.

La France est de toutes les nations celle dont le commerce avec la Russie est le plus considérable; mais il ne faut pas croire pour cela que le plus grand nombre de vaisseaux soit français. Avec des lumières, de l'aptitude à la navigation et au commerce, les Français aiment mieux laisser à l'Angleterre et à la Hollande le

Digitized by Google

soin de porter dans le Nord leurs nombreuses productions, et se contentent d'envoyer 50 et 60 vaisseaux où ils pourraient en envoyer au-delà de 500. Telle est la remarque critique que font les voyageurs. La révolution a presque entièrement interrompu nos relations commerciales avec la Russie; mais il est aisé de voir qu'elles reprendront leurs cours à la paix, car les Russes ne peuvent se passer d'une infinité d'objets que leur fournit la France.

Les voyageurs indiquent les différens obstacles qui nuisent au commerce de Russie. Ceux qui voudront avoir des notions plus exactes et plus étendues, pourront consulter cette partie du voyage, et jetter les yeux sur les tableaux qui accompagnent leurs observations.

Quant aux mœurs, elles tiennent de la nature du gouvernement et de celle du climat. La nation est divisée en deux classes, les nobles et les serfs. L'éducation de la Noblesse, soit générale, soit particulière, est très-négligée. Il n'y a ni collége, ni université; le peu qui en existe, et l'extrême ignorance de ceux qui sont chargés de l'instruction doivent les faire regarder comme nuls. Le clergé russe a été de tout tems et il est encore plongé dans la barbarie; il n'y a ni émulation, ni crédit, ni lumières; sa composition s'oppose à ce qu'il sorte de cette apathie où peut-être il est de l'intérêt d'un gouvernement despotique de le laisser languir.

L'éducation particulière est confiée ordinairement à des Français qui n'ont pour tout mérite que de savoir très-imparfaitement leur langue qu'ils enseignent aux Russes tant bien que mal.

La jeunesse russe est peu adonnée à la lecture; le goût est intimement lié au desir de s'instruire, et l'apathie dans laquelle végète la plus grande partie des jeunes gens ne leur permet pas ce genre d'occupation.

La noblesse russe est très-hautaine et infatuée de ses priviléges, de ses titres, de ses cordons et de ses ordres qui sont très multipliés en Russie. Les seigneurs affichent un grand luxe dans leurs maisons, soit à la ville, soit à la campagne: leur magnificence consiste à tenir table ouverte et dans une multitude de domestiques des deux sexes.

Il y a un chapitre entier sur les étrangers, et notamment sur les Français. Ce qu'en disent les voyageurs n'est nullement à leur avantage. Il faut avouer que la partie émigrante d'une nation n'est jamais ce qu'elle

Digitized by Google

offre de meilleur. Le reproche le plus amer que leur font les auteurs de ce voyage, c'est d'avoir embrassé avec ivresse les principes de la révolution qui s'est opérée dans leur patrie. Si c'est-là un tort aux yeux de nos voyageurs, assurément ils ne la partagent pas. Il est impossible de manifester avec plus d'indécence leur opinion à cet égard. Il faut du moins les remercier de leur franchise ; car, puisqu'ils sont de retour dans leur pays, et que le voile de l'anonyme dont ils ont affecté de se couvrir n'est pas impénétrable à tous les yeux, on sait désormais dans quelle classe et pour quel parti on doit les compter.

La classe des paysans qui forme seule plus des neuf dixiemes de la totalité des habitans de la Russie, gémit dans une servitude plus honteuse pour le gouvernement qui la tolere, que pour l'individu dont ses idées ne s'étant jamais étendues au-delà du champ qu'il mouille de ses sueurs, n'ont pu réveiller en lui le sentiment de son existence, lui rappeller qu'il est homme avant que d'être serf, lui montrer, en un mot, cette liberté précieuse à laquelle *on prétend que les hommes sont tous appellés;* et dont, ajoutent les voyageurs, ils ne sont pas convaincus à beaucoup près.

Les voyageurs décrivent avec soin les maisons des paysans et les habitations du peuple, leurs vêtemens, leur nourriture, leurs habitudes et leurs usages. Nous allons citer quelques traits qui serviront à les faire connaître.

Leur maniere de se vêtir est très-commode : l'hiver, une peau de mouton qui descend jusqu'au milieu de la jambe ; l'été, un surtout de drap toujours lié avec une ceinture : leurs bas, en hiver, sont une grande bande de draps qui fait plusieurs tours ; leurs chaussures, un soulier d'écorce lié avec des cordes qui montent jusqu'au-dessus des bandes servant de bas, et qui les assujettit. Un chapeau rond, l'été ; un bonnet fourré, l'hiver ; jamais rien autour du cou, ce qui est inconcevable dans un climat aussi dur ; de doubles gants, dont le supérieur est un cuir sans séparation de doigts. Ils ont toujours leur hache et leur couteau à la ceinture.

Le paysan russe se nourrit bien ; mais comme il observe exactement les quatre carêmes et les jours fréquens de jeûnes, il arrive que la viande n'est permise que soixante à soixante-dix jours dans l'année. La chair de porc, le poisson salé ou fumé, les concombres salés, les

Digitized by Google

choux, les champignons, les oignons, les gruaux forment la nourriture du Russe. Il mange fort peu de pain, ainsi que tous les peuples du Nord. L'usage de l'eau comme boisson est presqu'inconnu en Russie. Le paysan boit du *kouas*, du *kilischi* (1), et une espece d'hydromel; mais l'eau-de-vie tient le premier rang; c'est la passion dominante; dès qu'il a de l'argent il s'enivre. Ce genre de vie affecte de bonne heure son tempérament; aussi un paysan de 60 ans touche-t-il à la décrépitude, et les septuagénaires sont-ils très-rares.

Les paysans sont non-seulement intéressés mais voleurs; cette coutume nationale n'est pas particuliere aux habitans de la campagne.

Pierre-le-Grand, malgré sa toute-puissance, son despotisme et ses impôts, n'a pu obtenir que les paysans quittassent la barbe : tous l'ont encore, et les prêtres n'y ayant jamais renoncé, leur exemple a suffi pour consolider cet usage antique. Le Russe est ennemi de la nouveauté, il fait ce que faisait son pere, et ne perfectionne rien; aussi les arts mécaniques sont-ils dans l'enfance : leurs meubles, leurs traîneaux, leurs ustensiles, sont tels qu'ils étaient il y a cent ans. Le paysan ne fume jamais; c'est un principe de religion qui s'y oppose. Il passe pour constant, d'après certaines relations, que les femmes russes veulent être battues par leurs maris, et que, sans cette preuve d'amour, elles les accusent d'indifférence. D'un fait, arrivé quelquefois, on a créé un principe; les paysans battent leurs femmes, parce qu'ils sont brutaux et grossiers : les femmes gémissent et souffrent patiemment, parce qu'elles-mêmes sont esclaves d'autres esclaves, qui obéissant à tout le monde, n'ayant qu'un être auquel ils peuvent commander, abusent d'une autorité qui n'est nullement faite pour eux : nous avons été quelquefois témoins des querelles de ménage; elles se terminaient toujours par des coups : le mari frappait sa femme, en notre présence, sans aucune pudeur; ce qui démontre qu'il regardait cet acte d'autorité comme tout simple, et ses droits comme très-réels; la femme pleurait, n'opposait

(1) Le kouas se fait avec du malt de seigle et de la farine d'orge; le kilischi, avec les mêmes ingrédiens; mais on y ajoute de la menthe, ou une autre plante amere. Cette boisson est anti-scorbutique. (*Note des voyageurs.*)

Digitized by Google

aucune résistance, avait l'air de ne voir dans ces voies de fait qu'un malheur attaché à sa qualité d'épouse, mais elle nous paraissait fort éloignée de prendre pour des caresses et pour des preuves d'amour, des brutalités féroces qui nous faisaient détourner les yeux.

Plusieurs usages se transmettent de génération en génération, et subsistent encore dans toute leur force: celui-ci mérite d'être cité. Lorsqu'une femme est en couche, ceux qui viennent la voir, en s'approchant d'elle, pour la saluer, glissent une piece de monnaie sous son chevet: elle varie, selon la qualité et l'aisance de l'accouchée: cette rétribution n'a lieu qu'à la première visite: les gens mariés y sont seuls soumis, parce qu'il est censé qu'ils seront à leur tour dans le cas de recevoir une restitution. Cet usage n'existe plus à Pétersbourg, qui a trop cherché à se rapprocher des mœurs européennes pour ne pas y renoncer; mais dans l'intérieur de l'empire, et même à Moskou, il subsiste encore: pour les gens de qualité, la taxe est d'un ducat; ce qui ne laisse pas de monter à une certaine somme chez les femmes très-répandues dans la société.

Le Russe est naturellement gai; il aime les plaisirs bruyans; les tavernes retentissent toujours d'un bruit épouvantable. Il est passionné pour la danse et le chant: la première est agréable, mais leur chant est très-monotone, et fatigant pour des oreilles étrangeres. Cinquante groupes chantent à tue-tête le même air, ce qui forme une musique très-peu divertissante: les postillons chantent tout le tems du relais. Les soldats chantent dans les marches et dansent dans le camp; il semble que ce malheureux peuple ne pense qu'à s'étourdir sur son état, et à diminuer le plus possible le tems de son infortune, c'est-à-dire celui de son existence. Le jeu est encore une passion chez les Russes: il prend sa source, ainsi que chez les grands, et par-tout, dans le désœuvrement et l'appât du gain.

Le Russe fait tout ce que veut son maître: on dit à l'un, tu seras tailleur; à l'autre, tu seras forgeron; à celui-ci, sois maçon; à celui-là, sois musicien: il commence par assurer qu'il ne sait pas ce qu'on lui demande, et qu'il n'en viendra jamais à bout: le bâton marche, et au bout de quelque tems il sait le métier qu'on l'a forcé d'embrasser. La crainte perpétuelle dans laquelle il vit le rend très-attentif à écouter ce qu'on lui dit, et son intelligence le rend très-prompt à com-

Digitized by Google

prendre et à exécuter ; il entend à merveille les signes, et nous avons connu plusieurs étrangers fort bien servis par des laquais russes, quoique n'entendant que leur langue.

On sait que l'usage des bains de vapeurs est générale. La chaleur des étuves est toujours de 38 à 42 degrés de Réaumur ; comme le froid extérieur est quelquefois de 28 à 30, les deux atmospheres diffèrent de 70 degrés : les Russes pourtant passent continuellement de l'un à l'autre, et commencent dès qu'ils peuvent marcher ; aussi sont-ils insensibles à toutes les rigueurs des saisons : voilà ce qui les rend si endurcis à la fatigue ; il est vrai que l'on ignore le nombre des victimes qui ont succombé à ces rudes épreuves ; ceux qui y résistent sont forts, nerveux, bien constitués. Cela doit être ; car sans leur vigueur naturelle ils n'existeraient plus.

Le bain est le remede par excellence des Russes : ils le croient bon pour tous les maux ; ils y joignent du thé, ou une décoction de quelques plantes ; et leur médecine ordinaire consiste en un verre d'eau-de-vie de grain, où ils ont délayé de la poudre à canon, quelquefois du tabac : ce remede guérit quelquefois les hommes robustes, et tue souvent les autres.

Ceux qui seront curieux de connaître quelques circonstances sur le prince Potemkin qui a joué un si grand rôle dans cet empire, pourront lire le chapitre du tome IV qui lui est consacré ; ils y trouveront des anecdotes très-curieuses. L'opinion des voyageurs est qu'il avait le projet de se faire nommer hospodar de Moldavie.

Malgré les belles circulaires de l'impératrice aux philosophes d'Europe, et l'appareil de protection qu'elle semble accorder aux sciences et aux arts, ils sont encore et probablement ils seront long-tems dans une grande inertie. Il n'y a guères que les sciences naturelles qui soient cultivées par un petit nombre de savans. L'ignorance, même dans la classe qu'on appelle bonne compagnie, est telle qu'en parlant un jour du célebre Pallas devant un seigneur russe, il demanda quel est cet homme-là ; on peut juger par ce trait, et sur-tout par la nature du gouvernement, du degré d'instruction des Russes.

Le dernier volume de ce voyage est relatif à la Pologne et à l'Autriche. Nous nous étendrons peu sur la

Digitized by Google

première. Déjà même à l'époque où l'un des deux voyageurs a rédigé cet ouvrage, cet état était menacé de sa ruine prochaine. Leur pressentiment vient de se réaliser, et, à la honte de l'Europe entière, cette nation fière et belliqueuse vient d'être effacée du nombre des puissances politiques. On ne peut savoir quelles seront les suites d'un événement aussi extraordinaire, et qui depuis la chûte de l'empire romain et l'irruption des barbares ne s'était point montré en Europe; mais ce qui est inconcevable, c'est que la Prusse et l'Autriche n'aient pas vu qu'il était de leur intérêt et de leur politique de laisser entre elles et la Russie cet état qui pouvait leur servir de barrière contre les entreprises d'une puissance ambitieuse et colossale qui le touche maintenant sans aucune intermédiaire, et menacera tôt ou tard leur tranquillité. Quoi qu'il en soit de l'avenir, ceux qui voudront du moins recueillir des matériaux pour l'histoire, et recueillir les dernières notions sur l'état de la Pologne, pourront consulter cette partie du voyage.

A l'égard de l'Autriche, les renseignemens que donnent les voyageurs sont moins étendus et moins complets que ceux sur la Russie. Après avoir décrit Vienne, Neustadt, Presbourg, Esterza, Trieste, et tout ce qu'il y a de remarquable principalement dans la capitale, ils entrent dans d'assez grands détails sur Joseph II, dont ils font un grand éloge; sur Léopold, dont ils censurent les principes et l'administration; et sur François II, prince faible et sans caractère, bien éloigné d'avoir ni les talens, ni l'instruction des deux premiers. Ils prétendent qu'il est aujourd'hui avéré que le poison, connu sous le nom de *bouillon de Naples*, a terminé les jours de Léopold, et qu'il l'a reçu de la main d'une de ses maîtresses bien connue à Vienne. Nous ne doutons pas, ajoutent-ils, que les jacobins n'aient trempé dans cet empoisonnement. Quand on se permet une pareille accusation, il faudrait du moins l'appuyer sur quelques faits et sur des preuves non équivoques. Il y a apparence que les voyageurs ont accueilli légèrement quelques bruits populaires, et comme dans tout le cours de leur ouvrage ils laissent percer une prévention marquée contre la révolution française, il n'est pas étonnant qu'ils se soient livrés à des soupçons qui flattaient trop leur animosité pour les soumettre à un examen impartial.

Digitized by Google

Ils n'ont pas conçu une opinion bien avantageuse du conseil de l'empereur. Selon eux, il est composé d'hommes fort médiocres. En tout, disent ils, on trouve en Autriche peu de gens qu'on puisse dire d'un grand mérite, et sur dix hommes d'un talent supérieur, en quelque genre que ce soit, rarement deux sont-ils Autrichiens.

La partie dont ils font le plus d'éloge est celle des établissemens militaires. Ils sont, disent-ils, fort au-dessus de tous ceux que nous connaissons; plusieurs seraient dignes de servir de modèle; tous ne sont pas concentrés dans la capitale, ainsi qu'en Danemarck et en Russie, ou celui qui a vu Pétersbourg et Copenhague connaît tout: il n'en est pas de même ici; la quantité de villes que possede la maison d'Autriche lui a permis de distribuer ses nombreux établissemens dans les diverses parties de sa domination. Ils évaluent les forces militaires de l'empereur à près de 400 mille hommes.

Ces voyageurs ont la prétention de croire que leurs observations sont ce qu'il y a de plus complet jusqu'à présent sur les états du Nord de l'Europe. A la maniere dont ils jugent la plupart des ouvrages de ceux qui ont parlé avant eux des mêmes contrées, ils se sont imposé la tâche de faire mieux. L'ont-ils remplie, c'est ce que nous n'aurons pas la présomption de décider. Ce que l'on peut dire, c'est qu'ils ont su profiter des recherches et du travail de leurs prédécesseurs, et s'ils ont relevé quelques-unes de leurs erreurs, et ajouté à leurs observations, il est à croire que des observateurs plus éclairés, et sur-tout moins *gens de cour*, auront encore une moisson abondante à recueillir. En général, il y a plus d'observations de détail, bonnes, comme ils le disent, pour servir de manuel aux voyageurs, que de ces grands résultats que donnent des connaissances approfondies dans la science des gouvernemens, de la morale et de l'économie politique. Il regne peu de méthode dans leur ouvrage. Le style en est fort négligé. C'est plutôt un assemblage de notes rangées par chapitres, qu'une rédaction profondément méditée et travaillée avec quelque soin. Cependant, comme le sujet est extrêmement intéressant, et que les renseignemens des voyageurs sont les plus récens que nous ayons sur les états qu'ils ont parcourus, leur ouvrage mérite d'être recherché, et ne peut qu'être accueilli favorablement du public.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 10 Novembre 1795.

Aujourd'hui, toutes les personnes dont on a fait choix pour le service de la princesse de France, qui va enfin être rendue à la liberté, se sont mises en route, pour aller la joindre à la frontiere. Il y a apparence que ce sera à Rheinfeld, où se fera l'échange dont on est convenu, et qui, certainement, trouvera toujours place parmi les choses mémorables que les fastes du monde retraceront à la mémoire des hommes.

M. Jackson, premier commis au bureau de M. Pitt, venu ici dernierement pour s'y acquitter d'une commission que l'on a dite importante et qu'on n'a pas de peine à croire telle, est reparti pour l'Anglettere. Le rapport qu'il y fera sur l'état actuel des affaires, les présentera sous un jour bien différent de ce qu'elles étaient lorsqu'il s'est mis en route pour le continent. Il pourra redire à ses compatriotes le calembourg qu'il a tant entendu répéter ici : *Clairfaitus clara fecit nubila*; et cela servira de réponse aux reproches qu'on a voulu faire à l'Autriche, sur l'impuissance ou l'inefficacité de ses moyens de coopération dans la guerre contre la République Française.

Il ne se passe aucun jour sans que nous recevions des détails très-satisfaisans des opérations de nos armées du Rhin. La joie que nous en ressentons est fort vive; mais elle le serait bien davantage, si les événemens heureux qui la font naître devaient hâter l'heureux instant de la paix, qui fait l'objet de tous les vœux. Il est des gens qui aiment à se prévoir, et le public se complaît à l'espérer. Cependant il n'est que trop vrai que rien encore ne garantit parfaitement ni le présage, ni la douce espérance : il existe toujours certains indices qui servent à nous laisser dans l'appréhension et dans les tourmens de la crainte. On prétend, par exemple, et il est probable, que M. Jackson porte en Angleterre les assurances d'efforts nouveaux que l'on se propose de faire pour la continuation de la guerre.

On maintient qu'en vertu de la triple alliance tout récemment ratifiée, la Russie se montrera dans cette guerre tant

Digitized by Google

par mer que par terre ; on estime enfin qu'il n'y a que la force qui puisse déterminer le gouvernement français à renoncer à des prétentions énormes, auxquelles l'empereur et ses alliés sont très-loin de vouloir souscrire. L'on est dans la persuasion que la résistance de Manheim ne sera pas longue, et que, quand toutes nos forces pourront agir en réunion, les avantages que nous avons obtenus, ne manqueront pas d'être suivis d'avantages nouveaux. L'on va jusqu'à se flatter qu'il sera possible non-seulement d'entamer l'Alsace et la Lorraine, mais encore de pénétrer en Hollande et dans la Belgique, où les Français, quoi qu'ils en disent, ne sont pas regardés comme amis par la majorité. Quoi qu'il en soit, il est incontestable que l'empereur n'est nullement pressé de faire la paix, à moins que ce ne soit à des conditions honorables. Ceci se prouve par le peu d'empressement qu'il met à ratifier ce que la diete générale de l'Empire a décrété relativement aux négociations et aux négociateurs ; on le prouverait encore par les envois de recrues et de vieilles troupes qu'il ne cesse point d'ordonner pour le renfort des armées ; on peut enfin l'inférer d'une circonstance qui a été remarquée, par la raison qu'elle était effectivement remarquable, comme on va le voir. Le directoire impérial à qui l'empereur, il y a peu de jours, avait remis des vues particulieres sur les moyens de fournir aux besoins de la guerre pour la campagne de 1796, en présentant son avis sur cette piece, observa à sa majesté qu'il devenait presqu'indispensable de mettre fin aux calamités de la guerre, et par conséquent de songer sérieusement au rétablissement de la paix. L'empereur répondit : « Le directoire voudra bien, à l'avenir, ne plus se mêler de choses qui ne sont point dans la sphere de son activité. » Cette réponse, jointe aux autres circonstances, décele assez les sentimens qui dominent François II ; elle trahit l'éloignement qu'il a pour une paix dont les conditions pourraient, dans ce moment-ci, ne pas être encore sans humiliation pour l'Empire germanique et pour son chef.

Il circule aujourd'hui dans Vienne une quantité de billets de la caisse de réserve de l'armée. Ces billets sont acquittés à l'échéance par le bureau des Guivres, qui toujours y a fait ponctuellement honneur. Les juifs de Francfort sont ordinairement les hommes par les mains de qui ils passent et sont envoyés ici. Nos banquiers s'en chargent avec plaisir, moyennant un escompte de 12 pour cent. L'on a calculé que, dans les années 1794 et 1795, on a envoyé en numéraire métallique, pour les besoins de l'armée, près de 72 millions de florins. Cette somme est estimée faire le grand tiers de celle en circulation dans les états héréditaires de la maison d'Autriche, où l'on pense que 200 millions de florins sont toute la masse que la circulation exige.

Digitized by Google

Le général-major Boros, qui commandait près de Neuwied, a reçu la petite croix de l'ordre militaire de Marie-Thérèse. Le lieutenant-colonel marquis de Châtelair, qui nous apporta dernièrement les glorieux détails du déblocquement de Mayence, et des suites ultérieures de l'attaque faite le 29 octobre contre l'armée de Pichegru, a été élevé au grade de colonel : la même récompense a été accordée au lieutenant-colonel Steger, qui commande à Ehrenbreitstein, et qui s'y est si bien montré contre le général Marceau.

Il se fait ici une souscription pour les soldats qui ont été blessés à l'attaque des retranchemens français devant Mayence ; elle a été proposée par un certain nombre de nos bourgeois qui se sont entendus à cet effet, et qui ont été les premiers à souscrire.

Il est maintenant très-décidé que les Prussiens nous abandonneront Cracovie ; ils doivent l'évacuer avant peu, et une garnison autrichienne est prête à y entrer. — L'on écrit de Constantinople que la peste continue d'y faire des ravages ; nous pourrions écrire à Constantinople que nous n'avons pu encore parvenir à l'étouffer entièrement en Servie et en Eselavonie. Illeck et Jrack y ont vu presque tous leurs habitans emportés par la contagion ; il a été résolu de mettre le feu à ces deux endroits, et de les réduire en cendres.

Le baron de Lederer, qui ci-devant était attaché à la chancellerie des Pays Bas, est mort ici dans la 74e. année de son âge. Il en a passé 35 au service de l'état. Il était fils d'un maître-maçon, et dans sa jeunesse il avait appris et exerçait la profession de son père.

Il n'est aucun nouvelliste qui n'ait ouï parler de l'intelligence que le pacha de Widdin, ainsi que celui de Scutari entretenait avec les rebelles de Servie, à l'exemple desquels il avait arboré l'étendard de la révolte. Ce que l'on a dit de plus nouveau à ce sujet est contenu dans la nouce suivante :

Les rebelles des environs du Danube se sont emparés de Widdin et se préparent à s'y défendre vigoureusement contre les pachas des provinces voisines, chargés de les réduire, et qui n'y font que des efforts faibles et impuissans. D'un autre côté, le chef des mécontens de Belgrade s'est emparé d'Orsova, et a lié communication avec ceux de Widdin.

Une variante assez remarquable présente les choses fort différemment ; elle dit : Les hostilités avec Paswan Ogli, pacha de Widdin, ont heureusement pris fin. Après que la Porte eut ordonné à tous ses autres pachas, depuis Belgrade jusqu'en Thessalie et dans l'Eubée, de marcher contre lui, et que cet ordre, à en juger par les dispositions faites, allait être mis à exécution, on essaya encore au mois d'août d'en venir à composition avec le rebelle, et cette tentative eut

Digitized by Google

le succès le plus heureux. La paix fut rétablie entre la sublime Porte et Paswan Ogli aux conditions qui suivent : 1°. Le sultan accorde au pacha de Widdin et à ses partisans une amnistie absolue et un pardon général ; 2°. Paswan Ogli payera au trésor de S. H. la somme de 800,000 piastres ; 3°. le pacha s'engage à retenir tous ceux qui sont à ses ordres de tout acte capable de troubler le bon ordre, la tranquillité et l'obéissance due à S. H. Ceux qui admettent cette variante préférablement à la premiere leçon, ont soin de remarquer qu'un accommodement à-peu-près semblable doit se faire avec le pacha de Scutari, qui, au lieu de piastres versées au trésor impérial, enrichira le harem de quelques jeunes beautés ; mais ils remarquent sur-tout que cette nouvelle paraît d'autant plus sûre, que la garnison de Belgrade, envoyée contre les rebelles, était attendue de retour pour le 2 ou le 3 novembre.

Nous allons avoir un jour de fête et d'actions de graces pour célébrer l'éclatante journée du 29 octobre, sur laquelle la gazette de la Cour nous fournit des détails très-étendus.

De Francfort-sur-le-Mein, le 26 Novembre.

Pour donner suite à l'historique des opérations militaires sur le Rhin, en en présentant les résultats essentiels, on ne peut mieux faire, ce semble, que de copier les bulletins officiels qui se distribuent chaque jour au quartier-général. Voici donc ceux donnés à Frankenthal depuis le 17 novembre jusqu'au 20.

Bulletin officiel de l'armée impériale et royale. — De Frankenthal, le 17 novembre.

« Dans la vue de consommer les avantages remportés sur la Pfrim et sur le canal de Frankenthal, en consommant ce qui restait à faire pour qu'il ne manquât rien à la sûreté de notre aile droite, il fut résolu de débusquer l'ennemi du poste souverainement important de Kaiserslautern ; et cette grande entreprise fut confiée aux deux généraux Kray et Nauendorf. En conséquence de l'ordre donné à cet effet, le colonel Elsnitz de Karaczay attaqua hier l'ennemi, avec une partie de l'avant-garde de Kray, à Frankenstein : il l'en délogea et s'avança jusqu'à Hoch-Spire. Les détachemens du général Nauendorf se portèrent en même-tems sur Tripstadt, et arrivèrent avec ceux du colonel Elsnitz à Kaiserslautern, d'où, à l'approche de nos troupes, deux divisions ennemies se replierent sur Bitsch et sur Landau. Le général Nauendorf entra pour lors à Kaiserslautern, mit des divisions aux trousses de l'ennemi, et plaça des postes jusques sur la Glahn, afin d'éclairer de-là les mouvemens rétrogrades de l'armée de Jourdan.

Digitized by Google

» La perte du poste important de Kaiserslautern détermina Pichegru à abandonner les lignes du Rehbach et du Spirebach, et à se retirer dans celles de la Queich, où nos avant-gardes le suivirent de près.

» Le général Kray occupa Neustadt; le général Otto, Spire; et le feld-maréchal-lieutenant de Werneck, pour les soutenir, fut envoyé, avec le corps de réserve, sur les hauteurs de Ruprechtsberg, tandis que le comte Latour avait à conduire à Rheingenheim l'aile gauche de l'armée; l'armée elle-même ira camper demain dans le voisinage de Hochdorf.

» De cette maniere, Pichegru est circonscrit dans la vallée de Landau, et hors d'état de rien entreprendre pour la délivrance de Manheim. Cette place doit tomber, rien ne peut l'en défendre; et l'on s'occupe dans ce moment même des moyens d'accélérer sa reddition. L'ennemi, dans sa retraite du Rehbach, laissa en notre pouvoir, près d'Altripp, deux de ses canons de 6; deux autres furent trouvés près de Grunstadt; et quelques dépôts de munitions sont tombés entre nos mains, de même qu'un bon nombre de prisonniers. Nous pouvons ajouter à cela que 59 pontons du pont du Rhin de Manheim ont été pris à Oggersheim, et que tout l'appareil de l'aërostat l'a été à Frankenthal. »

Du 18. « Hier, le capitaine Goubany, des hussards de Blankenstein, et le capitaine de Simmen, des hussards Sicules, envoyés après l'ennemi sur la Queich, firent prisonniers un capitaine et trois officiers d'artillerie, un officier de chasseurs et 145 hommes, la plupart du corps d'artillerie; ils amenerent en même-tems 37 chariots de munitions avec 7 affuts et plusieurs autres charriots. Comme ils ne s'étaient pas rendus maîtres de tout cela sans coup férir, on peut dire hardiment qu'ils hacherent beaucoup d'ennemis, et en blesserent un grand nombre. Au surplus, les avant-postes furent poussés jusqu'à Hochstetten, Saint-Lambert, Weyer, Edickofen, Altdorf, Schweisgenheim, Berghausen, et ils prirent diverses patrouilles ennemies.

» Le général comte de Nauendorf fit aussi poursuivre l'ennemi sur les chaussées de Landau et des Deux-Ponts. Sur l'une, les hulans de Keglevich eurent vue de l'arriere-garde ennemie dans Tripstadt; mais, comme elle fuyait, ils ne purent faire que quelques prisonniers; sur l'autre, l'ennemi fut chassé de Landstoul, Carlsberg et Hombourg, postes importans qu'occuperent nos troupes, dont les patrouilles allerent jusques près de Deux-Ponts. Le général Nauendorf occupa Meisenheim, où il trouva de bons magasins de provisions.

Du 19. » Une division des hussards de Blankenstein, dans la journée du 18, fit 200 prisonniers entre Neustadt et Landau, et y prit encore 40 caissons chargés de poudre,

Digitized by Google

Le général Nauendorf poussait ses postes jusqu'à Deux Ponts, abandonnée par la gauche de l'armée de Pichegru, gauche effrayée qui se sauvait à la débandade vers Sar-Louis. La droite de cette armée s'appuyait sur et dans Germersheim, où elle se proposait de tenir, afin que Landau, qui se trouve dépourvu de toute espèce de munitions, pût être approvisionné. »

(Nous renvoyons à l'ordinaire prochain le reste des Bulletins, afin de pouvoir donner ici place aux autres nouvelles que nous tenons du Courier de Francfort. *)*

La garnison française de Manheim qui s'est rendue prisonnière de guerre s'est trouvée forte de 9762 hommes, parmi lesquels 300 artilleurs. Ceux-ci étaient vêtus et équipés; mais les autres étaient dans un état de délabrement.

On paraît faire grand bruit d'une prétendue négociation que l'on dit sur le tapis, pour faire rentrer en Hollande le prince d'Orange et sa famille. Cette négociation pourrait réussir, s'il était vrai, comme certaines gens osent l'affirmer, que 25,000 Prussiens fussent prêts à marcher à son appui; mais cette dernière circonstance est un peu difficile à croire, d'autant qu'elle est inconciliable avec ce que l'on écrit de Westphalie, que le cordon prussien n'y existe plus; que les troupes qui le formaient sont rentrées dans leurs quartiers de paix et mises sur le pied de paix; enfin, que le roi de Prusse a fait distribuer en don, à ses sujets westphaliens, les chevaux d'artillerie et de traits dont il a cessé d'avoir besoin.

L'assemblée des états du cercle de Souabe a mis fin à ses séances le 17 de ce mois. Elle a nommé général feld-maréchal des troupes du cercle, le duc régnant de Wirtemberg, à qui elle a conféré en même-tems le régiment d'infanterie du cercle; quant au régiment de dragons, elle l'a donné au prince héréditaire de Wirtemberg. On a de cette assemblée plusieurs arrêtés remarquables, qu'on ne peut guères se permettre de passer entièrement sous silence : il faudra voir à revenir sur eux, lorsque le tems et la place n'y mettront plus obstacle.

Les Français, en imposant de nouvelles contributions à Trèves et à Coblentz, et en prenant le parti d'en enlever des étages, ont assez manifesté la crainte où ils sont de s'y voir incessamment attaqués, et de ne pouvoir y tenir contre l'attaque. En effet, le maréchal Clairfayt va conduire son armée de ce côté-là, tandis que celle de Wurmser, après avoir passé le Rhin, se prescutera à celle de Pichegru.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Chénier.

Séance de primedi, 11 *Frimaire.*

Monnot, organe d'une commission chargée d'examiner un message du Directoire, propose d'accorder, à titre de gratification et indemnité, trois mois de leurs appointemens aux employés des ci-devant comités de la Convention, des administrations de district et autres qui se trouvent supprimées par l'effet de l'organisation nouvelle du gouvernement.

Cette proposition est adoptée avec la formalité de l'urgence.

Giraud, au nom de la commission des finances, soumet de nouveau à la discussion le projet qui établit, pour le paiement des arrérages et intérêts, une échelle graduée sur les époques des titres ou engagemens. Le rapporteur a supprimé les articles qui, dans le premier projet, concernaient les loyers d'habitation.

Beffroy observe que cette mesure tient à ce qui sera décidé par le conseil des Anciens, sur les résolutions de finances, ainsi qu'à d'autres projets qui sont ajournés. Il demande qu'on en différe la discussion; et il déclare que, si l'on veut discuter sur-le-champ, il prouvera que la proposition de Giraud est impossible dans son exécution.

La discussion est ajournée.

On procede au scrutin pour nommer un messager d'état, à la place du citoyen Mirande, qui a donné sa démission. Les membres, chefs de série, recueillent les bulletins dans leurs séries respectives, et les déposent sur le bureau dans autant de cartons qu'il y a de séries. — On décide que ce scrutin sera dépouillé à la prochaine séance. — Les cartons sont cachetés; on va les déposer dans le local de la commission des inspecteurs.

Beffroy demande que le projet d'emprunt forcé présenté par Gilbert Desmolières soit livré à l'impression et distribué, et que le conseil invite ce membre à en donner une nouvelle lecture : l'opinant pense qu'on trouvera dans ce plan des idées propres à rétablir nos finances. Sa proposition est adoptée.

Gilbert Desmolieres monte à la tribune et développe le

Digitized by Google

plan qu'il a déja proposé : Il est tems, dit-il, de sortir de l'état où nous sommes. Ce n'est point par des palliatifs, par des mesures partielles, par des moyens dilatoires que vous remédierez à tant de maux. Les assignats ont été créés pour féconder le germe de la liberté ; mais une pluie trop abondante nuit à la réproduction ; le germe de la liberté a failli périr sous des flots d'assignats. Vous allez enfin prendre un parti qui fasse disparaître la surabondance du papier-monnaie.

S'il ne s'agissait que de liquider et de payer la dette de la République, il n'y aurait aucun embarras, puisque le gage surpasse de beaucoup cette dette ; mais vous ne devez pas enlever à la nation ses ressources, et donner cette satisfaction à nos ennemis. Il ne serait pas difficile non plus de rembourser les assignats, puisque les 20 milliards en circulation sont représentés par 160 millions en numéraire, au cours actuel ; mais alors les échanges seraient entravés par le défaut de signes. Les cédules, malgré tous leurs avantages, préparent à l'agiotage un nouvel aliment. En effet, elles sont négociables, elles présentent des taux divers ; c'est un papier qui concourra avec l'autre : que de moyens de spéculations ! Vous avez un cours qui sera fixé tous les mois ; vous en avez un autre de 10 pour cent pour les rentiers, et il y a le cours de l'opinion qui s'accroît journellement. La combinaison de ces cours divers n'est-elle pas bien propre à l'agiotage.

Cependant la stabilité du signe monétaire peut seule rétablir la confiance. On n'a pas fait attention que le surhaussement à un cours quelconque, des intérêts, des loyers, arrérages, etc., doit produire encore la hausse des marchandises. Après avoir long tems hésité, examiné, je me suis convaincu que ce n'est que par un emprunt bien combiné que nous pourrons sauver la chose publique. Voyez ce que font vos ennemis, c'est par des emprunts qu'ils se soutiennent et qu'ils prolongent la guerre. Pitt disait naguères au parlement britannique que vous n'auriez pas le courage de prendre une grande détermination sur les assignats. Sans doute vous éviterez les honteuses ressources de Law ; mais vous trouverez le moyen de rétablir le crédit. L'emprunt que j'ai conçu serait gradué ; il aurait un intérêt fixé d'après la valeur de l'assignat comparé à la monnaie métallique. Je vais éclaircir ma proposition par des exemples :

Supposons un propriétaire de 100,000 liv. en assignats : si la piece d'or de 24 liv. vaut 2000 liv. en assignats, il est évident que les 100,000 liv. de ce citoyen seront représentées par 1200 liv. en numéraire : eh bien ! je lui donne 10 pour cent d'intérêt en viager, avec accroissement résultant des extinctions.

L'assignat

Digitized by Google

L'assignat vient-il à baisser? je donne un intérêt plus fort. Si la piece d'or de 24 liv. vaut 3000 liv. en assignats, un capital de 150,000 liv. sera représenté par 1200 liv. : dans ce cas, le porteur aura un intérêt viager de 15 pour cent. J'accroîterai ainsi l'intérêt de 5 pour cent par chaque 1000 l. de baisse. Mais quelque fût cette baisse, la République n'aurait à payer annuellement que la même somme d'intérêts. En voici la preuve :

Vingt-quatre milliards d'assignats, la piece d'or étant à 2000 liv., sont représentés par 280 millions, valeur métallique, dont l'intérêt, à 10 pour cent, fait 28,800,000 liv. Si la piece d'or est à 3000 liv., 24 milliards d'assignats équivalent à 192 millions dont l'intérêt, à 15 pour cent, donne une somme égale, c'est-à-dire, 28,8000,000 liv. L'on voit ainsi que les intérêts croissent de 5 pour cent par chaque 1000 liv. de baisse, sans qu'il y ait dans leur somme aucun changement.

Maintenant je vais prouver que les calculs sur la hausse de l'assignat donnent un résultat pareil. J'ai pris 2000 liv. pour le terme moyen de la valeur de la piece d'or.

Supposons que cette piece ne vaille que 1000 liv.; le porteur de 50,000 liv. en assignats possede 1200 liv. : je lui donne un intérêt de 5 pour cent. Dans cette supposition, 24 milliards sont représentés par 576 millions, dont l'intérêt à 5 pour cent fait 28,800,000 liv. — Si l'assignat hausse encore, et que la piece d'or tombe à 500 liv., , 25,000 liv. équivaudront à 1200 liv. : je donnerai 2 et demi pour cent. d'intérêt : 24 milliards, dans ce cas, seront représentés par 1152 millions, qui donneat 28,800,000 liv. d'intérêt à 2 et demi pour cent. — Supposons, pour dernier exemple, que la piece d'or tombe à 250 liv.; un capital de 12,500 liv. en assignats fera 1200 liv., valeur métallique : je donne un intérêt de 1 et trois quarts pour cent, etc.

Ainsi, de quelque maniere que l'agiotage combine, la nation ne devra payer que 28,800,000 liv. d'intérêt viager pour un capital de 24 milliards; et il est à remarquer que cet intérêt se trouve, dans tous les cas, supérieur d'un quart à celui des cédules.

Pendant les dix premieres années, le revenu de chaque prêteur s'accroîtrait de la totalité des extinctions : pendant les dix années suivantes, un quart des extinctions serait pour la République; et les trois autres quarts profiteraient aux prêteurs. Passé ces vingt années, la nation et les prêteurs partageraient par moitié le profit des extinctions. Il y aurait 24 classes ou séries, de 1200,000 liv. chacune.

Cet *emprunt viager et tontinier* serait ouvert le 1^er^, nivôse prochain. On serait tenu d'y porter tous les assignats au-dessus de 100 liv. : on les recevrait au cours de la place,

Digitized by Google

et ils seraient échangés contre des *inscriptions viageres et tontinieres* dont l'intérêt commencerait à courir à dater du 1er. vendemiaire dernier. Au bout de six mois, l'emprunt serait fermé; et alors les assignats au-dessus de 100 liv. n'auraient plus cours de monnaie; ils pourraient néanmoins circuler librement dans le commerce, et seraient reçus, soit en échange de cédules, soit en paiement de domaines nationaux, au cours de la place.

Sur la motion de Beffroy le conseil prend une résolution, portant que tout individu qui se croira lésé par le paiement ou le remboursement de capitaux à lui dus par obligation publique ou privée, autres que les effets de commerce de négociant à négociant, antérieurement au 1er. vendémiaire dernier, est libre de le refuser jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Conseil des Anciens.

Présidence de Tronchet.

Le président annonce qu'il a reçu un plan de finances avec un assignat de 10,000 liv. L'auteur fait don de l'assignat si le plan est admis; dans le cas contraire, il demande qu'il lui soit rendu.

Le conseil ordonne que l'assignat sera remis à celui qui l'a envoyé, et que son plan sera communiqué à la commission des finances.

On lit la délibération de la commune d'Uzès, dont le conseil des Anciens avait demandé communication à celui des Cinq-cents; elle porte qu'il est nécessaire de faire un emprunt forcé sur les citoyens riches de la commune, pour acheter les subsistances qui doivent servir à la nourriture des pauvres.

On relit la résolution.

Dupont (de Nemours) trouve qu'un emprunt forcé n'est autre chose qu'un impôt déguisé; il calcule qu'en permettant à la commune d'Uzès, qui n'est composée que de 4,000 ames, un emprunt de 1,200,000 liv., c'est mettre sur les huit millions d'ames qui forment la population des villes une imposition de 80 milliards. Il ne croit pas qu'on puisse lever une imposition aussi considérable.

Legrand croit que le droit de propriété impose aux propriétaires le devoir de venir au secours des indigens. Il n'y a point de propriété, là où l'on meurt de faim, dit il. Cet emprunt sera d'abord remboursé par la vente du prix des grains, et ensuite par les sous additionnels; ainsi, personne ne sera lésé.

Goupilleau explique qu'il est impossible qu'un impôt soit

Digitized by Google

perçu assez tôt pour qu'on puisse acheter des subsistances avec son produit ; c'est pour cela qu'il faut faire un emprunt. Il sera remboursé par des sous additionnels qui seront levés dans la commune d'Uzès. Aussi ce sera toujours une imposition locale.

Dupont croit qu'il est contraire à tous les principes d'économie politique d'acheter des subsistances avec les impôts.

Le conseil ferme la discussion et approuve la résolution. Il en approuve aussi deux autres ; l'une porte que le classement des titres fera partie des attributions du ministre de la justice, et l'autre accorde aux commis supprimés une indemnité de trois mois de leurs appointemens.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de duodi, 12 *Frimaire*.

Gilbert Desmolieres continue la lecture de son projet de finances, et observe que son plan d'emprunt ne nuirait en aucune maniere aux autres plans déja adoptés ; les cédules en recevraient même une activité plus sûre. 24 milliards d'assignats se trouvent absorbés par cet emprunt, il ne resterait plus que 6 milliards de papier-monnaie. On a calculé que toutes les petites coupures jusqu'à 100 l. inclusivement, forment à-peu-près cette somme. Il entre dans mon plan, dit Gilbert, de faire une nouvelle fabrication de 6 milliards en coupures de 120, 450 et 1,200 liv. ; cette fabrication ne devrait pas accroître la masse circulante ; elle servirait uniquement à échanger les 6 milliards de petites coupures que l'emprunt n'aurait pas retirés de la circulation. Il est évident que cet emprunt est plus patriotique que forcé : les prêteurs seraient bien dédommagés par la baisse nécessaire des denrées, et par le rehaussement du papier-monnaie au niveau, ou presqu'au niveau de la valeur des pieces métalliques.

Si l'emprunt absorbait trop, on pourrait le restreindre à 20 milliards ; mais je pense que 6 milliards d'assignats joints au numéraire qui devra se montrer et aux lettres de change du commerce, formeraient une masse de signes bien suffisante pour les échanges.

Voici les principaux articles du projet de résolution proposé par Gilbert :

« Art. 1er. Il sera ouvert un emprunt en forme de tontine sur une seule tête. Les possesseurs d'assignats au-dessus de 100 liv., seront tenus de les porter à cet emprunt, dans le délai de six mois, à compter du 1er. nivôse prochain ; ces assignats seront reçus pour leur valeur au cours constaté à la bourse.

» II. L'intérêt sera plus ou moins fort, suivant le taux des assignats comparés à la piece métallique. Il sera de 10 pour 100,

Digitized by Google

si la pièce d'or vaut 2000 liv., de 15 pour 100, si elle vaut 3000; de 20 pour 100, si elle vaut 4000, et en augmentant ainsi graduellement de 5 pour 100 par chaque 1000 liv.

Si la pièce d'or s'abaisse à 1000 liv., l'intérêt sera de 5 pour 100; si elle s'abaisse à 500 liv., il sera de deux et demi; si elle tombe à 250, l'intérêt sera de un et trois quarts. On n'aura point égard aux dégradations intermédiaires dans cette décroissance.

„ III. On délivrera aux porteurs des reconnaissances provisoires qui seront échangées, dans les deux décades, contre des inscriptions viagères et tontinières portant l'intérêt fixé par l'article précédent: cet intérêt coure à dater du 1er. vendémiaire de l'an IV.

„ IV. L'emprunt sera divisé en 24 séries ou classes de 1200,000 l. de rentes chacune: les intérêts s'accroîtront dans chaque classe de toutes les extinctions pendant les dix premières années: les extinctions qui surviendront dans les dix années suivantes, profiteront d'un quart à la nation, et des trois autres quarts aux prêteurs. Dans la suite, elles seront partagées par moitié entre la nation et les prêteurs, jusqu'à l'extinction de chaque classe ou série.

„ V. Les assignats qui rentreront par cet emprunt seront brûlés à fur et mesure, et en présence des porteurs. Ces assignats ne cesseront pas d'avoir cours de monnaie, pendant six mois; mais passé cette époque, ils ne seront admis que librement dans les transactions particulières; on les recevra aussi en paiement des domaines nationaux ou pour échange des cédules.

„ VI. Les assignats de 100 liv. et au dessous continueront d'avoir cours; ils seront échangés contre de nouveaux assignats divisés en coupures de 120, 450 et 1200 liv. En conséquence, il en sera fabriqué pour 6 milliards, somme égale à celle des assignats qui seront ainsi retirés par la voie de l'échange.

„ VII. Les citoyens auxquels il a été délivré des bons au porteur et des inscriptions pour fournitures de denrées et marchandises au gouvernement, seront admis à les placer au présent emprunt, au taux du cours: les cédules pourront aussi être admises, *etc.* „

Le conseil ordonne l'impression du discours et du projet de Gilbert-Desmolières.

On discute la question relative à la nomination des juges dont les places sont vacantes, des juges de paix et des administrateurs municipaux. La discussion est ajournée.

Conseil des Anciens.

Après la lecture du procès-verbal, le conseil approuve

Digitized by Google

une résolution prise hier par le conseil des Cinq-cents, qui autorise tout créancier qui se croirait lésé par le remboursement de capitaux à lui dûs en vertu de transactions publiques ou privées, antérieures au 1^er. vendémiaire, à refuser ce remboursement. Sont exceptées les transactions de commerce de négociant à négociant.

L'ordre du jour appellait le rapport de la commission chargée d'examiner les résolutions sur les finances. Lafond-Ladebat, organe de cette commission, annonce qu'elle a rempli la tâche qui lui avait été imposée. Nous avons reconnu, dit-il, que les résolutions qui vous sont soumises, se tiennent toutes par un lien commun. On ne peut adopter l'une et rejetter l'autre sans rompre le lien qui les unit, sans rendre nuls tous les moyens qui vous sont proposés pour arrêter la dépréciation des assignats, en opérant leur rentrée.

Lafond-Ladebat donne l'avis de la commission sur chacune des résolutions proposées. Il craint que celle qui ordonne la destruction des formes, matrices et poinçons servant à la fabrication des assignats, ne mette la trésorerie dans l'impossibilité de satisfaire au service public. Toutes les réflexions du rapporteur se dirigent contre le plan soumis à la sanction du conseil. Il termine son discours sans prendre aucune conclusion.

Un autre membre de la commission prend ensuite la parole: il propose divers moyens qui, selon lui, pourraient arrêter le discrédit. Il pense que l'on doit d'abord abolir toutes les lois révolutionnaires en France. Il voudrait que l'on fixât à quatre mois seulement le terme de la circulation des assignats; que chaque possesseur d'assignats fût assuré du remboursement de leur valeur au taux actuel: il voudrait que l'on vendît tous les biens nationaux, à l'exception des forêts, en mettant en réserve le milliard destiné à récompenser les défenseurs de la patrie. Ce rapporteur propose de déclarer que le conseil ne peut approuver les résolutions présentées.

Le conseil ordonne l'impression des deux rapports.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de tridi, 13 Brumaire.

Dumolard appelle l'attention du conseil sur plusieurs difficultés qui retardent la marche des tribunaux. Ces difficultés sont relatives aux articles de la loi du 17 vendémiaire, qui traitent des appels d'un tribunal à un autre. Il demande la formation d'une commission de trois membres pour examiner cet objet et en faire un rapport. (Adopté.)

Le citoyen Projean est nommé messager d'état à la place du citoyen Mirande, qui a donné sa démission.

Un étranger domicilié à Strasbourg depuis plusieurs années,

Digitized by Google

et y ayant même des propriétés, se plaint d'avoir été porté sur la liste des émigrés pendant un voyage qu'il a fait dans sa patrie. Il sollicite sa radiation.

Le conseil renvoie sa pétition à la commission chargée d'examiner les motifs de radiation.

On donne lecture d'une autre pétition. Les femmes de Collot-d'Herbois et Billaud-Varennes sollicitent : 1°. L'exécution du décret de la Convention qui a rapporté celui de déportation rendu contre leurs maris ; 2°. le paiement des indemnités qui leur sont dues jusqu'à la fin de la session de la Convention nationale. Elles représentent que Vadier, aussi condamné à la déportation, a déja obtenu cette double faveur.

Quelques murmures s'étaient élevés dans le conseil pendant la lecture de cette pétition. Plusieurs membres révoquaient en doute l'existence du décret cité par les pétitionnaires.

Saint-Martin a assuré qu'il existait réellement ; mais il a rappelé un décret postérieur qui l'annulle et maintient celui de déportation. Il a demandé l'ordre du jour sur la première partie de la pétition ; quant à la seconde, il ne s'est pas opposé à ce qu'elle fût prise en considération.

Engerrand déclare que Vadier n'est pas dans le même cas que Collot et Billaud, puisque, dans le décret postérieur cité par Saint-Martin, la mesure de la déportation n'est pas maintenue à son égard.

Le conseil passe à l'ordre du jour sur la pétition des femmes Collot-d'Herbois et Billaud-Varennes.

On reprend la discussion sur le projet de Treilhard relativement aux places vacantes dans les tribunaux, et sur la nomination des juges de paix et des municipalités de canton.

Rouyer, s'écartant de la question, demande que les parens des émigrés soient tenus de quitter les places qu'ils occupent dans les administrations et tribunaux, et qu'on les déclare inéligibles jusqu'à la paix ; ce qui est déja décrété par la loi du 4 brumaire. Mais il veut que la même exclusion frappe tous ceux qui, depuis le 9 thermidor, ont été arrêtés, soit par décrêt de la Convention, soit par arrêtés des comités de gouvernemens, soit même par ordre de représentans en mission. Les conspirateurs de germinal et de prairial, dit-il, sont aussi coupables que ceux de vendémiaire. L'amnistie peut pardonner à l'erreur, au crime même ; mais elle n'est pas un titre à la confiance publique. La motion de Rouyer n'a pas de suite.

Ramenant la discussion à son véritable objet, Bezard opine pour le projet de la commission.

Pastoret n'est pas de cet avis. Rien n'est plus contraire à l'esprit de la constitution, rien n'est plus dangereux à la liberté, que de confier au gouvernement la nomination des juges. Si vous lui donniez cette attribution, il nommerait à

Digitized by Google

tous les degrés de la hiérarchie judiciaire ; celui qui requiert la peine et celui qui la prononce, celui qui poursuit et celui qui défend, seraient ses créatures. Quant aux juges de paix et aux membres des administrations municipales, vous ne pouvez, sans violer les droits du peuple, vous dispenser de convoquer les assemblées primaires et communales, pour faire procéder à leur nomination.

Le discours de Pastoret sera imprimé, ainsi que ceux prononcés hier par Audouin et par Dumolard. On ajourne la discussion.

Le résultat du dépouillement du scrutin pour la nomination d'un messager d'état, à la place du citoyen Mirande, a été favorable au citoyen Projean, ex-membre de la Convention ; il est proclamé messager d'état.

Conseil des Anciens.

Le président annonce qu'il a reçu une lettre du général Miranda, et que cette lettre n'est autre chose qu'une pièce justificative. Renvoyé au Directoire.

Le président instruit ensuite le conseil qu'il lui a été remis une pétition venant de Marseille, et revêtue d'un grand nombre de signatures : il propose de renvoyer cette pétition au conseil des Cinq-cents, attendu que la constitution ne donne pas au conseil des Anciens l'initiative des lois.

Legrand pense que les citoyens peuvent présenter des pétitions à l'un et l'autre conseils. Il demande que celle-ci soit lue avant d'être renvoyée.

Durand-Maillanne est du même avis.

Un secrétaire donne lecture de cette pétition : Ce sont des dénonciations contre Chambon, Mariette et Cadroy. On y impute à ces représentans les assassinats du Midi.

Goupilleau (de Fontenai) interrompt la lecture : il cite l'article de la constitution qui veut qu'aucun membre du Corps législatif ne soit mis en prévention que d'après une dénonciation signée, adressée au conseil des Cinq-cents.

Le renvoi à l'autre conseil est décrété.

On discute la résolution qui modifie la loi du 2 thermidor sur la fixation de la contribution foncière payable en nature.

Legrand attaque cette résolution : il pense que les contribuables seraient lésés par le premier article qui établit la fixation sur les plus bas prix des achats faits par le gouvernement en fructidor et vendémiaire. Personne n'ignore, dit-il, que parmi les agens que le gouvernement avait chargés des achats de subsistances, il en est mille qui ont fait des marchés frauduleux. Le prix auquel ils ont fait monter leurs achats est excessif. Il serait injuste de rendre les contribuables victimes de ces sortes de vols.

Digitized by Google

Dupont (de Nemours) combat aussi la résolution : il la trouve défectueuse en ce que la peine de celui qui ne peut payer ses contributions ne serait point proportionnée à ses facultés : il trouve aussi qu'il est injuste de rendre responsables les vingt plus forts contribuables en retard.

Cornilleau observe que la peine est modérée, en ce qu'elle ne frappe que les vingt *plus forts* contribuables *en retard*.

Tronçon-Ducoudray : Les peines appartiennent au coupable et non à ses voisins. Si une pareille injustice est une fois sanctionnée, qui vous répondra qu'elle ne reparaîtra point dans d'autres occasions ? Je conclus pour le rejet.

On demande que la discussion soit fermée. Le président met aux voix. Deux épreuves laissent dans le doute.

La discussion continue.

Vernier : Trop long-tems on a divagué. Il s'agit ici du salut du peuple. L'exemple que donneront les plus forts contribuables déterminera les autres. Cette institution contrastera fructueusement avec les usages de l'ancien régime.

La discussion est fermée. Le conseil approuve la résolution.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de quartidi, 14 *Frimaire*.

Les deux commissaires du gouvernement près l'armée d'Italie, adressent au conseil des Cinq-cents une dépêche datée de la Pietra, le 4 frimaire. « Le 2 de ce mois, l'armée d'Italie a remporté une victoire signalée : les troupes austro-sardes ont été mises en déroute. Le combat a été des plus sanglants ; il a duré depuis six heures du matin jusqu'à cinq du soir. Plusieurs redoutes ont été enlevées à la bayonnette et à la course par les intrépides défenseurs de la République. Tout le canon de l'ennemi est en notre pouvoir ; nous lui avons pris cinq drapeaux : on peut dire qu'il n'a plus d'armée. Le nombre de ses morts s'élève à trois mille ; nous avons fait près de quatre mille prisonniers. Cette victoire a été mise à profit. Depuis le 2, on ne cesse de poursuivre les bandes éparses des Autrichiens et des Piémontais : il ne faudrait rien moins qu'un miracle pour les sauver, car elles sont entre deux feux. De long tems, il n'y aura une armée autrichienne en Italie. L'armée républicaine est entrée à Finale où il y a d'immenses magasins. »

Un membre demande que le conseil déclare, par forme de résolution qui sera soumise aux Anciens, que l'armée d'Italie ne cesse de bien mériter de la patrie ; et que cette déclaration soit adressée par le Directoire exécutif à toutes les armées et à tous les départemens.

Lehardy observe que le conseil ne doit rien déterminer sur une nouvelle que le Directoire exécutif ne lui a pas transmise

Digitized by Google

officiellement. Il demande en conséquence l'ajournement jusqu'à ce qu'on ait reçu une communication officielle. Cette proposition est adoptée.

L'article 213 de la constitution porte que la loi détermine les objets dont les juges de paix et leurs assesseurs connaissent en dernier ressort : elle leur en attribue d'autres qu'ils jugent à la charge de l'appel.

Un membre demande que le conseil s'occupe de régler ces attributions.

On nomme une commission qui fera incessamment un rapport sur cette matiere.

Une autre commission est nommée pour examiner une dénonciation sur les fraudes qui se commettent dans le paiement des droits de marque et contrôle des matieres d'or et d'argent.

L'ordre du jour appellait la discussion sur le projet de Treilhard.

Thibaudeau combat ce projet. Gardez vous, dit il, de commettre un attentat contre la liberté. Ce sont les choix faits par le gouvernement, qui ont engendré les atrocités révolutionnaires. On craint des agitations, si l'on convoque les assemblées primaires ! mais les agitations sont inséparables de tout grand rassemblement ; d'ailleurs elles n'auraient lieu que dans un petit nombre d'assemblées, et dès-lors il n'y aurait pas de danger. Il est tems d'affranchir le peuple de cette tutelle où on le tient depuis si long tems. — L'opinant veut que les juges s'adjoignent des collegues, et que les assemblées primaires et communales nomment les juges de paix et les municipaux.

Proposer des assemblées primaires, dit Chénier, c'est demander le rapport de la loi du 5 fructidor qui ne permet pas qu'il y en ait dans l'an IV. Or, vous ne pouvez rapporter cette loi, car elle a été acceptée par le peuple. Les royalistes, les fanatiques, les émigrés, les agioteurs feraient tous leurs efforts pour égarer ces assemblées. Il faut considérer le Directoire comme l'auxiliaire et non comme l'ennemi du Corps législatif.

La discussion est fermée : on accorde la priorité au projet de la commission présenté par Treilhard, et l'on reconnait l'urgence.

Plusieurs amendemens sont proposés et péniblement discutés au milieu d'un grand tumulte.

Treilhard se plaint de quelques expressions de Dumolard ; il rappelle que ce membre a dit que les dernieres nominations s'étaient faites sur des barils de poudre.

Dumolard déclare qu'il croit que les assemblées ont été libres.

Doulcet propose d'astreindre le Directoire à ne choisir pour remplacer les juges que des citoyens qui ont déja exercé les fonctions judiciaires par le choix du peuple.

Digitized by Google

Génissieux s'écrie que cette proposition est contraire à la constitution.

Le projet concernant les juges est adopté avec l'amendement de Doulcet, sauf rédaction.

Conseil des Anciens.

Barbey Marbois prend la parole sur la dénonciation envoyée hier par des habitans de Marseille contre Chambon, Cadroy et Mariette. Il observe que, lorsqu'il s'agit d'accueillir des accusations contre les représentans, le conseil soit extrêmement circonspect, si l'on ne veut renouveler les scenes dont la Convention a été si long-tems le fatal théâtre. Il demande qu'au lieu de renvoyer la dénonciation au conseil des Cinq-cents, le conseil passe à l'ordre du jour.

Cette motion n'a pas de suite.

L'ordre du jour appelait la discussion sur le plan de finances présenté par le conseil des Cinq-cents.

Dumas demande que, pour discuter des questions aussi délicates, le conseil se forme en comité secret.

Johannot s'y oppose. Il déclare qu'à moins que Dumas n'ait des détails secrets à communiquer, la commission n'a à présenter que des calculs rassurans sur notre position financière; que les ressources de la nation sont encore immenses, et qu'elle ne peut que gagner à les faire connaître.

Legendre appuie la demande du comité secret.

Goupilleau la combat. Le conseil rejette cette demande et la proposition du comité secret.

Le président annonce que la discussion va s'ouvrir, mais que tous les orateurs inscrits veulent parler sur le plan du conseil des Cinq-cents.

Un membre pense qu'il est instant de prendre une décision et de fixer l'opinion incertaine. Il croit que, puisque personne dans le conseil ne croit pouvoir soutenir le plan du conseil des Cinq-cents, on peut de suite aller aux voix.

Roger-Ducos est aussi de cet avis. Il ne voit pas pourquoi on prolongerait une discussion inutile, puisque l'opinion du conseil est formée, et que tout le monde est convaincu que le plan proposé, au lieu de remédier à nos maux, ne ferait que fournir de nouveaux alimens à l'agiotage.

En conséquence, le rapporteur de la commission relit successivement les six résolutions présentées par le conseil des Cinq-cents à la discussion de celui des Anciens; elles sont toutes les six rejettées à l'unanimité, parce qu'on les a regardées comme indivisibles.

Le conseil approuve en ces termes une résolution du conseil des Cinq-cents, relative au paiement des contributions.

Digitized by Google

Le conseil, après avoir reconnu l'urgence, a pris la résolution suivante :

« Art. Ier. La fixation en assignats, à défaut de grains, de l'équivalent de la contribution fonciere en nature, due en exécution de la loi du 2 thermidor, sera faite sur le prix le plus bas des achats faits dans l'intérieur, par les agens et pour le compte du gouvernement, pendant les mois de fructidor et vendémiaire derniers, combiné dans chaque département avec le prix moyen, donné par les mercuriales des marchés pendant le même-tems.

» II. La fixation de la portion des fermages due en nature, en exécution de la même loi sur les fruits récoltés en l'année 1795 (vieux style), sera la même base.

» III. Les articles VI et XI de la loi du 2 thermidor sont abrogés en ce qu'ils contiennent de contraire à la présente résolution.

» IV. Pour l'exécution des articles précédens, le Directoire exécutif prendra les moyens les plus prompts et les plus sûrs de connaître le prix le plus bas des achats faits à l'intérieur par le gouvernement, pendant les mois de fructidor et de vendémiaire.

» Ce prix sera dégagé de tous frais de transport, prime, droit de commission ou autre.

» V. Le résultat de son opération sera publié, affiché et adressé officiellement, avant le premier nivôse prochain, aux administrations de département et aux tribunaux; ils seront tenus de s'y conformer.

» VI. Les contribuables et les fermiers débiteurs ne pourront se prévaloir du mode d'évaluation fixé par les articles précédens, ni d'aucun autre prétexte, pour refuser ou retarder le paiement de leur contribution ou de leur fermage; ils seront tenus d'en payer le prix déja établi, dans les délais prescrits par les lois précédentes, sauf à leur faire compte en définitif de ce qu'ils auront acquitté.

» VII. Les erreurs au préjudice de contribuables seront redressées; mais les réclamations des citoyens ou des communes auprès du Directoire exécutif, ne pourront être admises à l'examen, qu'en y joignant un certificat de paiement de la moitié du montant de la contribution.

» VIII. L'equivalent en assignats de la portion de contribution fonciere due en nature, sera acquitté dans les deux décades qui suivront la promulgation de la loi.

» IX. A défaut de paiement dans ce délai, les dix plus forts contribuables en retard de payer leur propre imposition, seront seuls responsables et solidaires, conformément à l'art. IV de la loi du 24 fructidor, dans lequel les mois en retard avaient été omis; et ils seront poursuivis dans les formes usitées pour le recouvrement forcé des contributions.

Digitized by Google

» X. Les contribuables ou les fermiers en retard, qui se mettront dans le cas d'être poursuivis pour l'acquittement de l'équivalent, soit de la contribution, soit du fermage, seront condamnés au paiement, suivant le prix le plus haut des ventes faites entre le jour de l'échéance et celui de la contrainte, s'il est question du fermage.

» XI. Ceux qui pourront payer en grains, soit la contribution, soit le fermage, qui seront convaincus de les avoir détournés pour payer en équivalent, seront condamnés envers le propriétaire, suivant qu'il y aura lieu, au paiement des grains dans la proportion prescrite par l'article précédent.

» XII. Le Directoire exécutif tiendra séverement la main à l'exécution des mesures précédentes : il prendra les moyens les plus prompts et les plus certains de découvrir et de faire poursuivre les contraventions. »

Conseil des Cinq-cents.

Séance de quintidi, 15 *Frimaire*.

Treilhard, après avoir présenté la rédaction de la résolution prise hier relativement au remplacement des juges des tribunaux civils, fait une motion d'ordre sur la nécessité de déterminer les moyens de remplacer les fonctionnaires publics dont les places deviendraient vacantes par mort, démission ou autrement. Il demande qu'il soit nommé une commission pour s'occuper de cet objet.

Villers et Lecointre-Puyravaux pensent que cette motion est inconstitutionnelle : ils disent que la constitution a prévu les cas dont il s'agit ; ils demandent en conséquence l'ordre du jour.

Domolard croit voir dans la proposition de Treilhard un moyen de faire décider à l'avance la question sur la nomination des municipalités : il provoque une discussion franche et loyale sur cette question, et demande l'ajournement.

Le conseil passe à l'ordre du jour.

On reçoit un message par lequel le conseil des Anciens annonce qu'il a rejetté les six résolutions qui concernent les finances.

Ce projet, dit Villers, bien loin de nous décourager doit nous donner un plus vif desir de mettre un terme aux malheurs du peuple. Il est résulté de toutes nos discussions de nouvelles lumieres : il faut concevoir un plan qui mette la loyauté de la nation en accord avec son intérêt. Il faudra examiner ce que produirait d'avantageux l'établissement d'une banque, établissement que je regarde comme une de ces plantes étrangeres que tout l'art des cultivateurs a peine à naturaliser. Je demande que le message soit renvoyé à la commission des finances.

Digitized by Google

Eschasseriaux observe que la tâche de cette commission est remplie, et qu'il convient d'en nommer une autre.

Génissieux voudrait qu'on en nommât deux qui travailleraient à part.

Un membre dit que le conseil des Anciens n'a pas eu le droit de discuter des propositions de finances faites par ses membres. (L'opinant est interrompu par des murmures.)

Crassous observe qu'il faut donner au gouvernement les moyens d'agir. Il demande que l'on soumette aux Anciens le projet qui autorise le Directoire à disposer du mobilier de la République.

Un autre membre pense que l'on doit mettre en vigueur la loi sur la taxe de guerre.

Le conseil procede au scrutin pour la formation d'une nouvelle commission de finances.

Un messager d'état est introduit : il apporte un message du Directoire ; un secrétaire en donne lecture. Long-tems nous avons cru devoir tenir secrets ou adoucir les maux qui affligent la République, et ceux plus grands encore qui la menacent. La malveillance a pris de nouvelles forces, nous avons senti que tout ménagement ne ferait qu'accroître le danger. Il s'agit de sauver le vaisseau de l'état ; il est au moment du naufrage. Nous attendons des législateurs et des citoyens le déploiement de cette sublime énergie qui plusieurs fois a sauvé la République. Bientôt nous vous présenterons le tableau de la situation affligeante de la France, au moment où les rênes du gouvernement nous ont été remises.

L'état des finances menace des plus grands malheurs : tous les ressorts se brisent en nos mains. Il faut s'attendre à la plus affreuse catastrophe, si une mesure prompte ne fait changer la face des affaires. Il est nécessaire que cette mesure soit prise dans peu de jours. L'abondance des denrées et du numéraire reste inutile faute de circulation : le peuple est en proie à la disette. En vain nous avons espéré une crise salutaire du nouveau plan de finances. L'incertitude de l'opinion n'a fait qu'aigrir le mal. Les dernieres ressources sont épuisées.

Nous vous envoyons les lettres que nous ont adressées les ministres des finances, de l'intérieur et de la guerre. Il faut une mesure qui s'exécute avec la rapidité de l'éclair, qui fasse rentrer dans le trésor public une grande masse de valeurs effectives. Nous vous invitons à prendre en considération les vues que renferme le mémoire ci-joint, coté n°. 1.

Ce mémoire indique pour mesure un emprunt forcé de 600 millions, valeur métallique, en numéraire ou en assignats au cours.

On reçoit la confirmation de la nouvelle reçue hier de l'armée d'Italie.

Digitized by Google

Un secrétaire donne lecture du procès-verbal de la veille. Il n'excite aucune réclamation, et donne lieu à une seule observation de Goupilleau (de Fontenay), qui dit que le rédacteur n'a pas donné le motif qui a fait passer le conseil à l'ordre du jour sur la proposition de Dumas, de se former en comité secret pour délibérer sur les différens projets de finances qui ont été présentés par plusieurs membres; que ce motif est que la proposition n'a pas été appuyée de cent membres. Le conseil ordonne que cette circonstance sera insérée dans le procès-verbal.

La séance allait se lever, le conseil des Cinq-cents n'ayant envoyé aucune résolution, lorsque le Directoire exécutif a adressé un message pour donner communication officielle de la victoire remportée par l'armée d'Italie.

PARIS. *Nonidi 19 Frimaire, l'an 4e. de la République.*

On publiait depuis près de quinze jours que la fille de Louis XVI était en route pour Basle, qu'elle y était même déja arrivée. Elle est encore au Temple. Mais on assure que son départ doit avoir lieu incessamment.

Un événement assez extraordinaire se trouve lié à cette circonstance. Le comte de Carletti, envoyé du grand-duc de Toscane près la République Française, a reçu, il y a deux jours, l'ordre formel de quitter sur-le-champ le territoire de la France. Le Directoire ne correspond maintenant qu'avec le premier secrétaire de légation de cette cour, et des courriers extraordinaires sont partis pour donner avis au grand-duc de cette disposition, afin qu'elle n'altère en rien la bonne intelligence entre les deux états. Cet acte de vigueur du Directoire exécutif a étonné, indisposé même quelques écrivains. Ce qu'a publié le Directoire sur les motifs qui l'ont conduit, porte sur une sollicitation opiniâtre du comte de Carletti, pour obtenir la liberté de faire ses adieux à la fille de Louis XVI, démarche tout à-fait étrangere à son caractere d'envoyé. Nous ignorons s'il existe en outre quelques raisons tacites de mécontentement.

Le Directoire exécutif vient d'approuver l'arrêté par lequel Freron a destitué la municipalité de Marseille. Il a en même-tems déclaré illégale une délibération prise par l'administration du département des Bouches-du-Rhône contre cet arrêté. Un autre, du même commissaire, portant destitution de trois administrateurs du département du Var, non encore rayés dé-

Digitized by Google

finitivement de la liste des émigrés, a eu aussi l'approbation du Directoire. L'un de ces administrateurs (le citoyen Garnier), qui avait attaqué l'arrêté par une protestation formelle, sera tenu de cesser ses fonctions.

L'affaire de Cormatin, chef des chouans, instruite par le 4e. conseil militaire séant au palais de Justice, avait été suspendue par l'absence de deux témoins, dont l'un est le représentant du peuple Bollet. Elle sera reprise publiquement le 21 de ce mois, et se continuera jusqu'au jugement.

Le général de brigade Peyron a été chargé, par le Directoire exécutif, de faire rejoindre au plutôt les jeunes gens de la premiere requisition qui se trouvent à Paris. Il leur laisse le choix de l'armée dans laquelle ils voudront combattre.

On ne doute plus aujourd'hui de la prise de Manheim par le comte de Wurmser qui en a fait le siége. Les gazettes allemandes donnent en entier la capitulation de cette forteresse, où commandait le général de brigade Montaigu. Le couronnement des chemins couverts, l'explosion de deux poternes, l'ouverture d'une brèche large de 80 pieds, l'intérieur de la ville ne présentant plus qu'un amas de décombres; tels sont les motifs de la capitulation qui a rendu le 2 de ce mois la garnison prisonniere de guerre.

Merlin (de Thionville) vient d'adresser aux journalistes une note certaine qu'il a reçue de l'armée, le 16. On lui apprend que Jourdan vient de reprendre sur l'ennemi la fameuse position de Kreuznach, et qu'il aurait le même jour établi ses ponts, si la Nahe avait été praticable.

Les citoyens Peyre et Riter, membres du Corps législatif, et commissaires du gouvernement près l'armée d'Italie, ont adressé la dépêche suivante au Directoire exécutif.

Du quartier-général de la Piétra, le 14 frimaire.

« *Vive la République !* L'armée austro-sarde est en pleine déconfiture; elle fuit devant la bayonnette victorieuse de la brave armée d'Italie.

» Le 2 de ce mois, l'ennemi a été attaqué sur tout le front de sa ligne. Ce memorable combat a commencé à six heures du matin, et a duré jusqu'à cinq heures du soir.

» Nous avions à notre droite, dans la vallée de Loano, l'élite de l'armée autrichienne en tête. Jamais combat ne fut plus opiniâtre; mais la valeur française n'a pas cessé un moment de fixer la victoire. Des redoutes à triple étage ont été enlevées à la bayonnette et à la course. Presque tout le canon ennemi est en notre pouvoir, et nous tenons déja cinq dra-

Digitized by Google

peaux autrichiens. L'armée autrichienne est déja détruite de plus de moitié. On évalue sa perte en tués à 3000 hommes. Celle en prisonniers est encore plus considérable ; nous ne pouvons mieux vous en calculer le nombre qu'en disant qu'à Albinga on avait déja distribué, hier matin, quatre mille rations de pain à autant de prisonniers qui y ont passé.

» Depuis le 2, notre armée ne cesse de harceler l'ennemi ; elle le suit pas à pas dans sa déroute ; il est entre deux feux, d'où il ne pourra se tirer que par miracle, et en laissant le champ de bataille jonché de morts. De long-tems il n'y aura d'armées autrichiennes en Italie. Soyez persuadés, chers collègues, que nous saurons profiter pour la République, de nos avantages.

» Nous vous enverrons, sous peu de jours, des détails plus circonstanciés, et offrirons à la reconnaisance nationale, et à l'admiration de tous les peuples, les traits de courage qui ont signalé la belle journée du 2. »

Salut et fraternité.

Signés, PEYRE, RITER.

P. S. Dans ce moment, nous apprenons que l'armée française est entrée à Finale, et que nous y avons trouvé des magasins immenses.

Le conseil des Cinq-cents a arrêté, dans sa séance du 18, un projet de résolution qui établit un emprunt forcé, divisé en 16 classes.

Le Directoire a donné connaissance de l'état actuel des armées de la République, et démenti les bruits répandus sur le cernement de Landau et la prise de Bitche.

L'armée du Rhin, il est vrai, a été forcée par le manque d'approvisionnemens de rétrograder ; mais elle occupe derrière les lignes de la Queich une excellente position. De son côté, Jourdan a battu les Autrichiens, et les a repoussés jusqu'au delà de la Nahe.

En Italie, la défaite de l'armée austro-sarde est complette, Pado est au pouvoir des Français ; les éclaireurs ont poussé jusqu'au de-là de Savonne. Des magasins très-considérables ont été pris.

Le louis était le 16 à 4380 liv. — Le 17 il était à 4980. Hier il était descendu de 5050 à 4800 liv.

(*Les prix de l'abonnement de ce journal est de 150 liv. pour six mois, tant pour Paris que pour les départemens.*)

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS.

QUINTIDI 25 FRIMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Mercredi* 16 *Décembre* 1795, vieux style.)

AVIS AUX SOUSCRIPTEURS DE CE JOURNAL.

QUAND nous nous sommes déterminés à faire paraitre ce Journal tous les cinq jours, nous avons voulu mettre sous les yeux du Public le tableau rapproché des objets qui l'intéressaient le plus vivement. La marche et les progrès d'une révolution si féconde en événemens extraordinaires, les agitations politiques de l'Europe, les opérations non moins rapides de la guerre, les travaux multipliés de la Convention, les efforts continuels et prodigieux d'un Peuple en travail de sa liberté, toutes ces circonstances devaient fixer exclusivement l'attention publique. Les sciences et les arts ne pouvaient occuper dans ce Journal que la place que la Nation elle-même leur avait marquée dans l'ordre de ses intérêts.

Aujourd'hui que nous avons une Constitution, un Gouvernement et des Lois, le plus grand nombre de nos Abonnés nous ayant témoigné le desir de voir reprendre à ce Journal son ancien caractere et sa forme littéraire et politique, nous avons senti nous-même que pour répondre à ce juste désir il était impossible de réunir dans deux feuilles de matiere, l'étendue, la variété et le degré d'intérêt que comporte chacun des objets qui doivent composer le Mercure historique, politique et littéraire. *Nous avons pensé que pour atteindre ce but, il était indispensable d'augmenter le nombre des feuilles et de changer l'époque de sa distribution.*

Dans le premier numéro, qui paraîtra à compter du 10 *nivôse, nous ferons connaître plus particulierement le plan, l'ordre et l'esprit dans lequel ce Journal va être rédigé. Nous pouvons assurer le Public que rien ne sera oublié de ce qui peut l'intéresser sous le rapport des* sciences, *des* arts *et des* lettres, *de la* politique étrangere, *des travaux du* Corps Législatif *et des* événemens *qui se passeront dans l'intérieur de la République.*

Nous avons augmenté le nombre des collaborateurs du

Digitized by Google

Mercure. Des hommes de lettres, que le Public honore de quelqu'estime, ont bien voulu se charger de concourir à sa rédaction, convaincus que sous un Gouvernemene libre l'instruction est la premiere comme la plus puissante des magistratures.

Dans une feuille qui paraît tous les jours, l'empressement d'instruire ses Lecteurs de toutes les nouvelles qui peuvent satisfaire leur curiosité et leur transmettre cet intérêt qu'on a éprouvé soi-même, il est impossible de n'être pas exposé fréquemment à des erreurs et des inexactitudes inséparables d'une telle précipitation. Mais dans un Journal qui, par un intervalle périodique de dix jours, donnera le tems de soumettre les faits, les événemens et les opinions à un examen sévere et à une critique judicieuse, qui donnera les notions les plus exactes sur la statistique de l'Europe, qui sera comme le dépôt des pieces diplomatiques et des grands matériaux de l'histoire, où l'on exercera sur les écrits la censure du goût, et sur les raisonnemens la censure de la raison; où le tableau des sciences et de la littérature étrangeres occupera une place à côté des productions de l'esprit national; où l'on ne perdra jamais de vue les principes de morale politique et de morale civile qui peuvent concourir au perfectionnement du bonheur social : un tel Journal est digne d'inspirer quelqu'intérêt; et c'est dans cet esprit que le Mercure sera rédigé.

Ainsi, à compter du 10 nivôse prochain, il paraîtra tous les décadis, *et sera composé de quatre feuilles* in-8°., *et quelquefois de cinq, quand les matieres le comporteront, en caractere philosophie interligné.*

Chaque année formera six volumes in-8°.

Le prix de l'abonnement est de 250 liv. pour trois mois.

L'incertitude du cours et des prix du papier et de la main-d'œuvre ne nous permet pas d'en recevoir pour un plus long terme. Nous espérons que l'amélioration dans les finances et le crédit public nous mettront à portée de faire jouir nos Abonnés d'une diminution pour le trimestre prochain.

Tous les livres, estampes, cartes, musique et arts divers doivent être adressés au cit. LENOIR DE LA ROCHE, *rue des Poitevins*, n°. 18.

On s'adressera pour la souscription au cit. GUTH, *directeur du bureau du Mercure, même rue*, n°. 18.

On aura soin d'affranchir les lettres et le port de l'argent.

Digitized by Google

LITTÉRATURE.

Délices de la solitude, par André-Joseph Canolle, avec cette épigraphe : Tout est ame dans la nature ; la loi du plaisir régit l'univers. *Volume* in-12. *A Poitiers, chez Barbier ; et se trouve à Paris chez les marchands de nouveautés.*

On est sûr d'intéresser quand on peint la nature. Elle offre des tableaux si riches et si variés ! elle produit des impressions si douces dans l'ame sensible qui sait la contempler ! elle parle une langue si sublime et si facilement entendue de tous les hommes ! ..... L'auteur de la brochure que nous annonçons n'est point resté au-dessous du sujet qui a inspiré ses pensées. Ce sont des descriptions qui ont pour objet divers paysages, diverses productions, divers usages affectés aux lieux qui l'ont vu naître, ou aux différens pays qu'il a parcourus. L'esprit, comme il le dit lui-même, se repose toujours avec délices sur les souvenirs les plus agréables. Les premiers sentimens que la nature grave dans tous les cœurs, se conservent purs au milieu des agitations de la vie et des orages de la société.

Le retour du printems ; les fleurs, les sites qu'elles embellissent et les sentimens qu'elles inspirent, les attractions de la nature, les amours des oiseaux et leurs nids, les berceaux ou les monumens de l'enfance ; l'été, les moissons, les jardins de la nature sauvage, les richesses de l'automne ; la saison des frimats et le deuil des campagnes, les peres de l'agriculture et les bienfaiteurs de l'homme ; tels sont les différens objets qui viennent se placer tour-à-tour sous les pinceaux de l'auteur. C'est, comme on voit, une espece de poëme sur les saisons.

Après Virgile, Tompson, Saint-Lambert et Gesner, il pouvait y avoir quelque présomption à peindre les mêmes tableaux ; mais à la maniere dont ce petit ouvrage est écrit, on reconnaît aisément que l'auteur a plutôt cédé au charme qui l'entraînait, qu'il n'a eu la prétention de les imiter. Quoiqu'il ne se soit exprimé

Digitized by Google

qu'en prose, il a donné presque toujours à son style les formes et les couleurs de la poésie. Sans vouloir renouveller ici une question si souvent débattue, savoir s'il peut y avoir de la poésie quand on n'écrit pas en vers, nous dirons que dans les compositions qui tiennent à la fois et du genre descriptif et du genie philosophique, une prose harmonieuse et soutenue convient mieux que le rithme presomptueux de la versification. La prose, plus libre dans sa marche, se prête plus volontiers à l'expression des sentimens qu'inspire la contemplation de la nature; et peut-être que si l'auteur eût écrit en vers, on éprouverait moins de plaisir à le lire.

Cependant nous eussions desiré que pour rompre la monotonie trop ordinaire au mélange de descriptions et de réflexions philosophiques, il eût semé son ouvrage de quelques épisodes qui lui auraient donné plus d'intérêt et plus de mouvement. Quoi qu'il en soit, cette production est le fruit d'un talent estimable, d'une ame sensible et d'un esprit exercé aux méditations qui se recueillent dans la solitude, et qui en forment véritablement les délices. On en jugera mieux par quelques citations, seule maniere de faire connaître un ouvrage du genre de celui-ci.

Dans le chapitre intitulé : *les Berceaux* ou *les Monumens de l'Enfance*, après avoir écarté loin de lui ces colonnes, ces obélisques, ces pyramides, ces arcs de triomphe, tous ces fastueux monumens de l'orgueil des rois et de la misere des nations, « mon imagination, dit l'auteur, mes yeux se reposent avec bien plus d'intérêt sur ces monumens simples que la nature consacre, que la tendresse édifie, et que l'innocence embellit.... Heureux berceaux ! vous recevez les doux fruits de nos plaisirs; vos destinées émanent de nos jouissances, vous en attestez les plus délicieux momens..... Approchons-les avec ce respect qu'inspire l'innocence..... L'agréable coup-d'œil ! .... Les beaux enfans ! .... Qu'ils sont heureux ! »

« L'un aux grands yeux noirs, aux sourcils naissans, aux joues arondies et purpurines, au menton à fossette, aux membres potelés, se roule dans son berceau. Il est tout expression; tout l'amuse, il sourit à tout, il s'agite sur les fleurs que sa mere avait placées autour de lui. Il souleve sa tête, il éleve ses pieds; avec ses mains il les alonge vers son menton, comme pour leur impri-

Digitized by Google

mer des baisers : il joue avec les papillons qui badinent avec lui : ils l'approchent sans crainte ; ils se posent même sur ses levres : ils s'enfuient, comme il porte la main sur eux. Ses éclats redoublent, et bientôt les papillons reviennent comme pour recommencer des jeux auxquels ils semblent prendre plaisir.

» L'autre aux yeux bleus, aux sourcils dorés, au nez effilé, présente une peau blanche et unie qui recouvre les formes les plus touchantes. Son maintien est plus tranquille ; son visage serein se contemple dans le calme dont il jouit. Ses yeux se promenent tour-à-tour sur les feuilles molement agitées et sur les oiseaux qui voltigent parmi les branches. Attentif à leurs jeux, à leurs chants, il les écoute en silence, il retient sa douce haleine ; il craint de les effaroucher. Aimable enfant ! ton innocence les rassure. Ils semblent orgueilleux de fixer tes regards.

» Dans ce troisieme berceau reposent, au sein du plus tranquille sommeil, l'innocence, les graces ingénues. La paix, le calme de l'ame se réfléchissent avec tous leurs attraits sur la plus douce, sur la plus intéressante figure. Ses yeux sont couverts de leurs voiles ; mais la longueur de leurs cils, les aréoles azurées qui les couronnent me disent assez tout ce qu'ils ont de tendre et d'expressif. Ses narines légérement dilatées laissent échapper le souffle le plus pur. Ses levres semblent se prêter aux douces contractions du sourire, la joie s'y peint. Le sommet de la langue s'y montre comme l'agréable bouton d'une rose qui s'épanouit. Les zéphirs tamisent sur ce berceau une rosée de fleurs, elles le parfument, elles viennent se confondre sur le front et sur le sein avec la blancheur des lys qui y brillent..... Heureux enfant ! dors du plus paisible sommeil. Assez tôt tu connaîtras la peine..... Assez tôt ce beau tems de la vie sera écoulé pour toi..... Assez tôt les injustices des hommes te le feront regretter, dors..... Assez tôt l'ambition te tourmentera. Assez tôt la jalousie, la calomnie te déchireront, dors..... Assez tôt l'amour..... Ah ! puisse-tu n'en connaître que les plaisirs. Dors, mon enfant. Goûte en paix les charmes du plus doux repos : ton bonheur n'excite point encore l'envie. Reçois ce gage du bonheur pour lequel tu es fait, le seul peut-être que la fortune te destine. Dors, ton repos fait la joie de ta mere. Ton sommeil porte dans ton ame tout le calme de la tienne. Il me retrace cet heureux

Digitized by Google

tems où, comme toi, je coulais les jours les plus sereins et les plus fortunés..... »

Voici quelques traits du tableau dans lequel il peint le deuil des campagnes. Ils serviront à faire connaître la différence de ton et de couleurs que l'auteur sait employer suivant le genre de ses compositions.

« Le soleil se voile de nuages ombrés de gris ; ses rayons se font à peine jour à travers ces crêpes funebres pour répandre sur la terre une lumiere sombre et tremblante. Les reflets qui s'échappent derriere ce lugubre rideau viennent à peine blanchir le sommet des nues entassées sur les montagnes. La terre dépouillée de ses plus belles décorations se couvre de vapeurs épaisses ; les exhalaisons que le soleil, faible à son lever, n'a pas la force d'attirer vers lui, sont condensées en rosée sur sa surface : image du chaos, tous les objets paraissent confondus, bouleversés, anéantis dans cette sphere brumeuse. Ces brouillards humectent les tiges arides des plantes, les branches nues des arbres ; ils se figent en pluie le long des rochers : les plumes des oiseaux, les poils des animaux les distilent ; on dirait que par leurs pleurs tous les êtres partagent le deuil de la nature..... Le soleil lui-même, à travers ce voile ténébreux, éclaire péniblement la terre de cette lumiere faible et pâle qui dans les lampes sépulchrales ajoute à l'horreur des tombeaux. Nos yeux peuvent fixer son disque, comme pour y lire sa douleur..... Ces brumes, tantôt aspirées dans la haute région atmosphérique, tantôt entraînées par leurs poids vers la terre d'où elles s'étaient exhalées, laissent appercevoir par-tout leurs traces humides. Alors les feuilles des arbres contractent des teintes foncées, des couleurs sombres ; dans quelques-uns, elles offrent des taches ensanglantées. Bientôt flétries et desséchées, le vent les emporte, les disperse en tourbillonnant, et ces feuilles verdoyantes, qui faisaient l'ornement des bois, viennent expirer sur le modeste gazon qu'elles semblaient fouler ; images de ces grands que les malheurs humilient, et que leurs faux amis abandonnent lorsqu'ils tombent dans l'infortune, les arbres sont nuds, les oiseaux les désertent ; dépouillés de leurs feuillages, ils semblent consternés de leur disgrace : ceux dont la verdure résiste aux hivers, agités par les vents, offrent toujours cette surface de leurs feuilles dont le vert blanchâtre assortit le triste spectacle des campagnes. Quelques-uns conservent leurs feuilles desséchées dont les

Digitized by Google

froissemens et la couleur expriment et inspirent les pensées les plus attristantes ! Dans les forêts, la verdure des pins est sombre ; leurs sifflemens ne sont plus interrompus par le chant des oiseaux ; ils préludent le bruit confus des orages qui doivent se déchaîner sur les plaines.....

« La plupart des oiseaux dont les chants égayaient les bois et les campagnes, ont été sous des climats plus heureux, recevoir les douces influences de l'astre du jour dont ils célebrent les bienfaits. Les forêts sont presque muettes ; les merles, les grives y font seulement entendre quelques sifflemens ; les champs ne retentissent que du gazouillement des rouges-gorges ; chassé par les neiges du Nord, cet oiseau vient, sous un ciel plus doux, rompre le silence de la nature ; dès l'aurore, son chant annonce un beau jour : échauffé par les rayons du soleil, il se rengorge dans son jabot doré, et il exprime la plus douce mélodie. Ce rossignol d'hiver est ami de l'homme, sa présence ne l'intimide pas ; il approche de son habitation, il viendrait manger les miettes de sa table, sans les chats et les enfans qui lui font une cruelle guerre. Malgré ces dangers, il se tient à portée de son toit, il vient se confondre avec les poules de sa basse-cour, jouer, manger avec elles. Des oiseaux voyageurs passent sur nos têtes en nombreuses cohortes, ils se font jour à travers les nuages ; ils dédaignent ces régions peu fortunées qui n'offrent à leurs yeux affamés que des contrées nues et des plaines arides : ils vont sur les bords des grands fleuves du Midi livrer la guerre aux innombrables légions d'insectes que la chaleur y fait éclore.

» Les animaux sauvages ne trouvent presque plus dans les bois leur pâture ordinaire. Le loup rôde autour des bergeries. La laye suivie de ses marcassins, vient glaner jusque sous les châteigniers qui ombragent les chaumieres ; le renard franchit les murs des basses-cours ; le timide lapin ne quitte guères son terrier, alors il vit de peu et dort beaucoup. Tous ces animaux en quittant leurs repaires et leurs tanieres, expriment leurs besoins par des hurlemens, des grognemens, des glapissemens et des cris qui réveillent douloureusement les échos des bois. Le silence des oiseaux semblait les avoir endormis. »

L'auteur termine son ouvrage par des réflexions pleines de sensibilité et de reconnaissance pour les peres

Digitized by Google

de l'agriculture qu'il appelle avec raison les bienfaiteurs du genre humain.

« La théologie des Grecs et des Romains, dit-il, donnait une origine céleste et des sentimens plus qu'humains aux mortels rares qui, pour le bonheur des hommes, enrichirent la terre de ces découvertes précieuses dont nous recueillons encore les fruits. Cérès, Bacchus, Flore, Pomone étaient les enfans ou les freres de Jupiter. Ces tendres illusions de l'esprit qui liaient les progrès de l'agriculture à l'histoire de la religion, élevaient l'ame et disposaient les cœurs à la reconnaissance.

» Ces mortels bienfaisans qui ont tant mérité de la société, vécurent dans l'obscurité et moururent oubliés. A l'exemple de la divinité, ils nous nourissent, ils nous habillent; et à en juger par le silence de nos histoires, de nos monumens, et sur-tout par l'immortelle durée de leurs bienfaits, nous douterions peut-être s'ils ont réellement appartenu à notre espece. Combien ces conquêtes qui se sont opérées sans remords et sans crimes, seraient dignes de figurer dans nos fastes! En les lisant, la postérité oublierait peut-être les impressions douloureuses que leur feront les pages sanglantes de nos histoires. Les Alexandres, les Césars, les Nérons, les Charles IX, les Louis XIV ont eu leur Quinte-Curce, leur Salluste, leur Tacite, leur Voltaire; et les bienfaiteurs du genre humain, ces demi-dieux dont la race des hommes pourrait s'enorgueillir, nous sont inconnus. L'histoire des hommes est encore le recueil de leurs vices, de leurs crimes, de leurs erreurs, de leurs folies : quand posséderons-nous la collection précieuse de leurs vertus? »

ANNONCES.

Les Œuvres de Champfort, de la ci-devant académie française, recueillies et publiées par un de ses amis. Quatre volumes in-8°., beau papier, caracteres Didot. Prix, 600 liv., et 630 f. franc de port dans les départemens. A Paris, chez le directeur des sciences et des arts, rue Therese, près la rue Helvétius.

Essais sur la Peinture, par Diderot. Un volume in-8°. de plus de 400 pages, imprimé sur caracteres de Cicéro neuf. Prix fixe jusqu'au 5 nivôse, 130 liv. broché, et 137 liv. 10 sous franc de port par la poste. A Paris, chez F. Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n° 20.

On affranchit la lettre d'avis et le montant.

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 25 Novembre 1795.

Si l'on en excepte ce qui concerne la ci devant Pologne, on ne trouve rien de fort piquant dans les nouvelles que le Nord nous donne depuis quelque tems. Les curieux voudront bien se contenter de l'apperçu rapide qui va leur en être présenté.

Des lettres de Pétersbourg nous ont appris que le choix du grand-duc Constantin Pawlowitsch s'est fixé sur Julienne-Henriette-Ulrique, la plus jeune des trois princesses de Saxe-Cobourg; que le mariage en sera probablement célébré dès le printems prochain, et que le général-major de Budberg, qui a accompagné les princesses dans leur voyage, a été décoré de l'ordre de Sainte-Anne.

Des lettres postérieures nous ont instruits d'un ordre émané du sénat dirigeant, en date du 23 octobre, et en vertu duquel les gouvernemens russes y dénommés doivent fournir un homme sur 500, pour porter au complet les forces de terre et de mer. Cet ordre s'étend aux gouvernemens généraux de Saint-Pétersbourg, de la Petite Russie, de la Russie-Blanche, de Minsk, de Volhynie, de Podolie et de Braclaw. Le commerce, au lieu de fournir l'homme, s'en rachetera, comme d'ordinaire, en payant 500 roubles.

Enfin nous venons d'être informés que M. Euton, ci-devant consul britannique à Cherson, a porté à Pétersbourg la ratification du traité d'alliance défensive conclu entre la Russie et la Grande-Bretagne, et que cette belle commission lui a valu, de la part de l'impératrice, un présent de mille ducats et d'une tabatière d'or. — A la suite de cela, il pourrait ne pas être entièrement inutile de faire connaître l'avis donné au public commerçant, par un ex diplomate qui renonce aux négociations pour se livrer au négoce. L'avis en question le voici *in extenso* :

« Le soussigné, ci-devant envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de leurs hautes puissances à la cour de Russie, prévient messieurs les négocians de toutes les principales

Digitized by Google

places de l'Europe, qu'ayant quitté la carriere diplomatique, il a embrassé celle du commerce, et qu'il vient de former un établissement sur la mer Noire, à Odessa, dans le gouvernement de Wosnossenskoy en Russie. Ce port, le plus favorablement situé de tous ceux de ces contrées, tant pour recevoir tous les produits de la Russie méridionale et des pays situés dans la ci-devant Pologne, que pour leur expédition dans l'étranger, réunit tous les avantages qui facilitent la navigation. Le soussigné prévient donc messieurs les négocians, qu'il a des moyens suffisans et des arrangemens déja pris avec les propriétaires de l'intérieur, pour avoir de quoi fournir vers le printems assez de produits pour satisfaire aux commissions que l'on pourrait lui donner. Ceux qui desirent de plus grands éclaircissemens, ou qui veulent le charger de commissions, pourront lui écrire directement par la voie de Vienne. — Les principaux produits de ces contrées sont les blés en grande quantité et de toute espece, le suif, la cire, le miel, les cuirs de Russie, le chanvre, le lin, le beurre, le caviar, les bois de construction. »

Odessa, le 17 octobre 1795.

J. W. Hoggurr.

Les nouvelles les plus récentes de Stockholm, depuis le moment où la cour a quitté le séjour de Drottningholm jusqu'au 13 de ce mois, ont commencé par nous dire, que l'on n'a rien découvert encore au sujet de l'assassinat commis sur la personne d'un caporal des trabans du roi, et que le pistolet trouvé à l'endroit où le fait s'est passé, avait été déposé à l'hôtel de-ville de Stockholm, où chacun pouvait le voir, et où celui qui le reconnaîtrait était sommé à donner les renseignemens qui seraient à sa connaissance et propres à mettre sur les voies. Ensuite ces nouvelles nous ont longuement entretenus des solemnités qui ont eu lieu le 2 novembre, 17e. anniversaire du jour de naissance du roi; de la déclaration qui s'y est faite du mariage futur de S. M. avec la princesse Louise de Mecklenbourg-Schwerin; des fêtes ordonnées pour cet effet, des avancemens qui ont eu lieu dans l'armée de terre et dans la marine, ainsi que de la formation de la maison de la future reine, qui, au retour de la belle saison, se rendra à Wismar, où l'ira prendre une petite escadre suédoise. Enfin tout ce que nous apprennent celles arrivées par le dernier courier, consiste en ce que le baron de Carpelan a été nommé commandant de la forteresse de Sweaborg; que le général-major Axelson est mort à l'âge de 53 ans; que le jeune comte de St. Priest, lieutenant des gardes de l'impératrice de Russie est arrivé de Pétersbourg à Stockholm, où il n'a été conduit que par le desir d'y voir et d'y embrasser le comte son pere, qui, comme on sait, y fait sa résidence.

Digitized by Google

En Danemarck, le roi considérant dans sa sollicitude combien la disette et la cherté excessive des subsistances peuvent compromettre la vie des sujets, ainsi que le bon ordre et la tranquillité des états, s'est déterminé à prolonger jusqu'à un terme indéfini la défense d'exportation mise sur les grains, tant aux royaumes de Danemarck et de Norwege, que dans les duchés de Sleswick et de Holstein, dans le comté de Rentzau, dans la seigneurie de Pinneberg et la ville d'Altona. Cette défense prolongée n'affecte pourtant pas tous les grains qui se trouvent dans les pays mentionnés où peuvent y arriver encore; elle n'a rapport qu'à ceux récoltés dans l'intérieur. Quant à ceux que les spéculations commerciales ont tirés de l'étranger pour les faire servir aux affaires du commerce extérieur, la prohibition ne s'étend point jusqu'à eux, et à cet égard, les négocians n'ont que quelques formalités à remplir pour se mettre à l'abri de toute animadversion.

La cour a eu dans ces derniers tems de très-vives inquiétudes au sujet du prince héréditaire Frédéric, dont la santé a été en grand dérangement par l'effet d'un mal qu'on a déclaré hydropisie de poitrine. Ce prince, d'après les dernieres lettres, est absolument hors de danger; mais le plus mal et le mieux alternent fréquemment dans les maladies de ce genre, et font passer alternativement de la crainte à l'espérance, et de l'espérance à la crainte. — Les frégates danoises, qui étaient en croisiere dans la mer du Nord, sont rentrées dans le port de Copenhague, où rentreront aussi avant peu les bâtimens qui sont à la garde du Sund et des Deux-Belts. Un vaisseau de guerre anglais, le *Coromandel*, de 64 canons, battu par la tempête dans la mer du Nord, y a perdu ses trois mâts et plus de 100 hommes de son équipage; un autre vaisseau anglais l'a conduit à la remorque dans un port de Norwege.

Les avis reçus de Varsovie ne laissent plus le moindre doute sur le sort de la ci-devant Pologne, et sur les arrangemens définitifs qui vont y être mis à exécution, conformément au traité conclu à Petersbourg le 24 du mois d'octobre. Les Prussiens prendront possession de Varsovie dès le 6 du mois de décembre; les troupes qui doivent en former la garnison se sont déja avancées jusqu'à Mszczanow, qui n'en est qu'à 9 milles. Les Russes se disposent sérieusement à évacuer la place; déja la garnison est plus faible et diminue encore chaque jour; les Cosaques y sont sur-tout en beaucoup plus petit nombre que ci-devant; ce qui reste à payer des contributions doit s'acquitter avant la fin de ce mois sans laisser aucun arrérage. Au surplus, le comte Suwarow est mandé à Pétersbourg, où il doit se rendre incessamment: il laissera au général Derfelden le commandement *ad interim*.

On nous mande de Stade, qu'à la grande satisfaction des

Digitized by Google

habitans, le corps des York-Rangers a enfin été embarqué à Twielenfleth et qu'à sa place il est arrivé quatre compagnies du 3e. régiment d'infanterie hanovrienne. On doit avoir encore apperçu à la hauteur d'Helgoland 50 à 60 bâtimens de transports qui dirigeaient leur course vers l'embouchure du Wéser. Il y a apparence qu'ils vont y prendre à bord les trois brigades de cavalerie anglaise qui sont encore sur le continent avec les hussards de Salm. Il ne peut guères en être autrement, puisqu'il n'est plus douteux que l'armée qui était en Westphalie aux ordres du général comte de Walmoden, n'a presque plus rien à faire pour consommer la séparation qui lui a été enjointe. Les lettres écrites de Hanovre, en date du 20, disent positivement, que tous les régimens hanovriens, tant de cavalerie que d'infanterie, rentrent dans leurs anciens quartiers, et que les Hessois se sont mis en marche pour s'en retourner dans leurs pays. Quoique ces lettres ne disent rien des troupes du duc de Brunswick, on peut, sans faire tort à la vraisemblance, se mettre dans l'esprit et maintenir, qu'elles s'en retournent aussi chez elles et vont y goûter les douceurs de la paix.

De Berlin, le 21 novembre. Le capitaine de Ruville, arrivé dernierement de Pétersbourg en courier, en a repris la route mercredi passé : il y porte la ratification du traité définitif conclu au sujet du partage de la Pologne, qui désormais ne pourra plus être comptée parmi les empires de l'Europe ; il y porte en même-tems les présens qu'on est dans l'usage de faire aux ministres employés à négocier, conclure et signer les traités qui se font entre les puissances.

Hier le baron de Lenthe, ministre de Hanovre, a quitté cette ville, où il est sincerement regretté. Lorsqu'il eut son audience de congé, le roi lui fit remettre une tabatiere d'or enrichie de brillans, et ornée du portrait de sa majesté. Cet aimable diplomate avait sur-tout contribué par ses soins à l'établissement de notre *casino* ; aussi ce casino, qui sert d'asyle aux désœuvrés tant du corps diplomatique que d'autres classes de la société, lui a-t-il donné un dîner d'adieu qu'il croyait lui devoir au plus juste titre. Il devait avoir ici pour successeur M. de Rheden ; mais celui-ci ayant été ensuite nommé pour le congrès de paix, où il doit se rendre accompagné du professeur Martens et du docteur Leist de Gottingue, on dit que le baron Ompteda, qui est actuellement à Dresde comme chargé d'affaires, viendra à Berlin en qualité de ministre, et que M. d'Ompteda, que nous avons comme secrétaire d'ambassade, retournera dans le pays d'Hanovre, où l'attend un emploi de l'intérieur.

Notre académie des arts a acheté, au prix de 600 écus, un tableau peint à l'huile par M. Weitsch de Brunswick ; ce

Digitized by Google

tableau représente la princesse royale de Prusse et l'épouse du prince Louis, occupées à couronner le buste du roi. La même académie a donné 500 écus d'un grouppe en plâtre, de M. Schadow, qui y a représenté les mêmes princesses avec une vérité et une élégance de style qui ont été jugées admirables.

A présent que la princesse Auguste, troisième fille du roi, a été confirmée, l'on s'attend à voir incessamment déclarer à la cour le futur mariage de cette princesse avec le prince héréditaire de Hesse Cassel.

On croit que M. de Rosenerantz, venu ici de Pétersbourg, où il résidait en qualité d'envoyé extraordinaire de Danemarck, songe à déployer le même caractère parmi nous, malgré qu'il n'y soit d'abord arrivé que comme simple voyageur. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il y a pris un hôtel, et qu'il monte une maison.

De Ratisbonne, le 28 novembre. Hier, la diète a enfin reçu de Vienne le décret de ratification si long-tems attendu sur l'avis de l'Empire du 8 octobre, concernant l'acheminement à une paix générale de l'Empire, et sur-tout les instructions, pouvoirs, *etc.* à donner aux députés. Ce décret de ratification, qui est à la date du 19 novembre, est fort étendu, puisqu'il renferme cinq grandes feuilles d'impression *in-folio*, y compris une feuille et demie d'annexes, a été donné sur-le-champ à la dictature. C'est une pièce aussi curieuse qu'importante, qui sous tous les rapports, mérite une considération particulière. On pourra l'ordinaire prochain en communiquer la substance; et en attendant, on se bornera à remarquer que les annexes du décret offrent n^os. 1 et 2, deux notes du vice-chancelier de l'Empire en date du 25 et du 31 juillet de l'année courante, officiellement remises au ministre du Danemarck, résidant à Vienne, par lesquelles S. M. I. a requis la médiation de la cour de Copenhague pour une salutaire initiative de négociations de paix, pour l'obtention d'une trêve, et pour le choix de la ville d'Augsbourg pour la tenue du congrès de pacification. — A la suite de ces deux notes se trouve, n°. 3, celle du ministre d'état danois, comte de Bernstorf, datée de Copenhague, le 18 août de l'année courante. — Enfin, on voit, n°. 4, la réponse du comité de salut public de France, remise à Copenhague par Ph. Grouvelle, le 13 octobre.

Dans les deux premières pièces, il est dit, au nom de l'empereur, que rien ne pouvait être plus conforme aux circonstances que de confier l'acheminement à une paix générale de l'Empire à une puissance neutre, dont les maximes ont acquis généralement une réputation non équivoque de modération, de sagesse et de probité; dans la troisième, la média-

Digitized by Google

tion demandée est accordée sans difficulté ni répugnance ; dans la quatrieme, la trêve proposée est rejettée sans restriction ; mais il y est déclaré que le comité de salut public, conformément aux vœux de l'Europe entiere, et dans les principes d'humanité, de justice et de paix du gouvernement danois, était disposé à mettre fin à la guerre par un traité définitif.

De Francfort-sur-le-Mein, le 30 Novembre.

Il parait décidé qu'un nouveau contingent de troupes électorales de Saxe ne tardera pas à venir joindre l'armée de l'Empire ; plusieurs lettres de Dresde l'ont annoncé de la maniere la plus positive.

Des avis reçus sur les dommages causés à la ville de Manheim, par le bombardement qu'elle a essuyé, font monter au grand tiers le nombre des bâtimens détruits, et à la moitié celui des édifices plus ou moins endommagés ; ceci doit s'entendre de dommages un peu considérables, puisque d'ailleurs il est peu de maisons qui n'aient éprouvé quelque chose de 22,000 boulets et de 1600 bombes qui sont tombés dans l'intérieur de la place. Lorsque la garnison française en sortit pour mettre bas les armes, cette cérémonie dura depuis neuf heures et demie du matin jusqu'à deux heures après-midi.

L'on compte une trentaine de personnes de l'état civil qui, par ordre du maréchal Clerfayt, ont été arrêtées à Manheim et conduites à Mayence. Dans ce nombre, il y en a trois qui sont surveillées avec beaucoup plus d'attention que le reste ; et l'une d'elles a même dans sa chambre des soldats qui la gardent à vue.

Les Français sont encore à Germersheim ; mais on assure qu'ils y seront attaqués aujourd'hui ou demain, et que les Impériaux, qui, pour le moment, refusent encore de prendre des quartiers d'hiver, veulent absolument délivrer le territoire de l'Empire des hôtes incommodes qui sont venus y porter la misere et la dévastation.

(Nous renvoyons encore la suite des bulletins officiels au prochain numéro, faute de place.)

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Chenier.

Séance de sextidi, 16 *Frimaire*.

Quelques membres se présentent pour faire des motions d'ordre.

Le président observe que l'Assemblée n'est pas en nombre suffisant.

Lehardy voudrait que le membre qui occupe le n°. 1 de chaque série, fût chargé de noter, à midi, les noms des absens de sa série : les listes seraient déposées sur le bureau, et un secrétaire en ferait lecture au moment où l'Assemblée serait complette.

Viltard dit qu'il ne faut pas s'étonner de ce retard habituel de plusieurs membres : il y a vingt-cinq commissions ; ceux qui les composent travaillent nuit et jour, ils sont bien excusables s'ils n'arrivent pas ponctuellement.

Le conseil, un moment après, se trouve en nombre suffisant pour délibérer : il nomme une commission de trois membres pour proposer des additions au réglement.

Lemoyne, organe d'une commission, fait adopter un projet sur la maniere de régler l'ancienne comptabilité : les travaux en cette partie seront surveillés par trois directeurs nommés par les commissaires de la comptabilité.

On soumet à la discussion un nouveau projet contre les embaucheurs et les provocateurs à la désertion. Le conseil prononce l'ajournement.

Sieyes : Vous avez nommé hier une commission de cinq membres pour examiner un message du Directoire : par ce message on sollicite une résolution qui tendrait à fournir 600 millions, valeur métallique. La commission s'est rassemblée ; elle a discuté hier fort peu, ce matin beaucoup. Elle aurait desiré que les bases sur lesquelles le Directoire a appuyé ses calculs eussent été plus connues en positif. Ces calculs paraissent erronés ; il serait évidemment possible que les 600 millions ne rentrassent pas. En effet, le Directoire a divisé les contribuables en douze classes, dont l'une paierait 100 liv., l'autre 200 l., l'autre 300 l., et ainsi de suite jusqu'à 1200 liv. qui serait le contingent des individus de la douzieme

Digitized by Google

classe; d'où il suit que le terme moyen serait de 600 liv.; et qu'en multipliant par un million, nombre des contribuables, on aurait 600 millions; mais pour avoir ce résultat, il faudrait que les classes fussent également nombreuses, ce qui ne peut pas être; car les classes des moins aisés sont les plus nombreuses. Il y aurait donc injustice, ou plutôt ce serait une absurdité, car il y a impossibilité d'exécution. Cependant nous sentons à merveille qu'il faut venir au secours de la chose publique. La commission me charge de vous demander un ajournement jusqu'à demain : dans cet intervalle on pourra s'entendre amicalement sur les bâses d'une résolution.

Le conseil ajourne le rapport à demain.

Le conseil décida avant-hier que le remplacement des juges des tribunaux civils se ferait par le Directoire, qui choisirait à cet effet des citoyens ayant déja exercé les fonctions judiciaires par le choix du peuple.

Treilhard soumet aujourd'hui à la discussion un autre projet sur la nomination des juges de paix.

Fermond croit que l'on peut sans danger convoquer pour élire les juges de paix, les assemblées de canton qu'il semble distinguer des assemblées primaires.

Chenier craint de voir renaître les factions qui ont dominé dans les dernieres assemblées; il pense d'ailleurs que la convocation de ces assemblées serait une violation des lois constitutionnelles; en conséquence, il veut que les juges de paix soient provisoirement nommés par le Directoire : il appuie le projet de Treilhard.

Plusieurs membres parlent contre le projet.

Thibaudeau distingue deux especes d'assemblées primaires; celles pour la nomination des électeurs, et celles pour la nomination des juges de paix : c'est des premieres seulement dont la constitution a voulu parler, selon lui, en prescrivant qu'elles ne peuvent se tenir qu'une fois l'an : quant aux autres, elles peuvent être convoquées toutes les fois qu'il s'agit de nommer des fonctionnaires.

Le conseil n'a pas goûté cette distinction : il adopte le projet de Treilhard.

Conseil des Anciens.

Présidence de Tronchet.

On fait la lecture du procès-verbal; la rédaction en est adoptée.

Le président lit successivement les déclarations d'urgence qui précedent trois résolutions envoyées par le conseil des Cinq-cents.

Les motifs de ces déclarations sont approuvés.

Digitized by Google

La première résolution porte que l'armée d'Italie ne cesse de bien mériter de la patrie.

La seconde met à la disposition du ministre de la guerre une nouvelle somme de 1500 millions pour les besoins des hôpitaux militaires.

Ces deux premières résolutions sont approuvées.

Le conseil ordonne l'impression et l'ajournement de la troisième, qui charge les commissaires de la comptabilité de la vérification et apurement de la comptabilité ancienne.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Séance du septidi, 17 Frimaire.

Treilhard fait adopter la rédaction de la résolution proposée hier par lui, et portant que le Directoire exécutif est chargé de nommer provisoirement, et jusqu'aux élections prochaines, les juges de paix qui remplaceront ceux dont les nominations restent sans effet pour cause de démission, ou pour toute autre cause, ainsi que les juges de paix dans les cantons où ils n'auraient pas été nommés par les assemblées primaires.

Par un amendement proposé par Bessoy, le conseil décide que le Directoire ne pourra choisir les juges de paix d'un canton que parmi les citoyens résidans dans le canton.

On ajourne la discussion sur la nomination des administrations municipales.

Une loi du 14 octobre 1790, veut que les minutes des actes des juges de paix soient transportées, chaque année, dans les greffes des tribunaux de district : il n'y a plus de tribunaux de districts; ces minutes ne peuvent, sans inconvénient, être déposées chaque année dans les greffes des tribunaux de département; car une foule de citoyens qui ont besoin de les consulter, ou qui ont droit d'en demander des copies, seraient obligés de faire des voyages de 20 à 30 lieues qui les consumeraient en frais considérables : d'un autre côté, il importe à la conservation de ces minutes, qu'elles soient déposées dans un local à l'abri du feu et d'autres accidens. Le Directoire invite le conseil, par un message, à prendre cette affaire en considération.

Un autre message est envoyé par le Directoire. Par une loi du 21 ventôse de l'an 3e., les notaires publics qui remplissent des places administratives, ont la faculté de reprendre leurs fonctions de notaires, quand ils quittent celles d'administrateurs. Ont-ils la même faculté, quand il s'agit de fonctions judiciaires? La loi ne s'explique pas à cet égard.

Le conseil nomme deux commissions pour examiner ces messages.

Ramel, au nom de la commission créée à cet effet, a pré-

Digitized by Google

senté un rapport sur le message du Directoire exécutif, par lequel il a proposé de lever un emprunt forcé de 600 millions en numéraire. Cette mesure a paru à la commission pouvoir être adoptée avec quelques modifications ; elle devient d'ailleurs indispensable. Pour en prouver la nécessité, Ramel a lu une lettre des commissaires de la trésorerie, adressée au Directoire, dans laquelle ils exposent la situation où se trouve le trésor national. L'arriéré se monte à 3 milliards 500 millions ; les secours obtenus de la banque à 31 millions, valeur métallique, ce qui fait en assignats 5 milliards ; il est dû aux correspondans étrangers 7 millions 500,000 liv. en numéraire, ce qui forme un milliard 250 millions en assignats, etc. etc. En total les besoins du mois prochain se montent à 20 milliards 220 millions en assignats.

Quelqu'effrayante que cette somme paraisse, 60 ou 70 millions en numéraire peuvent la remplacer ; si donc on en prélève 600, le crédit national doit renaître, le change se bonifier. La commission propose de faire porter cette somme, non sur le cinquième, mais sur le quart des citoyens imposables, de la prélever par forme d'emprunt : somme taxe, elle devrait être répartie entre tous les citoyens ; d'ailleurs elle entraînera des injustices que le remboursement réparera ; les moyens sont indiqués pour que ce remboursement soit effectué en dix ans.

Les contribuables seront divisés en seize classes ; la première payera 50 liv., la dernière 1200 liv. On pourra s'acquitter en blé, avoine, habillemens et assignats au cours, à raison de cent capitaux pour un. Il y aura de plus une classe à part. Ramel proposait d'y comprendre ceux qui possèdent un million de biens, valeur de 1790. Royer a demandé qu'on s'étendît à tous ceux qui possèdent pour 50,000 liv. de biens, valeur de 1790 ; que les citoyens de cette classe ne puissent pas payer moins de 1500 liv.

Par un autre amendement, on a proposé qu'on payât un dixième en sus par chaque décade en retard. Le projet de résolution a été adopté avec ces amendemens et quelques autres moins importans.

Nous ferons connaître une vive discussion, que la dénonciation contre Cadroy a occasionnée ; le conseil a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à délibérer.

Conseil des Anciens.

La rédaction du procès-verbal de la veille est adoptée. Le président observe que la résolution relative à l'examen de la comptabilité ancienne étant ajournée à demain, il n'y a point d'ordre du jour, et lève la séance.

Digitized by Google

Conseil des Cinq-cents.

Séance d'octidi, 18 *Frimaire*.

Le président annonce qu'on va lire divers messages envoyés par le Directoire exécutif à la fin de la séance d'hier.

Crassous, l'un des secrétaires du conseil, lit ces messages.

Le premier est relatif à l'état déplorable dans lequel se trouve le service des postes. Il est renvoyé à la commission des finances.

Dans le second message, le Directoire exécutif expose qu'il seroit convenable d'augmenter le nombre des directeurs des jurys de la commune de Paris pour accélérer la mise en jugement des détenus.

Renvoyé à une commission formée *ad hoc*.

Le troisième message est relatif aux attributions dévolues par la loi aux juges de paix en ce qui concerne la police: le Directoire pense qu'il conviendrait de leur adjoindre un assesseur. Renvoyé à une commission.

Un autre message contient diverses nouvelles reçues de l'armée d'Italie. Les austro-sardes sont en pleine déroute.

L'ennemi fuit encore, écrivent les commissaires près l'armée d'Italie; l'armée républicaine s'est emparée du poste de Saint-Bernard, de Mélagne, de la place de Caire, enfin du poste important de Vado. Les éclaireurs sont au-delà de Savone. Ces avantages ne sont pas douteux. Le représentant Peyre l'un de nous arrive en ce moment de la droite de l'armée, où il a été témoin de la bravoure étonnante des défenseurs de la patrie.

Le nombre des prisonniers ne peut encore se calculer. Les divisions de l'armée en font continuellement; déjà 3500 sont passés par Nice pour se rendre dans l'intérieur de la république: demain il en arrive d'autres; après demain, et les jours suivans il en arrivera encore.

Beaucoup de canons, munitions et drapeaux, ont été pris; un officier de hussards est chargé de vous en porter quatre; plusieurs autres sont entre les mains de nos volontaires qui s'en servent pour ajouter à l'effroi de l'ennemi.

Une autre lettre écrite de Nice, le 9 frimaire, porte: « Le citoyen Peyre vient d'arriver; il nous apprend la prise de Caire, Vado, et la fuite des Autrichiens au-delà de Savonne. Le triomphe est complet; la défaite des austro-sardes la sera, si Massena, qui est à la division de gauche peut arriver assez tôt pour leur couper la retraite: Kytter jouit maintenant à ce qu'il desirait, Vado et ce qui s'ensuit. Nous nous sommes emparés de 30,000 sacs de farine, grains et orge; et de beaucoup d'autres approvisionnemens en proportion.

Le Directoire saisit cette occasion pour démentir les bruits

Digitized by Google

répandus par la malveillance, que Landau était cerné et Bitche pris. Ces nouvelles sont fausses. L'armée du Rhin, dénuée de tout espece d'approvisionnement, a été obligée de faire un pas rétrograde, et elle occupe en ce moment une position inexpugnable derrière la Queich.

Treilhard fait adopter la rédaction définitive des deux résolutions concernant la nomination des juges des tribunaux civils et des juges de paix, en remplacement de ceux dont les nominations restent sans effet, ainsi que des juges de paix dans les cantons où ils n'ont pas été nommés par les assemblées primaires.

Le rapporteur propose une troisieme résolution qui est adoptée. Elle charge le Directoire exécutif de nommer provisoirement, et jusqu'aux prochaines élections qui devront avoir lieu l'an Ve., les membres des administrations municipales qui, ayant dû être organisées par les assemblées primaires, n'ont pas encore été formées. Le Directoire sera tenu de choisir des citoyens domiciliés dans le canton, et qui ont déja exercé des fonctions publiques par le choix du peuple.

Ramel soumet au conseil la rédaction des articles et amendemens adoptés hier, sur l'organisation de l'emprunt forcé de 600 millions, valeur métallique. Voici les principaux articles de la résolution.

1°. Il sera fait un appel de fonds, en forme d'emprunt, sur le quart des citoyens imposables.

2°. A la réception de la présente loi, les administrateurs de département désigneront le quart des citoyens imposables qui doivent fournir à l'emprunt.

3°. Ces administrateurs se serviront, pour cette désignation, des rôles qui sont à leur disposition, et de la notoriété publique.

4°. Le quart des contribuables désignés sera distribué en seize classes d'un nombre égal, autant que faire se pourra.

5°. Les prêteurs compris dans la premiere classe payeront 50 liv., valeur métallique; ceux de la seconde classe, 60, etc.; ceux de la seizieme, 1200 liv.

6°. Les prêteurs dont la fortune s'éleve à plus de 500,000 liv. valeur de 1790, composeront une classe extraordinaire sur laquelle on taxera depuis 1560 liv. jusqu'à 6000 liv.

Le rapporteur avait proposé de ne former cette classe que des citoyens ayant un million de capital; mais on a observé qu'il ne s'en trouverait qu'un petit nombre. Rouyer a demandé que l'on comprît dans la classe extraordinaire tous ceux qui ont un capital de 500,000 liv. Cet amendement a été adopté à l'unanimité.

Fermond a attaqué la division des classes par nombre égal; il y a vu une injustice; il a observé comme Sieyes que le

Digitized by Google

nombre des moins aisés est le plus considérable. Ramel a dit que la commission avait parfaitement senti cette objection à laquelle on ne peut répondre : il ne faut pas chercher ici les bâses d'une justice géométrique : elles ne donneraient que des recouvremens très-incertains. Il est aisé de sentir que la certitude des recouvremens repose sur cette division des classes par nombre égal.

L'observation de Fermond a été écartée par l'ordre du jour.

7°. Les rôles seront mis en recouvrement d'ici au 15 nivôse prochain : le premier tiers de la quote d'emprunt sera payé dans la derniere quinzaine de nivôse ; le second tiers dans la premiere quinzaine de pluviôse, et le troisieme tiers dans la derniere quinzaine de pluviôse : il en sera payé un dixieme en sus par chaque décade de retard. La somme payée en conséquence de cette peine, ne sera pas susceptible de remboursement.

Un membre propose d'ordonner la vente des meubles et immeubles, en cas de refus de paiement.

On observe que cette espece de poursuite est de droit.

L'article suivant rencontre des difficultés. Il porte que les prêteurs pourront fournir leur taxe en numéraire, ou en blé-froment, ou en seigle, ou en avoine, ou en orge, ou en assignats à raison de cent capitaux pour un.

Quelques membres veulent qu'il soit libre aussi aux imposables de s'acquitter en marchandises.

D'autres voient dans ce mode une grande source de dilapidations, et un prétexte aux retards de paiement ; les évaluations demanderaient beaucoup de tems ; la nation serait trompée ; les denrées et marchandises pourraient s'avarier dans ses magasins. Ces opinans voudraient qu'on ne pût s'acquitter qu'avec du numéraire, des métaux ou des assignats.

Génissieux est de cet avis : il demande la question préalable sur le paiement en grains ; il observe que le fermier ou le possesseur de grains qui n'aurait pas assez d'argent ou d'assignats pour payer sa taxe, serait obligé de remuer ses greniers et de porter ses grains au marché pour s'en procurer.

Boudin appuie cette opinion, que Fermond combat, en représentant que la plupart des prêteurs auraient trop de difficultés à se procurer assez d'assignats ou assez d'argent. Si l'on ne permet pas de fournir en grains, 300 millions, c'est-à-dire la moitié de l'emprunt, absorberont les 30 milliards de la circulation ; il faudrait trouver ensuite 300 millions en numéraire, ensuite qu'il ne resterait presque plus de signes pour les échanges.

La discussion est fermée. L'article est adopté tel qu'il est proposé par le rapporteur.

Digitized by Google

8°. La quote d'emprunt sera payable soit en sommes métalliques, soit en matieres d'or et d'argent, soit en grains au cours de 1790, soit en assignats à raison du centieme de leur valeur nominale.

9. Il sera délivré aux prêteurs des quittances provisoires qui dans les trois mois, seront échangées contre des récépissés divisés chacun en dix coupons : chacun de ces coupons sera reçu chaque année en paiement des contributions directes, à partir de celles de l'an IV.

10°. Ces coupons seront admis en toute concurrence pour le paiement des droits d'enregistremens dus pour cause de succession, soit directe, soit collatérale.

11°. La loi du 3 brumaire dernier, qui établit une taxe de guerre est abrogée ; les paiemens qui auraient été faits, en conséquence de cette loi, seront imputés sur les sommes exigibles pour le présent emprunt, au cours fixé par un article précédent ; quant aux contribuables qui ne se trouveront pas compris dans les classes des prêteurs, et qui auront payé la taxe de guerre, il leur en sera fait remboursement, en imputant les sommes payées pour cette taxe, sur leurs quotes de contributions.

Fermond voulait que la taxe de guerre ne fût pas abrogée, et que l'on se contentât d'en suspendre l'execution jusqu'à ce qu'on eût arrêté un plan général de finances ; mais Ramel a fait sentir que cette taxe était incompatible avec l'emprunt. La motion de Fermond n'a pas été appuyée.

Isnard a demandé que pour assurer d'autant plus le remboursement de cet emprunt, l'on affectât pour hypotheque spéciale une quantité déterminée de domaines nationaux pour 300 millions, par exemple : il faut, a-t-il dit, qu'on sache bien que ce n'est pas ici un impôt, mais que c'est un emprunt que la nation veut rembourser : nous sommes tous de bonne foi ; nous devons, autant qu'il est en nous, inspirer de la confiance aux prêteurs. Je sais bien que les prêteurs sont assurés de leur remboursement, puisqu'ils se trouvent exempts de contributions jusqu'à concurrence ; mais n'aura-t-on pas besoin de ces contributions pour les dépenses ordinaires?

Ramel a repondu que le gage de cet empunt existe d'une maniere infaillible sur les contributions et les droits d'enregistrement ; que multiplier les gages sans nécessité, c'est en altérer le crédit, c'est diminuer la confiance ; que d'ailleurs les biens nationaux sont l'hypotheque des assignats, qu'il serait dangereux d'y toucher, et que la distraction du milliard pour les défenseurs de la patrie, quoique juste et nécessaire, avait dans le tems produit dans les échanges un contre-coup qu'il ne serait pas politique de faire renouveller.

On passe à l'ordre du jour.

Digitized by Google

Conseil des Anciens.

Après la lecture du procès-verbal, on fait une nouvelle lecture de la résolution, qui charge les commissaires de la nouvelle comptabilité de l'examen et de l'épurement des comptes de l'ancienne.

Johannot combat la résolution présentée, en ce qu'elle rendrait les nouveaux commissaires, en même-tems juges et administrateurs; et qu'alors, il y aurait cumulations de fonctions; il observe en outre, que les opérations de la comptabilité ancienne sont très-arriérées, qu'il y a environ trois mille comptes et vingt mille pièces justificatives à examiner; que ce travail ne peut être confié sous tous les rapports aux nouveaux commissaires; il pense que c'est au Directoire à faire vérifier les anciens débats, à en accélérer la liquidation et le versement dans le trésor public, et que ce sera ensuite aux commissaires à juger et à arrêter définitivement cette opération.

Tronchet et Goupilleau votent pour que la résolution soit adoptée.

Nous donnerons la suite de la discussion. La résolution a été mise aux voix et adoptée.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de nonidi, 19 *Frimaire*.

Le conseil avait adopté ces jours derniers qu'il serait formé une commission de cinq membres pour reviser le code de la marine.

On procede à l'appel nominal pour le choix de ceux qui la composeront.

Un membre, par motion d'ordre, appelle l'attention du conseil sur quelques dispositions du code hypothécaire, qui lui paraissent mériter un examen sérieux et réfléchi. Un des articles de cette loi oblige tous les créanciers hypothécaires à faire insérer leurs titres avant le 1^er^. nivôse prochain, sans quoi leur hypotheque n'aura plus lieu qu'à dater du jour de leur inscription. Personne ne connaît encore cette loi, qui demande, même de la part des gens d'affaire, une profonde méditation. La plupart des bureaux des conservateurs des hypotheques, sont à peine établis. Il lui paraît indispensable de proroger ce délai jusqu'au 1^er^. germinal. (Impression, ajournement.)

Un autre membre demande que, pour assurer l'exécution de la loi sur l'emprunt forcé, les débiteurs qui, après les délais prescrits, n'auraient pas payé, y soient contraints par corps. Il croit que c'est l'unique moyen d'atteindre ceux dont

Digitized by Google

la fortune est en poste-feuille. (Renvoi à la commission des finances.)

Boissy-d'Anglas : « Par l'établissement de l'imprimerie, la puissance de l'opinion est devenue une puissance au-dessus de toutes les autres ; elle fait trembler le tyran sur son trône et console l'opprimé dans les fers. Mais il ne faut pas croire que la liberté de la presse n'a besoin d'autre garantie qu'elle-même ; elle était déclarée avant la tyrannie de Robespierre, et depuis elle a été comprimée avec la liberté publique. S'il s'élevait de nouveaux tyrans qui voulussent renverser notre constitution, ils ne manqueraient pas de la comprimer de nouveau, sous le prétexte que la tranquilité publique est troublée par quelques écrivains incendiaires.

Il manque à notre code un acte de garantie en faveur de la liberté de la presse, et des lois pénales contre ceux qui seraient tenter de la violer ; ce qui fait que nous sommes encore placés entre l'oppression et la licence indéfinie.

Je demande qu'il soit formé une commission de cinq membres qui présentera un projet de loi pour garantir la liberté de la presse des atteintes qui pourraient lui être portées et indiquer les moyens à employer pour prévenir les abus qui pourraient en résulter. » (Adopté.)

Cette commission sera formée demain à l'appel nominal.

Conseil des Anciens.

Le conseil des Anciens reçoit la résolution qui ordonne l'ouverture d'un emprunt forcé de six cents millions valeur métallique. Un secrétaire en donne lecture.

Dupont (de Nemours) a la premier la parole. Ordonner l'impossible, dit il, ne convient pas à des législateurs. On peut pourvoir aux dépenses sociales par les moyens ordinaires et par des moyens extraordinaires. Les moyens ordinaires sont les revenus de l'état. En 1790, les récoltes, y compris les vins et la pêche en mer, étaient de 4 milliards. On peut donc imposer 300 millions. Le battage des grains ne coûtait que le seizieme ; maintenant il coûte le douzieme. Les frais de culture sont augmentés d'un cinquieme. Les moyens ordinaires sont donc diminués dans la proportion de 160 millions sur 800 millions.

Les moyens extraordinaires sont le numéraire circulant et les capitaux dans les mains des propriétaires. Ces moyens sont considérablement diminués ; tout le monde le sait. Les villes les plus riches ont été décimées. Supposer qu'il y a au-delà de 300 millions de numéraire en France, c'est supposer l'impossible.

Le prélevement en grains dans un mois et demi [illegible]

Digitized by Google

imposition quadruplé de l'ordinaire, est impossible, puisque l'ordinaire ne peut se payer que successivement.

La nation anglaise remplit ponctuellement ses emprunts; mais c'est par la voie de souscriptions qui sont acquittées de mois en mois.

Il ne reste de forts capitalistes en France que parmi les fournisseurs de la République, gens qu'il faut ménager.

Cet emprunt forcé peut donc être décrété par le zele; mais il n'est pas exécutable. Peut être aurait-il été rempli, si l'on se fût borné à demander 100 millions; mais il n'appartient pas au conseil des Anciens de modifier une résolution.

Vernier: Voulez-vous ternir tant de trophées élevés à la victoire? Voulez-vous voir disparaître la liberté? Non. Eh bien! dans ce moment, vous devez sacrifier votre superflu. L'emprunt que l'on vous propose d'autoriser n'atteindra point la classe indigente: et lors même que plusieurs individus de cette classe respectable se trouveraient froissés, cela ne devrait pas encore vous arrêter; n'êtes vous pas là pour faire droit à leurs justes réclamations. Je vote pour l'approbation de la résolution.

Coren-Fustier: L'admission de ce plan est impossible et impolitique: elle est impossible, parce que la révolution a réduit à la détresse toutes les classes de citoyens. Elle est impolitique, parce qu'elle ferait refluer dans les mains des étrangers nos dernieres ressources: déja les étrangers ont englouti les premieres. Je demande que vous nommiez une commission pour examiner la mesure qui vous est proposée par le conseil des Cinq-cents.

Un membre fait le tableau des dangers qui menacent la République: c'est ici, dit-il, la légion Thébaine; il faut vaincre ou périr. Mon avis est que la fortune publique dépend de l'adoption de la résolution proposée.

Thomas Lindet: Comme mes collegues, j'ai examiné la résolution qui vous est présentée. Quelques dispositions me paraissent inadmissibles; on peut en admettre quelques autres. Votre principal ennemi est au milieu de vous; c'est l'agiotage. Tout ce que nous ferons sera inutile, si l'on ne ferme pas la bourse.

L'opinant parcourt les différens articles de la résolution: il s'arrête sur celui qui réduit la valeur de l'assignat à 120 pour un. Cette réduction, dit-il, est indigne de vous, et je la regarde comme une banqueroute. En admettant cet article, vous imprimez sur le front de tous les Français, cette devise: J'appartiens à une nation déloyale et sans foi. Je suis d'avis, ajoute Lindet, que vous rejettiez la résolution, jusqu'à ce que l'on vous ait présenté un projet préliminaire pour anéantir l'agiotage, et pour suppléer aux assignats.

Digitized by Google

Legrand observe que, par cet emprunt, l'on ne demande pas le quadruple de l'impôt de 1790, comme l'a avancé Dupont (de Nemours). Il appuie son observation de quelques calculs sur les parts que doivent supporter les capitalistes et les agioteurs. Il conclut pour l'adoption de la résolution.

Johannot vote aussi pour l'adoption. Il craint que l'indécision dans laquelle se trouve le conseil, ne serve les projets des agioteurs. Il invite ses collègues, au nom du salut public, à donner sur-le-champ leur approbation à la résolution des Cinq-cents.

Plusieurs membres demandent que la discussion soit fermée : cette motion n'a pas de suite.

Lecouteulx de Canteleu monte à la tribune : il réfute avec beaucoup de clarté et de force les objections de Lindet et de Dupont (de Nemours) ; il considère la mesure proposée sous deux rapports principaux, savoir, comme emprunt et comme avance d'imposition ; il prouve qu'elle n'est pas injuste, qu'elle est nécessaire, qu'elle est possible.

Je m'adresse, dit-il, à 1,280,000 acquéreurs de biens nationaux, et je leur demande s'il n'est pas de leur intérêt de venir au secours de la République, si les revenus excessifs qu'ils ont retirés ne leur ont pas donné les moyens de payer la taxe ? Je m'adresse aux propriétaires d'assignats, et je leur demande s'il y a dépréciation dans la mesure proposée, quand il est vrai qu'on ne fait aucune distraction du gage, quand il est vrai que l'assignat perd maintenant plus de 150 pour un. Lecouteulx conclut pour l'adoption de la résolution.

Aux voix, s'écrie-t-on de toutes parts.

La résolution est mise aux voix et adoptée à la presqu'unanimité. On avait, dès le commencement de la discussion, reconnu l'urgence.

Le conseil ordonne l'impression des discours de Vernier et de Lecouteulx.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de décadi, 20 *Frimaire*.

Le conseil des Anciens envoie un message d'état pour annoncer qu'il a converti en loi la résolution sur l'emprunt forcé. Un secrétaire donne lecture de cette loi. Dumolard, organe de la commission de la classification des lois, propose de modifier l'art. CCLXVI du titre IV du code des délits et des peines. Cet article veut qu'il y ait des commissaires du pouvoir exécutif près des tribunaux criminels : la constitution en a disposé autrement, en réglant d'une manière nouvelle la composition de ces tribunaux. Dumolard propose de résoudre

Digitized by Google

que les fonctions de commissaires près les tribunaux criminels seront remplies par les commissaires du Directoire exécutif près les tribunaux civils, ou par leurs substituts, conformément à l'art. CCXLV de l'acte constitutionnel.

Le conseil adopte cette proposition.

On donne lecture de plusieurs messages du Directoire exécutif. L'un demande que le nombre des membres du tribunal criminel du département de la Seine soit augmenté, de manière qu'on puisse former une troisième section. La multiplicité des affaires semble exiger cette augmentation. Le conseil est prié par un autre message de déterminer l'espece du mobilier qui doit être affecté au Directoire exécutif, aux ministres et aux administrations, afin que le surplus puisse promptement rentrer dans les magasins nationaux. Enfin, dans un troisième message le Directoire demande que l'on fixe en myriagrammes le traitement des commissaires de la trésorerie nationale, ainsi que celui des commissaires de la comptabilité.

On nomme trois commissaires pour examiner ces trois messages.

Un citoyen a proposé de restaurer l'aqueduc du Gard, de maniere à conduire les eaux du Gardon à Nismes, et à former en même tems un canal d'irrigation qui serait très-utile à l'agriculture : ce citoyen compte faire cet ouvrage partie avec ses avances, partie à l'aide de souscriptions volontaires.

Un membre propose de lui accorder à cet effet une autorisation.

L'affaire est renvoyée au Directoire exécutif.

Lecointe-Puyraveau soumet à la discussion le projet sur la désertion : il propose la peine de mort et la confiscation contre l'embauchage à l'ennemi ou aux rebelles ; et la peine de neuf années de fers avec la confiscation du quart des biens contre l'embauchage dont l'effet serait seulement la désertion à l'intérieur.

Dumolard ne pense pas que l'on doive faire entrer la confiscation dans le système de notre législation criminelle ordinaire. Elle est justement appliquée aux emigrés, dit il : mais c'est moins comme une peine, que comme indemnité des frais d'une guerre qu'ils ont occasionnée. La confiscation a été l'opprobre et le fléau des républiques ; elle est un attentat à la propriété ; elle demoralise le peuple ; elle donne la soif du sang. Vous ne voulez pas ressusciter les jours exécrés de la tyrannie décemvirale : gardons nous de faire que le crime puisse devenir utile au gouvernement.

Dumolard demande la question préalable.

Génissieux observe que la loi frappe de confiscation les émigrés et les conspirateurs. Or, un embaucheur est coupable de conspiration, puisqu'il est agent de l'étranger ou des rebelles. Il est aussi coupable qu'un émigré ; il est même

Digitized by Google

plus lâche, puisqu'il feint d'être ami pour poignarder plus sûrement.

Fermond dit que la confiscation est la compagne de la tyrannie; que cette peine ne peut entrer que dans un système d'oppression; qu'elle est éminemment injuste, puisqu'elle frappe les enfans pour les délits de leurs pères. Il pense cependant qu'elle peut être justement appliquée aux émigrés. Comme Dumolard, il demande la question préalable.

Boissy voudrait qu'au lieu de confisquer les biens des embaucheurs, l'on prélevât seulement sur leurs biens une indemnité quelconque, par exemple le quadruple de la valeur de l'armement et de l'équipement du déserteur.

Meaulle appuie cette opinion.

Boissy d'Anglas renouvelle contre le système de confiscation les argumens de Fermond et de Dumolard : il s'attache à en démontrer l'immoralité; il examine ensuite quelles en seraient les conséquences politiques. Il est aisé de voir, dit-il, que la maxime de confiscation une fois établie dans notre code, il serait facile à un gouvernement usurpateur de s'en servir pour maintenir l'usurpation : il supposerait des crimes, il créerait des conspirations pour se procurer des richesses; et ces richesses lui donneraient les moyens de consommer le plus grand des crimes, la plus horrible des conspirations, c'est-à-dire la tyrannie. Gardez-vous de donner un exemple qui pourrait amener d'aussi déplorables abus.

Les tyrans, si jamais il s'en élève, dit Génissieux, n'auront pas besoin d'exemple pour établir et étendre la confiscation; ils savent bien tous en abuser.

Enguerrand demande qu'il soit fait une loi qui détermine avec précision, à quels délits de conspiration la confiscation doit être appliquée.

Boudin : Il résulte des discours des préopinans que la confiscation ne peut être appliquée dans aucun cas. A leur place, j'aurais franchement tiré cette conclusion. Cependant ils conviennent qu'il faut que les biens des émigrés et des conspirateurs soient confisqués, et nous le voulons tous; mais il ne veulent pas de la confiscation, ils disent que cette peine est immorale, impolitique, parce qu'il s'agit de l'appliquer aux embaucheurs : je ne conçois pas pourquoi un embaucheur serait mieux traité qu'un conspirateur. On pourra, dit-on, abuser de l'exemple! mais les tyrans n'auraient pas besoin d'exemple; ils sauraient bien abuser de la confiscation avec ou sans exemple. Le 1.er article du projet est adopté.

Conseil des Anciens.

Il approuve la rédaction du décret sur l'emprunt forcé en ces termes :

« Art. 1.er. Pour subvenir aux besoins de la patrie, il sera

Digitized by Google

fait un appel de fonds, en forme d'emprunt, sur les citoyens aisés de chaque département, et dans celui de leur domicile ordinaire.

» II. Cet emprunt ne pourra porter que sur le quart le plus imposé ou le plus imposable des citoyens de chaque département.

» III. Les administrations de département sont chargées de désigner sans délai les citoyens obligés, en vertu de l'article précédent, de fournir à l'emprunt.

Elles les désigneront, soit d'après le rôle des impositions, soit sur la notoriété publique des facultés, en combinant tout-à-la-fois les revenus des propriétés foncieres et mobiliaires, et les produits de l'industrie.

» IV. Les prêteurs seront distribués, dans l'ordre de leurs facultés, en seize classes qui seront égales en nombre, sauf la derniere; la quote part de chaque classe sera réglée conformément au tableau suivant:

» V. Premiere classe, 50 liv.; seconde, 60; troisieme, 80; quatrieme, 100; cinquieme, 200; sixieme, 300; septieme, 400; huitieme, 500; neuvieme, 600; dixieme, 700; onzieme, 800; douzieme, 900; treizieme, 1000; quatorzieme, 1100; quinzieme, 1200 liv.

La seizieme classe ne pourra être composée que de ceux dont la fortune est composée de 500,000 liv. en capital et au-dessus, valeur de 1790. Leur taxe sera depuis 1500 liv. jusqu'à 6000 liv., proportionnellement à leur fortune.

» VI. Les citoyens qui ne seraient point portés sur le rôle, et qui voudraient participer à cet emprunt, y seront admis, par addition, pour la somme qu'ils jugeront convenable.

» VII. Cet emprunt sera payé en numéraire métallique, ou en matieres d'or et d'argent.

» A défaut de métaux, les grains appréciés au cours de 1790, seront reçus comme ceux de la contribution fonciere, et conduits dans les magasins de la République.

» Les assignats seront également reçus, en place de numéraire, pour le centieme de leur valeur nominale.

» VIII. Les rôles seront mis en recouvrement avant le 15 nivôse prochain, par les percepteurs des contributions directes, sur les extraits rendus exécutoires par les administrateurs de département.

» IX. Les sommes seront exigibles, un tiers dans la derniere décade de nivôse, et le surplus en pluviôse suivant.

» Les citoyens en retard de paiement seront condamnés, par les administrations de département, à une amende du dixieme de la somme due pour chaque décade de retard.

» Le produit de cette amende ne sera pas susceptible du remboursement ci-après ordonné.

» X. Pour le remboursement successif de cet emprunt,

Digitized by Google

sera délivré aux prêteurs, soit à l'instant du paiement, s'il est possible, soit dans les trois mois qui suivront, et en ce dernier cas en échange de la quittance provisoire, un récépissé composé de dix coupons représentant chacun un dixieme de la somme totale de l'article du rôle.

» XI. Les coupons seront écrits à la suite les uns des autres sur la même feuille; ils seront signés par le percepteur et par un commissaire nommé à cet effet par les municipaux; ils seront disposés de maniere à pouvoir être séparés lorsqu'ils seront remis en paiement.

» XII. Les coupons pourront être remis par ceux au nom desquels ils auront été délivrés, ou par leurs héritiers, en paiement du droit d'enregistrement dû pour cause de succession en ligne directe ou collatérale.

» XIII. Les citoyens au nom desquels les coupons auront été délivrés, leurs héritiers ou les possesseurs de leurs biens, pourront en remettre un chaque année, en paiement de leurs contributions directes, et ce, à compter de l'an IV inclusivement, de maniere que l'emprunt soit remboursé en dix années.

» XIV. La loi du 3 brumaire, qui établit une taxe de guerre, est rapportée; les paiemens faits en exécution d'icelle, seront imputés sur les sommes exigibles en vertu de la présente loi. »

PARIS, *Quartidi 24 Frimaire, 4e. année de la République.*

Le ministre de la justice vient d'adresser une circulaire pressante aux commissaires du Pouvoir exécutif, près les tribunaux criminels, pour les engager à poursuivre avec une sévérité inflexible, tous les émigrés qui n'étant pas compris dans le décret du 22 prairial dernier, ont osé rentrer en France; il exige d'être informé, de cinde en cinde, du résultat des mesures que ces commissaires auront prises pour remplir les intentions du Directoire.

Il est arrivé dans le port de Marseille, du 18 brumaire au 3 frimaire, 25 navires venant de Gênes, portant 56 mille quintaux de grains pour le compte de divers négocians.

Des lettres de Marseille annoncent que le dey d'Alger a déclaré la guerre aux Anglais.

Le Directoire a établi depuis environ 8 jours un journal dont il a paru quelques numéros, sous le titre de *Bulletin politique*, consacré à la publication des nouvelles des armées, à celle des actes et de la correspondance du gouvernement; la rédaction de cette feuille, confiée d'abord au citoyen Antonnelle, lui a été retirée par un arrêté du Directoire, et le bulletin paroît maintenant sous le titre de *Bulletin officiel*. On s'étonne

Digitized by Google

alors d'y voir les séances du Corps législatif. — Dans un des premiers numéros, on témaignait de vifs regrets du renversement des bustes de quelques hommes fameux dans la révolution. — Le même arrêté retranche l'abonnement de 3 mille exemplaires du *Rédacteur-Plébéien*.

Une réunion de citoyens, sous le nom de patriotes de 89, s'est établie en espece de club dans l'édifice du Panthéon-Français, on assurait que le Directoire l'avait fait fermer. Merlin (de Thionville) s'est présenté pour y être reçu; son admission a éprouvé beaucoup de difficultés.

Le théâtre du Vaudeville, réellement fermé depuis plusieurs jours, est rouvert aujourd'hui. Deux autres théâtres ont été fermés à leur tour par ordres supérieurs.

Gracchus Babeuf, auteur du *Tribun du Peuple*, s'est soustrait à un mandat d'arrêt lancé contre lui. Il a publié une lettre adressée à J. F. Lebois, *Ami du Peuple*, dans laquelle il l'instruit des particularités de cet événement.

L'affaire de Cormatin dont l'instruction est reprise attire l'attention : cet accusé vient de faire placarder une affiche, dans laquelle il affirme que, le 16 prairial dernier, il a été convenu avec les chefs des chouans, que le lendemain ce le » petit Capet et sa sœur seraient conduits à Saint-Cloud, » d'où l'on pourrait les faire enlever, et que les membres » du comité de salut public signeront cette promesse. » Il ajoute qu'il va se procurer l'original de cette pièce. Le reste de l'affiche contient encore d'autres assertions qui ne sont pas moins extraordinaires.

L'ex général Miranda et l'Espagnol Marchena ont reçu, le 20, l'ordre de sortir de France dans le plus court délai. Miranda a fait des représentations au Directoire, qui n'y a point eu égard, et a maintenu son arrêté. On prétend que Miranda a échappé à son gendarme, qui devait le conduire en Suisse.

Déjà trois magasins à poudre ont sauté en France depuis deux ans; à Huningue, à Paris et à Landau : le magasin à bombes de Nord-Libre (Condé) vient d'être le théâtre d'une 4e. explosion, dont heureusement la direction a été telle, qu'on n'a eu à regretter que la perte du garde-magasin d'artillerie et de 4 ou 5 canonniers. Il est toujours impossible de connaître les causes fortuites ou méditées de ces désastreux événemens.

L'installation et la première séance de l'institut national a eu lieu le 15 au Louvre : Lalande y a prononcé un discours dans lequel il a exprimé fortement son opinion en faveur de la réunion des savans et des gens-de-lettres, et sur les avantages de l'émulation pour les succès du génie; ce sujet l'a conduit à parler avec amertume des sentimens de quelques hommes-de-lettres qui ont écrit contre les académies.

Digitized by Google

En Hollande, les clubs l'ont emporté sur leurs adversaires; une convention batave doit se réunir incessamment. Il y a eu quelqu'opposition, des protestations même de la part des députés de la Zélande, de la Frise et de Groningue. Les autres provinces ont donné leur assentiment à la convocation.

On lit dans quelques feuilles que le citoyen Barthelemy, ministre plénipotentiaire de la République Française à Basle, est définitivement rappelé.

Le 22, le ministre de l'intérieur a fait fermer la bourse, où des projets contre la fortune publique étaient combinés dans des associations ennemies du gouvernement républicain. Des mesures seront prises pour empêcher toute autre réunion de ce genre jusqu'à nouvel ordre.

NOUVELLES OFFICIELLES.

ARMÉE DU RHIN ET MOSELLE.

Le général en chef Pichegru, au ministre de la guerre. — Au quartier-général à Lixheim, le 15 frimaire, an 4e. de la République Française.

» Je vous rends compte, citoyen ministre, que la division de gauche, sous les ordres du général Saint-Cyr, a chassé hier l'ennemi de Deux-Ponts, et s'y est établie; le chef de l'état-major vous fera passer les détails de cette attaque. J'ai voulu la soutenir par un mouvement sur toute la ligne; mais la pluie, qui tombe depuis plus de dix jours, a tellement pénétré les terres, qu'il a été impossible de mouvoir de l'artillerie; cela s'est borné à des coups de fusil.

» Jignore jusqu'à ce moment le résultat de l'attaque que le général Jourdan avait projettée pour le 9 ou le 10; il y a lieu de croire que le mauvais tems l'aura aussi empêchée ou retardée.

» Notre situation ici s'est améliorée depuis quelques jours; les différens services se sont régularisés; les troupes ont été pourvues en partie des habillemens et chaussures qui leur manquaient; et au moyen de l'autorisation donnée par le Directoire, de prendre autour de nous sur récépissés, j'espère que nous n'éprouverons plus de pénurie.

» Je me suis concerté avec le représentant Rivaud, qui est ici, et le commissaire ordonnateur en chef, sur l'usage qui nous est confié du moyen de réquisition, de maniere à modérer tout ce que son exécution peut avoir de dur; ce représentant a bien voulu s'en charger, et par les mesures qu'il a déja prises, les différens services vont se trouver assurés. »

Salut et fraternité. *Signé*, PICHEGRU.

Digitized by Google

MERCURE FRANÇAIS

DÉCADI 30 FRIMAIRE, *l'an quatrieme de la République.*
(*Lundi* 21 *Décembre* 1795, vieux style.)

HISTOIRE.

Histoire de MARIE STUARD, *reine de France et d'Ecosse, décapitée à Londres le* 18 *février* 1587. *Nouvelle édition, rédigée sur des pieces originales, par C. M. D. C. A Paris, de l'imprimerie de* MERCIER, *rue du Coq-Honoré*, n°. 120.

UN avis, imprimé en tête de cet ouvrage, annonce que l'édition en ayant déplu à la horde ignare et féroce des automates révolutionnaires, parce qu'elle excitait le sénat français à concilier le sénat du peuple avec la politique, la justice et l'humanité, l'auteur fut dénoncé et embastillé. Aujourd'hui, qu'être humain n'est plus un crime, il espere que son ouvrage et lui seront respectés.

Ce n'est pas sans doute au moment où nous commençons à vivre sous l'empire des lois, que le gouvernement voudrait faire l'essai de sa puissance en persécutant un écrivain qui use de la liberté que ces lois ont accordée à la presse. Il n'appartenait qu'à ce régime anarchique, sous lequel nous avons si long-tems gémi, de punir l'homme qui donnait alors une preuve de courage et de magnanimité; car il est toujours magnanime de manifester une opinion, de donner des conseils qu'on sait être dangereux pour leur auteur. Non qu'il faille tolérer et laisser impunis les abus et les délits de la presse, lorsque ces délits ont été précisés par la loi; mais tel acte qui ne viole pas la loi peut cependant contrarier l'opinion publique; dans ce cas, c'est à la liberté de la presse elle-même à défendre l'opinion et à l'éclairer sur les périls dont elle pourrait être menacée.

Si nous faisons l'application de ces vérités à l'histoire qu'on publie en ce moment, nous demanderons à l'auteur de quelle utilité peut être aujourd'hui la préface de son édition de 1793. A cette époque, un grand

Digitized by Google

procès occupait toute la nation; il est jugé. Les Républicains, quelle que soit d'ailleurs leur opinion particulière à cet égard, ne doivent pas chercher à réveiller des querelles dont les partisans de la royauté ou de l'anarchie peuvent seuls tirer quelqu'avantage pour déchirer de nouveau le sein de la patrie.

Ce n'est point sur le sort des rois, sur les malheurs des reines qu'il faut apitoyer les esprits, c'est contre les crimes des dominations et des tyrans qu'il faut exciter l'indignation: Nous marchons encore sur la lave des volcans. Républicains, craignez qu'ils ne vomissent de nouveaux feux; ne donnez pas aux ennemis de la constitution des prétextes de persécution; ne fournissez pas des alimens à leurs fureurs.

L'auteur a suivi les récits historiques de Cambden, auteur contemporain et historiographe de la reine d'Angleterre. Cet ouvrage, divisé par chapitres, commence à la naissance de Marie Stuart. Il fait connaître son éducation, ses mariages, le caractere de ses époux, les intrigues de ses amans, les imprudences et le concours d'événemens qui lui firent subir vingt ans de captivité et la mort sur un échafaud. Du moins en retraçant ses malheurs fait-il détester le caractere ambitieux, jaloux et vindicatif de la reine d'Angleterre, Elisabeth. Les admirateurs, même les plus passionnés de la gloire de son regne, l'accuserent de cruauté et d'injustice.

Mais les crimes d'Elisabeth n'excusent pas ceux de Marie. L'auteur a beau vouloir la justifier de son intimité avec le musicien Lizzio, assassiné presque dans ses bras par l'époux qu'elle lui sacrifiait, et de son mariage avec le comte de Bothwel, scélérat ambitieux et rusé, couvert du sang de ce même époux. L'histoire impartiale et sévere ne lui pardonnera jamais d'avoir prêté les mains à cet assassinat. Sa complicité est prouvée par les détails affreux qu'on peut lire dans ses lettres à Bothwel, qui ont été publiées par Delaplace dans la collection intitulée : *Pieces intéressantes et peu connues pour servir à l'histoire.* On essaya d'abord le poison sur lui; il y résista. Mais un jour qu'on put l'attirer dans une maison particuliere on l'étrangla, et afin de faire croire au peuple qu'il était mort par accident, on fit sauter la maison avec de la poudre. Mais les marques de la corde imprimées sur son col ne laisserent aucun doute sur le genre de sa mort. Cet assassinat avait indigné la nation entiere; on demandait à Marie justice

Digitized by Google

du meurtrier, tout le monde le nommait; et Marie, sourde à ce cri général, sourde aux lois de la décence et de l'honneur, épouse publiquement le meurtrier de son mari.

L'auteur, il est vrai, répond à ce témoignage de l'histoire en racontant que Bothwel, à l'article de la mort, protesta, devant l'évêque et autres seigneurs, que Marie Stuard n'avait jamais rien su de la conjuration faite contre le roi son époux. Il avait même répondu à ses complices qui lui demandaient quelqu'aveu de la reine pour leur décharge, que c'était un crime d'y penser; que l'innocence et les vertus de la reine lui avaient toujours inspiré le respect et la plus profonde vénération. Cette protestation, ajoute-t-il, faite dans un instant où la vérité est plus forte que la séduction, fut envoyée depuis par le roi de Danemarck à plusieurs princes de l'Europe, et à Elisabeth même qui se garda bien de la rendre publique, tant il lui importait de trouver des prétextes pour perdre sa cousine.

Cependant Robertson, qu'il cite lui-même à la fin de cette histoire, en déplorant beaucoup ses malheurs, ne la peint pas toujours avec avantage.

« Accoutumée, dit-il, dès son enfance à être traitée en reine, elle ne pouvait pas supporter la moindre contradiction; capable en de certaines occasions de feinte et de déguisement, aimant à être flattée, un grand feu d'imagination, une vivacité d'esprit qui n'était pas suffisamment tempérée par la solidité du jugement, une tendresse de cœur qui ne fut pas toujours contenue dans les bornes de la discrétion, lui firent commettre bien des fautes, et l'entraînerent même dans des crimes. Sa passion pour Darnly était un emportement de jeunesse, un excès impardonnable. Lorsqu'elle se porta tout de suite à des extrémités opposées, ce changement subit était à la vérité une suite naturelle d'un amour méprisé, de l'ingratitude, de l'insolence et de la brutalité de Darnly. Cependant ni ces raisons, ni l'adresse artificieuse de Bothwel, ni les services importans qu'il avait rendus à Marie ne peuvent justifier l'attachement qu'elle eut pour ce dernier. Les mœurs même dépravées de ce siecle, le regne de la licence et de la dissolution ne pourraient point excuser cette passion malheureuse, et ne nous en feront pas regarder les suites funestes avec moins d'horreur. Nous verrons toujours du même œil la scene infâme qui termina cette sanglante tragédie. Un

Digitized by Google

peu de condescendance pour les faiblesses humaines fera peut-être jetter un voile sur les actions de Marie que rien ne peut justifier, etc. ”

Voilà sans doute le ton de l'histoire. L'auteur de ce nouvel ouvrage aurait dû le prendre plus souvent pour modele. Il a trop l'air de faire un roman pour la recherche et la prétention de son style.

Cette traduction est terminée par la traduction d'une lettre de Marie Stuart à la reine Elisabeth. Cette lettre vraiment singuliere, dont l'original est, dit-on, conservé à Londres dans la bibliotheque barlayenne, contient des anecdotes sur la vie privée, le caractere et les amours de cette reine. Il est à croire que la véracité de Marie ne dut pas flatter l'amour-propre d'une rivale si jalouse, et à qui elle fait des confidences si humiliantes.

ANNONCES.

Le Spectateur Français avant la révolution, par le citoyen Delacroix, ancien professeur de droit public au Lycée, auteur du *Spectateur Français pendant le gouvernement révolutionnaire*, etc. Un volume *in*-8°. de 540 pages, imprimé sur caracteres de Cicéro neuf. Prix fixe jusqu'au 5 nivôse, 150 liv. broché, et 160 liv. 10 sous franc de port par la poste. A Paris, chez F. Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n° 20.

On affranchit la lettre d'avis et le montant.

Œuvres de Marie-Joseph Peyre, membre de l'académie, ancien pensionnaire à Rome. Grand *in-folio*. Chez le citoyen Agasse, rue des Poitevins, n°. 18.

Cet ouvrage, le premier grand *in-folio* qui ait paru depuis la révolution, est sa troisieme édition. Cette derniere, imprimée avec le plus grand soin, est augmentée d'une notice sur la vie de l'auteur, d'un discours sur le génie de l'architecture; d'un second, sur les proportions que les anciens donnaient à leurs monumens; d'un parallele des temples anciens avec nos églises modernes; d'une planche à la suite de ce parallele, contenant les frontispices des temples d'Italie les plus estimés, et ceux de cinq de nos bâtimens modernes, parmi lesquels se trouve celui du Panthéon-français, comparés sur la même échelle de modules; et de trois planches de fontaines jaillissantes à la suite de celle qui a paru dans les premieres éditions.

Les artistes et les amateurs éclairés ont fait le plus grand accueil aux premieres éditions de cet ouvrage, quoiqu'elles

Digitized by Google

ne continssent alors que les projets faits par son auteur en Italie ; il y manquait les discours qu'il a lus depuis à l'académie d'architecture, et qui doivent contribuer essentiellement à l'amélioration de ce bel art, puisqu'ils font connaître les bâses de l'architecture antique, en donnant les moyens d'approcher des proportions des anciens. Cette nouvelle édition est composée de huit feuilles d'impression et de 21 planches.

Le citoyen Peyre, éditeur, ne voulant pas que les possesseurs des premieres éditions puissent se plaindre de n'avoir pas l'œuvre complette, a formé un supplément des parties ajoutées à cette édition.

Le prix de l'ouvrage entier est de 18 liv. en numéraire, et de 9 liv. pour le supplément, ou en assignats au cours.

Il sera en vente à compter du 15 frimaire. On s'adressera chez le citoyen Agasse, au citoyen Guth.

Les Œuvres de Champfort, de la ci-devant académie française, recueillies et publiées par un de ses amis. Quatre volumes *in*-8°., beau papier, caracteres Didot. Prix, 600 liv., et 630 l. franc de port dans les départemens. A Paris, chez le directeur des sciences et des arts, rue Thérese, près la rue Helvétius.

Essais sur la Peinture, par Diderot. Un volume *in*-8°. de plus de 400 pages, imprimé sur caracteres de Cicéro neuf. Prix fixe jusqu'au 5 nivôse, 130 liv. broché, et 137 liv. 10 sous franc de port par la poste. A Paris, chez F. Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n° 20.

On affranchit la lettre d'avis et le montant.

Le Manuel des Enfans, ouvrage contenant des principes pour apprendre à lire, à penser, à parler et à vivre : vol. *in*-8o. relié en parchemin. A Paris, chez Barbou, rue des Mathurins ; et Nyon, place du ci-devant Collége des Quatre-Nations.

Le Calendrier des Enfans, ou *Etrennes d'Esope*, contenant des fables instructives ; par le citoyen Boinvilliers : *in*-18. A Paris, chez Laurent le jeune, rue Saint-Jacques, n°. 32.

Le Chevalier du Cygne, ou la cour de Charlemagne, conte historique et moral, pour servir de suite aux Veillées du Château, et dont tous les traits qui peuvent faire allusion à la révolution française, sont tirés de l'histoire. Par madame de Genlis, auteur du Théâtre d'Education, d'Adele et Théodore, *etc.* Trois volumes *in*-8°. A Prris, chez Lemiere, libraire, rue Française, n°. 6. (1795)

Digitized by Google

NOUVELLES ÉTRANGERES.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 4 Décembre.

TOUTES les lettres de Vienne et de Prague assurent positivement, qu'un corps considérable est en marche pour venir renforcer sur le Rhin les armées de l'empereur. L'on fait monter à 24,000 hommes ce qui est sorti, ou sortira incessamment, du royaume de Bohême. — Les impériaux se sont emparés à Otweiler d'un magasin français dont la perte ne peut qu'être infiniment sensible aux Républicains.

A en juger par les derniers avis que nous avons reçu de Basle, on serait tenté de croire que cette ville va cesser d'être le lieu du congrès de paix. Plusieurs ministres ont déja quitté ce séjour, et d'autres se disposent encore à s'en éloigner. On assure ceci en particulier du ministre du roi de Prusse, M. le baron de Hardenberg. Le départ de ce négociateur ne serait certainement pas une chose insignifiante; mais il en est une autre qui, si elle se réalisait, donnerait lieu à un grand étonnement et à une multitude de réflexions : c'est le rappel de l'ambassadeur français M. Barthélemy, dont on maintient qu'il a perdu la confiance du gouvernement qu'il représente, et qu'il doit aller rendre compte de la conduite qu'il a tenue en Suisse.

Reprise des bulletins officiels de l'armée autrichienne aux ordres du maréchal Clairfayt depuis le 20.

Le peu de place qu'il est possible de donner à ces bulletins, ne permet pas d'en présenter autre chose que la substance ou un simple racourci :

De Frankental, le 20 novembre. « A l'approche du corps de Nauendorf, l'ennemi a quitté les environs de Permasens, et abandonné le poste important d'Hochstetten, ainsi que le fameux Saukopf. Ces points que nous avons occupés nous ont rendus maitres de tout le val d'Anweiler. Pour nous maintenir dans cette position, le général de Nauendorf a été renforcé par 7 bataillons de grenadiers et 12 escadrons de cavalerie aux ordres du lieutenant-général de Werneck, qui en particulier a été chargé d'attaquer Anweiler, et de tourner les lignes de la Queich, tandis que du côté de Winckhofen,

Digitized by Google

l'armée ferait d'autres mouvemens. — Le général Nauendorf, maître de Homboug et Reipoltskirchen, a envoyé vers Deux-Ponts et Cusel des détachemens au pouvoir desquels est tombé un courier français, porteur d'une lettre de Pichegru à Jourdan, par laquelle le premier témoigne le peu d'espoir qu'il a de pouvoir tenir dans les lignes de la Queich, à moins que le second n'opere, par de grands efforts, une diversion favorable. »

Du 21. « Manheim est après à capituler, et de part et d'autre on s'est déja donné des ôtages. A minuit expire le repit qui lui a été accordé, c'est-à-dire qu'à minuit cette place sera rendue à la patrie germanique. Le beau château électoral se montre en flammes sur plusieurs points. »

Du 22. Voici la capitulation de Manheim :

Copie de la capitulation proposée par le général de division Montaigu, commandant les troupes françaises à Manheim, à M. le comte de Wurmser, commandant-général des troupes autrichiennes devant cette ville.

Art. Ier. Le général Montaigu remettra la place de Manheim à M. le comte de Wurmser, le.... novembre 1795, avec les munitions de guerre et artillerie qui sont dans la place, et dans l'état où elles se trouvent.

Rép. La place sera remise le 23 novembre 1795.

II. Les troupes françaises sortiront de Manheim avec armes et bagages, dès que les moyens de passage sur la rive gauche du Rhin seront etablis; dans tous les cas, elles sortiront le.... novembre 1795; elles suivront la route qui sera convenue entre les deux généraux commandans.

Rép. La garnison française sera prisonniere de guerre, sortira de la place le 23 novembre 1795, avec les honneurs de la guerre, et déposera les armes sur les glacis, à 9 heures du matin; elle suivra la route qui lui sera désignée par le général comte de Wurmser.

III. Les troupes de sa majesté impériale aux ordres de M. le comte de Wurmser, deux heures après l'échange de la capitulation signée par les deux généraux commandans, prendront possession du fort de la tête du pont du Necker, des postes extérieurs de la porte de Heidelberg et de la redoute du Rhin, en avant de la porte de l'Ecluse, et elles n'entreront en ville que lorsque la derniere division des troupes françaises en sortira.

Rép. Après la capitulation signée, les troupes impériales prendront possession des ouvrages extérieurs de la porte de Heidelberg et de celle dite du Rhin, demain 22 novembre, à huit heures du matin.

Digitized by Google

IV. Il sera fourni, en payant de gré à gré, et d'après les ordres de M. le comte de Wurmser, dans les pays que traverseront les troupes françaises, les voitures nécessaires au transport des effets appartenans à la République, aux corps et individus qui composent la garnison de Manheim.

Rép. On fournira aux troupes françaises les voitures nécessaires au transport des effets et propriétés des officiers selon la taxe usitée du pays. Tout ce qui appartient à la nation sera remis aux commissaires autrichiens.

V. Le comte de Wurmser donnera des ordres pour que les fourages nécessaires dont la garnison n'aurait pas pu se pourvoir à Manheim, soient fournis dans les lieux où passeront les troupes françaises. Quant aux vivres, les troupes en prendront pour quatre jours à Manheim, à compter du jour de leur départ.

Rép. On aura soin de fournir le pain aux troupes. Les officiers qui voudront garder leurs chevaux acheteront les fourages que celui qui les conduira aura soin de leur faire avoir aux prix courans.

VI. Les malades qui resteront à l'hôpital de Manheim seront traités par des officiers de santé de l'armée française, qui resteront dans la place jusqu'à parfaite évacuation, pour laquelle il leur sera fourni les voitures nécessaires jusqu'à la première ville occupée par les troupes françaises. Le général Montaigu s'en rapporte à l'humanité de M. le comte de Wurmser, pour qu'il leur soit fourni les objets nécessaires à leur rétablissement.

Rép. Les malades français seront traités avec l'humanité qu'on ne refuse jamais en pareil cas; mais ils seront soignés par des chirurgiens autrichiens. Après leur rétablissement, ils seront prisonniers comme les autres.

VII. Un officier de génie de l'armée française remettra à un officier autrichien, les cartes, plans et autres objets que les ingénieurs français ont reçus lors de leur entrée à Manheim.

Rép. L'article ci-contre aura lieu dès que les troupes autrichiennes occuperont les deux postes mentionnés, et s'entend aussi de tous les objets militaires, tels qu'artillerie, plans, cartes, magasins, etc. etc.; à quel effet, des officiers autrichiens du génie et de l'artillerie seront envoyés, le 22 novembre matin, en ville, à huit heures.

VIII. La régence, les magistrats et les habitans de la ville de Manheim ne pourront être recherchés en aucune maniere à raison de la capitulation qui a mis cette ville entre les mains des Français.

Rép. Cet article dépend absolument des volontés de S. M. l'empereur.

IX. Dès que le jour de la sortie de la garnison de Manheim

Digitized by Google

sera fixé, un officier de l'état-major de l'armée autrichienne, accompagné d'un officier de l'état-major de l'armée française, prendra les devans pour donner les ordres nécessaires à la marche des troupes françaises, et à leur logement, jusqu'à leur entrée sur le territoire occupé par les troupes de la République.

Rép. Répondu par l'art. II.

X. Dès que la capitulation sera signée par les deux généraux commandans, M. le comte de Wurmser donnera un passe-port pour qu'un officier de l'état-major de l'armée française puisse aller rendre compte de la présente capitulation au général en chef Pichegru.

Rép. On fera parvenir au général Pichegru le rapport qui lui sera fait par le général Montaigu.

Fait à Manheim, le 30 brumaire, 4e. année.

Le général de division, commandant en chef les troupes françaises à Manheim. *Signé*, MONTAIGU.

Fait au quartier-général devant Manheim, le 21 novembre 1795. *Signé*, comte de WURMSER, général de C.

Articles additionnels à la capitulation proposée par le général de division Montaigu, commandant les troupes françaises à Manheim, à M. le comte de Wurmser, général-commandant les troupes de sa majesté l'empereur.

Art. Ier. La garnison n'aura pas de voitures couvertes, et on s'en rapporte à l'art. IV, que tous les effets militaires sans exception, tels que caisse, munitions, chevaux, habillemens, vivres, etc. soient specifiés et fidelement remis aux officiers autrichiens désignés à cet effet.

II. Jusqu'à l'exécution de la présente capitulation, on se donnera des ôtages réciproques; savoir, un officier supérieur et un capitaine, qui seront échangés demain matin à sept heures.

III. Demain matin le commandant français communiquera le nombre des voitures qu'il lui faut pour le transport, et avant la sortie, il remettra l'état de ses troupes.

IV. La garnison remettra les déserteurs autrichiens.

Fait au quartier-général devant Manheim, le 21 novembre 1795.

Signé, le comte de Wurmser, commandant-général des troupes autrichiennes.

Pour copie conforme à l'original, l'officier d'ordonnance du général de division Montaigu.

Signé, GEMŒHING.

Du 24. Ce matin, la garnison française de Manheim a mis bas les armes. On la conduit à Heidelberg. Elle y passera la nuit; sinon dans la ville même, au moins partie en ville, et

Digitized by Google

le reste dans les villages des environs. — Le comte de Clairfayt est allé dans le voisinage de Landau, où l'on a pris aux Français un beau train d'artillerie.

Du 24. L'armée a célébré aujourd'hui par des feux de file la prise de Manheim. Le soldat ennemi paraît fort mécontent, et déserte par compagnies. D'après un calcul dont les données semblent avoir de la réalité, l'armée de Pichegru a perdu devant Mayence 4 à 5 000 hommes, et 8 à 9,00 devant Manheim. Si l'on joint à cela 10,600 hommes qui composaient la garnison de cette dernière place, et ce que la désertion a enlevé, et enlève encore, il sera aisé de se convaincre du besoin de renfort qu'éprouve le général français. Au reste, on apprend que de tous les côtés il lui vient de ces renforts, et que sur-tout il est enjoint au général Jourdan de lui porter, à quelque prix que ce soit, tous les secours disponibles de l'armée de Sambre et Meuse.

Du 27. Le général comte de Nauendorf réussit avant hier à empêcher la jonction de trois régimens de cavalerie de l'armée de Jourdan à celle de Pichegru. Le capitaine comte de Trautmansdorf, qui les attaqua dans les environs de Cusel, et leur fit rebrousser chemin, a signalé dans cette occasion sa grande intelligence et son extrême bravoure. Un hôpital a été ensuite pris à Cusel.

Bulletin d'Alzey, du 28 *novembre.*

Dans l'après-dîner d'hier, le maréchal Clairfayt quitta Frankental et s'établit à Pfeddersheim; aujourd'hui il a pris son quartier général à Alzey. On croit qu'après demain toute l'armée sera rassemblée à Sprenglingen en avant de Krentznach; et comme l'armée de Jourdan se renforce extrêmement dans cette partie où il s'y passera immanquablement quelqu'affaire majeure. — Hier, une bonne partie de l'armée du comte de Wurmser passa le Rhin près de Manheim, afin d'occuper vers les lignes de la Queich la position que l'armée du comte de Clairfayt lui a laissé vide.

Du 3 *décembre.* Le général Kray, chargé avant-hier de se porter de Neustadt à Lauterock, rencontra la division du général Marceau qui déja avait pris possession de ce poste important. Il ne jugea pas à propos de l'y laisser tranquille. Ayant résolu de l'attaquer, il détacha, pour former cette attaque, le major Kengyel, des Warasdins, avec six compagnies de troupes de la frontière et deux escadrons de hussards. Ce major fit une charge si brusque et si vigoureuse, qu'après quel-

Digitized by Google

ques coups de canons il pénetra dans la ville et y couvrit le carreau de deux bataillons ennemis qui, à l'exception de deux capitaines, six officiers et cent cinquante soldats faits prisonniers, furent entierement détruits. Le général Marceau, il est vrai, ne tarda pas à venir lui-même au secours du poste emporté; mais il ne put effectuer autre chose que de faire jouer sur nos troupes tout ce qu'il avait d'artillerie.

Le général Jourdan qui, ce même jour premier du mois, s'était avancé sur la Nahe avec cinq divisions de son armée, attaqua notre avant garde à Kreutznach, et la força d'abandonner la ville. On l'y fit attaquer tôt après par les généraux Rhingrave de Salm et Riese, qui emporterent Kreutznach d'assaut, mais en furent délogés ensuite par les troupes supérieures et toujours fraîches avec lesquelles l'opiniâtre et furieux ennemi revint à la charge. Comme la position seule donnait aux Français beaucoup d'avantages sur nous, et que la ville en elle-même n'était pas tenable pour long-tems contre un attaquant acharné, on prit le parti de l'évacuer entierement. La chaîne de nos avant-postes fut tirée vis à-vis sur la rive droite de la Nahe, afin de ne pas sacrifier inutilement les braves gens que nous avons tant d'intérêt à conserver, et afin d'épargner à l'armée les alertes sans fin dont elle aurait été fatiguée.

Hier et aujourd'hui on a mis sur la rive gauche du Rhin beaucoup de troupes qui étaient sur la rive droite et qui doivent renforcer l'armée de Wurmser.

HOLLANDE. *De la Haie, le 1er. Décembre.*

Les troubles qui ont agité Rotterdam et Amsterdam se sont enfin appaisés, au moins en apparence. Nous espérons que le patriotisme y triomphera désormais de tous les efforts que fait l'aristocratie pour revenir sur l'eau, et se sauver du naufrage. Mais d'un autre côté, nous venons de recevoir une nouvelle bien affligeante; c'est celle de la prise du Cap par les Anglais. La capitulation que l'on va lire ne laisse aucun doute sur la perte d'une possession qui fut toujours regardée comme la plus précieuse dont nous eussions à nous vanter.

Articles de capitulation proposés par MM. les nobles, commissaires et conseil de régence du cap de Bonne-Espérance, au général Alured Clarke, commandant les troupes de S. M. britannique, et du vice-amiral Georges Keith Elphinstone, commandant les vaisseaux de guerre de sadite majesté.

Art. Ier. Le château et la ville seront remis aux troupes de sa majesté britannique.

Rép. La capitulation étant signée, la ville et le château le ont remis à un détachement des troupes de sa majesté britannique, aujourd'hui à 11 heures du matin.

Digitized by Google

II. Les troupes sortiront avec tous les honneurs de la guerre, ensuite elles mettront bas les armes, et se rendront prisonnieres de guerre; mais les officiers conserveront leurs épées.

Accordé.

III. Les officiers qui pourraient vouloir se retirer de la colonie en auront la liberté, moyennant la promesse, sur leur parole d'honneur, de ne pas servir durant cette guerre contre la Grande-Bretagne. Il leur sera permis de même de partir, à leurs propres frais, sur des vaisseaux neutres.

Accordé; mais en attendant ils resteront sur leur parole d'honneur comme prisonniers dans la ville du Cap.

IV. Les officiers qui souhaiteraient de rester ici comme simples particuliers en auront la permission. *Accordé.*

V. Toutes les possessions appartenantes à la compagnie hollandaise des Indes orientales, seront fidelement remises, ainsi qu'un inventaire exact aux officiers nommés à cet effet; mais toutes les propriétés particulieres, soit qu'elles appartiennent à des officiers civils, de marine ou militaire, de la compagnie, ou à des bourgeois ou habitans, ou bien à des églises, des maisons d'orphelins, ou fondations publiques, celles-là resteront libres et intactes.

Accordé dans toute son étendue.

VI. Les officiers subalternes de la compagnie sans pension ou étant au service des bourgeois, desirant de rester dans la colonie, en auront la faculté. *Accordé.*

VII. Les habitans de la colonie conserveront les prérogatives qu'ils ont eues jusqu'à présent, et le culte public tel qu'il est actuellement sera conservé et maintenu sans aucun changement. *Accordé.*

VIII. Sa majesté britannique, pour prévenir la ruine totale des habitans, ne fera aucun changement dans la valeur actuelle du papier-monnaie. *Accordé.*

IX. Il ne sera point levé de nouveaux impôts, et ceux qui y sont actuellement, seront modifiés en proportion du déclin de la colonie. *Accordé.*

X. Le commissaire ou gouverneur étant prisonnier de guerre, aura la faculté, après avoir livré tout ce qui appartient à la compagnie, de se retirer d'ici sur sa parole d'honneur; et cela, s'il le desirait, à bord d'un navire neutre.

Accordé.

XI. Il lui sera permis de prendre avec soi, ou de faire assurer toutes ses possessions, de quelle nature qu'elles puissent être, donnant sa parole d'honneur, de n'en accuser que celles qui le sont veritablement.

XII. Il lui sera de même permis, après avoir fidelement remis tous les papiers et plans appartenans au gouvernement, de prendre avec lui tous les papiers lui appartenant en propre, et qu'il jugerait nécessaires pour rendre compte

Digitized by Google

de sa conduite durant le cours de sa régie, et cela de la même maniere que s'il avait été rappellé par son souverain. *Accordé.*

XIII. Personne, de quel état ou condition qu'il puisse être, tel qu'officier da la compagnie, marin, militaire, ou bien bourgeois ou autre habitant appartenant à la colonie, ne pourra être forcé de s'engager au service de sa majesté britannique. *Accordé.*

Article ajouté. Nous ayant été représenté que le plus grand désordre aurait lieu, et que d'après toutes les apparences la perte totale de la colonie en serait la suite, si le papier-monnaie, qui actuellement est en circulation, venait à perdre son crédit, qui seul est capable de donner force à l'art. VIII, nous avons en conséquence accordé que les maisons ou terres étant la propriété de la compagnie hollandaise et des Indes occidentales dans cette colonie, resteront comme ôtage pour cette partie de l'argent, qui n'a point encore été assuré par lettres de rentes, sur les possessions des personnes particulieres, pour ce qui leur a été prêté. Le tout cependant sans préjudice pour le gouvernement britannique, en faisant usage des bâtimens destinés pour le service public. Ensuite nous mettrons sous les yeux de sa majesté britannique le très-grand intérêt de cette mesure pour la prospérité future de la colonie, en le sollicitant de vouloir le prendre en considération, afin de faire tels arrangemens qui seront jugés convenables, en cas qu'il soit nécessaire, ou pour l'effectuer s'il est praticable.

Signé, ALURED, *général*; GEORGE KEITH ELPHISTONE, *vice amiral.*

Il faut avouer, dit la gazette d'Amsterdam, que cette capitulation offre bien de sujets des remarque; car outre qu'elle n'est munie d'aucune signature de la part des assiégés; que tout est en faveur du gouverneur ou commissaire; que tout pese sur le soldat, qui y perd tout; la sollicitude trop marquée pour le bien-être futur de la colonie, dénonce des vues bien exprimées du gouvernement britannique de ne jamais nous la rendre: on dirait, à voir cette capitulation, que c'est de la part des commandans anglais qu'elle a été proposée au gouverneur.

Le tems dévoile bien des choses; mais dès le moment actuel, il est certain que tout habitant de ce pays (quelle que puisse être sa façon de penser sur le gouvernement qui existe), doit ressentir une douleur vive, de ce que la meilleure de nos colonies, celle qui nous a été enviée par toutes les nations de l'Europe, et sur laquelle nos ci-devant alliés, les Anglais, ont, dans tous les tems, jetté un œil de convoitise, leur soit tombée entre les mains.

Digitized by Google

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence de Chenier.

Séance de primedi, 21 *Frimaire.*

Après la lecture du procès-verbal de la veille, Pastoret prend la parole pour une motion d'ordre. Il observe que la Convention nationale, par la loi du 19 vendémiaire, a renvoyé au Corps législatif la décision de toutes les difficultés qui s'éleveraient sur l'emplacement des administrations départementales et des corps judiciaires. Il demande qu'il soit nommé une commission de trois membres pour s'occuper de cet objet.

Adopté.

L'ordre du jour appelle la nomination d'une commission de cinq membres pour proposer un acte de garantie en faveur de la liberté de la presse et des moyens répressifs des abus qui en peuvent résulter.

Perrin (des Vosges) demande qu'on procede en même tems, à la nomination de celle qui doit faire un rapport sur l'organisation de l'administration forestiere. (Adopté.)

Un membre se plaint de l'inégalité qui existe dans la répartition des contributions, et il propose de commettre une commission pour examiner les demandes en dégrevement.

Fermont demande l'ajournement de cette motion jusqu'à ce que le Directoire exécutif ait transmis au conseil son travail sur cet objet.

Beffroy appuie la nomination d'une commission, et il demande qu'elle soit chargée de s'occuper d'un double objet :

1°. Des moyens de réparer les injustices passées ;

2°. D'un système d'imposition fonciere pour l'avenir.

(Adopté.)

Un membre expose au conseil qu'il est urgent de pourvoir à la subsistance des grandes communes. Il demande qu'on étende à toutes celles dont la population excéde vingt mille ames, l'exception portée en l'art. IIIe. de la loi du 7 vendémiaire, relative aux achats de grains et farines pour l'approvisionnement de Paris et des armées.

Lehardy et plusieurs autres membres demandent la nomination d'une commission pour examiner cette motion.

Roux invoque l'ordre du jour motivé sur ce que le Directoire

Digitized by Google

exécutif est chargé de cet objet, et que c'est à la loi à provoquer la décision du conseil sur cette partie d'administration.

Le conseil arrête la formation d'une commission ; elle s'occupe de lever les obstacles qu'opposent à l'approvisionnement des grandes communes les lois du 4 thermidor et du 7 vendémiaire.

Conseil des Anciens.

Présidence de Tronchet.

Un secrétaire donne lecture de la résolution qui attribue au Directoire exécutif la nomination des juges des tribunaux civils dont les places seraient vacantes pour cause de démission et pour toute autre cause. La discussion s'ouvre sur cette résolution.

Portalis : J'ai examiné ce projet ; j'ai cherché ses rapports avec l'acte constitutionnel et avec un gouvernement libre ; et j'ose dire qu'il n'en a aucun. J'ai cherché dans la constitution quelle était l'autorité constituée chargée de remplacer les juges qui donneraient leur démission, et j'ai trouvé la constitution muette sur cet article. Le peuple seul est donc autorisé à nommer ses juges.

Cependant, un des articles de cette constitution dit que, lorsque dans les administrations départementales il vient à vaquer une ou deux places d'administrateurs, les administrateurs restans sont autorisés à nommer à ces places vacantes en s'adjoignant des citoyens qui exercent jusqu'aux élections suivantes. On peut ici raisonner par analogie, et dire qu'un tribunal étant établi, les juges qui le composent ont le droit, en cas de vacance par démission, mort ou autrement, de se donner des adjoints temporaires.

La constitution n'accorde au Directoire aucun droit dans les fonctions judiciaires. Elle veut que le pouvoir judiciaire soit indépendant. Le Directoire exécutif ne peut donc avoir la nomination des juges.

Je vous le demande à vous, citoyens, amis de la justice et de la paix : eussiez vous osé vous attribuer le droit que vous voulez donner au Directoire ? Les dangers du pouvoir sont trop certains : le réunir sur les mêmes têtes, c'est preparer la voie aux usurpateurs, c'est vouloir gouverner la République par des formes monarchiques.

Portalis conclut au rejet de la résolution.

Roger Ducos pense que l'adoption des vues de Portalis serait une violation de la loi. Violer une fois la loi, dit-il, c'est faire un premier pas vers une subversion totale. Je n'ai pas pas besoin de vous faire pressentir les dangers effrayans de l'élection des juges entr'eux. Puisque la constitution n'a rien

Digitized by Google

déterminé sur l'objet dont il s'agit, il me semble que ce n'est pas la violer que d'admettre le mode de nomination qui vous est proposé par le conseil des Cinq-cents. Je vote pour la résolution.

Lacuée : A chaque nomination dont vous chargez le Directoire, vous le faites investir d'un grand nombre d'intrigans. Je conviens qu'il serait dangereux de former en ce moment des corps électoraux ; mais il me semble qu'il conviendrait que dans ce cas les juges se nommassent entr'eux. Je vote pour le rejet de la résolution.

Poultier : le Directoire exécutif est trop près de son berceau pour avoir des idées d'usurpation.

Cornilleau appuie aussi la résolution ; il rappelle au conseil les réflexions qui furent présentées il y a quelques jours lorsqu'il s'agissait d'investir le Directoire du droit de nommer les juges pour suppléer aux élections que les assemblées électorales n'ont pu faire ou n'ont pu achever. Je pense, dit Cornilleau, que ces réflexions vous ont suffisamment éclairés.

On demande que la discussion soit fermée.

Sur la motion de Goupilleau (de Fontenai) le conseil ajourne la discussion à demain.

CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Séance du duodi, 22 *Frimaire.*

Le Directoire exécutif envoie six messages. Il demande : 1°. que les droits d'enregistrement soient payés d'après le tarif de 1791, en numéraire, ou en assignats à raison de cent capitaux pour un ; 2°. que le droit de timbre soit aussi payé en numéraire, ou en assignats dans la même proportion ; 3°. qu'il en soit de même des droits de douanes ; 4°. que l'on fixe les traitemens des juges des tribunaux civils, criminels et correctionnels, et que les dépenses de ces tribunaux soient en même-tems déterminées ; 5°. qu'il soit assigné des fonds pour l'établissement des sourds et muets ; 6°. que la loi du 3 brumaire sur l'organisation de la marine soit suspendue.

Les trois premiers messages sont renvoyés à la commission des finances. Le quatrième est renvoyé à la commission des traitemens. Les demandes contenues dans les deux derniers, sont accordées avec urgence.

Le conseil reçoit communication des nouvelles officielles parvenues de l'armée du Rhin et Moselle, au ministre de la guerre. La division aux ordres du général Saint-Cyr, et qui forme l'aile gauche de cette armée, a repris, après un combat très-vif, la ville de Deux-Ponts, et a poursuivi l'ennemi jusqu'au-delà de Hombourg.

Roux, Doulcet, Treilhard et Tallien, prennent successivement

Digitized by Google

mens la parole pour donner un démenti à Cormatin, qui vient de produire, pour sa défense, et de faire afficher une prétendue lettre du comité de salut public, dont ils étaient membres, et dans laquelle ce chef des chouans leur prête l'idée d'avoir voulu faire transférer le petit Capet et sa sœur à Saint-Cloud, dans l'intention de favoriser son émigration dans la Vendée.

Ils déclarent qu'ils n'ont jamais rien signé de pareil, et qu'ils n'ont même jamais eu de relation avec Cormatin. Ils ajoutent que c'est une ruse employée par ce chef des chouans pour éterniser son procès et reculer l'époque de son jugement, et que les royalistes en conçoivent de nouvelles espérances.

Ils citent une note de cette affiche, dans laquelle Cormatin dit qu'il espere bien se procurer les pieces authentiques.

Le conseil passe à l'ordre du jour. On procede à l'appel nominal pour la formation d'une commission chargée de faire un rapport sur l'administration forestiere.

Conseil des Anciens.

Le conseil reprend la discussion sur le remplacement des juges dont les nominations restent sans effet pour cause de démission ou autrement.

Nous avons tous le même but, dit Muraire, nous voulons tous l'affermissement du gouvernement. Eh bien ! nous devons tous empêcher que le pouvoir judiciaire ne soit influencé ; car sans indépendance, point de justice. Il est de l'essence du gouvernement représentatif de conserver les formes électives. On dit que le pouvoir que vous donnerez au Directoire exécutif ne serait que momentané. Mais qui vous assure qu'il n'y aura pas encore des démissions données, et par conséquent de nouvelles nominations à faire. Je soutiens que la loi que vous feriez aujourd'hui aurait un effet éternel. Songez aux justes méfiances d'un accusé qui va paraître devant des juges nommés par une autorité qui peut vouloir le perdre, au lieu d'être entendu par des juges éclairés, choisis par le peuple, étrangers à tous partis.

Je m'étonne, dit un membre, que la discussion se prolonge ainsi : votre loi du 25 brumaire doit dissiper toutes les craintes, guérir tous les scrupules. Si vous n'avez pas vu d'inconvéniens à donner au Directoire le droit de nommer les juges qui n'ont pu être nommés par les assemblées électorales, pourquoi en trouveriez-vous à lui accorder le droit de faire remplacer les juges qui ont donné leur démission, ou dont la nomination reste sans effet pour quelque cause que ce soit. Il me semble que tout ceci n'est que pure chicane, ou est au moins très-inconséquent.

Digitized by Google

Un membre : Le Directoire, quelqu'éclairés que soient les membres qui le composent, ne peut pas tout connaître. La confiance que nous lui accordons ne doit pas être aveugle. Je suis d'avis que la nomination des juges n'est pas de sa compétence, et ne peut lui être attribuée.

Mazade : Les craintes qu'on semble avoir n'ont aucun fondement : on s'est fait des fantômes ; on redoute des dangers imaginaires. Le Directoire a notre confiance ; il a tout fait pour la mériter. D'ailleurs, on l'a dit cent fois, il est décrété constitutionnellement que les assemblées électorales et primaires ne peuvent se tenir qu'une fois l'an ; vous ne pouvez les convoquer sans violer la constitution. Vous l'avez reconnu solemnellement par votre loi du 25 brumaire ; soyez donc conséquens !

La discussion est fermée. Le conseil approuve la résolution.

Conseil des Cinq-Cents.

Séance de tridi, 23 Frimaire.

Un citoyen invite le conseil à prendre en considération le sort des rentiers perpétuels et viagers.

Renvoyé à une commission.

Sur la motion de Grégoire, il sera formé une commission pour s'occuper de l'emplacement des bibliothèques publiques et du triage des livres.

Génissieux : Je viens vous présenter le résultat du travail de votre commission des cinq, sur la vérification définitive des pouvoirs. Examen fait des procès-verbaux des assemblées électorales, soixante-dix-neuf se sont trouvés réguliers et conformes à la constitution et aux lois des 5 et 13 fructidor. Les autres sont susceptibles d'un examen ultérieur.

La loi du 1er. vendémiaire porte que les procès-verbaux des assemblées électorales énonceront la présentation des pouvoirs des électeurs.

Cependant on a admis dans celle du département de la Seine des citoyens se disant électeurs des assemblées primaires des sections de Fontaine-Grenelle, du Théâtre-Français et de l'Unité, quoiqu'ils n'aient présenté que des attestations illégales des comités civils. A la vérité, ils ont observé qu'ils ne pouvaient représenter leurs pouvoirs, les scellés se trouvant apposés sur les papiers des présidens desdites assemblées primaires. Mais si leurs pouvoirs ne sont pas constatés, il y aura lieu d'examiner si les nominations auxquelles ils ont concouru peuvent être confirmées sans violer la constitution. La commission a cru devoir vous proposer de faire dans une décade et à la diligence du Directoire, apporter les procès-verbaux de ces trois assemblées primaires aux archives nationales,

Digitized by Google

pour être annexés au procès-verbal de l'assemblée électorale du département de la Seine. Passé ce délai, il sera statué par le Corps législatif sur la validité des pouvoirs des membres élus par elle, et ils continueraient provisoirement leurs fonctions, si toutefois ils ne se trouvent dans aucun des cas d'exclusion prévus par la loi du 3 brumaire et autres antérieures.

L'assemblée électorale du département du Doubs s'est divisée et a procédé à des élections doubles. C'est-là une de ces irrégularités que rien ne peut justifier. La commission vous propose de déclarer illégal et nul le procès-verbal de cette assemblée, et d'enjoindre aux députés nommés par elle au Corps législatif de se retirer sur-le-champ, s'ils n'ont été élus valablement par d'autres assemblées électorales.

Mon collegue Roux vous presentera un rapport particulier sur l'assemblée électorale du département du Loiret sur les déclarations motivées de quelques-uns de nos collegues qui se treuvent dans le cas des exceptions prononéées par la loi du 3 brumaire.

Dumolard : Je demande l'ajournement du projet de résolution. Il faut examiner la question toute entiere : elle mérite une décision réflechie. Le considérant de l'article relatif à l'assemblée électorale du département de la Seine fait préjuger le fond. Il me semble qu'on devrait se borner à demander au Directoire des éclaircissemens.

Je ne dis pas quelle sera mon opinion lors de la discussion. Mais je pense que quelle que soit la décision du conseil, il importe qu'elle soit mûrie, et que nous ne paraissions déterminés que d'après les principes et le salut public.

Bentabole demande ce que le préopinant entend par ces mots : préjuger le fond.

Dumolard répond : Je n'ai point examiné la question toute entiere, et je veux le faire : je veux examiner aussi la loi du 3 brumaire. (Violens murmures.)

Lecointe-Puyraveaux : Il est bien étrange qu'on demande l'ajournement d'un projet de résolution, non pour l'examiner, mais pour examiner une loi qui existe. Le salut de la République tient à l'exécution stricte de la loi du 3 brumaire.

Thibaudeau dit qu'en effet l'article préjuge une question, qui est celle de savoir si les élections seraient nulles dans le cas où les pouvoirs des électeurs des trois sections ne seraient pas constatés.

Le conseil adopte l'article sans le considérant. Les procès-verbaux de ces assemblées primaires seront apportés aux archives à la diligence du Directoire. Les autres dispositions du projet sont ajournées.

Le Directoire exécutif écrit : « Nous nous sommes convaincus depuis quelques jours que la Bourse, loin d'être un antre de réunion, propre à favoriser les opérations du com-

Digitized by Google

merce, n'est qu'un repaire de brigands qui veulent s'emparer de la fortune publique et des fortunes particulieres, et nous ramener au royalisme par la misère.

» On y a offert du louis un prix plus élevé que celui auquel on le présentait, dans l'intention de faire échouer les mesures de finances les plus sagement combinées; et on a résisté à l'action de la police chargée de faire exécuter le réglement.

Nous avons cru devoir fermer la bourse jusqu'à ce que nous en ayons, par des mesures séveres, assuré l'exécution. Les agioteurs vont sans doute chercher un autre local; mais le ministre de l'intérieur emploira tous les moyens nécessaires pour empêcher leur réunion.

Par un second message, le Directoire annonce qu'un violent incendie s'est manifesté dans le bourg Saint Maurice, a dévoré la récolte, les denrées et un grand nombre de maisons d'habitations. Il en a été informé par le général en chef de l'armée des Alpes.

Renvoyé à une commission pour venir au secours des incendiés.

Par un troisieme message, le Directoire sollicite de nouveaux fonds pour plusieurs ministres, les derniers mis à leur disposition, étant épuisés. Accordé.

Conseil des Anciens.

Le conseil sanctionne deux résolutions. La premiere surseoit à l'exécution de la loi du 3 brumaire, relative à l'organisation de la marine; la seconde accorde une augmentation de pension aux sourds et muets.

Lecoulteux demande, par motion d'ordre, que les pieces communiquées à la commission qui a été chargée de l'examen des résolutions prises sur les finances, soient deposées à la commissions des inspecteurs, afin qu'on puisse les retrouver au besoin. (Adopté.)

Le Directoire instruit le conseil qu'effrayé de l'audace des agioteurs il a fait fermer la bourse, qui était devenue leur repaire.

La discussion s'ouvre sur la résolution qui charge le Directoire de la nomination des juges de paix non élus par les assemblées primaires, ou dont la nomination reste sans effet.

Regnier : Les juges de paix peuvent être considérés comme ceux qui ont l'initiative dans les procédures. Cette initiative, qui est de la plus haute importance, nécessite leur nomination par leur peuple, aucune loi acceptée par lui ne le prive de ce droit, et l'on ne peut le lui ravir que par une interprétation forcée. Je vote pour le rejet de la résolution.

Roger-Ducos craint que la réunion des assemblées primaires

Digitized by Google

ne devienne le signal de la guerre civile. Il appuie l'acceptation.

Baudin est de l'avis de Regnier, et il vote pour le rejet.

Sur la proposition de plusieurs membres, le conseil ajourne la discussion.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de quartidi, 24 Frimaire.

Lecointre-Puyraveaux donne une nouvelle lecture de la résolution sur la désertion. La rédaction en est adoptée.

Sur le rapport d'une commission *ad hoc*, le conseil fixe le traitement des messagers d'état à 2000 myriagrammes de froment, et celui des secrétaires-rédacteurs à 2250.

Un membre demande, par motion d'ordre, qu'il soit accordé un delai pour l'enregistrement des actes sous seing privé, après lequel les droits seraient payés en numéraire ou en assignats au cours.

Giraud combat cette opinion : il s'oppose à ce qu'on accorde aucune faveur à ceux qui, par des lenteurs affectées, ont négligé d'acquitter les droits dus à la nation.

Mais le préopinant expose que cette mesure rigoureuse pourrait grever une infinité de familles, dont tous les actes de partages, dans les campagnes sur-tout, sont sous seing-privé. Il demande qu'il soit nommé une commission pour examiner cet objet. (Renvoi à la commission des finances.)

Organe d'une commission *ad hoc*, un membre propose de fixer la retenue des rentes, tant perpétuelles que viageres, sur le pied de l'an III, afin que les paiemens n'éprouvent pas un plus long retard.

Crassous et Bourdon (de l'Oise) regardent cette mesure comme injuste et spoliatrice. (Le projet de résolution est ajourné.)

Organe de la commission des finances, Gilbert Desmolieres propose de faire percevoir les droits de douanes à l'entrée et à la sortie, en numéraire métallique, d'après le tarif suivi avant le 20 messidor, an III.

Villers demande, par amendement, qu'ils soient aussi perçus en assignats au cours : il croit que ce serait avilir le signe républicain que d'en agir autrement.

Gibert observe que le cours varie à chaque instant, et qu'il ne se ressemble nulle part; que d'ailleurs ce serait abandonner à la bonne-foi, et même à la cupidité des percepteurs, le taux de l'assignat reçu.

Le conseil écarte l'amendement proposé, et adopte le projet de résolution.

Digitized by Google

Le rapporteur de la même commission fait adopter un autre projet de résolution dont voici l'analyse :

« Les citoyens comptables, héritiers ou représentans de comptables qui, pour satisfaire à l'emprunt forcé, voudraient vendre une partie de leurs biens, sont autorisés à en vendre jusqu'à une concurrence de leur quote, nonobstant l'opposition existant sur eux au nom de la trésorerie nationale. »

Roux, au nom de la commission des cinq, sur la vérification des pouvoirs, fait un rapport particulier sur les opérations de l'assemblée électorale du département du Lot. Les électeurs se sont divisés en deux sections, et chacune d'elles a procédé séparément aux élections totales; ensorte qu'il y a provisoirement dans le Corps législatif une double représentation par le département du Lot.

La moins nombreuse de ces deux sections s'est conformée en tout à la constitution et aux lois des 5 et 13 fructidor; la plus nombreuse les a violées dans plusieurs points importans.

La commission propose de déclarer nulles les opérations de ces deux assemblées, et d'enjoindre aux députés nommés par elles au Corps législatif, et admis provisoirement, de cesser à l'instant leurs fonctions. Le Directoire exécutif nommerait les juges, administrateurs, et autres fonctionnaires publics de ce département. (Impression, ajournement.)

Le Directoire exécutif demande d'être autorisé à donner aux officiers civils de la marine un supplément de traitement en numéraire. (Renvoi à une commission particuliere.)

Conseil des Anciens.

Le conseil donne sa sanction à une résolution relative aux dépenses des archives.

On reprend la discussion sur le mode de remplacement des juges de paix.

Bonnesœur : Le peuple, en sanctionnant le décret du 5 fructidor, a voulu que les assemblées primaires ne fussent convoquées dans un autre tems que celui qui est indiqué; il a donc voulu que le corps législatif fît suppléer aux élections qui ne seraient pas faites. Je vote pour la résolution.

Lanjuinais : La loi du 19 vendémiaire porte que les assemblées communales seront convoquées dans le mois qui suivra l'installation du corps législatif, pour nommer les municipalités de canton : d'où vient donc que l'on semble oublier cette loi pour porter atteinte à la constitution? Charger le Directoire de ces sortes de nominations, n'est-ce pas transporter les droits sacrés du peuple au *prince*.

Amis du Directoire, ajoute Lanjuinais, écoutez l'avis que vous a déja donné un ami chaud de la liberté : craignez que

Digitized by Google

par des attributions indiscrètes, par des dons funestes, ce Directoire n'éprouvé le même sort que l'ancien comité de salut public. (Bruit) Si nous voulons dire quelque chose de solide et de sérieux, j'entends aussi-tôt les patriotes exclusifs répondre que tout vous est permis : eh ! quelle affreuse doctrine ! si vous l'adoptiez, vous feriez dire aux hommes faibles et égarés, que la République n'est qu'un vain nom.

Ami d'une constitution que j'ai juré de défendre, je vote contre la résolution dont il s'agit, comme lui étant contraire.

Lacombe-Saint-Michel : Lorsqu'une paix glorieuse aura assuré le bonheur des Français, alors je serai de l'avis de ceux qui craignent de donner trop d'étendue au pouvoir du Directoire ; mais dans les circonstances actuelles, je crois qu'il est du salut de la République que vous adoptiez la résolution.

La discussion est fermée : plusieurs épreuves sont douteuses.

Le conseil procede à l'appel nominal.

La résolution est approuvée, à la majorité d'une voix.

On renvoie à l'examen d'une commission, deux résolutions établissant des peines contre les embaucheurs et provocateurs à la désertion.

Le conseil approuve une résolution qui met à la disposition du ministre de l'intérieur 1100 millions, à celle du ministre de la marine 600 millions, et 200 millions à celle du ministre des finances.

Conseil des Cinq-cents.

Séance de quintidi, 25 Frimaire.

Un membre présente, par motion d'ordre, un projet de résolution tendant à établir un mode de perception provisoire de la contribution fonciere et de l'emprunt forcé.

Renvoi à la commission chargée d'examiner un message du Directoire sur le même objet.

Le conseil renvoie à une commission particuliere un autre projet présenté par le même membre, et tendant à faire payer les fermages en nature des biens appartenant à la nation, sur le même pied que ceux des particuliers.

Organe de la commission de la classification des lois, Pastoret fait un rapport sur l'établissement des bureaux de paix et de conciliation, à l'égard desquels la constitution a gardé le silence. La suppression des districts et de leurs tribunaux, paraît entraîner celle des autres établissemens qui y étaient attachés ; la distance considérable qui éloigne aujourd'hui le plaideur du tribunal unique du département, ne permet plus de supposer qu'on puisse l'assujettir aux formes établies par l'ancienne organisation judiciaire. Il paraît d'ailleurs que la

Digitized by Google

constitution elle-même a voulu établir les juges de paix seuls arbitres de la constitution. Cependant il est nécessaire, pour éviter la confusion dans cette partie, de fixer les attributions positives.

La commission propose de supprimer les bureaux de conciliation établis près les tribunaux civils, et d'ordonner que les affaires qui excèdent la compétence des juges de paix seront portées devant eux, par voie de conciliation, avant d'être soumises aux tribunaux ordinaires.

Le conseil passe à l'ordre du jour sur la première proposition, relative à l'existence des bureaux de conciliation établis près les tribunaux civils, parce que la constitution est claire à cet égard. Il adopte la deuxième qui attribue ces fonctions aux juges de paix. La rédaction définitive est renvoyée à la commission.

Après une longue discussion sur le placement des minutes des actes des juges de paix, le conseil arrête qu'elles seront déposées aux greffes des municipalités de canton.

Gilbert-Desmolières, au nom de la commission des finances, propose d'autoriser les parens des émigrés, dont les biens sont séquestrés, et qui sont compris dans les rôles de l'emprunt forcé de 600 millions, à en vendre une portion jusqu'à due concurrence, en représentant un certificat signé de trois membres du département où ils sont domiciliés, attestant qu'ils sont dans l'impossibilité de verser le montant de leur cote.

Impression et ajournement.

Conseil des Anciens.

Après la lecture du procès-verbal, le président annonce qu'il vient de recevoir une résolution qui autorise les comptables envers la République à vendre leurs biens, jusqu'à concurrence des sommes pour lesquelles ils seront portés aux rôles de l'emprunt forcé.

Cette résolution est approuvée.

Une autre résolution, ordonnant la perception en numéraire des droits de douanes à l'entrée ou à la sortie de la République, est renvoyée à l'examen d'une commission, dont les membres sont Johannot, Lebrun et Vernier.

On ouvre la discussion sur la résolution qui charge le Directoire de la nomination des administrations municipales dans les communes au-dessus de cinq mille ames.

Poultier, qui le premier obtient la parole, s'élève avec force contre les raisonnemens employés dans les dernières séances, pour combattre la résolution qui attribue au Directoire la nomination des juges de paix, en remplacement de ceux qui ont donné leur démission, ou dont les nomina-

Digitized by Google

tions restent sans effet. Il vote cependant pour le rejet de la résolution discutée en ce moment, non qu'il la croie contraire aux droits du peuple, mais parce qu'il la regarde comme incompatible ou insuffisante, en ce qu'elle ne charge le Directoire que de la nomination des administrateurs dans les communes au-dessus de cinq mille ames.

Goupilleau (de Fontenay) ne voit pas de danger réel à attribuer au Directoire la nomination des administrateurs municipaux. Il vote pour l'approbation de la résolution.

Dupont (de Nemours) : Il me semble que la discussion doit se réduire à cette question : est-il plus facile à un homme, ou du moins à un petit nombre d'hommes, de connaître les gens probes et éclairés qui existent sur toute la surface de la République, qu'aux citoyens eux-mêmes de désigner ceux qui méritent leur confiance ? N'est-il pas possible, et vous avez tout lieu de le craindre, que, dans des momens de crise, de disette de subsistance, lorsque ces administrateurs se montreront revêtus de leurs écharpes tricolores, et réclameront le respect dû à la loi, n'est-il pas possible, dis-je, qu'on leur fasse cette réponse : Vous n'êtes pas les organes de la loi ; nous ne vous connaissons pas ; ce n'est pas nous qui vous avons choisis pour la faire exécuter. L'opinant demande le rejet de la résolution.

Vernier observe qu'il y a moins de danger à accepter cette résolution, qu'on en avait supposé à accepter les autres. Il demande l'approbation.

Le président consulte le conseil, et la résolution est sanctionnée.

PARIS. *Nonidi 29 Frimaire, l'an 4e. de la République.*

Si l'on en croit les détails consignés dans le *Tribun du Peuple*, Gracchus Babœuf a échappé à une prise-de-corps en luttant avec vigueur contre celui qui était chargé de l'arrêter. Il a eu son habit déchiré du haut en bas, et en se sauvant il a eu le bonheur de trouver des citoyens qui lui ont accordé un asyle. Nous avons déja dit que l'ouvrage qu'il publie sous le titre de *Tribun du Peuple*, est consacré à la défense de la constitution de 93. Dans le numéro qui vient de paraître, il se réjouit de voir que » les expressions sacramentelles de la secte, les mots adorables » égalité réelle, bonheur de tous, *bonheur commun*, viennent de » mode, et sont mis à l'ordre du jour des plébéiens.... ; que » tous savent par cœur cette fameuse vérité énoncée dans un » rapport du 23 floréal de l'an II. N'oublions jamais que le » citoyen d'une république ne peut faire un pas sans marcher » sur son terrein, sur *sa propriété*. Heureuse disposition qui » annonce une volonté forte, une détermination bien prononcée

Digitized by Google

» cée en faveur d'une bonne et véritable régénération, d'une » régénération qui régénere ; du seul *changement de choses* qui » mérite ce nom, en faisant passer le grand nombre, de l'état » du malheur à celui de la félicité de tous.

» Révolutionner, ajoute-t-il ailleurs, c'est conspirer contre » *ce qui ne convient pas*, c'est tendre à la *désorganiser* et à » mettre en place quelque chose qui vaille mieux. Or, tant » que tout ce qui ne vaut rien n'est pas renversé, et que *ce* » *qui serait bon* n'est pas stabilisé, je ne reconnais point » qu'on ait assez révolutionné, du moins qu'on ait assez révo- » lutionné pour le peuple. » — Gracchus jette des fleurs sur la tombe de Marat, de Robespierre, de Saint Just, de Couthon et autres martyrs de l'égalité, et reproche aux siens même de faire chorus avec les criminels détracteurs de ces hommes immortels. Il fait honte sur-tout aux patriotes de rechercher, au lieu de refuser, des places « d'un gouvernement » *si mauvais, si anti-populaire, qu'il est nécessaire de conspirer* » *contre.* Il craint de les voir s'y habituer et de ne pouvoir le » combattre lorsqu'ils y tiendront par des liens étroits. »

Le censeur de journaux a cru saisir dans les premiers numéros de Babœuf des traits de ressemblance avec l'*Accusateur Public*, de Richer Sérisy, qui ne cachait pas plus son royalisme, que Babœuf son desir de *révol tionner*. Nous avouons qu'il est difficile de ne pas être frappé de certains rapprochemens à l'examen attentif du numéro dont nous venons de noter quelques passages. Sérisy écrivait sur le frontispice de la constitution actuelle, qu'il appellait *un poison*, ces mots : *Ici il n'y a plus d'espérance.* Babœuf l'appelle, lui, un *code noir*, *l'œuvre barbare du délire.* Il y a réellement une foule de traits qui semblent percer à travers le déguisement démagogique, et qui ne peuvent que fortifier les soupçons du *censeur.* Au reste, si c'est le royaliste Richer Sérisy, il n'en est pas moins enchanté du ton, de l'esprit de plusieurs journaux démocratiques, et d'y voir, dit il, « des choses plus fortes que tout ce qu'il » a déja écrit. » D'où il conclut que « la *constitution d'Anglas*, » cette production du délire barbare, ne peut plus en avoir » pour long-tems à vivre. » — Français, patriotes ou non, ces derniers mots ne sont qu'une vaine jactance si vous appréciez vos véritables intérêts, mais si vous refusiez de concourir au maintien des lois, et de venir au secours de l'état en répondant à l'appel qu'il vient de vous faire, ne craindriez-vous pas cet appétit, ce besoin, et sur-tout cet espoir déja très-vif de *révolutionner* ? Croiriez-vous cet appel plus favorable à votre sûreté, à vos propriétés ?....

Le ministre de la justice a écrit le 25 au président du 4e. conseil que l'on parlait d'un dessein formé d'empoisonner Cormatin ; dans le cas où il serait condamné, il l'invite à

Digitized by Google

réunir à toutes les formes protectrices dont la loi a voulu environner les accusés, la surveillance la plus stricte et les précautions nécessaires pour ôter tout moyen de commettre un crime que la malveillance ne manquerait pas de rejetter sur les Républicains.

La distribution du pain se fait régulierement depuis quelque tems ; plusieurs sections même reçoivent une livre. Ce surcroît n'est encore qu'alternatif.

Le départ des jeunes gens de la requisition se fait avec beaucoup d'activité.

La majeure partie des communes de la Vendée est rentrée dans l'ordre. Le désarmement général s'effectue avec plus de facilité qu'on ne l'avait espéré.

L'adoption de Merlin (de Thionville) par la société qui se réunissait sur la section du Panthéon était un faux bruit; ce député vient de déclarer solemnellement qu'il n'a jamais eu rien de commun avec le club dont il s'agit.

Depuis la clôture de la bourse, les louis se vendent plus cher sur la place publique ; les agioteurs ne les proposent plus qu'à 5000 et 5200 liv. ; la difficulté et les dangers agissent nécessairement dans le sens inverse de la concurrence. Il est vrai qu'il se mêlait aux opérations libres de ce trafic des combinaisons perfides qu'il était bon de détourner. Des moyens de police peuvent-ils réussir ?

Le prix des marchandises ne suit ni la base déterminée par le corps législatif pour la valeur comparée de l'assignat, ni même le taux de l'agiotage des louis ; il parait que le cours des transactions commerciales se regle plus particulierement sur la masse du signe d'échange. Aussi l'emprunt forcé, outre l'avantage qu'il présente comme subside, doit produire encore l'heureux effet de rétablir une certaine proportion entre les marchandises et le systeme monétaire, puisque le recouvrement de la moitié de l'emprunt, c'est-à-dire 300 millions, retirerait effectivement de la circulation 30 milliards d'assignats.

Marchena, ainsi que l'ex-général Miranda, a eu le secret de s'évader.

On assure que Carletti est parti le 26 pour Basle.

On voit avec plaisir, d'après un avis du ministre des finances, que des citoyens, avant l'époque fixée pour la contribution civique, se disputent l'honneur de payer le premier tribut.

Digitized by Google

NOUVELLES OFFICIELLES.

Toutes les nouvelles qui suivent sont extraites du *Bulletin officiel* et du *Rédacteur* qui est la même feuille sous ce nouveau titre.

Lettre officielle au Directoire. — De Nice, le 9 frimaire.

« Le citoyen Peyre vient d'arriver, il nous apprend la prise de Cairo, de Vado et la fuite des Autrichiens au-delà de Savonne. Le triomphe est complet. Ritter jouit maintenant; il a ce qu'il desirait, Vado et ce qui s'ensuit. Nous nous sommes emparés de trente mille sacs de farine, grains et orge, et de beaucoup d'autres approvisionnemens en proportion. »

Signé, CADET.

Les commissaires du gouvernement français près l'armée d'Italie et des Alpes, aux membres du Directoire exécutif. — De Nice, le 9 frimaire.

« Citoyens, l'ennemi fuit encore. L'armée républicaine s'est emparée des postes de Saint-Bernard, de Melogue, de la place de Cairo, enfin du point intéressant de Vado. Les éclaireurs même sont au-delà de Savonne. Ces avantages ne sont point douteux : le représentant Peyre, l'un de nous, arrive en ce moment de la droite, où il a été témoin oculaire des effets étonnans de la bravoure des defenseurs de la liberté. Le nombre des prisonniers ne peut encore se calculer : les diverses divisions de l'armée française en font continuellement sur l'armée austro-sarde dispersée. Déjà 3500 Autrichiens et Piémontais sont passés par Nice, pour se rendre dans l'intérieur de la République. Demain il en arrive d'autres; après demain il en arrivera, et successivement pendant plusieurs jours. Beaucoup de canons, de munitions et de drapeaux ont été pris. Un officier de hussards est chargé de vous en porter quatre; il partira demain. Plusieurs autres sont encore entre les mains des volontaires, et leur servent pour ajouter à l'effroi de l'ennemi. Nous ne vous donnerons pas plus de détails en ce moment, parce que nous ne pouvons rien préciser plus particulierement. »

Signé, MAISSE.

Nous avons à Final un très-beau parc d'artillerie enlevé sur les Autrichiens. Nous comptons déjà 84 bouches à feu, qui sont les trophées de la victoire depuis le 21, outre les autres prises en divers genres qui sont considérables.

On lit dans des lettres postérieures les détails suivans :

« Le général en chef Schœrer fait les plus grands éloges de tous les généraux, officiers et soldats. Le général Charlet a été

Digitized by Google

tné, et le général Saint-Hilaire a été blessé, ainsi que l'adjudant-général Vicôse. Les adjudans-généraux Rusca et Joubert ont mérité d'être faits généraux de brigade sur le champ de bataille.

» La flottille a parfaitement secondé les troupes; le lieutenant de vaisseau Girardias, qui la commandait, s'est conduit avec habileté.

» Les ennemis ont laissé sur le champ de bataille 3000 morts, et ont perdu 5000 prisonniers de guerre, parmi lesquels sont des généraux, des colonels, et près de 200 officiers, 48 pieces de canon, 5 drapeaux, plus de 100 caissons, et une immense quantité de fusils. Ils ont jetté à la mer leurs magasins de Final.

» Les Républicains ont perdu environ 400 morts : leurs blessés montent à près de 600. »

Lettre du général Jourdan, au quartier-général de Vinesheim, le 10 frimaire.

« La partie de l'armée de Sambre et Meuse, que j'ai réunie dans le Hunsdruck, s'est mise en marche hier pour se porter sur la Nahe. L'ennemi a été chassé de tous ses postes, et nous lui avons tué environ 100 hommes et fait 150 prisonniers à Stromberg.

» Nous nous sommes remis en marche ce matin, et nous sommes arrivés sur la Nahe. Une partie de la division du général Bernadotte a attaqué le poste de Kreutznach. Il a été enlevé. L'ennemi est revenu à la charge, et était parvenu à en repousser nos troupes; mais ce poste important a été attaqué de nouveau par les républicains et enlevé à la bayonnette. L'ennemi a eu près de 100 hommes tués dans cette attaque, et nous a laissé environ 500 prisonniers. »

Lettre du ministre de la marine au Directoire exécutif. — Le 23 frimaire.

« Le ministre de la marine s'empresse de faire part au Directoire exécutif, du succès de l'expédition du corsaire la *Vengeance*, capitaine l'Eveillé, armateur le citoyen Barney, capitaine de vaisseau.

» Ce bâtiment rentré à Helvoetsluys, le 9 de ce mois, après une croisiere de trente trois jours, a pris vingt navires marchands anglais; cinq ont été coulés bas ou brûles, treize sont arrivés à bon port, et on attend à tout moment les deux autres. Quatre des plus forts de ces navires étaient chargés pour le compte du gouvernement britannique, de matériaux à l'usage de la marine. Les cargaisons des autres sont composées de bled, farines, eau-de-vie, genievre, lin, chanvre, huile, toiles à voiles, etc. etc. etc. »

Signé, TRUGUET.

Digitized by Google

Copie littérale du message du roi d'Angleterre à la chambre des communes.

« Sa majesté le roi Georges se reposant sur les assurances qu'il a reçues de ses fideles communes, de leur détermination à soutenir sa majesté dans les efforts qui deviennent nécessaires dans cette circonstance, recommande à la chambre d'aviser aux moyens de le mettre en état de faire les dépenses extraordinaires qui peuvent être occasionnées pour le service de l'année qui va suivre, et de prendre toutes les mesures que l'exigence des cas peut requérir.

» Sa majesté, dans cette occasion, croit convenable de faire part à ses communes que la crise qui existait au commencement des présentes sessions, a porté les choses à un tel point en France, que sa majesté (conformément aux sentimens qu'elle a déja manifestés), est disposée à accepter les dispositions de négociations de la part de l'ennemi, avec un sincere desir d'y donner le plus entier et le plus prompt effet, et de conclure un traité de paix générale, toutes les fois qu'il pourra être assis sur des bâses convenables à lui et à ses alliés.

» C'est le desir de sa majesté que l'esprit et la détermination manifestés par le parlement, joints aux succès récens et importans des armées autrichiennes, et aux embarras continuels et croissans de l'ennemi, puissent conduire promptement à ce but, sur de telles bâses, que la justice de la cause dans laquelle nous sommes engagés, et la situation de nos affaires autorisent sa majesté à l'accepter. »

TABLE des matieres littéraires, depuis le 26 novembre jusqu'au 21 décembre 1795, *vieux style*.

Couplet *à la cit. F*** ; par le cit. Lhomandie..* page 3.
Logogriphe..... Ibid.
Mémoire sur les eaux minérales et les établissemens thermaux des Pyrénées..... 5.
Voyage de deux Français en Allemagne, Danemarck, Suede, Russie et Pologne, fait en 1790..... 33, 65, 97.
Délices de la solitude ; par A. J. Canella..... 131.
Annonces de livres nouveaux..... 136.
Histoire de Marie Stuard, reine de France et d'Ecosse ; par C. M. D. C...... 161.
Annonces de livres nouveaux.....

Digitized by Google

AVIS AUX SOUSCRIPTEURS DE CE JOURNAL.

Quand nous nous sommes déterminés à faire paraître ce Journal tous les cinq jours, nous avons voulu mettre sous les yeux du Public le tableau rapproché des objets qui l'intéressaient le plus vivement. La marche et les progrès d'une révolution si féconde en événemens extraordinaires, les agitations politiques de l'Europe, les opérations non moins rapides de la guerre, les travaux multipliés de la Convention, les efforts continuels et prodigieux d'un Peuple en travail de sa liberté, toutes ces circonstances devaient fixer exclusivement l'attention publique. Les sciences et les arts ne pouvaient occuper dans ce Journal que la place que la Nation elle-même leur avait marquée dans l'ordre de ses intérêts.

Aujourd'hui que nous avons une Constitution, un Gouvernement et des Lois, le plus grand nombre de nos Abonnés nous ayant témoigné le desir de voir reprendre à ce Journal son ancien caractere et sa forme littéraire et politique, nous avons senti nous-même que pour répondre à ce juste desir il était impossible de réunir dans deux feuilles de matiere, l'étendue, la variété et le degré d'intérêt que comporte chacun des objets qui doivent composer le Mercure historique, politique et littéraire. *Nous avons pensé que pour atteindre ce but, il était indispensable d'augmenter le nombre des feuilles et de changer l'époque de sa distribution.*

Dans le premier numéro, qui paraîtra à compter du 10 nivôse, nous ferons connaître plus particulierement le plan, l'ordre et l'esprit dans lequel ce Journal va être rédigé. Nous pouvons assurer le Public que rien ne sera oublié de ce qui peut l'intéresser sous le rapport des sciences, *des* arts *et des* lettres, *de la* politique étrangere, *des travaux du* Corps Législatif *et des* événemens *qui se passeront dans l'intérieur de la République.*

Nous avons augmenté le nombre des collaborateurs du Mercure. Des hommes de lettres, que le Public honore de quelqu'estime, ont bien voulu se charger de concourir à sa rédaction, convaincus que sous un Gouvernement libre l'instruction est la premiere comme la plus puissante des magistratures.

Digitized by Google

Dans une feuille qui paraît tous les jours, l'empressement d'instruire ses Lecteurs de toutes les nouvelles qui peuvent satisfaire leur curiosité et leur transmettre cet intérêt qu'on a éprouvé soi-même, il est impossible de n'être pas exposé fréquemment à des erreurs et des inexactitudes inséparables d'une telle précipitation. Mais un Journal qui, par un intervalle périodique de dix jours, laissera le tems de soumettre les faits, les événemens et les opinions à un examen sévère et à une critique judicieuse, qui donnera les notions les plus exactes sur la statistique de l'Europe, qui sera comme le dépôt des pieces diplomatiques et des grands matériaux de l'histoire, où l'on exercera sur les écrits la censure du goût, et sur les raisonnemens la censure de la raison; où le tableau des sciences et de la littérature étrangere occupera une place à côté des productions de l'esprit national; où l'on ne perdra jamais de vue les principes de morale politique et de morale civile qui peuvent concourir au perfectionnement du bonheur social : un tel Journal est digne d'inspirer quelqu'intérêt; et c'est dans cet esprit que le Mercure sera rédigé.

Ainsi, à compter du 10 *nivôse prochain, il paraîtra tous les* décadis, *et sera composé de quatre feuilles* in-8°., *et quelquefois de cinq, quand les matieres le comporteront, en caractere philosophie interligné.*

Chaque année formera six volumes in-8°.

Le prix de l'abonnement est de 250 *liv. pour trois mois,*

L'incertitude du cours et des prix du papier et de la main-d'œuvre ne nous permet pas d'en recevoir pour un plus long terme. Nous espérons que l'amélioration dans les finances et le crédit public nous mettront à portée de faire jouir nos Abonnés d'une diminution pour le trimestre prochain.

Tous les livres, estampes, cartes, musique et arts divers doivent être adressés au cit. LENOIR DE LA ROCHE, *rue des Poitevins*, n°. 13.

On s'adressera pour la souscription au cit. GUTH, *directeur du bureau du Mercure, même rue*, n°. 18.

On aura soin d'affranchir les lettres et le port de l'argent.

Digitized by Google

NOUVEL AVIS AUX SOUSCRIPTEURS.

La partie littéraire, subordonnée jusqu'à présent aux événemens de la révolution et aux grands intérêts politiques, essentiellement liés à leur succès, va reprendre l'étendue et le degré d'importance qu'elle a toujours eu dans ce Journal, qui s'est fait estimer par sa variété et par l'esprit de critique sain et impartial de ses coopérateurs. Elle vient d'être confiée aux soins d'une société de gens de lettres qui, sous l'heureuse influence de la liberté de la presse, ne négligeront rien de ce qui peut intéresser la république des lettres, soit sous les rapports du goût et de la littérature proprement dite, soit sous ceux de l'économie politique, des sciences, des beaux arts, de la morale et de l'instruction publique. Le regne de la barbarie et du vandalisme n'a jamais été que celui de la tyrannie. Les encouragemens que la Convention vient d'accorder aux savans, aux gens de lettres et aux artistes, sont une nouvelle preuve de la fécondité de l'alliance inséparable des lumieres avec la Liberté.

Les changemens et les améliorations que nous nous proposons ne se bornent pas seulement à l'intérêt de la rédaction. Le caractere petit-romain que nous avons employé jusqu'à ce jour, avait l'inconvénient de fatiguer extrêmement à la lecture, nous lui avons substitué un caractere plus agréable à l'œil ; convaincus que nous sommes que les formes typographiques influent plus qu'on ne pense sur le succès d'un ouvrage. Nous continuerons de faire usage du petit caractere pour les nouvelles politiques, les pieces officielles et tous les objets qui sont purement de détail ; mais en même-tems, par les suppléments que nous donnerons, ce Journal acquerra une plus grande étendue de matiere.

Rien ne sera changé dans les autres parties qui composent

Digitized by Google

re Journal : les nouvelles politiques les débats et les décrets majeurs de la Convention, les nouvelles de Paris et de l'intérieur le tribunal revolutionnaire, et les opérations importantes de nos armées, continueront d'y occuper une place essentielle.

Il paraîtra toujours deux fois par décade, ce qui le met au niveau des feuilles du jour dans la plus grande partie des départemens, où le service des postes n'est pas journalier.

Ainsi le Mercure, le plus ancien des journaux, celui dont la collection est la plus recherchée, aura toujours sur les autres du même genre, l'avantage de paraître plus fréquemment, et de réunir avec le même intérêt et la même variété plus de matières.

La cherté excessive du papier qui a plus que triplé, celle de la main-d'œuvre qui s'est accrue dans la même proportion, et l'augmentation de moitié dans les frais de port, qui vient d'être décrétée par la Convention, nous obligent de porter le prix de l'abonnement à compter du 1er. pluviôse à 30 liv. pour l'année, 15 liv. pour six mois, franc de port pour Paris et les départemens. Aussitôt que cet objet aura subi quelque diminution, nous nous empresserons d'en faire jouir nos souscripteurs.

Les auteurs, les artistes et les libraires qui voudront faire annoncer leurs productions, pourront bien les adresser au citoyen Gueffier directeur du Mercure, rue des Poitevins, n°. 18 qui jouit seulement les conditions.

Digitized by Google

NOUVEL AVIS AUX SOUSCRIPTEURS.

La partie littéraire, subordonnée jusqu'à présent aux événemens de la révolution et aux grands intérêts politiques, essentiellement liés à son succès, va reprendre l'étendue et le degré d'importance qu'elle a toujours eu dans ce Journal, qui s'est fait estimer par sa variété et par l'esprit de critique saine et impartiale de ses rédacteurs. Elle vient d'être confiée aux soins d'une société de gens de lettres qui, sous l'heureuse influence de la liberté de la presse, ne négligeront rien de ce qui peut intéresser la république des lettres, soit sous les rapports du goût et de la littérature proprement dite, soit sous ceux de l'économie politique, des sciences, des beaux arts, de la morale et de l'instruction publique. Le regne de la barbarie et du vandalisme n'a jamais été que celui de la tyrannie. Les encouragemens que la Convention vient d'accorder aux savans, aux gens de lettres et aux artistes, sont une nouvelle preuve de la nécessité de l'alliance inséparable des lumieres avec la Liberté.

Les changemens et les améliorations que nous nous proposons ne se bornent pas seulement à l'intérêt de la rédaction. Le caractere petit-romain que nous avons employé jusqu'à ce jour, avait l'inconvénient de fatiguer extrêmement à la lecture, nous lui avons substitué un caractere plus agréable à l'œil ; convaincus que nous sommes que les formes typographiques influent plus qu'on ne pense sur le succès d'un ouvrage. Nous continuerons de faire usage du petit caractere pour les nouvelles politiques, les pieces officielles et tous les objets qui sont purement de détail ; mais en même-tems, par les suppléments que nous donnerons, ce Journal acquerra une plus grande étendue de matiere.

Rien ne sera changé dans les autres parties qui compose-

Digitized by Google

ce Journal : les nouvelles politiques les débats et les décrets majeurs de la Convention, les nouvelles de Paris et de l'intérieur le tribunal révolutionnaire, et les opérations importantes de nos armées, continueront d'y occuper une place essentielle.

Il paraîtra toujours deux fois par décade, ce qui le met au niveau des feuilles du jour dans la plus grande partie des départemens, où le service des postes n'est pas journalier.

Ainsi le Mercure, le plus ancien des journaux, celui dont la collection est la plus recherchée, aura toujours sur les autres du même genre, l'avantage de paraître plus fréquemment, et de réunir avec le même intérêt et la même variété plus de matières.

La cherté excessive du papier qui a plus que triplé, celle de la main-d'œuvre qui s'est accrue dans la même proportion, et l'augmentation de moitié dans les frais de port, qui vient d'être décrétée par la Convention, nous obligent de porter le prix de l'abonnement à compter du 1.er pluviôse à 50 liv. pour l'année, 28 liv. pour six mois, francs de port pour Paris et les départemens. Aussitôt que ces objets auront subi quelque diminution, nous nous empresserons d'en faire jouir nos souscripteurs.

Les auteurs, les artistes et les libraires qui voudront faire annoncer leurs productions, voudront bien les adresser au citoyen Guth directeur du Mercure, rue des Poitevins, n.° 18 qui reçoit également les souscriptions.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google